

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CLXXIII

1936-1937

N°s 4001-4032

TABLE DES MATIÈRES

	Page
N° 4001. — Allemagne et Finlande :	
Convention concernant la protection et l'assistance judiciaires en matière fiscale, et protocole final, signés à Helsinki, le 25 septembre 1935, et échange de notes comportant un accord conclu en vertu de l'article 19 de ladite convention, Berlin, le 3 août 1936, et Helsinki, le 6 octobre 1936	11
N° 4002. — Albanie et Italie :	
Accord relatif à la liquidation de l'emprunt du 26 juin 1931. Signé à Tirana, le 19 mars 1936	51
N° 4003. — Albanie et Italie :	
Accord relatif au règlement de la situation financière de l'Etat albanais. Signé à Tirana, le 19 mars 1936	63
N° 4004. — Albanie et Italie :	
Accord relatif à l'emprunt agricole de dix millions de francs-or. Signé à Tirana, le 19 mars 1936	73
N° 4005. — Albanie et Italie :	
Accord relatif à un emprunt pour l'institution du monopole albanais des tabacs. Signé à Tirana, le 19 mars 1936	83
N° 4006. — Albanie et Italie :	
Convention relative au port de Durazzo, avec annexe. Signée à Tirana, le 19 mars 1936	93
N° 4007. — Albanie et Italie :	
Convention sanitaire vétérinaire, avec annexes et protocole final. Signés à Tirana, le 19 mars 1936	107

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CLXXIII

1936-1937

Nos. 4001-4032

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 4001. — Germany and Finland :	
Convention concerning Legal Protection and Assistance in Matters relating to Taxation, and Final Protocol, signed at Helsinki, September 25th, 1935, and Exchange of Notes constituting an Agreement concluded under Article 19 of the said Convention, Berlin, August 3rd, 1936, and Helsinki, October 6th, 1936	11
No. 4002. — Albania and Italy :	
Agreement regarding the Liquidation of the Loan of June 26th, 1931. Signed at Tirana, March 19th, 1936	51
No. 4003. — Albania and Italy :	
Agreement concerning the Regularisation of the Financial Situation of the Albanian State. Signed at Tirana, March 19th, 1936	63
No. 4004. — Albania and Italy :	
Agreement regarding the Agricultural Loan of Ten Million Gold Francs. Signed at Tirana, March 19th, 1936	73
No. 4005. — Albania and Italy :	
Agreement regarding a Loan for the Creation of the Albanian Tobacco Monopoly. Signed at Tirana, March 19th, 1936	83
No. 4006. — Albania and Italy :	
Convention regarding the Port of Durazzo, with Annex. Signed at Tirana, March 19th, 1936	93
No. 4007. — Albania and Italy :	
Veterinary Sanitary Convention, with Annexes and Final Protocol. Signed at Tirana, March 19th, 1936	107

	Pages
N° 4008. — Albanie et Italie :	
Accord commercial provisoire, avec annexe. Signé à Tirana, le 19 mars 1936	131
N° 4009. — Etats-Unis d'Amérique et Nicaragua :	
Accord commercial, avec annexes. Signé à Managua, le 11 mars 1936	141
N° 4010. — Union économique belgo-luxembourgeoise et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Convention commerciale provisoire. Signée à Paris, le 5 septembre 1935	169
N° 4011. — France et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption réciproque, entre l'Indochine française et les Indes néerlandaises, du visa consulaire des patentes de santé des navires. Paris, les 20 et 25 mai 1936	187
N° 4012. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Norvège :	
Accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de franc-bord délivrés aux navires auxquels ne s'applique pas la Convention internationale de 1930 sur les lignes de charge. Signé à Londres, le 18 novembre 1936	193
N° 4013. — Bulgarie et Finlande :	
Accord de clearing. Signé à Sofia, le 27 octobre 1936	201
N° 4014. — Danemark et Suède :	
Echange de notes constituant un accord relatif à la réciprocité en matière d'assurance-chômage. Copenhague, le 20 novembre 1936	207
N° 4015. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Australie, Bulgarie, France, Grèce, Japon, Roumanie, Turquie, Union des Républiques soviétiques socialistes, Yougoslavie :	
Convention concernant le régime des Détroits, avec annexes et protocole. Signés à Montreux, le 20 juillet 1936	213
N° 4016. — France et Hongrie :	
Convention relative à la navigation aérienne. Signée à Paris, le 23 juillet 1935	243
N° 4017. — Italie et Suède :	
Accord commercial, signé à Rome, le 1 ^{er} décembre 1936, et échange de notes modifiant ledit accord commercial, Rome, le 9 juin 1937	257
N° 4018. — Italie et Suède :	
Accord de clearing. Signé à Rome, le 1 ^{er} décembre 1936	269

	Page
No. 4008. — Albania and Italy :	
Provisional Commercial Agreement, with Annex. Signed at Tirana, March 19th, 1936 ...	131
No. 4009. — United States of America and Nicaragua :	
Commercial Agreement, with Annexes. Signed at Managua, March 11th, 1936	141
No. 4010. — Economic Union of Belgium and Luxemburg and Union of Soviet Socialist Republics :	
Provisional Commercial Convention. Signed at Paris, September 5th, 1935	169
No. 4011. — France and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Reciprocal Exemption, as between French Indo-China and the Netherlands Indies, from the Consular Visa on Bills of Health for Vessels. Paris, May 20th and 25th, 1936	187
No. 4012. — Great Britain and Northern Ireland and Norway :	
Agreement regarding the Mutual Recognition of the Load Line Certificates issued to Ships to which the International Load Line Convention of 1930 does not apply. Signed at London, November 18th, 1936	193
No. 4013. — Bulgaria and Finland :	
Clearing Agreement. Signed at Sofia, October 27th, 1936	201
No. 4014. — Denmark and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement concerning Reciprocity as regards Unemployment Insurance. Copenhagen, November 20th, 1936... ..	207
No. 4015. — Great Britain and Northern Ireland, Australia, Bulgaria, France, Greece, Japan, Roumania, Turkey, Union of Soviet Socialist Republics, Yugoslavia :	
Convention regarding the Régime of the Straits, with Annexes and Protocol. Signed at Montreux, July 20th, 1936	213
No. 4016. — France and Hungary :	
Convention regarding Air Navigation. Signed at Paris, July 23rd, 1935	243
No. 4017. — Italy and Sweden :	
Commercial Agreement, signed at Rome, December 1st, 1936, and Exchange of Notes modifying the said Commercial Agreement, Rome, June 9th, 1937	257
No. 4018. — Italy and Sweden :	
Clearing Agreement. Signed at Rome, December 1st, 1936	269

	Pages
N° 4019. — Italie et Suède :	
Accord spécial pour le règlement des paiements arriérés, avec annexe. Signé à Rome, le 1 ^{er} décembre 1936	279
N° 4020. — Belgique et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Convention pour l'exécution réciproque des jugements rendus en matière civile et commerciale, avec annexe et protocole. Signés à Bruxelles, le 2 mai 1934	291
N° 4021. — Allemagne et Canada :	
Accord relatif aux paiements, avec annexe. Signé à Ottawa, le 22 octobre 1936	311
N° 4022. — Commonwealth d'Australie et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la frontière entre la Nouvelle-Guinée néerlandaise et le territoire de la Nouvelle-Guinée administré sous mandat par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, et déclaration y annexée. Londres, le 14 septembre 1936	325
N° 4023. — Allemagne et Tchécoslovaquie :	
Avenant à la Convention économique du 29 juin 1920 entre les deux pays, et protocole final. Signés à Praha, le 30 décembre 1935	333
N° 4024. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Chine :	
Accord entre l'Administration des postes du Bornéo du Nord et l'Administration des postes de la Chine pour l'échange des mandats de poste. Signé les 20 juin et 17 juillet 1936	343
N° 4025. — Etats-Unis d'Amérique, Commonwealth d'Australie, Canada, France, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Inde, Etat libre d'Irlande, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande et Union Sud-Africaine :	
Procès-verbal concernant les règles de la guerre sous-marine prévues par la partie IV du Traité de Londres du 22 avril 1930. Signé à Londres, le 6 novembre 1936	353
N° 4026. — Equateur et Pérou :	
Accord concernant l'exécution du Protocole du 21 juin 1924 relatif à la question des limites entre les deux pays. Signé à Lima, le 6 juillet 1936	359
N° 4027. — Pologne et Roumanie :	
Protocole final de délimitation de la frontière entre les deux pays. Signé à Bucarest, le 17 mai 1935	363
N° 4028. — Pologne et Roumanie :	
Convention relative à la protection, conservation et reconstruction des bornes frontières et autres signes servant à indiquer la ligne frontière entre les deux pays, signée à Bucarest, le 17 mai 1935, et protocole annexe, signé à Bucarest, le 28 juin 1935	373

	Page
No. 4019. — Italy and Sweden :	
Special Agreement for the Settlement of Outstanding Payments, with Annex. Signed at Rome, December 1st, 1936... ..	279
No. 4020. — Belgium and Great Britain and Northern Ireland :	
Convention for the Reciprocal Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters, with Annex and Protocol. Signed at Brussels, May 2nd, 1934	291
No. 4021. — Germany and Canada :	
Payments Agreement, with Annex. Signed at Ottawa, October 22nd, 1936	311
No. 4022. — Commonwealth of Australia and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Boundary between Netherlands New Guinea and the Territory of New Guinea administered under Mandate by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia, and Declaration annexed thereto. London, September 14th, 1936	325
No. 4023. — Germany and Czechoslovakia :	
Additional Agreement to the Economic Agreement of June 29th, 1920, between the Two Countries, and Final Protocol. Signed at Prague, December 30th, 1935	333
No. 4024. — Great Britain and Northern Ireland and China :	
Agreement between the Post Office of North Borneo and the Post Office of China for the Transaction of Money Order Business. Signed June 20th and July 17th, 1936 ...	343
No. 4025. — United States of America, Commonwealth of Australia, Canada, France, Great Britain and Northern Ireland, India, Irish Free State, Italy, Japan, New Zealand and Union of South Africa :	
<i>Procès-verbal</i> relating to the Rules of Submarine Warfare set forth in Part IV of the Treaty of London of April 22nd, 1930. Signed at London, November 6th, 1936 ...	353
No. 4026. — Ecuador and Peru :	
Agreement regarding the Execution of the Protocol of June 21st, 1924, concerning the Question of the Frontiers between the Two Countries. Signed at Lima, July 6th, 1936	359
No. 4027. — Poland and Roumania :	
Final Protocol regarding the Delimitation of the Frontier between the Two Countries. Signed at Bucharest, May 17th, 1935	363
No. 4028. — Poland and Roumania :	
Convention regarding the Protection, Maintenance and Repair of Frontier Posts and Other Marks indicating the Frontier Line between the Two Countries, signed at Bucharest, May 17th, 1935, and Protocol-Annex, signed at Bucharest, June 28th, 1935	373

	Pages
N° 4029. — Allemagne et Tchécoslovaquie :	
Echange de notes comportant un accord relatif aux boutons de nacre. Berlin, le 26 juin 1935	385
N° 4030. — Bulgarie et Suède :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats d'origine. Sofia, le 7 décembre 1936	393
N° 4031. — Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Egypte :	
Traité d'alliance, signé à Londres, le 26 août 1936, avec note acceptée de la même date, et notes y relatives, Londres, le 26 août 1936, et Ramleh et Alexandrie, le 12 août 1936	401
N° 4032. — Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Egypte :	
Convention relative aux immunités et privilèges dont jouiront les forces britanniques en Egypte. Signée à Londres, le 26 août 1936	433

	Page
No. 4029. — Germany and Czechoslovakia :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Mother-of-Pearl Buttons. Berlin, June 26th, 1935	385
No. 4030. — Bulgaria and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Recognition of Certificates of Origin. Sofia, December 7th, 1936	393
No. 4031. — United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and Egypt :	
Treaty of Alliance, signed at London, August 26th, 1936, with Agreed Minute of the same Date, and Notes relating thereto, London, August 26th, 1936, and Ramleh and Alexandria, August 12th, 1936	401
No. 4032. — United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and Egypt :	
Convention concerning the Immunities and Privileges to be enjoyed by the British Forces in Egypt. Signed at London, August 26th, 1936	433

N° 4001.

ALLEMAGNE ET FINLANDE

Convention concernant la protection et l'assistance judiciaires en matière fiscale, et protocole final, signés à Helsinki, le 25 septembre 1935, et échange de notes comportant un accord conclu en vertu de l'article 19 de ladite convention, Berlin, le 3 août 1936, et Helsinki, le 6 octobre 1936.

GERMANY AND FINLAND

Convention concerning Legal Protection and Assistance in Matters relating to Taxation, and Final Protocol, signed at Helsinki, September 25th, 1935, and Exchange of Notes constituting an Agreement concluded under Article 19 of the said Convention, Berlin, August 3rd, 1936, and Helsinki, October 6th, 1936.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 4001. — SOPIMUS¹ SUOMEN TASAVALLAN JA SAKSAN VALTAKUNNAN VÄLILLÄ VEROASIOISSA ANNETTAVASTA OIKEUSSUOJASTA JA OIKEUSAVUSTA. ALLEKIRJOITETTU HELSINGISSÄ 25 PÄIVÄNÄ SYYSKUUTA 1935.

Textes officiels allemand et finnois communiqués par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 novembre 1936.

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI ja SAKSAN VALTAKUNNANKANSLERI ovat päättäneet tehdä sopimuksen veroasioissa annettavasta oikeussuojasta ja oikeusavusta.

Tätä varten he ovat nimittäneet valtuutetuikseen :

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Hallintoneuvos Eemil Leander AIRILAN,

SAKSAN VALTAKUNNANKANSLERI :

Ministeriaalityrehtööri, Professori, Tri Otto HEDDING'in,

jotka tarkastettuaan toistensa valtakirjat ja havaittuaan ne oikeaan ja asianmukaiseen muotoon laadituiksi, ovat sopineet seuraavista määräyksistä :

1 artikla.

Veroilla tarkoitetaan tässä sopimuksessa julkisia maksuja, mikäli niitä kannetaan Suomen Tasavallassa valtiolle ja Saksan Valtakunnassa valtakunnalle ja osavaltioille, sekä kummassakin sopimusmaassa yhdenmukaisesti mainittujen maksujen kanssa suoritettavien lisämaksujen tai apumaksujen muodossa muiden julkisoikeudellisten yhdyskuntien hyväksi. Suomen kunnallisveroa pidetään myös tässä sopimuksessa tarkoitettuna verona. Tullit ja kulutusverot ovat tämän sopimuksen ulkopuolella. Liikevaihtoveroa ei tässä sopimuksessa pidetä kulutusverona. Arvonousuveroihin, joita on suoritettava kiinteistöjen luovutuksen johdosta, sovelletaan tätä sopimusta silloinkin, kun ne kannetaan ainoastaan kunnille tai kuntien liitoille.

I. OIKEUSSUOJA VEROASIOISSA.

2 artikla.

(1) Toisen valtion kansalaiset nauttivat toisen valtion alueella samaa kohtelua veroasioissa ja erittäinkin samaa suojaa finanssiviranomaisten luona, oikeuksissa sekä finanssi- ja hallinto-oikeuksissa, kuin maan omat kansalaiset.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 31 décembre 1935.
Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1936.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Nr. 4001. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER REPUBLIK FINNLAND ÜBER RECHTSSCHUTZ UND RECHTSHILFE IN STEUERSACHEN. GEZEICHNET IN HELSINKI, AM 25. SEPTEMBER 1935.

German and Finnish official texts communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations. The registration of this Convention took place November 10th, 1936.

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER und DER PRÄSIDENT DER REPUBLIK FINNLAND sind übereingekommen, ein Abkommen über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen abzuschliessen. Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER :

den Ministerialdirektor Professor Dr. Otto HEDDING,

DER PRÄSIDENT DER REPUBLIK FINNLAND :

den Verwaltungsrat Eemil Leander AIRILA,

die, nachdem sie ihre Vollmachten geprüft und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel 1.

Als Steuern im Sinne dieses Abkommens gelten die öffentlichen Abgaben, soweit sie auf seiten des Deutschen Reichs für das Reich und die Länder, auf seiten der Republik Finnland für den Staat und auf beiden Seiten in der Form von einheitlich mit diesen Abgaben zu erhebenden Zuschlägen oder Beiträgen für Rechnung anderer öffentlich-rechtlicher Körperschaften erhoben werden. Die finnische Gemeindesteuer gilt ebenfalls als Steuer im Sinne dieses Abkommens. Ausgeschlossen sind jedoch Zölle und Verbrauchsabgaben ; die Umsatzsteuer gilt für den Anwendungsbereich dieses Abkommens nicht als Verbrauchsabgabe. Auf Steuern vom Wertzuwachs bei der Veräusserung von Grundstücken findet das Abkommen auch dann Anwendung, wenn sie nur für Gemeinden oder Gemeindeverbände erhoben werden.

I. RECHTSSCHUTZ IN STEUERSACHEN.

Artikel 2.

(1) Die Angehörigen des einen Staates geniessen im Gebiete des anderen Staates die gleiche steuerliche Behandlung, insbesondere den gleichen Schutz vor den Finanzbehörden, Gerichten, Finanz- und Verwaltungsgerichten, wie die Landesangehörigen.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, December 31st, 1935.
Came into force January 1st, 1936.

(2) Juridiset henkilöt, niihin luettuina yhtiöt, niin myös henkilöyhdistykset, laitokset, säätiöt ja muut tarkoitteomaisuudet, joilla ei ole oikeushenkilöllisyyttä, mutta jotka sellaisinaan ovat verotuksen alaisia, nauttivat, mikäli niillä on toisen valtion alueella kotipaikka ja mikäli ne sen lakien mukaan ovat oikeudellisesti olemassa, toisen valtion alueella samaa kohtelua veroasioissa (1 kohta) kuin tämän valtion vastaavat omat verovelvolliset.

(3) Toisen valtion kansalaisia samoin kuin 2 kohdassa mainittuja verovelvollisia ei saa toisen valtion alueella veroasioissa kohdella epäedullisemmin kuin minkä muun kolmannen valtion tahansa vastaavanlaisia kansalaisia.

II. OIKEUSAPU VEROASIOISSA.

3 artikla.

Molemmat valtiot sitoutuvat kaikissa veroasioissa, niin hyvin verojen perusteiden ja vakuuksien selvillesaattamisessa ja verojen määräämisessä kuin myös muutoksenhakumenettelyssä ja verojen perimisessä antamaan toisilleen virka- ja oikeusapua.

4 artikla.

(1) Veroasioissa tapahtuu virka- ja oikeusapupyynnöiden, asiakirjain tiedoksi antamista koskevat asiat niihin luettuina, käsittely kummankin valtion viranomaisten välittömän yhteistoiminnan kautta.

(2) Pätevät tiedoksiantopyyntöjä samoin kuin muita virka- ja oikeusapupyynnöitä välittömästi lähettämään ja vastaanottamaan ovat Suomen Tasavallan puolelta valtiovarainministeriö ja Saksan Valtakunnan puolelta valtakunnan finanssiministeri (der Reichsminister der Finanzen).

5 artikla.

(1) Pyyntökirjelmät sekä kaikki muut virka- ja oikeusapuasioissa toiseen valtioon lähetettävät asiakirjat ja muut kirjoitukset laaditaan pyytävän valtion virkakiellellä. Suomen Tasavallasta lähetettävien pyyntökirjelmien, asiakirjojen ja muiden kirjoitusten ohien on liitettävä saksankielinen käännös.

(2) Pyyntökirjelmissä on mainittava pyytävä viranomainen, asiallisten nimi ja ammatti (säätty) sekä tiedoksiantoasioissa vastaanottajan osoite ja tiedoksi annettavan asiakirjan laatu.

6 artikla.

(1) Täytäntöönpanovaltion asianomainen viranomainen on velvollinen huolehtimaan tiedoksiannosta. Tämä viranomainen voi muissa paitsi 2 kohdassa edellytetyissä tapauksissa rajoittaa siihen, että hän suorittaa tiedoksiannon jättämällä asiakirjan vastaanottajalle, mikäli tämä suostuu sen vastaanottamaan.

(2) Pyytävän valtion toivomuksesta on tiedoksi annettava asiakirja toimitettava asianomaiselle siinä muodossa, mikä täytäntöönpanovaltion sisäisessä lainsäädännössä on samanlaatuisten tiedoksiantojen suorittamisesta määrätty.

7 artikla.

Tapahtunut tiedoksianto todetaan joko vastaanottajan antamalla vastaanottotunnustuksella, joka on päivättävä ja varmennettava, tai täytäntöönpanovaltion viranomaisen todistuksella, mistä käy selville, että tiedoksianto on tapahtunut, sekä sen muoto ja aika.

(2) Juristische Personen einschliesslich der Gesellschaften sowie Personenvereinigungen, Anstalten, Stiftungen and sonstige Zweckvermögen, die keine eigene Rechtspersönlichkeit besitzen, aber als solche der Besteuerung unterliegen, geniessen, sofern sie in dem Gebiete des einen Staates ihren Sitz haben und nach dessen Gesetzen rechtlich bestehen, in dem Gebiete des anderen Staates die gleiche steuerliche Behandlung (Absatz 1) wie die entsprechenden eigenen Steuerpflichtigen dieses anderen Staates.

(3) Die Angehörigen des einen Staates mit Einschluss der in Absatz 2 bezeichneten Steuerpflichtigen dürfen im Gebiete des anderen Staates keiner ungünstigeren steuerlichen Behandlung unterworfen werden als die entsprechenden Angehörigen irgendeines dritten Staates.

II. RECHTSHILFE IN STEUERSACHEN.

Artikel 3.

Beide Staaten verpflichten sich, in allen Steuersachen sowohl bei der Ermittlung und Festsetzung von Steuern und Sicherheiten als auch im Rechtsmittelverfahren und in der Beitreibung sich gegenseitig Amts- und Rechtshilfe zu leisten.

Artikel 4.

(1) In Steuersachen erfolgt die Erledigung von Amts- und Rechtshilfeersuchen mit Einschluss der Zustellung von Schriftstücken in unmittelbarem Geschäftsverkehr der Behörden der beiden Staaten.

(2) Für unmittelbare Übermittlung von Zustellungs- und sonstigen Amts- und Rechtshilfeersuchen sowie für ihre Entgegennahme ist auf seiten des Deutschen Reichs der Reichsminister der Finanzen, auf seiten der Republik Finnland das Finanzministerium zuständig.

Artikel 5.

(1) Die Ersuchungsschreiben sowie sämtliche anderen im Amts- und Rechtshilfeverkehr zu übermittelnden Urkunden und sonstigen Schriftstücke werden in der Amtssprache des ersuchenden Staates abgefasst; den von der Republik Finnland ausgehenden Ersuchungsschreiben, Urkunden und sonstigen Schriftstücken sind Übersetzungen in deutscher Sprache beizufügen.

(2) In den Ersuchungsschreiben sind die ersuchende Behörde, der Name und Beruf (Stand) der Beteiligten sowie, im Falle der Zustellung, die Adresse des Empfängers und die Art des zuzustellenden Schriftstückes anzugeben.

Artikel 6.

(1) Für die Zustellung hat die zuständige Behörde des ersuchten Staates Sorge zu tragen. Diese Behörde kann sich, abgesehen von den im Absatz 2 vorgesehenen Fällen, darauf beschränken, die Zustellung durch Übergabe des Schriftstückes an den Empfänger zu bewirken, sofern er zur Annahme bereit ist.

(2) Auf Wunsch des ersuchenden Staates ist das zuzustellende Schriftstück in der durch die innere Gesetzgebung des ersuchten Staates für die Bewirkung gleichartiger Zustellungen vorgeschriebenen Form zuzustellen.

Artikel 7.

Die Zustellung wird entweder durch ein mit Datum versehenes und beglaubigtes Empfangsbekennnis des Empfängers oder durch ein Zeugnis der Behörde des ersuchten Staates, aus dem sich die Tatsache, die Form und die Zeit der Zustellung ergeben, nachgewiesen.

8 artikla.

(1) Viranomainen, jolle pyyntö on osoitettu, on velvollinen sen täyttämään ja tällöin käyttämään samoja pakkokeinoja kuin suorittaessaan vastaavia tehtäviä, joiden toimitamista täytäntöönpanovaltion viranomainen tai joku asianosainen on pyytänyt. Myös suorittamisen muotoon nähden on täytäntöönpanovaltion lakeja noudatettava ; kuitenkin on pyytävän viranomaisen toivomuksesta erityistä muotoa käytettävä, mikäli se ei ole täytäntöönpanovaltion lainsäädännön vastainen.

(2) Täytäntöönpanovaltion alueella sallittua pakkokeinoa voidaan käyttää ainoastaan sikäli, kuin pyytävällä valtiolla on vastaavissa tapauksissa tilaisuus käyttää samanlaatuista pakkokeinoa.

(3) Pyytävälle viranomaiselle on, sitä haluttaessa, ilmoitettava pyynnön aiheuttaman toimituksen aika ja paikka. Asialliset ovat oikeutetut täytäntöönpanovaltiossa voimassaolevien leisten määräysten mukaisesti olemaan edustettuina toimituksessa tai itse siinä läsnäolemaan.

9 artikla.

Virka- ja oikeuspyyntöjen, asiakirjojen tiedoksiantamista koskevat asiat niihin luettuina, täyttamisestä ei suoriteta maksua tai korvausta. Poikkeuksena on kuitenkin, mikäli ei toisin sovita, todistajille ja asiantuntijoille maksetut korvaukset sekä ne kustannukset, mitkä ovat aiheutuneet täytäntöönpanoviranomaisen osallisuudesta toimitukseen 6 artiklan 2 kohdassa mainituissa tapauksissa tai 8 artiklan 1 kohdassa edellytetyn erityisen muodon käyttämisestä.

10 artikla.

Tämän sopimuksen määräyksiä sovelletaan verojen perimisessä annettavaan oikeusapuun, mikäli 11—13 artikloissa ei toisin määrätä.

11 artikla.

(1) Veroasioissa annetut lopulliset päätökset (ratkaisut, määräykset) on pyynnöstä, joka toisen valtion ylimmän finanssihallintoviranomaisen on osoitettava toisen valtion vastaavalle viranomaiselle, maksuttomasti päteviksi tunnustettava ja täytäntöön pantava. Päteväksi tunnustaminen on nimenomaan lausuttava.

(2) Ensimmäisessä kappaleessa mainitut päätökset on asiallisia ennakoita kuulematta täytäntöön pantava sen valtion lainsäädännön mukaisesti, missä täytäntöönpano tapahtuu.

(3) Täytäntöönpanopyyntöön on liitettävä pyytävän valtion asianomaisen viranomaisen selitys siitä, että päätös on lopullinen. Tämän viranomaisen pätevyys on pyytävän valtion ylimmän finanssihallintoviranomaisen todistettava.

12 artikla.

Täytäntöönpanokelpoisen päätöksen nojalla, joka ei vielä ole lopullinen, voidaan pyytävän valtion kansalaista kohtaan pyytää vain väliaikaista turvaamistoimenpidettä takavarikoimisen muodossa. Se, jota tämä toimenpide on kohdannut, on oikeutettu saamaan takavarikon peruutetuksi asettamalla vakuuden, jonka laatu ja suuruus on pyynnössä mainittava. 11 artiklan määräyksiä on soveltuvin kohdin noudatettava.

13 artikla.

Määrätynlaatuista täytäntöönpanoa tai turvaamistoimenpidettä tarkoitettavaan pyyntöön on myönnettävä, jos senlaatuinen täytäntöönpano tai turvaamistoimenpide on sekä pyytävän että

Artikel 8.

(1) Die Behörde, an die das Ersuchen gerichtet wird, ist verpflichtet, ihm zu entsprechen und dabei dieselben Zwangsmittel anzuwenden wie bei der Erledigung eines Ersuchens der Behörde des ersuchten Staates oder eines zum gleichen Zwecke gestellten Antrages eines Beteiligten. Auch die Formen der Erledigung richten sich nach den Gesetzen des ersuchten Staates; doch ist auf Antrag der ersuchenden Behörde nach einer besonderen Form zu verfahren, sofern diese der Gesetzgebung des ersuchten Staates nicht zuwiderläuft.

(2) Die Anwendung eines im Gebiete des ersuchten Staates zulässigen Zwangsmittels ist ausgeschlossen, soweit der ersuchende Staat im Falle eines entsprechenden Ersuchens nicht in der Lage wäre, ein gleichartiges Zwangsmittel anzuwenden.

(3) Die ersuchende Behörde ist auf ihr Verlangen von der Zeit und dem Orte der auf das Ersuchen vorzunehmenden Handlung zu benachrichtigen. Die Beteiligten sind berechtigt, sich bei der Handlung nach den allgemeinen, in dem ersuchten Staate massgebenden Vorschriften vertreten zu lassen oder ihr beizuwohnen.

Artikel 9.

Für die Erledigung von Amts- und Rechtshilfeersuchen mit Einschluss der Zustellung von Schriftstücken dürfen keinerlei Gebühren oder Auslagen erhoben werden; ausgenommen sind vorbehaltlich anderweitiger Übereinkunft die an Auskunftspersonen oder Sachverständige gezahlten Entschädigungen sowie die Auslagen, die durch die Mitwirkung eines Vollziehungsorgans in den Fällen des Artikel 6 Absatz 2 oder durch die Anwendung einer besonderen Form gemäss Artikel 8 Absatz 1 entstanden sind.

Artikel 10.

Auf die Rechtshilfe im Beitreibungsverfahren finden die Bestimmungen dieses Abkommens Anwendung, soweit nicht in den Artikeln 11 bis 13 etwas Abweichendes angeordnet ist.

Artikel 11.

(1) Unanfechtbare Verfügungen (Entscheidungen, Beschlüsse, Anordnungen) in Steuersachen sind auf Antrag, der von der obersten Finanzverwaltungsbehörde des einen Staates an die gleiche Behörde des anderen Staates zu richten ist, kostenfrei anzuerkennen und zu vollstrecken. Die Anerkennung muss ausdrücklich ausgesprochen werden.

(2) Die im Absatz 1 bezeichneten Verfügungen werden ohne vorhergehende Anhörung der Parteien gemäss der Gesetzgebung des Staates vollstreckt, in dem die Vollstreckung betrieben wird.

(3) Dem Ersuchen um Vollstreckung ist eine Erklärung der zuständigen Behörde des ersuchenden Staates beizufügen, dass die Verfügung unanfechtbar geworden ist; die Zuständigkeit dieser Behörde ist durch die oberste Finanzverwaltungsbehörde des ersuchenden Staates zu bescheinigen.

Artikel 12.

Auf Grund von vollstreckbaren Verfügungen, die noch nicht unanfechtbar geworden sind, kann gegenüber Angehörigen des ersuchenden Staates nur einstweilige Sicherstellung im Wege der Beschlagnahme verlangt werden. Der Betroffene ist berechtigt, die Aufhebung der Beschlagnahme durch Leistung einer Sicherheit herbeizuführen, deren Art und Höhe in dem Ersuchen bestimmt sein müssen. Artikel 11 findet entsprechende Anwendung.

Artikel 13.

Dem Ersuchen um eine bestimmte Art der Vollstreckung oder Sicherstellung ist zu entsprechen, soweit diese Art der Vollstreckung oder Sicherstellung nach dem Rechte des ersuchenden und des

täytäntöönpanovaltion oikeuden mukaan veroasioissa sallittu. Täytäntöönpanon ja turvaamistoimenpiteen laatuun ja suorittamiseen nähden on muutoin noudatettava täytäntöönpanovaltion oikeutta.

14 artikla.

(1) Virka- ja oikeusapua ei myönnetä sellaisia täytäntöönpanovaltion kansalaisia vastaan, jotka asuvat tai pysyväisesti oleskelevat tämän valtion alueella. Tämä määräys ei koske

a) virka- ja oikeusapua sellaisten verovaatimusten täytäntöönpanemiseksi, mitkä ovat perustuneet aikana, jolloin verovelvollinen oli pyytävän valtion kansalainen tai asui tai pysyväisesti oleskeli tässä valtiossa taikka jolloin hänellä oli siellä kiinteä liiketoimipaikka, eikä

b) virka- ja oikeusapua verovaatimusten täytäntöönpanemiseksi sellaisissa tapauksissa, joissa molempien valtioiden sisäisistä säännöksistä johtuva kaksinkertainen verotus kummankin valtion välillä kaksinkertaisen verotuksen ehkäisemiseksi tehdyn sopimuksen perusteella on välittömien verojen alalla ehkäisty tai lievennetty.

(2) Virka- ja oikeusavun antaminen voidaan kieltää, jos valtio, jolta apua pyydetään, katsoo valtaoikeuksiansa tai turvallisuutensa sen kautta saattavan joutua vaarannetuiksi.

(3) Pyyntö, joiden nojalla olisi hankittava täytäntöönpanovaltion alueella sallittuja selvityksiä, ilmoituksia tai lausuntoja henkilöiltä, jotka eivät ole verovelvollisuuteen osallisia, voidaan evätä, mikäli pyytävä valtio oman lainsäädäntönsä mukaisesti ei voi vastaavia selvityksiä, ilmoituksia tai lausuntoja vaatia. Sama koskee pyyntöjä, jotka tarkoittavat tiedoituksia tosiasiallisista oloista tai oikeussuhteista, mikäli tieto näistä oloista ja suhteista on saatu ainoastaan sellaisen selvityksen-, ilmoituksen- tai lausunnonantamisvelvollisuuden nojalla, jota ei ole säädetty pyytävän valtion alueella, samoin kuin kaikkia pyyntöjä, mikäli ne voitaisiin täyttää ainoastaan loukkaamalla kauppaa-, liike- tai ammattisalaisuuksia.

15 artikla.

(1) Jos pyyntö täytetään joko kokonaan tai osittain, on täytäntöönpanoviranomaisen viipymättä ilmoitettava pyytävälle viranomaiselle, millä tavoin pyynnön täyttäminen on tapahtunut.

(2) Jollei pyyntöä täydetä, on täytäntöönpanoviranomaisen viipymättä siitä tiedoitettava pyytävälle viranomaiselle, ilmoittamalla syyt siihen sekä muuten tunnetuksi tulleet seikat, joilla on merkitystä asian jatkuvalle käsittelylle.

16 artikla.

Kyselyihin, selvityksiin, ilmoituksiin ja lausuntoihin sekä muihin tiedoituksiin, joita virka- ja oikeusaputeitse saatetaan toisen valtion tietoon, sovelletaan vaihtolovelvollisuudesta ja salassapidosta mainitussa valtiossa voimassaolevia laillisia määräyksiä.

III. ASIAKIRJAIN OIKEAKSI TODISTAMINEN.

17 artikla.

(1) Toisen valtion finanssioikeuksien tai hallinto-oikeuksien vastaanottamat, antamat tai vahvistamat asiakirjat, mikäli ne ovat oikeuden sinetillä tai leimalla varustetut, eivät toisen valtion alueella, kun niitä veroasioissa käytetään, kaipa oikeaksi todistamista (legalisatiota).

ersuchten Staates in Steuersachen zulässig ist. Im übrigen richten sich die Art und Durchführung der Vollstreckung oder Sicherstellung nach dem Recht des ersuchten Staates.

Artikel 14.

(1) Die Amts- und Rechtshilfe wird nicht gegen Angehörige des ersuchten Staates gewährt, die innerhalb des Gebietes dieses Staates ihren Wohnsitz oder dauernden Aufenthalt haben. Diese Bestimmung gilt nicht

a) für die Amts- und Rechtshilfe zur Durchführung von Steueransprüchen, die gegen den Steuerpflichtigen in einem Zeitpunkt begründet waren, zu dem er die Staatsangehörigkeit des ersuchenden Staates besass oder zu dem er den Wohnsitz, den dauernden Aufenthalt oder eine Betriebsstätte in diesem Staate hatte, und

b) ferner nicht für die Amts- und Rechtshilfe zur Durchführung von Steueransprüchen in Fällen, in denen die aus den inneren Vorschriften der beiden Staaten sich ergebende Doppelbesteuerung auf Grund des Abkommens zwischen den beiden Staaten zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der direkten Steuern beseitigt oder gemildert ist.

(2) Die Amts- und Rechtshilfe kann abgelehnt werden, wenn der Staat, der um die Hilfeleistung ersucht ist, sie für geeignet hält, seine Hoheitsrechte oder seine Sicherheit zu gefährden.

(3) Ersuchen, auf Grund deren im Gebiete des ersuchten Staates zulässige Auskünfte, Anzeigen oder Gutachten von Personen, die nicht als Steuerpflichtige beteiligt sind, eingezogen werden sollen, können abgelehnt werden, soweit der ersuchende Staat nach seiner eigenen Gesetzgebung nicht in der Lage ist, entsprechende Auskünfte, Anzeigen oder Gutachten zu verlangen. Das gleiche gilt für Ersuchen, die auf Mitteilung tatsächlicher Verhältnisse oder rechtlicher Beziehungen gerichtet sind, sofern die Kenntnis dieser Verhältnisse oder Beziehungen nur auf Grund von Auskunfts-, Anzeige- oder Gutachterpflichten gewonnen ist, die in dem Gebiete des ersuchenden Staates nicht bestehen, sowie für alle Ersuchen, soweit ihnen nur unter Verletzung eines Geschäfts-, Betriebs- oder Gewerbegeheimnisses genügt werden könnte.

Artikel 15.

(1) Wird dem Ersuchen ganz oder teilweise entsprochen, so ist die ersuchende Behörde von der ersuchten Behörde über die Art der Erledigung unverzüglich zu unterrichten.

(2) Soweit dem Ersuchen nicht entsprochen wird, hat die ersuchte Behörde die ersuchende Behörde hiervon unter Angabe der Gründe und der sonst bekannt gewordenen Umstände, die für die Weiterführung der Sache von Bedeutung sind, unverzüglich zu benachrichtigen.

Artikel 16.

Auf die Anfragen, Auskünfte, Anzeigen und Gutachten sowie auf sonstige Mitteilungen, die im Wege der Amts- und Rechtshilfe einem Staate zugehen, finden die gesetzlichen Vorschriften dieses Staates über die Amtsverschwiegenheit und Geheimhaltung Anwendung.

III. BEGLAUBIGUNG VON URKUNDEN.

Artikel 17.

(1) Die von Finanzgerichten oder Verwaltungsgerichten des einen Staates aufgenommenen, ausgestellten oder beglaubigten Urkunden bedürfen, wenn sie mit dem Siegel oder Stempel des Gerichts versehen sind, zum Gebrauch im Gebiete des anderen Staates in Steuersachen keiner Beglaubigung (Legalisation).

(2) Mainittuihin asiakirjoihin luetaan myös oikeuden sihteerin tai muun pätevän virkamiehen allekirjoittamat asiakirjat, jos tämän allekirjoitus on riittävä sen valtion lakien mukaan, johon oikeus kuuluu.

18 artikla.

(1) Asiakirjat, jotka toisen valtion ylin tai korkeampi finanssihallintoviranomainen on vastaanottanut, antanut tai vahvistanut sekä sinetillään tai leimallaan varustanut eivät toisen valtion alueella, kun niitä veroasioissa käytetään, kaipa oikeaksi todistamista (legalisatiota).

(2) Molemmat valtiot antavat kysymykseen tulevista viranomaisista luettelon, jota voidaan yhteisymmärryksessä milloin tahansa hallintoteitse muuttaa tai lisätä.

IV. LOPPUMÄÄRÄYKSET.

19 artikla.

Molempien valtioiden ylimmät finanssihallintoviranomaiset voivat tämän sopimuksen puitteissa tehdä välipuheita keskenään. Erityisesti voivat ne sopia veroalalla esiintyvien muunlaisten rahasuoritusten käsittelystä, perittyjen varojen lähettämisestä ja kurssien vahvistamisesta niiden rahamäärien laskemista varten, joiden perimiseksi täytäntöönpano on tarpeen.

20 artikla.

(1) Tämä sopimus, joka on tehty alkuperäisinä kaksoiskappaleina suomeksi ja saksaksi on ratifioitava ja ratifioimiskirjat vaihdettava niin pian kuin mahdollista Berliinissä. Se tulee voimaan ratifioimiskirjojen vaihtoa seuraavan kalenterivuoden alkaessa ja pysyy voimassa siihen saakka, kunnes jompikumpi sopimuspuoli sen irtisanoo viimeistään kolme kuukautta ennen jonkun kalenterivuoden loppua. Jos irtisanominen on oikeassa ajassa tapahtunut, lakkaa sopimus olemasta voimassa mainitun kalenterivuoden päättyessä.

Tämän vakuudeksi ovat kummankin valtion valtuutetut allekirjoittaneet tämän sopimuksen ja varustaneet sen sineteillään.

HELSINGISSÄ 25 päivänä syyskuuta 1935.

(L. S.) E. L. AIRILA.

LOPPUPÖYTÄKIRJA.

Allekirjoittaessaan Suomen Tasavallan ja Saksan Valtakunnan välillä tänään tehdyn sopimuksen veroasioissa annettavasta oikeussuojasta ja oikeusavusta ovat allekirjoittaneet valtuutetut antaneet seuraavat yhtäpitävät selitykset, jotka olennaisena osana liittyvät sopimukseen :

1. Sopimuksen 2 artiklan 1 ja 2 kohdissa olevat määräykset ovat niin tulkittavat, että niissä mainittuja verovelvollisia on veroasioissa kohdeltava samalla tavoin niin hyvin muodollisessa kuin aineellisessakin suhteessa.

2. Sopimuksen 2 artiklan määräyksiä ei sovelleta, mikäli ja niin kauvan kuin siinä tarkoitettut edut jo myönnetään Suomen Tasavallan ja Saksan Valtakunnan välillä 24 päivänä maaliskuuta 1934 tehdyn kauppasopimuksen¹ 2 ja 3 artikloissa.

¹ Vol. CXLIX, page 343 ; et vol. CLXIV, page 414, de ce recueil.

(2) Zu den bezeichneten Urkunden gehören auch die von dem Gerichtsschreiber oder einem sonst zuständigen Beamten unterschriebenen Urkunden, sofern diese Unterschrift nach den Gesetzen des Staates genügt, dem das Gericht angehört.

Artikel 18.

(1) Urkunden, die von der obersten oder einer höheren Finanzverwaltungsbehörde des einen der beiden Staaten aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt und mit dem Siegel oder Stempel der Behörde versehen sind, bedürfen zum Gebrauch im Gebiete des anderen Staates in Steuersachen keiner Beglaubigung (Legalisation).

(2) Die beiden Staaten werden die in Betracht kommenden Behörden in einem Verzeichnis bekanntgeben, das im beiderseitigen Einverständnis jederzeit auf dem Verwaltungswege geändert oder ergänzt werden kann.

IV. SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Artikel 19.

Die obersten Finanzverwaltungsbehörden der beiden Staaten können weitere Vereinbarungen im Sinne dieses Abkommens treffen. Sie können insbesondere Bestimmungen über die Behandlung von Geldleistungen anderer Art auf steuerlichem Gebiete, über die Abführung von Vollstreckungserlösen und die Festsetzung von Kursen für die Umrechnung der Beträge vereinbaren, wegen deren eine Vollstreckung zu erfolgen hat.

Artikel 20.

Dieses Abkommen, ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und finnischer Sprache, soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Berlin ausgetauscht werden. Es tritt mit dem Beginn des auf den Austausch der Ratifikationsurkunden folgenden Kalenderjahres in Kraft und soll so lange in Geltung bleiben, als es nicht von einem der vertragschliessenden Staaten spätestens drei Monate vor Ablauf eines Kalenderjahres gekündigt wird. Im Falle rechtzeitiger Kündigung verliert das Abkommen mit dem Ablauf dieses Kalenderjahres die Wirksamkeit.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten beider Staaten dieses Abkommen unterfertigt und mit Siegeln versehen.

HELSINKI, den 25. September 1935.

(L. S.) O. HEDDING.

SCHLUSSPROTOKOLL

Bei der Unterzeichnung des am heutigen Tage zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland abgeschlossenen Abkommens über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärungen abgegeben, die einen integrierenden Teil dieses Abkommens selbst bilden sollen :

1. Die Bestimmungen des Artikel 2 Absatz 1 und 2 sind dahin auszulegen, dass die dort genannten Steuerpflichtigen steuerlich nicht nur formell, sondern auch materiell gleich behandelt werden.

2. Die Bestimmungen des Artikel 2 sollen nicht angewendet werden, insoweit und insolange die darin vorgesehenen Vorteile bereits durch Artikel 2 und 3 des Handelsvertrags¹ zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland von 24. März 1934 gewährt sind.

¹ Vol. CXLIX, page 343 ; and Vol. CLXIV, page 414, of this Series.

3. Helpottaakseen harkintaa siitä, onko aineellinen vastavuoroisuus virka- ja oikeusavun myöntämistä varten olemassa, suostuvat molemmat sopimuspuolet vaihtamaan keskenään selostuksia niistä finanssiviranomaisten toimivaltuuksista, joihin nähden on edellytettävä yhdenmukaisuus virka- ja oikeusapupyyntöjen käsittelyä koskevissa Suomen ja Saksan oikeusperiaatteissa. Selostuksen tulee erityisesti antaa valaistusta kysymykseen siitä

a) mitä selvityksiä, ilmoituksia, lausuntoja ja todistamiskeinoja voidaan vaatia verovelvolliselta tai kolmannelta henkilöltä, ja

b) mitkä pakkokeinot sekä turvaamis- ja täytäntöönpanotoimenpiteet ovat verovelvolliseen ja kolmanteen henkilöön nähden sallitut.

Siihen saakka, kunnes nämä selostukset ovat vaihdetut ja molemminpuolisesti hyväksytyt, ja mikäli pyyntö koskee toimenpiteitä, joita selostuksessa ei ole otettu huomioon, on virka- ja oikeusapua annettava, mikäli vastavuoroisuutta voidaan olettaa molemminpuolisesti noudatettavan ja jos pyynnön täytäntöönpano ei ole täytäntöönpanovaltion oikeuden vastaista, eikä mitään erikoista perustetta ole pyynnön epäämiseen sopimuksen määräysten nojalla. Tässä tarkoitetun vastavuoroisuuden katsotaan olevan olemassa, jos virka- tai oikeusapupyynnön ohkeen on liitetty pyytävän valtion ylimmän finanssihallintoviranomaisen antama todistus, jossa virallisesti todetaan, että vastavalmainen pyyntö on pyytävän valtion oikeuden mukaan täytettävä.

4. Tässä sopimuksessa mainitut käännökset tulee pyytävän valtion tahi täytäntöönpanovaltion ylimmän finanssihallintoviranomaisen taikka valantehneen tai virallisesti määrätyn kielenkääntäjän todistaa oikeiksi.

5. Asiakirjain lähettämistä ei periaatteellisesti voida vaatia. Poikkeuksia varten tarvitaan kummankin valtion ylimmän finanssihallintoviranomaisen suostumus. Pyyntö asiakirjain lähettämisestä voidaan kuitenkin esittää ainoastaan siinä tapauksessa, että pyytävän valtion pakottavat edut sitä vaativat. Tästä riippumatta on kummallakin valtiolla oikeus liittää pyyntöönsä omia asiakirjojaan, joiden tarkoituksena on helpottaa pyynnön täyttämistä.

6. Milloin on selvää, ettei täytäntöönpano voi viedä tulokseen, palautetaan pyyntö sanotusta seikasta annettavan todistuksen ohella pyytävälle viranomaiselle.

7. Perittävillä verosaatavilla ei ole täytäntöönpanovaltiossa etuoikeutta.

8. Täytäntöönpanopyyntöjä voidaan esittää ainoastaan, mikäli pyytävässä valtiossa ei ole riittävästi mahdollisuuksia täytäntöönpanoon.

9. Oikeusturvaa ja oikeusapua, joista tässä sopimuksessa on sovittu, annetaan ensi kerran kalenterivuoden 1936 verotuksessa, tuloverotuksessa niistä tuloista verotettaessa, jotka verovelvollinen on saanut kalenterivuonna 1935 tai sen vuoden aikana päättyneen tilivuoden kuluessa, sekä Suomessa siitä omaisuudesta verotettaessa, joka verovelvollisella on 31 päivänä joulukuuta 1935.

HELSINGISSÄ 25 päivänä syyskuuta 1935.

(L. S.) E. L. AIRILA.

Copie certifiée conforme :

A. Sallas,

Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

3. Die beiden Staaten werden, um die Prüfung der materiellen Gegenseitigkeit für die Gewährung der Amts- und Rechtshilfe zu erleichtern, Aufstellungen über die Befugnisse der Finanzbehörden austauschen, für die Übereinstimmung in den Rechtsgrundsätzen des deutschen und des finnischen Rechts bei Amts- und Rechtshilfeersuchen angenommen werden darf. Die Aufstellungen sollen insbesondere Aufschluss geben

a) über die Einkünfte, Anzeigen, Gutachten und Beweismittel, die von den Steuerpflichtigen oder von dritten Personen verlangt werden können,

b) über die Zwangsmittel, Sicherungs- und Vollstreckungsmassnahmen, die gegenüber den Steuerpflichtigen oder dritten Personen zulässig sind.

Solange oder soweit die Aufstellungen nicht ausgetauscht und von beiden Seiten anerkannt sind oder soweit das Ersuchen Massnahmen betrifft, die in den Aufstellungen nicht vorgesehen sind, wird die Amts- und Rechtshilfe gewährt, sofern die Gegenseitigkeit angenommen werden kann, die Durchführung des Ersuchens dem Rechte des ersuchten Staates nicht zuwiderläuft und nicht ein besonderer Grund zur Ablehnung des Ersuchens gemäss den Vorschriften des Abkommens gegeben ist. Die Gegenseitigkeit in diesem Sinne gilt als vorliegend, wenn dem einzelnen Amts- und Rechtshilfeersuchen eine Bescheinigung der obersten Finanzverwaltungsbehörde des ersuchenden Staates beigelegt ist, die amtlich feststellt, dass einem entsprechenden Ersuchen nach dem Rechte des ersuchenden Staates genügt werden wird.

4. Die in diesem Abkommen vorgesehenen Übersetzungen sind zu beglaubigen, und zwar entweder von der obersten Finanzverwaltungsbehörde oder von einem beidseitig oder öffentlich ernannten Dolmetscher des ersuchenden oder des ersuchten Staates.

5. Eine Übersendung von Akten kann grundsätzlich nicht gefordert werden. Ausnahmen bedürfen des Einvernehmens der beiden obersten Finanzverwaltungsbehörden; das Ersuchen um Übermittlung von Akten soll indessen nur gestellt werden, wenn dringende Interessen des ersuchenden Staates es erheischen. Unberührt bleibt die Befugnis jedes Staates, seinen Ersuchen eigene Akten beizugeben, die der Durchführung der Ersuchen dienen sollen.

6. Steht fest, dass die Vollstreckung keinen Erfolg haben wird, so wird das Ersuchen unter Beifügung einer Bescheinigung hierüber an die ersuchende Behörde zurückgeleitet.

7. Die beizutreibenden Steuerforderungen gelten in dem ersuchten Staat nicht als bevorrechtigt.

8. Ersuchen um Vollstreckung sollen nur gestellt werden, soweit ausreichende Vollstreckungsmöglichkeiten im ersuchenden Staate nicht bestehen.

9. Der Rechtsschutz und die Rechtshilfe, die in diesem Abkommen vereinbart sind, finden zum ersten Mal Anwendung auf die Besteuerung für das Kalenderjahr 1936, hinsichtlich der Besteuerung von Einkünften, soweit die Einkünfte im Kalenderjahr 1935 oder in einem im Kalenderjahr 1935 endenden Wirtschaftsjahr bezogen sind, und auf die finnische Vermögensteuer nach dem Stande vom 31. Dezember 1935.

HELSINKI, den 25. September 1935.

(L. S.) O. HEDDING.

Copie certifiée conforme :

A. Sallas,

*Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION.

N^o 4001. — CONVENTION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE CONCERNANT LA PROTECTION ET L'ASSISTANCE JUDICIAIRES EN MATIÈRE FISCALE. SIGNÉE A HELSINKI, LE 25 SEPTEMBRE 1935.

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ont décidé d'un commun accord de conclure une convention concernant la protection et l'assistance judiciaires en matière fiscale.

Ils ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND :

M. le professeur Otto HEDDING, directeur ministériel ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Eemil Leander AIRILA, conseiller administratif ;

Lesquels, après avoir vérifié leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Sont réputées impôts au sens de la présente convention les taxes publiques perçues dans le Reich allemand pour le compte du Reich et des Pays, dans la République de Finlande pour le compte de l'Etat, et celles qui, dans les deux pays, sont recouvrées en même temps que les taxes précitées, sous forme de taxes additionnelles ou de contributions, pour le compte d'autres institutions de droit public. La taxe communale finlandaise est également considérée comme un impôt au sens de la présente convention. Toutefois, les droits de douane et les impôts de consommation ne sont pas considérés comme impôts ; l'impôt sur le chiffre d'affaires n'est pas considéré comme impôt de consommation au point de vue de l'application de la présente convention. Au surplus, la présente convention s'applique aux impôts sur la plus-value prélevés lors de l'aliénation de biens-fonds lorsque ces impôts ne sont perçus que pour le compte de communes ou d'unions de communes.

I. PROTECTION JUDICIAIRE EN MATIÈRE FISCALE.

Article 2.

1. Les ressortissants de l'un des deux Etats jouiront, sur le territoire de l'autre Etat, du même traitement fiscal que les ressortissants dudit Etat, et notamment de la même protection par-devant l'administration des finances, les tribunaux, les tribunaux fiscaux et les tribunaux administratifs.

2. Les personnes morales, y compris les sociétés, ainsi que les associations de personnes, institutions, fondations et autres biens affectés à des fins particulières, qui ne possèdent pas de

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4001. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE
REPUBLIC OF FINLAND CONCERNING LEGAL PROTECTION
AND ASSISTANCE IN MATTERS RELATING TO TAXATION.
SIGNED AT HELSINKI, SEPTEMBER 25TH, 1935.

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND have agreed to conclude a Convention concerning legal protection and assistance in matters relating to taxation.

For this purpose, they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH :

Professor Otto HEDDING, Ministerial Director ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Eemil Leander AIRILA, Ministerial Counsellor,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The following shall be regarded as taxes for the purposes of the present Convention : public taxes levied in the German Reich on behalf of the Reich and the various German States, and in the Republic of Finland on behalf of the State, as also supplementary or additional taxes levied in either country conjointly with the above-mentioned public taxes on behalf of other bodies of public law standing. The Finnish communal tax shall also be regarded as a tax for the purposes of the present Convention. Customs duties and taxes on consumption shall not, however, be included ; the tax on business turnover shall not be regarded as a tax on consumption for the purpose of the present Convention. The Convention shall only apply to taxes on increment levied in connection with the alienation of land when those taxes are levied on behalf of communes or associations of communes.

I. LEGAL PROTECTION IN RESPECT OF TAXATION.

Article 2.

1. Nationals of either State shall be entitled in the territory of the other to the same treatment in regard to fiscal matters as the nationals of the last-named State, and more particularly to the same protection in their dealings with the revenue authorities, the courts of law and the revenue or administrative tribunals.

2. Juristic persons, including companies and partnerships, institutions, charitable foundations and other property set aside for a particular purpose which are not juristic persons but which are

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

personnalité juridique propre, mais qui sont assujetties à l'impôt en tant que telles, auront droit, si elles ont leur siège sur le territoire de l'un des deux Etats et si elles ont une existence juridique d'après les lois dudit Etat, au même traitement fiscal (alinéa premier) sur le territoire de l'autre Etat que les contribuables de même catégorie de ce dernier Etat.

3. Les ressortissants de l'un des deux Etats, y compris les contribuables visés à l'alinéa 2, ne devront pas être soumis, sur le territoire de l'autre Etat, à un traitement fiscal moins favorable que les ressortissants de même catégorie d'aucun autre Etat tiers.

II. ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE FISCALE.

Article 3.

Les deux Etats s'engagent à se prêter une assistance administrative et judiciaire réciproque dans toutes les affaires fiscales, aussi bien pour l'établissement de l'assiette et la détermination des impôts et des garanties que pour la procédure de recours et les recouvrements.

Article 4.

1. En matière fiscale, la suite à donner aux demandes d'assistance administrative et judiciaire, y compris la signification d'actes, fera l'objet de communications directes entre les autorités des deux Etats.

2. Le ministre des Finances du Reich, pour le Reich allemand, et le Ministère des Finances, pour la République de Finlande, seront compétents pour procéder à la transmission directe et à la réception des demandes de signification et de toute autre demande d'assistance administrative et judiciaire.

Article 5.

1. Les requêtes ainsi que tous les actes et autres pièces qui devront être transmis en vue de l'assistance administrative et judiciaire, seront rédigés dans la langue officielle de l'Etat requérant; les requêtes, les actes et autres pièces émanant de la République de Finlande seront accompagnés d'une traduction en langue allemande.

2. Les requêtes devront faire mention de l'autorité requérante, du nom et de la profession (état) des parties intéressées et, lorsqu'il s'agira d'une signification, de l'adresse du destinataire et de la nature de l'acte à signifier.

Article 6.

1. L'autorité compétente de l'Etat requis devra pourvoir à la signification. Abstraction faite des cas prévus à l'alinéa 2, cette autorité pourra se borner à procéder à la signification par remise de l'acte au destinataire, si ce dernier est disposé à le recevoir.

2. Si l'Etat requérant en exprime le désir, il sera procédé à la signification de l'acte dans la forme prescrite par la législation interne de l'Etat requis pour l'exécution de significations de même nature.

Article 7.

La preuve de la signification sera faite, soit par un accusé de réception du destinataire, daté et certifié, soit par une attestation de l'autorité de l'Etat requis, indiquant les circonstances, la forme et la date de la signification.

liable to taxation as such, shall, if their head offices are situated in the territory of one of the two States and if they are legally constituted in accordance with the legislation of that State, be entitled to the same treatment in regard to fiscal matters (paragraph 1) in the territory of the other State as is accorded to taxpayers of the same category in the last-named State.

3. Nationals of either State, including the taxpayers mentioned in paragraph 2, shall not be subject in the territory of the other State to more unfavourable treatment in regard to fiscal matters than nationals of the same category belonging to any third State.

II. LEGAL ASSISTANCE IN MATTERS RELATING TO TAXATION.

Article 3.

The two States undertake to afford each other mutual administrative and legal assistance in all questions relating to taxation both in regard to the assessment and fixing of taxes and sureties, and also in regard to the legal procedure for redress and to the collection of taxes.

Article 4.

1. In cases connected with taxation, the action to be taken as a result of applications for administrative or legal assistance, including the service of legal documents, shall be dealt with direct between the authorities in the two States.

2. The authority competent to transmit direct or to receive applications for the service of documents and other applications for administrative and legal assistance shall, in the case of the German Reich, be the Finance Minister of the Reich, and in the case of the Republic of Finland, the Finance Ministry.

Article 5.

1. Requests and all documents and other papers communicated in connection with administrative or legal assistance shall be drawn up in the official language of the State making the application; requests, documents and other papers sent by the Republic of Finland shall be accompanied by translations in German.

2. Requests shall specify the authority making the application, the name and occupation (status) of the parties concerned and, where service of a document is required, the address of the person on whom it is to be served and the nature of the document.

Article 6.

1. The competent authority of the State to which application is made shall be responsible for the service of documents. Except in the cases specified in paragraph 2, the said authority may restrict such action to causing the document to be delivered to the person to whom it is addressed, should the latter be willing to receive it.

2. Should the State making the application express a wish to that effect, the document shall be served according to the procedure prescribed, in similar cases of service, by the internal legislation of the State to which application to made.

Article 7.

Proof of service of documents shall be furnished either by a dated and duly certified receipt from the addressee or by a certificate from the authorities of the State to which application is made, attesting the fact of such service and indicating the procedure and the date.

Article 8.

1. L'autorité à laquelle est adressée la requête sera tenue d'y faire droit et, à cet effet, d'employer les moyens de contrainte dont elle userait pour donner suite à une requête de l'autorité de l'Etat requis ou à une requête présentée par une partie à ce même effet. La procédure de signification sera également celle qui est prévue par la législation de l'Etat requis ; toutefois, à la demande de l'autorité requérante, il pourra être adopté une forme particulière de procédure, à condition que celle-ci ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

2. Il ne pourra être fait usage d'un moyen de contrainte admis sur le territoire de l'Etat requis si l'Etat requérant, dans le cas d'une requête analogue, n'est pas en mesure de faire usage d'un moyen de contrainte similaire.

3. L'autorité requérante devra, sur demande, être avisée du moment et du lieu où sera effectué l'acte de procédure visé par la requête. Les parties intéressées auront le droit de se faire représenter, lors de l'acte de procédure, conformément aux prescriptions générales en vigueur dans l'Etat requis, ou d'y assister en personne.

Article 9.

Pour la suite donnée à des demandes d'assistance administrative ou judiciaire, y compris la signification d'actes, il ne pourra être perçu ni taxe ni frais d'aucune sorte ; exception est faite, sauf convention contraire, pour les indemnités versées aux personnes entendues ou aux experts, ainsi que pour les frais provoqués par la collaboration d'un agent d'exécution dans les cas prévus à l'alinéa 2 de l'article 6 ou par l'emploi d'une procédure particulière, aux termes de l'alinéa premier de l'article 8.

Article 10.

Les dispositions de la présente convention seront applicables à l'assistance judiciaire en matière de recouvrement, sauf dispositions contraires des articles 11 à 13.

Article 11.

1. En matière fiscale, les décisions non susceptibles de recours (mesures administratives, sentences, arrêtés) devront, sur demande, être reconnues et exécutées sans frais ; la demande devra être adressée par l'autorité suprême de l'administration financière de l'un des Etats à l'autorité correspondante de l'autre Etat. La reconnaissance devra être formellement exprimée.

2. Les décisions mentionnées à l'alinéa premier seront exécutées sans qu'il y ait lieu d'entendre les parties, conformément à la législation de l'Etat où l'exécution sera poursuivie.

3. La requête aux fins d'exécution devra être accompagnée d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant, attestant que la décision n'est plus susceptible de recours ; la compétence de l'autorité en question devra être certifiée par l'autorité suprême de l'administration financière de l'Etat requérant.

Article 12.

En vertu de décisions exécutoires encore susceptibles de recours, on ne pourra prendre, contre les ressortissants de l'Etat requérant, que des garanties provisoires par voie de saisie. L'intéressé sera autorisé à provoquer la main-levée de la saisie en fournissant une sûreté dont la nature et la valeur devront être définies dans la requête. L'article 11 s'appliquera par analogie.

Article 13.

Il y aura lieu de faire droit à une requête demandant une forme particulière d'exécution ou de garantie, si la forme d'exécution ou de garantie demandée est compatible avec la législation

Article 8.

1. The authority to which the request is made must comply with it and must employ the same means of compulsion for that purpose as would be used for enforcing a request made by the authority of the State to which application is made, or for enforcing an application by an interested party for the same purpose. The procedure for service shall be that prescribed by the legislation of the State to which application is made; if, however, the authority making the application so desires, a special mode of procedure may be employed, provided that it is not incompatible with the legislation of the State to which application is made.

2. A form of compulsion which would be lawful in the territory of the State to which the application is made shall not be employed unless the State making the application would be in a position to use a similar means of compulsion if a similar request were addressed to it.

3. Should the authority making the application so request, it shall be notified of the time and place of the proceedings to be taken in pursuance of such application. Interested parties shall be entitled to be represented or to be present at such proceedings in conformity with the general regulations in force in the State to which the application is made.

Article 9.

No fees or charges of any kind shall be payable for complying with requests for administrative or legal assistance, including the service of documents, with the exception — in the absence of any agreement to the contrary — of compensation to persons who furnish evidence or to experts, and of sums payable for the assistance of an executive agent in the cases specified in Article 6, paragraph 2, or on account of the employment of a special form of procedure as provided in Article 8, paragraph 1.

Article 10.

The provisions of the present Convention shall apply to legal assistance in regard to recovery, unless otherwise provided in Articles 11 to 13.

Article 11.

1. In matters relating to taxation, orders which are not appealable (decisions, judgments, decrees) shall upon application, which must be made by the chief revenue authority of one State to the corresponding authority in the other State, be recognised and executed free of charge. The fact of their recognition must be explicitly stated.

2. The orders referred to in paragraph 1 shall be executed in accordance with the legislation of the State in which execution is effected, without the parties concerned being heard.

3. An application for execution must be accompanied by a declaration from the competent authority of the State making the application, to the effect that the order is no longer appealable; the competence of the said authority must be certified by the highest revenue authority of the State making the application.

Article 12.

In virtue of executory orders which are still open to appeal, only guarantees of a provisional character, in the form of the sequestration of property, may be required from the nationals of the applicant State. The party concerned shall be entitled to have such sequestration removed upon giving security, the nature and value of which must be specified in the application. Article 11 shall apply *mutatis mutandis*.

Article 13.

If application is made for a specified mode of execution or a specified type of security, the request shall be complied with, provided that such mode of execution or type of security is

fiscale de l'Etat requérant et de l'Etat requis. Au reste, la nature et les modalités de l'exécution ou de la garantie seront régies par la législation de l'Etat requis.

Article 14.

1. L'assistance administrative et judiciaire ne sera pas accordée contre des ressortissants de l'Etat requis qui auront leur domicile ou leur résidence permanente sur le territoire dudit Etat. La présente disposition ne s'appliquera pas :

a) A l'assistance administrative et judiciaire en vue du recouvrement d'impôts qui étaient dus par le contribuable à une époque où il était ressortissant de l'Etat requérant, ou avait dans cet Etat son domicile, sa résidence permanente ou un établissement commercial ;

b) A l'assistance administrative et judiciaire en vue du recouvrement d'impôts dans les cas où la double imposition résultant des prescriptions de droit interne des deux Etats, a été éliminée ou atténuée en vertu des dispositions de la convention conclue entre les deux Etats en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs.

2. L'assistance administrative et judiciaire pourra être refusée si l'Etat requis estime que cette assistance est susceptible de porter atteinte à sa souveraineté ou de menacer sa sécurité.

3. Pourront être repoussées les requêtes à la suite desquelles il y aurait lieu de recueillir, de personnes étrangères à l'affaire en tant que contribuables, des informations, déclarations ou consultations qui sont autorisées dans l'Etat requis, mais que l'Etat requérant, d'après sa propre législation, n'est pas en mesure d'exiger. Cette disposition s'appliquera également aux requêtes formulées en vue d'obtenir communication de circonstances de fait ou de rapports de droit, lorsque la connaissance de ces circonstances ou de ces rapports n'a été acquise que par des informations, déclarations ou consultations que les intéressés doivent obligatoirement fournir, alors qu'il n'existe aucune obligation semblable dans l'Etat requérant ; il en sera de même en ce qui concerne les autres requêtes auxquelles il ne pourrait être donné suite que par la violation du secret commercial ou professionnel.

Article 15.

1. Lorsqu'il sera fait droit à une requête, en totalité ou en partie, l'autorité requérante devra être informée sans retard, par l'autorité requise, des mesures prises pour donner suite à la requête.

2. Lorsqu'il ne sera pas fait droit à une requête, l'autorité requise devra en aviser sans retard l'autorité requérante, en lui faisant connaître les motifs du refus et en lui signalant les circonstances, parvenues à sa connaissance par d'autres voies, qui peuvent présenter de l'importance pour la poursuite de l'affaire.

Article 16.

Les dispositions légales relatives au secret administratif et professionnel en vigueur dans l'un des Etats seront applicables aux demandes, informations, déclarations et consultations, ainsi qu'à toutes autres communications adressées à cet Etat au cours d'une procédure d'assistance administrative et judiciaire.

III. LÉGALISATION DE DOCUMENTS.

Article 17.

1. Les documents établis, délivrés ou certifiés conformes par les tribunaux fiscaux ou les tribunaux administratifs de l'un des Etats et revêtus du sceau ou du timbre du tribunal, pourront être utilisés, en matière fiscale, sur le territoire de l'autre Etat, sans autre légalisation.

compatible with the fiscal law of the State making application and of the State to which application is made. For the rest, the mode of execution and the type of security, and the method of enforcement, shall be in conformity with the law of the State to which application is made.

Article 14.

1. Administrative and legal assistance shall not be granted against nationals of the State to which application is made if they have their domicile or permanent residence within the territory of that State. This provision shall not apply :

(a) To requests for administrative and legal assistance in recovering taxes for which the taxpayer was liable at a time when he was a national of the State making the application or when he had a domicile, permanent residence or business establishment in that State; and

(b) Further, to requests for administrative and legal assistance in recovering taxes in cases in which the double taxation arising out of the internal legislation of the two States has been prevented or alleviated in virtue of the provisions of the Convention between the two States for the prevention of double taxation in the matter of direct taxes.

2. Administrative and legal assistance may be refused if the State to which application for assistance is made considers such assistance likely to endanger its sovereignty or safety.

3. Applications which involve the obtaining of information, statements or opinions, which might lawfully be demanded in the State to which application is made, from persons who are not parties to the case in their capacity as taxpayers may be refused if the State making application would be unable, under its own national legislation, to demand similar information, statements or opinions. This provision shall also apply to requests made for the communication of information concerning existing circumstances or legal relations if the knowledge of such circumstances or relations has only been obtained as a result of an obligation to furnish information, statements or opinions which is not admissible in the territory of the State making application ; this provision shall furthermore apply to other requests which can only be complied with by violating commercial, business or industrial secrecy.

Article 15.

1. If an application is conceded, either wholly or in part, the authority to whom such application is made must promptly notify the authority making application as to the action taken to give effect to it.

2. If an application is not conceded, the authority to whom such application is made must promptly notify the fact to the authority making application, giving all reasons in support and information as to any circumstances with which he has become acquainted through other channels and which are of importance for any further action which is to be taken in the matter.

Article 16.

All enquiries, information, statements and opinions and any other communications furnished to a State as the result of measures of administrative and legal assistance shall be subject to the statutory regulations of such State regarding official secrecy.

III. LEGALISATION OF DOCUMENTS.

Article 17.

1. Documents which have been accepted, drawn up or legalised by the revenue or administrative tribunals in one State may, if they bear the seal or stamp of the tribunal, be used in connection with fiscal matters in the territory of the other State without further legalisation.

2. Devront être également compris parmi les documents mentionnés ci-dessus, les documents portant la signature du greffier du tribunal ou d'un autre fonctionnaire compétent, lorsque cette signature est considérée comme suffisante par la législation de l'Etat dont relève le tribunal.

Article 18.

1. Les documents établis, délivrés ou certifiés conformes par l'autorité suprême ou par une autorité supérieure de l'administration financière de l'un des deux Etats et revêtus du sceau ou du timbre de l'autorité en question, pourront être utilisés, en matière fiscale, sur le territoire de l'autre Etat sans autre légalisation.

2. Les deux Etats se communiqueront la liste des autorités en question ; cette liste pourra, du consentement des deux Parties, être modifiée ou complétée en tout temps par la voie administrative.

IV. DISPOSITIONS FINALES.

Article 19.

Les autorités suprêmes de l'administration financière des deux Etats pourront conclure d'autres accords conformes à l'esprit de la présente convention. Elles pourront, en particulier, convenir de dispositions relatives au traitement d'autres prestations en espèces en matière fiscale, au transfert des sommes provenant de mesures d'exécution, et à la détermination du cours qui servira à la conversion des sommes pour lesquelles des mesures d'exécution devront être prises.

Article 20.

La présente convention, établie en deux originaux rédigés en langues allemande et finnoise, sera ratifiée, et les instruments de ratification seront échangés à Berlin aussitôt que possible. La convention entrera en vigueur au début de l'année civile qui suivra l'échange des instruments de ratification et elle demeurera en vigueur aussi longtemps qu'elle n'aura pas été dénoncée, au plus tard trois mois avant l'expiration d'une année civile, par l'un des Etats contractants. Si la convention est dénoncée dans les délais impartis, elle cessera d'être en vigueur à l'expiration de ladite année civile.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Etats ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

HELSINKI, le 25 septembre 1935.

(L. S.) E. L. AIRILA.

(L. S.) O. HEDDING.

PROTOCOLE FINAL

Lors de la signature de la convention, conclue aujourd'hui entre le Reich allemand et la République de Finlande, concernant la protection et l'assistance judiciaires en matière fiscale, les plénipotentiaires soussignés sont convenus des déclarations suivantes, qui forment partie intégrante de ladite convention :

1. Les dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article 2 devront être interprétées comme signifiant que les contribuables mentionnés devront jouir du même traitement fiscal non seulement quant à la forme, mais aussi quant au fond.

2. The above documents shall include documents which have been signed by the clerk to a court or other competent official, if such signature is sufficient under the laws of the State to which the court belongs.

Article 18.

1. Documents which have been accepted, drawn up or legalised by the principal revenue official or by one of the senior revenue officials in either State may, if they bear the seal or stamp of such official, be used in the territory of the other State in matters relating to taxation without further legalisation.

2. The two States shall communicate to each other lists of the officials in question; these lists may be modified or supplemented at any time by agreement between the two administrations.

IV. FINAL CLAUSES.

Article 19.

The chief revenue officials of the two States shall be free to conclude further arrangements in conformity with the present Convention. They may in particular agree upon provisions regarding the treatment of money payments of other kinds in the sphere of taxation, the transfer of sums received on account of execution proceedings, and the fixing of the rate of exchange for the conversion of sums in regard to which execution proceedings are to be taken.

Article 20.

The present Convention, done in duplicate in German and Finnish, shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Berlin. It shall come into force at the beginning of the calendar year following the exchange of the instruments of ratification and shall continue in force until it is denounced by one of the contracting States, such denunciation to take place at least three months before the expiration of a calendar year. If it is duly denounced as described above, the Convention shall cease to apply on the expiration of the calendar year in question.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two States have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

HELSINKI, *September 25th*, 1935.

(L. S.) E. L. AIRILA.

(L. S.) O. HEDDING.

FINAL PROTOCOL.

On signing the Convention concluded this day between the German Reich and the Republic of Finland concerning legal protection and assistance in matters relating to taxation, the undersigned Plenipotentiaries have made the following identical declarations, which constitute an integral part of the present Convention :

(1) The provisions of Article 2, paragraphs 1 and 2, shall be interpreted as meaning that the taxpayers therein mentioned shall be placed on a footing of equality in respect of taxation, not merely theoretically but also in practice.

2. Les dispositions de l'article 2 ne seront pas applicables, pour autant que les avantages qui y sont prévus sont déjà garantis par les articles 2 et 3 du Traité de commerce conclu le 24 mars 1934 entre le Reich allemand et la République de Finlande.

3. Les deux Etats, pour faciliter le contrôle de la réciprocité effective pour l'octroi de l'assistance administrative et judiciaire, échangeront des exposés relatifs aux pouvoirs des administrations financières au sujet desquels on peut admettre la concordance des principes du droit allemand et du droit finlandais en ce qui concerne les demandes d'assistance administrative et judiciaire. Ces exposés devront notamment contenir des indications :

a) Sur les informations, déclarations, consultations et moyens de preuve qui peuvent être exigés des contribuables ou des tiers ;

b) Sur les moyens de contrainte, les mesures de sûreté et d'exécution qui sont admis à l'égard des contribuables ou des tiers.

Tant que les exposés n'auront pas été échangés et reconnus par les deux Parties, ou dans le cas où la demande viserait des mesures qui ne sont pas prévues dans les exposés, l'assistance administrative et judiciaire sera accordée pour autant que l'on peut admettre la réciprocité, que l'exécution de la requête n'est pas contraire à la législation de l'Etat requis et qu'il n'y a pas, aux termes de la convention, de raison particulière de rejeter la demande. On admettra qu'il y a réciprocité dans ce sens lorsque la demande particulière d'assistance administrative ou judiciaire sera accompagnée d'un certificat de l'autorité suprême de l'administration financière de l'Etat requérant, attestant officiellement que la législation de l'Etat requérant permettrait de donner satisfaction à une demande analogue.

4. Les traductions prévues par la convention seront certifiées conformes soit par l'autorité suprême de l'administration financière, soit par un traducteur juré ou officiellement reconnu de l'Etat requérant ou de l'Etat requis.

5. L'envoi d'actes ne pourra, en principe, être exigé. Les exceptions devront faire l'objet d'une entente entre les autorités supérieures des deux administrations financières ; cependant, la transmission d'actes ne sera demandée que dans le cas où des intérêts importants de l'Etat requérant l'exigeront. Néanmoins, chaque Etat conserve la faculté de joindre à ses requêtes les actes lui appartenant qui pourraient servir à l'exécution des requêtes.

6. S'il est établi que les mesures d'exécution n'auront aucun résultat, la requête sera retournée à l'autorité requérante, accompagnée d'une attestation à cet effet.

7. Les créances fiscales à recouvrer ne bénéficieront pas d'un rang privilégié dans l'Etat requis.

8. Les demandes d'exécution ne seront présentées que s'il n'existe pas de possibilités d'exécution suffisantes dans l'Etat requérant.

9. La protection judiciaire et l'assistance judiciaire qui font l'objet de la présente convention seront appliquées pour la première fois à l'imposition afférente à l'année civile 1936, en ce qui concerne l'imposition des revenus, pour autant que les revenus auront été touchés au cours de l'année civile 1935 ou d'un exercice se terminant pendant l'année civile 1935, ainsi qu'à l'impôt finlandais sur la fortune d'après la situation au 31 décembre 1935.

HELSINKI, le 25 septembre 1935.

(L. S.) E. L. AIRILA.

(L. S.) O. HEDDING.

(2) The provisions of Article 2 shall not be applied in so far and as long as the advantages provided for therein are already afforded by Articles 2 and 3 of the Commercial Treaty between the German Reich and the Republic of Finland, dated March 24th, 1934.

(3) In order to assist in determining the extent to which mutual administrative and legal assistance can in practice be afforded, the two States shall furnish each other with explanatory statements concerning the powers of revenue officials in regard to which the fundamental principles of German and Finnish law, so far as concerns applications for administrative and legal assistance, may be considered as in agreement. These explanatory statements should in particular provide particulars :

(a) Regarding the information, statements, reports and evidence which can be required from taxpayers or third persons ;

(b) Regarding the measures of compulsion, security and execution which are admissible against taxpayers or third persons.

So long as the explanatory statements have not been exchanged and accepted by both Parties, or if the application relates to measures which are not included in the explanatory statements, administrative or legal assistance shall be granted provided that reciprocity may be assumed to exist, that compliance with the application is not contrary to the law of the State applied to, and that there is not, in virtue of the Convention, any particular reason for rejecting the request. Reciprocity in this sense shall be considered to exist if each separate application for administrative or legal assistance is accompanied by a certificate from the chief revenue authority of the applicant State in which it is officially declared that a similar application would be complied with under the laws of the latter State.

(4) The translations provided for in the present Convention shall be legalised either by the chief revenue authority or by a sworn or publicly appointed translator of the State making the application or of the State to which application is made.

(5) Applications for the transmission of documents cannot, as a rule, be accepted. Exceptions to this rule can only be allowed by agreement between the chief revenue authorities of the two States ; applications for the forwarding of documents shall not, however, be made unless such a step is urgently required in the interest of the State making the application. This provision shall not prejudice the right of either State to attach to its requests any document it may possess which may be of assistance in the carrying out of such requests.

(6) If it is established that the measures of execution cannot lead to any result, the application shall be returned to the authority which sent it, accompanied by a certificate to this effect.

(7) The fiscal claims to be recovered shall not be given any preference in the State to which application is made.

(8) Applications for execution shall only be made if sufficient possibilities of execution do not exist in the State making the application.

(9) The measures for legal protection and assistance which are agreed upon in the present Convention shall apply for the first time to taxation for the calendar year 1936 as regards income, in so far as such income was received in the calendar year 1935 or a financial period ending in the calendar year 1935, and to the Finnish capital tax based on the situation as at December 31st, 1935.

HELSINKI, *September 25th*, 1935.

(L. S.) E. L. AIRILA.

(L. S.) O. HEDDING.

NOTENWECHSEL

Textes officiels allemand et finnois communiqués par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 4 décembre 1936.

NOOTTIENVAIHTO.

German and Finnish official texts communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place December 4th, 1936.

I.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Den 3. August 1936.

Im Anschluss an das Abkommen zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen vom 25. September 1935 haben der deutsche Reichsminister der Finanzen und das Finnische Finanzministerium auf Grund des Artikel 19 des Abkommens die nachstehenden Vereinbarungen getroffen :

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

VEREINBARUNGEN

ZWISCHEN DEN OBERSTEN FINANZVERWALTUNGSBEHÖRDEN DES DEUTSCHEN REICHS UND DER REPUBLIK FINNLAND AUF GRUND DES ARTIKEL 19 DES ABKOMMENS ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER REPUBLIK FINNLAND ÜBER RECHTSSCHUTZ UND RECHTSHILFE IN STEUERSACHEN VOM 25. SEPTEMBER 1935.

Im Anschluss an das Abkommen zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen vom 25. September 1935 haben die obersten Finanzverwaltungsbehörden der beiden Staaten gemäß Artikel 19 des Abkommens die nachstehenden Bestimmungen vereinbart, die von jedem der beiden Staaten zur Durchführung des Abkommens unverzüglich erlassen werden sollen :

I.

Zu den Steuern im Sinne des Abkommens, für die Amts- und Rechtshilfe gewährt wird,

SOPIMUS,

JONKA OVAT TEHNEET SAKSAN VALTAKUNNAN JA SUOMEN TASAVALLAN YLIMMÄT FINANSSIHALLINTOVIRANOMAISET SAKSAN VALTAKUNNAN JA SUOMEN TASAVALLAN VÄLILLÄ 25 PÄIVÄNÄ SYYSKUUTA 1935 VEROASIOISSA ANNETTAVASTA OIKEUSSUOJASTA JA OIKEUSAVUSTA TEHDYN SOPIMUKSEN 19 ARTIKLAN NOJALLA.

Saksan Valtakunnan ja Suomen Tasavallan välillä 25 päivänä syyskuuta 1935 veroasioissa annettavasta oikeussuojasta ja oikeusavusta tehdyn sopimuksen johdosta ovat kummankin valtion ylimmät finanssiviranomaiset sopimuksen 19 artiklan nojalla sopineet seuraavista määräyksistä, jotka kumpikin valtio sopimuksen täytäntöönpanoa varten viipymättä määrää noudatettaviksi :

I.

Sellaisiin sopimuksen tarkoitamiin veroihin, joita varten virka- ja oikeusapua annetaan,

gehören auch Nebenleistungen, insbesondere Zuschläge, Stundungs- und Verzugszinsen, Kosten des Ermittlungs- und Festsetzungsverfahrens, des Rechtsmittelverfahrens, Mahn- und Zwangsvollstreckungskosten.

2.

(1) Als Grundlage der Vollstreckung kann anstelle der vollstreckbaren Verfügung (Artikel 11 und 12 des Abkommens) ein Rückstandsausweis treten. Der Rückstandsausweis soll enthalten :

a) den Familiennamen, Vornamen, Beruf, Staatsangehörigkeit und die Anschrift des Vollstreckungsschuldners ;

b) die Hauptschuld unter Angabe des Schuldgrundes (z. B. Angabe der Steuerart und des Zeitraums, auf den die Steuer entfällt) ;

c) laufende Zinsen und Verzugszuschläge unter Angabe

aa) des Hundertsatzes,

bb) des Zeitraums, für den der Hundertsatz erhoben wird,

cc) des Betrages der Hauptschuld, von dem die Zinsen und die Verzugszuschläge zu berechnen sind,

dd) des Zeitpunktes, von dem ab Zinsen und Verzugszuschläge zu berechnen sind ;

d) die übrigen Nebenschulden (Mahngebühren usw.).

(2) Der Rückstandsausweis ist mit Angabe des Orts, Datums und der ausstellenden Amtsstelle von einem zuständigen Beamten zu unterzeichnen und mit Siegel oder Stempelabdruck zu versehen.

(3) Im übrigen gelten für den Rückstandsausweis die in dem Abkommen enthaltenen Bestimmungen über die vollstreckbaren Verfügungen entsprechend (Erklärung der zuständigen Behörde des ersuchenden Staates über die Unanfechtbarkeit oder über die Vollstreckbarkeit der im Rückstandsausweis ausgewiesenen Beträge, Bescheinigung der obersten Finanzverwaltungsbehörde des ersuchenden Staates über die Zuständigkeit der vorstehenden Behörde).

kuuluvat myöskin sivusuoritukset, erittäinkin veronlisäykset, maksuajan pidennyksestä tai maksun viivästymisestä aiheutuvat korot, verojen perusteiden selvilleaattamisesta ja veronmääräämismenettelystä sekä muutoksenhakumenettelystä johtuvat kulut, veronvaatimisesta sekä pakkotäytäntöönpanosta johtuvat kulut.

2.

(1) Täytäntöönpanon perusteena voi täytäntöönpanokelpoisen päätöksen (sopimuksen 11 ja 12 artiklat) asemasta olla myöskin verojäämäilmoitus. Verojäämäilmoituksessa tulee olla mainittuna :

a) maksuvelvollisen sukunimi, etunimi, ammatti, kansalaisuus ja osoite ;

b) veron määrä veron perustetta koskevin ilmoituksin (esim. ilmoitus verolajista ja ajasta, jota vero koskee) ;

c) juoksevat korot ja viivästymisestä aiheutuvat lisämaksut, jolloin on ilmoitettava :

aa) prosenttimäärä,

bb) aika, jolta prosenttimäärä kanne-
taan,

cc) sen maksumäärän suuruus, jolta korot ja viivästymisestä johtuvat lisämaksut on laskettava ;

dd) aika, josta lukien korot tai viivästymisestä johtuvat lisämaksut ovat suoritettavat ;

d) muut sivusuoritukset (veronvaatimismaksut y. m.).

(2) Verojäämäilmoitus on asianomaisen virkamiehen allekirjoitettava ilmoittamalla paikakunta, päivämäärä ja asiakirjan antava viranomainen sekä varustettava sinetillä tai leimalla.

(3) Muuten ovat verojäämäilmoituksen suhteen vastaavasti voimassa sopimuksessa olevat täytäntöönpanokelpoisia päätöksiä koskevat määräykset (pyytävän valtion asianomaisen viranomaisen selitys siitä, että verojäämäilmoituksessa mainittujen määrien suhteen ei voida hakea muutosta tai että ne ovat täytäntöönpanokelpoisia, pyytävän valtion ylimmän finanssihallintoviranomaisen todistus edellämainitun viranomaisen pätevydestä).

3.

Die Vollstreckung wird stets in der Währung des ersuchten Staates durchgeführt. Zu diesem Zweck wird der zu vollstreckende Betrag von der obersten Finanzverwaltungsbehörde des ersuchten Staates in die eigene Währung umgerechnet. Massgebend ist in Berlin der letztbekannte Briefkurs für Auszahlungen der Berliner Börse, in Helsinki der letztbekannte Sichtverkaufkurs in Helsinki vor Eingang des Ersuchens bei der obersten Finanzverwaltungsbehörde. Der in der vorstehenden Weise errechnete Reichsmark- bzw. Finnmarkbetrag ist für die Durchführung der Zwangsvollstreckung massgebend. Der aus der Zwangsvollstreckung erzielte Erlös ist

von der deutschen Behörde an die finnische Behörde — gegebenenfalls nach Abzug der Kosten (Artikel 9 des Abkommens) — unverzüglich auf das Konto der Finnlands Bank in Helsinki bei der Reichsbank in Berlin unter Angabe der finnischen Erhebungsstelle in deutscher Währung einzuzahlen mit dem Ersuchen, für die Kosten der Überweisung den Empfänger zu belasten ;

von der finnischen Behörde an die deutsche Behörde — gegebenenfalls nach Abzug der Auslagen (Artikel 9 des Abkommens) — unverzüglich auf das Konto der Reichsbank in Berlin bei der Finnlands Bank in Helsinki in finnischer Währung einzuzahlen mit dem Ersuchen, den Betrag auf das näher bezeichnete Konto des Finanzamts zu überweisen und für die Kosten der Überweisung den Empfänger zu belasten.

Ich beehre mich, um Erklärung des Einverständnisses zu den vorstehenden Vereinbarungen zu bitten.

An das
Finnische Finanzministerium
Helsinki.

3.

Täytäntöönpano suoritetaan aina täytäntöönpanovaltion rahassa. Tätä varten täytäntöönpanovaltion ylin finanssihallintoviranomainen laskee perittävän rahamäärän täytäntöönpanovaltion rahan määräiseksi. Määräväänä on tällöin Berliinissä Berliinin pörssiin maksaessaan käyttämä viimeksi tunnettu kirjekurssi ja Helsingissä viimeksi tunnettu Helsingin avistamyyntikurssi ennen sitä ajankohtaa, jolloin ylin finanssihallintoviranomainen vastaanotti pyynnön. Edellämainituin tavoin lasketut Saksan tai Suomen markkamäärät on perittävä täytäntöönpanoa suoritettaessa. Täytäntöönpanosta kertyneet varat on

Saksan viranomaisen suoritettava viipymättä Saksan rahassa Suomen viranomaiselle — sitten kuin mahdollisesti on vähennetty kulut (sopimuksen 9 artikla) — Berliinissä olevaan Valtakunnanpankkiin Helsingissä olevan Suomen Pankin tilille samalla ilmoittaen, millä paikkakunnalla Suomessa rahamäärä nostetaan, sekä pyytäen maksumääräyksen kuluilla rasittamaan vastaanottajaa ;

Suomen viranomaisen suoritettava viipymättä Suomen rahassa Saksan viranomaiselle — sitten kuin mahdollisesti on vähennetty kustannukset (sopimuksen 9 artikla) — Helsingissä olevaan Suomen Pankkiin Berliinissä olevan Valtakunnanpankin tilille samalla pyytäen, että määrä siirretään tarkemmin määrätulle finanssiviraston tilille sekä että maksumääräyksen kuluilla rasitetaan vastaanottajaa.

Minulla on kunnia pyytää selitystä siitä, että edelläolevasta sopimuksesta sovitaan.

Im Auftrage HEDDING.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Den 6. Oktober 1936.

Das Finanzministerium bestätigt den Empfang der Note des Herrn Reichsministers der Finanzen vom 3. August 1936, in der folgendes mitgeteilt wird :

Im Anschluss an das Abkommen zwischen der Republik Finnland und dem Deutschen Reich über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen vom 25. September 1935 haben das Finnische Finanzministerium und der Deutsche Reichsminister der Finanzen auf Grund des Artikel 19 des Abkommens die nachstehenden Vereinbarungen getroffen :

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

SOPIMUS,

JONKA OVAT TEHNEET SUOMEN TASAVALLAN JA SAKSAN VALTAKUNNAN YLIMMÄT FINANSSIHALLINTOVIRANOMAISET SUOMEN TASAVALLAN JA SAKSAN VALTAKUNNAN VÄLILLÄ 25 PÄIVÄNÄ SYYSKUUTA 1935 VEROASIOISSA ANNETTAVASTA OIKEUSSUOJASTA JA OIKEUSAVUSTA TEHDYN SOPIMUKSEN 19 ARTIKLAN NOJALLA.

Suomen Tasavallan ja Saksan Valtakunnan välillä 25 päivänä syyskuuta 1935 veroasioissa annettavasta oikeussuojasta ja oikeusavusta tehdyn sopimuksen johdosta ovat kummankin valtion ylimmät finanssihallintoviranomaiset sopimuksen 19 artiklan nojalla sopineet seuraavista määräyksistä, jotka kumpikin valtio sopimuksen täytäntöönpanoa varten viipymättä määrää noudatettaviksi :

I.

Sellaisiin sopimuksen tarkoitamiin veroihin, joita varten virka- ja oikeusapua annetaan, kuuluvat myöskin sivusuoritukset, erittäinkin veronlisäykset, maksuajan pidennyksestä tai maksun viivästymisestä aiheutuvat korot, verojen perusteiden selvillesaattamisesta ja veronmääräämismenettelystä sekä muutoksenhakumenettelystä johtuvat kulut, veronvaatimisesta sekä pakkotäytäntöönpanosta johtuvat kulut.

No. 4001

VEREINBARUNGEN

ZWISCHEN DEN OBERSTEN FINANZVERWALTUNGSBEHÖRDEN DER REPUBLIK FINNLAND UND DES DEUTSCHEN REICHS AUF GRUND DES ARTIKEL 19 DES ABKOMMENS ZWISCHEN DER REPUBLIK FINNLAND UND DEM DEUTSCHEN REICH ÜBER RECHTSSCHUTZ UND RECHTSHILFE IN STEUERSACHEN VOM 25. SEPTEMBER 1935.

Im Anschluss an das Abkommen zwischen der Republik Finnland und dem Deutschen Reich über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen vom 25. September 1935 haben die obersten Finanzverwaltungsbehörden der beiden Staaten gemäss Artikel 19 des Abkommens die nachstehenden Bestimmungen vereinbart, die von jedem der beiden Staaten zur Durchführung des Abkommens unverzüglich erlassen werden sollen :

I.

Zu den Steuern im Sinne des Abkommens, für die Amts- und Rechtshilfe gewährt wird, gehören auch Nebenleistungen, insbesondere Zuschläge, Stundungs- und Verzugszinsen, Kosten des Ermittlungs- und Festsetzungsverfahrens, des Rechtsmittelverfahrens, Mahn- und Zwangsvollstreckungskosten.

2.

(1) Täytäntöönpanon perusteena voi täytäntöönpanokelpoisen päätöksen (sopimuksen II ja 12 artiklat) asemasta olla myöskin verojäämäilmoitus. Verojäämäilmoituksessa tulee olla mainittuna :

a) maksuvelvollisen sukunimi, etunimi, ammatti, kansalaisuus ja osoite ;

b) veron määrä veron perustetta koskein ilmoituksin (esim. ilmoitus verolajista ja ajasta, jota vero koskee) ;

c) juoksevat korot ja viivästymisestä aiheutuvat lisämaksut, jolloin on ilmoitettava :

aa) prosenttimäärä,

bb) aika, jolta prosenttimäärä kanne-
taan,

cc) sen maksumäärän suuruus, jolta korot ja viivästymisestä johtuvat lisämaksut on laskettava ;

dd) aika, josta lukien korot tai viivästymisestä johtuvat lisämaksut ovat suoritettavat ;

d) muut sivusuoritukset (veronvaatimismaksut y. m.).

(2) Verojäämäilmoitus on asianomaisen virkamielen allekirjoitettava ilmoittamalla paikakunta, päivämäärä ja asiakirjan antava viranomainen sekä varustettava sinetillä tai leimalla.

(3) Muuten ovat verojäämäilmoituksen suhteen vastaavasti voimassa sopimuksessa olevat täytäntöönpanokelpoisia päätöksiä koskevat määräykset (pyytävän valtion asianomaisen viranomaisen selitys siitä, että verojäämäilmoituksessa mainittujen määrien suhteen ei voida hakea muutosta tai että ne ovat täytäntöönpanokelpoisia, pyytävän valtion ylimmän finanssihallintoviranomaisen todistus edellämäin viranomaisen pätevyyydestä).

3.

Täytäntöönpano suoritetaan aina täytäntöönpanovaltion rahassa. Tätä varten täytäntöönpanovaltion ylin finanssihallintoviranomainen laskee perittävän rahamäärän täytäntöönpanovaltion rahan määräiseksi. Määrävänä

2.

(1) Als Grundlage der Vollstreckung kann anstelle der vollstreckbaren Verfügung (Artikel II und 12 des Abkommens) ein Rückstandsausweis treten. Der Rückstandsausweis soll enthalten :

a) den Familiennamen, Vornamen, Beruf, Staatsangehörigkeit und die Anschrift des Vollstreckungsschuldners ;

b) die Hauptschuld unter Angabe des Schuldgrundes (z. B. Angabe der Steuerart und des Zeitraums, auf den die Steuer entfällt) ;

c) laufende Zinsen und Verzugszuschläge unter Angabe

aa) des Hundertsatzes,

bb) des Zeitraums, für den der Hundertsatz erhoben wird,

cc) des Betrages der Hauptschuld, von dem die Zinsen und die Verzugszuschläge zu berechnen sind,

dd) des Zeitpunktes, von dem ab Zinsen oder Verzugszuschläge zu berechnen sind ;

d) die übrigen Nebenschulden (Mahngebühren usw.).

(2) Der Rückstandsausweis ist mit Angabe des Orts, Datums und der ausstellenden Amtsstelle von einem zuständigen Beamten zu unterzeichnen und mit Siegel oder Stempelabdruck zu versehen.

(3) Im übrigen gelten für den Rückstandsausweis die in dem Abkommen enthaltenen Bestimmungen über die vollstreckbaren Verfügungen entsprechend (Erklärung der zuständigen Behörde des ersuchenden Staates über die Unanfechtbarkeit oder über die Vollstreckbarkeit der im Rückstandsausweis ausgewiesenen Beträge, Bescheinigung der obersten Finanzverwaltungsbehörde des ersuchenden Staates über die Zuständigkeit der vorstehenden Behörde).

3.

Die Vollstreckung wird stets in der Währung des ersuchten Staates durchgeführt. Zu diesem Zweck wird der zu vollstreckende Betrag von der obersten Finanzverwaltungsbehörde des ersuchten Staates in die eigene Währung umge-

on tällöin Berliinissä Berliinin pörssin maksacsasaan käyttämä viimeksi tunnettu kirjekurssi ja Helsingissä viimeksi tunnettu Helsingin avistamyyntikurssi ennen sitä ajankohtaa, jolloin ylin finanssihallintoviranomainen vastaanotti pyynnön. Edellämainituin tavoin lasketut Saksan tai Suomen markkamäärät on perittävä täytäntöönpanoa suoritettaessa. Täytäntöönpanosta kertyneet varat on

Suomen viranomaisen suoritettava viipymättä Suomen rahassa Saksan viranomaiselle — sitten kuin mahdollisesti on vähennetty kustannukset (sopimuksen 9 artikla) — Helsingissä olevaan Suomen Pankkiin Berliinissä olevan Valtakunnanpankin tilille samalla pyytäen, että määrä siirretään tarkemmin määrätylelle finanssiviraston tilille sekä että maksumääräyksen kuluilla rasitetaan vastaanottajaa ;

Saksan viranomaisen suoritettava viipymättä Saksan rahassa Suomen viranomaiselle — sitten kuin mahdollisesti on vähennetty kulut (sopimuksen 9 artikla) — Berliinissä olevaan Valtakunnanpankkiin Helsingissä olevaan Suomen Pankin tilille samalla ilmoittaen, millä paikkakunnalla Suomessa rahamäärä nostetaan, sekä pyytäen maksumääräyksen kuluilla rasittamaan vastaanottajaa.

Das Finanzministerium hat die Ehre hiermit sein Einverständnis zu den vorstehenden Vereinbarungen zu erklären.

Minister : Tyko REINIKKA.

An den Herrn
Reichsminister der Finanzen,
Berlin.

Pour copie conforme :

R. Numelin,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

rechnet. Massgebend ist in Berlin der letztbekannte Briefkurs für Auszahlungen der Berliner Börse, in Helsinki der letztbekannte Sichtverkaufkurs in Helsinki vor Eingang des Ersuchens bei der obersten Finanzverwaltungsbehörde. Der in der vorstehenden Weise errechnete Reichsmark- bzw. Finnmarkbetrag ist für die Durchführung der Zwangsvollstreckung massgebend. Der aus der Zwangsvollstreckung erzielte Erlös ist

von der finnischen Behörde an die deutsche Behörde — gegebenenfalls nach Abzug der Auslagen (Artikel 9 des Abkommens) — unverzüglich auf das Konto der Reichsbank in Berlin bei der Finnlands Bank in Helsinki in finnischer Währung einzuzahlen mit dem Ersuchen, den Betrag auf das näher bezeichnete Konto des Finanzamts zu überweisen und für die Kosten der Überweisung den Empfänger zu belasten ;

von der deutschen Behörde an die finnische Behörde — gegebenenfalls nach Abzug der Kosten (Artikel 9 des Abkommens) — unverzüglich auf das Konto der Finnlands Bank in Helsinki bei der Reichsbank in Berlin unter Angabe der finnischen Erhebungsstelle in deutscher Währung einzuzahlen mit dem Ersuchen, für die Kosten der Überweisung den Empfänger zu belasten.

¹ TRADUCTION.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

Le 3 août 1936.

Comme suite à la Convention conclue le 25 septembre 1935 entre le Reich allemand et la République de Finlande, concernant la protection et l'assistance judiciaires en matière fiscale, le ministre des Finances du Reich allemand et le Ministère des Finances de Finlande ont, en vertu de l'article 19 de ladite convention, conclu l'accord ci-après :

ACCORD

ENTRE LES AUTORITÉS SUPRÊMES DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES DU REICH ALLEMAND ET DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, EN VERTU DE L'ARTICLE 19 DE LA CONVENTION DU 25 SEPTEMBRE 1935 ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, CONCERNANT LA PROTECTION ET L'ASSISTANCE JUDICIAIRES EN MATIÈRE FISCALE.

Comme suite à la Convention conclue le 25 septembre 1935 entre le Reich allemand et la République de Finlande, concernant la protection et l'assistance judiciaires en matière fiscale, les autorités suprêmes de l'administration des finances des deux Etats sont, conformément à l'article 19 de la convention, convenues des dispositions ci-après qui seront immédiatement édictées par chacun des deux Etats aux fins d'application de la convention.

I.

Sont également compris dans les impôts visés par la convention et pour lesquels l'assistance administrative et judiciaire est accordée, les prestations accessoires et notamment les surtaxes, les intérêts dus en cas de sursis de paiement et les intérêts moratoires, les frais d'établissement de l'assiette et de la cote de l'impôt, de la procédure de recours, des avertissements et de l'exécution forcée.

2.

(1) Pour servir de base à l'exécution, un état de l'arriéré des paiements pourra être produit au lieu de la décision exécutoire (articles 11 et 12 de la convention). Cet état mentionnera :

- a) Le nom de famille, le prénom, la profession, la nationalité et l'adresse du débiteur faisant l'objet de la mesure d'exécution ;
- b) Le principal de la dette, avec indication de l'origine de celle-ci (par exemple indication de la catégorie d'impôt et de la période pour laquelle cet impôt est dû) ;
- c) Les intérêts courants et les surtaxes de retard avec indication :
 - aa) Du taux ;
 - bb) De la période pour laquelle ce taux est perçu ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

August 3rd, 1936.

In pursuance of the Convention of September 25th, 1935, between the German Reich and the Republic of Finland, concerning legal protection and assistance in matters relating to taxation, the Minister of Finance of the German Reich and the Finnish Ministry of Finance have, under Article 19 of the said Convention, concluded the following Agreement :

AGREEMENT

BETWEEN THE CHIEF REVENUE OFFICIALS OF THE GERMAN REICH AND OF THE REPUBLIC OF FINLAND UNDER ARTICLE 19 OF THE CONVENTION CONCERNING LEGAL PROTECTION AND ASSISTANCE IN MATTERS RELATING TO TAXATION, CONCLUDED BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE REPUBLIC OF FINLAND ON SEPTEMBER 25TH, 1935.

In pursuance of the Convention of September 25th, 1935, between the German Reich and the Republic of Finland, concerning legal protection and assistance in matters relating to taxation, the chief revenue officials of the two States have, under Article 19 of that Convention, agreed upon the following provisions, which shall forthwith be enacted by each of the two States for the purpose of applying the Convention.

I.

The taxes within the meaning of the Convention in respect of which administrative and legal assistance is to be accorded shall be deemed to include subsidiary payments and, in particular, surtaxes, interest on deferred payment and on arrears of payment, and costs of assessment and fixing of taxes, of the legal procedure for redress and of demand and execution proceedings.

2.

(1) As the basis for execution, a statement of arrears may be substituted for the enforceable decision (Articles 11 and 12 of the Convention). Such statement shall indicate the following :

(a) The family name, forename, occupation, nationality and address of the debtor in respect of whom execution is requested ;

(b) The amount of the principal of the debt, together with its origin (*e. g.*, description of the nature of the tax and the period for which it is payable) ;

(c) The accruing interest and surtaxes on arrears, stating :

(aa) The percentage rate ;

(bb) The period in respect of which such rate is chargeable ;

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

cc) Du montant du principal de la dette sur lequel il y a lieu de calculer les intérêts et les surtaxes de retard ;

dd) De la date à partir de laquelle il y a lieu de calculer les intérêts ou les surtaxes de retard ;

d) Les autres dettes accessoires (taxes d'avertissement, etc.).

(2) L'état des arriérés portera indication du lieu, de la date et de l'organe qui l'aura établi. Il sera signé par un fonctionnaire compétent et muni d'un sceau ou d'un cachet.

(3) Pour le reste, il y aura lieu d'appliquer, en ce qui concerne l'état des arriérés, les dispositions de la convention relatives aux décisions exécutoires (déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant indiquant que les décisions concernant les montants figurant dans l'état des arriérés ne sont plus susceptibles de recours ou sont exécutoires, attestation de l'autorité suprême de l'administration des finances de l'Etat requérant concernant la compétence de l'autorité précitée).

3.

En cas d'exécution, la dette sera toujours recouvrée dans la monnaie de l'Etat requis. A cette fin, le montant faisant l'objet de la mesure d'exécution sera converti en monnaie de l'Etat requis par l'autorité suprême de l'administration des finances de celui-ci. A Berlin, on appliquera le derniers cours offert coté pour les versements à la Bourse de Berlin, et à Helsinki, le dernier cours du change à vue pratiqué à Helsinki avant la réception de la requête par l'autorité suprême de l'administration des finances. C'est le montant ainsi calculé en reichsmarks ou en marks finlandais qui fera foi lors de l'exécution. En ce qui concerne le produit de celle-ci :

L'autorité allemande le versera immédiatement, en monnaie allemande, à l'autorité finlandaise — le cas échéant, déduction faite des frais (article 9 de la convention) — au compte de la Banque de Finlande à Helsinki auprès de la Reichsbank à Berlin, en indiquant le bureau de perception finlandais et en demandant que les frais du transfert soient portés au débit du destinataire ;

L'autorité finlandaise le versera immédiatement, en monnaie finlandaise, à l'autorité allemande — le cas échéant, déduction faite des frais (article 9 de la convention) — au compte de la Reichsbank à Berlin auprès de la Banque de Finlande à Helsinki, en demandant d'en transférer le montant au compte dûment spécifié du « Finanzamt » et de porter les frais de transfert au débit du destinataire.

Je vous prie de bien vouloir me faire connaître votre acceptation de l'accord ci-dessus.

Par ordre :
HEDDING.

Au Ministère des Finances
de Finlande,
Helsinki.

II.

Le 6 octobre 1936.

Le Ministère des Finances accuse réception de la note du ministre des Finances du Reich, en date du 3 août 1936, par laquelle il est communiqué ce qui suit :

Comme suite à la Convention conclue le 25 septembre 1935 entre la République de Finlande et le Reich allemand concernant la protection et l'assistance judiciaires en matière fiscale, le

(cc) The amount of the principal on which the interest and the surtaxes on arrears are to be calculated ;

(dd) The date from which interest or surtaxes on arrears are to be calculated ;

(d) The other subsidiary dues (demand fees, etc.).

(2) The statement of arrears, indicating the place and date and issuing authority, shall be signed by a competent official and shall be sealed or stamped.

(3) In other respects, such statements of arrears shall be governed *mutatis mutandis* by the provisions of the Convention in respect of enforceable decisions (declaration by the competent authority of the State making application to the effect that the decisions mentioned in the statement of arrears are not appealable or are enforceable by process of execution, a certificate of the chief revenue officials of the State making application attesting the competence of the above-mentioned authority).

3.

In the event of execution, recovery shall always be effected in the currency of the State to which application is made. For this purpose, the sum to be recovered shall be converted by the chief revenue authorities of the State to which the application is made into the currency of that State. Such conversion shall take place, in Berlin, at the last foreign payments selling rate on the Berlin Stock Exchange and, in Helsinki, at the last sight selling rate in Helsinki prior to the receipt of the application by the chief revenue officials concerned. The amount to be recovered by compulsory execution shall be the amount in Reichsmarks or in Finnish marks, as the case may be, computed in the manner prescribed above. The proceeds recovered by compulsory execution shall be:

Paid without delay by the German authority to the Finnish authority — after deduction of costs, if any (Article 9 of the Convention) — in German marks, to the account of the Bank of Finland, Helsinki, at the Reichsbank at Berlin, with the name of the Finnish collecting authority and an instruction that the cost of transfer shall be charged to the payee ;

Paid without delay by the Finnish authority to the German authority — after deduction of costs, if any (Article 9 of the Convention) — in Finnish marks, to the account of the Reichsbank, Berlin, at the Bank of Finland at Helsinki, with an instruction that the amount in question is to be transferred to the specified account of the Revenue Department (*Finanzamt*), the costs of transfer being charged to the payee.

I have the honour to request you to notify me of your agreement with the foregoing provisions.

Per procuracionem :

HEDDING.

To the Finnish Ministry
of Finance,
Helsinki.

II.

October 6th, 1936.

The Ministry of Finance acknowledges receipt of the note of August 3rd, 1936, from the Reich Minister of Finance communicating the following :

In pursuance of the Convention of September 25th, 1935, between the Republic of Finland and the German Reich, concerning legal protection and assistance in matters relating to taxation,

Ministère des Finances de Finlande et le ministre des Finances du Reich allemand ont, en vertu de l'article 19 de ladite convention, conclu l'accord ci-après :

ACCORD

ENTRE LES AUTORITÉS SUPRÊMES DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ET DU REICH ALLEMAND, EN VERTU DE L'ARTICLE 19 DE LA CONVENTION DU 25 SEPTEMBRE 1935 ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ET LE REICH ALLEMAND, CONCERNANT LA PROTECTION ET L'ASSISTANCE JUDICIAIRES EN MATIÈRE FISCALE.

Comme suite à la Convention conclue le 25 septembre 1935 entre la République de Finlande et le Reich allemand, concernant la protection et l'assistance judiciaires en matière fiscale, les autorités suprêmes de l'administration des finances des deux Etats sont, conformément à l'article 19 de la convention, convenues des dispositions ci-après qui seront immédiatement édictées par chacun des deux Etats aux fins d'application de la convention.

Article 1.

I.

Sont également compris dans les impôts visés par la convention et pour lesquels l'assistance administrative et judiciaire est accordée, les prestations accessoires et notamment les surtaxes, les intérêts dus en cas de sursis de paiement et les intérêts moratoires, les frais d'établissement de l'assiette et de la cote de l'impôt, de la procédure de recours, des avertissements et de l'exécution forcée.

2.

(1) Pour servir de base à l'exécution, un état de l'arriéré des paiements pourra être produit au lieu de la décision exécutoire (articles 11 et 12 de la convention). Cet état mentionnera :

a) Le nom de famille, le prénom, la profession, la nationalité et l'adresse du débiteur faisant l'objet de la mesure d'exécution ;

b) Le principal de la dette avec indication de l'origine de celle-ci (par exemple indication de la catégorie d'impôts et de la période pour laquelle cet impôt est dû) ;

c) Les intérêts courants et les surtaxes de retard avec indication :

aa) Du taux ;

bb) De la période pour laquelle ce taux est perçu ;

cc) Du montant du principal de la dette sur lequel il y a lieu de calculer les intérêts et les surtaxes de retard ;

dd) De la date à partir de laquelle il y a lieu de calculer les intérêts ou les surtaxes de retard ;

d) Les autres dettes accessoires (taxes d'avertissement, etc.).

(2) L'état des arriérés portera indication du lieu, de la date et de l'organe qui l'aura établi. Il sera signé par un fonctionnaire compétent et muni d'un sceau ou d'un cachet.

(3) Pour le reste, il y aura lieu d'appliquer, en ce qui concerne l'état des arriérés, les dispositions de la convention relatives aux décisions exécutoires (déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant indiquant que les décisions concernant les montants figurant dans l'état des arriérés ne sont plus susceptibles de recours ou sont exécutoires, attestation de l'autorité suprême de l'administration des finances de l'Etat requérant concernant la compétence de l'autorité précitée).

3.

En cas d'exécution, la dette sera toujours recouvrée dans la monnaie de l'Etat requis. A cette fin, le montant faisant l'objet de la mesure d'exécution sera converti en monnaie de l'Etat requis,

the Finnish Ministry of Finance and the Minister of Finance of the German Reich have, under Article 19 of the said Convention, concluded the following Agreement :

AGREEMENT

BETWEEN THE CHIEF REVENUE OFFICIALS OF THE REPUBLIC OF FINLAND AND THE GERMAN REICH UNDER ARTICLE 19 OF THE CONVENTION CONCERNING LEGAL PROTECTION AND ASSISTANCE IN MATTERS RELATING TO TAXATION, CONCLUDED BETWEEN THE REPUBLIC OF FINLAND AND THE GERMAN REICH ON SEPTEMBER 25TH, 1935.

In pursuance of the Convention of September 25th, 1935, between the Republic of Finland and the German Reich, concerning legal protection and assistance in matters relating to taxation, the chief revenue officials of the two States have, under Article 19 of that Convention, agreed upon the following provisions which shall forthwith be enacted by each of the two States for the purpose of applying the Convention.

I.

The taxes within the meaning of the Convention in respect of which administrative and legal assistance is to be accorded shall be deemed to include subsidiary payments and, in particular, surtaxes, interest on deferred payment and on arrears of payment, the costs of assessment and fixing of taxes, of the legal procedure for redress and of demand and execution proceedings.

2.

(1) As the basis for execution, a statement of arrears may be substituted for the enforceable decision (Articles 11 and 12 of the Convention). Such statement shall indicate the following :

(a) The family name, forename, occupation, nationality and address of the debtor in respect of whom execution is requested ;

(b) The amount of the principal of the debt together with its origin (*e. g.*, description of the nature of the tax and the period for which it is payable) ;

(c) The accruing interest and surtaxes on arrears, stating :

(aa) The percentage rate ;

(bb) The period in respect of which such rate is chargeable ;

(cc) The amount of the principal on which the interest and the surtaxes on arrears are to be calculated ;

(dd) The date from which interest or penal surtaxes on arrears are to be calculated ;

(d) The other subsidiary dues (demand fees, etc.).

(2) The statement of arrears, indicating the place and date and issuing authority, shall be signed by a competent official and shall be sealed or stamped.

(3) In other respects, such statements of arrears shall be governed *mutatis mutandis* by the provisions of the Convention in respect of enforceable decisions (declaration by the competent authority of the State making application to the effect that the decisions mentioned in the statement of arrears are not appealable or are enforceable by process of execution, a certificate of the chief revenue officials of the State making application attesting the competence of the above-mentioned authority).

3.

In the event of execution, recovery shall always be effected in the currency of the State to which application is made. For this purpose, the sum to be recovered shall be converted by the

par l'autorité suprême de l'administration des finances de celui-ci. A Berlin, on appliquera le dernier cours offert coté pour les versements à la Bourse de Berlin, et à Helsinki, le dernier cours de change à vue pratiqué à Helsinki avant la réception de la requête par l'autorité suprême de l'administration des finances. C'est le montant ainsi calculé en reichsmarks ou en marks finlandais qui fera foi lors de l'exécution. En ce qui concerne le produit de celle-ci :

L'autorité finlandaise le versera immédiatement, en monnaie finlandaise, à l'autorité allemande — le cas échéant, déduction faite des frais (article 9 de la convention) — au compte de la Reichsbank à Berlin auprès de la Banque de Finlande à Helsinki, en demandant d'en transférer le montant au compte dûment spécifié du « Finanzamt » et de porter les frais de transfert au débit du destinataire ;

L'autorité allemande le versera immédiatement, en monnaie allemande, à l'autorité finlandaise — le cas échéant, déduction faite des frais (article 9 de la convention) — au compte de la Banque de Finlande à Helsinki auprès de la Reichsbank à Berlin, en indiquant le bureau de perception finlandais et en demandant que les frais de transfert soient portés au débit du destinataire.

Le Ministère des Finances a l'honneur de déclarer, par les présentes, qu'il accepte l'accord ci-dessus.

Au Ministre des Finances du Reich,
Berlin.

Le Ministre,
Tyko REINIKKA.

chief revenue authorities of the State to which the application is made into the currency of that State. Such conversion shall take place, in Berlin, at the last foreign payments selling rate on the Berlin Stock Exchange and, in Helsinki, at the last sight selling rate in Helsinki prior to the receipt of the application by the chief revenue officials concerned. The amount to be recovered by compulsory execution shall be the amount in Reichsmarks or in Finnish marks, as the case may be, computed in the manner prescribed above. The proceeds recovered by compulsory execution shall be :

Paid without delay by the Finnish authority to the German authority — after deduction of costs, if any (Article 9 of the Convention) — in Finnish marks, to the account of the Reichsbank, Berlin, at the Bank of Finland at Helsinki, with an instruction that the amount in question is to be transferred to the specified account of the Revenue Department (*Finanzamt*), the costs of transfer being charged to the payee ;

Paid without delay by the German authority to the Finnish authority — after deduction of costs, if any (Article 9 of the Convention) — in German marks, to the account of the Bank of Finland, Helsinki, at the Reichsbank at Berlin, with the name of the Finnish collecting authority and an instruction that the cost of transfer shall be charged to the payee.

The Finance Ministry has the honour herewith to declare its agreement to the foregoing provisions.

Tyko REINIKKA,
Minister.

To the Reich Minister
of Finance,
Berlin.

N° 4002.

ALBANIE ET ITALIE

Accord relatif à la liquidation de
l'emprunt du 26 juin 1931. Signé
à Tirana, le 19 mars 1936.

ALBANIA AND ITALY

Agreement regarding the Liquidation
of the Loan of June 26th, 1931.
Signed at Tirana, March 19th,
1936.

TEXTE ALBANAIS. — ALBANIAN TEXT.

N^o 4002. — AKORD¹ MIDIS SHQIPERISE DHE ITALISE MBI LIKUIDIMIN E HUAS 26 QERSHOR 1931. TIRANË, ME 19 MARS 1936.

Textes officiels albanais et italien communiqués par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation permanente d'Albanie près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 10 novembre 1936.

NALT MADHNIJA E TIJ MBRETI I SHQIPTARËVET

dhe

NALT MADHNIJA E TIJ MBRETI I ITALÍS,

tue marrë parasysh se u shmangën rrethanat e veçanta që shtytën të dy qeverinat të lidhin një huá dhjetvjetore në formën që ajo u stipulua me një shkëmbim Notash, në Tiranë, me datë 26 qershor 1931,

tue parë se me bashkëkuptimin e të dy Qeverinave kjo huá u pezullua qysh në fund të prillit 1933,

tue gjykue se volit të bahet një rregullim përfunduer për të vue për fije abrogimin e kësaj huaje, si dhe rregullimin e të mbrapambetunavet q' i takojnë asaj, venduen të bajnë një marrëveshje për këtë qellim dhe emnuan Fuqiplotën të Tyne :

NALT MADHNIJA E TIJ MBRETI I SHQIPTARËVET

Shkëlqesën e tij Dhimiter BERATTI, Ministër i Ekonomís Kombëtare ;

NALT MADHNIJA E TIJ MBRETI I ITALÍS

Shkëlqesën e tij Mario INDELLI, I Derguar i Jashtzakonshëm dhe Minister Fuqiplotë në Shqipni ;

të cilët, mbassi i shkëmbyen dokumentat e tyne për fuqiplotësi dhe i gjetën në formën e mirë dhe të duhun, venduan këto që vazhdojnë :

Art. 1.

Huaja dhjetvjetore, pa kamatë, për shumen maksimale dhjetë miliuna (10.000.000) franga ari në vjet, q' i akordoi Qeverija Italjane qeveris Shqiptare, në themel të shkëmbimit Notash të bame në Tiranë me 26 qershor 1931, asht e suprimueme prej datës 1 prill 1933.

Art. 2.

Qeverija Italjane e merr përsiper të disponojë pagimin, mbrenda dy muajve prej hymjes në fuqi të këtij Akordi, e të gjith mandateve të pezullueme që janë lëshuar prej administratave

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tirana, le 30 mai 1936.
Entré en vigueur le 30 mai 1936.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 4002. — ACCORDO FRA L'ALBANIA E L'ITALIA, PER LA LIQUIDAZIONE DEL PRESTITO 26 GIUGNO 1931. FIRMATO A TIRANA, IL 19 MARZO 1936.

Albanian and Italian official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Permanent Delegation of Albania to the League of Nations. The registration of this Agreement took place November 10th, 1936.

S. M. IL RE DEGLI ALBANESI

^e
S. M. IL RE d'ITALIA,

tenuto conto che sono venute meno le particolari esigenze che indussero i due Governi a concludere un prestito decennale nelle forme in cui venne stipulato a Tirana con lo scambio di Note in data 26 giugno 1931,

visto che d'accordo fra i due Governi tale prestito è già stato sospeso di fatto fin dall'aprile 1933,

ritenuto che è opportuno addivenire ad un definitivo regolamento che disciplini la resiliazione di tale prestito e le pendenze ad esso relative,

hanno deciso di concludere a tale scopo un Accordo ed hanno nominato come Loro Plenipotenziari :

S. M. IL RE DEGLI ALBANESI :

Sua Eccellenza Demetrio BERATTI, Suo Ministro dell' Economia Nazionale ;

S. M. IL RE d'ITALIA :

Sua Eccellenza Mario INDELLI, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario a Tirana,

i quali dopo aver scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno stabilito quanto segue :

Art. 1.

Il prestito decennale, senza interessi, per la cifra massima annuale di dieci milioni (10,000,000) di franchi oro, concesso dal Governo Italiano al Governo Albanese in base allo scambio di Note fatto a Tirana in data 26 giugno 1931. è soppresso a partire dal 1. aprile 1933.

Art. 2.

Il Governo Italiano si impegna a disporre il pagamento, entro il termine di due mesi dall'entrata in vigore del presente Accordo, di tutti i mandati in sospeso emessi dalle competenti ammi-

¹ The exchange of ratifications took place at Tirana, May 30th, 1936.
Came into force May 30th, 1936.

shqiptare kompetente, në mbështetje të fondeve të huas dhjetvjetore, dhe t' aprovueme prej Delegatit italian të Komisionit Mbretnuer të huas, simbas Rregullores të Qeveris Shqiptare me datë 30 qershor 1931, e botueme në Gazetën Zyrtare të Mbretnis Italiane Nr. 206, datë 7 shtatuer 1931, faqe 4392-4393 dhe në : „Fletoren Zyrtare,“ të Mbretnis Shqiptare, Nr. 43, datë 6 Korrik 1931, faqe 1-2.

Art. 3.

Një Komision i përbamë prej Kryetarit të Këshillit Kontrollues të Shqipnis dhe prej Organizatorit italian të Financave do të sqyrtojë aktet q'u takojnë pjesëve të kontestueme prej Delegatit të Komisionit Mbretnuer të huas, në rastin e kontrollit të mandateve të lëshueme nga administratat kompetente të Qeveris Shqiptare dhe do të caktojë cilat prej atyne kanë me u pranue për pagim.

Në rast moskuptimi në mes të dy misave të Komisionit, çashtja do të traktohet në rrugë diplomatike midis të dy Qeverinave.

Art. 4.

Komisioni që përmendet n'Art. 3 ka kompetencë edhe me dhanë akt për pagimet të bame prej Legatës Mbretnore Italjane në ngarkime të fondeve të huas dhjetvjetore, tue marrë për bazë :

- a) mandatet e lëshueme prej administratave shqiptare dhe të dergueme Legatës Mbretnore Italjane prej Ministris së Punvet të Jashtme të Shqipnis ose prej organeve të tjerë të shtetit Shqiptar.
- b) titujt e dokumentat të likuidueme në mbështetje të fondeve të huasë dhjetvjetore.

Art. 5.

Qeverija Shqiptare merr përsiper me i dorëzue Qeveris Italiane deftesat e thesarit të cilat kanë me u lëshue për pagimet të bëme përpara ose pas pezullimit të huas, si dhe për pagimet që janë për t' u bā ose për t' u rregullue, sikurse parashifet ndër Art. 3 dhe 4, dhe gjithmonë për detyrime të marruna deri me 31 mars 1933.

Art. 6.

Prej punimeve të dhanuna në sipërmarrje në ngarkim të huas dhjetvjetore dhe të cilat nuk u kryen për shkak të pezullimit të saj, Qeverija Italiane e merr përsiper të financojë, me mjetet e veta dhe me kushtet që janë caktuar ndër kontraktet perkatëse, vazhdimin dhe mbarimin e atyne që janë rreshtuar këtu ma poshtë dhe mbrenda shumave të caktueme për seicilën, qi vashdon :

1) Depoja e përgjithëshme, në Durrës	Fr. ari	13.496,20
2) Shkolla Industrore, në Korçë	» »	162.278,—
3) Shtalla e amshorve, në Xhafzotaj	» »	10.702,40
Gjithsejt	Fr. ari	186.476,60

Pagimi i këtyne shumave do të bëhet proporcionalisht me të kryemit të punimeve.

Art. 7.

Qeverija Shqiptare deklaron se nuk ka për të pretenduar asnjë shumë nga huaja dhjetvjetore e pezullueme në prill 1933, perveç atyne të tregueme posaçërisht nder nenet 2 deri më 6, tue e shliurë qysh tashi Qeverin Italiane prej çdo përgjegjësisje dhe prej çdo detyrimi përkatës.

Nga ana tjetër, Qeverija Italjane deklaron se heq dorë nga kthimi (shpagimi) i kesteve të pagueme Qeveris Shqiptare për llogari të huas të lidhun me shkëmbim Notash me 26 qershor 1931.

nistrazioni albanesi con imputazione sui fondi del prestito decennale e approvati dal Delegato Italiano della Commissione Reale del prestito di cui al regolamento del Governo Albanese in data 30 giugno 1931, pubblicato nella Gazzetta Ufficiale del Regno d'Italia nr. 206 del 7 settembre 1931, pag. 4392-4393 e nella « Fletorja Zyrtare » del Regno d'Albania Nr. 43 del 6 luglio 1931, pag. 1-2.

Art. 3.

Una Commissione composta del Presidente della Corte dei Conti albanese e dell'Organizzatore italiano delle Finanze esaminerà gli atti riguardanti le partite contestate dal Delegato della Commissione Reale del Prestito in sede di controllo dei mandati rilasciati dalle competenti Amministrazioni governative albanesi e determinerà quali di esse debbano ammettersi al pagamento.

In caso di dissenso fra i due componenti la Commissione, la questione sarà trattata in via diplomatica fra i due Governi.

Art. 4.

La Commissione di cui all'Art. 3 è chiamata anche a dare atto dei pagamenti eseguiti dalla R. Legazione d'Italia a carico dei fondi del prestito decennale, in base :

a) a mandati emessi dalle amministrazioni albanesi e ad essa, R. Legazione d'Italia, pervenuti per tramite del R. Ministero degli Affari Esteri d'Albania o da altri organi albanesi.

b) ad altri titoli e documenti liquidati con imputazione ai fondi del prestito decennale.

Art. 5.

Il Governo Albanese s'impegna a rilasciare al Governo Italiano le quietanze di tesoreria che sono ancora da emettere per i pagamenti eseguiti prima e dopo la sospensione del prestito, nonché per quelli ancora da effettuare o da regolarizzarsi come proposto negli art. 3 e 4, sempre riferibilmente ad impegni assunti entro il 31 marzo 1933.

Art. 6.

Delle opere appaltate a carico del prestito decennale e non portate a compimento per effetto della sospensione di esso, il Governo Italiano assume l'obbligo di finanziare, con mezzi propri e alle condizioni stabilite nei relativi contratti la prosecuzione e la ultimazione di quelle qui sotto elencate entro i limiti di somma per ognuna di esse indicate :

1) Deposito generale di Durazzo	Fr. oro	13.496,20
2) Scuola Industriale di Korça	»	162.278,—
3) Stazione di monta di Xhafzotaj	»	10.702,40
Totale	Fr. oro	186.476,60

Il pagamento di tali somme avrà luogo in proporzione allo stato di avanzamento dei lavori.

Art. 7.

Il Governo Albanese dichiara di non aver a pretendere alcuna somma sul prestito decennale sospeso nell'aprile 1933 tranne quanto è specificatamente indicato agli articoli da 2 a 6 liberando fin da ora il Governo Italiano da ogni responsabilità e da oggi ulteriore onere relativo.

Dal canto suo il Governo Italiano dichiara di rinunciare al rimborso delle rate corrisposte al Governo Albanese in conto del prestito di cui allo scambio di Note 26 giugno 1931.

Art. 8.

Ky Akord do të ratifikohet dhe ratifikimet do të shkëmbehen në Tiranë.

Akordi do të hyjë në fuqi në datën e shkëmbimit të ratifikimeve.

Ky Akord u shkroi në gjuhët shqipe dhe italishte.

Po të dalë kundërshtim, do të merret parasysh teksti italisht.

U bë në Tiranë, në katër eksemplare, dy shqip dhe dy italisht, me 19 mars 1936.

Për Shqipnín :
D. BERATTI, *d. v.*

Për Italin :
M. INDELLI, *d. v.*

Copie certifiée conforme :

Le Directeur politique,
Pandeli Nasse.

Art. 8.

Il presente Accordo sarà ratificato e le ratifiche saranno scambiate a Tirana.

Esso entrerà in vigore alla data dello scambio di dette ratifiche.

Il presente Accordo è redatto in lingua italiana ed in lingua albanese.

In caso di divergenza farà fede il testo italiano.

Fatto a Tirana in quattro esemplari, due in lingua italiana e due in lingua albanese, il 19 marzo 1936.

Per l'Albania :
(*F. to.*) D. BERATTI.

Per l'Italia :
(*F. to.*) M. INDELLI.

Copie certifiée conforme :

Le Directeur politique,
Pandeli Nasse.

¹ TRADUCTION.N^o 4002. — ACCORD ENTRE L'ALBANIE ET L'ITALIE RELATIF A LA LIQUIDATION DE L'EMPRUNT DU 26 JUIN 1931. SIGNÉ A TIRANA, LE 19 MARS 1936.

SA MAJESTÉ LE ROI DES ALBANAIS
et

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE,

Considérant que les raisons particulières qui ont conduit les deux gouvernements à conclure un prêt décennal dans les formes stipulées à Tirana par l'échange de notes en date du 26 juin 1931, n'existent plus,

Que, d'accord entre les deux gouvernements, ce prêt a déjà été suspendu en fait depuis avril 1933,

Qu'il convient d'aboutir à un règlement définitif régissant la résiliation de ce prêt et les questions pendantes qui s'y rapportent,

Ont décidé de conclure un accord à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES ALBANAIS :

Son Excellence Dhimiter BERATTI, son ministre de l'Economie nationale ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Mario INDELLI, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Tirana ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le prêt décennal, sans intérêt, d'un montant maximum annuel de dix millions (10.000.000) de francs-or, accordé par le Gouvernement italien au Gouvernement albanais sur la base de l'échange de notes effectué à Tirana le 26 juin 1931, est supprimé à partir du 1^{er} avril 1933.

Article 2.

Le Gouvernement italien s'engage à assurer le paiement, dans les deux mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent accord, de tous les mandats en suspens émis par les administrations albanaises compétentes à valoir sur les fonds du prêt décennal et approuvés par le délégué italien de la Commission royale du prêt dont il est fait mention dans le règlement du Gouvernement albanais en date du 30 juin 1931, publié dans la *Gazzetta Ufficiale* du Royaume d'Italie, numéro 206, du 7 septembre 1931, pages 4392 et 4393, et dans la *Fletorja Zyrtare* du Royaume d'Albanie, numéro 43, du 6 juillet 1931, pages 1 et 2.

Article 3.

Une commission, composée du président de la Cour des comptes albanaise et de l'organisateur italien des Finances, examinera les pièces concernant les comptes contestés par le délégué de la Commission royale du prêt, afin de contrôler les mandats délivrés par les administrations officielles albanaises compétentes, et déterminera ceux d'entre eux qui devront être admis au paiement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4002. — AGREEMENT BETWEEN ALBANIA AND ITALY REGARDING
THE LIQUIDATION OF THE LOAN OF JUNE 26TH, 1931. SIGNED
AT TIRANA, MARCH 19TH, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS
and

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY,

Having regard to the fact that the particular exigencies which led the two Governments to conclude a ten-year loan in accordance with the provisions stipulated at Tirana in the exchange of notes dated June 26th, 1931, no longer exist ;

Considering that, by agreement between the two Governments, the said loan has already in fact been suspended since April 1933 ;

Having recognised that it is expedient to reach a definitive settlement regulating the annulment of the said loan and the questions pending in relation thereto ;

Have decided to conclude an Agreement for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS :

His Excellency Dhimiter BERATTI, His Minister of National Economy ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Mario INDELLI, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Tirana ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The ten-year loan, without interest, of a maximum annual amount of ten million (10,000,000) gold francs granted by the Italian Government to the Albanian Government in accordance with the exchange of notes dated June 26th, 1931, at Tirana, shall be annulled as from April 1st, 1933.

Article 2.

The Italian Government undertakes to provide for the payment, within two months of the entry into force of the present Agreement, of all outstanding warrants issued by the competent Albanian administrations chargeable against the funds of the ten-year loan and approved by the Italian Delegate of the Royal Loan Commission referred to in the Albanian Government's regulations dated June 30th, 1931, published in the *Official Gazette of the Kingdom of Italy*, No. 206, dated September 7th, 1931, pages 4392 and 4393, and in the *Fletorja Zyrtare* of the Kingdom of Albania, No. 43, dated July 6th, 1931, pages 1 and 2.

Article 3.

A Committee composed of the President of the Albanian Audit Court and the Italian Organiser of Finance shall examine the documents relating to accounts disputed by the Delegate of the Royal Loan Commission, for the purpose of verifying the warrants issued by the competent Albanian official administrations and shall determine those in respect of which payment should be approved.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

En cas de divergence entre les deux membres de la Commission, la question sera négociée par la voie diplomatique entre les deux gouvernements.

Article 4.

La commission visée à l'article 3 sera également appelée à donner acte des paiements effectués par la Légation royale d'Italie à la charge des fonds du prêt décennal, sur la base :

- a) Des mandats émis par les administrations albanaises et parvenus à la Légation royale d'Italie par l'entremise du Ministère royal des Affaires étrangères d'Albanie, ou d'autres organes albanais ;
- b) D'autres titres et documents dont la liquidation a été faite par imputation sur les fonds de l'emprunt décennal.

Article 5.

Le Gouvernement albanais s'engage à délivrer au Gouvernement italien les quittances de trésorerie qu'il reste à établir au titre des paiements effectués avant et après la suspension du prêt, ainsi que des paiements qu'il reste à effectuer ou à régulariser, comme prévu aux articles 3 et 4, étant entendu qu'il s'agit toujours d'engagements pris jusqu'au 31 mars 1933 inclus.

Article 6.

Parmi les ouvrages ayant fait l'objet d'un contrat d'entreprise par imputation sur le prêt décennal et inachevés par suite de la suspension de ce dernier, le Gouvernement italien assume l'obligation de financer, par ses propres moyens et aux conditions stipulées dans les contrats y relatifs, la continuation et l'achèvement des travaux ci-dessous énumérés, dans la limite des sommes indiquées pour chacun d'eux :

1. Entrepôt général de Durazzo	francs-or	13.496,20
2. Ecole industrielle de Korça	»	162,278,—
3. Haras de Xhafzotaj	»	10.702,40
Total	francs-or	186.476,60

Le paiement de ces sommes s'effectuera au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Article 7.

Le Gouvernement albanais déclare n'avoir à revendiquer aucune somme sur le prêt décennal suspendu en avril 1933, à l'exception de ce qui est expressément stipulé aux articles 2 à 6, et il libère, d'ores et déjà, le Gouvernement italien de toute responsabilité et de toute charge ultérieure à cet égard.

De son côté, le Gouvernement italien déclare renoncer au remboursement des sommes versées au Gouvernement albanais au titre du prêt visé par l'échange de notes du 26 juin 1931.

Article 8.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications seront échangées à Tirana.

Il entrera en vigueur à la date de l'échange desdites ratifications.

Le présent accord est rédigé en langue italienne et en langue albanaise.

En cas de divergence, le texte italien fera foi.

Fait à Tirana en quatre exemplaires, dont deux en langue italienne et deux en langue albanaise, le 19 mars 1936.

Pour l'Albanie :
(Signé) D. BERATTI.

Pour l'Italie :
(Signé) M. INDELLI.

In the event of disagreement between the two members of the Committee, the question shall be the subject of negotiations between the two Governments through the diplomatic channel.

Article 4.

The Committee referred to in Article 3 shall also be required to certify the payments effected by the Royal Italian Legation and charged against the funds of the ten-year loan in respect of :

(a) Warrants issued by the Albanian administrations and transmitted to the said Royal Italian Legation through the Royal Albanian Ministry of Foreign Affairs or other Albanian organs ;

(b) Other claims and vouchers settled and charged against the funds of the ten-year loan.

Article 5.

The Albanian Government undertakes to transmit to the Italian Government the Treasury receipts that have still to be issued in respect of payments effected both before and after the suspension of the loan and also in respect of those payments that have still to be effected or regularised in accordance with the provisions of Articles 3 and 4, it being understood that the payments in question relate in all cases to liabilities incurred not later than March 31st, 1933.

Article 6.

Of the works contracted for and chargeable to the ten-year loan and not carried to completion owing to the suspension of the said loan, the Italian Government assumes the obligation to finance, with its own means and in accordance with the conditions laid down in the relevant contracts, the continuation and completion of those specified hereunder within the limits of the amount indicated in respect of each :

1. General warehouse at Durazzo	13,496.20 gold fr.
2. Industrial school at Korça	162,278.— „
3. Stud farm at Xhafzotaj	<u>10,702.40 „</u>
Total	186,476.60 gold fr.

Payment of the above-mentioned amounts shall be effected in proportion to the progress of the work.

Article 7.

The Albanian Government declares that it makes no claim to any sum from the ten-year loan suspended in April 1933, apart from what is specifically mentioned in Articles 2 to 6, and hereby frees the Italian Government of all responsibility and all subsequent liabilities relating thereto.

The Italian Government, for its part, declares that it waives the repayment of the instalments paid over to the Albanian Government on account of the loan referred to in the exchange of notes dated June 26th, 1931.

Article 8.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Tirana. It shall come into force on the date of the exchange of ratifications. The present Agreement is drawn up in the Italian and Albanian languages. In the event of any divergence, the Italian text shall be authentic.

Done at Tirana in four copies, two being in the Italian language and two in the Albanian language, this 19th day of March, 1936.

For Albania :
(Signed) D. BERATTI.

For Italy :
(Signed) M. INDELLI.

N° 4003.

ALBANIE ET ITALIE

Accord relatif au règlement de la situation financière de l'Etat albanais. Signé à Tirana, le 19 mars 1936.

ALBANIA AND ITALY

Agreement concerning the Regularisation of the Financial Situation of the Albanian State. Signed at Tirana, March 19th, 1936.

TEXTE ALBANAIS. — ALBANIAN TEXT.

N^o 4003. — AKORD¹ MIDIS MBRETNËS SHQIPTARE DHE MBRETNËS ITALJANE MBI SISTEMIMIN E GJENDJES FINANCORE TË SHTETIT SHQIPTAR. TIRANË, ME 19 MARS 1936.

Textes officiels albanais et italien communiqués par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation permanente d'Albanie près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 10 novembre 1936.

NALT MADHNIJA E TIJ MBRETI I SHQIPTARËVET
dhe

NALT MADHNIJA E TIJ MBRETI I ITALIS,

Tue pasun për qëllim t'arrijnë në sistemimin e gjendjes financore të Shtetit Shqiptar, në themel të frymës së bashkëpunimit dhe të miqësis q'i lidh të dy Vendet,
Venduan të lidhin një Akord për këtë qëllim dhe emnuan si Fuqplotën të Tyne :

NALT MADHNIJA E TIJ MBRETI I SHQIPTARËVET :

Shkëlqesën e tij Dhimitër BERATTI, Ministër i Ekonomisë Kombtare ;

NALT MADHNIJA E TIJ MBRETI I ITALIS :

Shkëlqesën e tij Mario INDELLI, I Dërguem i Jashtzakonshëm dhe Ministër Fuqplotë në Shqipëri,

Të cilët, si i shkëmbyen dokumentat e fuqplotësis së tyne dhe i gjeten në formën e mirë dhe të duhur, venduan sa vijon :

Art. I.

Qeverija Italjane detyrohet t'i versojë Qeverisë Shqiptare, për t'a mbuluar defiçitin e gjendjes financore të vërtetueme deri në fund t' ushtrimit 1934-1935, shumë prej frangash ari nandë miliune (9.000.000), mbasi të zbriten tre miliune (3.000.000) të cilat i janë dorëzue në muaj të Frorit 1935.

Shuma prej frangash ari gjashtë miliune (6.000.000) do të versohet :

1) për franga ari 3.200.000 (tre miliun' e dyqind mij), mbrenda dy muajve prej datës së shkëmbimit të ratifikimeve.

2) për kusurin prej franga ari 2.800.000 (dy miliun' e tetqindmij), që destinohet për t' a formue rishtas kapitalin e Bankës Bujqësore Kombëtare, në tre keste, pa kamatë, prej të cilave :

a) Dy keestet e para, për nga franga ari 900.000 (nandqinmij) seicili, mbrenda ushtrimeve financore 1936-1937 dhe 1937-1938, përshtat Ligjës me datë 13 fruer 1934, botuar në « *Fletoren Zyrtare* » me datë 14 Mars 1935, nr. 12, ndryshuar me Art. 18

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tirana, le 30 mai 1936.
Entré en vigueur le 30 mai 1936.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 4003. — ACCORDO¹ FRA L'ALBANIA E L'ITALIA, SULLA SISTEMAZIONE DELLA SITUAZIONE FINANZIARIA DELLO STATO ALBANESE. FIRMATO A TIRANA, IL 19 MARZO 1936.

Albanian and Italian official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Permanent Delegation of Albania to the League of Nations. The registration of this Agreement took place November 10th, 1936.

S. M. IL RE DEGLI ALBANESE

e
S. M. IL RE D'ITALIA,

Nell' intento di raggiungere la sistemazione della situazione finanziaria dello Stato Albanese, in base allo spirito di collaborazione e di amicizia che lega i due Paesi, hanno deciso di addivenire ad un Accordo a tale riguardo ed hanno nominato come Loro Plenipotenziari :

S. M. IL RE DEGLI ALBANESE :

Sua Eccellenza Demetrio BERATTI, Suo Ministro dell'Economia Nazionale,

S. M. IL RE D'ITALIA :

Sua Eccellenza Mario INDELLI, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario a Tirana,

I quali, dopo aver scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno stabilito quanto segue :

Art. I.

Il Governo Italiano si obbliga a versare al Governo Albanese, a copertura del disavanzo della situazione finanziaria accertato a tutto l'esercizio 1934-1935, la somma di franchi oro 9.000.000 (nove milioni) detratti franchi oro 3.000.000 (tre milioni) già anticipati nel mese di febbraio 1935.

La somma di franchi oro 6.000.000 (sei milioni) sarà versata :

1° Per franchi oro 3.200.000 (tre milioni duecentomila) entro due mesi dallo scambio delle ratifiche.

2° Per la rimanenza di franchi oro 2.800.000 (due milioni ottocentomila) da destinare alla ricostituzione del capitale della Banca Agricola Nazionale, in tre rate, senza interessi, delle quali :

a) Le prime due, di franchi oro 900.000 (novecentomila) ognuna, entro gli esercizi finanziari 1936-1937 e 1937-1938 in conformità alla legge 13 febbraio 1934, pubblicata nella « Fletorja Zyrtare » del 14 marzo stesso anno, nr. 12 modificata

¹ The exchange of ratifications took place at Tirana, May 30th, 1936.
Came into force May 30th, 1936.

të Ligjës me datë 25 qershor 1935, e botueme në « *Fletoren Zyrtare* » me datë 29 qershor 1935, nr. 34.

b) Kesti u fundit, prej frangash ari 1.000.000 (një miliun), mbrenda ushtrimit financuer 1938-1939.

Art. 2.

Qeverija Shqiptare e merr përsiper t' i pagojë borxhet që kanë për të marrë Entet publike dhe private italjane nga administratat publike shqiptare. Për këtë qellim, shuma e nevojshme do të ndalet prej Qeveris Mbretnore Italjane mbi ate q' asht e shënueme n' Art. 1, nën 1).

Art. 3.

Ky Akord do të ratifikohet dhe ratifikimet do të shkëmbehen në Tiranë.
Do të hyjë në fuqi në datën e shkëmbimit të ratifikimeve përkatëse.
Ky Akord u shkroi në gjuhën shqipe dhe në gjuhën italishte.
Në rast kundërshtimi, merret parasysh teksti italisht.

U bâ në Tiranë, në katër eksemplare, dy shqip dhe dy italisht, me 19 mars 1936.

Për Shqipnín :
D. BERATTI, *d. v.*

Për Italin :
M. INDELLI, *d. v.*

Copie certifiée conforme :

Le Directeur politique,
Pandeli Nasse.

coll'Art. 18 della legge 25 giugno 1935, pubblicata nella « Fletorja Zyrtare » del 29 stesso mese nr. 34.

b) L'ultima, di franchi oro 1.000.000 (un milione), entro l'esercizio finanziario 1938-1939.

Art. 2.

Il Governo Albanese si impegna a pagare i crediti che Enti pubblici e privati italiani vantano verso le Amministrazioni pubbliche albanesi ed a tale scopo la somma necessaria sarà trattenuta dal R. Governo Italiano su quella indicata all'Art. 1 sub nr. 1.

Art. 3.

Il presente Accordo sarà ratificato e le ratifiche saranno scambiate a Tirana.

Esso entrerà in vigore alla data dello scambio di dette ratifiche.

Il presente Accordo è redatto in lingua italiana e in lingua albanese.

In caso di divergenza farà fede il testo italiano.

Fatto a Tirana in quattro esemplari, due in lingua italiana e due in lingua albanese, li 19 marzo 1936.

Per l'Albania :
(F. to.) D. BERATTI.

Per l'Italia :
(F. to.) M. INDELLI.

Copie certifiée conforme :

Le Directeur politique,
Pandeli Nasse.

¹ TRADUCTION.

N^o 4003. — ACCORD ENTRE L'ALBANIE ET L'ITALIE RELATIF AU RÉGLEMENT DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'ÉTAT ALBANAIS. SIGNÉ A TIRANA, LE 19 MARS 1936.

SA MAJESTÉ LE ROI DES ALBANAIS

et

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE,

Désireux de régler la situation financière de l'Etat albanais dans l'esprit de collaboration et d'amitié qui unit les deux pays,

Ont décidé de conclure un accord à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES ALBANAIS :

Son Excellence Dhimitër BERATTI, son ministre de l'Economie nationale ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Mario INDELLI, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Tirana ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement italien s'engage à verser au Gouvernement albanais, pour couvrir le déficit de la situation financière de l'exercice 1934-1935, la somme de 9.000.000 (neuf millions) de francs-or, sous déduction de 3.000.000 (trois millions) de francs-or déjà avancés au mois de février 1935.

La somme de 6.000.000 (six millions) de francs-or sera versée de la façon suivante :

1. 3.200.000 (trois millions deux cent mille) francs-or dans les deux mois qui suivront l'échange des ratifications.

2. Le reste, soit 2.800.000 (deux millions huit cent mille) francs-or, destinés à la reconstitution du capital de la Banque agricole nationale, en trois versements, sans intérêts, à effectuer de la façon suivante :

a) Les deux premiers, de 900.000 (neuf cent mille) francs-or chacun, au cours des exercices financiers 1936-1937 et 1937-1938, conformément à la loi du 13 février 1934, publiée dans le N^o 12 de la *Fletorja Zyrtare* du 14 mars de la même année, amendée par l'article 18 de la loi du 25 juin 1935, publiée dans le N^o 34 de la *Fletorja Zyrtare* du 29 du même mois ;

b) Le dernier, de 1.000.000 (un million) de francs-or, au cours de l'exercice financier 1938-1939.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4003. — AGREEMENT BETWEEN ALBANIA AND ITALY CONCERNING THE REGULARISATION OF THE FINANCIAL SITUATION OF THE ALBANIAN STATE. SIGNED AT TIRANA, MARCH 19TH, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS

and

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY,

Being desirous of bringing about the regularisation of the financial situation of the State of Albania in accordance with the spirit of collaboration and friendship by which their two countries are united,

Have decided to conclude an Agreement for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS :

His Excellency Dhimitër BERATTI, His Minister of National Economy ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Mario INDELLI, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Tirana ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The Italian Government undertakes to pay to the Albanian Government, in order to meet the deficit in the financial situation as established up to the end of the financial year 1934-1935, the sum of 9,000,000 (nine million) gold francs, less 3,000,000 (three million) gold francs already advanced in the month of February 1935.

The sum of 6,000,000 (six million) gold francs shall be paid :

(1) As to 3,200,000 (three million two hundred thousand) gold francs within two months of the exchange of ratifications ;

(2) As to the balance of 2,800,000 (two million eight hundred thousand) gold francs to be employed for the reconstitution of the capital of the National Agricultural Bank, in three instalments, without interest, as follows :

(a) The first two, of 900,000 (nine hundred thousand) gold francs each, during the financial years 1936-1937 and 1937-1938, in conformity with the Law of February 13th, 1934, published in No. 12 of the *Fletorja Zyrtare*, dated March 14th, 1934, as amended by Article 18 of the Law of June 25th, 1935, published in No. 34 of the *Fletorja Zyrtare*, dated June 29th, 1935 ;

(b) The last one, of 1,000,000 (one million) gold francs, during the financial year 1938-1939.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Le Gouvernement albanais s'engage à payer les créances des collectivités italiennes publiques et privées sur les administrations publiques albanaises, et, à cet effet, la somme nécessaire sera retenue par le Gouvernement royal italien sur le montant indiqué à l'article premier, sous le N° 1.

Article 3.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications seront échangées à Tirana.
Il entrera en vigueur à la date de l'échange desdites ratifications.
Le présent accord est rédigé en langue italienne et en langue albanaise.
En cas de divergence, le texte italien fera foi.

Fait à Tirana en quatre exemplaires, dont deux en langue italienne et deux en langue albanaise, le 19 mars 1936.

Pour l'Albanie :
(Signé) D. BERATTI.

Pour l'Italie :
(Signé) M. INDELLI.

Article 2.

The Albanian Government undertakes to pay the sums owing from Albanian public administrations to Italian public and private organisations and, for this purpose, the necessary amount shall be deducted by the Royal Italian Government from the amount specified in Article 1, sub-paragraph (1).

Article 3.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Tirana. It shall come into force on the date of the exchange of ratifications. The present Agreement is drawn up in the Italian and Albanian languages. In the event of any divergence, the Italian text shall be authentic.

Done at Tirana in four copies, two being in the Italian language and two in the Albanian language, this 19th day of March, 1936.

For Albania :
(Signed) D. BERATTI.

For Italy :
(Signed) M. INDELLI.

N° 4004.

ALBANIE ET ITALIE

Accord relatif à l'emprunt agricole
de dix millions de francs-or. Signé
à Tirana, le 19 mars 1936.

ALBANIA AND ITALY

Agreement regarding the Agricultural
Loan of Ten Million Gold
Francs. Signed at Tirana, March
19th, 1936.

TEXTE ALBANAIS. — ALBANIAN TEXT.

N^o 4004. — AKORD ¹ MIDIS MBRETNËS SHQIPTARE DHE MBRETNËS ITALJANE PER NJË HUA BUJQËSORË DHJETË MILIUNE FR. ARI. TIRANË, ME 19 MARS 1936.

Textes officiels albanais et italien communiqués par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation permanente d'Albanie près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 10 novembre 1936.

NALT MADHNIJA E TIJ MBRETI I SHQIPTARËVET
dhe

NALT MADHNIJA E TIJ MBRETI I ITALËS,
në themel të frymës së bashkëpunimit miqsuer q' i lidh të dy Shtetet Miq dhe Aleatë,
me qëllim të zhvillohet shumë e më shumë aktiviteti ekonomik,
tue marrë parasysh se një zhvillim i tillë mund të shtohet shpejt dhe me dobë me anën e
koncedimit të një huaje,
venduan të lidhin një Akord për këtë punë, dhe emnuan si Fuqplotën të Tyne :

NALT MADHNIJA E TIJ MBRETI I SHQIPTARËVET

Shkëlqesën e tij Dhimiter BERATTI, Ministër i Ekonomisë Kombtare ;

NALT MADHNIJA E TIJ MBRETI I ITALËS

Shkëlqesën e tij Mario INDELLI, I Derguem i Jashtzakonshëm dhe Ministër
Fuqplotë në Shqipëri,

të cilët, mbassi i shkëmbyen dokumentat e tyre për fuqplotësi dhe i gjetën në formën e mirë
dhe të duhur, u kuptuan mbi sa vazhdon :

Art. I.

Qeverija Italiane i koncedon huá Qeverisë Shqiptare shumën prej franga ari 10.000.000 (dhjetë miliune), me kushtet që shënohen këtu poshtë :

1.— Huaja ka me u dhanë në pesë keste vjetore nga franga ari 2.000.000 (dy miliune) seicili të pagueshme : kesti i parë dy muaj pas hymjes në fuqi të këtij Akordi dhe keestet e tjera në katër vjetët vazhdues, po në atë datë ;

2.— Kesti vjetuer prej frangash ari 2.000.000 (dy miliune), ndonse do të shënohet plotësisht ndër buxhetet vjetore të parapamjeve të Shtetit Shqiptar, do të versohet në të holla dhe në vegla e materiale bujqësore çdolloj, q' i takojnë prodhimet të vendit, simbas pjesëtimit që vazhdon :

a) për vjetin e parë do të vihen në dispozitë të Qeverisë Shqiptare gjithsejt franga ari 2.000.000 (dy miliune), tue zbritun vetëm shumën që do të shënohet nga

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tirana, le 30 mai 1936.
Entré en vigueur le 30 mai 1936.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 4004. — ACCORDO ¹ FRA L'ALBANIA E L'ITALIA, PER IL PRESTITO AGRICOLO DI DIECI MILIONI DI FRANCHI ORO. FIRMATO A TIRANA, IL 19 MARZO 1936.

Albanian and Italian official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Permanent Delegation of Albania to the League of Nations. The registration of this Agreement took place November 10th, 1936.

S. M. IL RE DEGLI ALBANESI

e

S. M. IL RE D'ITALIA

in base allo spirito di amichevole collaborazione che lega i due Paesi Amici ed Alleati, allo scopo di sviluppare sempre più l'attività economica, considerando che tale sviluppo può rapidamente ed efficacemente intensificarsi mediante la concessione di un prestito, hanno deciso di concludere un accordo al riguardo, ed hanno nominato come Loro Plenipotenziari :

S. M. IL RE DEGLI ALBANESI :

Sua Eccellenza Demetrio BERATTI Suo Ministro dell' Economia Nazionale ;

S. M. IL RE D'ITALIA :

Sua Eccellenza Mario INDELLI Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario a Tirana ;

I quali, dopo aver scambiato i loro pieni poteri e trovatili in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue :

Art. 1.

Il Governo Italiano concede in prestito al Governo Albanese la somma di franchi oro 10.000.000 (dieci milioni) alle condizioni qui appresso indicate :

1°.— Il prestito sarà corrisposto in cinque rate annue di franchi oro 2.000.000 (due milioni) pagabili : la prima due mesi dopo l'entrata in vigore del presente Accordo e le altre nei quattro anni successivi a tale data ;

2°.— La rata annua di franchi oro 2.000.000 (due milioni), pure risultando nella totalità negli annuali bilanci di previsione dello Stato Albanese, sarà versata in contanti e in attrezzi e materiali agricoli di ogni specie, interessanti la produzione del paese, nella proporzione seguente :

a) — per il primo anno si metterà a disposizione del Governo Albanese la somma totale di franchi oro 2.000.000 (due milioni) deducendo soltanto l'ammontare che

¹ The exchange of ratifications took place at Tirana, May 30th, 1936.
Came into force May 30th, 1936.

Ministria Shqiptare e Ekonomis Kombtare dhe e cila do të rezervohet për me pagine materialin që do të zgjidhet dhe do të porositet n' Itali prej Ministris në fjalë ;

b) për vjetët e tjerë, vlefte e materialit që do të porositet n' Itali, nga ana e Ministris së naltpërmendun, nuk ka me qenë më pak se e katërta pjesë e shumës që përfaqëson kestin vjetor, domethanë franga ari 500.000 (pesqind mij); kusuri do të vihet në dispozitë të Qeveris Shqiptare me të holla.

Në rast se vlefte e materialit që ka me u porositun n'Itali do të jetë më pak se shuma e shënueme prej franga ari 500.000 (pesëqind mij), kusurin të përdorun të shumës në fjalë, Qeverija Shqiptare do t' a përdorjë për blime materialesh që kan me u bënë ndër vjetët vazhduesë, përtej kështit vjetor të caktuem.

3.—Mbi shumen e huas Qeverija Shqiptare ka me pagine kamaten vjetore 1% (nji për qind). Kapitali dhe kamatat do të kthehen në një periudhë pesdhjetë vjeç, tue fillue në të pestin vjet mbas versimit të kështit të fundit të huas, me nji pagesë vjetore amortizimi të njejtë prej frangash ari 275.899,72 (dyqind e shtatëdhjet e pesë mijë e tetqindënanëdhjetënanë e 72%).

Art. 2.

Qeverija Shqiptare merr përsiper të shenojë ndër buxhetet vjetore të parapamjeve, dhe për gjithë kohën e amortizimit, pagesën vjetore prej franga ari 275.899,72 (dyqindeshtatëdhjetepesë mijë e tetqindënanëdhjetënanë e 72%).

Pagimi i kështit vjetor asht i garantuem prej Qeveris Shqiptare me anen e redevencave që Administratata e Udheve të Hekurta të Mbretnis Italiane (Azienda Italiana Petroli Albania) detyrohet t' i apë Qeveris Shqiptare, në lidhje me shfrytëzimin e zonave vojgurore, përshtat Art 10 të Konventës me datë 12 mars 1925.

Art. 3.

Një Komisjon i Ministris s'Ekonomis Kombëtare të Shqipnis, i përbamë nga shefat e shërbimeve bujqësor dhe zooteknik dhe me Këshilltarin teknik italian, tue vepruar nën kryesin e Ministrit, do të caktojë për çdo vjet, dy muaj përpara datës se shënueme për versimin e ratës vjetore të huas, veglat e materialet bujqësore q' i nevojiten Ministris s' Ekonomis Kombëtare.

Art. 4.

Ky Akord do të ratifikohet dhe ratifikimet do të shkëmbehen në Tiranë.

Do të hyej në fuqi në datën e shkëmbimit të ratifikimeve përkatëse.

Ky Akord u shkrojt në gjuhën shqipe dhe Italishte.

Në rast kundërshtimi, do të merret parasysh teksti italisht.

U bënë në Tiranë, në katër eksemplare, dy shqip dhe dy italisht, me 19 mars 1936.

Për Shqipnin :
D. BERATTI, *d. v.*

Për Italin :
M. INDELLI, *d. v.*

Copie certifiée conforme :

Le Directeur politique,
Pandeli Nasse.

sarà indicato dal Ministero Albanese dell' Economia Nazionale e riservato per il pagamento del materiale che sarà scelto ed ordinato in Italia dal Ministero stesso ;

b) — per gli anni successivi, l' ammontare del materiale da ordinare in Italia, da parte del Ministero predetto, non sarà inferiore alla quarta della somma rappresentante la rata annua, cioè franchi oro 500.000 (cinquecentomila) ; la differenza sarà messa a disposizione del Governo Albanese in contanti.

Nel caso in cui l' ammontare del materiale ordinato in Italia fosse inferiore alla somma indicata di franchi oro 500.000 (cinquecentomila) del residuo non impiegato della somma stessa, il Governo Albanese disporrà per acquisti di materiale da effettuarsi negli anni successivi, in aumento della rata annuale stabilita.

3.— Sulla somma del prestito il Governo Albanese pagherà l' interesse annuo dell' 1% (un per cento). — Il capitale e gli interessi saranno rimborsati nel periodo di anni cinquanta, a partire dal quinto anno successivo al versamento dell' ultima rata del prestito, mediante una annualità di ammortamento costante di franchi oro 275.899,72 (duecento settantacinque mila ottocento novantanove e 72%).

Art. 2.

Il Governo Albanese si impegna ad iscrivere negli annuali bilanci di previsione, e per tutto il periodo di ammortamento, l' annualità di franchi oro 275.899,72 (duecento settantacinque mila ottocento novantanove e 72%).

Il pagamento dell' annualità è garantito dal Governo Albanese per mezzo della partecipazione che l' Amministrazione delle Ferrovie del Regno d' Italia (Azienda Italiana Petroli Albania) è tenuta a corrispondere al Governo Albanese in dipendenza dello sfruttamento delle zone petrolifere in Albania in forza dell'Art. 10 della Convenzione 12 Marzo 1925.

Art. 3.

Una Commissione del Ministero Albanese dell' Economia Nazionale, composta dei capi dei servizi agricolo e zootecnico e del consigliere tecnico italiano, funzionante sotto la presidenza del Ministro, determinerà ogni anno, due mesi prima della data fissata per il versamento della rata annua del prestito, il fabbisogno degli attrezzi e del materiale agricolo occorrente al Ministero dell' Economia Nazionale.

Art. 4.

Il presente Accordo sarà ratificato e le ratifiche saranno scambiate a Tirana.

Esso entrerà in vigore alla data dello scambio di dette ratifiche.

Il presente accordo è redatto in lingua italiana e in lingua albanese.

In caso di divergenza farà fede il testo italiano.

Fatto a Tirana in quattro esemplari, due in lingua italiana e due in lingua albanese, li 19 Marzo 1936.

PER l' Albania :

(*F. to:*) D. BERATTI.

Per l' Italia :

(*F. to:*) M. INDELLI.

Copie certifiée conforme :

Le Directeur politique,

Pandeli Nasse.

¹ TRADUCTION.

N^o 4004. — ACCORD ENTRE L'ALBANIE ET L'ITALIE RELATIF A L'EMPRUNT AGRICOLE DE DIX MILLIONS DE FRANCS-OR. SIGNÉ A TIRANA, LE 19 MARS 1936.

SA MAJESTÉ LE ROI DES ALBANAIS

et

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE,

Vu l'esprit de collaboration amicale qui unit les deux pays amis et alliés,

Désireux de développer toujours plus l'activité économique,

Considérant que ce développement peut être rapidement et efficacement intensifié par l'octroi d'un prêt,

Ont décidé de conclure un accord à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES ALBANAIS :

Son Excellence Dhimiter BERATTI, son ministre de l'Economie nationale ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Mario INDELLI, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Tirana ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement italien prête au Gouvernement albanais la somme de 10.000.000 (dix millions) de francs-or aux conditions suivantes :

1. Ce prêt s'effectuera en cinq versements annuels de 2.000.000 (deux millions) de francs-or payables : le premier, deux mois après l'entrée en vigueur du présent accord et les autres dans les quatre années suivantes à la même date ;

2. La somme annuelle de 2.000.000 (deux millions) de francs-or, tout en figurant intégralement dans les prévisions budgétaires annuelles de l'Etat albanais, sera versée en espèces ainsi qu'en instruments et matériel agricole de toute sorte intéressant la production du pays, dans la proportion suivante :

a) Pour la première année, il sera mis à la disposition du Gouvernement albanais une somme totale de 2.000.000 (deux millions) de francs-or dont il ne sera déduit que le montant qui sera indiqué par le Ministère albanais de l'Economie nationale et réservé pour le paiement du matériel qui sera choisi et commandé en Italie par ledit ministère ;

b) Pour les années suivantes, le montant du matériel à commander en Italie par le ministère susdit ne sera pas inférieur au quart de la somme représentant le

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4004. — AGREEMENT BETWEEN ALBANIA AND ITALY REGARDING
THE AGRICULTURAL LOAN OF TEN MILLION GOLD FRANCS.
SIGNED AT TIRANA, MARCH 19TH, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS
and

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY,

Prompted by the spirit of amicable collaboration by which their two friendly and allied countries are united ;

Being desirous of ensuring the continuous development of economic activity ;

Considering that such development may be rapidly and effectively intensified through the granting of a loan ;

Have decided to conclude an Agreement for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS :

His Excellency Dhimiter BERATTI, His Minister of National Economy ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Mario INDELLI, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Tirana ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The Italian Government shall grant, as a loan to the Albanian Government, the sum of 10,000,000 (ten million) gold francs on the conditions hereinafter specified :

1. The loan shall be paid over in five annual instalments of 2,000,000 (two million) gold francs, payable as follows : the first, two months after the entry into force of the present Agreement and the others on the same date in the four succeeding years ;

2. The annual instalment of 2,000,000 (two million) gold francs, though shown in its totality in the annual budget estimates of the Albanian State, shall be paid over in cash and in agricultural implements and materials of all kinds of importance for the production of the country, in the following proportions :

(a) For the first year, there shall be placed at the disposal of the Albanian Government the total sum of 2,000,000 (two million) gold francs, less only an amount to be specified by the Albanian Ministry of National Economy and reserved for the purpose of paying for the material that shall be selected and ordered in Italy by the said Ministry ;

(b) For the subsequent years, the value of the material to be ordered in Italy by the above-mentioned Ministry shall not be less than one-quarter of the amount

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

versement annuel, soit 500.000 (cinq cent mille) francs-or ; la différence sera mise, en espèces, à la disposition du Gouvernement albanais.

Au cas où le montant correspondant au matériel commandé en Italie serait inférieur à la somme indiquée de 500.000 (cinq cent mille) francs-or, le Gouvernement albanais disposera du reliquat non employé de ladite somme pour des achats de matériel à effectuer au cours des années suivantes en sus du montant annuel prévu.

3. Le Gouvernement albanais payera un intérêt annuel de 1 % (un pour cent) sur le montant du prêt. Le capital et les intérêts seront remboursés dans un délai de cinquante ans, à compter de la cinquième année qui suivra le versement de la dernière tranche du prêt, par annuités d'amortissement constantes de 275.899,72 (deux cent soixante-quinze mille huit cent quatre-vingt-dix-neuf et 72 centièmes) francs-or.

Article 2.

Le Gouvernement albanais s'engage à inscrire aux prévisions budgétaires annuelles, pendant toute la période d'amortissement, l'annuité de 275.899,72 (deux cent soixante-quinze mille huit cent quatre-vingt-dix-neuf et 72 centièmes) francs-or.

Le paiement de cette annuité est garanti par le Gouvernement albanais au moyen de la participation que l'administration des chemins de fer du Royaume d'Italie (Société italienne des pétroles d'Albanie) est tenue de verser au Gouvernement albanais pour l'exploitation des régions pétrolifères d'Albanie en vertu de l'article 10 de la Convention du 12 mars 1925.

Article 3.

Une commission du Ministère albanais de l'Economie nationale, composée des chefs des services agricole et zoo-technique, ainsi que du conseiller technique italien, et placée sous la présidence du ministre, déterminera chaque année, deux mois avant la date fixée pour le versement de la tranche annuelle du prêt, les besoins du Ministère de l'Economie nationale en instruments et matériel agricole.

Article 4.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications seront échangées à Tirana.

Il entrera en vigueur à la date de l'échange desdites ratifications.

Le présent accord est rédigé en langue italienne et en langue albanaise.

En cas de divergence, le texte italien fait foi.

Fait à Tirana en quatre exemplaires, dont deux en langue italienne et deux en langue albanaise, le 19 mars 1936.

Pour l'Albanie :
(Signé) D. BERATTI.

Pour l'Italie :
(Signé) M. INDELLI.

representing the annual instalment, that is to say, 500,000 (five hundred thousand) gold francs ; the balance shall be placed at the disposal of the Albanian Government in cash.

Should the value of the material ordered in Italy be less than the above-mentioned sum of 500,000 (five hundred thousand) gold francs, the unutilised balance of the said sum shall be available to the Albanian Government for purchases of material to be made in the subsequent years over and above the annual amounts agreed upon.

3. The Albanian Government shall pay annual interest at the rate of 1% (one per cent) on the amount of the loan. The capital and interest shall be repaid in the period of fifty years as from the fifth year following the payment of the final instalment of the loan, by means of equal annual redemption payments of 275,899.72 gold francs (two hundred and seventy-five thousand eight hundred and ninety-nine gold francs and 72 centimes).

Article 2.

The Albanian Government undertakes to include in the annual budget estimates throughout the period of redemption the annual redemption payment of 275,899.72 gold francs (two hundred and seventy-five thousand eight hundred and ninety-nine gold francs and 72 centimes).

The payment of the annual redemption instalment shall be guaranteed by the Albanian Government by means of the payments which, in virtue of Article 10 of the Convention of March 12th, 1925, the Railways Administration of the Kingdom of Italy (*Azienda Italiana Petroli Albania*) is required to make to the Albanian Government in connection with the exploitation of the petroleum producing zones in Albania.

Article 3.

A Committee of the Albanian Ministry of National Economy, consisting of the heads of the agricultural and zootechnical services and the Italian technical adviser, acting under the chairmanship of the Minister, shall each year, two months before the date fixed for the payment of the annual instalment of the loan, determine the requirements of the Ministry of National Economy in the matter of agricultural implements and materials.

Article 4

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Tirana. It shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

The present Agreement is drawn up in the Italian and Albanian languages.
In the event of any divergence, the Italian text shall be authentic.

Done at Tirana in four copies, two being in the Italian language and two in the Albanian language, this 19th day of March, 1936.

For Albania :
(Signed) D. BERATTI.

For Italy :
(Signed) M. INDELLI.

N° 4005.

ALBANIE ET ITALIE

Accord relatif à un emprunt pour
l'institution du monopole albanais
des tabacs. Signé à Tirana, le
19 mars 1936.

ALBANIA AND ITALY

Agreement regarding a Loan for the
Creation of the Albanian Tobacco
Monopoly. Signed at Tirana,
March 19th, 1936.

TEXTE ALBANAIS. — ALBANIAN TEXT

N^o 4005. — AKORD ¹ MIDIS MBRETNIS SHQIPTARE DHE MBRETNIS ITALIANE PËR NJË HUA PËR KRIJIMIN E MONOPOLIT SHQIPTAR TË DUHANEVE. TIRANË, ME 19 MARS 1936.

Textes officiels albanais et italien communiqués par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation permanente d'Albanie près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 10 novembre 1936.

NALT MADHNIJA E TIJ MBRETI I SHQIPTARËVET
dhe

NALT MADHNIJA E TIJ MBRETI I ITALIS,
tue marrë parasysh se Qeverija Shqiptare e gjykon të volitshme të krijojë një Monopol-Shteti për duhanet,
tue qenë të frymëzuar prej dëshirës që t' i zhvillojnë fort e ma fort lidhnit e bashkëpunimit të përzemërt ekonomik të cilat lumtënisht ekzistojnë midis të dy Qeverinave,
tue konsiderue se për krijimin e një Monopoli është e nevojshme të gjindet një huá e jashtme,
venduan të lidhin një Akord për këtë punë, dhe emnuan Fuqiptotën të Tyne :

NALT MADHNIJA E TIJ MBRETI I SHQIPTARËVET

Shkëlqesën e tij Dhimiter BERATTI, Ministër i Ekonomis Kombtare ;

NALT MADHNIJA E TIJ MBRETI I ITALIS

Shkëlqesën e tij Mario INDELLI, I Dërguem i Jashtzakonshëm dhe Ministër Fuqiptotë në Shqipni,

Të cilët, mbassi i shkëmbyen dokumentat e fuqiptotësis së tyne dhe i gjetën në formë të mir' e të duhur, u kupëtuan mbi sa vazhdon :

Art. I.

Qeverija Italiane merr përsipër t' i versojë Qeveris Shqiptare shumen prej frangash ari 3.000.000 (tre miliune) për me favorizue organizimin dhe funksjonimin e Monopolit të Duhaneve, që do t'ushtrohet prej Shtetit drejt për së drejti.

Shuma e shënueme më nalt do të vihet në dispozitë të Qeveris Shqiptare si huá pa kamatë, dhe do të versohet në dy keste vjetore të njinjshme. Kesti i parë do të versohet mbrenda dy muajve nga data e hymjes në fuqi të këtij Akordi ; i dyti kest, një vjet mbas versimit të parë.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tirana, le 30 mai 1936.
Entré en vigueur le 30 mai 1936.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 4005. — ACCORDO¹ FRA L'ALBANIA E L'ITALIA, PER UN PRESTITO PER L'ISTITUZIONE DEL MONOPOLIO ALBANESE DEI TABACCHI. FIRMATO A TIRANA, IL 19 MARZO 1936.

Albanian and Italian official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Permanent Delegation of Albania to the League of Nations. The registration of this Agreement took place November 10th, 1936.

S. M. IL RE DEGLI ALBANESEI

e

S. M. IL RE D'ITALIA

tenuto conto che il Governo Albanese ritiene opportuno di istituire un Monopolio di Stato per i Tabacchi,
animati dal desiderio di sviluppare sempre più i legami di cordiale collaborazione economica felicemente esistenti fra i due Governi,
considerato che per la istituzione di tale Monopolio è necessario addivenire alla concessione di un prestito estero,
hanno deciso di concludere un Accordo al riguardo, ed hanno nominato come Loro Plenipotenziari

S. M. IL RE DEGLI ALBANESEI

Sua Eccellenza Demetrio BERATTI, Suo Ministro dell'Economia Nazionale

S. M. IL RE D'ITALIA

Sua Eccellenza Mario INDELLI, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario a Tirana

i quali, dopo aver scambiato i loro pieni poteri e trovatili in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue :

Art. I.

Il Governo Italiano si impegna a versare al Governo Albanese la somma di Franchi oro 3.000.000 (tre milioni) per favorire l'organizzazione ed il funzionamento del Monopolio dei Tabacchi che sarà esercitato direttamente dallo Stato.

La somma sopra indicata sarà messa a disposizione del Governo Albanese come prestito senza interessi, e sarà versata in due rate annue uguali. La prima rata sarà versata entro due mesi dalla data dell'entrata in vigore del presente Accordo ; la seconda alla scadenza dell'anno dal versamento della prima.

¹ The exchange of ratifications took place at Tirana, May 30th, 1936.
Came into force May 30th, 1936.

Art. 2.

Qeverija Shqiptare detyrohet t' i sillet ekskluzivisht bashkëpunimit italian për gjith çka i takon financimit, formimit dhe ndihmës s' organeve teknike kryesore që nevojiten për organizimin dhe funksionimin e Monopolit të Shtetit.

Art. 3.

Qeverija Shqiptare merr përsipër t' a kthejë huân prej frangash ari 3.000.000 (tre miliune) në pesmbëdhjetë keste vjetore për nga fr. ari 200.000 (dyqind mijë) seicili. Pagimi i kësteve do të fillojë tre vjet pas versimit të këstit të dytë prej franga ari 1.500.000 (nji milion e pesqindmijë) nga ana e Qeveris Italjane.

Këstet në fjalë do të parashifen në buxhetin vjetor të Shtetit Shqiptar. Pagimi i tyne asht i garantuem prej Qeveris Shqipëtare me anen e t' ardhuvane të Monopolit të Duhanit.

Art. 4.

Qeverija Shqiptare detyrohet të marrë në shërbim së paku nji teknik italian, që ká me u shënue prej Qeveris Italiane, për studimin e formimit dhe për vumjen në veprim të Monopolit Shqiptar të Duhanëve.

Ky Këshilltar teknik do të jetë, mandej, pjesëtar i nji Komisioni të posaçëm i përbamë nga nji përfaqësues i Ministris së Financave, nji Perfaqësues i Ministris s' Ekonomis Kombëtare dhe Drejtori i Monopolit të Duhanëve. Ky Komision ásht i ngarkuem të studjojë dhe t' aprovojë organizimin e Monopolit, programin e punimeve dhe buxhetin përkatës.

Art. 5.

Qeverija Italjane merr përsipër mandej me i dhanë Qeveris Shqipëtare, si mbas kërkimit të saj, téknikanët dhe ekspertat e tjerë që do të duken të nevojshme për formimin e funksionimin e Monopolit në fjalë.

Art. 6.

Ky Akord do të ratifikohet dhe ratifikimet do të shkëmbehen në Tiranë.

Do të hyjë në fuqi në datën e shkëmbimit të ratifikimeve përkatëse.

Ky Akord u shkrojt në gjuhën shqipe dhe në gjuhën italishte.

Në rast kundërshtimi, merret parasysh teksti italian.

U bâ në Tiranë, në katër eksemplare, dy shqip dhe dy italisht, me 19 mars 1936.

Për Shqipërin :

D. BERATTI, *d. v.*

Për Italin :

M. INDELLI, *d. v.*

Copie certifiée conforme :

Le Directeur politique,

Pandeli Nasse.

Art. 2.

Il Governo Albanese si obbliga a ricorrere esclusivamente alla collaborazione italiana per tutto quanto concerne il finanziamento, la costituzione e l'assistenza dei principali organi tecnici occorrenti per l'organizzazione e il funzionamento del Monopolio di Stato.

Art. 3.

Il Governo Albanese si impegna a restituire il prestito di franchi oro 3.000.000 (tre milioni) in quindici rate annue di franchi oro 200.000 (duecentomila) ciascuna, il cui pagamento avrà inizio tre anni dopo il versamento della seconda rata di franchi oro 1.500.000 (un milione cinquecentomila) da parte del Governo Italiano.

Le dette rate saranno iscritte nel bilancio annuale dello Stato Albanese. Il pagamento delle stesse è garantito dal Governo Albanese per mezzo dei proventi del Monopolio stesso.

Art. 4.

Il Governo Albanese si obbliga ad assumere in servizio almeno un tecnico italiano, designato dal Governo Italiano, per lo studio della costituzione e per la messa in funzione del Monopolio Albanese dei Tabacchi.

Questo consigliere tecnico farà, altresì, parte di una Commissione speciale composta da un rappresentante del Ministero delle Finanze, da un rappresentante del Ministero dell'Economia Nazionale e dal Direttore del Monopolio dei Tabacchi. Tale Commissione è incaricata di studiare e di approvare l'organizzazione del Monopolio, il programma di lavoro ed il bilancio relativo.

Art. 5.

Il Governo Italiano si impegna poi a fornire al Governo Albanese, a sua richiesta, quegli altri tecnici od esperti che si riterranno necessari per la istituzione ed il funzionamento del Monopolio stesso.

Art. 6.

Il presente Accordo sarà ratificato e le ratifiche saranno scambiate a Tirana.

Esso entrerà in vigore alla data dello scambio di dette ratifiche.

Il presente Accordo è redatto in lingua italiana e in lingua albanese.

In caso di divergenza farà fede il testo italiano.

Fatto a Tirana in quattro esemplari, due in lingua italiana e due in lingua albanese, il 19 Marzo 1936.

Per l'Albania :

(F. to :) D. BERATTI

Per l'Italia :

(F. to :) M. INDELLI.

Copie certifiée conforme :

Le Directeur politique,
Pandeli Nasse.

¹ TRADUCTION.

N^o 4005. — ACCORD ENTRE L'ALBANIE ET L'ITALIE RELATIF A UN EMPRUNT POUR L'INSTITUTION DU MONOPOLE ALBANAIS DES TABACS. SIGNÉ A TIRANA, LE 19 MARS 1936.

SA MAJESTÉ LE ROI DES ALBANAIS
et
SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE,
Considérant que le Gouvernement albanais estime opportun de créer un monopole d'Etat des tabacs,
Animés du désir de resserrer toujours plus les liens de cordiale collaboration économique qui existent entre les deux gouvernements,
Considérant que, pour la création de ce monopole, il est nécessaire d'obtenir un prêt étranger,
Ont décidé de conclure un accord à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES ALBANAIS :

Son Excellence Dhimiter BERATTI, son ministre de l'Economie nationale ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Mario INDELLI, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Tirana ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement italien s'engage à verser au Gouvernement albanais la somme de 3.000.000 (trois millions) de francs-or pour favoriser l'organisation et le fonctionnement du monopole des tabacs, qui sera exercé directement par l'Etat.

La somme précitée sera mise à la disposition du Gouvernement albanais sous forme de prêt sans intérêts et sera versée en deux tranches annuelles égales. Le premier versement s'effectuera dans les deux mois qui suivront la date de l'entrée en vigueur du présent accord ; le second, à l'expiration du délai d'un an à compter de la date du premier versement.

Article 2.

Le Gouvernement albanais s'engage à recourir exclusivement à la collaboration italienne pour tout ce qui concerne le financement et la constitution des principaux organes techniques nécessaires à l'organisation et au fonctionnement du monopole d'Etat ainsi que l'assistance dont ces organes auraient besoin.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4005. — AGREEMENT BETWEEN ALBANIA AND ITALY REGARDING
A LOAN FOR THE CREATION OF THE ALBANIAN TOBACCO
MONOPOLY. SIGNED AT TIRANA, MARCH 19TH, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS
and

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY,

Having regard to the fact that the Albanian Government deems it expedient to institute a State Monopoly for tobacco ;

Being desirous to ensure the constant strengthening of the ties of cordial economic collaboration happily existing between the two Governments ;

Considering that for the institution of the said Monopoly it is necessary to arrange for the granting of a foreign loan ;

Have decided to conclude an Agreement for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS :

His Excellency Dhimiter BERATTI, His Minister of National Economy ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Mario INDELLI, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Tirana ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The Italian Government undertakes to pay to the Albanian Government the sum of 3,000,000 (three million) gold francs in order to promote the organisation and operation of the Tobacco Monopoly, which shall be exercised directly by the State.

The above-mentioned sum shall be placed at the disposal of the Albanian Government as a loan without interest and shall be paid in two equal annual instalments. The first instalment shall be paid within two months of the date of the entry into force of the present Agreement ; the second, one year after the payment of the first.

Article 2.

The Albanian Government undertakes to have resort exclusively to Italian collaboration in all matters relating to the financing, constitution and assistance of the chief technical organs required for the organisation and operation of the State Monopoly.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Le Gouvernement albanais s'engage à rembourser le prêt de 3.000.000 (trois millions) de francs-or en quinze tranches annuelles de 200.000 (deux cent mille) francs-or chacune, dont le paiement commencera trois années après le versement de la seconde tranche de 1.500.000 (un million cinq cent mille) francs-or par le Gouvernement italien.

Ces montants seront inscrits au budget annuel de l'Etat albanais. Leur paiement est garanti par le Gouvernement albanais sur les revenus du monopole en question.

Article 4.

Le Gouvernement albanais s'engage à prendre à son service au moins un technicien italien, désigné par le Gouvernement italien, pour étudier la constitution et assurer la mise en exploitation du monopole albanais des tabacs.

Ce conseiller technique fera en outre partie d'une commission spéciale composée d'un représentant du Ministère des Finances, d'un représentant du Ministère de l'Economie nationale et du directeur du monopole des tabacs. Cette commission est chargée d'étudier et d'approuver l'organisation du monopole, son programme de travail et son budget.

Article 5.

Le Gouvernement italien s'engage aussi à fournir au Gouvernement albanais, sur sa demande, tous autres techniciens ou experts dont le concours sera jugé nécessaire à la création et à l'exploitation du monopole.

Article 6.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications seront échangées à Tirana.

Il entrera en vigueur à la date de l'échange desdites ratifications.

Le présent accord est rédigé en langue italienne et en langue albanaise.

En cas de divergence, le texte italien fait foi.

Fait à Tirana en quatre exemplaires, dont deux en langue italienne et deux en langue albanaise, le 19 mars 1936.

Pour l'Albanie :
(Signé) D. BERATTI.

Pour l'Italie :
(Signé) M. INDELLI.

Article 3.

The Albanian Government undertakes to repay the loan of 3,000,000 (three million) gold francs in fifteen annual instalments of 200,000 (two hundred thousand) gold francs each. This repayment shall begin three years after the payment by the Italian Government of the second instalment of 1,500,000 (one million five hundred thousand) gold francs.

The repayment instalments in question shall be included in the annual budget of the State of Albania. The payment of these instalments shall be guaranteed by the Albanian Government by means of the proceeds of the above-mentioned Monopoly.

Article 4.

The Albanian Government agrees to take into its service at least one Italian technical expert, nominated by the Italian Government, for the study of the constitution and for the putting into operation of the Albanian Tobacco Monopoly.

This technical adviser shall further be a member of a special Committee consisting of a representative of the Ministry of Finance, a representative of the Ministry of National Economy and the Director of the Tobacco Monopoly. It shall be the duty of this Committee to study and approve the organisation of the Monopoly, its programme of work and the budget relating thereto.

Article 5.

The Italian Government undertakes further to provide the Albanian Government, at its request, with whatever other technical workers or experts may be deemed necessary for the institution and operation of the above-mentioned Monopoly.

Article 6.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Tirana. It shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

The present Agreement is drawn up in the Italian and Albanian languages.

In the event of any divergence, the Italian text shall be authentic.

Done at Tirana in four copies, two being in the Italian language and two in the Albanian language, this 19th day of March, 1936.

For Albania :
(Signed) D. BERATTI.

For Italy :
(Signed) M. INDELLI.

N° 4006.

ALBANIE ET ITALIE

Convention relative au port de
Durazzo, avec annexe. Signée à
Tirana, le 19 mars 1936.

ALBANIA AND ITALY

Convention regarding the Port of
Durazzo, with Annex. Signed at
Tirana, March 19th, 1936.

TEXTE ALBANAIS. — ALBANIAN TEXT.

N^o 4006. — KONVENTË¹ MIDIS MBRETNËS SHQIPTARE DHE MBRETNËS ITALJANE PËR ORGANIZIMIN E SKELES SË DURRËSIT. TIRANË, ME 19 MARS 1936.

Textes officiels albanais et italien communiqués par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation permanente d'Albanie près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 novembre 1936.

NALT MADHNIJA E TIJ MBRETI I SHQIPTARËVET
dhe

NALT MADHNIJA E TIJ MBRETI I ITALËS
me qëllim të zhvillohen shumë e më shumë marrëdhënjet ekonomike e tregëtare midis Shqipërisë dhe Italisë,
tue marrë parasysh rëndësia që ka, për këto marrëdhënje, pajosja definitive e Skeles së Durrësit me të gjitha instalimet e veglat e nevojshme për një organizim modern, atë nga pikpamja teknike sa edhe nga pikpamja tregëtare,
venduan të lidhin një Konventë për këtë punë, dhe emnuan si Fuqiptotën të Tyne :

NALT MADHNIJA E TIJ MBRETI I SHQIPTARËVET

Shkëlqesën e tij Dhimitër BERATTI, Ministër i Ekonomisë Kombëtare ;

NALT MADHNIJA E TIJ MBRETI I ITALËS

Shkëlqesën e tij Mario INDELLI, i Dërguem i Jashtëzakonshëm dhe Ministër Fuqiptotë në Shqipëri,

të cilët, mbasi i shkëmbyen dokumentat e fuqiptotësisë së tyre dhe i gjetën në formën e mirë dhe të duhur, u muarën vesh mbi sa vazhdon :

Art. I.

Qeveria Italjane pranon të financojë Qeverinë Shqiptare në mënyrë të mjaftueshme që të mundet kjo të përballojë shpenzimet e nevojshme për plotësimin e mirësimin e instalimeve, të veglave e të ndërtesave që duhen për një organizim modern të Skeles, në themel të punimeve të shënueme në radhorin këtu t' aneksuar.

Financimi në fjalë do të bahet me anën e një huaje që ka me e kontraktue Qeveria Shqiptare me një Institut-Krediti Italian që do të tregohet prej Qeverisë Italiane.

Shuma e huas, si dhe mënyrat e versimit dhe t' amortizimit do të vendosen me marrëveshje të bashkët midis të dy Qeverinave.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tirana, le 30 mai 1936.
Entrée en vigueur le 30 mai 1936.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N^o 4006. — CONVENZIONE¹ FRA L'ALBANIA E L'ITALIA, PER IL PORTO DI DURAZZO. FIRMATA A TIRANA, IL 19 MARZO 1936.

Albanian and Italian official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Permanent Delegation of Albania to the League of Nations. The registration of this Convention took place November 10th, 1936.

S. M. IL RE DEGLI ALBANESI

e

S. M. IL RE D'ITALIA,

allo scopo di sviluppare sempre più le relazioni economiche e commerciali fra l'Albania e l'Italia,

considerata l'importanza che presenta, per queste relazioni, l'assetto definitivo del Porto di Durazzo con tutte le installazioni e l'attrezzatura necessarie per una moderna organizzazione, sia dal punto di vista tecnico che dal punto di vista commerciale,

hanno deciso di stipulare una Convenzione a questo scopo, ed hanno nominato come Loro Plenipotenziari :

S. M. IL RE DEGLI ALBANESI

Sua Eccellenza Demetrio BERATTI, Suo Ministro dell' Economia Nazionale ;

S. M. IL RE D'ITALIA

Sua Eccellenza Mario INDELLI, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario a Tirana,

i quali, dopo aver scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma hanno convenuto quanto segue :

Art. 1.

Il Governo Italiano consente a finanziare il Governo Albanese in misura sufficiente affinché questo possa provvedere alle spese necessarie per completare e migliorare le installazioni, l'attrezzatura e le costruzioni richieste per una moderna organizzazione del Porto, sulla base dei lavori di cui all' annesso elenco.

Il detto finanziamento avrà luogo mediante un prestito che il Governo Albanese contrarrà con un Istituto di Credito Italiano designato dal Governo Italiano.

L'ammontare del prestito come pure le modalità del suo versamento e del suo ammortamento saranno stabilite di comune accordo fra i due Governi.

¹ The exchange of ratifications took place at Tirana, May 30th, 1936.
Came into force May 30th, 1936.

Art. 2.

Perveç kësaj Qeverija Italjane e pranon t' i prokurojë Qeveris Shqiptare, gjithmonë me anen e Institutit Italian për Kredit, një huá t'jater, shuma e së cilës si dhe mënyrat e versimit dhe t'amortizimit do të vendohen me kuptim të përbashkët midis të dy Qeverinave.

Asht e marrun vesh se kjo huá do të jetë e mjaftushme për t' á vënë Qeverin Shqiptare në gjendje të përballojë shpenzimet e ndertimeve dhe të mirëmbajtjes në Skele t' instalimeve me karakter tregtár, si për shembull magazina të përgjithëshme, sylos, etj., që kanë për qëllim të favorizojnë zhvillimin e trafikut tregtár.

Art. 3.

Me qëllim të sigurohet mirëvajtja e punimeve qi kanë m' u bâ dhe funksionimi i mirë i instalimeve të Skeles, Qeverija Shqiptare do të krijojë, mbrenda dy muajve nga data e hymjes në fuqi të kësaj Konvente, një Drejori të posaçme të Skeles së Durrësit, e cila do të ngarkohet me organizimin dhe me administrimin e Skeles, përshtat Ligjës për Krijimin e Drejtoris së Përgjithëshme të Skeles së Durrësit me datë 14 mars 1936, e botueme në Fletoren Zyrtare të Mbretnis Shqiptare Nr. 14, datë 14 mars 1936.

Art. 4.

Drejtorija dhe Administrata e Skeles do të jenë për një periudhë pesëmbedhjetë vjeç nën rregjimin e Ligjës së tregueme n' artikullin e sipërm.

Art. 5.

Qeverija Shqiptare merr përsipër t' adoptojë masat e nevojshme për zbatimin e mirë të dispozitave të Ligjës, dhe të dekretojë, sá të jetë e mundun má parë, Rregulloren e përmendun në artikujt 5 dhe 18 të Ligjës në fjalë.

Art. 6.

Kjo Konventë do të jetë e vlefshme për pesëmbedhjetë vjet.
Konventa do të ratifikohet dhe ratifikimet do të shkëmben në Tiranë.
Do të hyjë në fuqi ne datën e shkëmbimit të këtyne ratifikimeve.
Kjo Konventë u shkrojt në gjuhën shqipe dhe në gjuhën italishte.
Në rast kundërshtimi, merret parasysh teksti italisht.

U bâ në Tiranë, në katër eksemplarë, dy shqip dhe dy italisht, me 19 mars 1936.

Për Shqipnín :
D. BERATTI, *d. v.*

Për Italin :
M. INDELLI, *d. v.*

Art. 2.

Inoltre il Governo Italiano consente a procurare al Governo Albanese, sempre per il tramite di un Istituto Italiano di Credito, un'altro prestito, il cui ammontare come pure le modalità di versamento e d'ammortamento saranno stabilite di comune accordo fra i due Governi.

Resta inteso che il detto prestito sarà sufficiente per mettere il Governo Albanese in grado di provvedere alla costruzione ed al mantenimento nel Porto di installazioni di carattere commerciale, come ad esempio magazzini generali, sylos, ecc. destinati a favorire lo sviluppo del traffico commerciale.

Art. 3.

Allo scopo di assicurare il buon andamento dei lavori da farsi ed il buon funzionamento delle installazioni del Porto, il Governo Albanese istituirà, entro i due mesi dalla data dell'entrata in vigore della presente Convenzione, una Direzione speciale del Porto di Durazzo che sarà incaricata dell'organizzazione e dell'amministrazione del Porto, conformemente alla Legge per l'istituzione della Direzione Generale del Porto di Durazzo in data 14 Marzo 1936 pubblicata nel Giornale Ufficiale del Regno d'Albania N. 14 del 14 marzo 1936.

Art. 4.

La Direzione e l'Amministrazione del Porto resteranno per un periodo di quindici anni sotto il regime della Legge indicata nell'articolo precedente.

Art. 5.

Il Governo Albanese s'impegna ad adottare le misure necessarie per la buona applicazione delle disposizioni della Legge suddetta, come pure ad emanare, il più presto possibile, il Regolamento di cui agli articoli 5 e 18 della Legge stessa.

Art. 6.

La presente Convenzione avrà la durata di anni quindici.

Essa sarà ratificata e le ratifiche saranno scambiate a Tirana.

Entrerà in vigore alla data dello scambio di dette ratifiche.

La presente Convenzione è redatta in lingua italiana e in lingua albanese.

In caso di divergenza farà fede il testo italiano.

Fatto a Tirana, in quattro esemplari, due in lingua italiana e due in lingua albanese, il 19 Marzo 1936.

Per l'Albania :
(F. to.) D. BERATTI.

Per l'Italia :
(F. to.) M. INDELLI.

ANEKSË

N' ARTIKULLIN E PARË TË KONVENTËS MBI ORGANIZIMIN E SKELES SË DURRËSIT.

RRADHUER I PUNIMEVE INSTALIMI DHE PAJOSJEJE QË DO TË PLOTËSOHEN MBRENDIA 18 MUAJVE.

1. Shënjësime détoze për lundrimin në dé të hapët dhe për të dalë në tokë, me instalimin e semaforit përkatës.

2. Shënjësime détoze për lundrimin në limân dhe për hymjen në Skele.

3. Avllija reth skeles.

4. Ndërtimi e sistemimi i rrugëve dhe i shesheve të nevojshme në fillim për depozimin e mallnave, qendrimin e veturave, etj.

5. Goditje ndërtesash të reja dhe sistemimi i ndërtesave që gjenden sot për nevojat, në fillim, të Drejtorisë së Skeles, të Kapitanëris, të Policisë, të Zyrave dhe magazinave të Doganës dhe të Shërbimit shëndetsuer dhe veterinar.

6. Mjete për levizjen e për transportimin e mallnave nga ana e tokës dhe, eventualisht, nga ana e détit : *gru* të qëndrueshme, binarë, qerrka, (karela), lundra (galexhiant) për bartje dhe vegla të tjera më të vogla për plotësimin e atyre që gjenden.

7. Barka me motor dhe anije për shërbimin e Kapitanëris, të Policisë, të Doganës dhe të Rojës së Kufinit.

8. Ndrejja e urës për përdorimin e saj të plotë, tue e transformue në molë të plotë pjesën e parë nga ana e tokës.

9. Instalim i qyngjeve dhe i idranteve, të pajosun plotësisht, mbrenda zonës së skeles, për t' u prú ujë anijeve, për mbrojtjen kundër zjarit dhe për nevojat e ndryshme të jetesës.

10. Pajosja (me mobilje e me aksesoret) për t' i shtí në përdorim zyrat e ndryshme dhe plotësimi i atyne që gjenden tash.

11. Të pa parapame për t' u përballun instalime dhe shërbime eventuale që do të duken të nevojshme (për shembull : remorkator, anije cisterne për ujë, pompa zjari etj.).

Copie certifiée conforme :

Le Directeur politique,

Pandeli Nasse.

ANNESSO

ALL' ART. I. DELLA CONVENZIONE PER IL PORTO DI DURAZZO.

ELENCO DEI LAVORI DI IMPIANTO E DI ATTREZZATURA DA ESEGUIRE NEL TEMPO DI MESI 18.

1. Segnalamenti marittimi per la navigazione al largo e l'atterraggio e annesso impianto semaforico.
2. Segnalamenti marittimi per la navigazione nella rada e per l'entrata nel Porto.
3. Recinzione dell' area portuale.
4. Costruzione e sistemazione delle strade e dei piazzali necessari nel primo tempo, per il deposito delle merci, la sosta delle vetture, ecc.
5. Costruzione di fabbricati nuovi e sistemazione di fabbricati esistenti per i bisogni, nel primo tempo, della Direzione del Porto, della Capitaneria, della Polizia, degli Uffici e magazzini della Dogana e del Servizio sanitario e veterinario.
6. Mezzi per il movimento e trasporto-per via terra e, eventualmente, di mare — delle merci (Gru fissa, binari, carrelli, galleggianti da carico ed altra attrezzatura minore a completamento di quanto esistente).
7. Imbarcazione a motore e battelli per il servizio della Capitaneria, della Polizia, della Dogana e della Guardia di confine.
8. Restauro del pontile per la sua messa in efficienza, trasformandone anche in molo pieno il primo braccio a terra.
9. Impianto di tubolature e di idranti, completi di dotazioni, nell' ambito della zona portuale, per il rifornimento di acqua ai natanti, per difesa contro gli incendi e per i vari bisogni della vita.
10. Arredamento (mobilio e accessori) per la messa in efficienza dei vari Uffici a completamento di quanto esistente.
11. Imprevisti per far fronte ad eventuali impianti e servizi che si manifestassero necessari (ad esempio : rimorchiatore, cisterna galleggiante per acqua, pompa da incendio od altro).

Copie certifiée conforme :

Le Directeur politique,
Pandeli Nasse.

¹ TRADUCTION.

N^o 4006. — CONVENTION ENTRE L'ALBANIE ET L'ITALIE RELATIVE
AU PORT DE DURAZZO. SIGNÉE A TIRANA, LE 19 MARS 1936.

SA MAJESTÉ LE ROI DES ALBANAIS
et
SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE,
Désireux de développer toujours plus les relations économiques et commerciales entre l'Albanie et l'Italie,

Considérant l'importance que présente pour ces relations l'aménagement définitif du port de Durazzo avec toutes les installations et l'équipement nécessaires à une organisation moderne, tant du point de vue technique que du point de vue commercial,

Ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES ALBANAIS :

Son Excellence Dhimitër BERATTI, son ministre de l'Economie nationale ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Mario INDELLI, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Tirana ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement italien consent à fournir au Gouvernement albanais des fonds suffisants pour permettre à celui-ci de faire face aux dépenses nécessaires en vue de compléter et d'améliorer les installations, l'équipement et les constructions qu'exige une organisation moderne du port, conformément aux travaux énumérés dans la liste ci-jointe.

Ce financement s'effectuera sous la forme d'un emprunt que le Gouvernement albanais contractera auprès d'un établissement de crédit italien désigné par le Gouvernement italien.

Le montant de l'emprunt, ainsi que ses modalités de versement et d'amortissement, seront déterminés d'un commun accord entre les deux gouvernements.

Article 2.

En outre, le Gouvernement italien consent au Gouvernement albanais, toujours par l'entremise d'un établissement de crédit italien, un autre prêt dont le montant et les modalités de versement et d'amortissement seront déterminés d'un commun accord entre les deux gouvernements.

Il est entendu que ce prêt sera suffisant pour mettre le Gouvernement albanais en mesure de procéder à la construction et à l'entretien, dans le port, d'installations de caractère commercial telles que magasins généraux, silos, etc., destinées à favoriser le développement du trafic commercial.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

TRANSLATION.

No. 4006. --- CONVENTION BETWEEN ALBANIA AND ITALY REGARDING THE PORT OF DURAZZO. SIGNED AT TIRANA, MARCH 19TH, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS
and

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY,

Being desirous of ensuring the continuous development of economic and commercial relations between Albania and Italy ;

Considering the importance for those relations of the permanent equipment of the port of Durazzo with all the installations and plant necessary for a modern organisation, from both the technical and the commercial standpoint ;

Have decided to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS :

His Excellency Dhimitër BERATTI, His Minister of National Economy ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Mario INDELLI, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Tirana ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The Italian Government agrees to finance the Albanian Government to an extent sufficient to enable the latter Government to meet the expenditure necessary in order to complete and improve the installations, plant and buildings required for a modern organisation of the port, in accordance with the work specified in the list hereto annexed.

The said financing shall be effected by means of a loan which the Albanian Government shall contract with an Italian credit institution nominated by the Italian Government.

The amount of the loan and the detailed procedure for its payment and repayment shall be determined by common agreement between the two Governments.

Article 2.

The Italian Government further agrees to secure for the Albanian Government, likewise through an Italian credit institution, another loan the amount of which, as also the detailed procedure for its payment and repayment, shall be determined by common agreement between the two Governments.

It is understood that the said loan shall be of sufficient amount to enable the Albanian Government to provide for the construction and maintenance in the port of installations of a commercial character such as, for instance, general warehouses, grain elevators, etc., for the purpose of furthering the development of commercial traffic.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

En vue d'assurer la bonne marche des travaux à effectuer ainsi que le bon fonctionnement des installations du port, le Gouvernement albanais créera, dans les deux mois qui suivront la date de l'entrée en vigueur de la présente convention, une direction spéciale du port de Durazzo qui sera chargée de l'organisation et de l'administration du port, conformément à la loi portant création de la direction générale du port de Durazzo, en date du 14 mars 1936, publiée au *Journal officiel du Royaume d'Albanie*, n° 14, du 14 mars 1936.

Article 4.

La direction et l'administration du port resteront, pendant une période de quinze ans, sous le régime de la loi indiquée à l'article précédent.

Article 5.

Le Gouvernement albanais s'engage à prendre les mesures nécessaires à la bonne application des dispositions de la loi susdite ; il s'engage, en outre, à promulguer le plus tôt possible le règlement prévu par les articles 5 et 18 de ladite loi.

Article 6.

La présente convention est conclue pour une durée de quinze ans.
Elle sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Tirana.
Elle entrera en vigueur à la date de l'échange desdites ratifications.
La présente convention est rédigée en langue italienne et en langue albanaise.
En cas de divergence, le texte italien fait foi.

Fait à Tirana, en quatre exemplaires, dont deux en langue italienne et deux en langue albanaise, le 19 mars 1936.

Pour l'Albanie :
(Signé) D. BERATTI.

Pour l'Italie :
(Signé) M. INDELLI.

ANNEXE

A L'ARTICLE PREMIER DE LA CONVENTION RELATIVE AU PORT DE DURAZZO.

LISTE DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ET D'ÉQUIPEMENT A EFFECTUER DANS UN DÉLAI DE DIX-HUIT MOIS.

1. Signalisation maritime pour la navigation au large et l'atterrage, et installation sémaphorique.
2. Signalisation maritime pour la navigation en rade et pour l'entrée dans le port.
3. Clôture de la zone du port.
4. Construction et aménagement des routes et des places immédiatement nécessaires pour l'entreposage des marchandises, le stationnement des voitures, etc.

Article 3.

In order to ensure the satisfactory progress of the work to be executed and the good working of the port installations, the Albanian Government shall, within two months of the date on which the present Convention enters into force, set up a special Board of Management of the Port of Durazzo, which shall be responsible for the organisation and administration of the port in accordance with the law for the creation of the General Board of Management of the Port of Durazzo dated March 14th, 1936, published in No. 14 of the *Official Journal of the Kingdom of Albania* dated March 14th, 1936.

Article 4.

The management and administration of the port shall remain for a period of fifteen years subject to the provisions of the law mentioned in the preceding Article.

Article 5.

The Albanian Government undertakes to adopt the necessary measures for the satisfactory application of the provisions of the above-mentioned law and also to issue as soon as possible the regulations referred to in Articles 5 and 18 of the said law.

Article 6.

The present Convention shall remain in force for fifteen years.
It shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Tirana.
It shall enter into force on the date of the exchange of ratifications.
The present Convention is drawn up in the Italian and Albanian languages.
In the event of any divergence, the Italian text shall be authentic.

Done at Tirana in four copies, two being in the Italian language and two in the Albanian language, this 19th day of March, 1936.

For Albania :
(Signed) D. BERATTI.

For Italy :
(Signed) M. INDELLI.

ANNEX

TO ARTICLE I OF THE CONVENTION REGARDING THE PORT OF DURAZZO.

LIST OF THE WORKS OF INSTALLATION AND EQUIPMENT TO BE EXECUTED WITHIN A PERIOD OF EIGHTEEN MONTHS.

1. Maritime signals for navigation on the open sea and at landing-places, together with the semaphore installations connected therewith.
2. Maritime signals for navigation in the harbour and for entrance into the port.
3. Enclosure of the port area.
4. Construction and regularisation of the roads and open spaces required at the outset for the storage of goods, parking of vehicles, etc.

5. Construction de nouveaux bâtiments et aménagement des bâtiments existants pour les besoins immédiats de la direction du port, de la capitainerie, de la police, des bureaux et magasins de la douane et du service sanitaire et vétérinaire.

6. Matériel nécessaire à la manipulation et au transport terrestre et, éventuellement, maritime, des marchandises (grue fixe, rails, wagonnets, allèges et autres installations secondaires destinées à compléter le matériel existant).

7. Embarcation à moteur et bateaux pour le service de la capitainerie, de la police, de la douane et de la garde-frontière.

8. Réfection et mise en état de l'embarcadère, y compris la transformation de son premier bras à terre en môle plein.

9. Installation, dans les limites de la zone du port, de tuyaux et de canalisations, avec tout l'outillage nécessaire pour la fourniture d'eau aux bâtiments, pour la protection contre les incendies et pour les divers besoins de la vie.

10. Ameublement (mobilier et accessoires) pour la mise en état des divers bureaux, en complément de l'ameublement existant.

11. Imprévu pour les installations et services dont la nécessité se ferait sentir (par exemple : remorqueur, citerne à eau flottante, pompe à incendie, etc.).

5. Construction of new buildings and adaptation of existing buildings to meet the needs, at the outset, of the Board of Management of the port, the harbour-master's office, the police headquarters, Customs offices and warehouses, and the medical and veterinary service.

6. Means for the movement and transport of goods by land and, possibly, by sea (fixed cranes, railway tracks, trucks, freight lighters and other minor equipment supplementary to what already exists).

7. Motor launches and boats for the service of the harbour-master, police, Customs authorities and coast guards.

8. Repair of the landing-stage with a view to its being put into working order and transformation of its first pier into a solid mole.

9. Installation of pipes and hydrants, together with the necessary accessories, within the port zone, for supplying water to vessels, protection against fire, and various daily needs.

10. Equipment (furniture and accessories) supplementary to what already exists, for the purpose of putting the various offices into working order.

11. Unforeseen requirements in the matter of any equipment and services that may prove to be necessary (*e. g.*, tug, floating water-tank, fire pump, etc.).

N° 4007.

ALBANIE ET ITALIE

Convention sanitaire vétérinaire, avec
annexes et protocole final. Signés
à Tirana, le 19 mars 1936.

ALBANIA AND ITALY

Veterinary Sanitary Convention, with
Annexes and Final Protocol.
Signed at Tirana, March 19th,
1936.

N^o 4007. — CONVENTION¹ SANITAIRE VÉTÉRINAIRE ENTRE LE ROYAUME D'ALBANIE ET LE ROYAUME D'ITALIE. SIGNÉE A TIRANA, LE 19 MARS 1936.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation permanente d'Albanie près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 novembre 1936.

SA MAJESTÉ LE ROI DES ALBANAIS

et

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE,

Désireux de faciliter le commerce du bétail et des produits animaux entre leurs territoires respectifs, en écartant, autant que possible, le danger que les épizooties qui existeraient ou qui viendraient à éclater dans l'un de leurs territoires s'introduisent par suite du mouvement du bétail et du trafic des produits animaux dans l'autre, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention vétérinaire et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES ALBANAIS :

Son Excellence Démètre BERATTI, son ministre de l'Economie nationale ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Mario INDELLI, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Tirana ;

Lesquels, après avoir reconnu leurs pleins pouvoirs en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'importation du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, à celui de l'autre, des animaux (solipèdes, ruminants, porcs, volailles), des produits bruts d'origine animale, et, en général, de tous les produits qui peuvent être véhicules de la contagion des maladies épizootiques, ainsi que l'importation de viandes fraîches ou conservées, de la volaille abattue et de tous produits carnés destinés à l'alimentation, peut être limitée à des bureaux de douane ou à des ports nommément désignés, et être soumise au contrôle vétérinaire par l'État dans le territoire duquel l'importation doit avoir lieu.

Des bureaux de douane ouverts à la visite sanitaire vétérinaire, les jours et heures de visite sont fixés par l'autorité compétente du pays d'importation et notifiés à l'autre Partie contractante. La liste de ces bureaux et les conditions de leur ouverture pourront être modifiées dans les mêmes

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tirana, le 30 mai 1936.
Entrée en vigueur le 30 juin 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4007. — VETERINARY SANITARY CONVENTION ² BETWEEN
THE KINGDOM OF ALBANIA AND THE KINGDOM OF ITALY.
SIGNED AT TIRANA, MARCH 19TH, 1936.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Permanent Delegation of Albania to the League of Nations. The registration of this Convention took place November 10th, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS
and

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY,

Being desirous of facilitating the commerce in livestock and animal products between their respective territories by eliminating as far as possible the danger that epizootic diseases existing or breaking out in the territories of their respective countries may spread to the territories of the other as a result of the movement of livestock or of the trade in animal products, have resolved to conclude a Veterinary Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS :

His Excellency Dhimitër BERATTI, His Minister of National Economy ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Mario INDELLI, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Tirana ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The importation from the territory of one of the High Contracting Parties into the territory of the other Party of animals (equines, bovines, swine, poultry), raw products of animal origin or, in general, any products liable to convey epizootic diseases, as also the importation of fresh or preserved meat, slaughtered poultry, or any meat products intended for food, may be restricted to Customs offices or ports expressly designated for the purpose, and may be subjected to veterinary control by the State into the territory of which they are to be imported.

The Customs offices at which veterinary inspections may be made, and the days and hours of such inspection, shall be determined by the competent authority of the importing country and notified to the other Contracting Party. The list of these offices and the arrangements as to their

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Tirana, May 30th, 1936.
Came into force June 30th, 1936.

conditions au fur et à mesure de besoins. Le service vétérinaire y sera organisé de telle façon qu'il puisse satisfaire à toutes les nécessités commerciales des deux pays.

Article 2.

Les animaux, pour être admis à l'importation, doivent être accompagnés d'un certificat d'origine et de santé (modèles N° 1 et N° 2 annexés à la présente convention).

Ce certificat doit porter l'indication du lieu de provenance et du lieu de destination des animaux et contenir la déclaration d'un vétérinaire d'Etat ou dûment autorisé par l'Etat, attestant que la commune d'origine et le territoire traversé pour rejoindre le lieu où les animaux ont été chargés sur les wagons ou les bateaux sont indemnes des maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire et qui sont transmissibles aux animaux visés par le certificat.

Le certificat prévu pour l'exportation des animaux susceptibles de contracter :

- a) La peste bovine et la péripneumonie des bovins ;
- b) La dourine, la peste porcine, l'entérite infectieuse, la septicémie du porc et la clavelée ;
- c) La fièvre aphteuse et la peste aviaire ;

ne sera pas délivré, en ce qui concerne les animaux des espèces respectives, que si les maladies ci-dessus mentionnées ne se sont manifestées ni dans la commune d'origine, ni dans les communes limitrophes : pour les maladies visées à la lettre a), depuis au moins six mois ; à la lettre b), depuis au moins quarante jours ; à la lettre c), depuis au moins vingt et un jours.

Pour les solipèdes et les bovins, les certificats doivent être individuels (modèle 1). Pour les animaux des espèces ovine, caprine et porcine et pour la volaille, les certificats seront collectifs (modèle 2) ; mais le même certificat ne pourra viser que les animaux d'une même espèce, expédiés à un même destinataire et compris dans un même transport.

La validité des certificats est fixée à dix jours. Si cette durée expire pendant le transport, les animaux devront, afin que les certificats soient valables pour une nouvelle durée de dix jours, être soumis à une nouvelle visite d'un vétérinaire de l'Etat ou dûment autorisé par l'Etat, et le résultat de cette visite sera attesté sur le certificat. Si la durée, au contraire, expirait pendant le transit des animaux à travers le territoire d'un pays tiers, la validité des certificats doit se retenir prolongée jusqu'à l'arrivée des animaux à la frontière du pays de destination.

S'il s'agit de transport effectué par chemin de fer ou par bateau, les animaux doivent être soumis, avant le chargement, à la visite d'un vétérinaire de l'Etat ou dûment autorisé par l'Etat. Le résultat de l'inspection devra être noté sur les certificats.

Article 3.

La constatation de la rage dans la localité d'origine n'empêchera pas la délivrance du certificat d'origine et de santé prévu à l'article 2.

La constatation de cas sporadiques de charbon bactérien, de charbon bactérien, de morve, de rouget, de septicémie hémorragique n'empêchera pas non plus la délivrance du certificat, mais celui-ci devra porter mention des cas constatés.

La constatation de la gale chez le mouton et la chèvre n'empêchera pas la délivrance du certificat pour les solipèdes et *vice versa*.

Article 4.

Pour être admises à l'importation, les viandes fraîches, réfrigérées, congelées ou conservées par d'autres procédés, les graisses, saindoux, et tous les produits carnés destinés à l'alimentation doivent être accompagnés d'un certificat délivré par un médecin vétérinaire d'Etat ou dûment autorisé par l'Etat (modèle 3 annexé à la présente convention), attestant que les animaux dont ils proviennent ont été soumis à la visite vétérinaire avant et après l'abatage et que les viandes ont été reconnues saines et bonnes pour l'alimentation humaine.

opening may be modified under identical circumstances as and when the need arises. The veterinary service at such offices shall be so organised as to satisfy all the commercial requirements of the two countries.

Article 2.

In order to be passed for importation, animals must be accompanied by a certificate of origin and health (Models Nos. 1 and 2 annexed to the present Convention).

Such certificate must show the place of origin and place of destination of the animals, and must contain a declaration by a State veterinary officer, or veterinary officer duly authorised by the State, attesting that the commune of origin and the territory traversed on the way to the place at which the animals were loaded on to the wagons or boats are immune from any compulsorily notifiable contagious disease communicable to the animals to which the certificate refers.

The certificate required for the export of animals susceptible to :

- (a) Cattle plague or contagious peri-pneumonia of cattle ;
- (b) Dourine, swine fever, hog cholera, septicæmia of swine or sheep-pox ;
- (c) Foot-and-mouth disease or fowl plague ;

shall not be issued for such animals, unless the aforesaid diseases have not been prevalent in the commune of origin or the neighbouring communes for a period of at least six months in the case of the diseases specified under (a), forty days in the case of the diseases specified under (b), and twenty-one days in the case of the diseases specified under (c).

The certificates shall be individual (Model 1) for equines and bovines. They shall be collective (Model 2) for sheep, goats, swine, and poultry ; but one and the same certificate may apply only to animals of the same kind, consigned to the same addressee, and forming part of one and the same consignment.

Certificates shall be valid for ten days. Should this period expire during transport, the animals must be again inspected by a State veterinary officer, or veterinary officer duly authorised by the State, in which case the certificates shall be valid for a further ten days ; the results of such inspection shall be attested on the certificate. Should the period expire while the animals are passing through the territory of a third country, the validity of the certificates shall be deemed to be prolonged until the animals reach the frontier of the country to which they are consigned.

In the case of transport by rail or by boat, the animals must before loading be inspected by a State veterinary officer or veterinary officer duly authorised by the State. The result of such inspection shall be shown on the certificates.

Article 3.

The fact that rabies has been reported in the locality of origin shall not preclude the issue of the certificate of origin and of health referred to in Article 2.

Similarly, the fact that sporadic cases of malignant or symptomatic anthrax, glanders, swine erysipelas, or hemorrhagic septicæmia have been reported shall not preclude the issue of the certificate, but the latter must mention the cases reported.

The fact that mange in sheep or goats has been reported shall not preclude the issue of the certificate for equines and *vice versa*.

Article 4.

In order to be passed for importation, fresh, chilled, frozen, or other forms of preserved meats, fat, lard, and all meat products intended for food, must be accompanied by a certificate, issued by a State veterinary surgeon or surgeon duly authorised by the State (Model 3 annexed to the present Convention), attesting that the animals from which the products are derived were inspected before and after slaughter, and that the meat has been found wholesome and suitable for human consumption.

Pour les viandes de porcs, ou préparations de viande de porc, en provenance de l'Albanie, le certificat mentionnera qu'un examen trichinoscopique a été pratiqué avec résultat négatif.

Pour les viandes conservées ou préparées, le certificat doit attester en outre que les opérations relatives à la préparation et à la conservation ont été effectuées sous le contrôle direct du service vétérinaire et que les viandes ne contiennent aucune substance dont l'utilisation est prohibée par la réglementation du pays destinataire.

Les viandes fraîches ou conservées par un procédé frigorifique devront être présentées au contrôle vétérinaire à l'importation dans les conditions suivantes :

- a) Viandes de bœuf : animaux entiers, dépouillés ou non, ou divisés par moitiés ou par quartiers ;
- b) Viande de mouton et de chèvre : animaux entiers, dépouillés ou non, ou divisés par moitiés ;
- c) Viande de porc : animaux entiers, ou divisés par moitiés avec ou sans le lard, celui-ci peut être importé séparément.

L'épluchage (excision d'une partie quelconque ou grattage des séreuses) ou l'enlèvement des ganglions entraîne le refoulement en tous les cas.

La volaille abattue (fraîche, réfrigérée ou congelée) doit être accompagnée d'un certificat délivré par un vétérinaire d'Etat ou dûment autorisé par l'Etat, attestant que la volaille dont il s'agit résultait saine et indemne de maladies contagieuses avant l'abatage (mod. N^o 4).

Article 5.

Les produits animaux bruts à l'état frais pourront être soumis au contrôle vétérinaire dans le pays d'importation. Ils seront accompagnés d'un certificat (dont le modèle est joint à la présente convention, annexe 5), délivré par un médecin vétérinaire de l'Etat ou dûment autorisé par l'Etat, permettant leur identification et attestant qu'ils proviennent d'animaux indemnes de maladies contagieuses.

Le certificat ne sera pas exigé pour les produits qui ont subi un traitement considéré comme offrant une garantie suffisante au point de vue de la prophylaxie vétérinaire (dessiccation, salaison, traitement arsenical, ou autre, lavage antiseptique, étuvage, désinfection, etc.).

De même seront admis à l'importation sans certificat et ne seront pas soumis à des restrictions, pour des raisons de police vétérinaire, les produits dérivés du lait (fromage, beurre) ainsi que les œufs.

Article 6.

Lorsqu'une maladie contagieuse, dont la déclaration est obligatoire au pays d'importation, est constatée à la frontière, dans un convoi d'animaux de provenance du territoire de l'autre Partie contractante, les animaux atteints, les animaux contaminés et les animaux suspects seront placés sous le contrôle du service vétérinaire du pays d'importation. Ce service a tout pouvoir pour exiger, aux frais de l'importateur, soit l'abatage à la frontière, soit l'envoi de ces animaux dans un abattoir désigné à cet effet, soit de prendre les mesures qui paraîtront convenables. Quant à l'utilisation des viandes et des produits provenant des animaux ainsi abattus, on appliquera le traitement en vigueur au pays d'importation pour les animaux indigènes.

En tous les cas et à tout moment le propriétaire pourra demander l'abatage de tous ou d'une partie des animaux placés sous le contrôle vétérinaire.

Le médecin vétérinaire de frontière notera sur le certificat d'origine et de santé qui accompagne les animaux, le motif de la destination des animaux à l'abatage ou du placement des animaux sous le contrôle vétérinaire et signera sa déclaration ; ce certificat, accompagné d'un procès-verbal des faits constatés et des dispositions adoptées, sera soumis par le susdit médecin vétérinaire à l'autorité vétérinaire centrale de son pays, qui en donnera communication au pays d'origine.

La constatation, après l'entrée des animaux sur le territoire du pays destinataire, de l'une des maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire, sera consignée dans un procès-verbal

For pork or pork preparations coming from Albania, the certificate shall state that the meat has been examined for trichinæ with a negative result.

In the case of preserved or prepared meat, the certificate must further attest that the operations connected with preparation and preservation have been carried out under the direct supervision of the veterinary service and that the meat contains no substance the use of which is prohibited by the regulations of the country to which it is consigned.

Fresh meat or meat preserved by a refrigerating process must be submitted for veterinary inspection on importation in the following forms :

(a) Beef : whole carcasses, with or without the hides, or halves or quarters of carcasses ;

(b) Mutton and goat's meat : whole carcasses, with or without the hides, or halves of carcasses ;

(c) Pork : whole carcasses or halves of carcasses, with or without the fat, which may be imported separately.

Cleaning (excision of any part or scraping of the serous glands) or the removal of lymphatic glands will involve rejection in all cases.

Slaughtered poultry (fresh, chilled or frozen) must be accompanied by a certificate issued by a State veterinary officer or veterinary officer duly authorised by the State, attesting that the poultry in question was healthy and free from contagious disease before being slaughtered (Model No. 4).

Article 5.

Fresh raw animal products may be subjected to veterinary inspection in the country of importation. They shall be accompanied by a certificate (a model of which is annexed to the present Convention, Annex 5), issued by a State veterinary surgeon or surgeon duly authorised by the State, enabling them to be identified, and attesting that they are derived from animals free from contagious diseases.

The certificate shall not be required for products which have undergone treatment regarded as adequate from the prophylactic point of view (drying, salting, arsenical or other treatment, antiseptic washing, stoving, disinfection, etc.).

Milk products (cheese, butter) and eggs may similarly be imported without certificates and shall not be subject to veterinary police restrictions.

Article 6.

When a contagious disease compulsorily notifiable in the country of importation is observed at the frontier in a consignment of animals coming from the territory of the other Contracting Party, the infected, contaminated or suspect animals shall be placed under the supervision of the veterinary service of the importing country. This service shall be fully entitled to require such animals at the importer's expense to be slaughtered at the frontier or sent to a slaughter-house designated for the purpose, or may take such action as seems advisable. The use to be made of the meat and products of the animals thus slaughtered shall be determined by the regulations applicable in the importing country to animals of native origin.

The owner may, in every case and at any time, ask for all or some of the animals placed under veterinary supervision to be slaughtered.

The veterinary surgeon at the frontier shall state on the certificate of origin and health accompanying the animals the reasons for which the animals were slaughtered or placed under veterinary supervision, and shall sign his statement ; the certificate, together with a minute of the facts of the case and the measures taken, shall be submitted by the said veterinary surgeon to the central veterinary authority of his own country, which shall communicate it to the country of origin.

Should any compulsorily notifiable contagious disease be reported after the entry of the animals into the territory of the country of destination, the fact shall be recorded in a minute drawn up

rédigé par un médecin vétérinaire de l'Etat ou dûment autorisé par l'Etat ; le texte de ce procès-verbal sera communiqué de suite par l'autorité vétérinaire compétente à l'autorité vétérinaire centrale du pays d'origine.

Article 7.

Si la peste bovine est constatée sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, l'autre Partie aura le droit de prohiber ou limiter, aussi longtemps que durera le danger de contagion, l'importation des ruminants, des porcs, des produits d'origine animale, et en général, de tous les produits pouvant servir de véhicule à la contagion.

Article 8.

Si du fait du trafic des animaux, une des maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire au pays d'importation, venait à être importée du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes à celui de l'autre, ou bien si l'une de ces maladies revêtait un caractère menaçant dans le territoire de l'une des Parties, l'autre aura le droit de limiter ou de prohiber, aussi longtemps que durera le danger, l'importation des animaux appartenant aux espèces exposées à la maladie, en provenance des territoires envahis ou menacés. Dans ces mêmes conditions, la limitation ou la prohibition d'importation pourra s'étendre aux produits d'origine animale ou aux matières et objets capables de servir de véhicule à la contagion.

Ces limitations ou prohibitions d'importation ne pourront s'appliquer qu'aux territoires envahis ou menacés par la maladie.

On considère, à cet effet, comme territoires :

En Italie : les communes comprises dans un rayon de 25 km. autour du foyer d'infection ;

En Albanie : la sous-préfecture où se trouve le foyer d'infection et celles limitrophes.

L'importation ne peut être prohibée dans le cas de charbon bactérien, de charbon bactérien, de septicémie hémorragique, rage, morve, rouget du porc, tubercule et gale.

La durée de la période de danger de contagion pour les maladies envisagées à l'article 2, lettres a), b), c), à l'exception de la peste bovine, sera limitée aux périodes prévues au même article. Cette durée sera calculée à partir du jour de la déclaration officielle qui établira la disparition de la maladie.

Article 9.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à publier, le premier et le quinzième jour de chaque mois, un bulletin sur la situation sanitaire vétérinaire. Ce bulletin, aussitôt publié, sera directement transmis à l'autre Partie contractante : il sera rédigé d'une manière uniforme et de façon à donner une indication exacte de l'état sanitaire du bétail dans les différentes parties du pays.

Article 10.

Lorsque, sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes on constate la peste bovine ou la péripneumonie des bovins, ou la dourine des solipèdes, ou bien la fièvre aphteuse sous une forme maligne avec mortalité élevée, l'autorité centrale vétérinaire de l'autre Partie contractante sera immédiatement et directement informée par voie télégraphique.

Article 11.

Si un désaccord venait à se produire entre les deux Hautes Parties contractantes sur l'application de la présente convention, il serait procédé à la nomination, sur la demande de l'une des Parties, d'une commission mixte, dont l'avis sera équitablement apprécié dans la décision à adopter.

by a State veterinary surgeon, or surgeon duly authorised by the State, and the text of such minute shall be communicated at once by the competent veterinary authority to the central veterinary authority of the country of origin.

Article 7.

Should the existence of cattle plague be reported in the territory of either High Contracting Party, the other Party shall be entitled, so long as the danger of infection lasts, to prohibit or limit the importation of bovines, swine, products of animal origin or, in general, of any products capable of carrying infection.

Article 8.

If, as a result of the traffic in animals, a contagious disease compulsorily notifiable in the importing country has been introduced from the territory of either High Contracting Party into that of the other, or if such a disease has assumed a threatening form in the territory of either Party, the other Party shall be entitled, so long as the danger lasts, to limit or prohibit the importation of animals of the species liable to contract the disease from the territories affected or threatened. In the same circumstances, such limitation or prohibition of import may be extended to products of animal origin or substances or objects capable of carrying the infection.

Such import restrictions or prohibitions may apply only to the territories affected or threatened by the disease.

For this purpose, the term " territories " shall be understood to mean :

In the case of Italy : the communes within a radius of 25 kilometres of the centre of infection :

In Albania : the sub-prefecture in which the centre of infection is situated and the neighbouring sub-prefectures.

Import may not be prohibited in the case of anthrax, symptomatic anthrax, hæmorrhagic septicæmia, rabies, glanders, swine erysipelas, tuberculosis and mange.

The duration of the period of danger of infection in the case of the diseases referred to in Article 2 (*a*), (*b*) and (*c*), with the exception of cattle plague, shall be restricted to the periods specified in the said Article. Such period shall be calculated as from the date of the official declaration to the effect that the disease has disappeared.

Article 9.

Each of the High Contracting Parties undertakes to publish on the 1st and 15th days of each month a bulletin on the sanitary and veterinary situation. This bulletin shall be sent direct to the other Contracting Party immediately on publication ; it shall be drawn up on uniform lines and shall give an exact description of the sanitary condition of livestock in the various parts of the country.

Article 10.

When the existence of cattle plague or peri-pneumonia of cattle, or dourine of horses, etc., or of a malignant form of foot-and-mouth disease with high mortality, is reported in the territory of either High Contracting Party, the central veterinary authority of the other Contracting Party shall be informed immediately and directly by telegraph.

Article 11.

In the event of a dispute arising between the two High Contracting Parties with regard to the execution of the present Convention, a Mixed Commission shall be appointed on the demand of one of the Parties, and its opinion shall receive equitable consideration in any decision that may be adopted.

Chacune des Hautes Parties contractantes nommera deux membres pour faire partie à la commission, laquelle aura le droit de s'adjoindre un cinquième membre, dans le cas où l'accord ne pourrait s'établir.

Lors de la première réunion exigeant la désignation d'un cinquième membre, celui-ci sera choisi parmi les nationaux de l'une des Hautes Parties contractantes, désigné par le sort : dans la réunion suivante, il sera choisi parmi les nationaux de l'autre Partie, et ainsi de suite, alternativement.

Article 12.

La présente convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra et les ratifications y relatives seront échangées à Tirana.

Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et restera en vigueur autant que le Traité¹ de commerce et de navigation entre les deux pays, signé à Rome le 20 janvier 1924.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Tirana, en double exemplaire, le 19 mars 1936.

Pour l'Albanie :
(Signé) D. BERATTI.

Pour l'Italie :
(Signé) M. INDELLI.

Copie certifiée conforme :

Le Directeur politique,
Pandeli Nasse.

MODÈLE I.

Provincia
Arrondissement

Commune

CERTIFICAT D'ORIGINE ET DE SANTÉ POUR LE TRANSPORT DES ANIMAUX EN
(valable pour un solipède ou un bovin pendant dix jours à partir de la date de la délivrance du présent certificat).

Signalement de l'animal :

1. Espèce :
2. Sexe :
3. Robe :
4. Signes particuliers :

Renseignements :

1. Nom, prénoms et domicile de l'expéditeur de l'animal :
2. Lieu d'origine de l'animal :
3. Nom, prénoms et domicile du destinataire :
4. Lieu de destination, avec indication de la gare de déchargement :

Le présent certificat, délivré, en exécution de l'article 2 de la Convention vétérinaire italo-albanaise du 19 mars 1936 atteste que toutes les conditions exigées par cette convention sont intégralement remplies (voir au verso). *)

Fait à

le

19

Le vétérinaire d'Etat
ou autorisé par l'Etat

Vu :

(Timbre de la Mairie)

Le maire,
Il podestà,

*) Le texte de l'article 2 de la convention sera reproduit au verso du certificat.

¹ Vol. XLIV, page 359, de ce recueil.

Each High Contracting Party shall appoint two members of the Commission, which shall be entitled to co-opt a fifth member if agreement cannot be reached.

At the first meeting requiring the appointment of a fifth member, the latter shall be chosen from the nationals of one of the High Contracting Parties, designated by lot ; at the next meeting, he shall be chosen from the nationals of the other Party, and so on alternately.

Article 12.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and the relevant ratifications shall be exchanged at Tirana.

It shall come into force one month after the date of exchange of ratifications and shall remain in force for the same period as the Treaty¹ of Commerce and Navigation between the two countries signed at Rome on January 20th, 1924.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Tirana, in duplicate, this 19th day of March, 1936.

For Albania :
(Signed) D. BERATTI.

For Italy :
(Signed) M. INDELLI.

MODEL 1.

Province
District

Commune

CERTIFICATE OF ORIGIN AND HEALTH FOR THE TRANSPORT OF ANIMALS TO
(Valid for an animal of the equine or bovine species for ten days from the date of issue of the present certificate.)

Description of the Animal :

1. Species :
2. Sex :
3. Colour :
4. Special marks :

Particulars :

1. Surname, Christian names and domicile of consignor of the animal :
2. Place of origin of animal :
3. Surname, Christian names and domicile of consignee :
4. Place of destination, with name of unloading station :

The present certificate, issued in pursuance of Article 2 of the Veterinary Convention of March 19th, 1936, between Italy and Albania, attests that all the conditions required by the said Convention have been fully complied with (see over *).

Done at

on

19

(Stamp of Mayor's Office)

State veterinary officer
or officer approved by the State.

Seen :

Mayor.

* The text of Article 2 of the Convention will be reproduced on the back of the certificate.

¹ Vol. XLIV, page 359, of this Series.

PROLONGATION DE VALIDITÉ.

Vu pour une prolongation de validité de 10 jours.

L'animal a été visité ce jour et reconnu indemne de toutes maladies contagieuses.

Le vétérinaire d'Etat
ou autorisé par l'Etat : Fait à le 19

Contrôle à la frontière.

L'animal visé ci-contre a été reconnu indemne de toute maladie contagieuse.

(Timbre du vétérinaire frontier) Fait à le 19

Le vétérinaire frontier

MODÈLE 2.

Provincia
Arrondissement

Commune

CERTIFICAT D'ORIGINE ET DE SANTÉ POUR LE TRANSPORT DES ANIMAUX EN

(valable pour un convoi d'animaux de même espèce (moutons, chèvres, porcs, volailles) expédiés à un même destinataire, pendant dix jours à partir de la délivrance du présent certificat).

- | | |
|--------------------------------------|--|
| 1. Espèce : | 1. Nom, prénoms et domicile de l'expéditeur des animaux : |
| 2. Race : | 2. Lieu d'origine des animaux : |
| 3. Nombre des animaux (en lettres) : | 3. Nom, prénoms et domicile du destinataire : |
| | 4. Lieu de destination, avec indication de la gare de déchargement : |

Le présent certificat, délivré en exécution de l'art. 2 de la Convention vétérinaire italo-albanaise du 19 mars 1936 (voir au verso *), atteste que toutes les conditions exigées par cette convention sont intégralement remplies.

Fait à le 19 [(Timbre)
Le vétérinaire d'Etat Vu :
ou autorisé par l'Etat : Le maire
Il podestà

PROLONGATION DE VALIDITÉ.

Vu pour une prolongation de validité de 10 jours.

Les animaux ont été visités ce jour et reconnus indemnes de toute maladie contagieuse.

Fait à le 19
Le vétérinaire d'Etat
ou autorisé par l'Etat

Contrôle à la frontière.

Les animaux ont été reconnus indemnes de toute maladie contagieuse.

Fait à le 19
(Timbre du vétérinaire frontier)

Le vétérinaire frontier

*) Le texte de l'article 2 de la convention sera reproduit au verso du certificat.

EXTENSION OF VALIDITY.

Extension of validity granted for ten days.

The animal has been inspected to-day and has been found free from all infectious disease.

Government veterinary officer Done at on 19
or officer approved by the Government.

Inspection at Frontier.

The animal herein referred to has been found free from all infectious disease.

(Stamp of frontier veterinary officer) Done at on 19
Frontier veterinary officer.

MODEL 2.

Province Commune
District

CERTIFICATE OF ORIGIN AND HEALTH FOR THE TRANSPORT OF ANIMALS TO

(Valid for a consignment of animals of the same species (sheep, goats, swine, poultry) forwarded to a single consignee within ten days of the issue of the present certificate.)

- 1. Species : 1. Surname, Christian names and domicile of consignor of animals :
2. Race : 2. Place of origin of animals :
3. Number of animals (in words) : 3. Surname, Christian names and domicile of consignee :
4. Place of destination, with name of unloading station :

The present certificate, issued in pursuance of Article 2 of the Veterinary Convention of March 19th, 1936, between Italy and Albania (see over *), attests that all the conditions laid down by the said Convention have been fully complied with.

Done at on 19 (Stamp)

State veterinary officer Seen : Mayor.
or officer approved by the State.

EXTENSION OF VALIDITY.

Extension of validity granted for ten days.

The animals have been inspected to-day and have been found free from all infectious disease.

Done at on 19

State veterinary officer
or officer approved by the State.

Inspection at Frontier.

The animals have been found free from all infectious disease.

Done at on 19
(Stamp of frontier veterinary officer)

Frontier veterinary officer.

* The text of Article 2 of the Convention will be reproduced on the back of the certificate.

Provincia
Arrondissement

Commune

MODÈLE 3.

CERTIFICAT D'ORIGINE ET DE SALUBRITÉ POUR LA VIANDE ET LES PRÉPARATIONS DE VIANDES.

Le soussigné
(nom et titre du médecin vétérinaire de l'Etat ou autorisé par l'Etat) certifie que la viande — les préparations de viandes — dont la désignation suit :
(poids)
(nature des marchandises)
portant les marques ci-après :
expédiée (s) de
(localité d'expédition)
par
(nom et adresse de l'expéditeur)
et destinée (s) à
(nom et adresse du destinataire)
transportée (s) par
(mode de transport, nom du navire s'il y a lieu) proviennent d'animaux soumis avant et après l'abatage à visite vétérinaire et qu'elles ont été reconnues saines et propres à la consommation humaine sans condition. *)

Fait à

le

(la date en lettres)

(Timbre ou cachet officiel)

.....
(Signature du médecin vétérinaire d'Etat
ou autorisé par l'Etat)

*) Pour les viandes de porc ou préparations de viandes de porc originaires de l'Albanie, le certificat devra porter la déclaration qu'un examen trichinoscopique a été pratiqué avec résultat négatif.

Provincia
Arrondissement

Commune

MODÈLE 4.

CERTIFICAT D'ORIGINE ET DE SALUBRITÉ POUR LA VOLAILLE ABATTUE.

Le soussigné
(nom et titre du médecin vétérinaire de l'Etat ou autorisé par l'Etat)
certifie que la volaille dont la désignation suit :
(poids)
(nature des marchandises)
portant les marques ci-après :
expédiée (s) de
(localité d'expédition)
par
(nom et adresse de l'expéditeur)
et destinée (s) à
(nom et adresse du destinataire)
transportée (s) par
(mode de transport, nom du navire s'il y a lieu)
provient d'animaux reconnus sains et indemnes de maladie contagieuse avant l'abatage.

Fait à

le

(la date en lettres)

(Timbre ou cachet officiel)

.....
(Signature du médecin vétérinaire d'Etat
ou autorisé par l'Etat)

MODEL 3.

Province
District

Commune

CERTIFICATE OF ORIGIN AND FITNESS OF MEAT AND MEAT PREPARATIONS.

I, the undersigned
 (name and rank of State veterinary surgeon or surgeon approved by the State) certify that the following
 meat — meat preparations — :
 (weight)
 (nature of goods)
 bearing the following marks :
 despatched from
 (place of despatch)
 by
 (name and address of consignor)
 to
 (name and address of consignee)
 conveyed by
 (method of transport, name of vessel, if any) is (are) derived from animals inspected before and after
 slaughter and has (have) been found to be in sound condition and fit in every respect for human
 consumption. (*)

Done at

on

19

(Date in words)

.....
 (Signature of the Government veterinary surgeon
 or surgeon approved by the Government)

(Official stamp or seal)

* In the case of pork or pork preparations originating in Albania, the certificate must state that an
 examination for trichinæ has been made with negative results.

MODEL 4.

Province
District

Commune

CERTIFICATE OF ORIGIN AND FITNESS OF SLAUGHTERED POULTRY.

I, the undersigned
 (name and rank of State veterinary surgeon or surgeon approved by the State)
 certify that the following poultry :
 (weight)
 (nature of goods)
 bearing the following marks :
 despatched from
 (place of despatch)
 by
 (name and address of consignor)
 to
 (name and address of consignee)
 conveyed by
 (method of transport, name of vessel, if any)
 before being slaughtered, were found to be in sound condition and free from infectious disease.

Done at

on

(Date in words)

.....
 (Signature of State veterinary surgeon or surgeon
 approved by the State)

(Official stamp or seal)

MODÈLE 5.

Provincia
Arrondissement :

Commune

CERTIFICAT VÉTÉRINAIRE POUR LES PRODUITS BRUTS D'ANIMAUX.

Le soussigné
 (nom et titre du médecin vétérinaire d'Etat ou autorisé par l'Etat)
 certifie que les produits d'origine animale dont la désignation suit :
 (poids)
 (nature des marchandises)
 portant les marques ci-après :
 expédié (s) de
 (localité d'expédition)
 par
 (nom et adresse de l'expéditeur)
 et destinée (s) à
 (nom et adresse du destinataire)
 transportée (s) par
 (mode de transport, nom du navire s'il y a lieu)
 proviennent en totalité d'animaux reconnus indemnes de maladies pouvant être communiquées à l'homme ou aux animaux par lesdits produits.

Fait à

le

(la date en lettres)

.....
 (Signature du médecin vétérinaire d'Etat
 ou autorisé par l'Etat)

(Timbre ou cachet officiel)

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention sanitaire vétérinaire conclue en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés, désireux de préciser et de compléter ses dispositions, sont convenus de ce qui suit :

I. Les importations effectuées du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre ne seront soumises à aucune autorisation préalable. Les précautions sanitaires que chacune des Hautes Parties jugera opportun d'adopter relativement aux animaux vivants, y compris les volailles, accompagnés de certificats sanitaires et trouvés sains lors du passage à la frontière, seront, sur leur propre territoire, limitées *au minimum* indispensable. La durée de la période d'observation à laquelle les animaux pourront être soumis ne pourra excéder six jours calculés depuis le jour de la visite vétérinaire à la frontière.

Pour le transport par voie de mer, les six jours seront calculés du jour de l'embarquement.

Pour les moutons qui ne sont pas destinés à l'abatage dans les ports de débarquement ou dans un abattoir directement raccordé, avec la voie ferrée, la période d'observation pourra être de quinze jours.

Les dispositions qui précèdent ne mettront pas obstacle aux dispositions prévues ou à prévoir pour le diagnostic de la morve chez les équidés et de la tuberculose chez les bovidés.

MODEL 5.

Province
District

Commune

VETERINARY CERTIFICATE FOR RAW ANIMAL PRODUCTS.

I, the undersigned
 (name and rank of State veterinary surgeon or surgeon approved by the State)
 certify that the following products of animal origin :
 (weight)
 (nature of goods)
 bearing the following marks :
 despatched from
 (place of despatch)
 by
 (name and address of consignor)
 to
 (name and address of consignee)
 conveyed by
 (method of transport, name of vessel, if any)
 are derived entirely from animals found to be free from diseases communicable to man or to animals
 by the said products.

Done at

on

(date in words)

.....
 (Signature of State veterinary surgeon or surgeon
 authorised by the State)

(Official stamp or seal)

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the Veterinary Sanitary Convention concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries, being desirous of further amplifying and defining its provisions, have agreed as follows :

1. Imports from the territory of one of the High Contracting Parties into the territory of the other shall not be subject to any previous authorisation. The sanitary precautions which either High Contracting Party thinks fit to adopt with regard to livestock, including poultry, accompanied by sanitary certificates and found healthy on crossing the frontier, shall be limited in the territory of such Party to the indispensable *minimum*. The duration of the period of observation to which animals may be subjected may not exceed six days counted from the day of the frontier veterinary inspection.

In the case of transport by sea, the six days shall be calculated from the day of loading.

In the case of sheep not intended for slaughter at the ports of unloading or at a slaughter-house directly connected to a railway, the period of observation may be fifteen days.

The above provisions shall not preclude any measures which have been or may be taken for diagnosing glanders in equines, or tuberculosis in cattle.

2. Les dispositions de la convention seront applicables aux animaux originaires des territoires des Hautes Parties contractantes pour le transit à travers le territoire de l'une ou de l'autre Partie, à cette condition que le pays destinataire prend l'engagement de ne refouler en aucun cas les animaux expédiés en transit. Si le transit exigeait la traversée d'autres pays, l'autorisation du passage en toutes les conditions devrait être préalablement obtenue des divers pays traversés.

3. Le transit de la viande fraîche, conservée ou préparée, de la volaille abattue et des matières premières d'origine animale transportées du territoire d'une Partie contractante à travers le territoire de l'autre Partie, par voie ferrée dans des wagons fermés et plombés ou par bateau, sera admis aux mêmes conditions que l'importation et sans que soit exigé aucun engagement préalable d'acceptation des pays éventuellement traversés et du pays destinataire.

Les expéditions des animaux faites directement à la destination d'abattoirs raccordés par voie ferrée ne seront pas soumises à la période d'observation prévue au paragraphe premier du protocole final. Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement la liste des abattoirs raccordés à la voie ferrée possédant les aménagements sanitaires requis.

4. Les bureaux de douane désignés pour le trafic des animaux seront dotés d'installations permettant d'assurer, en des conditions pleinement satisfaisantes, les opérations du service vétérinaire.

5. L'application des dispositions prévues à l'article 6 de la convention, sera limitée aux animaux qui auront été exposés à un contact direct ou indirect avec un animal malade ou suspect. Seront notamment considérés comme suspects de contamination les animaux ayant séjourné dans le même wagon ou sur le même bateau avec des animaux malades ou suspects ; ceux qui ont été en contact pendant le chargement ou le déchargement avec des animaux malades ou suspects ; ceux qui ont été exposés à une contagion indirecte par le passage dans des locaux, sur des quais ou passerelles non désinfectés, etc.

6. En rapport aux dispositions prévues aux articles 2 et 7 de la convention, il est entendu que si le territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes est menacé par l'existence de la peste bovine dans les pays limitrophes à sa frontière, l'autre Partie aura le droit, tant que durera le danger de la contagion, de prohiber l'importation des animaux et des produits pouvant servir de véhicule à l'infection provenant de la zone frontière menacée, pour une profondeur de 30 km. le long de ladite frontière qui, dans ces circonstances exceptionnelles, pourra être étendue jusqu'à 50 km. La profondeur de cette zone pourra de même être réduite d'accord entre les deux Hautes Parties contractantes.

L'importation par voie de mer, du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes dans celui de l'autre, pourra être prohibée ou soumise à l'observation de conditions spéciales dans le cas où la peste bovine existerait dans le rayon de 100 km. autour du port ou des ports touchés par le bateau transportant les animaux.

7. Les chevaux de course, les chevaux destinés aux concours ou aux épreuves sportives pourront être admis à l'importation s'ils sont accompagnés, au lieu et place du certificat prévu par la convention, d'un certificat délivré par les présidents des Sociétés hippiques dont la liste aura été notifiée à l'autre par chacune des Hautes Parties contractantes. Ce certificat devra porter le timbre et le visa du club ou de la société et contenir le nom et domicile du propriétaire, le signalement exact de l'animal, la provenance et le lieu de destination, ainsi que la déclaration d'un vétérinaire de l'Etat ou autorisé par l'Etat attestant la bonne santé de l'animal et déclarant que l'établissement d'où il provient est indemne de maladies contagieuses.

8. Les certificats établis conformément à la convention devront être rédigés dans la langue du pays qui les délivre et porter une traduction interlinéaire dans la langue de l'autre pays.

2. The provisions of the Convention shall be applicable to animals coming from the territories of one of the High Contracting Parties and in transit through the territory of the other Party, provided always that the country of destination undertakes in no case to reject the animals so consigned. If the transit involves the crossing of other countries, authority for such passage under all conditions must first be obtained from the various countries crossed.

3. The transit of fresh, preserved or prepared meat, slaughtered poultry and raw materials of animal origin transported from the territories of one Contracting Party across the territories of the other Party, by rail in closed and sealed wagons or by boat, shall be allowed on the same conditions as importation, and no previous undertaking to accept the consignments shall be required from any countries of transit or destination.

The period of observation specified in the first paragraph of the Final Protocol shall not be applicable to consignments of animals direct to slaughter-houses connected to a railway. The High Contracting Parties shall communicate to each other the list of slaughter-houses connected to a railway and possessing the requisite sanitary equipment.

4. Customs offices designated for the traffic in livestock shall be so equipped as to enable all veterinary measures to be satisfactorily carried out.

5. The application of the provisions laid down in Article 6 of the Convention shall be confined to animals which have been exposed to direct or indirect contact with a diseased or suspect animal. In particular, animals will be considered suspected of contamination if they have been in the same wagon or ship with diseased or suspect animals, or have been in contact with diseased or suspect animals during loading or unloading or have been exposed to indirect contagion by passing through places or along platforms or gangways which have not been disinfected, and the like.

6. With regard to the provisions of Articles 2 and 7 of the Convention, it is understood that, if the territory of either High Contracting Party should be threatened by the existence of cattle plague in the districts adjoining its frontier, the other Party shall have the right, so long as the danger of contagion continues, to prohibit the import of animals and products capable of carrying the infection which have arrived from places in the threatened frontier zone as far as 30 kilometres distant from such frontier. This distance may in exceptional circumstances be extended to 50 kilometres, or it may similarly be reduced by agreement between the two High Contracting Parties.

Imports by sea from the territory of one of the High Contracting Parties into that of the other may be prohibited or subjected to the observance of special conditions in cases where cattle plague exists within a radius of 100 kilometres of the port or ports touched by the boat transporting the animals.

7. Race-horses and horses intended for competitions or sporting contests may be imported, if accompanied, in lieu of the certificates for which the present Convention provides, by certificates issued by the presidents of the horse-racing clubs of which a list shall be sent by each High Contracting Party to the other. Such certificates shall bear the stamp and endorsement of the club or society, and shall state the name and domicile of the owner, an exact description of the animal, the place from which it is sent and the place of destination, and a declaration by a State veterinary officer, or officer authorised by the State, certifying that the animal is healthy and stating that the establishment from which it comes is free from contagious diseases.

8. Certificates drawn up under the Convention must be worded in the language of the country issuing them and must have an interlinear translation in the language of the other country.

9. La désinfection des wagons ayant servi au transport des animaux, des bateaux, quais, passerelles, etc., effectuée sous le contrôle du service vétérinaire et suivant les règlements en vigueur sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, sera reconnue valable par l'autre Partie.

10. Dans le cas où dans les territoires des Parties contractantes existaient des abattoirs reliés par chemin de fer et dans lesquels les animaux pourraient être introduits directement pour l'abatage sans avoir à traverser ou à s'arrêter au marché annexé à l'abattoir, il sera consenti aux Parties contractantes d'envoyer les animaux aux susdits abattoirs accompagnés d'un certificat d'origine et de santé, dans lequel, en ce qui concerne la peste du porc, la pneumoentérite du porc, la clavelée et la fièvre aphteuse, il sera régulièrement attesté, par un vétérinaire d'Etat ou spécialement autorisé à cet effet par l'Etat, que ces épizooties n'ont pas régné dans la commune d'origine, pendant les délais prévus à l'art. 2 de la convention et que les communes avoisinantes résultaient indemnes des susdites épizooties au moment de l'expédition des animaux.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se donner communication réciproquement, des abattoirs qui pourraient répondre aux conditions susindiquées.

11. Il est spécifié que les dispositions de la convention pourront être étendues, s'il y a lieu, par un nouvel accord entre les Hautes Parties contractantes, à d'autres maladies, connues ou inconnues à l'heure actuelle, et dont la transmission pourrait être légitimement redoutée.

12. Les mesures de police vétérinaire qui se rendraient nécessaires pour les animaux et les viandes originaires et en provenance de l'Albanie seront réduites au minimum indispensable.

A cet effet :

a) L'application de la marque « carni estere » n'aura plus lieu. La marque sanitaire comme épreuve du contrôle vétérinaire à l'importation sera constituée des lettres « C. V. S. ». Cette marque sera appliquée sans exception aux viandes fraîches et réfrigérées de toute provenance ;

b) Le contrôle vétérinaire des viandes importées de l'Albanie en Italie sera fait au lieu de destination, à la condition qu'il existe un bureau de douane. De ce fait les opérations d'ouverture du wagon et de déchargement de la viande à la frontière, pour raison du contrôle vétérinaire, n'auront pas lieu ;

c) L'épreuve de la tuberculine à la frontière sera maintenue aux conditions suivantes :

1) Les animaux tuberculinsés seront retenus à la frontière le temps minimum indispensable pour pouvoir apprécier la réaction ;

2) Les animaux réagissant pourront, à la demande des intéressés être envoyés pour l'abatage à l'un des abattoirs des villes suivantes : Bari, Brindisi, Barletta, Gallipoli, Trieste. Dans les cas d'importation par voie de mer, les animaux réagissant seront directement envoyés du port de débarquement à l'abattoir de la ville à laquelle le port appartient.

En tout cas l'épreuve de la tuberculine à la frontière sera maintenue seulement jusqu'au moment où cette épreuve sera appliquée au bétail importé en Italie de n'importe quelle provenance.

Dans le cas où, pour des raisons spéciales, une exception serait faite à l'application de l'épreuve de la tuberculine à la frontière, les animaux d'origine et en provenance de l'Albanie pourront bénéficier de ladite exception pour les mêmes raisons spéciales, pourvu qu'ils se trouvent dans les mêmes conditions que les animaux pour lesquels l'exception a été accordée.

13. Les animaux marqués à la frontière, dans le but de leur identification aux effets d'une réexportation éventuelle, jouiront, à l'intérieur du pays, du même traitement que les animaux indigènes.

9. The disinfection of wagons which have served for the transport of animals, boats, platforms, gangways, etc., if carried out under the supervision of the veterinary service and in accordance with the regulations in force in the territory of one of the High Contracting Parties, shall be recognised as satisfactory by the other Party.

10. Should there be in the territories of the Contracting Parties slaughter-houses with a connection to a railway, to which animals can be sent for slaughter direct, without having to cross or stop in the market attached to the slaughter-house, the Contracting Parties shall be allowed to send the animals to such slaughter-houses accompanied by a certificate of origin and health by which, as regards swine fever, hog cholera, sheep-pox and foot-and-mouth disease, a State veterinary officer or veterinary officer specially authorised by the State for the purpose has duly attested that the said diseases were not prevalent in the commune of origin during the periods referred to in Article 2 of the Convention and that neighbouring communes were free from the said infectious diseases at the time when the animals were shipped.

The High Contracting Parties undertake to inform one another of such slaughter-houses as satisfy the above conditions.

11. It is specified that the provisions of the Convention may be extended, if necessary, by a new agreement between the High Contracting Parties to other diseases, whether known or unknown at the present time, the transmission of which may legitimately be apprehended.

12. The veterinary police measures which may prove necessary for animals and meat originating in or coming from Albania shall be reduced to the indispensable minimum.

For this purpose :

(a) No further use shall be made of the mark "carni estere". The sanitary mark showing that there has been veterinary inspection of imports shall consist of the letters "C. V. S.". This mark shall be applied without exception to fresh and chilled meat, from whatever place it has been consigned.

(b) Veterinary inspection of meat imported from Albania into Italy shall be carried out at the place of destination, provided there is a Customs office there. Accordingly, the operations of opening wagons and unloading meat at the frontier for veterinary inspection purposes shall not be carried out.

(c) The tuberculin test at the frontier shall continue to be applied as follows :

(1) Tuberculin-tested animals shall be detained at the frontier for the minimum length of time necessary to enable the reaction to be judged ;

(2) Animals reacting to the test may, at the request of the parties concerned, be sent for slaughter to a slaughter-house in any of the towns of Bari, Brindisi, Barletta, Gallipoli, Trieste. When imported by sea, animals reacting to the test shall be sent direct from the port of discharge to the slaughter-house of the town to which the port belongs.

In any case, the tuberculin test at the frontier shall be continued to be applied only so long as the said test is applied to livestock imported into Italy from any other country.

Should an exception be made for special reasons in applying the tuberculin test at the frontier, animals originating in or coming from Albania may be given the benefit of the said exception for the same special reasons, provided they satisfy the same conditions as the animals in respect of which the exception is granted.

13. Animals marked at the frontier with a view to their identification for re-exportation shall be given the same treatment in the country as animals of native origin.

14. Les communications urgentes relatives à l'application de la convention pourront être échangées directement par les autorités sanitaires vétérinaires de chacune des Hautes Parties contractantes ; copie en sera transmise par voie diplomatique.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Hautes Parties contractantes, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la convention à laquelle il se rapporte, a été signé, en double expédition à Tirana, le 19 mars 1936.

Pour l'Albanie :
(Signé) D. BERATTI.

Pour l'Italie :
(Signé) M. INDELLI.

Copie certifiée conforme :

Le Directeur politique,
Pandeli Nasse.

14. Urgent communications regarding the application of the Convention may be exchanged direct between the veterinary sanitary authorities of the respective High Contracting Parties ; copies of such communications shall be transmitted through the diplomatic channel.

The present Protocol, which shall be considered to be approved and sanctioned by the High Contracting Parties, without further special ratification, by the sole fact of the exchange of ratifications of the Convention to which it relates, has been signed in duplicate at Tirana this 19th day of March, 1936.

For Albania :
(Signed) D. BERATTI.

For Italy :
(Signed) M. INDELLI.

N° 4008.

ALBANIE ET ITALIE

Accord commercial provisoire, avec
annexe. Signé à Tirana, le 19
mars 1936.

ALBANIA AND ITALY

Provisional Commercial Agreement,
with Annex. Signed at Tirana,
March 19th, 1936.

TEXTE ALBANAIS. — ALBANIAN TEXT.

N^o 4008. — AKORD¹ I PËRKOHSHËM TREGTAR NDËRMJET MBRETNËS SHQIPTARE DHE MBRETNËS ITALIANE. TIRANË, ME 19 MARS 1936.

Textes officiels albanais et italien communiqués par le chargé d'Affaires a. i. de la délégation permanente d'Albanie près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 10 novembre 1936.

QEVERIJA E NALT MADHNËS SË TIJ MBRETIT TË SHQIPTARËVET dhe QEVERJIA E NALT MADHNËS SË TIJ MBRETIT T' ITALËS, për interesin e shkëmbimeve tregtare të përbashkta, venduan dhe u muarrën vesh për sa vazhdon :

Art. 1.

Importimi n' Itali i mallave t' origjinës dhe proveniencës shqiptare të radhitun në listën këtu bashkuar, do të pranohet, mbrenda kontigjentave të caktueme me kuptim të përbashkët, në themel të paraqitjes së lejeve të lëshueme prej Ministris Italgjane të Financavet.

Art. 2.

Kontigjentat e naltpërmenduna janë venduem për një kohë gjashtë muajsh (qysh me 1 të kallnorit gjer me 30 të qershorit dhe prej 1 Korrik gjer më 31 dhjetor) dhe do të rishikohen me kuptim të bashkët në gjysmën e parë të muajit q' asht përpara semestrit të rí.

Art. 3.

Qeverjia Shqiptare merr persipër të sigurojë dhe t'ankurajojë importimin në Shqipni të mallave me origjinë dhe proveniencë italgjane me masa të volitshme për t'a shtue vëllimin e tashëm t' eksportimeve italgjane në Shqipni.

Art. 4.

Ky Adord do të ratifikohet dhe ratifikimet do të shkëmbehen në Tiranë.

Do të hyjë në fuqi me datën e shkëmbimit të ratifikimevet përkatse.

Ky Akord do të qendrojë në fuqi deri me 31 të dhjetorit 1936 dhe do të quhet heshtësisht i zgjatuem prej gjashtë më gjashtë muaj, atëherë kur të mos denoncohet prej njanës palë Kontraktuese dy muaj përpara skadimit.

Akordi u shkruajt në gjuhën shqipe dhe në gjuhën italishte.

Në rast kundërshtimi, merret parasyesh teksti italisht.

Mbi këtë besë, Fuqplotët e nënshkruen këtë Akord.

U bë në Tiranë, në katër eksemplare, dy shqip dhe dy italisht, me 19 Mars 1936.

Për Shqipërin :

D. BERATTI, *d. v.*

Për Italin :

M. INDELLI, *d. v.*

Copie certifiée conforme :

Le Directeur politique,
Pandeli Nasse.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tirana, le 30 mai 1936.
Entré en vigueur le 30 mai 1936.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 4008. — ACCORDO ¹ PROVVISORIO DI COMMERCIO FRA IL REGNO D'ALBANIA E IL REGNO D'ITALIA. FIRMATO A TIRANA, IL 19 MARZO 1936.

Albanian and Italian official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i of the Permanent Delegation of Albania to the League of Nations. The registration of this Agreement took place November 10th, 1936.

IL GOVERNO DI S. M. IL RE DEGLI ALBANESI e IL GOVERNO DI S. M. IL RE D'ITALIA, nell'interesse degli scambi commerciali reciproci, hanno stabilito e convenuto quanto segue :

Art. 1.

L'importazione in Italia delle merci di origine e provenienza albanesi di cui alla lista qui unita, sarà ammessa, nei limiti dei contingenti fissati di un comune accordo, dietro presentazione di licenze rilasciate dal Ministero Italiano delle Finanze.

Art. 2.

I contingenti suddetti sono stabiliti per la durata di sei mesi (dal 1° Gennaio al 30 Giugno e dal 1° Luglio al 31 Dicembre) e saranno riveduti di comune accordo, nella prima metà del mese precedente il nuovo semestre.

Art. 3.

Il Governo Albanese s' impegna ad assicurare e ad incoraggiare l' importazione in Albania delle merci di origine e provenienza italiana con misure atte ad aumentare il volume attuale delle esportazioni italiane in Albania.

Art. 4.

Il presente accordo sarà ratificato e le ratifiche saranno scambiate a Tirana.

Esso entrerà in vigore alla data dello scambio di dette ratifiche.

Il presente accordo resterà in vigore sino al 31 Dicembre 1936 e s'intenderà tacitamente prorogato di sei in sei mesi qualora non venga denunziato da una delle Parti Contraenti due mesi prima della scadenza.

Esso è redatto in lingua italiana ed in lingua albanese.

In caso di divergenza farà fede il testo italiano.

In fede di che, i Plenipotenziari hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Tirana, in quattro esemplari, due in lingua italiana e due in lingua albanese, il 19 Marzo 1936.

Per l' Albania :
(F. to :) D. BERATTI.

Per l' Italia :
(F. to :) M. INDELLI.

Copie certifiée conforme :

Le Directeur politique,
Pandeli Nasse.

¹ The exchange of ratifications took place at Tirana, May 30th, 1936.
Came into force May 30th, 1936.

LISTA

E MALLNAVE ME ORIGJINË DHE PROVENIENCË SHQIPTARE QË DO TË PRANOHEN ME U IMPORTUE N' ITALI MBRENDIA KONTINGJENTAVE GJASHTËMUJORE TË PËRMENDUNA KËTU MA POSHTË.

Numri i Tarifës Italiane		Kontingjenta gjashtmujore
1	Kuaj.	Krenë 500
2	Mushq	» 500
3	Gomarë e gomare	» 738
4, 5, 6, 7, 8	Gjedhe	» 1.000
9, 10	Dhen e dhë	» 5.000
12	Shpendë të gjalla	kuint 200
24	Ve pule	» 3.000
33	Peshk i freskët dhe i ngrimë	» 3.000
64	Grunë	» 20.000
66 dhe ex 924 a)	Elb dhe....	» 6.500
67 b)	Misër: tjatër	» 20.000
118	Ullinj të freskët	» 35.000
ex 211 a,	Lesh i natyrshëm ose i palamë	» 5.000
b,	Lesh i lamë	» 1.000
563	Serë e ngurme	» 50.000
565	Asfalte	» 20.000
605	Dru zjarmi	» 10.000
606	Qymyr druni	» 5.000
ex 607 a)	Xunktha: të papunueme	» 5.000
ex 784 a)	Valanidhe	» 2.500
805	Lekura që s' janë të mira për gëzofe, të njoma e të freskta (edhe të krypuna ose të vume në shëllinë) të thame ose rasuell (pickled)	» 5.000
918	Tershanë	» 8.000
925	Krunde	» 6.000

LISTA

DELLE MERCI DI ORIGINE E PROVENIENZA ALBANESE AMMESSE ALL' IMPORTAZIONE IN ITALIA NEI LIMITI DEI CONTINGENTI SEMESTRALI QUI SOTTO MENZIONATI.

Numero della Tariffa Italiana		Contingenti semestrali
1	Cavalli	Capi 500
2	Muli e muletti	» 500
3	Asini e asine	» 738
4, 5, 6, 7, 8	Animali di razza bovina	» 1.000
9, 10	Animali di razza ovina e caprina	» 5.000
12	Pollame vivo	Quintali 200
24	Uova di pollame	» 3.000
33	Pesce fresco, anche congelato	» 3.000
64	Grano	» 20.000
66 e ex 924 a)	Orzo e veccia	» 6.500
67, b)	Granturco: altro	» 20.000
118	Olive fresche	» 35.000
ex 211, a,	Lane naturali o sudicie	» 5.000
b)	» lavate	» 1.000
563	Bitume solido	» 50.000
565	Asfalti	» 20.000
605	Legna da ardere	» 10.000
606	Carbone di legna	» 5.000
ex 627 a)	Giunchi: greggi	» 5.000
ex 784 a)	Valonea	» 2.500
805	Pelli non buone per pellicceria, crude fresche (anche salate o salamoiate) secche o marinate (pickled)	» 5.000
918	Avena	» 8.000
925	Crusca	» 6.000

¹ TRADUCTION.

N^o 4008. — ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE ENTRE LE ROYAUME D'ALBANIE ET LE ROYAUME D'ITALIE. SIGNÉ A TIRANA, LE 19 MARS 1936.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES ALBANAIS et LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, dans l'intérêt des échanges commerciaux réciproques, ont arrêté et décidé d'un commun accord ce qui suit :

Article premier.

L'importation en Italie des marchandises d'origine et de provenance albanaises énumérées dans la liste ci-jointe sera admise, dans les limites des contingents fixés d'un commun accord, sur présentation de licences délivrées par le Ministère italien des Finances.

Article 2.

Les contingents susdits sont établis pour la durée de six mois (du premier janvier au 30 juin et du premier juillet au 31 décembre) et seront révisés d'un commun accord dans la première moitié du mois qui précède le nouveau semestre.

Article 3.

Le Gouvernement albanais s'engage à assurer et à encourager l'importation en Albanie des marchandises d'origine et de provenance italiennes par des mesures propres à augmenter le volume actuel des exportations italiennes en Albanie.

Article 4.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications seront échangées à Tirana.

Il entrera en vigueur à la date de l'échange desdites ratifications.

Le présent accord restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1936 et sera considéré comme tacitement prorogé de six en six mois tant qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des Parties contractantes deux mois avant l'expiration de cette période.

Le présent accord est rédigé en langue italienne et en langue albanaise.

En cas de divergence, le texte italien fait foi.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent accord.

Fait à Tirana en quatre exemplaires, dont deux en langue italienne et deux en langue albanaise, le 19 mars 1936.

Pour l'Albanie :
(Signé) D. BERATTI.

Pour l'Italie :
(Signé) M. INDELLI.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4008. — PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN
THE KINGDOM OF ALBANIA AND THE KINGDOM OF ITALY.
SIGNED AT TIRANA, MARCH 19TH, 1936.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE ALBANIANS and THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, in the interest of reciprocal commercial exchanges, have decided and agreed as follows :

Article 1.

The importation into Italy of the goods originating in and coming from Albania specified in the list annexed hereto shall be admitted, within the limits of the quotas fixed by common agreement, on production of licences issued by the Italian Ministry of Finance.

Article 2.

The above-mentioned quotas shall be fixed for the period of six months (January 1st to June 30th and July 1st to December 31st) and shall be revised by common agreement in the first half of the month preceding the new half-year.

Article 3.

The Albanian Government undertakes to ensure and encourage the importation into Albania of goods originating in and coming from Italy, by means of measures calculated to increase the present volume of Italian exports to Albania.

Article 4.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Tirana. It shall enter into force on the date of the exchange of ratifications.

The present Agreement shall remain in force until December 31st, 1936, and shall be deemed to be tacitly renewed for successive periods of six months, unless it is denounced by either Contracting Party two months before its expiration.

The present Agreement is drawn up in the Italian and Albanian languages.

In the event of any divergence, the Italian text shall be authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done at Tirana in four copies, two being in the Italian language and two in the Albanian language, this 19th day of March, 1936.

For Albania :
(Signed) D. BERATTI.

For Italy :
(Signed) M. INDELLI.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

LISTE

DES MARCHANDISES D'ORIGINE ET DE PROVENANCE ALBANAISES ADMISES A L'IMPORTATION EN ITALIE
DANS LES LIMITES DES CONTINGENTS SEMESTRIELS MENTIONNÉS CI-APRÈS.

Numéro du tarif italien		Contingents semestriels
1	Chevaux	Têtes 500
2	Mulets	» 500
3	Anes et ânesses	» 738
4, 5, 6, 7, 8	Bovidés	» 1.000
9, 10	Animaux de la race ovine et caprine	» 5.000
12	Volailles vivantes	Quintaux 200
24	Œufs de volaille	» 3.000
33	Poissons frais, même congelés	» 3.000
64	Froment	» 20.000
66 et ex 924 a)	Orge et vesce	» 6.500
67 b)	Maïs : autre	» 20.000
118	Olives fraîches	» 35.000
ex 211 a)	Laines naturelles ou en suint	» 5.000
b)	» lavées	» 1.000
563	Bitumes solides	» 50.000
565	Asphaltes	» 20.000
605	Bois à brûler	» 10.000
606	Charbon de bois	» 5.000
ex 627 a)	Joncs : bruts	» 5.000
ex 784 a)	Noix de galle	» 2.500
805	Peaux impropres à la pelleterie, brutes, vertes (même salées ou en saumure), sèches ou marinées (<i>pickled</i>)	» 5.000
918	Avoine	» 8.000
925	Son	» 6.000

LIST

OF GOODS ORIGINATING IN AND COMING FROM ALBANIA THE IMPORTATION OF WHICH INTO ITALY SHALL BE ADMITTED WITHIN THE LIMITS OF THE HALF-YEARLY QUOTAS SPECIFIED HEREUNDER.

No. in Italian Tariff		Half-yearly Quota
1	Horses	Head 500
2	Mules and mule-foals	" 500
3	Asses (male and female)	" 738
4, 5, 6, 7, 8	Animals of the bovine species	" 1,000
9, 10	Sheep and goats	" 5,000
12	Poultry, alive	Quintals 200
24	Eggs of poultry	" 3,000
33	Fish, fresh, including frozen fish	" 3,000
64	Wheat	" 20,000
66 and		
ex 924 (a)	Barley and vetch	" 6,500
67 (b)	Maize; other	" 20,000
118	Olives, fresh	" 35,000
ex 211 (a)	Wool, natural or in the grease	" 5,000
(b)	" washed	" 1,000
563	Bitumens, solid	" 50,000
565	Asphalts	" 20,000
605	Firewood	" 10,000
606	Wood charcoal	" 5,000
ex 627 (a)	Rushes, rough	" 5,000
ex 784 (a)	Gallnut	" 2,500
805	Hides and skins, unfit for furriery, raw, green (whether or not salted or in brine), dried or pickled	" 5,000
918	Oats	" 8,000
925	Bran	" 6,000

N° 4009.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET NICARAGUA**

Accord commercial, avec annexes.
Signé à Managua, le 11 mars 1936.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND NICARAGUA**

Commercial Agreement, with An-
nexes. Signed at Managua, March
11th, 1936.

No. 4009. — COMMERCIAL AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF NICARAGUA. SIGNED AT MANAGUA, MARCH 11TH, 1936.

English and Spanish official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Agreement took place November 19th, 1936.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF NICARAGUA, being desirous of strengthening the traditional bonds of friendship between the two countries by maintaining the principle of equality of treatment as the basis of commercial relations and by granting mutual and reciprocal concessions and advantages for the promotion of trade, have, through their respective Plenipotentiaries, arrived at the following Agreement :

Article I.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America, enumerated and described in Schedule I annexed to this Agreement and made a part thereof, shall, on their importation into the Republic of Nicaragua, be exempt from ordinary Customs duties in excess of those set forth in the said Schedule. The said articles shall also be exempt from all other duties, taxes, fees, charges or exactions, imposed on or in connection with importation, in excess of those imposed on the day of the signature of this Agreement or required to be imposed thereafter under laws of the Republic of Nicaragua in force on the day of the signature of this Agreement.

Article II.

Articles the growth, produce or manufacture of the Republic of Nicaragua, enumerated and described in Schedule II annexed to this Agreement and made a part thereof, shall, on their importation into the United States of America, be exempt from ordinary Customs duties in excess of those set forth in the said Schedule. The said articles shall also be exempt from all other duties, taxes, fees, charges or exactions, imposed on or in connection with importation, in excess of those imposed on the day of the signature of this Agreement or required to be imposed thereafter under the laws of the United States of America in force on the day of the signature of this Agreement.

As long as the quota provisions of the Act " to include sugar beets and sugar cane as basic agricultural commodities under the Agricultural Adjustment Act, and for other purposes ", approved by the President of the United States of America on May 9, 1934, are operative, any sugar imported into the United States of America from the Republic of Nicaragua with respect to which a drawback of duty is allowed, under the provisions of Section 313 of the Tariff Act of 1930, shall not be charged against the quota established by the Secretary of Agriculture of the United States of America for the Republic of Nicaragua.

¹ Came into force October 1st, 1936.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 4009. — CONVENIO ¹ DE COMERCIO ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA Y LA REPUBLICA DE NICARAGUA. FIRMADO EN MANAGUA, EL 11 DE MARZO DE 1936.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Brno. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 19 novembre 1936.

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA Y EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE NICARAGUA, deseosos de estrechar los vínculos tradicionales de amistad entre los dos países, por el mantenimiento del principio de igualdad de tratamiento como base de sus relaciones comerciales y por el otorgamiento de concesiones y ventajas mútuas y recíprocas para la promoción del comercio, han celebrado por medio de sus respectivos Plenipotenciarios, el siguiente Convenio :

Artículo I.

Los artículos cosechados, producidos o manufacturados en los Estados Unidos de América, enumerados y descritos en la Lista No. I anexa a este Convenio, y del cual forma parte, serán eximidos al ser importados en la República de Nicaragua, del pago de derechos ordinarios de aduana que excedan a los especificados en dicha Lista. Tales artículos estarán asimismo exentos del pago de todo otro derecho, impuesto, contribución, cargo o exacción establecidos sobre la importación o en relación con ella, que exceda de los previstos, o cuya percepción fuere exigible por leyes de la República de Nicaragua en vigor el día en que este convenio sea firmado.

Artículo II.

Los artículos cosechados, producidos o manufacturados en la República de Nicaragua, enumerados y descritos en la Lista No. II anexa a este Convenio, y del cual forma parte, serán eximidos al ser importados en los Estados Unidos de América, del pago de derechos ordinarios de Aduana que excedan a los especificados en dicha Lista. Tales artículos estarán asimismo exentos del pago de todo otro derecho, impuesto, contribución, cargo o exacción establecidos sobre la importación o en relación con ella, que exceda de los previstos, o cuya percepción fuere exigible por leyes de los Estados Unidos de América en vigor el día en que este convenio sea firmado.

Mientras estén en vigor las disposiciones de cuota del Acta « para incluir remolachas y caña de azúcar como productos básicos agrícolas bajo el Agricultural Adjustment Act, y para otros fines », aprobado por el Presidente de los Estados Unidos de América el 9 de Mayo de 1934, cualquier azúcar, importado a los Estados Unidos de América de la República de Nicaragua con respecto al cual un « drawback » de derechos (de aduana) esté permitido, bajo las disposiciones de la Sección 313 del Tariff Act of 1930, no será cargado en la cuota establecida por el Secretario de Agricultura de los Estados Unidos de América para la República de Nicaragua.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} octobre 1936.

Article III.

The United States of America and the Republic of Nicaragua agree that the notes included in Schedules I and II are hereby given force and effect as integral parts of this Agreement.

Article IV.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America or the Republic of Nicaragua shall, after importation into the other country, be exempt from all internal taxes, fees, charges or exactions other or higher than those payable on like articles of national origin or any other foreign origin.

Article V.

In respect of articles the growth, produce or manufacture of the United States of America or the Republic of Nicaragua, enumerated and described in Schedules I and II, respectively, imported into the other country, on which *ad valorem* rates of duty, or duties based upon or regulated in any manner by value, are or may be assessed, it is understood and agreed that the bases and methods of determining dutiable value and of converting currencies shall be no less favorable to importers than the bases and methods prescribed under presently existing laws and regulations of the Republic of Nicaragua and the United States of America, respectively.

Article VI.

1. No prohibitions, import or Customs quotas, import licenses, or any other form of quantitative regulation, whether or not operated in connection with any agency of centralized control, shall be imposed by the Republic of Nicaragua on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the United States of America enumerated and described in Schedule I, nor by the United States of America on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the Republic of Nicaragua, enumerated and described in Schedule II.

2. The foregoing provision shall not apply to :

(a) Prohibitions or restrictions (1) related to public security ; (2) imposed on moral or humanitarian grounds ; (3) designed to protect human, animal or plant life ; (4) relating to prison-made goods ; (5) relating to the enforcement of police or revenue laws ; or

(b) Quantitative restrictions in whatever form imposed by the United States of America or by the Republic of Nicaragua on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the other country in conjunction with governmental measures operating to regulate or control the production, market supply or prices of like domestic articles, or tending to increase the labor costs of production of such articles. Whenever the Government of either country proposes to establish or change any restriction authorized by this subparagraph, it shall give notice thereof in writing to the other Government and shall afford such other Government an opportunity within thirty days after receipt of such notice to consult with it in respect of the proposed action ; and if an agreement with respect thereto is not reached within thirty days following receipt of the aforesaid notice, the Government which proposes to take such action shall be free to do so at any time thereafter, and the other Government shall be free within fifteen days after such action is taken to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

3. It is understood that the provisions of this Article do not affect the application of measures directed against misbranding, adulteration and other fraudulent practices, such as are provided

Artículo III.

Los Estados Unidos de América y la República de Nicaragua convienen en que a las notas incluídas en las Listas I y II, se les dé por este Convenio fuerza y efectos como partes integrantes del mismo.

Artículo IV.

Los artículos cosechados, producidos o fabricados en los Estados Unidos de América o en la República de Nicaragua, estarán, después de su importación en el otro país, exentos de impuestos, contribuciones, cargos o exacciones internos, diferentes o en exceso a los exigibles sobre artículos análogos de origen nacional o de cualquier otro país extranjero.

Artículo V.

Con respecto a los artículos cosechados, producidos o fabricados en los Estados Unidos de América o en la República de Nicaragua, enumerados y descritos en las Listas I y II, respectivamente, importados en el otro país, sobre los cuales se impongan o puedan imponerse aforos *ad valorem* o derechos basados o regulados en cualquier forma por el valor, se entiende y conviene que las bases y métodos para determinar el valor sujeto a derechos y la conversión de monedas, no serán menos favorables a los importadores que las bases y métodos prescritos por las leyes y reglamentos actualmente existentes de la República de Nicaragua y de los Estados Unidos de América, respectivamente.

Artículo VI.

1. Ninguna prohibición, cuota aduanera o de importación, permiso de importar o cualquier otra forma de reglamentación cuantitativa, sea que se opere o no en relación con cualquier agencia de control centralizada, será impuesta por la República de Nicaragua sobre la importación o venta de cualquier artículo cosechado, producido o fabricado en los Estados Unidos de América, enumerado y descrito en la Lista I, ni por los Estados Unidos de América sobre la importación o venta de cualquier artículo cosechado, producido o fabricado en la República de Nicaragua, enumerado y descrito en la Lista II.

2. La disposición precedente no será aplicable a :

a) Prohibiciones o restricciones (1) las relacionadas con la seguridad pública ; (2) las impuestas por razones morales o humanitarias ; (3) encaminadas a proteger la vida humana, animal o vegetal ; (4) relativas a mercaderías fabricadas en prisiones ; (5) relacionadas con el cumplimiento de leyes de policía o fiscales ; o

b) Restricciones cuantitativas en cualquier forma, impuestas por los Estados Unidos de América o por la República de Nicaragua sobre la importación o venta de cualquier artículo cosechado, producido o fabricado en el otro país, relacionadas con disposiciones gubernativas destinadas a reglamentar o controlar la producción, el abastecimiento o los precios de artículos nacionales semejantes o tendientes a aumentar el costo de labor de la producción de tales artículos. En caso de que el Gobierno de uno cualquiera de los dos países se proponga establecer o modificar cualquiera de las restricciones autorizadas por este inciso, dará aviso por escrito de su intento al otro Gobierno y proporcionará a éste la oportunidad de discutir con él respecto a los cambios proyectados, dentro de treinta días después de recibido dicho aviso ; y si no se llegase a un acuerdo dentro de los treinta días siguientes al recibo del mencionado aviso, el Gobierno que se proponga tomar tales medidas quedará en libertad de llevarlas a cabo en cualquier momento posterior ; y el otro Gobierno quedará en libertad, dentro de quince días de tomadas tales medidas, de dar por terminado en todas sus partes este Convenio, dando aviso por escrito con treinta días de anticipación.

3. Es entendido que las disposiciones de este artículo no afectan la aplicación de medidas dirigidas contra el uso de etiquetas falsas, adulteraciones y otras prácticas fraudulentas tales como

or in the pure food and drug laws of the United States of America, or the application of measures directed against unfair practices in import trade, such as are provided for in Section 337 of the United States Tariff Act of 1930.

Article VII.

1. If the Government of the United States of America or the Republic of Nicaragua establishes or maintains any form of quantitative restriction or control of the importation or sale of any article in which the other country has an interest, or imposes a lower import duty or charge on the importation or sale of a specified quantity of any such article than the duty or charge imposed on importations in excess of such quantity, the Government taking such action will :

(a) Give public notice of the total quantity, or any change therein, of any such article permitted to be imported or sold or permitted to be imported or sold at such lower duty or charge, during a specified period ;

(b) Allot to the other country for such specified period a share of such total quantity as originally established or subsequently changed in any manner equivalent to the proportion of the total importation of such article which such other country supplied during a previous representative period, unless it is mutually agreed to dispense with such allotment ; and

(c) Give public notice of the allotments of such quantity among the several exporting countries, and at all times upon request advise the Government of the other country of the quantity of any such article the growth, produce or manufacture of each exporting country which has been imported or sold or for which licenses or permits for importation or sale have been granted.

2. Neither the United States of America nor the Republic of Nicaragua shall regulate the total quantity of importations into its territory or sales therein of any article in which the other country has an interest, by import licenses or permits issued to individuals or organizations, unless the total quantity of such article permitted to be imported or sold, during a quota period of not less than three months, shall have been established, and unless the regulations covering the issuance of such licences or permits shall have been made public before such regulations are put into force.

Article VIII.

In the event that the Government of the United States of America or the Government of the Republic of Nicaragua establishes or maintains a monopoly for the importation, production or sale of a particular commodity or grants exclusive privileges, formally or in effect, to one or more agencies to import, produce or sell a particular commodity, the Government of the country establishing or maintaining such monopoly, or granting such monopoly privileges, agrees that in respect of the foreign purchases of such monopoly or agency the commerce of the other country shall receive fair and equitable treatment. To this end it is agreed that in making its foreign purchases of any product such monopoly or agency will be influenced solely by those considerations, such as price, quality, marketability, and terms of sale, which would ordinarily be taken into account by a private commercial enterprise interested solely in purchasing such product on the most favorable terms.

Article IX.

The tariff advantages and other benefits provided for in this Agreement are granted by the United States of America and the Republic of Nicaragua to each other subject to the condition that if the Government of either country shall establish or maintain, directly or indirectly, any form of control of foreign exchange, it shall administer such control so as to insure that the nationals and commerce of the other country will be granted a fair and equitable share in the allotment of exchange.

las previstas en la Ley sobre Pureza de Drogas y Alimentos de los Estados Unidos de América ; o la aplicación de medidas contra prácticas desleales en el comercio de importación, tales como las previstas en la Sección 337 de la Tarifa aduanera del año 1930 de los Estados Unidos de América.

Artículo VII.

1. En caso de que el Gobierno de los Estados Unidos de América o el de la República de Nicaragua establezca o mantenga cualquier forma de restricción cuantitativa o de control de la importación o venta de cualquier artículo en el cual tenga interés el otro país o imponga sobre la importación o venta de un artículo en determinada cantidad una tarifa o gravamen más bajo que los establecidos sobre importaciones en exceso de tal cantidad, el Gobierno que así proceda deberá :

a) Dar aviso público de la cantidad total, o de cualquier cambio introducido, de cualquiera de dichos artículos, cuya importación o venta sea permitida o los cuales puedan ser importados o vendidos al mencionado tipo reducido de tarifa o gravamen, durante un período determinado ;

b) Asignar al otro país, durante tal período, una cuota de la cantidad total fijada al principio o subsiguientemente alterada en cualquier forma, equivalente a la proporción de la importación total de dicho artículo que el otro país haya abastecido durante un período anterior análogo, a menos que se acuerde mutuamente prescindir de tal asignación ; y

c) Dar aviso público de las asignaciones que de tal cantidad les corresponde a los diferentes países exportadores, y en todo tiempo, mediante solicitud, informar al Gobierno del otro país la cantidad de tal artículo, cosechado, producido o manufacturado en cualquier país exportador, que haya sido importada o vendida, o para el cual se haya concedido licencia o permiso de importación o venta.

2. Ni los Estados Unidos de América ni la República de Nicaragua regularán la cantidad de importaciones totales a su territorio, o ventas en el mismo, de cualquier artículo en el cual tenga interés el otro país, por medio de licencias o permisos de importación otorgados a individuos u organizaciones, a menos que haya sido fijada la cantidad total del artículo cuya venta o importación pueda permitirse durante un período de cuota no menor de tres meses, y que los reglamentos que rijan el otorgamiento de dichas licencias o permisos hayan sido publicados antes de haber sido puestos en vigor.

Artículo VIII.

En caso de que el Gobierno de los Estados Unidos de América o el de la República de Nicaragua establezca o mantenga un monopolio para la importación, producción o venta de un artículo especial o conceda privilegios exclusivos en forma legal o de hecho a una o más agencias, para importar, producir o vender un artículo especial, el Gobierno del país que establezca o mantenga dicho monopolio o que conceda tales privilegios exclusivos, conviene en que en lo que respecta a las compras en el exterior de tal monopolio o agencia, el comercio del otro país deberá recibir un tratamiento justo y equitativo. Al efecto se conviene en que al hacer sus compras de cualquier producto en el exterior, tal monopolio o agencia resolverá sus operaciones en vista solamente de consideraciones tales como precio, calidad y posibilidades y condiciones de venta que ordinariamente serían tomadas en cuenta por una empresa comercial privada interesada únicamente en comprar tal producto bajo las condiciones más favorables.

Artículo IX.

Las ventajas tarifarias y otros beneficios estipulados en este Convenio concedidos por los Estados Unidos de América y por la República de Nicaragua mutuamente, quedan sujetas a la condición de que si el Gobierno de cualquiera de los dos países establece o mantiene directa o indirectamente cualquier forma de control de cambio extranjero, deberá administrar dicho control de manera que asegure a los nacionales, y al comercio del otro país, la obtención de una cuota justa y equitativa en la distribución de los cambios.

With respect to the exchange made available for commercial transactions, it is agreed that the Government of each country shall be guided in the administration of any form of control of foreign exchange by the principle that, as nearly as may be determined, the share of the total available exchange which is allotted to the other country shall not be less than the share employed in a previous representative period prior to the establishment of any exchange control for the settlement of commercial obligations to the nationals of such other country.

The Government of each country shall give sympathetic consideration to any representations which the other Government may make in respect of the application of the provisions of this Article, and if, within thirty days after the receipt of such representations, a satisfactory adjustment has not been made or an agreement has not been reached with respect to such representations, the Government making them may, within fifteen days after the expiration of the aforesaid period of thirty days, terminate this Article or this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Article X.

With respect to Customs duties or charges of any kind imposed on or in connection with importation or exportation, and with respect to the method of levying such duties or charges, and with respect to all rules and formalities in connection with importation or exportation, and with respect to all laws or regulations affecting the sale or use of imported goods within the country, any advantage, favor, privilege or immunity which has been or may hereafter be granted by the United States of America or by the Republic of Nicaragua to any article originating in or destined for any third country, shall be accorded immediately and unconditionally to the like article originating in or destined for the Republic of Nicaragua or the United States of America, respectively.

Article XI.

Laws, regulations of administrative authorities and decisions of administrative or judicial authorities of the United States of America or the Republic of Nicaragua, respectively, pertaining to the classification of articles for Customs purposes or to rates of duty shall be published promptly in such a manner as to enable traders to become acquainted with them. Such laws, regulations and decisions shall be applied uniformly at all ports of the respective country, except as otherwise specifically provided in statutes of the United States of America relating to articles imported into Puerto Rico, and excepting any provisions specifically adopted by the Government of Nicaragua in relation to ports on the Atlantic Coast.

No administrative ruling by the United States of America or the Republic of Nicaragua effecting advances in rates of duties or in charges applicable under an established and uniform practice to imports originating in the territory of the other country, or imposing any new requirement with respect to such importations, shall be effective retroactively or with respect to articles either entered for or withdrawn for consumption prior to the expiration of thirty days after the date of publication of notice of such ruling in the usual official manner. The provisions of this paragraph do not apply to administrative orders imposing anti-dumping duties, or relating to regulations for the protection of human, animal, or plant life, or relating to public safety, or giving effect to judicial decisions

Article XII.

In the event that a wide variation occurs in the rate of exchange between the currencies of the United States of America and the Republic of Nicaragua, the Government of either country, if it considers the variation so substantial as to prejudice the industries or commerce of the country, shall be free to propose negotiations for the modification of this Agreement or to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Con respecto al cambio que sea declarado disponible para transacciones comerciales, se conviene que el Gobierno de cada país deberá guiarse en la administración de cualquier forma de control de cambios extranjeros, por el principio de que, y tan aproximadamente como sea posible determinar, la porción del cambio total disponible que sea asignada al otro país, no deberá ser inferior a la porción correspondiente a un período representativo anterior a la época del funcionamiento del control de cambio para el arreglo de obligaciones comerciales contraídas con los nacionales del otro país.

El Gobierno de cada país prestará consideración amistosa a cualesquiera representaciones que el otro Gobierno pueda hacer con respecto a la aplicación de las estipulaciones de este artículo; y si dentro de treinta días después de recibidas tales representaciones no se ha hecho un ajuste satisfactorio, o no se ha llegado a un arreglo con respecto a tales representaciones, el Gobierno que las haga, puede, dentro de quince días después de la expiración del período antedicho de treinta días, dar por terminado este Artículo o este Convenio en su totalidad treinta días después de haberlo notificado por escrito.

Artículo X.

En lo concerniente a derechos aduaneros o gravámenes de cualquier clase, impuestos sobre o en relación con importaciones o exportaciones, y con respecto al método de aplicación de tales derechos o gravámenes, lo mismo que en lo referente a todos los reglamentos y formalidades relacionados con la importación o exportación, y con respecto a todas las leyes o reglamentos que afecten la venta o uso dentro del país, de las mercaderías importadas, cualquier ventaja, favor, privilegio o inmunidad que haya sido o que en lo de adelante pueda ser concedido por los Estados Unidos de América o por la República de Nicaragua a cualquier artículo originario de, o destinado a un tercer país, deberá ser acordado inmediata e incondicionalmente al mismo o a ese artículo originario de o destinado a la República de Nicaragua o a los Estados Unidos de América, respectivamente.

Artículo XI.

Las leyes, reglamentos de autoridades administrativas y resoluciones de autoridades judiciales o administrativas de los Estados Unidos de América o de la República de Nicaragua, respectivamente, concernientes a la clasificación de artículos para fines aduaneros o a aforos arancelarios, deberán ser publicados con prontitud y en manera tal que los comerciantes puedan enterarse de ellos. Dichas leyes, reglamentos y resoluciones deberán ser aplicados con uniformidad en todos los puertos del país respectivo, excepto como se ha expresamente estipulado en estatutos de los Estados Unidos de América relativos a artículos importados en Puerto Rico; y también se exceptuarán las disposiciones que se emitan específicamente por el Gobierno de Nicaragua en lo que atañe a los puertos del litoral atlántico.

Ninguna disposición administrativa de los Estados Unidos de América o de la República de Nicaragua, que aumente los aforos o gravámenes aplicables en virtud de una práctica establecida y uniforme a las importaciones originarias del otro país, o que exija cualquier nuevo requisito con respecto a tales importaciones podrá tener efecto retroactivo ni deberá ser aplicable a artículos que hayan sido pedidos a registro, o hubiesen sido sacados de las aduanas para consumo dentro de los treinta días siguientes a la fecha de publicación de tal disposición, en la forma oficial acostumbrada. Lo dispuesto en este párrafo no es aplicable a las órdenes que impongan derechos contra abarrotamiento o relativas a reglamentos para la protección de la vida humana, animal o vegetal, o relativas a la seguridad pública, o para hacer cumplir resoluciones judiciales.

Artículo XII.

En caso de que ocurra una gran fluctuación en el tipo de cambio entre las monedas de los Estados Unidos de América y de la República de Nicaragua, el Gobierno de uno u otro país que considere la diferencia tan substancial que perjudique las industrias o el comercio de su país, estará en libertad de proponer negociaciones para la modificación de este Convenio o para dar por concluido este Convenio en su totalidad, previo aviso por escrito con treinta días de anticipación.

Article XIII.

Greater than nominal penalties will not be imposed in the United States of America or in the Republic of Nicaragua upon importations of articles the growth, produce or manufacture of the other country because of errors in documentation obviously clerical in origin or where good faith can be established.

The Government of each country will accord sympathetic consideration to, and when requested will afford adequate opportunity for consultation regarding, such representations as the other Government may make with respect to the operation of Customs regulations, quantitative restrictions or the administration thereof, the observance of Customs formalities, and the application of sanitary laws and regulations for the protection of human, animal, or plant life.

Article XIV.

Except as otherwise provided in the second paragraph of this Article, the provisions of this Agreement relating to the treatment to be accorded by the United States of America or by the Republic of Nicaragua, respectively, to the commerce of the other country, shall not apply to the Philippine Islands, the Virgin Islands, American Samoa, the Island of Guam, or to the Panamá Canal Zone.

Subject to the reservations set forth in the third and fourth paragraphs of this Article, the provisions of Article X shall apply to articles the growth, produce or manufacture of any territory under the sovereignty or authority of the United States of America or of the Republic of Nicaragua, imported from or exported to any territory under the sovereignty or authority of the other country. It is understood, however, that the provisions of this paragraph do not apply to the Panamá Canal Zone.

The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America or by the Republic of Nicaragua to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic, and advantages resulting from a Customs union to which either the United States of America or the Republic of Nicaragua may become a party, shall be excepted from the operation of this Agreement.

The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America, its territories or possessions or the Panamá Canal Zone to one another or to the Republic of Cuba shall be excepted from the operation of this Agreement. The provisions of this paragraph shall continue to apply in respect of any advantages now or hereafter accorded by the United States of America, its territories or possessions or the Panamá Canal Zone to the Philippine Islands irrespective of any change in the political status of the Philippine Islands.

The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the Republic of Nicaragua to the commerce of Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras or Panamá, so long as any special treatment accorded to the commerce of those countries or any of them by the Republic of Nicaragua is not accorded to any other country, shall be excepted from the operation of this Agreement.

Unless otherwise specifically provided in this Agreement, the provisions thereof shall not be construed to apply to police or sanitary regulations; and nothing in this Agreement shall be construed to prevent the adoption of measures prohibiting or restricting the exportation of gold or silver, or to prevent the adoption of such measures as either Government may see fit with respect to the control of the export or sale for export of arms, munitions, or implements of war, and, in exceptional circumstances, all other military supplies.

Article XV.

In the event that the Government of the United States of America or the Government of Nicaragua adopts any measure which, even though it does not conflict with the terms of this

Artículo XIII.

No se impondrán en la República de Nicaragua ni en los Estados Unidos de América multas mayores que las nominalmente establecidas sobre la importación de artículos cosechados, producidos, manufacturados o fabricados en el otro país, con motivo de errores en la documentación que patentemente se deban a la simple escritura o sean *Lapsus Plumae* o *Lapsus Machinae* (clerical errors); o cuando pueda establecerse la buena fe.

El Gobierno de cada país dará consideración amistosa y prestará oportunidad adecuada a las consultas con respecto a las representaciones que el otro Gobierno pueda hacer con relación a la aplicación de reglamentos aduaneros, restricciones cuantitativas o a la administración de las mismas, la observancia de formalidades aduaneras y la aplicación de leyes y reglamentos sanitarios y reglamentos para la protección de la vida humana, animal o vegetal.

Artículo XIV.

Salvo lo estipulado en contrario en el párrafo segundo de este Artículo, las disposiciones de este Convenio relativas al tratamiento que deberá acordarse por los Estados Unidos de América o por la República de Nicaragua, respectivamente, al comercio del otro país, no serán aplicables a las Islas Filipinas, Islas Vírgenes, la Samoa Americana, la Isla de Guam ni a la Zona del Canal de Panamá.

Con sujeción a las reservas expresadas en los párrafos tercero y cuarto de este Artículo, las estipulaciones del Artículo X serán aplicables a artículos cosechados, producidos o fabricados en cualquier territorio bajo la soberanía o jurisdicción de los Estados Unidos de América o de la República de Nicaragua, importados de o exportados a cualquier territorio bajo la soberanía o jurisdicción del otro país. Es entendido, sin embargo, que las disposiciones de este párrafo no son aplicables a la Zona del Canal de Panamá.

Las ventajas concedidas actualmente o que en lo futuro sean acordadas por los Estados Unidos de América o por la República de Nicaragua a países limítrofes con objeto de facilitar el comercio fronterizo, lo mismo que las ventajas que resulten de una unión aduanera de la cual los Estados Unidos de América o la República de Nicaragua puedan llegar a formar parte, quedarán excluidas en la aplicación de este Convenio.

Las ventajas concedidas en la actualidad o que en lo futuro puedan acordarse mutuamente los Estados Unidos de América, sus territorios o posesiones o la Zona del Canal de Panamá, o por los mismos a la República de Cuba, quedan excluidas de la aplicación de este Convenio. Lo dispuesto en este párrafo continuará aplicándose con respecto a cualesquier ventajas actuales o que en lo futuro sean acordadas por los Estados Unidos de América, sus territorios o posesiones o la Zona del Canal de Panamá a las Islas Filipinas, cualquiera que sea el cambio en el estado político de las Islas Filipinas.

Las ventajas actuales o que en lo futuro puedan ser acordadas por la República de Nicaragua al comercio de Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras o Panamá, mientras cualquier tratamiento especial acordado al comercio de aquellos países o de cualquiera de ellos por la República de Nicaragua no sea extensivo a cualquier otro país, quedarán excluidas en la aplicación de este Convenio.

A menos que expresamente se disponga otra cosa en este Convenio, no deberá interpretarse que las estipulaciones del mismo sean aplicables a reglamentos de policía o sanitarios; y nada de lo expresado en este Convenio se interpretará de tal manera que impida la adopción de medidas que prohiban o restrinjan la exportación de oro o plata o para impedir la adopción de las medidas que uno u otro Gobierno pueda juzgar convenientes con respecto al control de la exportación o venta para la exportación de armas, pertrechos e implementos de guerra, y en circunstancias excepcionales, de todos los demás efectos militares.

Artículo XV.

En caso de que el Gobierno de los Estados Unidos de América o el Gobierno de Nicaragua adopte cualquier medida que aún cuando no esté en conflicto con los términos de este Convenio

Agreement, is considered by the Government of the other country to have the effect of nullifying or impairing any object of the Agreement, the Government which has adopted any such measure shall consider such representations and proposals as the other Government may make with a view to effecting a mutually satisfactory adjustment of the matter.

Article XVI.

The present Agreement shall, from the date on which it comes into force, supplant the Agreement between the United States of America and the Republic of Nicaragua, effected by exchange of notes signed on June 11, 1924, and July 11, 1924, respectively.

Article XVII.

The present Agreement shall come into full force on the thirtieth day following proclamation thereof by the President of the United States of America and the President of the Republic of Nicaragua, or should the proclamations be issued on different days, on the thirtieth day following the date of the later in time of such proclamations, and shall remain in force for the term of three years thereafter, unless terminated pursuant to the provisions of Article VI, Article IX, or Article XII. The Government of each country shall notify the Government of the other country of the date of its proclamation.

Unless at least six months before the expiration of the aforesaid term of three years the Government of either country shall have given to the other Government notice of intention to terminate this Agreement upon the expiration of the aforesaid term, the Agreement shall remain in force thereafter, subject to termination under the provisions of Article VI, Article IX, or Article XII, until six months from such time as the Government of either country shall have given notice to the other Government.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Agreement and have affixed their seals hereto.

Done in duplicate, in the English and Spanish languages, both authentic, at the City of Managua, this eleventh day of March, nineteen hundred and thirty-six, A.D.

For the President of the United States of America :

(Seal) Arthur BLISS LANE.

For the President of the Republic of Nicaragua :

(Seal) Leonardo ARGÜELLO.

sea considerada por el Gobierno del otro país como nulificando o desvirtuando cualquiera de los fines de este Convenio, el Gobierno que haya adoptado tal medida deberá considerar las representaciones y propuestas que el otro Gobierno pueda hacer con la mira de efectuar un arreglo del asunto mutuamente satisfactorio.

Artículo XVI.

El presente Convenio deberá, desde la fecha en que entre en vigor, subrogar al Convenio entre los Estados Unidos de América y la República de Nicaragua efectuado por cambio de notas firmadas el 11 de Junio de 1924 y el 11 de Julio de 1924, respectivamente.

Artículo XVII.

El presente Convenio deberá entrar en pleno vigor treinta días después de su promulgación por el Presidente de los Estados Unidos de América y por el Presidente de la República de Nicaragua, o, en caso que las promulgaciones sean en fechas distintas, treinta días después de la fecha de la promulgación que sea hecha por último, y deberá permanecer en vigor por el término de tres años, a menos que se dé por terminado de acuerdo con lo estipulado en los Artículos VI, IX o XII. El Gobierno de cada país deberá participar al Gobierno del otro la fecha de su promulgación.

Siempre que al menos con seis meses de anticipación a la fecha de expiración del expresado término de tres años el Gobierno de uno u otro de los países contratantes no haya dado aviso al otro Gobierno de su intención de dar por concluido este Convenio a la expiración del susodicho término, este Convenio permanecerá en vigor de ahí en adelante sujeto a ser terminado conforme a las disposiciones de los Artículos VI, IX y XII, hasta seis meses después de la fecha en que el Gobierno de uno u otro país haya dado aviso al otro Gobierno.

En fe de lo cual los respectivos Plenipotenciarios han firmado este Convenio y le han puesto sus sellos.

Hecho en duplicado, en los idiomas inglés y español, siendo ambos textos auténticos, en la ciudad de Managua, a los once días del mes de Marzo de mil novecientos treinta y seis.

Por el Presidente de los Estados Unidos de América :

(Sello) Arthur BLISS LANE.

Por el Presidente de la República de Nicaragua :

(Sello) Leonardo ARGÜELLO.

SCHEDULE I.

Nicaraguan Tariff Item Number	Description of Articles	Maximum Rates of Duty. Specific Rates in Nicaraguan Córdobas
	Abreviations :	
	G. K. Gross Kilo	
	N. K. Net Kilo	
	N. O. P. Not otherwise provided for.	
367	Proprietary and patent medicines, mixed or compounded :	
	(a) Without alcohol or containing not over 14% of alcohol <i>Ad valorem</i>	40%
	(b) Containing more than 14% of alcohol; and essences of liquors <i>Ad valorem</i>	60%
368	Pharmaceutical products, medicinal preparations, plasters and poultices, and empty capsules, n. o. p. <i>Ad valorem</i>	30%
387	Varnishes, driers, and shellacs, prepared, of all kinds, including stains for woodwork and other applications, and enamel paint G. K.	.08
392 (d)	All ready-mixed paints, pure or not, of whatever base, n. o. p. G. K.	.03
503	Stockings and socks, cotton N. K.	1.10
799	Hides and skins, tanned and curried, dyed or prepared in any other manner :	
	(b) Goat and kid skins, including glazed kid N. K.	.196
	(e) Cow, horse, and other large hides, split, including colt skins N. K.	.07
	(f) Calf skins N. K.	.14
800	Hides and skins of all kinds, heavily varnished, lacquered, or ena- meled, with engravings, or embossed, or with pyrographic work. N. K.	.28
890	Steam boilers and engines of all kinds, including locomotives and tenders ; traction and portable engines ; motors for animal power; road making machinery ; hydraulic, petroleum, gasoline, naphtha, and hot or compressed air motors, and all other articles now enumerated under this item	Free
891	Oil extracting machinery, ice making and refrigerating machinery; sawmills and woodworking machinery.	Free
892	Machinery for manufacture of cigarettes, chocolate, hats, shoes, and metal working machinery, n. o. p.	Free
893	Machinery and apparatus for the manufacture of sugar, n. o. p. .	Free
896	Electric and electrotechnical machinery, apparatus and appliances :	
	(a) Dynamos, generators, generating sets, alternators, motors and similar machinery n. o. p.	Free
Ex 896 (a) bis	Dry and wet batteries, including storage, wet cell, dry cell, radio, flashlight, and all other batteries, and parts <i>Ad valorem</i>	10%
Ex 896 (b)	Radio transmitting and receiving equipment and parts, including wireless telephone, telegraph, and television apparatus <i>Ad valorem</i>	15%

LISTA I.

No. del Arancel de Aduanas de Nicaragua	Descripción de Artículos	Aforos Máximos del Arancel de Nicaragua. Aforos especificados en Moneda de Córdoba
	Abreviaciones :	
	K. B.— Kilo Bruto.	
	K. N.— Kilo Neto.	
	N. O. P.—No especificado en otra parte.	
367	Medicinas de propiedad y de patente, mezcladas o compuestas :	
	(a) Sin alcohol o conteniendo no más del 14% de alcohol	
	<i>Ad valorem</i>	40%
	(b) Conteniendo más del 14% de alcohol ; y esencias de licores	
	<i>Ad valorem</i>	60%
368	Productos farmacéuticos, preparaciones medicinales, emplastos, cataplasmas, y cápsulas vacías, n. o. p.	<i>Ad valorem</i> 30%
387	Barnices, secantes, gomalacas, preparados, inclusive colorantes para maderas y otras aplicaciones, y pinturas de esmalte K.B.	.08
392 (d)	Pinturas preparadas, puras o no, de cualquier base, n. o. p. K.B.	.03
503	Medias y calcetines, de algodón	K. N. 1.10
799	Cueros y pieles, curtidos y adobados, tejidos o preparados de cualquier manera :	
	b) Cabritillas y badanas, inclusive las satinadas	K. N. .196
	e) Cueros de caballo, res u otros animales grandes, divididos, incluyendo cueros de potrillo	K. N. .07
	f) Piel de becerro.	K. N. .14
800	Cueros y pieles de toda clase, bien acharolados, engomados o esmaltados con incrustaciones o en relieve o con pirograbado	K. N. .28
890	Calderas de vapor, motores de toda clase, incluyendo locomotoras, motores portátiles y de arrastre, motores para fuerza animal, maquinarias para hacer carreteras : Hidráulicas, con petróleo, gasolina, nafta, y motores de aire caliente o comprimido, y todos los otros artículos actualmente especificados bajo esta fracción .	libre
891	Maquinaria para extraer aceite, de hacer hielo y para refrigerar ; maquinarias para aserrar y para trabajos en madera	libre
892	Maquinaria para manufacturar cigarrillos, chocolates, sombreros, zapatos, y trabajos en metal, n. o. p.	libre
893	Maquinaria y aparatos para fabricar azúcar, n. o. p.	libre
896	Maquinaria eléctrica y electrotécnica, aparatos y herramientas :	
	a) Dínamos, generadores, juegos generadores, alternadores, motores y maquinarias similares, n. o. p.	libre
Ex 896 (a) bis	Baterías secas y húmedas, incluyendo baterías acumuladoras, pilas húmedas, secas, pilas para radios, y para lámparas de mano y toda clase de baterías y sus partes	<i>Ad valorem</i> 10%
Ex 896 (b)	Equipos transmisores y receptores de radio, y sus partes, incluyendo teléfonos y telégrafos inalámbricos y aparatos de televisión	<i>Ad valorem</i> 15%

Nicaraguan Tariff Item Number	Description of Articles	Maximum Rates of Duty. Specific Rates in Nicaraguan Córdobas
Ex 904	Typewriters and parts <i>Ad valorem</i>	10%
956	Hog lard and other lard of animal origin, however packed N. K.	.10
964	Wheat flour 100 N. K.	2.10
987	Raisins, dates, figs, prunes, and similar pressed fruits, including dried apples, peaches, apricots and pears N. K.	.12
990	Beans, dried 100 N. K.	1.00
1042	Fruits, preserved in their own juice, in syrup, or in water, in any container. N. K.	.08
Ex 1073	Condensed milk or cream N. K.	.07
Ex 1073	Evaporated milk or cream. N. K.	.04
Ex 1073	Dried whole milk or cream N. K.	.10
Ex 1073	Dried skimmed milk or cream N. K.	.07
1078	Preserved vegetables of all kinds (other than pickled) not otherwise provided for, in any container N. K.	.10
1082 (a)	Rubber tires, combined or not with other materials, and inner tubes, for wheels of all kinds of vehicles except solid rubber tires for trucks N. K.	.30
Ex 1082 (j)	Rubber heels N. K.	.15

NOTE I. It is agreed that the Nicaraguan Government will not impose any certification requirement or any formality for the importation, registration, licensing and sale of pharmaceutical specialties and patent medicines which are impossible of fulfillment in the United States because of the lack of a duly authorized federal agency.

This clause does not affect the obligations assumed by Nicaragua in multilateral treaties and especially those relating to the manufacture and traffic in narcotic drugs, *i. e.*, Convention and Protocols¹ for the suppression of the abuse of opium and other drugs, signed at The Hague January 23, 1912; International Opium Convention², signed at Geneva February 19, 1925, and the Convention and Protocol³ for limiting the manufacture and regulating the distribution of narcotic drugs, signed at Geneva July 13, 1931.

¹ Vol. VIII, pages 187, 236 and following; Vol. XI, page 415; Vol. XV, page 311; Vol. XIX, page 283; Vol. XXIV, page 163; Vol. XXXI, page 245; Vol. XXXV, page 299; Vol. XXXIX, page 167; Vol. LIX, page 346; Vol. CIV, page 495; Vol. CVII, page 461; Vol. CXVII, page 48; Vol. CXXXVIII, page 416; Vol. CLXXII, page 390, of this Series.

² Vol. LXXXI, page 317; Vol. CXXXVIII, page 390; Vol. XCII, page 409; Vol. XCVI, page 204; Vol. C, page 249; Vol. CIV, page 516; Vol. CVII, page 525; Vol. CXI, page 411; Vol. CXVII, page 290; Vol. CXXII, page 355; Vol. CXXXIV, page 407; Vol. CLVI, page 205; Vol. CLX, page 348; and Vol. CLXVIII, page 233, of this Series.

³ Vol. CXXXIX, page 301; Vol. CXLVII, page 361; Vol. CLII, page 344; Vol. CLVI, page 268; Vol. CLX, page 419; Vol. CLXIV, page 407; Vol. CLXVIII, page 234; and Vol. CLXXII, page 426, of this Series.

No. del Arancel de Aduanas de Nicaragua	Descripción de Artículos	Aforos Máximos del Arancel de Nicaragua. Aforos especificados en Moneda de Córdoba
Ex 904	Máquinas de escribir y sus partes <i>Ad valorem</i>	10%
956	Manteca de cerdo, y otras mantecas de origen animal, en cualquier empaque K. N.	.10
964	Harina de trigo 100 K. N.	2.10
987	Pasas, dátiles, higos, ciruelas y frutas secas similares, incluyendo manzanas, melocotones, duraznos y peras secas K. N.	.12
990	Frijoles, secos 100 K. N.	1.00
1042	Frutas conservadas en su propio jugo, en almibar o en agua, en cualquier envase K. N.	.08
Ex 1073	Leche y crema condensada K. N.	.07
Ex 1073	Leche y crema evaporada K. N.	.04
Ex 1073	Leche y crema entera seca K. N.	.10
Ex 1073	Leche y crema seca desnatada K. N.	.07
1078	Legumbres conservadas de toda clase (que no sean encurtidas), n. o. p., en cualquier envase K. N.	.10
1082 (a)	Llantas de hule, combinadas o no con otros materiales, neumáticos, para ruedas de toda clase de vehículos, excepto llantas sólidas para camiones K. N.	.30
Ex 1082 (j)	Tacones de hule K. N.	.15

NOTA 1. Se acuerda que para la importación, registro, permiso o venta de especialidades farmacéuticas y medicinas patentadas, el Gobierno de Nicaragua no exigirá ningún requisito de certificación u otra formalidad que sea imposible de cumplimentar en los Estados Unidos de América por falta de una Agencia Federal debidamente autorizada.

Esta cláusula no afecta las obligaciones asumidas por Nicaragua en Tratados multilaterales y especialmente aquellas que se refieren a la fabricación y comercio en drogas narcóticas, i. e. la Convención y Protocolos ¹ para la supresión del abuso del opio y otras drogas firmados en La Haya el 23 de enero de 1912; la Convención ² internacional de opio, firmada en Ginebra el 19 de febrero de 1925, y la Convención y Protocolo ³ para limitar la manufactura y regular la distribución de drogas narcóticas firmados en Ginebra el 13 de julio de 1931.

¹ Vol. VIII, pages 187, 236 et suivantes; vol. XI, page 414; vol. XV, page 310; vol. XIX, page 282; vol. XXIV, page 162; vol. XXXI, page 244; vol. XXXV, page 298; vol. XXXIX, page 167; vol. LIX, page 346; vol. CIV, page 495; vol. CVII, page 461; vol. CXVII, page 48; vol. CXXXVIII, page 416; et vol. CLXXII, page 390, de ce recueil.

² Vol. LXXXI, page 317; vol. LXXXVIII, page 390; vol. XCII, page 409; vol. XCVI, page 204; vol. C, page 249; vol. CIV, page 516; vol. CVII, page 525; vol. CXI, page 411; vol. CXVII, page 290; vol. CXXII, page 355; vol. CXXXIV, page 407; vol. CLVI, page 205; vol. CLX, page 348; et vol. CLXVIII, page 233, de ce recueil.

³ Vol. CXXXIX, page 301; vol. CXLVII, page 361; vol. CLII, page 344; vol. CLVI, page 268; vol. CLX, page 419; vol. CLXIV, page 407; vol. CLXVIII, page 234; et vol. CLXXII, page 426, de ce recueil.

SCHEDULE II.

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Description of Articles	Maximum Rates of Duty
10	Balsam, Peru, natural and uncompounded, and not containing alcohol.	5% <i>Ad valorem</i>
1602	Root of ipecac, crude, natural and uncompounded, not advanced in value or condition by shredding, grinding, chipping, crushing or any other process or treatment whatever beyond that essential to proper packing and the prevention of decay or deterioration pending manufacture, and not containing alcohol	Free
1618	Bananas, green or ripe	Free
1618	Plantains, green or ripe	Free
1653	Cocoa or cacao beans, and shells thereof	Free
1654	Coffee, except coffee imported into Puerto Rico and upon which a duty is imposed under the authority of Section 319	Free
1670	Dyeing or tanning materials: Fustic wood, logwood, and Brazil wood; all the foregoing whether crude or advanced in value or condition by shredding, grinding, chipping, crushing, or any similar process, and not containing alcohol	Free
1765	Deerskins, raw	Free
1765	Reptile skins, raw	Free
1790	Turtles	Free
1803	Cabinet woods, in the log	Free

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement, including two Schedules annexed thereto, in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

LISTA II.

Ley de Arancel de 1930 de los Estados Unidos de América. Párrafo.	Descripción de Artículos	Tarifa máxima de derechos.
10	Bálsamos, Perú, naturales y que no tienen mezcla y que no tienen alcohol	5% <i>Ad valorem</i>
1602	Raíz de ipecacuana, cruda, natural y no mezclada, no aumentada en valor o condición por picarla, molerla, astillarla o aplastarla o por cualquier otro tratamiento de preparación mayor que el necesario para su empaque adecuado y para prevenir su decadencia o deterioro antes de su manufactura, y que no tenga alcohol	
1618	Bananos, verdes o maduros	Libre
1618	Plátanos, verdes o maduros	Libre
1653	Cocoa o cacao en grano y las cáscaras de éstos	Libre
1654	Café, salvo café importado a Puerto Rico y sobre el cual está impuesto un derecho bajo la autoridad de Sección 319	Libre
1670	Sustancias para teñir o curtir: maderas de fustete, palo de campeche y maderas de brasil, ya sean crudas o aumentadas de valor o condición por picarlas, molerlas, astillarlas, o por cualquier otro tratamiento, siempre que no contengan alcohol	Libre
1765	Cueros de venado, crudos	Libre
1765	Cueros de reptil, crudos	Libre
1790	Tortugas	Libre
1803	Maderas de ebanistería, en trozas	Libre

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement, including two Schedules annexed thereto, in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,

Chief Clerk and Administrative Assistant.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4009. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA. SIGNÉ A MANAGUA, LE 11 MARS 1936.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA, désireux de renforcer les liens traditionnels d'amitié qui unissent les deux pays en maintenant le principe de l'égalité de traitement comme base des relations commerciales et en accordant des concessions et avantages mutuels et réciproques en vue de développer le commerce entre les deux pays, sont convenus, par l'intermédiaire de leurs plénipotentiaires respectifs, de l'accord ci-après :

Article premier.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique, qui sont énumérés et désignés dans la liste I annexée au présent accord et faisant partie intégrante de celui-ci, seront exemptés, à leur importation dans la République du Nicaragua, des droits de douane ordinaires dépassant ceux qui sont indiqués dans ladite liste. Ces articles seront également exemptés de tous autres droits, impôts, taxes, charges ou redevances frappant l'importation ou perçus à l'occasion de cette importation, pour autant qu'ils dépassent ceux qui sont imposés ou prévus par les lois de la République du Nicaragua en vigueur le jour de la signature du présent accord.

Article II.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés dans la République du Nicaragua, qui sont énumérés et désignés dans la liste II annexée au présent accord et faisant partie intégrante de celui-ci, seront exemptés, à leur importation aux Etats-Unis d'Amérique, des droits de douane ordinaires dépassant ceux qui sont indiqués dans ladite liste. Ces articles seront également exemptés de tous autres droits, impôts, taxes, charges ou redevances, frappant l'importation ou perçus à l'occasion de cette importation, pour autant qu'ils dépassent ceux qui sont imposés ou prévus par les lois des Etats-Unis d'Amérique en vigueur le jour de la signature du présent accord.

Tant que demeureront en vigueur les dispositions relatives aux contingentements de la loi « stipulant que la betterave sucrière et la canne à sucre sont comprises dans les produits agricoles de base aux termes de la loi dite « Agricultural Adjustment Act », et à d'autres fins », loi qui a été approuvée par le Président des Etats-Unis d'Amérique le 9 mai 1934, le sucre importé aux Etats-Unis d'Amérique en provenance de la République du Nicaragua et pour lequel il est accordé une ristourne de droits en vertu des dispositions de l'article 313 de la loi douanière de 1930, ne sera pas compris dans le contingentement établi par le secrétaire à l'Agriculture des Etats-Unis d'Amérique pour la République du Nicaragua.

Article III.

Les Etats-Unis d'Amérique et la République du Nicaragua conviennent que le présent article donne plein et entier effet aux notes qui figurent dans les listes I et II, comme faisant partie intégrante du présent accord.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article IV.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique ou dans la République du Nicaragua seront exempts, après leur importation dans l'autre pays, de tous droits, taxes, charges ou redevances intérieurs, autres ou plus élevés que ceux auxquels sont assujettis les articles similaires d'origine nationale ou originaires de tout autre pays étranger.

Article V.

En ce qui concerne les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique ou dans la République du Nicaragua, énumérés et désignés dans les listes I et II, respectivement, importés dans l'autre pays, qui sont ou pourront être soumis à des droits *ad valorem* ou à des droits établis ou déterminés, de quelque manière que ce soit, d'après la valeur desdits articles, il est entendu et convenu que les bases et les méthodes utilisées pour le calcul de la valeur imposable et pour la conversion des monnaies ne seront pas moins favorables aux importateurs que les bases et les méthodes prescrites par les lois et règlements actuellement en vigueur dans la République du Nicaragua et aux Etats-Unis d'Amérique respectivement.

Article VI.

1. Aucune prohibition, aucun contingent d'importation ou contingent douanier, aucune licence d'importation ni aucune autre forme de restriction quantitative, imposée ou non en liaison avec un système quelconque de contrôle centralisé, ne seront établis par la République du Nicaragua à l'égard de l'importation ou de la vente de tous articles, récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique, qui sont énumérés et désignés dans la liste I, ni par les Etats-Unis d'Amérique à l'égard de l'importation ou de la vente de tous articles, récoltés, produits ou manufacturés dans la République du Nicaragua, qui sont énumérés et désignés dans la liste II.

2. La disposition ci-dessus ne s'appliquera pas aux prohibitions et restrictions suivantes :

a) Prohibitions et restrictions : 1^o édictées pour des raisons de sécurité publique ; 2^o édictées pour des raisons de moralité ou d'humanité ; 3^o destinées à protéger la vie des hommes, des animaux ou des végétaux ; 4^o visant les articles fabriqués dans les prisons ; ou 5^o ayant trait à l'application de lois de police ou de lois fiscales ;

b) Restrictions quantitatives sous quelque forme que ce soit, édictées par les Etats-Unis d'Amérique ou par la République du Nicaragua à l'égard de l'importation ou de la vente d'un article quelconque, récolté, produit ou manufacturé dans l'autre pays, en liaison avec des mesures gouvernementales visant à réglementer ou à contrôler la production, la mise en vente ou les prix d'articles nationaux similaires ou tendant à accroître les frais de main-d'œuvre rentrant dans le coût de production dudit article. Avant d'établir ou de modifier une restriction autorisée par les dispositions du présent alinéa, le gouvernement du pays qui a cette intention en avisera par écrit l'autre gouvernement et donnera à celui-ci l'occasion de se consulter avec lui à ce sujet, dans un délai de trente jours à dater de la réception dudit avis. Si aucun accord n'est intervenu dans les trente jours suivant la réception de l'avis susmentionné, le gouvernement qui envisage de prendre les mesures en question aura la faculté de le faire, par la suite, à n'importe quel moment ; d'autre part, dans les quinze jours qui suivront l'établissement ou la modification de ladite restriction, il sera loisible à l'autre gouvernement de mettre fin, en totalité, au présent accord, moyennant un préavis de trente jours donné par écrit.

3. Il est entendu que les dispositions du présent article ne portent atteinte ni à l'application de mesures destinées à combattre les contrefaçons, les falsifications et autres pratiques frauduleuses visées par les lois des Etats-Unis d'Amérique relativement à la pureté des denrées alimentaires et des médicaments, ni à l'application de mesures tendant à réprimer les pratiques de concurrence déloyale dans le commerce d'importation, qui sont prévues notamment à l'article 337 de la loi douanière de 1930 des Etats-Unis.

Article VII.

1. Dans le cas où le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou celui de la République du Nicaragua établirait ou maintiendrait une forme quelconque de restriction quantitative ou de contrôle à l'égard de l'importation ou de la vente d'un article intéressant l'autre pays, ou dans le cas où l'un ou l'autre gouvernement assujettirait l'importation ou la vente d'une quantité déterminée d'un tel article à un droit d'importation ou à une taxe inférieurs au droit ou à la taxe qui frappent les importations excédant cette quantité, il est convenu que le gouvernement qui prendra cette mesure :

a) Portera à la connaissance du public la quantité totale (ainsi que toute modification éventuelle de ladite quantité) de cet article dont l'importation ou la vente est autorisée, ou dont l'importation ou la vente est autorisée moyennant ce droit ou cette taxe réduits, pendant une période déterminée ;

b) Accordera à l'autre pays, durant ladite période, sauf convention contraire, une fraction du contingent d'importation initial ou du contingent d'importation modifié ultérieurement d'une manière quelconque, qui sera proportionnelle à la fraction des importations totales dudit article que l'autre pays aura fournie pendant une période caractéristique antérieure ;

c) Portera à la connaissance du public les contingents accordés aux divers pays exportateurs et informera en tout temps, sur sa demande, le gouvernement de l'autre pays de la quantité de tout article de ce genre, récolté, produit ou manufacturé dans chacun des pays exportateurs, qui aura été importée ou vendue ou pour laquelle des licences ou des permis d'importation ou de vente auront été accordés.

2. Ni les Etats-Unis d'Amérique ni la République du Nicaragua ne réglementeront par des licences ou des permis d'importation délivrés à des particuliers ou à des organisations la quantité totale des importations dans leur territoire, ou des ventes sur celui-ci, de tout article intéressant l'autre pays, à moins que la quantité totale des importations ou des ventes autorisées dudit article, pendant une période de contingentement qui ne sera pas inférieure à trois mois, n'ait été préalablement établie et que les règlements concernant la délivrance de ces licences ou permis n'aient été rendus publics avant leur entrée en vigueur.

Article VIII.

Dans le cas où le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou le Gouvernement de la République du Nicaragua établirait ou maintiendrait un monopole pour l'importation, la production ou la vente d'une marchandise déterminée, ou accorderait à un ou plusieurs organismes des privilèges exclusifs, en droit ou en fait, pour l'importation, la production ou la vente d'une marchandise déterminée, il est convenu que le gouvernement du pays qui établira ou maintiendra un tel monopole ou qui accordera de tels privilèges, assurera au commerce de l'autre pays un traitement juste et équitable en ce qui concerne les achats effectués à l'étranger par un tel monopole ou organisme. A cet effet, il est convenu que, dans les achats de marchandises qu'il effectuera à l'étranger, ce monopole ou cet organisme se laissera guider uniquement par les considérations de prix, de qualité, de facilités d'écoulement et de conditions de vente, que ferait normalement entrer en compte une entreprise commerciale privée, animée du seul souci d'acheter les marchandises en question aux conditions les plus favorables.

Article IX.

Les Etats-Unis d'Amérique et la République du Nicaragua s'accordent réciproquement les avantages douaniers et autres prévus par le présent accord, à la condition que, dans le cas où l'un ou l'autre gouvernement établirait ou maintiendrait, directement ou indirectement, un système de contrôle des changes, le gouvernement qui prendra une telle mesure pratique ce contrôle de manière à assurer aux ressortissants et au commerce de l'autre pays une part juste et équitable dans la répartition des devises.

En ce qui concerne les devises mises à la disposition du commerce pour ses opérations, il est convenu que le gouvernement de chaque pays s'inspirera, dans l'application de tout système de contrôle des changes, du principe suivant : dans toute la mesure possible, la fraction du montant total de devises attribuée à l'autre pays ne devra pas être inférieure à celle qui aura été utilisée, durant une période caractéristique antérieure à l'établissement du système de contrôle des changes, pour le règlement des dettes commerciales envers les ressortissants de cet autre pays.

Le gouvernement de chacun des deux pays examinera avec sympathie toutes représentations que l'autre gouvernement pourra formuler relativement à l'application des dispositions du présent article ; si, dans un délai de trente jours à dater de la réception de ces représentations, un arrangement satisfaisant n'est pas intervenu ou si un accord n'a pas été conclu au sujet de ces représentations, le gouvernement qui les aura formulées pourra, dans les quinze jours qui suivront l'expiration du délai susmentionné, dénoncer le présent article ou la totalité du présent accord, moyennant un préavis de trente jours, donné par écrit.

Article X.

En ce qui concerne les droits de douane et les redevances de toute espèce frappant l'importation ou l'exportation ou perçus à l'occasion de l'importation ou de l'exportation, le mode de perception de ces droits ou redevances, les règlements et formalités applicables à l'importation ou à l'exportation ainsi que les lois ou règlements concernant la vente ou l'emploi, à l'intérieur du pays, de marchandises importées, tous avantages, faveurs, privilèges ou immunités qui auront été ou pourront être accordés à l'avenir, par les Etats-Unis d'Amérique ou par la République du Nicaragua, à un produit originaire d'un tiers pays ou destiné au territoire d'un tiers pays, seront accordés immédiatement et sans condition au produit similaire, originaire de la République du Nicaragua ou des Etats-Unis d'Amérique ou destiné à l'un ou l'autre de ces deux pays respectivement.

Article XI.

Les lois, les règlements d'autorités administratives et les décisions d'autorités administratives et judiciaires des Etats-Unis d'Amérique ou de la République du Nicaragua, respectivement, concernant la classification d'articles pour les besoins des douanes ou les taux des droits, seront publiés avec toute la célérité nécessaire pour que les commerçants puissent en avoir connaissance. Ces lois, règlements et décisions seront appliqués uniformément dans tous les ports de chacun des deux pays, sauf dans les cas expressément déterminés par les lois des Etats-Unis d'Amérique concernant les articles importés à Porto-Rico, et à l'exception de toutes dispositions expressément adoptées par le Gouvernement du Nicaragua en ce qui concerne les ports du littoral de l'Atlantique.

Aucun règlement administratif des Etats-Unis d'Amérique ou de la République du Nicaragua majorant les taux des droits ou les redevances applicables, d'après une pratique consacrée et uniforme, aux importations originaires du territoire de l'autre pays, ou instituant des exigences nouvelles relativement à ces importations, n'aura d'effet rétroactif ou ne s'appliquera aux articles déclarés en douane ou retirés de la douane en vue de la consommation, avant l'expiration d'un délai de trente jours à partir de la date de la publication officielle normale de l'avis relatif à ce règlement. Les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas aux arrêtés administratifs établissant des droits « anti-dumping » ou se rapportant à des règlements concernant la protection de la vie des hommes, des animaux et des végétaux, ou concernant des mesures de sécurité publique, ni à ceux qui donnent effet à des décisions judiciaires.

Article XII.

Dans le cas où le taux du change entre les devises nationales respectives des Etats-Unis d'Amérique et de la République du Nicaragua accuserait une fluctuation importante, si le gouvernement de l'un ou de l'autre pays estime que cette fluctuation est assez sensible pour porter

préjudice aux industries ou au commerce du pays, il lui sera loisible de proposer d'ouvrir des négociations en vue de modifier le présent accord ou de mettre fin à ce dernier en totalité, moyennant un préavis de trente jours, donné par écrit.

Article XIII.

Il ne sera infligé, aux Etats-Unis d'Amérique ou dans la République du Nicaragua, que des pénalités nominales en matière d'importation d'articles récoltés, produits ou manufacturés dans l'autre pays, lorsque l'infraction en question sera attribuable à des erreurs dans les documents qui constituent manifestement des erreurs d'écritures ou lorsque la bonne foi du contrevenant pourra être établie.

Le gouvernement de chacun des deux pays examinera avec sympathie, et, sur la demande de l'autre gouvernement, fournira à celui-ci une occasion convenable de procéder avec lui à un échange de vues à cet égard, les représentations que l'autre gouvernement pourra formuler au sujet de l'application des règlements douaniers, des restrictions quantitatives ou de la mise à effet de celles-ci, de l'observation des formalités douanières ou de l'application des lois et règlements sanitaires concernant la protection de la vie des hommes, des animaux et des végétaux.

Article XIV.

Sauf dispositions contraires du deuxième alinéa du présent article, les stipulations du présent accord concernant le traitement qui doit être accordé par les Etats-Unis d'Amérique et par la République du Nicaragua, respectivement, au commerce de l'autre pays, ne s'appliquent pas aux îles Philippines, aux îles Vierges, au Samoa américain, à l'île de Guam ni à la zone du Canal de Panama.

Sous réserve des dispositions des troisième et quatrième alinéas du présent article, les stipulations de l'article X s'appliqueront aux articles récoltés, produits ou manufacturés dans tout territoire relevant de la souveraineté ou de l'autorité des Etats-Unis d'Amérique ou de la République du Nicaragua et importés en provenance ou exportés à destination de tout territoire relevant de la souveraineté ou de l'autorité de l'autre pays. Il est entendu, toutefois, que les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas à la zone du Canal de Panama.

Les avantages qui ont été ou qui pourront être accordés par les Etats-Unis d'Amérique ou par la République du Nicaragua à des pays limitrophes en vue de faciliter le trafic de frontière, ainsi que les avantages résultant d'une union douanière à laquelle les Etats-Unis d'Amérique ou la République du Nicaragua pourront devenir partie, seront exclus de l'application du présent accord.

Les avantages que les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions ou la zone du Canal de Panama se sont accordés ou pourront s'accorder réciproquement, ou ont accordé ou pourront accorder à la République de Cuba, seront exclus de l'application du présent accord. Les dispositions du présent alinéa continueront de s'appliquer à tout avantage qui a été ou qui pourra être accordé aux îles Philippines par les Etats-Unis d'Amérique, par leurs territoires ou possessions, ou par la zone du Canal de Panama, indépendamment de toute modification éventuelle du statut politique des îles Philippines.

Les avantages qui ont été ou qui pourront être accordés par la République du Nicaragua au commerce de Costa-Rica, du Salvador, du Guatemala, du Honduras ou de Panama, tant que le traitement spécial consenti par la République du Nicaragua au commerce de ces pays ou de l'un d'entre eux ne sera accordé à aucun autre pays, seront exclus de l'application du présent accord.

Sauf dispositions expressément contraires du présent accord, les stipulations de ce dernier ne s'appliqueront ni aux règlements de police ni aux règlements sanitaires. Aucune disposition du présent accord n'empêchera l'adoption de mesures tendant à prohiber ou à restreindre l'exportation de l'or ou de l'argent, ni l'adoption de toutes mesures que l'un ou l'autre gouvernement pourra respectivement juger opportunes pour assurer le contrôle des exportations, ou de la vente, aux fins d'exportation, des armes, munitions ou matériel de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de toutes autres fournitures de guerre.

Article XV.

Dans le cas où le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou le Gouvernement du Nicaragua adopterait une mesure qui, alors même qu'elle ne serait pas incompatible avec les dispositions du présent accord, serait jugée par l'autre gouvernement comme diamétralement opposée ou préjudiciable à l'une quelconque des fins visées par le présent accord, le gouvernement qui aura adopté une telle mesure examinera les représentations et propositions que le gouvernement de l'autre pays pourra formuler en vue de régler la question à la satisfaction réciproque des parties.

Article XVI.

Le présent accord, à compter de la date de sa mise en vigueur, se substitue à l'Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et la République du Nicaragua intervenu par échange de notes signées le 11 juin 1924 et le 11 juillet 1924 respectivement.

Article XVII.

Le présent accord entrera en vigueur le trentième jour après sa promulgation par voie de proclamation par le président des Etats-Unis d'Amérique et par le président de la République du Nicaragua, ou, si les proclamations ne sont pas effectuées le même jour, le trentième jour après la date de la proclamation la plus tardive, et il demeurera en vigueur pendant trois ans, à moins qu'il ne soit dénoncé conformément aux dispositions des articles VI, IX ou XII. Le gouvernement de chacun des deux pays avisera le gouvernement de l'autre pays de la date à laquelle il aura promulgué le présent accord.

Si le gouvernement de l'un des deux pays n'a pas fait connaître à l'autre gouvernement, six mois au moins avant l'expiration du délai précité de trois ans, son intention de mettre fin au présent accord à l'expiration du délai susdit, l'accord demeurera en vigueur, à moins qu'il n'y soit mis fin en vertu des dispositions des articles VI, IX ou XII, jusqu'à ce que le gouvernement de l'un ou l'autre pays l'ait dénoncé moyennant un préavis de six mois donné à l'autre gouvernement.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, en langue anglaise et en langue espagnole, les deux textes faisant également foi, à Managua, le onze mars mil neuf cent trente-six.

Pour le Président des Etats-Unis d'Amérique :

(Sceau) Arthur BLISS LANE.

Pour le Président de la République du Nicaragua :

(Sceau) Leonardo ARGÜELLO.

LISTE I

N° du tarif du Nicaragua	Désignation des articles	Taux maximum des droits. Droits spécifiques en córdobas du Nicaragua
	Les dispositions de la présente liste sont considérées comme ayant été insérées dans la loi douanière du Nicaragua par voie d'amendement à ladite loi.	
	Abréviations :	
	K. B. : Kilo brut.	
	K. N. : Kilo net.	
	n. d. a. : Non désigné ailleurs.	
367	Spécialités médicinales et médicaments à marque déposée, en mixture ou en préparation :	
	a) Sans alcool ou d'une teneur en alcool ne dépassant pas 14%	
	<i>Ad valorem</i>	40%
	b) D'une teneur en alcool supérieure à 14% ; essences de liqueurs	
	<i>Ad valorem</i>	60%
368	Produits pharmaceutiques, préparations médicinales, emplâtres et cataplasmes, capsules vides, n. d. a.	<i>Ad valorem</i>
387	Vernis, siccatifs et gommés-laques, préparés, de toutes sortes, y compris les teintures pour bois et à d'autres usages ; couleurs à l'émail	K. B. 0,08
392 d)	Toutes couleurs mélangées, prêtes à l'usage, pures ou non, quelle qu'en soit la base, n. d. a.	K. B. 0,03
503	Bas et chaussettes de coton	K. N. 1,10
799	Cuirs et peaux, tannés et corroyés, teints ou préparés d'une autre manière :	
	b) Peaux de chèvres et de chevreaux, y compris le chevreau glacé	K. N. 0,196
	e) Cuirs de vache, de cheval et autres grands cuirs refendus, y compris les peaux de poulains	K. N. 0,07
800	f) Peaux de veaux	K. N. 0,14
890	Cuirs et peaux de toutes sortes, fortement vernis, laqués ou émaillés, gravés, repoussés ou pyrogravés	K. N. 0,28
890	Chaudières et machines à vapeur de toutes sortes, y compris les locomotives et tenders ; moteurs de traction et moteurs portatifs, moteurs à traction animale, matériel de construction de routes, moteurs hydrauliques, à pétrole, à essence ou à huile minérale, à air chaud ou à air comprimé, ainsi que tous les autres articles figurant à présent sous cette position.	Exempts
891	Machines pour l'extraction du pétrole, machines pour la fabrication de la glace et la production du froid, machines pour les scieries et pour le travail du bois	Exempts
892	Machines pour la fabrication des cigarettes, du chocolat, des chapeaux, des souliers, et machines pour le travail des métaux, n. d. a.	Exempts
893	Machines et appareils pour la fabrication du sucre, n. d. a.	Exempts
896	Machines, appareils et outillage électriques et électro-techniques :	
	a) Dynamos, générateurs, groupes générateurs, alternateurs, moteurs et machines analogues, n. d. a.	Exempts

N° du tarif du Nicaragua	Désignation des articles	Taux maximum des droits. Droits spécifiques en córdobas du Nicaragua
Ex 896 a) bis	Batteries humides et sèches, y compris les accumulateurs, les piles humides, sèches, les batteries pour appareils de radiophonie et pour torches portatives, ainsi que toutes les autres batteries et leurs pièces détachées <i>Ad valorem</i>	10%
Ex 896 b)	Appareils de transmission et de réception radiophonique, ainsi que leurs pièces détachées, y compris les appareils de téléphonie et de télégraphie sans fil et de télévision <i>Ad valorem</i>	15%
Ex 904	Machines à écrire et leurs pièces détachées <i>Ad valorem</i>	10%
956	Saindoux de porc et autres saindoux d'origine animale, dans n'importe quel emballage K. N.	0,10
964	Farine de froment 100 K. N.	2,10
987	Raisins secs, dattes, figues, pruneaux et autres fruits secs, y compris les pommes, les pêches, les abricots et les poires séchés K. N.	0,12
990	Haricots secs 100 K. N.	1,00
1042	Fruits conservés dans leur propre jus, en sirop ou dans l'eau, dans n'importe quel contenant K. N.	0,08
Ex 1073	Lait ou crème, condensés K. N.	0,07
Ex 1073	Lait ou crème, évaporés K. N.	0,04
Ex 1073	Lait ou crème, non écrémés, en poudre K. N.	0,10
Ex 1073	Lait ou crème, écrémés, en poudre K. N.	0,07
1078	Conserves de légumes, de toutes sortes (autres que les légumes en saumure), n. d. a., en contenants de toutes sortes . . . K. N.	0,10
1082 a)	Pneus de caoutchouc, combinés ou non avec d'autres matières, et chambres à air pour les roues de toutes sortes de véhicules, à l'exception des pneus pleins pour camions K. N.	0,30
Ex 1082 j)	Talons de caoutchouc K. N.	0,15

NOTE I. Il est convenu que le Gouvernement du Nicaragua n'exigera pour l'importation, l'inscription au registre du commerce, la cession de licences ou la vente, dans le cas de spécialités pharmaceutiques et de médicaments à marque déposée, ni attestation ni autres formalités dont l'exécution est impossible aux Etats-Unis, par suite de l'absence d'un organe fédéral dûment habilité à cet effet.

La présente clause laisse entières les obligations assumées par le Nicaragua dans les traités multilatéraux et, en particulier, celles qui ont trait à la fabrication et au trafic des stupéfiants, c'est-à-dire la Convention internationale de l'opium et autres drogues, et les protocoles y afférents, signés à la Haye le 23 janvier 1912, la Convention internationale de l'opium, signée à Genève le 19 février 1925, et la Convention pour limiter la fabrication et régler la distribution des stupéfiants, ainsi que le protocole y afférent, signés à Genève le 13 juillet 1931.

LISTE II

Paragraphe de la loi douanière des États-Unis de 1930	Désignation des articles	Taux maximum des droits
10	Baume du Pérou, naturel et non préparé et ne contenant pas d'alcool	5% <i>ad valorem</i>
1602	Racines d'ipéca, brutes, naturelles et non préparées, dont la valeur n'a pas été accrue ou l'état amélioré par découpage, mouture, concassage et broyage ou par tous autres procédés préalables autres que ceux qui sont nécessaires pour permettre d'emballer convenablement la marchandise et empêcher qu'elle ne se détériore ou ne s'abîme en attendant la fabrication, et ne contenant pas d'alcool.	Exemptes
1618	Bananes, vertes ou mûres	Exemptes
1618	Bananes (variété plantanier), vertes ou mûres	Exemptes
1653	Cacao, fèves et coques de cacao	Exempts
1654	Café, à l'exception du café importé à Porto-Rico et sur lequel un droit est perçu en vertu de l'article 319	Exempt
1670	Matières tinctoriales ou tannantes ; bois de fustet, bois de Campêche, bois du Brésil ; à l'état brut ou ayant leur valeur accrue ou leur état amélioré par découpage, mouture, concassage et broyage ou par tout autre procédé analogue, et ne contenant pas d'alcool	Exempts
1765	Peaux de daims, brutes	Exemptes
1765	Peaux de reptiles, brutes	Exemptes
1790	Tortues	Exemptes
1803	Bois d'ébénisterie, en billes	Exempts

N° 4010.

**UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

Convention commerciale provisoire.
Signée à Paris, le 5 septembre
1935.

**ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Provisional Commercial Convention.
Signed at Paris, September 5th,
1935.

N^o 4010. — CONVENTION ¹ COMMERCIALE PROVISOIRE ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES. SIGNÉE A PARIS, LE 5 SEPTEMBRE 1935.

*Textes officiels français et russe communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 25 novembre 1936.*

LE GOUVERNEMENT BELGE, agissant au nom de L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE en vertu d'accords existants, et LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES, animés du vif désir de développer les échanges et d'intensifier les relations commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Union des Républiques soviétiques socialistes, ont résolu de conclure une convention commerciale provisoire.

Ils ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT BELGE :

M. Emile CASTEUR, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, directeur général du Commerce extérieur ;

LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

M. Cholom DVO LAITSKI, représentant commercial de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en France ;

Qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, les conditions de paiement des droits et taxes, tant à l'importation qu'à l'exportation, la mise des marchandises dans les entrepôts, les modes de vérification et d'analyse et le classement douanier des marchandises, l'interprétation des tarifs, ainsi que pour les règles, formalités et charges ou redevances auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 21 août 1936.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 4010. — ВРЕМЕННАЯ ¹ ТОРГОВАЯ КОНВЕНЦИЯ МЕЖДУ БЕЛЬГИЙСКО-ЛЮКСЕМБУРГСКИМ ЭКОНОМИЧЕСКИМ СОЮЗОМ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК, ПОДПИСАННАЯ В ГОРОДЕ ПАРИЖЕ, 5-го СЕНТЯБРЯ 1935 ГОДА.

French and Russian official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place November 25th, 1936.

Правительство Союза Советских Социалистических Республик и Бельгийское Правительство, действующее на основании существующих соглашений от имени Бельгийско-Люксембургского Экономического Союза, воодушевленные желанием развивать товарооборот и усилить торговые отношения между Союзом Советских Социалистических Республик и Бельгийско-Люксембургским Экономическим Союзом, решили заключить временную торговую конвенцию. Для этой цели они назначили своими уполномоченными :

Правительство Союза Советских Социалистических Республик :

г. Шолома Дволайцкого, Торгового Представителя Союза Советских Социалистических Республик во Франции; и

Бельгийское Правительство:

г. Эмиля Кастера, Чрезвычайного Посланника и Полномочного Министра, Генерального Директора Внешней Торговли,

каковые обменявшись своими полномочиями и найдя их в должной форме и надлежащем порядке, условились о следующих постановлениях.

Статья первая.

Высокие Договаривающиеся Стороны соглашаются взаимно предоставить друг другу безусловный и неограниченный режим наиболее благоприятствуемой нации во всем, что касается таможенных пошлин и всяких дополнительных сборов, условия платежа пошлин и сборов как по импорту, так и по экспорту, помещения товаров в таможенные склады, способов проверки и анализа и таможенной классификации товаров, толкования тарифов, точно также в том, что касается правил, формальностей, обложений или платежей, которым могут быть подвергнуты операции по очистке от пошлин.

¹ The exchange of ratifications took place at Moscow, August 21st, 1936.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance du territoire de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront, en aucun cas, assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires et en provenance d'un pays tiers quelconque.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Hautes Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront, en aucun cas, assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature destinés au territoire d'un pays tiers quelconque.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des Hautes Parties contractantes dans la matière susdite aux produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance d'un pays tiers quelconque ou destinés au territoire d'un pays quelconque seront immédiatement et sans compensation appliqués aux produits de même nature originaires et en provenance du territoire de l'autre Partie ou destinés au territoire de cette Partie.

Article 2.

Le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes s'engage à importer, pendant l'année prenant cours à la date du premier octobre 1935, des marchandises belgo-luxembourgeoises pour une somme totale de cent quatre-vingt-dix millions de francs belges et, pendant l'année suivante, pour une somme totale de deux cents millions de francs belges.

Il est entendu que ces importations ne pourront être effectuées que pour autant que les prix correspondent aux prix normaux du marché international et que les conditions techniques et de livraison soient acceptables.

La valeur totale des importations susvisées sera établie d'après les prix FOB ou les prix franco-frontière de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Seront comprises dans les sommes fixées au premier alinéa du présent article, les marchandises originaires du Congo belge ou des territoires du Ruanda-Urundi sous mandat belge, expédiées soit directement de ces territoires, soit du territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

En cas d'évaluation différente par les Hautes Parties contractantes du montant des importations effectuées par l'Union des Républiques soviétiques socialistes à la fin de chaque période annuelle, chacune d'elles désignera un délégué. Ces deux délégués auront pour mission d'examiner contradictoirement toute la documentation qui sera fournie par chacune des Hautes Parties contractantes et d'arrêter d'un commun accord le chiffre définitif.

Article 3.

Pour les marchandises dont l'importation dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise est soumise à une réglementation spéciale, l'Union des Républiques soviétiques socialistes bénéficiera des conditions généralement appliquées aux autres pays jouissant de la clause de la nation la plus favorisée. Toutefois, ces conditions ne devront pas être moins favorables que celles dont les marchandises soviétiques ont bénéficié jusqu'à présent.

Вследствие этого продукты почвы и промышленности, происходящие или привозимые с территории каждой из Высоких Договаривающихся Сторон, ни в коем случае не будут подвергнуты в вышеуказанных отношениях пошлинам, сборам и обложениям, иным или более высоким, а также правилам и формальностям иным или более обременительным, чем те, которым подвергнуты или будут подвергнуты продукты того же рода, происходящие или привозимые из какой-либо третьей страны.

Точно также продукты почвы и промышленности, экспортированные из территории каждой из Высоких Договаривающихся Сторон на территорию другой Стороны, ни в коем случае не будут подвергнуты в этих же отношениях пошлинам, сборам и обложениям иным или более высоким, а также правилам или формальностям иным или более обременительным, чем те, которым подвергнуты или будут подвергнуты продукты того же рода, предназначенные для территории какой-либо третьей страны. Все преимущества, облегчения, привилегии, иммунитеты, которые предоставлены или будут предоставлены в будущем одной из Высоких Договаривающихся Сторон в указанной выше области продуктам почвы и промышленности, происходящим или привозимым из какой-либо третьей страны, или направляемым на территорию какой-либо страны, будут немедленно и без компенсации применены к продуктам того же рода, происходящим или привозимым с территории другой Стороны или предназначенным для территории этой Стороны.

Статья вторая.

Правительство Союза Советских Социалистических Республик обязуется ввезти в течение года, считая с первого октября 1935 года, бельгийско-люксембургских товаров на общую сумму сто девяносто миллионов бельгийских франков и в течение следующего года на общую сумму двести миллионов бельгийских франков.

Условлено, что этот импорт может быть осуществлен лишь посколькy цены будут соответствовать нормальным ценам международного рынка и что технические условия и условия поставки будут приемлемы.

Общая стоимость вышеуказанного импорта будет установлена на основании цен фоб или цен франко-граница Бельгийско-Люксембургского Экономического Союза.

В установленные в первом абзаце настоящей статьи суммы будут включены товары, происходящие из Бельгийского Конго и с территорий Руанда Урунди, находящихся под бельгийским мандатом, отправленные как непосредственно с этих территорий, так и с территории Бельгийско-Люксембургского Экономического Союза.

В случае расхождений в исчислении Высокими Договаривающимися Сторонами суммы произведенного Союзом Советских Социалистических Республик импорта к концу каждого годового периода, каждая из них назначит своего уполномоченного. Эти два уполномоченные будут иметь своей задачей рассмотреть совместно всю документацию, которая будет представлена каждой из Высоких Договаривающихся Сторон, и установить по взаимному согласию окончательную цифру.

Статья третья.

По товарам, импорт которых в Бельгийско-Люксембургский Союз подвергнут специальному регламенту, Союз Советских Социалистических Республик будет пользоваться условиями, вообще применяемыми к другим странам, пользующимся режимом наиболее благоприятствуемой нации. Однако, эти условия не должны быть менее благоприятными по сравнению с теми, которыми советские товары пользовались до сих пор.

Dans le cas où des mesures prises par le Gouvernement belge aggraveraient sensiblement le régime d'importation sur le territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise pour des marchandises dans l'importation desquelles l'Union des Républiques soviétiques socialistes a un intérêt évident, les Hautes Parties contractantes entameraient immédiatement des pourparlers afin de trouver une solution satisfaisante pour les Hautes Parties contractantes ou afin de réviser la présente convention.

Article 4.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à appliquer, sous tous les rapports, aux produits originaires et en provenance de l'autre Partie, transitant par son territoire, le régime de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Les navires marchands belges et soviétiques, leurs équipages, leurs passagers et leurs cargaisons bénéficieront respectivement dans les ports et dans les eaux côtières de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et dans les ports et dans les eaux territoriales de la Belgique d'un traitement qui ne sera pas moins favorable, à tous égards, que celui accordé aux navires battant pavillon de n'importe quel autre Etat, à leurs équipages, à leurs passagers et à leurs cargaisons.

Article 6.

Sont exceptés de la clause de la nation la plus favorisée les faveurs, les avantages et les privilèges actuellement accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par l'Union des Républiques soviétiques socialistes aux pays voisins de l'Asie continentale, ainsi qu'à l'Estonie, la Lettonie et la Lithuanie.

Article 7.

Le commerce extérieur constituant, d'après les lois de l'Union des Républiques soviétiques socialistes un monopole d'Etat, le Gouvernement belge reconnaît au Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes le droit d'avoir en Belgique une représentation commerciale destinée à assurer l'exercice de ce monopole.

Cette représentation commerciale aura pour attributions :

- a)* De contribuer au développement des relations économiques et commerciales entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et l'Union économique belgo-luxembourgeoise ;
- b)* De représenter les intérêts de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans le domaine du commerce extérieur ;
- c)* De régler au nom de l'Union des Républiques soviétiques socialistes le commerce entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et l'Union économique belgo-luxembourgeoise ;
- d)* D'exercer le commerce entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Article 8.

La Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Belgique fait, en sa qualité d'organe exerçant le monopole du commerce extérieur de l'Union des Républiques

В случае, если меры, принятые Бельгийским Правительством, существенно ухудшили бы условия импорта на территорию Бельгийско-Люксембургского Экономического Союза для товаров, в импорте которых Союз Советских Социалистических Республик явно заинтересован, — Высокие Договаривающиеся Стороны немедленно вступят в переговоры для того, чтобы найти решение, удовлетворяющее обе Высокие Договаривающиеся Стороны, или же для того, чтобы пересмотреть настоящую Конвенцию.

Статья четвертая.

Каждая из Высоких Договаривающихся Сторон обязуется применять во всех отношениях к продуктам, проеходящим или привозимым из другой Стороны и проходящим транзитом через ее территорию, режим наиболее благоприятствуемой нации.

Статья пятая.

Бельгийские и советские торговые суда, их экипажи, пассажиры и грузы будут пользоваться соответственно в портах и береговых водах Союза Советских Социалистических Республик и в портах и территориальных водах Бельгии режимом, который во всех отношениях не будет менее благоприятным, чем режим, предоставленный судам под флагом любого другого государства, их экипажам, пассажирам и грузам.

Статья шестая.

Из принципа наибольшего благоприятствования изымаются льготы, преимущества и привилегии, ныне предоставленные или которые могут быть в будущем предоставлены Союзом Советских Социалистических Республик соседним странам континентальной Азии, а равно как Эстонии, Латвии и Литве.

Статья седьмая.

Так как внешняя торговля, на основании законов Союза Советских Социалистических Республик, является монополией государства, — Бельгийское Правительство признает за Правительством Союза Советских Социалистических Республик право иметь в Бельгии Торговое Представительство, имеющее целью обеспечить осуществление этой монополии. Это Торговое Представительство будет иметь своей задачей:

- а) способствовать развитию экономических и торговых отношений между Союзом Советских Социалистических Республик и Бельгийско-Люксембургским Экономическим Союзом;
- б) представлять интересы Союза Советских Социалистических Республик в области внешней торговли ;
 - а) регулировать от имени Союза Советских Социалистических Республик торговлю между Союзом Советских Социалистических Республик и Бельгийско-Люксембургским Экономическим Союзом;
 - б) осуществлять торговлю между Союзом Советских Социалистических Республик и Бельгийско-Люксембургским Экономическим Союзом.

Статья восьмая.

Торговое Представительство Союза Советских Социалистических Республик в Бельгии, в качестве органа, осуществляющего монополию внешней торговли Союза

soviétiques socialistes, partie intégrante de la Légation (Représentation plénipotentiaire) de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Belgique.

Le chef de la Représentation commerciale et son adjoint font partie du personnel officiel de la Légation (Représentation plénipotentiaire) de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et bénéficient, à ce titre, des privilèges et immunités accordés au personnel officiel des missions diplomatiques. Ils auront le droit de se servir de codes chiffrés. La Représentation commerciale bénéficiera, pour les bureaux occupés par ses services, de toutes les immunités reconnues en ce qui concerne les immeubles des légations; l'étendue de ces bureaux sera délimitée de commun accord.

Les privilèges et immunités diplomatiques, accordés au chef de la Représentation commerciale en Belgique et à son adjoint ne pourront en aucun cas être invoqués par eux pour soustraire la Représentation commerciale à la compétence des tribunaux belges, telle qu'elle est prévue ci-après en ce qui concerne les transactions commerciales auxquelles cette Représentation commerciale aura été partie ou auxquelles elle aura donné sa garantie.

Article 9.

Les membres du personnel de la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Belgique, chargés de la représentation des intérêts de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans le domaine du commerce extérieur, bénéficieront, s'ils sont citoyens de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, nommés et envoyés en Belgique par le Commissariat du Peuple pour le commerce extérieur de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, des immunités fiscales accordées en Belgique aux agents consulaires de nationalité étrangère. Cette faveur ne sera toutefois, pas concédée à plus de huit personnes.

Article 10.

La Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes pourra, à la suite d'un accord préalable avec le Gouvernement belge, établir des agences en Belgique.

Article 11.

La Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Belgique agit au nom du Gouvernement des Républiques soviétiques socialistes, qui assume la responsabilité de toutes les transactions commerciales conclues ou garanties dans le territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, au nom de la Représentation commerciale et signées par les personnes autorisées à cet effet.

Les transactions commerciales conclues sans la garantie de la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Belgique par tout organe économique d'Etat de l'Union des Républiques soviétiques socialistes autre que cette Représentation commerciale et jouissant, selon la législation de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, d'une personnalité morale distincte, n'engagent que ledit organe et l'exécution n'en pourra être poursuivie que sur ses biens. La responsabilité desdites transactions n'incombe ni au Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, ni à sa Représentation commerciale en Belgique, ni à tout autre organe économique de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Советских Социалистических Республик, составляет нераздельную часть миссии (Полномочного Представительства) Союза Советских Социалистических Республик в Бельгии.

Глава Торгового Представительства и его заместитель входят в состав официального персонала миссии (Полномочного Представительства) Союза Советских Социалистических Республик и пользуются на этом основании привилегиями и иммунитетами, предоставляемыми официальному персоналу дипломатических миссий. Они будут иметь право пользоваться шифром. Торговое Представительство будет пользоваться в отношении занимаемых им бюро (служебных помещений) всеми иммунитетами, признаваемыми за недвижимостями дипломатических миссий. Размер этих бюро (служебных помещений) будет определен с общего согласия.

Глава Торгового Представительства в Бельгии и его заместитель ни в коем случае не смогут ссылаться на предоставленные им дипломатические привилегии и иммунитеты с целью на'ять Торговое Представительство из компетенции бельгийских судов, так как она предусмотрена ниже в том, что касается торговых сделок, в которых Торговое Представительство будет стороной или по которым оно предоставит свою гарантию.

Статья девятая.

Сотрудники Торгового Представительства Союза Советских Социалистических Республик в Бельгии, которым поручено представлять интересы Союза Советских Социалистических Республик в области внешней торговли, будут пользоваться, если они являются гражданами Союза Советских Социалистических Республик, назначенными и командированными в Бельгию Народным Коммиссариатом Внешней Торговли Союза Советских Социалистических Республик, фискальными иммунитетами, предоставленными в Бельгии консульским агентам иностранной национальности. Эта льгота не будет, однако, предоставлена более чем восьми лицам.

Статья десятая.

Торговое Представительство Союза Советских Социалистических Республик может на основании предварительного соглашения с Бельгийским Правительством учредить агентства в Бельгии.

Статья одиннадцатая.

Торговое Представительство Союза Советских Социалистических Республик в Бельгии действует от имени Правительства Союза Советских Социалистических Республик, которое принимает на себя ответственность по всем торговым сделкам, заключенным или гарантированным на территории Бельгийско-Люксембургского Экономического Союза от имени Торгового Представительства и подписанным уполномоченными для этой цели лицами.

Торговые сделки, заключенные без гарантии Торгового Представительства Союза Советских Социалистических Республик в Бельгии, любым государственным хозяйственным органом Союза Советских Социалистических Республик иным, чем это Торговое Представительство, и пользующимся, согласно законодательства Союза Советских Социалистических Республик, правами самостоятельного юридического лица, обязывают только упомянутый орган и исполнение по ним может быть обращено лишь на его имущество. Ответственность по этим сделкам не падает ни на Правительство Союза Советских Социалистических Республик, ни на Торговое Представительство в Бельгии, ни на какой бы то ни было другой государственный хозяйственный орган Союза Советских Социалистических Республик.

Article 12.

La Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Belgique n'aura pas l'obligation de s'inscrire au registre du commerce ; mais elle publiera aux annexes du *Moniteur belge* les noms des personnes autorisées à prendre des engagements en son nom. Les pouvoirs de ces personnes ne prendront fin vis-à-vis des tiers qu'après notification publiée par la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Belgique aux annexes du *Moniteur belge*.

Article 13.

Toute contestation relative aux transactions commerciales que la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Belgique aura conclues ou garanties sera soumise aux tribunaux belges et résolue par ceux-ci conformément à la législation belge, à défaut de clause d'attribution de juridiction ou de clause compromissoire prévue au contrat.

Article 14.

Etant donnée la responsabilité assumée par l'Union des Républiques soviétiques socialistes en vertu de l'article 11, pour les transactions effectuées ou garanties par sa Représentation commerciale en Belgique, les biens de ladite Représentation commerciale seront soustraits en Belgique à toute mesure conservatoire ou d'exécution provisoire d'ordre judiciaire et à toute procédure d'ordre administratif. Est réservé toutefois le droit de pratiquer des saisies-arrêts en vertu d'un jugement définitif sur le fond, rendu soit en dernier ressort, soit en première instance quand ce jugement ordonne l'exécution provisoire nonobstant appel.

Article 15.

Les décisions judiciaires relatives aux transactions commerciales que la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Belgique aura conclues ou garanties, dans les limites de ses attributions, telles qu'elles sont définies aux termes de l'article 7, littéra *d*, pourront seules être exécutées, et ne le seront que sur les biens et les droits de la Représentation commerciale ayant trait aux transactions conclues par elle ou bien portant sa garantie et, d'une manière générale, sur tous autres biens de la Représentation commerciale se trouvant en Belgique, à l'exclusion des marchandises en transit.

Toutefois, l'exécution des décisions judiciaires prévues par l'alinéa précédent ne peut être poursuivie sur les biens qui, d'après les règles du droit international, sont affranchis de toute mesure d'exécution forcée, comme étant indispensables à l'exercice des droits de souveraineté de l'Etat ou à l'accomplissement de la mission officielle de la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Belgique.

Article 16.

Les commerçants et industriels belges, personnes physiques ou personnes morales constituées conformément aux lois belges, seront aussi favorablement traités, dans leur personne et dans leurs

Статья двенадцатая.

Торговое Представительство Союза Советских Социалистических Республик в Бельгии не будет обявано зарегистрироваться в Торговом Реестре, но оно будет публиковать в приложениях к «Moniteur Belge» фамилии лиц, уполномоченных принимать обязательства от его имени.

Полномочия этих лиц прекратятся в отношении третьих лиц только после нотификации, опубликованной Торговым Представительством Союза Советских Социалистических Республик в Бельгии в приложении к «Moniteur Belge».

Статья тринадцатая.

Всекие споры, относящиеся к торговым сделкам, заключенным или гарантированным Торговым Представительством Союза Советских Социалистических Республик в Бельгии, подлежат юрисдикции бельгийских судов и будут разрешаться ими согласно бельгийскому законодательству, при отсутствии оговорки о подсудности или арбитражной оговорки, включенной в самый контракт.

Статья четырнадцатая.

Принимая во внимание ответственность, принятую на себя Союзом Советских Социалистических Республик в силу статьи одиннадцатой за сделки, заключенные или гарантированные его Торговым Представительством в Бельгии, имущество указанного Торгового Представительства будет изъято в Бельгии из применения всяких мер обеспечения или предварительного исполнения судебных решений, а также всяких процедур административного порядка. Однако, оговаривается право производить наложение севн-арре в силу окончательного решения по существу вынесенного либо судом последней инстанции, либо даже судом первой инстанции, поскольку в последнем случае судебное решение прямо предписывает предварительное исполнение, независимо от подачи апелляционной жалобы.

Статья пятнадцатая.

Только судебные решения, касающиеся торговых сделок, которые Торговое Представительство Союза Советских Социалистических Республик в Бельгии заключит или гарантирует в пределах своих функций так, как они определены положениями ст. 7 п. «Г», смогут быть исполнены и будут обращены исполнением только на имущество и на права Торгового Представительства, относящиеся к сделкам, заключенным им или имеющим его гарантию, и вообще на всякое другое имущество Торгового Представительства, находящееся в Бельгии, за исключением транзитных товаров.

Однако, исполнение судебных решений, предусмотренных предыдущим абзацом, не может быть обращено на имущество, которое на основании международного права свободно от всех мер принудительного исполнения, как являющееся необходимым для осуществления суверенных прав Государства или для выполнения официальной миссии Торгового Представительства Союза Советских Социалистических Республик в Бельгии.

Статья шестнадцатая.

Бельгийские купцы и промышленники, физические или юридические лица, учрежденные в соответствии с бельгийскими законами, будут трактоваться по отношению

biens, que les ressortissants de la nation la plus favorisée pour l'exercice, direct ou par tels intermédiaires qu'ils auront choisis, de leur activité économique sur le territoire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, dans les conditions où elle est autorisée par la législation soviétique. Ils jouiront des mêmes avantages, droits et privilèges.

Les organes économiques d'Etat de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et les personnes morales soviétiques pourvus, aux termes de la législation soviétique, de la personnalité civile, ainsi que les citoyens de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, personnes physiques, seront aussi favorablement traités dans leur personne et leurs biens que les ressortissants de la nation la plus favorisée, pour l'exercice de leur activité économique sur le territoire de la Belgique, dans les conditions où elle est autorisée par la législation belge.

Les citoyens et toutes les personnes morales soviétiques, notamment les organes économiques d'Etat jouissant d'une personnalité morale distincte, ainsi que la Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Belgique pourront ester en justice et bénéficieront du libre et facile accès aux tribunaux.

Article 17.

La présente convention sera ratifiée. L'échange des ratifications aura lieu à Moscou aussitôt que faire se pourra. Les stipulations des articles 1 à 6 seront néanmoins mises en application, à titre provisoire, dès le premier octobre 1935.

Article 18.

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à partir de la date de son entrée en vigueur. Elle continuera ensuite à être appliquée par tacite reconduction jusqu'à ce qu'elle soit dénoncée, moyennant un préavis de trois mois.

Les stipulations des articles 1 à 6 cesseront toutefois leurs effets dès le premier octobre 1937. Il est entendu que les Hautes Parties contractantes entreront en négociations en vue de régler, en temps utile, par des stipulations nouvelles, les relations commerciales à partir de cette date.

Article 19.

La présente convention a été rédigée en français. La traduction en langue russe sera faite dans le plus bref délai et vérifiée par les Hautes Parties contractantes, à la suite de quoi les deux textes feront également foi.

PARIS, le 5 septembre 1935.

(S.) E. CASTEUR.

(S.) Ch. DVOLAITSKI.

к ним лично и к их имуществу, так же благоприятно, как граждане наиболее благоприятствуемой нации в отношении осуществления или непосредственно или через избранных ими посредников их хозяйственной деятельности на территории Союза Советских Социалистических Республик на условиях, на которых она разрешена советским законодательством. Они будут пользоваться теми же преимуществами, правами и привилегиями.

Государственные хозяйственные органы Союза Советских Социалистических Республик и советские юридические лица, пользующиеся на основании советских законов правами юридического лица, так же как и граждане Союза Советских Социалистических Республик — физические лица, будут трактоваться по отношению к ним лично и к их имуществу так же благоприятно, как граждане наиболее благоприятствуемой нации в отношении осуществления их хозяйственной деятельности на территории Бельгии, на условиях, на которых она разрешена бельгийским законодательством.

Советские граждане и все советские юридические лица, в частности государственные хозяйственные органы, пользующиеся правами самостоятельных юридических лиц, точно также как и Торговое Представительство Союза Советских Социалистических Республик в Бельгии, смогут выступать в суде и пользоваться свободным и легким доступом в судебные инстанции.

Статья семнадцатая.

Настоящая Конвенция будет ратифицирована. Обмен ратификационными грамотами будет иметь место в Москве немедленно, как только это будет возможно.

Постановление статей с первой по шестую будут, однако, применяться в порядке временном с 1-го октября 1935 года.

Статья восемнадцатая.

Настоящая Конвенция заключена на срок в три года со дня ее вступления в силу. Она будет продолжать применяться путем молчаливого продления до тех пор, пока она не будет денонсирована предупреждением за три месяца.

Однако, постановления статей с первой по шестую прекратят свое действие с 1-го октября 1937 года. Условлено, что Высокие Договаривающиеся Стороны вступят в переговоры в целях урегулирования в необходимый срок торговых отношений новыми постановлениями, начиная с этой даты.

Статья девятнадцатая.

Настоящая Конвенция составлена на французском языке. Перевод на русский язык будет сделан в кратчайший срок и проверен Высокими Договаривающимися Сторонами, после чего оба текста будут считаться одинаково аутентичными.

Париж, 5 сентября 1935 г.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4010. — PROVISIONAL COMMERCIAL CONVENTION BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT PARIS, SEPTEMBER 5TH, 1935.

THE BELGIAN GOVERNMENT, acting on behalf of THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG in pursuance of existing agreements, and THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, being keenly desirous of promoting trade and strengthening the commercial relations between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and the Union of Soviet Socialist Republics, have resolved to conclude a Provisional Commercial Convention.

They have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE BELGIAN GOVERNMENT :

M. Emile CASTEUR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Director-General of Foreign Trade ;

THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Cholom DVOLAITSKI, Trade Delegate of the Union of Soviet Socialist Republics in France ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all matters concerning Customs duties and all accessory duties, the conditions for the payment of duties and taxes on both import and export, the warehousing of the goods, the checking, analysing and Customs classification of the goods, the interpretation of tariffs and the rules, formalities and charges or dues applicable to Customs clearance operations.

Consequently, natural or manufactured products originating in and coming from the territory of either High Contracting Party shall in no case be subject, in the above-mentioned respects, to any duties, taxes or charges other or higher than, or to rules or formalities other or more burdensome than, those to which products of the same nature originating in and coming from any third country are or may hereafter be subject.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either High Contracting Party to the territory of the other Party shall in no case be subject, in the above-mentioned respects, to any duties, taxes or charges other or higher than, or to rules or formalities other or more burdensome than, those to which products of the same nature consigned to the territory of any third country are or may hereafter be subject.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations for information.

All benefits, favours, privileges or immunities that have been or may hereafter be granted by either High Contracting Party in the aforesaid matter in respect of natural or manufactured products originating in and coming from any third country or consigned to the territory of any country, shall immediately and without compensation be applied to products of the same nature originating in and coming from the territory of the other Party or consigned to the territory of that Party.

Article 2.

The Government of the Union of Soviet Socialist Republics undertakes to import Belgian and Luxemburg goods of a total value of one hundred and ninety million Belgian francs during the year beginning October 1st, 1935, and of a total value of two hundred million Belgian francs during the following year.

It is understood that the importation of these goods may be effected only provided the prices are the normal prices on the world market and that the technical conditions and the conditions of delivery are acceptable.

The total value of the aforesaid imports shall be determined according to the prices f. o. b. or the French frontier prices of the Economic Union of Belgium and Luxemburg.

The sums fixed in the first paragraph of the present Article shall include goods originating in the Belgian Congo or the Territory of Ruanda-Urundi under Belgian Mandate, consigned either direct from those territories or from the territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg.

Should the High Contracting Parties arrive at a different evaluation of the imports effected by the Union of Soviet Socialist Republics at the end of each annual period, each Party shall appoint a delegate. The two delegates shall be required to examine all documentary material that may be furnished by either High Contracting Party, giving full consideration to both sides of the matter, and to reach agreement on a final figure.

Article 3.

In the case of goods the importation of which into the Economic Union of Belgium and Luxemburg is subject to special regulations, the Union of Soviet Socialist Republics shall have the benefit of the conditions generally applicable to other countries to which the most-favoured-nation clause is granted. These conditions shall not be less favourable, however, than those hitherto applicable to Soviet goods.

Should the Belgian Government take measures appreciably worsening the import system in the territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg for goods the importation of which is of manifest importance to the Union of Soviet Socialist Republics, the High Contracting Parties shall immediately open negotiations with a view to arriving at a solution satisfactory to the High Contracting Parties or to amending the present Convention.

Article 4.

Each of the High Contracting Parties undertakes in all respects to apply most-favoured-nation treatment to products originating in and coming from the other Party and passing in transit through its territory.

Article 5.

Belgian and Soviet merchant vessels, their crews, passengers, and cargoes, shall enjoy, in the ports and coastal waters of the Union of Soviet Socialist Republics and the ports and territorial waters of Belgium respectively, treatment not less favourable in all respects than that accorded to vessels flying the flag of any other State whatever, and their crews, passengers and cargoes.

Article 6.

The most-favoured-nation clause shall not extend to any benefits, advantages or privileges which are at present or may hereafter be accorded by the Union of Soviet Socialist Republics to the neighbouring countries of continental Asia or to Estonia, Latvia and Lithuania.

Article 7.

In view of the fact that, by virtue of the laws of the Union of Soviet Socialist Republics, foreign trade is a State monopoly, the Belgian Government recognises the right of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics to have a Trade Delegation in Belgium for the purpose of ensuring the exercise of this monopoly.

The functions of this Trade Delegation shall be :

- (a) To promote economic and commercial relations between the Union of Soviet Socialist Republics and the Economic Union of Belgium and Luxemburg ;
- (b) To represent the interests of the Union of Soviet Socialist Republics in matters pertaining to foreign trade ;
- (c) To regulate, on behalf of the Union of Soviet Socialist Republics, trade between the Union of Soviet Socialist Republics and the Economic Union of Belgium and Luxemburg ;
- (d) To carry on trade between the Union of Soviet Socialist Republics and the Economic Union of Belgium and Luxemburg.

Article 8.

As the body exercising the foreign trade monopoly of the Union of Soviet Socialist Republics, the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in Belgium shall form an integral part of the Legation (plenipotentiary representation) of the Union of Soviet Socialist Republics in Belgium.

The head of the Trade Delegation and his deputy shall be members of the official staff of the Legation (plenipotentiary representation) of the Union of Soviet Socialist Republics, and shall on that account enjoy the privileges and immunities accorded to the official staff of diplomatic missions. They shall be entitled to make use of cipher codes. The Trade Delegation shall enjoy, as regards the offices occupied by its services, all the immunities accorded in respect of the buildings of legations ; the size of these offices shall be fixed by joint agreement.

The diplomatic privileges and immunities accorded to the head of the Trade Delegation in Belgium and to his deputy may in no case be adduced by them as removing the Trade Delegation from the jurisdiction of the Belgian courts as provided for hereinafter, in connection with any commercial transactions to which the Trade Delegation may have been a party or have given its guarantee.

Article 9.

Provided they are citizens of the Union of Soviet Socialist Republics, appointed and sent to Belgium by the People's Commissariat for Foreign Trade of the Union of Soviet Socialist Republics, the members of the staff belonging to the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in Belgium, who are responsible for representing the interests of the Union of Soviet Socialist Republics in matters pertaining to foreign trade, shall enjoy the immunities from taxation accorded in Belgium to consular agents of foreign nationality. This privilege shall not be conceded, however, to more than eight persons.

Article 10.

The Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics may, in pursuance of a preliminary agreement with the Belgian Government, establish agencies in Belgium.

Article 11.

The Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in Belgium shall act on behalf of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, which shall assume responsibility for all commercial transactions concluded or guaranteed in the territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg on behalf of the Trade Delegation and signed by the persons authorised for the purpose.

Commercial transactions concluded in Belgium without the guarantee of the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics, by any State economic organisation of the Union of Soviet Socialist Republics other than the said Trade Delegation and being a separate legal entity under the laws of the Union of Soviet Socialist Republics, shall be binding only on such organisation and may be conducted only in respect of its property. Neither the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, nor its Trade Delegation in Belgium, nor any other economic organisation of the Union of Soviet Socialist Republics shall be held responsible for such transactions.

Article 12.

The Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in Belgium shall not be required to be entered in the trade register ; it shall, however, publish in the appendices to the *Moniteur belge* the names of the persons authorised to enter into undertakings on its behalf. The powers of these persons in respect of third parties shall hold good until such time as notice has been given by the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in Belgium in the annexes to the *Moniteur belge*.

Article 13.

Should there be no arbitration clause or clause attributing legal competence in the contract, disputes in respect of commercial transactions concluded or guaranteed by the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in Belgium shall be referred to the Belgian courts and settled by them in accordance with Belgian law.

Article 14.

In view of the responsibility assumed by the Union of Soviet Socialist Republics under Article 11 in respect of transactions effected or guaranteed by its Trade Delegation in Belgium, the property of the said Trade Delegation shall not be subject to any conservatory measure or to the provisional execution of any judicial order, or to any administrative procedure. Nevertheless, the right of attachment in virtue of a final award on material points, whether on appeal or in a court of first instance, shall be reserved when the award orders provisional execution notwithstanding appeal.

Article 15.

Only such judicial decisions as relate to commercial transactions which the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in Belgium may have concluded or guaranteed within the limits of its competence as defined in Article 7 (*d*) may be executed, and then only upon such property and rights of the Trade Delegation as relate to the transactions effected or actually

guaranteed by it and, in general, upon any other property of the Trade Delegation in Belgium, with the exception of goods in transit.

Nevertheless, the judicial decisions provided for in the previous paragraph may not be executed upon property which, under the rules of international law, is exempt from any measure of forced execution on the ground that it is indispensable to the exercise of the sovereign rights of the State or the accomplishment of the official mission of the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in Belgium.

Article 16.

Belgian traders and industrialists, whether natural persons or legal entities constituted in conformity with Belgian law, shall receive, in respect of their persons and property, treatment as favourable as that accorded to nationals of the most-favoured nation in the exercise, either direct or through such agents as they may select, of their economic activity in the territory of the Union of Soviet Socialist Republics on the conditions on which such activity is permitted under Soviet law. They shall enjoy the same benefits, rights and privileges.

State economic organisations of the Union of Soviet Socialist Republics and Soviet legal entities having legal status under Soviet law, and citizens of the Union of Soviet Socialist Republics who are natural persons, shall receive, in respect of their persons and property, treatment as favourable as that accorded to nationals of the most-favoured nation in the exercise of their economic activity in the territory of Belgium on the conditions on which such activity is permitted under Belgian law.

Soviet citizens and all Soviet legal entities, particularly such State economic organisations as form separate legal entities, and the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in Belgium, shall have the right to appear in court as plaintiffs or defendants and shall have free and ready access to the courts.

Article 17.

The present Convention shall be ratified. The exchange of ratifications shall take place at Moscow as soon as possible. The stipulations laid down in Articles 1 to 6 shall nevertheless come into force provisionally as from October 1st, 1935.

Article 18.

The present Convention shall be concluded for a period of three years as from the date on which it comes into force. It shall then remain in force by tacit consent until such time as it is denounced at three months' notice.

The provisions of Articles 1 to 6 shall, however, cease to have effect as from October 1st, 1937. It is understood that the High Contracting Parties shall enter into negotiations with a view to laying down in due course new provisions to regulate trade relations as from that date.

Article 19.

The present Convention has been drawn up in French. A translation into Russian shall be made as soon as possible, and shall be verified by the High Contracting Parties. Thereafter both texts shall be equally authentic.

PARIS, *September 5th*, 1935.

(Signed) E. CASTEUR.

(Signed) Ch. DVOLAITSKI.

N° 4011.

FRANCE ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption réciproque, entre l'Indochine française et les Indes néerlandaises, du visa consulaire des patentes de santé des navires. Paris, les 20 et 25 mai 1936.

FRANCE AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Reciprocal Exemption, as between French Indo-China and the Netherlands Indies, from the Consular Visa on Bills of Health for Vessels. Paris, May 20th and 25th, 1936.

N^o 4011. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'EXEMPTION RÉCIPROQUE, ENTRE L'INDOCHINE FRANÇAISE ET LES INDES NÉERLANDAISES, DU VISA CONSULAIRE DES PATENTES DE SANTÉ DES NAVIRES. PARIS, LES 20 ET 25 MAI 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 25 novembre 1936.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
SOUS-DIRECTION
DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES UNIONS INTERNATIONALES.

PARIS, le 20 mai 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une communication en date du 18 novembre dernier, vous avez bien voulu m'entretenir d'un projet d'accord tendant à supprimer entre l'Indochine française et les Indes néerlandaises le visa consulaire des patentes de santé.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français s'engage à dispenser du visa consulaire de la patente de santé les navires de nationalité néerlandaise à leur départ d'un port quelconque des Indes néerlandaises pour l'un quelconque des ports de l'Indochine française, sous la condition que les navires de nationalité française bénéficieront de la même dispense à leur départ d'un port quelconque de l'Indochine française pour l'un quelconque des ports des Indes néerlandaises.

Le présent accord entrera en vigueur dans un délai de six mois à compter du jour où il sera réalisé.

Agréez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre des Affaires étrangères
et par délégation :

L'Ambassadeur de France, Secrétaire général,
ALEXIS LÉGER.

Monsieur le Jonkheer J. Loudon,
Ministre des Pays-Bas,
Paris.

¹ Entré en vigueur le 25 novembre 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4011. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE FRENCH AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE RECIPROCAL EXEMPTION, AS BETWEEN FRENCH INDO-CHINA AND THE NETHERLANDS INDIES, FROM THE CONSULAR VISA ON BILLS OF HEALTH FOR VESSELS. PARIS, MAY 20TH AND 25TH, 1936.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place November 25th, 1936.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
SUB-DIRECTORATE
OF ADMINISTRATIVE AFFAIRS
AND INTERNATIONAL UNIONS.

PARIS, May 20th, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

By a communication dated November 18th, 1935, you were good enough to write to me concerning a draft agreement with a view to the abolition of the consular visa for bills of health between French Indo-China and the Netherlands Indies.

I have the honour to inform you that the French Government undertakes to exempt vessels of Dutch nationality from the consular visa for bills of health on departure from any port in the Netherlands Indies for any of the ports in French Indo-China, on condition that vessels of French nationality are accorded the same exemption on departure from any port in French Indo-China for any of the ports in the Netherlands Indies.

The present Agreement will come into force six months after the date on which it is concluded.

I have the honour to be, etc.

For the Minister for Foreign Affairs
and by delegation :

Alexis LÉGER,
French Ambassador, Secretary-General.

Jonkheer J. Loudon,
Netherlands Minister,
Paris.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force November 25th, 1936.

II.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N^o 2028/S. 19.

PARIS, le 25 mai 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

A la date du 20 de ce mois Votre Excellence a bien voulu m'adresser la lettre suivante :

« Par une communication en date du 18 novembre dernier, vous avez bien voulu m'entretenir d'un projet d'accord tendant à supprimer entre l'Indochine française et les Indes néerlandaises le visa consulaire des patentes de santé.

» J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français s'engage à dispenser du visa consulaire de la patente de santé les navires de nationalité néerlandaise à leur départ d'un port quelconque des Indes néerlandaises pour l'un quelconque des ports de l'Indochine française, sous la condition que les navires de nationalité française bénéficieront de la même dispense à leur départ d'un port quelconque de l'Indochine française pour l'un quelconque des ports des Indes néerlandaises.

» Le présent accord entrera en vigueur dans un délai de six mois à compter du jour où il sera réalisé. »

En accusant réception à Votre Excellence de cette communication j'ai l'honneur de lui confirmer l'accord du Gouvernement néerlandais sur cet arrangement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma plus haute considération.

Le Ministre des Pays-Bas,

Pour le Ministre :

Le Premier Secrétaire,

VAN PALLANDT.

Son Excellence

Monsieur Paul-Boncour,
Ministre des Affaires étrangères *ad interim*,
Paris.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

II.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 2028/S. 19.

PARIS, *May 25th*, 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

On May 20th, Your Excellency was good enough to address to me the following letter :

“ By a communication dated November 18th, 1935, you were good enough to write to me concerning a draft agreement with a view to the abolition of the consular visa for bills of health between French Indo-China and the Netherlands Indies.

“ I have the honour to inform you that the French Government undertakes to exempt vessels of Dutch nationality from the consular visa for bills of health on departure from any port in the Netherlands Indies for any of the ports in French Indo-China, on condition that vessels of French nationality are accorded the same exemption on departure from any port in French Indo-China for any of the ports in the Netherlands Indies.

“ The present Agreement will come into force six months after the date on which it is concluded. ”

In acknowledging receipt of Your Excellency's communication, I have the honour to confirm the Netherlands Government's approval of this Agreement.

I have the honour to be, etc.

Netherlands Minister :

For the Minister :

VAN PALLANDT,

First Secretary.

His Excellency
Monsieur Paul-Boncour,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Paris.

N° 4012.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET NORVÈGE**

Accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de franc-bord délivrés aux navires auxquels ne s'applique pas la Convention internationale de 1930 sur les lignes de charge. Signé à Londres, le 18 novembre 1936.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND NORWAY**

Agreement regarding the Mutual Recognition of the Load Line Certificates issued to Ships to which the International Load Line Convention of 1930 does not apply. Signed at London, November 18th, 1936.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

N^o 4012. — AVTALE MELLEM NORGE OG STORBRIANNIA OG NORD-IRLAND OM GJENSIDIG GODKJENNELSE AV LASTELINJECERTIFIKATER, UTFERDIGET FOR SKIB, PÅ HVILKE DEN I 1930 INGÅTTE INTERNASJONALE LASTELINJEVERENSKOMST IKKE FÅR ANVENDELSE. UNDERTEGNET I LONDON, DEN 18. NOVEMBER 1936.

Textes officiels anglais et norvégiens communiqués par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 décembre 1936.

DEN NORSKE REGJERING OG REGJERINGEN I DET FORENTE KONGERIKE STORBRIANNIA OG NORD-IRLAND (nedenfor kalt det Forente Kongerikes regjering), som ønsker å slutte en avtale om gjensidig godkjenning av lastelinjecertifikater, som er utferdiget eller kommer til å utferdiges for skib, på hvilke den i 1930 inngåtte internasjonale lastelinjeoverenskomst¹ ikke får anvendelse, og som nedenfor betegnes som ikke-konvensjonsskib, er blitt enig om følgende:

Artikkel 1.

Den norske regjering som har forvisset sig om at det Forente Kongerikes regjering har truffet forholdsregler for å bringe bestemmelsene i den internasjonale lastelinjeoverenskomst til anvendelse på ikke-konvensjonsskib, er enig i at lastelinjecertifikater for britiske ikke-konvensjonsskib, som er utferdiget av det Forente Kongerikes regjering eller på dens vegne, og som viser at de i sertifikatet angitte lastemerker er blitt fastsatt i overensstemmelse med forskriftene i Merchant Shipping (Safety and Load Line Conventions) Act, 1932, skal ha samme gyldighet i norske havner som lastelinjecertifikater utferdiget av den norske regjering eller på dens vegne.

Artikkel 2.

Det Forente Kongerikes regjering som har forvisset sig om at den norske regjering har truffet forholdsregler for å bringe bestemmelsene i den internasjonale lastelinjeoverenskomst til anvendelse på ikke-konvensjonsskib er på sin side enig i at lastelinjecertifikater for norske ikke-konvensjonsskib, som er utferdiget av den norske regjering eller på dens vegne, og som viser at de i sertifikatet angitte lastemerker er fastsatt i overensstemmelse med forskriftene i overenskomsten, skal ha samme gyldighet i havner i det Forente Kongerike, de britiske kolonier og protektorater og i de mandatområder over hvilke det Forente Kongerikes regjering utøver mandat, som lastelinjecertifikater utferdiget av det Forente Kongerikes regjering eller på dens vegne.

Artikkel 3.

Denne avtale kan av det Forente Kongerikes regjering, ved en på diplomatisk vei avgitt skriftlig notifikasjon, utvides til å omfatte:

- (a) enhver britisk koloni og protektorat,
- (b) ethvert mandatområde, over hvilket det Forente Kongerikes regjering utøver mandat,

¹ Vol. CXXXV, page 301; vol. CXLII, page 392; vol. CXLVII, page 354; vol. CLII, page 313; vol. CLVI, page 256; vol. CLX, page 417; vol. CLXIV, page 393; et vol. CLXXXII, page 423, de ce recueil.

No. 4012. — AGREEMENT BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND NORWAY REGARDING THE MUTUAL RECOGNITION OF THE LOAD LINE CERTIFICATES ISSUED TO SHIPS TO WHICH THE INTERNATIONAL LOAD LINE CONVENTION OF 1930 DOES NOT APPLY. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 18TH, 1936.

English and Norwegian official texts communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place December 2nd, 1936.

THE NORWEGIAN GOVERNMENT and THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND (hereinafter referred to as the Government of the United Kingdom), being desirous of concluding an Agreement for the mutual recognition of the load line certificates which have been or may be issued to ships to which the International Load Line Convention¹, 1930, does not apply (hereinafter referred to as non-Convention ships), have agreed as follows :

Article 1.

The Norwegian Government, being satisfied that provision has been made by the Government of the United Kingdom for the application of the provisions of the International Load Line Convention to non-Convention ships, agree that the load line certificates issued by or under the authority of the Government of the United Kingdom to British non-Convention ships certifying that the load lines shown on the certificate have been assigned in accordance with the provisions of the Merchant Shipping (Safety and Load Line Conventions) Act, 1932, shall have the same effect in Norwegian ports as the load line certificates issued by or under the authority of the Norwegian Government.

Article 2.

The Government of the United Kingdom, being satisfied that provision has been made by the Norwegian Government for the application of the provisions of the International Load Line Convention to non-Convention ships, similarly agree that the certificates issued by or under the authority of the Norwegian Government to Norwegian non-Convention ships certifying that the load lines shown on the certificate have been assigned in accordance with the provisions of the Convention shall, in the ports of the United Kingdom, or of any British colony or protectorate or of any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom, have the same effect as the load line certificates issued by or under the authority of the Government of the United Kingdom.

Article 3.

The present Agreement may be extended by the Government of the United Kingdom by means of a notification in writing given through the diplomatic channel :

(a) To any British colony or protectorate,

(b) To any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom,

¹ Vol. CXXXV, page 301 ; Vol. CXLII, page 392 ; Vol. CXLVII, page 354 ; Vol. CLII, page 313 ; Vol. CLVI, page 256 ; Vol. CLX, page 417 ; Vol. CLXIV, page 393 ; and Vol. CLXXII, page 423, of this Series.

hvis der i kolonien, protektoratet eller mandatområdet er truffet forholdsregler for anvendelsen av bestemmelsene i den internasjonale lastelinjeoverenskomst på ikke-konvensjonsskib og for utferdigelsen av sertifikater som viser at overenskomsten er bragt til anvendelse. Efter at notifikasjon er gitt skal sådanne lastelinjecertifikater, som er utferdiget for britiske ikke-konvensjonsskib av regjeringen i det område som overenskomsten utvides til å omfatte, eller på dens vegne, ha samme gyldighet i norske havner som lastelinjecertifikater utferdiget av den norske regjering eller på dens vegne.

Denne avtale kan likeledes ved en på diplomatisk vei avgitt skriftlig notifikasjon, utvides til å omfatte Newfoundland, hvis Newfoundlands regjering treffer forholdsregler for anvendelsen av bestemmelsene i den internasjonale lastelinjeoverenskomst på ikke-konvensjonsskib og for utferdigelsen av sertifikater som viser at overenskomsten er bragt til anvendelse. Efter at notifikasjon er gitt, skal sådanne lastelinjecertifikater som er utferdiget for britiske ikke-konvensjonsskib av regjeringen på Newfoundland eller på dens vegne, ha samme gyldighet i norske havner som lastelinjecertifikater utferdiget av den norske regjering eller på denne regjeringens vegne, og denne avtale skal utvides til å omfatte alle havner på Newfoundland.

Hver av de kontraherende regjeringer kan med seks måneders varsel bringe anvendelsen av denne avtale til opphør for et hvilket som helst område som avtalen i henhold til denne artikkel er blitt utvidet til å omfatte.

Artikkel 4.

Den norske regjering og det Forente Kongerikes regjering er enig om å treffe alle de forholdsregler som efter loven i deres respektive land måtte være påkrevet for å gjøre rettsgyldig den anerkjennelse som efter denne avtale skal gis det Forente Kongerikes lastelinjecertifikater og norske lastelinjecertifikater.

Artikkel 5.

Denne avtale skal tre i kraft den dag den underskrives. Den skal opphøre å gjelde seks måneder efter at en av de kontraherende regjeringer har opsagt den.

Artikkel 6.

Fra og med dagen for ikrafttredelsen av denne avtale skal den ordning angående lastemerker som inneholdes i den britiske utenriksministers note av 20. september 1909 til den norske chargé d'affaires i London og i den norske sendemanns note av 27. november 1909 til den britiske utenriksminister, opphøre å gjelde.

Til bekreftelse herav har undertegnede, dertil behørig befullmektigede, underskrevet denne avtale og forsynt den med sine segl.

Utferdiget i London den 18. november 1936 i to eksemplarer på norsk og engelsk, som begge skal ha samme gyldighet.

(L. S.) Erik COLBAN.

(L. S.) Anthony EDEN.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 27 novembre 1936.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*
R. B. Skylstad.

in which provision is made for the application of the provisions of the International Load Line Convention to non-Convention ships and for the issue of certificates attesting such application, and upon such notification being given such load line certificates issued to British non-Convention ships by or under the authority of the Government of the territory to which the present Agreement has been extended shall have the same effect in Norwegian ports as the load line certificates issued by or under the authority of the Norwegian Government.

The present Agreement may also, by means of a notification in writing given through the diplomatic channel, be extended to Newfoundland if provision is made by the Government of Newfoundland for the application of the provisions of the International Load Line Convention to non-Convention ships and for the issue of certificates attesting such application, and upon such notification being given such load line certificates issued by or under the authority of the Government of Newfoundland to British non-Convention ships shall have the same effect in Norwegian ports as the load line certificates issued by or under the authority of the Norwegian Government, and the present Agreement shall extend to the ports of Newfoundland.

Either Contracting Government may, upon giving six months' notice to that effect, terminate the application of the present Agreement separately in respect of any territory to which it has been extended under this Article.

Article 4.

The Government of the United Kingdom and the Norwegian Government agree to take all such steps as may be necessary under the laws of their respective countries for the purpose of giving the force of law to the recognition required by this Agreement to be given to Norwegian and United Kingdom load line certificates respectively.

Article 5.

The present Agreement shall come into force on the date of signature. It shall be terminable by either Contracting Government upon giving six months' notice to that effect.

Article 6.

From the date of the coming into force of the present Agreement, the understanding respecting load lines embodied in the note addressed by His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to the Norwegian Chargé d'Affaires in London on the 20th September, 1909, and in the note addressed by the Norwegian Minister in London to His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs on the 27th November, 1909, shall be terminated.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in London in duplicate the 18th day of November, 1936, in Norwegian and English, both texts having equal validity.

(L. S.) Erik COLBAN.

(L. S.) Anthony EDEN.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 27 novembre 1936.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*

R. B. Skylstad.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4012. — ACCORD ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA NORVÈGE RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE FRANC-BORD DÉLIVRÉS AUX NAVIRES AUXQUELS NE S'APPLIQUE PAS LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1930 SUR LES LIGNES DE CHARGE. SIGNÉ A LONDRES, LE 18 NOVEMBRE 1936.

LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD (ci-après dénommé Gouvernement du Royaume-Uni), désireux de conclure un accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de franc-bord qui ont été ou qui peuvent être délivrés aux navires auxquels la Convention internationale de 1930 sur les lignes de charge ne s'applique pas (ci-après dénommés navires non visés par la convention), sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement norvégien, reconnaissant que le Gouvernement du Royaume-Uni a pris des dispositions à l'effet d'assurer l'application des stipulations de la Convention internationale sur les lignes de charge aux navires non visés par la convention, accepte que les certificats de franc-bord délivrés par le Gouvernement du Royaume-Uni, ou sous son autorité, à des navires britanniques non visés par la convention et attestant que les lignes de charge indiquées dans le certificat ont été attribuées conformément aux dispositions du « Merchant Shipping (Safety and Load Line Conventions) Act » de 1932, aient le même effet dans les ports norvégiens que les certificats de ligne de charge délivrés par le Gouvernement norvégien ou sous l'autorité de celui-ci.

Article 2.

Le Gouvernement du Royaume-Uni, reconnaissant que le Gouvernement norvégien a pris des dispositions à l'effet d'assurer l'application des stipulations de la Convention internationale sur les lignes de charge aux navires non visés par la convention, accepte, de même, que les certificats délivrés par le Gouvernement norvégien, ou sous son autorité, à des navires norvégiens non visés par la convention et attestant que les lignes de charge indiquées dans le certificat ont été attribuées conformément aux dispositions de la Convention, aient dans les ports du Royaume-Uni, de toute colonie ou protectorat britannique ou de tout territoire sous mandat pour lequel le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni, le même effet que les certificats de ligne de charge délivrés par le Gouvernement du Royaume-Uni ou sous l'autorité de celui-ci.

Article 3.

Le Gouvernement du Royaume-Uni pourra étendre les effets du présent accord, au moyen d'une notification écrite transmise par la voie diplomatique :

- a) A toute colonie ou à tout protectorat britannique ;
- b) A tout territoire sous mandat pour lequel le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

où des dispositions ont été prises à l'effet d'assurer l'application des stipulations de la Convention internationale sur les lignes de charge aux navires non visés par la convention ainsi que la délivrance de certificats attestant cette application ; à la suite de cette notification, les certificats de ligne de charge en question, délivrés à des navires britanniques non visés par la convention par le gouvernement du territoire auquel les effets du présent accord auront été étendus, ou sous l'autorité de celui-ci, auront le même effet dans les ports norvégiens que les certificats de ligne de charge délivrés par le Gouvernement norvégien ou sous l'autorité de ce dernier.

Les effets du présent accord pourront également être étendus à Terre-Neuve, au moyen d'une notification écrite transmise par la voie diplomatique, si des dispositions sont prises par le Gouvernement de Terre-Neuve à l'effet d'assurer l'application des stipulations de la Convention internationale sur les lignes de charge aux navires non visés par la convention ainsi que la délivrance de certificats attestant cette application ; à la suite de cette notification, les certificats de ligne de charge en question, délivrés par le Gouvernement de Terre-Neuve, ou sous son autorité, à des navires britanniques non visés par la convention auront le même effet dans les ports norvégiens que les certificats de ligne de charge délivrés par le Gouvernement norvégien, ou sous l'autorité de celui-ci, et le présent accord s'étendra aux ports de Terre-Neuve.

Chacun des Gouvernements contractants pourra, moyennant préavis de six mois, mettre fin à l'application de l'accord séparément dans tout territoire auquel les effets en auront été étendus en vertu du présent article.

Article 4.

Le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement norvégien conviennent de prendre toutes les mesures qui pourront être nécessaires selon la législation de leurs pays respectifs pour donner force de loi à la reconnaissance accordée conformément à cet accord aux certificats de franc-bord de la Norvège et du Royaume-Uni respectivement.

Article 5.

Le présent accord entrera en vigueur à la date de sa signature. Il pourra être dénoncé par l'un ou l'autre des Gouvernements contractants moyennant préavis de six mois.

Article 6.

A partir de la date de l'entrée en vigueur du présent accord, l'Arrangement concernant les lignes de charge contenu dans la note adressée le 20 septembre 1909 par le principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères au chargé d'Affaires norvégien à Londres, et dans la note adressée le 27 novembre 1909 par le ministre de Norvège à Londres au principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, sera abrogé.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 18 novembre 1936, en langue norvégienne et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) Erik COLBAN.

(L. S.) Anthony EDEN.

N° 4013.

BULGARIE ET FINLANDE

Accord de clearing. Signé à Sofia,
le 27 octobre 1936.

BULGARIA AND FINLAND

Clearing Agreement. Signed at
Sofia, October 27th, 1936.

N° 4013. — ACCORD DE CLEARING ENTRE LA BULGARIE ET LA FINLANDE. SIGNÉ A SOFIA, LE 27 OCTOBRE 1936.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 4 décembre 1936.

Afin de faciliter le règlement des paiements entre les deux pays, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BULGARIE ont convenu ce qui suit :

Article premier.

Les marchandises finlandaises importées en Bulgarie après la mise en vigueur du présent accord ne pourront être réglées que par compensation privée avec des produits bulgares importés directement de la Bulgarie en Finlande, conformément aux ordonnances de la Banque nationale de Bulgarie régissant les importations et les exportations et la matière de devises.

Article 2.

Il sera permis de compenser directement les frais inhérents au commerce et encourus au pays du débiteur par exemple les frais de transports, droits d'entrée, courtages et commissions, pour autant qu'ils soient usantiers et justifiés économiquement.

Article 3.

La contre-valeur des marchandises bulgares importées en Finlande sur la base des compensations privées sera portée à un compte de clearing, ouvert chez la Banque de Finlande, déduction faite du prélèvement effectué à la libre disposition de la Banque nationale de Bulgarie, conformément à ses ordonnances mentionnées à l'article premier, et porté en sa faveur en un compte spécial.

Ces deux comptes seront tenus en markkas et ne produiront pas d'intérêt. Si une opération n'est pas facturée en markkas, la conversion de la devise en question en markkas se fera d'après le cours officiel de la Banque de Finlande au jour du versement.

Article 4.

Peuvent faire aussi objet du présent accord les marchandises bulgares se trouvant en dépôt de consignation à l'étranger, si leur contre-valeur sera versée en markkas au compte de clearing chez la Banque de Finlande et *vice versa*.

Article 5.

Si la Finlande achète des marchandises bulgares à d'autres pays qui sont liés avec la Bulgarie par des accords de clearing, la Banque nationale de Bulgarie acceptera, à la condition que l'origine

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4013. — CLEARING AGREEMENT BETWEEN BULGARIA AND FINLAND. SIGNED AT SOFIA, OCTOBER 27TH, 1936.

*French official text communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations.
The registration of this Agreement took place December 4th, 1936.*

With a view to facilitating payments between the two countries, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF BULGARIA have agreed as follows:

Article 1.

Payment for Finnish goods imported into Bulgaria after the entry into force of the present Agreement shall not be made otherwise than by private compensation against Bulgarian goods imported directly from Bulgaria into Finland, in accordance with the import and export and foreign exchange regulations of the Bulgarian National Bank.

Article 2.

Direct compensation shall be permitted in the case of commercial costs incurred in the debtor country, such as transport charges, import duties, brokerage and commissions, provided such costs are customary and reasonable.

Article 3.

Payment for Bulgarian goods imported into Finland on the private compensation basis shall be made into a clearing account to be opened at the Bank of Finland, less the deduction to be made in favour of the Bulgarian National Bank for the free disposal of the latter, in accordance with the regulations made by it to which Article 1 relates, the sums so deducted being carried to a special account in its favour.

The two accounts shall be kept in Finnish marks, and shall not bear interest. In the case of transactions in currencies other than Finnish marks, the foreign currency shall be converted into Finnish marks at the official rate of the Bank of Finland on the date of payment.

Article 4.

Bulgarian goods on consignment in foreign countries shall also be entitled to come under the provisions of the present Agreement, if payment is made therefor in Finnish marks into the clearing account at the Bank of Finland, and *vice versa*.

Article 5.

In the case of Finnish purchases of Bulgarian goods in other countries having clearing agreements with Bulgaria, the Bulgarian National Bank shall accept payment of the goods by the Finnish

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de ces marchandises soit prouvée par des certificats d'origine bulgares, le paiement de la marchandise de l'acheteur finlandais et rendra la contre-valeur au vendeur de ce tiers pays par le clearing respectif, si l'acheteur finlandais a assuré préalablement par écrit le consentement de ce dernier. Le Gouvernement de Bulgarie et la Banque nationale de Bulgarie n'assument aucune responsabilité pour ces transactions, tous les risques possibles restant à la charge des acheteurs finlandais.

Article 6.

La Banque de Finlande avisera immédiatement la Banque nationale de Bulgarie de tout versement en indiquant la somme versée en markkas et le bénéficiaire.

Article 7.

La Banque nationale de Bulgarie utilisera les montants dont il est question à l'article précédent au paiement des marchandises finlandaises importées en Bulgarie par voie de compensation en avisant de son côté la Banque de Finlande de tout paiement à effectuer en faveur des exportateurs finlandais.

Article 8.

Les bénéfices réalisés à l'étranger par des intermédiaires de la vente des marchandises bulgares exportées déjà à l'étranger en consignation pourront être réglés par les acheteurs finlandais directement aux intermédiaires hors du clearing.

Article 9.

Les compensations autorisées avant l'expiration du présent accord et non encore réglées seront réalisées conformément aux stipulations de cet accord.

Article 10.

Chaque gouvernement prendra en ce qui le concerne les mesures nécessaires pour obliger les importateurs et les exportateurs à employer le système de compensations prévues tel qu'il a été exposé dans le présent accord.

Article 11.

Les deux banques d'émission n'agissent que comme intermédiaires et n'assument aucune responsabilité tant au transfert qu'aux fluctuations des changes.

Article 12.

Le présent accord entrera en vigueur le 15 novembre 1936 et sa durée sera d'une année. Il pourra être dénoncé trois mois avant son expiration. S'il n'est pas dénoncé, il sera réputé prolongé par tacite reconduction, le délai de dénonciation étant de trois mois.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 27 octobre 1936.

Le Plénipotentiaire bulgare :

(L. S.) G. KIOSSEIVANOV.

Les Plénipotentiaires finlandais :

(L. S.) Onni TALAS.

(L. S.) Tauno JALANTI.

Pour copie conforme :

R. Numelin,

Chef des Archives

du Ministère des Affaires étrangères.

purchaser (provided the origin of the goods is attested by Bulgarian certificates of origin), and shall remit the equivalent to the vendor in the third country through the clearing with the third country, if the Finnish purchaser has previously obtained the vendor's assent in writing to such an arrangement. The Bulgarian Government and the Bulgarian National Bank accept no responsibility for such transactions, all eventual risks being at the charge of the Finnish purchasers.

Article 6.

The Bank of Finland shall notify the Bulgarian National Bank forthwith of all payments received, stating the amount in Finnish marks and the name of the person in whose favour the payment is made.

Article 7.

The Bulgarian National Bank shall use the sums to which the preceding Article relates to pay for Finnish goods imported into Bulgaria on the compensation basis, at the same time notifying the Bank of Finland of all payments to be made in favour of the Finnish exporters.

Article 8.

Payment of profits earned in foreign countries by agents for the sale of Bulgarian goods already exported on consignment to foreign countries may be made by Finnish purchasers direct to the said agents without passing through the clearing.

Article 9.

Compensation transactions authorised but not completed before the expiry of the present Agreement shall be completed in accordance with its provisions.

Article 10.

Each Government shall take for its own part the necessary steps to compel importers and exporters to make use of the private compensation system for which the present Agreement provides.

Article 11.

The position of the two issue banks shall be that of agents only ; they shall not have any responsibility either in respect of transfers or in respect of exchange fluctuations.

Article 12.

The present Agreement shall come into force on November 15th, 1936, and shall remain in force for one year. It may be denounced three months before its expiry. If not denounced, it shall be deemed to be prolonged by tacit assent, subject to denunciation at three months' notice.

Done at Sofia, in duplicate, this 27th day of October, 1936.

(L. S.) G. KIOSSEIVANOV,
Bulgarian Plenipotentiary.

(L. S.) Onni TALAS,
(L. S.) Tauno JALANTI,
Finnish Plenipotentiaries.

N° 4014.

DANEMARK ET SUÈDE

Echange de notes constituant un accord relatif à la réciprocité en matière d'assurance-chômage. Copenhague, le 20 novembre 1936.

DENMARK AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning Reciprocity as regards Unemployment Insurance. Copenhagen, November 20th, 1936.

No. 4014. — NOTEVÄXLING¹ MEL-
LAN SVENSKA OCH DANSKA
REGERINGARNA RÖRANDE
UNDERSTÖD ÅT DET ANDRA
LANDETS MEDBORGARE FRÅN
STATSUNDERSTÖDDA ARBETS-
LÖSHETSKASSOR. KÖPEN-
HAMN, DEN 20 NOVEMBER 1936.

No. 4014. — NOTEVEKSLING¹
MELLEM DEN DANSKE OG
SVENSKKE REGERING VED-
RØRENDE GENSIDIG UNDER-
STØTTELSE AF STATSBOGGERE
FRA STATSANERKENDTE AR-
BEJDSLØSHEDSKASSER. KÖ-
BENHAVN, DEN 20. NOVEMBER
1936.

*Textes officiels danois et suédois communiqués
par le ministre des Affaires étrangères de
Suède et le délégué permanent du Danemark
près la Société des Nations. L'enregistrement
de cet échange de notes a eu lieu le 7 décembre
1936.*

*Danish and Swedish official texts communicated
by the Swedish Minister for Foreign Affairs
and by the Permanent Delegate of Denmark
to the League of Nations. The registration of
this Exchange of Notes took place December 7th,
1936.*

I.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

KUNGL.
SVENSKA BESKICKNINGEN

KÖPENHAMN, den 20 november 1936.

HERR UTRIKESMINISTER,

Enligt uppdrag har jag äran meddela, att svenska regeringen, under förutsättning att motsvarande utfästelse gives av danska regeringen, utfäster sig att medgiva danska medborgare rätt att på samma villkor som svenska medborgare åtnjuta understöd från statsunderstödda arbetslöshetskassor.

I händelse danska regeringen är villig att lämna sådan utfästelse, tillåter jag mig föreslå, att denna note jämte Eders Excellens' svar härå, betraktas som en mellan de båda regeringarna avslutad överenskommelse, vilken endast efter ett år i förväg skedd uppsägning kan upphöra att gälla.

Mottag, Herr Utrikesminister, försäkran om min utmärkta högaktning.

Hans Excellens
Herr Utrikesminister Dr. Munch,
etc., etc., etc.

(undert) HAMILTON.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 3 décembre 1936.
Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

¹ Entré en vigueur le 20 novembre 1936.

¹ Came into force November 20th, 1936.

II.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

UDENRIGSMINISTERIET.

P. J. I.

Journal Nr. 85. D. 6.

KØBENHAVN, den 20. November 1936.

HR. BARON,

Idet jeg anerkender Modtagelsen af Hr. Baronens Note af Dags Dato, har jeg den Aere at meddele, at den danske Regering forpligter sig til under Forudsætning af Gensidighed at give svenske Statsborgere Adgang til paa samme Vilkaar som danske Statsborgere at nyde Understøttelse fra de danske statsanerkendte Arbejdsløshedskasser.

Jeg tillader mig endvidere at meddele, at den danske Regering kan tiltraede, at denne Noteveksling betragtes som en mellem den danske og den svenske Regering afsluttet Overenskomst, der kun kan bringes til Ophør efter et Aars forudgaaende Opsigelse.

Modtag, Hr. Baron, Forsikringen om min mest udmaerkede Højagtelse.

(undert.) P. MUNCH.

Hr. Baron C. F. H. Hamilton,
Kgl. Svensk Gesandt.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 3 décembre 1936.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 13 avril 1937.

Axel Heils,
Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

N^o 4014. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET SUÉDOIS CONSTITUANT UN ACCORD RELATIF A LA RÉCIPROCITÉ EN MATIÈRE D'ASSURANCE-CHOMAGE. COPENHAGUE, LE 20 NOVEMBRE 1936.

I.

LÉGATION ROYALE DE SUÈDE.

COPENHAGUE, le 20 novembre 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément à mes instructions, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement suédois, sous condition d'un engagement réciproque de la part du Gouvernement danois, s'engage à conférer aux ressortissants danois le droit à recevoir des secours des caisses de chômage subventionnées par l'Etat aux mêmes conditions que les ressortissants suédois.

Au cas où le Gouvernement danois serait disposé à contracter un tel engagement, je me permettrais de proposer que la présente note et la réponse de Votre Excellence soient considérées comme constituant un accord conclu entre les deux gouvernements, qui ne cessera d'être en vigueur que moyennant un préavis de dénonciation d'un an.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) HAMILTON.

Son Excellence
Monsieur le D^r Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

P. J. I.
Journal N^o 85. D. 6.

COPENHAGUE, le 20 novembre 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En accusant réception de votre note en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement danois s'engage, sous réserve de réciprocité, à conférer aux ressortissants suédois le droit à recevoir des secours des caisses de chômage danoises reconnues par l'Etat, aux mêmes conditions que les ressortissants danois.

Je me permets d'ajouter que le Gouvernement danois peut accepter que le présent échange de notes soit considéré comme constituant un accord conclu entre les Gouvernements danois et suédois, qui ne cessera d'être en vigueur que moyennant un préavis de dénonciation d'un an.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) P. MUNCH.

Monsieur le baron C. F. H. Hamilton,
Ministre royal de Suède.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4014. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING RECIPROCITY AS REGARDS UNEMPLOYMENT INSURANCE. COPENHAGEN, NOVEMBER 20TH, 1936.

I.

THE ROYAL SWEDISH LEGATION.

COPENHAGEN, *November 20th*, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

I am instructed to inform you that the Swedish Government undertakes, subject to a corresponding undertaking on the part of the Danish Government; to grant to Danish nationals, on the same conditions as Swedish nationals, the right to receive relief from unemployment funds subsidised by the State.

If the Danish Government is prepared to enter into such an undertaking, I venture to propose that the present note and Your Excellency's reply thereto be regarded as constituting an Agreement concluded between the two Governments, which shall remain valid until denounced at one year's notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) HAMILTON.

His Excellency Dr. Munch,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.P. J. I.
Journal No. 85. D. 6.COPENHAGEN, *November 20th*, 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I beg to acknowledge receipt of your note of to-day's date and have the honour to inform you that the Danish Government undertakes, subject to reciprocity, to grant to Swedish nationals, on the same conditions as Danish nationals, the right to receive relief from Danish unemployment funds recognised by the State.

I venture to add that the Danish Government is prepared to regard the present exchange of notes as constituting an Agreement concluded between the Danish and the Swedish Governments, which shall remain valid until denounced at one year's notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) P. MUNCH.

Baron C. F. H. Hamilton,
Royal Swedish Minister.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 4015.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
AUSTRALIE, BULGARIE,
FRANCE, GRÈCE, JAPON,
ROUMANIE, TURQUIE,
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES,
YUGOSLAVIE

Convention concernant le régime des
Détroits, avec annexes et protocole.
Signés à Montreux, le 20 juillet
1936.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
AUSTRALIA, BULGARIA,
FRANCE, GREECE, JAPAN,
ROUMANIA, TURKEY,
UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS,
YUGOSLAVIA

Convention regarding the Régime
of the Straits, with Annexes and
Protocol. Signed at Montreux,
July 20th, 1936.

N° 4015. — CONVENTION ¹ CONCERNANT LE RÉGIME DES DÉTROITS.
SIGNÉE A MONTREUX, LE 20 JUILLET 1936.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Turquie près la Société des Nations.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 décembre 1936.*

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES, SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES, ET SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE ;

Animés du désir de régler le passage et la navigation dans le détroit des Dardanelles, la mer de Marmara et le Bosphore, compris sous la dénomination générale de « Détroits », de manière à sauvegarder, dans le cadre de la sécurité de la Turquie et de la sécurité, dans la mer Noire, des Etats riverains, le principe consacré par l'article 23 du Traité ² de paix signé à Lausanne le 24 juillet 1923 ;

Ont résolu de substituer la présente convention à la Convention ³ signée à Lausanne le 24 juillet 1923 et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. le Docteur Nicolas P. NICOLAEV, ministre plénipotentiaire, secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères et des Cultes ;

M. Pierre NEÏCOV, ministre plénipotentiaire, directeur des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères et des Cultes ;

¹ Ratifications déposées à Paris :

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD AINSI QUE TOUTES PARTIES DE L'EMPIRE BRITAN- NIQUE NON MEMBRES SÉPARÉS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS	} 9 novembre 1936.	
AUSTRALIE		
BULGARIE		
FRANCE		
GRÈCE		
ROUMANIE		
TURQUIE		
UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES YOUGOSLAVIE		
JAPON		19 avril 1937.

Le procès-verbal de dépôt des six premières ratifications, y compris celle de la Turquie, prévu à l'article 26 de la convention, a été dressé en date du 9 novembre 1936.

La présente convention, dont les dispositions ont été provisoirement appliquées à dater du 15 août 1936, est entrée définitivement en vigueur à partir du 9 novembre 1936.

² Vol. XXVIII, page 11, de ce recueil.

³ Vol. XXVIII, page 115, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4015. — CONVENTION² REGARDING THE RÉGIME OF THE STRAITS. SIGNED AT MONTREUX, JULY 20TH, 1936.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Turkey to the League of Nations. The registration of this Convention took place December 11th, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS, THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES, HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, AND HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA ;

Desiring to regulate transit and navigation in the Straits of the Dardanelles, the Sea of Marmora and the Bosphorus comprised under the general term " Straits " in such manner as to safeguard, within the framework of Turkish security and of the security, in the Black Sea, of the riparian States, the principle enshrined in Article 23 of the Treaty³ of Peace signed at Lausanne on the 24th July, 1923 ;

Have resolved to replace by the present Convention the Convention⁴ signed at Lausanne on the 24th July, 1923, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

Dr. Nicolas P. NICOLAEV, Minister Plenipotentiary, Secretary-General of the Ministry of Foreign Affairs and of Cults ;

M. Pierre NEÏCOV, Minister Plenipotentiary, Director of Political Affairs at the Ministry of Foreign Affairs and of Cults ;

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

² Ratifications deposited at Paris :

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ALL PARTS OF THE BRITISH EMPIRE WHICH ARE NOT SEPARATE MEMBERS OF THE LEAGUE OF NATIONS	} November 9th, 1936.
AUSTRALIA	
BULGARIA	
FRANCE	
GREECE	
ROUMANIA	
TURKEY	
UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS	
YUGOSLAVIA	
JAPAN	

The *procès-verbal* of deposit of the first six ratifications, including that of Turkey, provided for in Article 26 of the Convention, was drawn up on November 9th, 1936.

The present Convention, the provisions of which were provisionally applied as from August 15th, 1936, came finally into force on November 9th, 1936.

³ Vol. XXVIII, page 11, of this Series.

⁴ Vol. XXVIII, page 115, of this Series.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. PAUL-BONCOUR, sénateur, délégué permanent de la France à la Société des Nations, ancien président du Conseil, ancien ministre des Affaires étrangères, chevalier de la Légion d'honneur, Croix de guerre ;

M. Henri PONSOT, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française à Ankara, grand officier de la Légion d'honneur ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET TOUTES LES PARTIES DE L'EMPIRE BRITANNIQUE QUI NE SONT PAS INDIVIDUELLEMENT MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :

Le très honorable lord STANLEY, P.C., M.C., M.P., secrétaire parlementaire à Son Amirauté ;

POUR LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE :

Le très honorable Stanley Melbourne BRUCE, C.H., M.C., haut commissaire du Commonwealth d'Australie à Londres ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

M. Nicolas POLITIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Grèce à Paris, ancien ministre des Affaires étrangères ;

M. Raoul BIBICA ROSETTI, délégué permanent de la Grèce auprès de la Société des Nations ;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

M. Naotake SATO, Jusammi, grand-cordon de l'Ordre du Soleil-Levant, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Paris ;

M. Massa-aki HOTTA, Jushii, deuxième classe de l'Ordre du Soleil-Levant, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berne ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Nicolas TITULESCO, ministre secrétaire d'Etat au Département des Affaires étrangères ;

M. Constantin CONTRZESCO, ministre plénipotentiaire, délégué de la Roumanie aux Commissions européenne et internationale du Danube ;

M. Vespasien PELIA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

M. le Docteur RÜŞTÜ ARAS, ministre des Affaires étrangères, député d'Izmir ;

M. Suad DAVAZ, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République turque à Paris ;

M. Nuinan MENEMENCIOĞLU, ambassadeur de Turquie, secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères ;

M. Asim GÜNDÜZ, général de corps d'armée, sous-chef de l'Etat-Major général ;

M. Necmeddin SADAK, délégué permanent de Turquie auprès de la Société des Nations, député de Sivas, rapporteur à la Commission des Affaires étrangères ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

M. Maxime LITVINOFF, membre du Comité central exécutif de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, commissaire du Peuple aux Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

M. Ivan SOUBBOTITCH, délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations ;

Lesquels, après avoir exhibé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

- M. PAUL-BONCOUR, Senator, Permanent Delegate of France to the League of Nations, former President of the Council, former Minister for Foreign Affairs, Chevalier of the Legion of Honour, Croix de Guerre ;
 M. Henri PONSOT, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the French Republic at Angora, Grand Officer of the Legion of Honour ;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ALL PARTS OF THE BRITISH EMPIRE WHICH ARE NOT SEPARATE MEMBERS OF THE LEAGUE OF NATIONS :

The Right Honourable Lord STANLEY, P.C., M.C., M.P., Parliamentary Secretary to the Admiralty ;

FOR THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA :

The Right Honourable Stanley Melbourne BRUCE, C.H., M.C., High Commissioner for the Commonwealth of Australia in London ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES :

- M. Nicolas POLITIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Greece in Paris, former Minister for Foreign Affairs ;
 M. Raoul BIBICA ROSETTI, Permanent Delegate of Greece to the League of Nations ;

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

- M. Naotake SATO, Jusammi, Grand-Cordon of the Order of the Rising Sun, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary in Paris ;
 M. Massa-aki HOTTA, Jushii, Second Class of the Order of the Rising Sun, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

- M. Nicolas TITULESCO, Minister Secretary of State for the Department of Foreign Affairs ;
 M. Constantin CONTZESCO, Minister Plenipotentiary, Delegate of Roumania to the European and International Commissions of the Danube ;
 M. Vespasien PELLA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at The Hague ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

- Dr. RÜŞTÜ ARAS, Minister for Foreign Affairs, Deputy for Smyrna ;
 M. Suad DAVAZ, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Turkish Republic in Paris ;
 M. Numan MENEMENÇIOĞLU, Ambassador of Turkey, Secretary-General of the Ministry for Foreign Affairs ;
 M. Asim GÜNDÜZ, General Commanding an Army Corps, Deputy Chief of the General Staff ;
 M. Necmeddin SADAK, Permanent Delegate of Turkey to the League of Nations, Deputy for Sivas, *Rapporteur* for the Committee of Foreign Affairs ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

- M. Maxime LITVINOFF, Member of the Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics, People's Commissar for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

- M. Ivan SOUBBOTITCH, Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia to the League of Nations ;

Who, after having exhibited their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent et affirment le principe de la liberté de passage et de navigation par mer dans les Détroits.

L'usage de ladite liberté est dorénavant réglé par les dispositions de la présente convention.

SECTION I

NAVIRES DE COMMERCE.

Article 2.

En temps de paix, les navires de commerce jouiront de la complète liberté de passage et de navigation dans les Détroits, de jour et de nuit, quels que soient le pavillon et le chargement, sans aucune formalité, sous réserve des dispositions de l'article 3 ci-après. Aucune taxe ou charge autre que celles dont la perception est prévue par l'annexe I à la présente convention ne sera prélevée par les autorités turques sur ces navires lorsqu'ils passeront en transit sans faire escale dans un port des Détroits.

Afin de faciliter la perception de ces taxes ou charges, les navires de commerce qui franchiront les Détroits feront connaître aux agents du poste visé à l'article 3 leurs nom, nationalité, tonnage, destination et provenance.

Le pilotage et le remorquage restent facultatifs.

Article 3.

Tout navire qui pénètre dans les Détroits par la mer Egée ou par la mer Noire s'arrêtera à un poste sanitaire près de l'entrée des Détroits aux fins du contrôle sanitaire établi par les règlements turcs dans le cadre des prescriptions sanitaires internationales. Ce contrôle, dans le cas de navires possédant une patente nette de santé ou présentant une déclaration de santé attestant qu'ils ne tombent pas sous le coup des dispositions de l'alinéa 2 du présent article, s'effectuera de jour et de nuit, avec le plus de rapidité possible, et ces navires ne devront être astreints à aucun autre arrêt au cours de leur passage dans les Détroits.

Les navires qui ont à bord des cas de peste, de choléra, de fièvre jaune, de typhus exanthématique ou de variole, ou qui en ont eu moins de sept jours auparavant, ainsi que les navires qui ont quitté un port contaminé depuis moins de cinq fois vingt-quatre heures, s'arrêteront au poste sanitaire indiqué à l'alinéa précédent pour y embarquer les gardes sanitaires que les autorités turques pourraient désigner. Il ne sera, à ce titre, prélevé aucune taxe ou charge et les gardes devront être débarqués à un poste sanitaire à la sortie des Détroits.

Article 4.

En temps de guerre, la Turquie n'étant pas belligérante, les navires de commerce, quels que soient le pavillon et le chargement, jouiront de la liberté de passage et de navigation dans les Détroits dans les conditions prévues aux articles 2 et 3.

Le pilotage et le remorquage restent facultatifs.

Article 5.

En temps de guerre, la Turquie étant belligérante, les navires de commerce n'appartenant pas à un pays en guerre avec la Turquie jouiront de la liberté de passage et de navigation dans les Détroits à condition de n'assister en aucune façon l'ennemi.

Ces navires entreront de jour dans les Détroits et le passage devra s'effectuer par la route qui sera, dans chaque cas, indiquée par les autorités turques.

Article 6.

Au cas où la Turquie s'estimerait menacée d'un danger de guerre imminent, il continuerait néanmoins à être fait application des dispositions de l'article 2, sauf que les navires devraient

Article 1.

The High Contracting Parties recognise and affirm the principle of freedom of transit and navigation by sea in the Straits.

The exercise of this freedom shall henceforth be regulated by the provisions of the present Convention.

SECTION I.

MERCHANT VESSELS.

Article 2.

In time of peace, merchant vessels shall enjoy complete freedom of transit and navigation in the Straits, by day and by night, under any flag and with any kind of cargo, without any formalities, except as provided in Article 3 below. No taxes or charges other than those authorised by Annex I to the present Convention shall be levied by the Turkish authorities on these vessels when passing in transit without calling at a port in the Straits.

In order to facilitate the collection of these taxes or charges merchant vessels passing through the Straits shall communicate to the officials at the stations referred to in Article 3 their name, nationality, tonnage, destination and last port of call (provenance).

Pilotage and towage remain optional.

Article 3.

All ships entering the Straits by the Ægean Sea or by the Black Sea shall stop at a sanitary station near the entrance to the Straits for the purposes of the sanitary control prescribed by Turkish law within the framework of international sanitary regulations. This control, in the case of ships possessing a clean bill of health or presenting a declaration of health testifying that they do not fall within the scope of the provisions of the second paragraph of the present Article, shall be carried out by day and by night with all possible speed, and the vessels in question shall not be required to make any other stop during their passage through the Straits.

Vessels which have on board cases of plague, cholera, yellow fever, exanthematic typhus or smallpox, or which have had such cases on board during the previous seven days, and vessels which have left an infected port within less than five times twenty-four hours shall stop at the sanitary stations indicated in the preceding paragraph in order to embark such sanitary guards as the Turkish authorities may direct. No tax or charge shall be levied in respect of these sanitary guards and they shall be disembarked at a sanitary station on departure from the Straits.

Article 4.

In time of war, Turkey not being belligerent, merchant vessels, under any flag or with any kind of cargo, shall enjoy freedom of transit and navigation in the Straits subject to the provisions of Articles 2 and 3.

Pilotage and towage remain optional.

Article 5.

In time of war, Turkey being belligerent, merchant vessels not belonging to a country at war with Turkey shall enjoy freedom of transit and navigation in the Straits on condition that they do not in any way assist the enemy.

Such vessels shall enter the Straits by day and their transit shall be effected by the route which shall in each case be indicated by the Turkish authorities.

Article 6.

Should Turkey consider herself to be threatened with imminent danger of war, the provisions of Article 2 shall nevertheless continue to be applied except that vessels must enter the Straits by

entrer de jour dans les Détroits et que le passage devrait s'effectuer par la route indiquée, dans chaque cas, par les autorités turques.

Le pilotage pourrait, dans ce cas, être rendu obligatoire, mais sans rétribution.

Article 7.

Le terme « navires de commerce » s'applique à tous les navires qui ne sont pas visés par la section II de la présente convention.

SECTION II

BÂTIMENTS DE GUERRE.

Article 8.

Aux fins de la présente convention, la définition applicable aux bâtiments de guerre et à leurs spécifications, ainsi qu'au calcul des tonnages est celle qui figure dans l'annexe II à la présente convention.

Article 9.

Les bâtiments auxiliaires de la marine militaire spécifiquement conçus pour le transport des combustibles, liquides ou non, ne seront pas astreints au préavis visé à l'article 13 et n'entreront pas dans le calcul des tonnages soumis à limitation en vertu des articles 14 et 18, à condition de traverser les Détroits isolément. Toutefois ils demeureront assimilés aux bâtiments de guerre en ce qui concerne les autres conditions de passage.

Les bâtiments auxiliaires visés au précédent alinéa ne pourront bénéficier de la dérogation envisagée que si leur armement ne comporte pas : comme artillerie contre objectifs flottants, plus de deux pièces d'un calibre de 105 mm. au maximum ; comme artillerie contre objectifs aériens, plus de deux matériels d'un calibre de 75 mm. au maximum.

Article 10.

En temps de paix, les bâtiments légers de surface, les petits navires de combat et les navires auxiliaires, qu'ils appartiennent à des Puissances riveraines ou non de la mer Noire, quel que soit leur pavillon, jouiront de la liberté de passage dans les Détroits sans aucune taxe ou charge quelconque, pourvu qu'ils y pénètrent de jour et dans les conditions prévues aux articles 13 et suivants ci-après.

Les bâtiments de guerre autres que ceux qui entrent dans les classes visées à l'alinéa précédent n'auront le droit de passage que dans les conditions spéciales prévues aux articles 11 et 12.

Article 11.

Les Puissances riveraines de la mer Noire sont autorisées à faire passer par les Détroits leurs bâtiments de ligne d'un tonnage supérieur au tonnage prévu à l'alinéa premier de l'article 14, à la condition que ces bâtiments ne franchissent les Détroits qu'un à un, escortés au plus de deux torpilleurs.

Article 12.

Les Puissances riveraines de la mer Noire auront le droit de faire passer par les Détroits, en vue de rallier leur base, leurs sous-marins construits ou achetés en dehors de cette mer, si un avis de mise en chantier ou d'achat a été donné en temps utile à la Turquie.

Les sous-marins appartenant auxdites Puissances pourront également traverser les Détroits pour être réparés dans des chantiers situés hors de cette mer à la condition que des précisions à ce sujet soient données à la Turquie.

Dans l'un et l'autre cas, les sous-marins devront naviguer de jour et en surface et traverser les Détroits isolément.

day and that their transit must be effected by the route which shall, in each case, be indicated by the Turkish authorities.

Pilotage may, in this case, be made obligatory, but no charge shall be levied.

Article 7.

The term "merchant vessels" applies to all vessels which are not covered by Section II of the present Convention.

SECTION II.

VESSELS OF WAR.

Article 8.

For the purposes of the present Convention, the definitions of vessels of war and of their specification together with those relating to the calculation of tonnage shall be as set forth in Annex II to the present Convention.

Article 9.

Naval auxiliary vessels specifically designed for the carriage of fuel, liquid or non-liquid, shall not be subject to the provisions of Article 13 regarding notification, nor shall they be counted for the purpose of calculating the tonnage which is subject to limitation under Articles 14 and 18, on condition that they shall pass through the Straits singly. They shall, however, continue to be on the same footing as vessels of war for the purpose of the remaining provisions governing transit.

The auxiliary vessels specified in the preceding paragraph shall only be entitled to benefit by the exceptional status therein contemplated if their armament does not include : for use against floating targets, more than two guns of a maximum calibre of 105 millimetres ; for use against aerial targets, more than two guns of a maximum calibre of 75 millimetres.

Article 10.

In time of peace, light surface vessels, minor war vessels and auxiliary vessels, whether belonging to Black Sea or non-Black Sea Powers, and whatever their flag, shall enjoy freedom of transit through the Straits without any taxes or charges whatever, provided that such transit is begun during daylight and subject to the conditions laid down in Article 13 and the Articles following thereafter.

Vessels of war other than those which fall within the categories specified in the preceding paragraph shall only enjoy a right of transit under the special conditions provided by Articles 11 and 12.

Article 11.

Black Sea Powers may send through the Straits capital ships of a tonnage greater than that laid down in the first paragraph of Article 14, on condition that these vessels pass through the Straits singly, escorted by not more than two destroyers.

Article 12.

Black Sea Powers shall have the right to send through the Straits, for the purpose of rejoining their base, submarines constructed or purchased outside the Black Sea, provided that adequate notice of the laying down or purchase of such submarines shall have been given to Turkey.

Submarines belonging to the said Powers shall also be entitled to pass through the Straits to be repaired in dockyards outside the Black Sea on condition that detailed information on the matter is given to Turkey.

In either case, the said submarines must travel by day and on the surface, and must pass through the Straits singly.

Article 13.

Pour le passage dans les Détroits des bâtiments de guerre, un préavis devra être donné au Gouvernement turc par la voie diplomatique. La durée normale du préavis sera de huit jours ; mais il est désirable que, pour les Puissances non riveraines de la mer Noire, elle soit portée à quinze jours. Il sera indiqué dans le préavis la destination, le nom, le type et le nombre des bâtiments ainsi que la date de passage pour l'aller et, s'il y a lieu, pour le retour. Tout changement de date devra faire l'objet d'un préavis de trois jours.

L'entrée dans les Détroits pour le passage d'aller devra avoir lieu dans un délai de cinq jours à partir de la date indiquée dans le préavis initial. Après l'expiration de ce délai, il devra être donné un nouveau préavis, dans les mêmes conditions que pour le préavis initial.

Lors du passage, le commandant de la force navale communiquera, sans avoir à s'arrêter, à une station de signaux à l'entrée des Dardanelles ou du Bosphore, la composition exacte de la force se trouvant sous ses ordres.

Article 14.

Le tonnage global maximum de toutes les forces navales étrangères pouvant se trouver en cours de transit dans les Détroits ne devra pas dépasser 15.000 tonnes, sauf dans les cas prévus à l'article 11 et à l'annexe III à la présente convention.

Toutefois les forces visées à l'alinéa précédent ne devront pas comprendre plus de neuf bâtiments.

Ne seront pas compris dans ce tonnage les bâtiments appartenant à des Puissances riveraines ou non riveraines de la mer Noire qui, conformément aux dispositions de l'article 17, rendent visite à un port des Détroits.

Ne seront pas davantage compris dans ce tonnage les bâtiments de guerre qui auraient subi une avarie lors de la traversée ; ces bâtiments se soumettront, pendant les réparations, aux dispositions spéciales de sécurité édictées par la Turquie.

Article 15.

Les bâtiments de guerre en transit dans les Détroits ne pourront, en aucun cas, utiliser les aéronefs dont ils seraient porteurs.

Article 16.

Les bâtiments de guerre en transit dans les Détroits ne devront, sauf en cas d'avarie ou de fortune de mer, y séjourner au delà du temps nécessaire pour effectuer leur passage.

Article 17.

Les dispositions des articles précédents ne sauraient en aucune manière empêcher une force navale d'un tonnage et d'une composition quelconques de rendre, dans un port des Détroits, sur l'invitation du Gouvernement turc, une visite de courtoisie d'une durée limitée. Cette force devra quitter les Détroits par la même route que pour l'entrée, à moins qu'elle ne soit dans les conditions voulues pour passer en transit dans les Détroits, conformément aux dispositions des articles 10, 14 et 18.

Article 18.

1. Le tonnage global que les Puissances non riveraines de la mer Noire peuvent avoir dans cette mer en temps de paix est limité de la façon suivante :

a) Sauf dans le cas prévu au paragraphe b) ci-après, le tonnage global desdites Puissances n'excédera pas 30.000 tonnes ;

b) Au cas où, à un moment quelconque, le tonnage de la flotte la plus forte de la mer Noire viendrait à dépasser d'au moins 10.000 tonnes celui de la flotte la plus forte

Article 13.

The transit of vessels of war through the Straits shall be preceded by a notification given to the Turkish Government through the diplomatic channel. The normal period of notice shall be eight days ; but it is desirable that in the case of non-Black Sea Powers this period should be increased to fifteen days. The notification shall specify the destination, name, type and number of the vessels, as also the date of entry for the outward passage and, if necessary, for the return journey. Any change of date shall be subject to three days' notice.

Entry into the Straits for the outward passage shall take place within a period of five days from the date given in the original notification. After the expiry of this period, a new notification shall be given under the same conditions as for the original notification.

When effecting transit, the commander of the naval force shall, without being under any obligation to stop, communicate to a signal station at the entrance to the Dardanelles or the Bosphorus the exact composition of the force under his orders.

Article 14.

The maximum aggregate tonnage of all foreign naval forces which may be in course of transit through the Straits shall not exceed 15,000 tons, except in the cases provided for in Article 11 and in Annex III to the present Convention.

The forces specified in the preceding paragraph shall not, however, comprise more than nine vessels.

Vessels, whether belonging to Black Sea or non-Black Sea Powers, paying visits to a port in the Straits, in accordance with the provisions of Article 17, shall not be included in this tonnage.

Neither shall vessels of war which have suffered damage during their passage through the Straits be included in this tonnage ; such vessels, while undergoing repair, shall be subject to any special provisions relating to security laid down by Turkey.

Article 15.

Vessels of war in transit through the Straits shall in no circumstances make use of any aircraft which they may be carrying.

Article 16.

Vessels of war in transit through the Straits shall not, except in the event of damage or peril of the sea, remain therein longer than is necessary for them to effect the passage.

Article 17.

Nothing in the provisions of the preceding Articles shall prevent a naval force of any tonnage or composition from paying a courtesy visit of limited duration to a port in the Straits, at the invitation of the Turkish Government. Any such force must leave the Straits by the same route as that by which it entered, unless it fulfils the conditions required for passage in transit through the Straits as laid down by Articles 10, 14 and 18.

Article 18.

(1) The aggregate tonnage which non-Black Sea Powers may have in that sea in time of peace shall be limited as follows :

(a) Except as provided in paragraph (b) below, the aggregate tonnage of the said Powers shall not exceed 30,000 tons ;

(b) If at any time the tonnage of the strongest fleet in the Black Sea shall exceed by at least 10,000 tons the tonnage of the strongest fleet in that sea at the date of the

en cette mer à la date de la signature de la présente convention, le tonnage global de 30.000 tonnes mentionné au paragraphe *a)* sera majoré d'autant, jusqu'à concurrence d'un maximum de 45.000 tonnes. A cette fin, chaque Puissance riveraine fera connaître, conformément à l'annexe IV à la présente convention, au Gouvernement turc, le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année, le tonnage total de sa flotte en mer Noire, et le Gouvernement turc transmettra cette information aux autres Hautes Parties contractantes ainsi qu'au Secrétaire général de la Société des Nations ;

c) Le tonnage que l'une quelconque des Puissances non riveraines aura la faculté d'avoir en mer Noire sera limité aux deux tiers du tonnage global visé aux paragraphes *a)* et *b)* ci-dessus ;

d) Toutefois au cas où une ou plusieurs Puissances non riveraines de la mer Noire désireraient y envoyer, dans un but humanitaire, des forces navales, ces forces, dont l'ensemble ne devra, en aucune hypothèse, excéder 8.000 tonnes, seront admises à pénétrer dans la mer Noire, sans le préavis prévu à l'article 13 de la présente convention, moyennant une autorisation obtenue du Gouvernement turc dans les conditions suivantes : si le tonnage global visé aux paragraphes *a)* et *b)* ci-dessus n'est pas atteint et ne doit pas être dépassé par les forces dont l'envoi est demandé, le Gouvernement turc accordera ladite autorisation dans le plus bref délai après la réception de la demande dont il aura été saisi ; si ledit tonnage global se trouve être déjà utilisé ou s'il devait être dépassé par les forces dont l'envoi est demandé, le Gouvernement turc donnera immédiatement connaissance de la demande d'autorisation aux autres Puissances riveraines de la mer Noire et si ces Puissances, vingt-quatre heures après en avoir été informées, n'y font pas d'objection, il fera savoir aux Puissances intéressées, au plus tard dans un délai utile de quarante-huit heures, la suite qu'il aura décidé de donner à leur demande.

Toute entrée ultérieure en mer Noire de forces navales des Puissances non riveraines ne s'effectuera que dans les limites disponibles du tonnage global visé aux paragraphes *a)* et *b)* ci-dessus.

2. Quel que soit l'objet de leur présence en mer Noire, les bâtiments de guerre des Puissances non riveraines ne pourront pas y rester plus de vingt et un jours.

Article 19.

En temps de guerre, la Turquie n'étant pas belligérante, les bâtiments de guerre jouiront d'une complète liberté de passage et de navigation dans les Détroits dans des conditions identiques à celles qui sont stipulées aux articles 10 à 18.

Toutefois il sera interdit aux bâtiments de guerre de toute Puissance belligérante de passer à travers les Détroits, sauf dans les cas rentrant dans l'application de l'article 25 de la présente convention, ainsi que dans le cas d'assistance prêtée à un Etat victime d'une agression en vertu d'un traité d'assistance mutuelle engageant la Turquie, conclu dans le cadre du Pacte de la Société des Nations, enregistré et publié conformément aux dispositions de l'article 18 dudit pacte.

Dans les cas exceptionnels visés à l'alinéa précédent, ne seront pas applicables les limitations indiquées dans les articles 10 à 18.

Malgré l'interdiction de passage édictée dans l'alinéa 2 ci-dessus, les bâtiments de guerre des Puissances belligérantes riveraines ou non de la mer Noire, séparés de leurs ports d'attache, sont autorisés à rallier ces ports.

Il est interdit aux bâtiments de guerre belligérants de procéder à toute capture, d'exercer le droit de visite et de se livrer à un acte hostile quelconque dans les Détroits.

Article 20.

En temps de guerre, la Turquie étant belligérante, les dispositions des articles 10 à 18 ne seront pas applicables ; le passage des bâtiments de guerre sera entièrement laissé à la discrétion du Gouvernement turc.

signature of the present Convention, the aggregate tonnage of 30,000 tons mentioned in paragraph (a) shall be increased by the same amount, up to a maximum of 45,000 tons. For this purpose, each Black Sea Power shall, in conformity with Annex IV to the present Convention, inform the Turkish Government, on the 1st January and the 1st July of each year, of the total tonnage of its fleet in the Black Sea ; and the Turkish Government shall transmit this information to the other High Contracting Parties and to the Secretary-General of the League of Nations ;

(c) The tonnage which any one non-Black Sea Power may have in the Black Sea shall be limited to two-thirds of the aggregate tonnage provided for in paragraphs (a) and (b) above ;

(d) In the event, however, of one or more non-Black Sea Powers desiring to send naval forces into the Black Sea, for a humanitarian purpose, the said forces, which shall in no case exceed 8,000 tons altogether, shall be allowed to enter the Black Sea without having to give the notification provided for in Article 13 of the present Convention, provided an authorisation is obtained from the Turkish Government in the following circumstances : if the figure of the aggregate tonnage specified in paragraphs (a) and (b) above has not been reached and will not be exceeded by the despatch of the forces which it is desired to send, the Turkish Government shall grant the said authorisation within the shortest possible time after receiving the request which has been addressed to it ; if the said figure has already been reached or if the despatch of the forces which it is desired to send will cause it to be exceeded, the Turkish Government will immediately inform the other Black Sea Powers of the request for authorisation, and if the said Powers make no objection within twenty-four hours of having received this information, the Turkish Government shall, within forty-eight hours at the latest, inform the interested Powers of the reply which it has decided to make to their request.

Any further entry into the Black Sea of naval forces of non-Black Sea Powers shall only be effected within the available limits of the aggregate tonnage provided for in paragraphs (a) and (b) above.

(2) Vessels of war belonging to non-Black Sea Powers shall not remain in the Black Sea more than twenty-one days, whatever be the object of their presence there.

Article 19.

In time of war, Turkey not being belligerent, warships shall enjoy complete freedom of transit and navigation through the Straits under the same conditions as those laid down in Articles 10 to 18.

Vessels of war belonging to belligerent Powers shall not, however, pass through the Straits except in cases arising out of the application of Article 25 of the present Convention, and in cases of assistance rendered to a State victim of aggression in virtue of a treaty of mutual assistance binding Turkey, concluded within the framework of the Covenant of the League of Nations, and registered and published in accordance with the provisions of Article 18 of the Covenant.

In the exceptional cases provided for in the preceding paragraph, the limitations laid down in Articles 10 to 18 of the present Convention shall not be applicable.

Notwithstanding the prohibition of passage laid down in paragraph 2 above, vessels of war belonging to belligerent Powers, whether they are Black Sea Powers or not, which have become separated from their bases, may return thereto.

Vessels of war belonging to belligerent Powers shall not make any capture, exercise the right of visit and search, or carry out any hostile act in the Straits.

Article 20.

In time of war, Turkey being belligerent, the provisions of Articles 10 to 18 shall not be applicable ; the passage of warships shall be left entirely to the discretion of the Turkish Government.

Article 21.

Au cas où la Turquie s'estimerait menacée d'un danger de guerre imminent, elle aurait le droit d'appliquer les dispositions de l'article 20 de la présente convention.

Les bâtiments de guerre qui, après avoir passé par les Détroits antérieurement à l'usage par la Turquie de la faculté que lui confère l'alinéa précédent, se trouveraient ainsi séparés de leurs ports d'attache, pourront rallier ces ports. Il est cependant entendu que la Turquie pourra ne pas faire bénéficier de ce droit les bâtiments de l'Etat dont l'attitude aurait motivé l'application du présent article.

Si le Gouvernement turc fait usage de la faculté que lui confère l'alinéa premier ci-dessus, il adressera une notification à cet effet aux Hautes Parties contractantes ainsi qu'au Secrétaire général de la Société des Nations.

Si le Conseil de la Société des Nations, par une majorité des deux tiers, décide que les mesures ainsi prises par la Turquie ne sont pas justifiées et si tel est également l'avis de la majorité des Hautes Parties contractantes signataires de la présente convention, le Gouvernement turc s'engage à rapporter les mesures en question ainsi que celles qui auraient été prises en vertu de l'article 6 de la présente convention.

Article 22.

Les bâtiments de guerre qui ont à bord des cas de peste, de choléra, de fièvre jaune, de typhus exanthématique ou de variole, ou qui en ont eu moins de sept jours auparavant, ainsi que les bâtiments qui ont quitté un port contaminé depuis moins de cinq fois vingt-quatre heures devront passer les Détroits en quarantaine et appliquer par les moyens du bord les mesures prophylactiques nécessaires pour éviter toute possibilité de contamination des Détroits.

SECTION III

AÉRONEFS.

Article 23.

En vue d'assurer le passage des aéronefs civils entre la Méditerranée et la mer Noire, le Gouvernement turc indiquera, en dehors des zones interdites des Détroits, les routes aériennes destinées à ce passage ; les aéronefs civils pourront utiliser ces routes en donnant au Gouvernement turc, pour les survols occasionnels, un préavis de trois jours et, pour les survols de services réguliers, un préavis général des dates de passage.

D'autre part, nonobstant la remilitarisation des Détroits, le Gouvernement turc fournira les facilités nécessaires pour le passage en toute sécurité des aéronefs civils autorisés d'après la réglementation aérienne en vigueur en Turquie à survoler le territoire turc entre l'Europe et l'Asie. Pour les cas où une autorisation de survol aurait été accordée, la route à suivre dans la zone des Détroits sera périodiquement indiquée.

SECTION IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 24.

Les attributions de la Commission internationale constituée en vertu de la Convention concernant le régime des Détroits en date du 24 juillet 1923 sont transférées au Gouvernement turc.

Le Gouvernement turc s'engage à réunir les statistiques et à fournir les renseignements relatifs à l'application des articles 11, 12, 14 et 18.

Article 21.

Should Turkey consider herself to be threatened with imminent danger of war she shall have the right to apply the provisions of Article 20 of the present Convention.

Vessels which have passed through the Straits before Turkey has made use of the powers conferred upon her by the preceding paragraph, and which thus find themselves separated from their bases, may return thereto. It is, however, understood that Turkey may deny this right to vessels of war belonging to the State whose attitude has given rise to the application of the present Article.

Should the Turkish Government make use of the powers conferred by the first paragraph of the present Article, a notification to that effect shall be addressed to the High Contracting Parties and to the Secretary-General of the League of Nations.

If the Council of the League of Nations decide by a majority of two-thirds that the measures thus taken by Turkey are not justified, and if such should also be the opinion of the majority of the High Contracting Parties signatories to the present Convention, the Turkish Government undertakes to discontinue the measures in question as also any measures which may have been taken under Article 6 of the present Convention.

Article 22.

Vessels of war which have on board cases of plague, cholera, yellow fever, exanthematic typhus or smallpox or which have had such cases on board within the last seven days and vessels of war which have left an infected port within less than five times twenty-four hours must pass through the Straits in quarantine and apply by the means on board such prophylactic measures as are necessary in order to prevent any possibility of the Straits being infected.

SECTION III.

AIRCRAFT.

Article 23.

In order to assure the passage of civil aircraft between the Mediterranean and the Black Sea, the Turkish Government will indicate the air routes available for this purpose, outside the forbidden zones which may be established in the Straits. Civil aircraft may use these routes provided that they give the Turkish Government, as regards occasional flights, a notification of three days, and as regards flights on regular services, a general notification of the dates of passage.

The Turkish Government moreover undertake, notwithstanding any remilitarisation of the Straits, to furnish the necessary facilities for the safe passage of civil aircraft authorised under the air regulations in force in Turkey to fly across Turkish territory between Europe and Asia. The route which is to be followed in the Straits zone by aircraft which have obtained an authorisation shall be indicated from time to time.

SECTION IV.

GENERAL PROVISIONS.

Article 24.

The functions of the International Commission set up under the Convention relating to the régime of the Straits of the 24th July, 1923, are hereby transferred to the Turkish Government.

The Turkish Government undertake to collect statistics and to furnish information concerning the application of Articles 11, 12, 14 and 18 of the present Convention.

Il doit veiller à l'exécution de toute disposition de la présente convention ayant trait au passage des bâtiments de guerre dans les Détroits.

Dès qu'il aura été avisé du prochain passage dans les Détroits d'une force navale étrangère, le Gouvernement turc fera connaître aux représentants à Ankara des Hautes Parties contractantes la composition de cette force, son tonnage, la date prévue pour son entrée dans les Détroits et, s'il y a lieu, la date probable de son retour.

Le Gouvernement turc adressera au Secrétaire général de la Société des Nations ainsi qu'aux Hautes Parties contractantes un rapport annuel indiquant les mouvements des bâtiments de guerre étrangers dans les Détroits et fournissant tous renseignements utiles pour le commerce et la navigation maritime et aérienne envisagée dans la présente convention.

Article 25.

Aucune disposition de la présente convention ne porte atteinte aux droits et obligations découlant du Pacte de la Société des Nations pour la Turquie ou pour toute autre Haute Partie contractante, Membre de la Société des Nations.

SECTION V

DISPOSITIONS FINALES.

Article 26.

La présente convention sera ratifiée dans le plus court délai possible.

Les ratifications seront déposées aux archives du Gouvernement de la République française à Paris.

Le Gouvernement japonais aura la faculté de se borner à faire connaître au Gouvernement de la République française, par son représentant diplomatique à Paris, que la ratification a été donnée et, dans ce cas, il devra transmettre l'instrument aussitôt que faire se pourra.

Un procès-verbal de dépôt sera dressé dès que six instruments de ratification, y compris celui de la Turquie, auront été déposés. A cette fin, la notification prévue à l'alinéa précédent équivaudra au dépôt de l'instrument de ratification.

La présente convention entrera en vigueur à la date de ce procès-verbal.

Le Gouvernement français remettra à toutes les Hautes Parties contractantes une copie authentique du procès-verbal visé à l'alinéa précédent et des procès-verbaux de dépôt des ratifications ultérieures.

Article 27.

A partir de son entrée en vigueur, la présente convention sera ouverte à l'adhésion de toute Puissance signataire du Traité de Paix de Lausanne du 24 juillet 1923.

Toute adhésion sera signifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la République française et, par celui-ci, à toutes les Hautes Parties contractantes.

Elle portera effet à dater du jour de la signification au Gouvernement français.

Article 28.

La présente convention aura une durée de vingt ans à dater de son entrée en vigueur.

Toutefois le principe de la liberté de passage et de navigation affirmé à l'article premier de la présente convention aura une durée illimitée.

They will supervise the execution of all the provisions of the present Convention relating to the passage of vessels of war through the Straits.

As soon as they have been notified of the intended passage through the Straits of a foreign naval force the Turkish Government shall inform the representatives at Angora of the High Contracting Parties of the composition of that force, its tonnage, the date fixed for its entry into the Straits, and, if necessary, the probable date of its return.

The Turkish Government shall address to the Secretary-General of the League of Nations and to the High Contracting Parties an annual report giving details regarding the movements of foreign vessels of war through the Straits and furnishing all information which may be of service to commerce and navigation, both by sea and by air, for which provision is made in the present Convention.

Article 25.

Nothing in the present Convention shall prejudice the rights and obligations of Turkey, or of any of the other High Contracting Parties members of the League of Nations, arising out of the Covenant of the League of Nations.

SECTION V.

FINAL PROVISIONS.

Article 26.

The present Convention shall be ratified as soon as possible.

The ratifications shall be deposited in the archives of the Government of the French Republic in Paris.

The Japanese Government shall be entitled to inform the Government of the French Republic through their diplomatic representative in Paris that the ratification has been given, and in that case they shall transmit the instrument of ratification as soon as possible.

A *procès-verbal* of the deposit of ratifications shall be drawn up as soon as six instruments of ratification, including that of Turkey, shall have been deposited. For this purpose the notification provided for in the preceding paragraph shall be taken as the equivalent of the deposit of an instrument of ratification.

The present Convention shall come into force on the date of the said *procès-verbal*.

The French Government will transmit to all the High Contracting Parties an authentic copy of the *procès-verbal* provided for in the preceding paragraph and of the *procès-verbaux* of the deposit of any subsequent ratifications.

Article 27.

The present Convention shall, as from the date of its entry into force, be open to accession by any Power signatory to the Treaty of Peace at Lausanne signed on the 24th July, 1923.

Each accession shall be notified, through the diplomatic channel, to the Government of the French Republic, and by the latter to all the High Contracting Parties.

Accessions shall come into force as from the date of notification to the French Government.

Article 28.

The present Convention shall remain in force for twenty years from the date of its entry into force.

The principle of freedom of transit and navigation affirmed in Article I of the present Convention shall however continue without limit of time.

Si, deux ans avant l'expiration de ladite période de vingt ans, aucune Haute Partie contractante n'a donné un préavis de dénonciation au Gouvernement français, la présente convention demeurera en vigueur jusqu'à ce que deux années se soient écoulées après l'envoi d'un préavis de dénonciation. Ce préavis sera notifié par le Gouvernement français aux Hautes Parties contractantes.

Si la présente convention venait à être dénoncée conformément aux dispositions du présent article, les Hautes Parties contractantes conviennent de se faire représenter à une conférence en vue d'arrêter les termes d'une nouvelle convention.

Article 29.

A l'expiration de chaque période quinquennale à compter de la mise en vigueur de la présente convention, chacune des Hautes Parties contractantes pourra prendre l'initiative de proposer des amendements à une ou plusieurs dispositions de la présente convention.

Pour être recevable, la demande de revision formulée par une des Hautes Parties contractantes doit être appuyée, s'il s'agit de modifications à l'article 14 ou à l'article 18, par une autre Haute Partie contractante et, s'il s'agit de modifications à tout autre article, par deux autres Hautes Parties contractantes.

La demande de revision ainsi appuyée devra être notifiée à toutes les Hautes Parties contractantes trois mois avant l'expiration de la période quinquennale en cours. Ce préavis contiendra l'indication et les motifs des amendements proposés.

S'il est impossible d'aboutir sur ces propositions par la voie diplomatique, les Hautes Parties contractantes se feront représenter à une conférence convoquée à cet effet.

Cette conférence ne pourra statuer qu'à l'unanimité, à l'exception des cas de revision relatifs à l'article 14 et à l'article 18, pour lesquels il suffira d'une majorité des trois quarts des Hautes Parties contractantes.

Cette majorité sera calculée en y comprenant les trois quarts des Hautes Parties contractantes riveraines de la mer Noire, y compris la Turquie.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention.

Fait à Montreux, le vingt juillet mil neuf cent trente-six, en onze exemplaires, dont le premier, revêtu des sceaux des plénipotentiaires, sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française et dont les autres ont été remis aux Puissances signataires.

(L. S.) N. P. NICOLAEV.

(L. S.) Pierre NEÏCOV.

(L. S.) J. PAUL-BONCOUR.

(L. S.) H. PONSOT.

(L. S.) STANLEY.

(L. S.) S. M. BRUCE.

(L. S.) N. POLITIS.

(L. S.) Raoul BIBICA ROSETTI.

Les soussignés, plénipotentiaires du Japon, déclarent, au nom de leur gouvernement, que les dispositions de la présente convention ne modifient en rien la position du Japon comme Etat non membre de la Société des Nations, tant à l'égard du Pacte de la Société des Nations qu'à l'égard des traités d'assistance mutuelle conclus dans le cadre dudit Pacte, et que le Japon conserve

If, two years prior to the expiry of the said period of twenty years, no High Contracting Party shall have given notice of denunciation to the French Government the present Convention shall continue in force until two years after such notice shall have been given. Any such notice shall be communicated by the French Government to the High Contracting Parties.

In the event of the present Convention being denounced in accordance with the provisions of the present Article, the High Contracting Parties agree to be represented at a conference for the purpose of concluding a new Convention.

Article 29.

At the expiry of each period of five years from the date of the entry into force of the present Convention each of the High Contracting Parties shall be entitled to initiate a proposal for amending one or more of the provisions of the present Convention.

To be valid, any request for revision formulated by one of the High Contracting Parties must be supported, in the case of modifications to Articles 14 or 18, by one other High Contracting Party, and, in the case of modifications to any other Article, by two other High Contracting Parties.

Any request for revision thus supported must be notified to all the High Contracting Parties three months prior to the expiry of the current period of five years. This notification shall contain details of the proposed amendments and the reasons which have given rise to them.

Should it be found impossible to reach an agreement on these proposals through the diplomatic channel, the High Contracting Parties agree to be represented at a conference to be summoned for this purpose.

Such a conference may only take decisions by a unanimous vote, except as regards cases of revision involving Articles 14 and 18, for which a majority of three-quarters of the High Contracting Parties shall be sufficient.

The said majority shall include three-quarters of the High Contracting Parties which are Black Sea Powers, including Turkey.

In witness whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Montreux the 20th July, 1936, in eleven copies, of which the first copy, to which the seals of the Plenipotentiaries have been affixed, will be deposited in the archives of the Government of the French Republic and of which the remaining copies have been transmitted to the signatory Powers.

(L. S.) N. P. NICOLAEV.
(L. S.) Pierre NEICOV.
(L. S.) J. PAUL-BONCOUR.
(L. S.) H. PONSOT.
(L. S.) STANLEY.
(L. S.) S. M. BRUCE.
(L. S.) N. POLITIS.
(L. S.) Raoul BIBICA ROSETTI.

The undersigned, Plenipotentiaries of Japan, declare, in the name of their Government, that the provisions of the present Convention do not in any sense modify the position of Japan as a State not a member of the League of Nations, whether in relation to the Covenant of the League of Nations or in regard to treaties of mutual assistance concluded within the framework of the

notamment, pour ce qui concerne ce Pacte et ces traités dans les dispositions des articles 19 et 25, une pleine liberté d'appréciation.

(L. S.) N. SATO.

(L. S.) Massa-aki HOTTA.

(L. S.) N. TITULESCO.

(L. S.) Cons. CONTZESCO.

(L. S.) V. V. PELLA.

(L. S.) D^r R. ARAS.

(L. S.) Suad DAVAZ.

(L. S.) N. MENEMENCIOLU.

(L. S.) Asim GÜNDÜZ.

(L. S.) N. SADAK.

(L. S.) Maxime LITVINOFF.

(L. S.) D^r I. V. SOUBBOTITCH.

ANNEXE I

1. Les taxes et charges qui peuvent être prélevées conformément à l'article 2 de la présente convention seront celles qui sont indiquées dans le tableau ci-après. Les réductions éventuelles de ces taxes et charges que le Gouvernement turc admettrait seront appliquées sans distinction de pavillon.

Nature du service rendu	Montant de la taxe ou de la charge à percevoir sur chaque tonne de jauge nette (net register tonnage)
	<i>Francs-or</i> ¹
a) Contrôle sanitaire	0,075
b) Phares, bouées lumineuses et bouées de chenaux ou autres :	
Jusqu'à 800 tonnes	0,42
Au-dessus de 800 tonnes	0,21
c) Service de sauvetage, y compris les canots de sauvetage, les postes de fusées porte-amarres, les sirènes de brume, les radiophares, ainsi que les bouées lumineuses non comprises sous b), ou autres installations du même genre	0,10

2. Les taxes et charges définies au tableau annexé au paragraphe premier de la présente annexe s'appliqueront à une double traversée des Détroits (c'est-à-dire à un passage de la mer Egée à la mer Noire et au voyage de retour vers la mer Egée ou bien à une traversée des Détroits de la mer Noire à la mer Egée suivie du retour en mer Noire) ; toutefois, si un navire de commerce franchit à nouveau les Détroits en vue de retourner en mer Egée ou en mer Noire, selon le cas, plus de six mois après la date d'entrée dans les Détroits pour le voyage d'aller, le navire pourra être appelé, sans distinction de pavillon, à acquitter une seconde fois ces taxes et charges.

¹ Actuellement 100 piastres équivalent à environ 2 francs 50 centimes-or.

said Covenant, and that in particular Japan reserves full liberty of interpretation as regards the provisions of Articles 19 and 25 so far as they concern that Covenant and those treaties.

- (L. S.) N. SATO.
 (L. S.) Massa-aki HOTTA.
 (L. S.) N. TITULESCO.
 (L. S.) Cons. CONTZESCO.
 (L. S.) V. V. PELLA.
 (L. S.) Dr. R. ARAS.
 (L. S.) Suad DAVAZ.
 (L. S.) N. MENEMENCIOGLU.
 (L. S.) Asim GÜNDÜZ.
 (L. S.) N. SADAK.
 (L. S.) Maxime LITVINOFF.
 (L. S.) Dr. I. V. SOUBBOTITCH.

ANNEX I.

The taxes and charges which may be levied in accordance with Article 2 of the present Convention shall be those set forth in the following table. Any reductions in these taxes or charges which the Turkish Government may grant shall be applied without any distinction based on the flag of the vessel :

Nature of service rendered	Amount of tax or charge to be levied on each ton of net register tonnage
	<i>Francs gold</i> ¹
(a) Sanitary Control Stations.	0.075
(b) Lighthouses, Light and Channel Buoys :	
Up to 800 tons	0.42
Above 800 tons	0.21
(c) Life Saving Services, including Life-boats, Rocket Stations, Fog Sirens, Direction-finding Stations, and any Light Buoys not comprised in (b) above, or other similar installations .	0.10

2. The taxes and charges set forth in the table attached to paragraph 1 of the present Annex shall apply in respect of a return voyage through the Straits (that is to say, a voyage from the Ægean Sea to the Black Sea and return back to the Ægean Sea or else a voyage through the Straits from the Black Sea to the Ægean Sea followed by a return voyage into the Black Sea) ; if, however, a merchant vessel re-enters the Straits with the object of returning into the Ægean Sea or to the Black Sea, as the case may be, more than six months after the date of entry into the Straits for the outward voyage, such vessel may be called upon to pay these taxes and charges a second time, provided no distinction is made based on the flag of the vessel.

¹ 100 piastres at present equals 2.5 francs gold (approx.).

3. Si, à la traversée d'aller, un navire de commerce déclare ne pas devoir revenir, il n'aura à acquitter, quant aux taxes et charges visées aux alinéas *b*) et *c*) du paragraphe premier de la présente annexe, que la moitié du tarif.

4. Les taxes et charges définies au tableau annexé au paragraphe premier de la présente annexe et qui ne seront pas plus élevées qu'il n'est indispensable pour couvrir les frais occasionnés par les services en question et pour conserver un fonds de réserve ou un fonds de roulement raisonnable ne seront augmentées ou complétées que par application des dispositions de l'article 29 de la présente convention. Elles seront acquittées en francs-or ou en monnaie turque d'après le cours des changes pratiqué à la date du paiement.

5. Les navires de commerce pourront être tenus d'acquitter des taxes et des charges pour les services facultatifs tels que le pilotage et le remorquage lorsqu'un tel service aura été dûment rendu par les autorités turques à la demande de l'agent ou du capitaine du navire en question. Le Gouvernement turc publiera de temps à autre, le tarif des taxes et charges qui seront perçues au titre de ces services facultatifs.

6. Ces tarifs ne seront pas augmentés dans les cas où lesdits services seront rendus obligatoires par application de l'article 5.

ANNEXE II ¹

A. DÉPLACEMENT-TYPE.

1. Le déplacement-type d'un bâtiment de surface est le déplacement du bâtiment achevé, avec son équipage complet, ses machines et chaudières, prêt à prendre la mer, ayant tout son armement et toutes ses munitions, ses installations, équipements, vivres, eau douce pour l'équipage, approvisionnements divers, outillages et rechanges de toute nature qu'il doit emporter en temps de guerre, mais sans combustible et sans eau de réserve pour l'alimentation des machines et chaudières.

2. Le déplacement-type d'un sous-marin est le déplacement en surface du bâtiment achevé (non compris l'eau des compartiments non étanches), avec son équipage complet, son appareil moteur, prêt à prendre la mer, ayant tout son armement et toutes ses munitions, ses installations, équipements, vivres pour l'équipage, outillages divers et rechanges de toute nature qu'il doit emporter en temps de guerre, mais sans combustible, huile lubrifiante, eau douce ou eau de ballast de toute sorte.

3. Le mot « tonne », sauf dans l'expression « tonnes métriques », désigne une tonne de 1.016 kilogrammes (2.240 lb.).

B. CLASSES.

1. Les *bâtiments de ligne* sont des bâtiments de guerre de surface appartenant à l'une des deux sous-classes suivantes :

a) Bâtiments de guerre de surface, autres que les bâtiments porte-aéronefs, les bâtiments auxiliaires ou les bâtiments de ligne de la sous-classe *b*), dont le déplacement-type est supérieur à 10.000 tonnes (10.160 tonnes métriques) ou qui portent un canon d'un calibre supérieur à 203 millimètres (8 pouces) ;

b) Bâtiments de guerre de surface, autres que les bâtiments porte-aéronefs, dont le déplacement-type n'est pas supérieur à 8.000 tonnes (8.128 tonnes métriques) et qui portent un canon d'un calibre supérieur à 203 millimètres (8 pouces).

2. Les *bâtiments porte-aéronefs* sont des bâtiments de guerre de surface qui, quel que soit leur déplacement, sont conçus ou aménagés principalement pour transporter et mettre en action des aéronefs en mer. Si un bâtiment de guerre n'a pas été conçu ou aménagé principalement pour transporter et mettre en action des aéronefs en mer, l'installation sur ce bâtiment d'un pont d'atterrissage ou d'envol n'aura pas pour effet de le faire entrer dans la classe des bâtiments porte-aéronefs.

¹ Les textes de la présente annexe ont été empruntés au Traité naval de Londres du 25 mars 1936.

3. If, on the outward voyage, a merchant vessel declares an intention of not returning, it shall only be obliged as regards the taxes and charges provided for in paragraphs (b) and (c) of the first paragraph of the present Annex, to pay half the tariff indicated.

4. The taxes and charges set forth in the table attached to the first paragraph of the present Annex, which are not to be greater than is necessary to cover the cost of maintaining the services concerned and of allowing for the creation of a reasonable reserve fund or working balance, shall not be increased or added to except in accordance with the provisions of Article 29 of the present Convention. They shall be payable in gold francs or in Turkish currency at the rate of exchange prevailing on the date of payment.

5. Merchant vessels may be required to pay taxes and charges for optional services, such as pilotage and towage, when any such service shall have been duly rendered by the Turkish authorities at the request of the agent or master of any such vessel. The Turkish Government will publish from time to time the tariff of the taxes and charges to be levied for such optional services.

6. These tariffs shall not be increased in cases in the event of the said services being made obligatory by reason of the application of Article 5.

ANNEX II.¹

A. STANDARD DISPLACEMENT.

(1) The standard displacement of a surface vessel is the displacement of the vessel, complete, fully manned, engined, and equipped ready for sea, including all armament and ammunition, equipment, outfit, provisions and fresh water for crew, miscellaneous stores and implements of every description that are intended to be carried in war, but without fuel or reserve feed water on board.

(2) The standard displacement of a submarine is the surface displacement of the vessel complete (exclusive of the water in non-watertight structure), fully manned, engined and equipped ready for sea, including all armament and ammunition, equipment, outfit, provisions for crew, miscellaneous stores and implements of every description that are intended to be carried in war, but without fuel, lubricating oil, fresh water or ballast water of any kind on board.

(3) The word "ton" except in the expression "metric tons" denotes the ton of 2,240 lb (1,016 kilos).

B. CATEGORIES.

(1) *Capital Ships* are surface vessels of war belonging to one of the two following sub-categories :

(a) Surface vessels of war, other than aircraft-carriers, auxiliary vessels, or capital ships of sub-category (b), the standard displacement of which exceeds 10,000 tons (10,160 metric tons) or which carry a gun with a calibre exceeding 8 in. (203 mm.) ;

(b) Surface vessels of war, other than aircraft-carriers, the standard displacement of which does not exceed 8,000 tons (8,128 metric tons) and which carry a gun with a calibre exceeding 8 in. (203 mm.).

(2) *Aircraft-Carriers* are surface vessels of war, whatever their displacement, designed or adapted primarily for the purpose of carrying and operating aircraft at sea. The fitting of a landing-on or flying-off deck on any vessel of war, provided such vessel has not been designed or adapted primarily for the purpose of carrying and operating aircraft at sea, shall not cause any vessel so fitted to be classified in the category of aircraft-carriers.

¹ The wording of the present Annex is taken from the London Naval Treaty of March 25th, 1936.

La classe des bâtiments porte-aéronefs se subdivise en deux sous-classes, à savoir :

a) Bâtiments pourvus d'un pont tel que les aéronefs puissent y prendre leur vol ou s'y poser ;

b) Bâtiments non pourvus du pont décrit au paragraphe a) ci-dessus.

3. Les *bâtiments légers de surface* sont des bâtiments de guerre de surface, autres que les bâtiments porte-aéronefs, les petits navires de combat ou les bâtiments auxiliaires, dont le déplacement-type est supérieur à 100 tonnes (102 tonnes métriques), sans dépasser 10.000 tonnes (10.160 tonnes métriques), et qui ne portent pas de canon d'un calibre supérieur à 203 millimètres (8 pouces).

La classe des bâtiments légers de surface se subdivise en trois sous-classes, à savoir :

a) Bâtiments portant un canon d'un calibre supérieur à 155 millimètres (6,1 pouces) ;

b) Bâtiments qui ne portent pas de canon d'un calibre supérieur à 155 millimètres (6,1 pouces), et dont le déplacement-type est supérieur à 3.000 tonnes (3.048 tonnes métriques) ;

c) Bâtiments qui ne portent pas de canon d'un calibre supérieur à 155 millimètres (6,1 pouces), et dont le déplacement-type n'est pas supérieur à 3.000 tonnes (3.048 tonnes métriques).

4. Les *sous-marins* sont tous les bâtiments conçus pour naviguer au-dessous de la surface de la mer.

5. Les *petits navires de combat* sont des bâtiments de guerre de surface, autres que les bâtiments auxiliaires, dont le déplacement-type est supérieur à 100 tonnes (102 tonnes métriques), sans dépasser 2.000 tonnes (2.032 tonnes métriques), et qui n'ont aucune des caractéristiques suivantes :

a) Être armés d'un canon d'un calibre supérieur à 155 millimètres (6,1 pouces) ;

b) Être conçus ou équipés pour lancer des torpilles ;

c) Être conçus pour atteindre une vitesse supérieure à vingt nœuds.

6. Les *bâtiments auxiliaires* sont des bâtiments de surface faisant partie de la flotte militaire, dont le déplacement-type est supérieur à 100 tonnes (102 tonnes métriques), qui sont normalement utilisés pour le service de la flotte, ou comme transports de troupes, ou pour tout emploi autre que celui de bâtiments combattants, qui ne sont pas spécialement construits pour être des bâtiments combattants, et qui n'ont aucune des caractéristiques suivantes :

a) Être armés d'un canon d'un calibre supérieur à 155 millimètres (6,1 pouces) ;

b) Être armés de plus de huit canons d'un calibre supérieur à 76 millimètres (3 pouces) ;

c) Être conçus ou équipés pour lancer des torpilles ;

d) Être conçus pour être protégés par des plaques de blindage ;

e) Être conçus pour atteindre une vitesse supérieure à vingt-huit nœuds ;

f) Être conçus ou aménagés principalement pour mettre en action des aéronefs en mer ;

g) Être équipés de plus de deux appareils à lancer des aéronefs.

C. BÂTIMENTS HORS D'ÂGE.

Les bâtiments des classes et sous-classes suivantes seront considérés comme « hors d'âge » lorsque, depuis leur achèvement, se sera écoulé le nombre d'années indiqué ci-dessous :

a) Pour un bâtiment de ligne 26 ans ;

b) Pour un bâtiment porte-aéronefs 20 ans ;

c) Pour un bâtiment léger de surface des sous-classes a) et b) :

i) S'il a été mis sur cale avant le 1^{er} janvier 1920 16 ans ;

ii) S'il a été mis sur cale après le 31 décembre 1919 20 ans ;

d) Pour un bâtiment léger de surface de la sous-classe c) 16 ans ;

e) Pour un sous-marin 13 ans.

The category of aircraft-carriers is divided into two sub-categories as follows :

(a) Vessels fitted with a flight deck, from which aircraft can take off, or on which aircraft can land from the air ;

(b) Vessels not fitted with a flight deck as described in (a) above.

(3) *Light Surface Vessels* are surface vessels of war other than aircraft-carriers, minor war vessels or auxiliary vessels, the standard displacement of which exceeds 100 tons (102 metric tons) and does not exceed 10,000 tons (10,160 metric tons), and which do not carry a gun with a calibre exceeding 8 in. (203 mm.).

The category of light surface vessels is divided into three sub-categories as follows :

(a) Vessels which carry a gun with a calibre exceeding 6.1 in. (155 mm.) ;

(b) Vessels which do not carry a gun with a calibre exceeding 6.1 in. (155 mm.) and the standard displacement of which exceeds 3,000 tons (3,048 metric tons) ;

(c) Vessels which do not carry a gun with a calibre exceeding 6.1 in. (155 mm.) and the standard displacement of which does not exceed 3,000 tons (3,048 metric tons).

(4) *Submarines* are all vessels designed to operate below the surface of the sea.

(5) *Minor War Vessels* are surface vessels of war, other than auxiliary vessels, the standard displacement of which exceeds 100 tons (102 metric tons) and does not exceed 2,000 tons (2,032 metric tons), provided they have none of the following characteristics :

(a) Mount a gun with a calibre exceeding 6.1 in. (155 mm.) ;

(b) Are designed or fitted to launch torpedoes ;

(c) Are designed for a speed greater than twenty knots.

(6) *Auxiliary Vessels* are naval surface vessels the standard displacement of which exceeds 100 tons (102 metric tons), which are normally employed on fleet duties or as troop transports, or in some other way than as fighting ships, and which are not specifically built as fighting ships, provided they have none of the following characteristics :

(a) Mount a gun with a calibre exceeding 6.1 in. (155 mm.) ;

(b) Mount more than eight guns with a calibre exceeding 3 in. (76 mm.) ;

(c) Are designed or fitted to launch torpedoes ;

(d) Are designed for protection by armour plate ;

(e) Are designed for a speed greater than twenty-eight knots ;

(f) Are designed or adapted primarily for operating aircraft at sea ;

(g) Mount more than two aircraft-launching apparatus.

C. OVER-AGE.

Vessels of the following categories and sub-categories shall be deemed to be " over-age " when the undermentioned number of years have elapsed since completion :

(a) Capital ships	26 years ;
(b) Aircraft-carriers	20 years ;
(c) Light surface vessels, sub-categories (a) and (b) :	
(i) If laid down before 1st January, 1920	16 years ;
(ii) If laid down after 31st December, 1919	20 years ;
(d) Light surface vessels, sub-category (c)	16 years ;
(e) Submarines	13 years ;

ANNEXE III

Il est convenu que, parmi les trois navires-écoles hors d'âge ci-dessous désignés de la marine japonaise, deux unités seront admises à visiter les ports des Détroits ensemble.

Le tonnage global de ces deux navires sera, dans ce cas, considéré comme équivalant à 15.000 tonnes.

	Date de la mise en chantier	Date de l'entrée en service	Déplacement-type (tonnes)	Armement
<i>Asama</i>	20-X-1896	18-III-1899	9.240	IV × 200 mm. XII × 150 mm.
<i>Yakumo</i>	1-IX-1898	20-VI-1900	9.010	IV × 200 mm. XII × 150 mm.
<i>Iwate</i>	11-XI-1898	18-III-1901	9.180	IV × 200 mm. XIV × 150 mm.

ANNEXE IV

1. Les classes et sous-classes de bâtiments à comprendre dans le calcul du tonnage total des flottes des Puissances riveraines de la mer Noire, visé à l'article 18 de la présente convention, sont les suivantes :

Bâtiments de ligne :

Sous-classe *a)*
Sous-classe *b)*.

Bâtiments porte-aéronefs :

Sous-classe *a)*
Sous-classe *b)*.

Bâtiments légers de surface :

Sous-classe *a)*
Sous-classe *b)*
Sous-classe *c)*.

Sous-marins :

Suivant les définitions de l'annexe II à la présente convention.

Le déplacement dont il doit être tenu compte dans le calcul du tonnage total est le déplacement-type, tel qu'il est défini à l'annexe III. Ne seront pris en considération que les bâtiments qui ne sont pas « hors d'âge », tels qu'ils sont définis à ladite annexe.

2. La communication prévue à l'article 18, alinéa *b)*, doit comprendre en outre le tonnage total des bâtiments des classes et sous-classes mentionnées au paragraphe premier de la présente annexe.

ANNEX III.

It is agreed that, of the three over-age training ships, as indicated below, belonging to the Japanese Fleet, two units may be allowed to visit ports in the Straits at the same time.

The aggregate tonnage of these two vessels shall in this case be considered as being equivalent to 15,000 tons.

	Date when laid down	Date of entry into service	Standard displacement (tons)	Armaments
<i>Asama</i>	20-X-1896	18-III-1899	9,240	IV × 200 mm. XII × 150 mm.
<i>Yakumo</i>	1-IX-1898	20-VI-1900	9,010	IV × 200 mm. XII × 150 mm.
<i>Iwate</i>	11-XI-1898	18-III-1901	9,180	IV × 200 mm. XIV × 150 mm.

ANNEX IV.

1. The categories and sub-categories of vessels to be included in the calculation of the total tonnage of the Black Sea Powers provided for in Article 18 of the present Convention are the following :

Capital Ships :

- Sub-category (a) ;
- Sub-category (b).

Aircraft-Carriers :

- Sub-category (a) ;
- Sub-category (b).

Light Surface Vessels :

- Sub-category (a) ;
- Sub-category (b) ;
- Sub-category (c).

Submarines :

As defined in Annex II to the present Convention.

The displacement which is to be taken into consideration in the calculation of the total tonnage is the standard displacement as defined in Annex II. Only those vessels shall be taken into consideration which are not over-age according to the definition contained in the said Annex.

2. The notification provided for in Article 18, paragraph (b), shall also include the total tonnage of vessels belonging to the categories and sub-categories mentioned in paragraph 1 of the present Annex.

PROTOCOLE

Au moment de signer la convention portant la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés, engageant leurs gouvernements respectifs, déclarent accepter les dispositions ci-après :

1. La Turquie pourra remilitariser immédiatement la zone des Détroits telle qu'elle est définie dans le préambule de ladite convention.
2. A partir du 15 août 1936, le Gouvernement turc appliquera provisoirement le régime spécifié dans ladite convention.
3. Le présent protocole prendra effet à dater de ce jour.

Fait à Montreux, le vingt juillet mil neuf cent trente-six.

N. P. NICOLAEV.
Pierre NEÏCOV.
J. PAUL-BONCOUR.
H. PONSOT.
STANLEY.
S. M. BRUCE.
N. POLITIS.
Raoul BIBICA ROSETTI.
N. SATO (*ad referendum*).
Massa-aki HOTTA (*ad referendum*).
N. TITULESCO.
Cons. CONTZESCO.
V. V. PELLA.
D^r R. ARAS.
Suad DAVAZ.
N. MENEMENCIOGLU.
Asim GÜNDÜZ.
N. SADAK.
Maxime LITVINOFF.
D^r I. V. SOUBBOTITCH.

Pour copie certifiée conforme :
Ankara, le 2 décembre 1936.

Le Chef du Protocole,
Şevket Keçecy.

PROTOCOL.

At the moment of signing the Convention bearing this day's date, the undersigned Plenipotentiaries declare for their respective Governments that they accept the following provisions:

(1) Turkey may immediately remilitarise the zone of the Straits as defined in the Preamble to the said Convention.

(2) As from the 15th August, 1936, the Turkish Government shall provisionally apply the régime specified in the said Convention.

(3) The present Protocol shall enter into force as from this day's date.

Done at Montreux, the 20th July, 1936.

N. P. NICOLAEV.
Pierre NEÏCOV.
J. PAUL-BONCOUR.
H. PONSOT.
STANLEY.
S. M. BRUCE.
N. POLITIS.
Raoul BIBICA ROSETTI.
N. SATO. (*ad referendum*).
Massa-aki HOTTA (*ad referendum*).
N. TITULESCO.
Cons. CONTZESCO.
V. V. PELLA.
Dr. R. ARAS.
Suad DAVAZ.
N. MENEMENCIOGLU.
Asim GÜNDÜZ.
N. SADAK.
Maxime LITVINOFF.
Dr. I. V. SOUBBOTITCH.

N° 4016.

FRANCE ET HONGRIE

Convention relative à la navigation
aérienne. Signée à Paris, le 23
juillet 1935.

FRANCE AND HUNGARY

Convention regarding Air Navigation.
Signed at Paris, July 23rd, 1935.

N^o 4016. — CONVENTION ¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE ROYAUME DE HONGRIE RELATIVE A LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A PARIS, LE 23 JUILLET 1935.

Texte officiel français communiqué par le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 décembre 1936.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE également convaincus de l'intérêt réciproque qu'ont la Hongrie et la France à faciliter, dans un but pacifique, leurs relations aériennes et en général les relations internationales par la voie des airs,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. le comte KHUEN-HÉDERVÁRY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Hongrie à Paris ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Pierre LAVAL, sénateur, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de la République française ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes accordera, en temps de paix, aux aéronefs de l'autre Partie contractante qui y sont régulièrement immatriculés, la liberté de passage au-dessus de son territoire, pourvu que soient observées les conditions de la présente convention.

Il est entendu toutefois que l'établissement ou l'exploitation par une entreprise ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes de lignes aériennes régulières passant au-dessus du territoire de l'autre Haute Partie contractante (avec ou sans escale) sera subordonné à une entente spéciale entre les deux gouvernements.

Au sens de la présente convention, le territoire signifie le territoire métropolitain y compris les eaux territoriales.

Par aéronefs on comprend les aéronefs privés et les aéronefs d'Etat affectés exclusivement à un service commercial.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 9 octobre 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4016. — CONVENTION ² BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE KINGDOM OF HUNGARY REGARDING AIR NAVIGATION. SIGNED AT PARIS, JULY 23RD, 1935.

French official text communicated by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Convention took place December 14th, 1936.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being equally convinced that it is to the mutual advantage of Hungary and France to promote, for peaceful purposes, the development of air navigation between the two countries and of international air navigation in general,

Have decided to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Count KHUEN-HÉDERVÁRY, Hungarian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Paris ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Pierre LAVAL, Senator, Prime Minister, Minister for Foreign Affairs of the French Republic ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

Each of the High Contracting Parties shall, in time of peace, grant to the aircraft of the other Contracting Party duly registered in the territory of the latter, freedom of passage above its territory, provided that the conditions set forth in the present Convention are observed.

It is understood, however, that the establishment and operation by any undertaking, possessing the nationality of one of the High Contracting Parties, of regular air routes passing over the territory of the other High Contracting Party (with or without landing) shall be subject to a special agreement between the two Governments.

For the purposes of the present Convention, the term " territory " shall be taken to mean the territory of the mother country, including territorial waters.

The term " aircraft " shall be taken to mean private aircraft and State aircraft used exclusively for commercial services.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, October 9th, 1936.

Tous autres aéronefs des deux Hautes Parties contractantes désirant se rendre sur le territoire de l'autre Partie contractante ou survoler ce territoire (avec ou sans atterrissage) doivent chaque fois être munis d'une autorisation spéciale.

Les stipulations de la présente convention ne s'appliquent aux aéronefs ne possédant pas de moyens propres de propulsion qu'autant que le caractère spécial de tels aéronefs le permet.

Article 2.

Les aéronefs ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes, leur équipage, leurs passagers et leur chargement, lorsqu'ils se trouveront sur le territoire de l'autre Etat, seront soumis aux obligations résultant des dispositions qui seront en vigueur dans l'Etat en question, notamment aux prescriptions relatives à la navigation aérienne en général en tant qu'elles s'appliquent à tous les aéronefs étrangers, sans distinction de nationalité, aux droits de douane et autres droits fiscaux, aux interdictions d'exportation et d'importation, aux transports de personnes, de bagages et de marchandises, à la sécurité et l'ordre public ainsi qu'aux prescriptions sanitaires. Ils seront aussi soumis aux autres obligations résultant de la législation générale qui sera en vigueur à moins qu'il n'en ait été prévu autrement dans la présente convention.

D'ores et déjà, il est prévu que le transport commercial de personnes, de bagages ou de marchandises entre deux points du territoire national devra être réservé aux aéronefs nationaux à moins d'entente spéciale à intervenir.

A l'arrivée, les combustibles et les lubrifiants contenus dans les réservoirs normaux de l'aéronef sont admis en franchise de droits de douane ou autres. Aucune quantité ne peut toutefois être débarquée en franchise.

Au départ, sont livrés en franchise de droits de douane ou autres, le combustible ou les lubrifiants destinés au ravitaillement des aéronefs de l'autre Haute Partie contractante se rendant à l'étranger. Toutefois, en cas d'escale intermédiaire sur son propre territoire, l'Etat dans lequel l'aéronef s'est approvisionné peut subordonner l'octroi de la franchise à certaines conditions déterminées.

Article 3.

Les deux Hautes Parties contractantes pourront interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones territoriales, sous réserve qu'il ne soit fait aucune distinction à cet égard entre leurs aéronefs nationaux et ceux ressortissant à l'autre Etat. Chacun des Etats contractants devra faire connaître à l'autre Etat les zones territoriales au-dessus desquelles la navigation aérienne sera interdite.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut autoriser à titre exceptionnel et dans l'intérêt de la sécurité publique le survol desdites zones par ses aéronefs nationaux.

De plus, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve, en temps de paix, le droit de restreindre ou d'interdire provisoirement, en partie ou complètement, dans des circonstances exceptionnelles et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire, à condition qu'il ne soit fait, à cet égard, aucune distinction entre les aéronefs ressortissant à l'autre Partie contractante et ceux ressortissant à tous autres pays étrangers.

Article 4.

Tout aéronef qui s'engagera au-dessus d'une zone interdite sera tenu, dès qu'il s'en apercevra, de donner le signal de détresse prescrit par le règlement de la circulation aérienne de l'Etat survolé ; il devra en outre atterrir en dehors de la zone interdite, le plus tôt et le plus près possible, sur l'un des aérodromes de cet Etat.

Cette même obligation s'applique aux aéronefs survolant une zone interdite et auxquels aura été fait le signal spécial destiné à appeler leur attention.

Any other aircraft of either High Contracting Party desirous of proceeding to the territory of the other Contracting Party or of flying over that territory (with or without landing) must on every occasion be provided with a special permit.

The provisions of the present Convention shall apply to aircraft which have not their own propelling power only in so far as the special character of such aircraft allows.

Article 2.

The aircraft of either High Contracting Party and their crews, passengers and cargoes shall, while in the territory of the other State, be subject to the obligations arising out of the regulations in force at the time in the State in question, particularly the regulations relating to air traffic in general, in so far as they apply to all foreign aircraft irrespective of nationality, Customs duties and other taxes, export and import prohibitions, the transport of passengers, baggage and goods, public safety, order and health. They shall also be subject to the other obligations resulting from the general laws in force at the time, unless otherwise provided in the present Convention.

It is hereby stipulated that, unless otherwise specially agreed in the future, the commercial transport of passengers, baggage or goods between any two points within the territory of either State shall be reserved for the aircraft of that State.

On arrival, fuel and lubricants contained in the ordinary tanks of the aircraft shall be admitted free of Customs or other duties. Nevertheless, no such fuel or lubricants may be unloaded free of duty.

On departure, the fuel or lubricants intended for the supply of aircraft of the other High Contracting Party proceeding abroad shall be supplied free of Customs or other duties. Nevertheless, in the case of an intermediate landing in its own territory, the State in which the aircraft has taken on its supplies may make the granting of freedom from duty subject to certain specific conditions.

Article 3.

Either High Contracting Party may prohibit air navigation over certain territorial areas, provided that no distinction is made in this respect between its own aircraft and those of the other State. Each Contracting State shall notify the other of the territorial areas over which air navigation is prohibited.

Either High Contracting Party may, as an exception and in the interest of public safety, authorise flight over the said areas by its own aircraft.

Each of the High Contracting Parties further reserves the right, in exceptional circumstances and with immediate effect, in time of peace, temporarily to restrict or prohibit entirely or partially air navigation over its own territory, provided that no distinction is made in this respect between the aircraft of the other Contracting Party and those of any other foreign country.

Article 4.

Any aircraft which finds itself over a prohibited area shall, as soon as it is aware of the fact, give the signal of distress prescribed in the air navigation regulations of the State flown over. It shall, moreover, land, as soon as possible and as near as possible, outside the prohibited area, at one of the aerodromes of that State.

The same obligation shall apply to any aircraft which is flying over a prohibited area and has received the special signal warning it that it is so doing.

Article 5.

Les aéronefs devront être munis de signes distinctifs clairement visibles et permettant de constater leur identité pendant le vol (marques de nationalité et d'immatriculation).

Les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité et de tous autres documents prescrits pour la navigation aérienne dans leur pays d'origine.

Article 6.

Tous les membres de l'équipage qui exerceront dans l'aéronef une activité soumise dans leur pays d'origine à une autorisation spéciale, devront être munis des papiers prescrits dans leur pays d'origine pour la navigation aérienne et notamment des brevets et licences réglementaires.

Les autres membres de l'équipage devront être munis de pièces mentionnant leur occupation à bord, leur profession, leur identité, leur nationalité.

L'équipage et les voyageurs, pour autant qu'il n'en aura pas été convenu autrement, devront être munis des papiers exigibles d'après les prescriptions en vigueur pour le trafic international.

Article 7.

Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences, délivrés ou rendus exécutoires par l'une des Hautes Parties contractantes pour l'aéronef ou l'équipage, seront valables dans l'autre Etat au même titre que les documents correspondants délivrés ou rendus exécutoires par celui-ci, sous réserve cependant que les brevets et licences de l'équipage soient valables uniquement pour les services des aéronefs de l'Etat ayant délivré ces documents. Toutes les exceptions devront être agréées par les autorités supérieures aéronautiques de l'autre Haute Partie contractante.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de refuser de reconnaître pour la navigation aérienne intérieure sur son territoire, des brevets d'aptitude et licences délivrés à ses ressortissants par l'autre Haute Partie contractante.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes devront, sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, se conformer à la réglementation en vigueur en ce qui concerne les appareils de radiocommunication à bord des aéronefs.

Article 9.

Les aéronefs, leurs équipages et les voyageurs ne pourront emporter ni armes, ni munitions, ni gaz nocifs, ni explosifs, ni pigeons voyageurs, si ce n'est avec l'autorisation de l'Etat dans le domaine aérien duquel l'aéronef se trouvera.

Toutefois, le transport des explosifs ou engins nécessaires au fonctionnement ou à la conduite de l'aéronef n'est pas interdit.

Sauf autorisation spéciale, les appareils photographiques doivent être placés de telle façon que leur utilisation en cours de route soit rendue impossible.

Chacune des Hautes Parties contractantes a le droit, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique, de limiter sur son territoire le transport d'objets autres que ceux énumérés à l'alinéa premier du présent article, pourvu qu'il ne soit pas fait de différence à cet égard entre les aéronefs nationaux et ceux de l'autre Partie contractante.

Article 10.

Les aéronefs transportant des voyageurs et des marchandises devront être munis d'une liste nominative de voyageurs, et pour les marchandises, d'un manifeste descriptif de la cargaison en nature et quantité, ainsi que des déclarations en douane nécessaires.

Article 5.

Aircraft shall carry distinctive and clearly visible marks whereby they may be identified during flight (nationality and registration marks).

Aircraft shall be provided with certificates of registration and of airworthiness and with all other documents prescribed for air navigation in their country of origin.

Article 6.

All members of the crew performing, on board aircraft, duties for which a special permit is required in their country of origin shall be provided with the documents prescribed in that country for air navigation and, in particular, the regulation certificates and licences.

The other members of the crew shall carry documents stating their duties on board, their occupation, identity and nationality.

In the absence of agreement to the contrary, the crew and passengers shall be provided with the documents required under the regulations in force for international traffic.

Article 7.

Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences issued or rendered valid by either of the High Contracting Parties in respect of aircraft or crews shall have the same validity in the other State as the corresponding documents issued or rendered valid by the latter, provided, however, that the certificates and licences of crews shall be valid only for the flying of aircraft of the State which has issued such documents. Any exceptions to this rule must be authorised by the highest air authorities of the other High Contracting Party.

Each High Contracting Party reserves the right to refuse to recognise, for the purposes of internal air navigation over its territory, certificates of competency and licences issued to its nationals by the other High Contracting Party.

Article 8.

Each High Contracting Party must, on the territory of the other High Contracting Party, comply with the regulations in force regarding wireless apparatus on board aircraft.

Article 9.

No arms, ammunition, poison gas, explosives or carrier pigeons shall be carried by any aircraft, its crew or passengers, except by authorisation of the State within whose air space the aircraft is navigating.

Nevertheless, the transport of such explosive substances or apparatus as may be necessary for the propulsion or pilotage of the aircraft shall not be forbidden.

Unless a special permit has been granted, photographic apparatus must be placed in such a way that it cannot be used during flight.

Either High Contracting Party may, for reasons of public order and safety, restrict within its territory the conveyance of articles other than those specified in the first paragraph of the present Article, provided that no distinction is made in this respect between its own aircraft and those of the other Contracting Party.

Article 10.

Aircraft carrying passengers and goods shall be provided with a list of the passengers' names and a manifest of the goods showing the nature and quantity of the cargo together with the necessary Customs declarations.

Si, à l'arrivée d'un aéronef, une divergence est constatée entre les marchandises transportées et les documents ci-dessus mentionnés, les autorités douanières du port d'arrivée pourront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Haute Partie contractante.

Article 11.

Le transport d'envois postaux sera réglé directement entre les administrations postales des deux Etats contractants par voie d'arrangements spéciaux.

Article 12.

Dans tous les cas de départ ou d'atterrissage, chaque Etat contractant pourra faire visiter sur son territoire par les autorités compétentes, les aéronefs de l'autre Etat et faire examiner les certificats et autres documents prescrits.

Article 13.

Les aérodrômes à la disposition de la navigation aérienne publique seront accessibles dans les mêmes conditions aux aéronefs des deux Etats. Ceux-ci pourront utiliser également les services de renseignements météorologiques, de liaison radioélectrique, ainsi que des installations servant à la sécurité du trafic aérien. Les taxes éventuelles (taxes d'atterrissage, de séjour, etc.) seront les mêmes pour les aéronefs nationaux et ceux ressortissant à l'autre Etat.

Article 14.

A l'entrée et à la sortie les aéronefs à destination ou en provenance d'un des Etats contractants ne pourront se diriger que sur un aéroport douanier (avec service de contrôle des passeports) et ce, sans atterrissage intermédiaire entre la frontière et l'aéroport. Dans les cas spéciaux, les autorités compétentes pourront autoriser le départ ou l'arrivée sur d'autres aérodrômes, où seront effectués le dédouanement et le contrôle des passeports. Les frais entraînés par ce service spécial seront alors à la charge de la partie intéressée ; l'interdiction d'atterrissage intermédiaire s'applique également à ces cas spéciaux.

En cas d'atterrissage forcé en dehors des aérodrômes visés à l'alinéa premier, le commandant de bord, l'équipage et les passagers devront se conformer à la réglementation nationale prévue en la matière.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront la liste des aérodrômes ouverts à la navigation aérienne publique. Cette liste définira ceux d'entre eux qui sont classés comme aérodrômes douaniers. Toute modification apportée à cette liste, ainsi que toute restriction, même temporaire, du droit d'utiliser l'un de ces aérodrômes devront être immédiatement communiquées à l'autre Haute Partie contractante.

Article 15.

Les frontières des deux Hautes Parties contractantes ne pourront être survolées par des aéronefs (qui peuvent être dirigés) qu'entre des points fixés par la Partie contractante intéressée.

Il est d'ores et déjà prévu que toute zone dans laquelle l'une des Parties contractantes autorise le franchissement de ses frontières par ses aéronefs nationaux ou des aéronefs d'autres nationalités, pourra être utilisée *ipso facto* pour le passage des aéronefs ressortissant à l'autre Partie contractante.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes pourra fixer des itinéraires que devront suivre les aéronefs des deux Hautes Parties contractantes au-dessus de son territoire, excepté le cas où ils seraient forcés par les conditions atmosphériques de dévier desdits itinéraires. A défaut de prescriptions relatives à l'itinéraire, la direction la plus courte devra être suivie.

Les décisions relatives aux itinéraires seront rendues publiques et notifiées à l'autre Haute Partie contractante.

If, on the arrival of an aircraft, a discrepancy is noted between the goods carried and the entries in the above-mentioned documents, the Customs authorities of the port of arrival may communicate direct with the competent Customs authorities of the other High Contracting Party.

Article 11.

The carriage of mails shall be arranged direct between the postal administrations of the two contracting States by means of special agreements.

Article 12.

Each contracting State may, in its own territory, have the aircraft of the other State, on departure or landing, inspected by its competent authorities and may have the certificates and other prescribed documents examined.

Article 13.

Aerodromes open to public air traffic shall be available on the same terms to the aircraft of both States. Such aircraft may also make use of the meteorological information services, wireless services and installations for ensuring the safety of air navigation. Any charges made (landing charge, hangar charges, etc.) shall be the same for national aircraft and those of the other State.

Article 14.

On arrival and departure, all aircraft arriving from or leaving for the territory of either contracting State shall land at or depart from a Customs aerodrome (at which facilities exist for examination of passports) and no intermediate landing shall be effected between the frontier and the aerodrome. In special cases, the competent authorities may allow aircraft to land at or depart from other aerodromes, where the Customs and passport formalities will be carried out. The expenditure involved by this special service shall then be defrayed by the party concerned; the prohibition of intermediate landing shall apply also in such special cases.

In the event of a forced landing outside the aerodromes referred to in the first paragraph, the pilot, the crew and the passengers must observe the relevant regulations in force in the country in question.

Each of the High Contracting Parties shall communicate to the other a list of aerodromes open to public air traffic. This list shall expressly state the aerodromes classed as Customs aerodromes. Any change in this list and any restriction, even temporary, of the right to use any of these aerodromes must be notified immediately to the other High Contracting Party.

Article 15.

The frontiers of the High Contracting Parties may be crossed by aircraft (which can be steered) only between points prescribed by the Contracting Party concerned.

It is hereby provided that any zone in which either Contracting Party allows its frontiers to be crossed by its own aircraft or by aircraft of another nationality shall *ipso facto* be open for the passage of aircraft of the other Contracting Party.

Each of the two High Contracting Parties may prescribe routes to be followed by the aircraft of the two High Contracting Parties over its territory, except in cases in which they may be forced by atmospheric conditions to depart from such routes. In the absence of regulations concerning the route, the shortest course must be taken.

Decisions concerning the routes shall be made public and notified to the other High Contracting Party.

Article 16.

En fait de lest, il ne pourra être jeté que du sable fin ou de l'eau.

Article 17.

En cours de route, ne pourront être jetés ou abandonnés d'une autre manière, en dehors du lest, que des objets ou des matières pour lesquels l'Etat au-dessus du territoire duquel il sera procédé à cette opération aura accordé une autorisation spéciale.

Article 18.

Pour toutes les questions de nationalité à envisager dans l'application de la présente convention, il est entendu que les aéronefs ont la nationalité de l'Etat sur le registre duquel ils sont régulièrement immatriculés.

L'immatriculation des aéronefs visés dans le paragraphe précédent sera faite conformément aux lois et aux dispositions spéciales de chaque Etat contractant.

Article 19.

Tout aéronef passant ou transitant à travers l'atmosphère d'un des deux Etats contractants et effectuant seulement les atterrissages et arrêts raisonnablement nécessaires, pourra être soustrait à la saisie pour contrefaçon d'un brevet, dessin ou modèle, moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le montant, à défaut d'accord amiable sera fixé dans le plus bref délai possible par l'autorité compétente du lieu de la saisie.

Article 20.

Les aéronefs ressortissant aux Etats contractants auront droit, pour l'atterrissage, notamment en cas de détresse, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

Le sauvetage des appareils perdus en haute mer sera réglé, sauf convention contraire, par les principes du droit maritime résultant des conventions internationales qui seront en vigueur, ou, à leur défaut, les lois nationales des sauveteurs.

Article 21.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement toutes les prescriptions en vigueur sur la navigation aérienne dans leur territoire.

Article 22.

Les détails d'application de la présente convention seront réglés, toutes les fois que ce sera possible, par entente directe entre les diverses administrations compétentes des deux Parties contractantes (notamment pour régler les formalités douanières).

Article 23.

En cas de contestation au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, les deux Hautes Parties contractantes sont d'accord pour soumettre leur litige à l'arbitrage, ou à défaut d'accord sur le choix d'un arbitre, à la décision de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 16.

As ballast, only fine sand or water may be dropped.

Article 17.

No article or substance other than ballast may be thrown or dropped in any other manner from an aircraft in flight unless the State over whose territory the operation is carried out has granted special permission for the purpose.

Article 18.

As regards all questions of nationality connected with the application of the present Convention, aircraft shall be deemed to possess the nationality of the State in which they are duly registered.

The registration of aircraft referred to in the preceding paragraph shall be carried out in accordance with the laws and special regulations of the contracting State concerned.

Article 19.

All aircraft passing or crossing in transit over the territory of either contracting State and making only such landings and stops as are reasonably necessary shall be exempt from seizure on the ground of infringement of patent, design or model, subject to the deposit of security the amount of which, in default of amicable agreement, shall be fixed in the shortest possible time by the competent authority of the place of seizure.

Article 20.

Aircraft of either contracting State shall be entitled, when landing, and especially in the case of forced landing, to receive the same measures of assistance as national aircraft.

The salvage of aircraft wrecked on the high seas shall be subject, in the absence of agreement to the contrary, to the principles of maritime law embodied in the international agreements in force at the time or, in the absence of such agreements, to the laws of the State to which the salvors belong.

Article 21.

The two High Contracting Parties shall communicate to each other all regulations relative to air traffic in force in their respective territories.

Article 22.

The details of the application of the present Convention (especially the question of Customs formalities) shall, as far as possible, be settled by direct agreement between the various competent departments of the two Contracting Parties.

Article 23.

In the event of any dispute as to the interpretation or application of the present Convention, the High Contracting Parties agree to submit such dispute to arbitration or, failing agreement as to the choice of an arbitrator, to the Permanent Court of International Justice for decision.

Article 24.

Chacune des Hautes Parties contractantes a toujours le droit de dénoncer la présente convention moyennant un préavis d'un an.

Article 25.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Paris dans le plus bref délai possible.

Elle entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris en double original en français, le 23 juillet 1935.

(L. S.) KHUEN-HÉDERVÁRY, *m. p.*

(L. S.) LAVAL, *m. p.*

Article 24.

Either High Contracting Party may at any time denounce the present Convention on giving twelve months' notice.

Article 25.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged in Paris as soon as possible.

It shall come into force on the thirtieth day after the date of the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in Paris, in duplicate in French, this 23rd day of July, 1935.

(L. S.) KHUEN-HÉDERVÁRY, *m. p.*

(L. S.) LAVAL, *m. p.*

N° 4017.

ITALIE ET SUÈDE

Accord commercial, signé à Rome,
le 1^{er} décembre 1936, et échange
de notes modifiant ledit accord
commercial, Rome, le 9 juin 1937.

ITALY AND SWEDEN

Commercial Agreement, signed at
Rome, December 1st, 1936, and
Exchange of Notes modifying the
said Commercial Agreement, Rome,
June 9th, 1937.

N° 4017. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE L'ITALIE ET LA SUÈDE.
SIGNÉ A ROME, LE 1^{er} DÉCEMBRE 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 décembre 1936.

LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS et LE GOUVERNEMENT ITALIEN, désireux de favoriser le développement des échanges commerciaux entre leurs deux pays, ont convenu les dispositions suivantes :

Article premier.

En considération du fait que les importations italiennes en Suède ne sont actuellement soumises à aucune restriction ou prohibition, l'importation en Italie des marchandises originaires et en provenance de la Suède sera admise dans la mesure des contingents annuels indiqués dans la liste suivante :

Numéro du tarif italien	Marchandises	Contingents (en liras italiennes)
224	Feutres tissés	700.000
274	Minerais	600.000
280	Fonde de fusion et d'affinage à l'état brut	1.500.000
281	Alliages ferrométalliques	400.000
284, 287, 288, 289, 298, 299	Aciers spéciaux (y compris les aciers inoxydables)	7.000.000
286	Fers et aciers ordinaires laminés à chaud	1.750.000
291	Rubans en fer ou en acier	1.000.000
292	Fils de fer ou d'acier	300.000
301	Tuyaux en fer ou en acier	400.000
ex 272, ex 320, ex 324, ex 361, ex 362, ex 642, ex 804, ex 809, ex 811, ex 823, ex 843	Parties détachées de dépoussiéreurs	75.000

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4017. — COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN ITALY AND SWEDEN. SIGNED AT ROME, DECEMBER 1ST, 1936.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place December 14th, 1936.

THE SWEDISH GOVERNMENT and THE ITALIAN GOVERNMENT, being desirous of promoting the development of trade between their two countries, have agreed on the following provisions :

Article I.

Inasmuch as Italian imports into Sweden are not at present subject to any restriction or prohibition, the importation into Italy of goods originating in and coming from Sweden shall be permitted to the extent of the annual quotas specified in the following list :

Number in Italian tariff	Goods	Quota (in Italian lire)
224	Woven felts	700,000
274	Metallic ores	600,000
280	Charcoal hearth or cast iron, in a raw state	1,500,000
281	Ferro-alloys	400,000
284, 287, 288, 289 298, 299	} Special steel (including stainless steel)	7,000,000
286	Common iron and steel, hot rolled	1,750,000
291	Hoop iron or steel	1,000,000
292	Iron or steel wire	300,000
301	Tubes (or pipes) of iron or steel	400,000
ex 272, ex 320, ex 324, ex 361, ex 362, ex 642, ex 804, ex 809, ex 811, ex 823, ex 843	} Spare parts of vacuum cleaners	75,000

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Numéro du tarif italien	Marchandises	Contingents (en liras italiennes)
364	Robinets, soupapes, vannes et leurs parties en cuivre et ses alliages	40.000
369	Ouvrages en cuivre et ses alliages n. d.	900.000
388	Métaux et alliages métalliques n. d.	200.000
396	Machines motrices à combustion intérieure pour bateaux de pêche et « outboards »	800.000
403	Machines-outils	300.000
405	Presses de toute sorte, hydrauliques, etc.	100.000
ex 407 c)	Faucheuses	250.000
ex 407 c)	Moissonneuses et autres machines agricoles	500.000
407 d)		
ex 419	Perceuses pour l'extraction et le travail des minéraux, avec leurs accessoires	500.000
421	Machines centrifuges pour usage industriel	600.000
422	Machines de laiterie	900.000
431	Pompes mécaniques	30.000
437	Machines et appareils pour refroidir, etc.	600.000
439	Cuisinières et appareils pour cuire ou réchauffer les aliments	400.000
453	Générateurs d'électricité et moteurs électriques	2.250.000
457	Appareils électriques n. d.	400.000
465	Roulements à billes et paliers à roulement	1.750.000
466	Parties détachées de machines n. d.	1.750.000
469	Lames de scies	300.000
470	Alésoirs, fraises, tarauds, etc.	50.000
476	Ustensiles et instruments	500.000
493 b), 497	Matériel téléphonique et télégraphique ¹	2.000.000
498	Machines à calculer	875.000
ex 523 a) 2	Pompes pour combustibles d'injection, complètes avec gicleurs	200.000
591	Verrerie	168.000
713	Hydrate de nickel	100.000
782	Insuline	150.000
846	Cellulose { pour rayon 55.000.000 kraft 15.000.000 autre 1.250.000	
847	Papier 1.250.000	
	Autres marchandises ²	50% de l'importation correspondante en 1934

¹ Le contingent sera utilisé pour l'importation du matériel suivant :

a) Matériaux pour installations téléphoniques et électriques à courant faible complets, pièces détachées et accessoires y compris :

Installations téléphoniques automatiques, semi-automatiques et manuelles. — Installations téléphoniques à appel sélectif. — Installations téléphoniques à haute fréquence, répéteurs et instruments de mesure pour téléphonie à longue distance. — Machines parlantes pour l'indication horaire et rapports météorologiques. — Postes téléphoniques à paiement. — Postes téléphoniques spéciaux pour navires. — Installations d'alarme contre l'incendie et l'effraction. — Installations de recherche et de signaux lumineux. — Installations d'indicateurs électriques de niveau. — Installations d'horloges électriques. — Installations de contrôle horaire. — Installations centralographe pour contrôle de production, mais postes téléphoniques ordinaires des abonnés non compris.

b) Compteurs électriques spéciaux.

² Sont exceptés la viande de porc (N° du tarif italien 19 a)) et les navires (N° du tarif italien 539 a)).

Number in Italian tariff	Goods	Quota (in Italian lire)
364	Cocks, valves, sluice-valves, and their parts, or copper and its alloys	40,000
369	Unspecified articles of copper and its alloys	900,000
388	Unspecified metals and metallic alloys	200,000
396	Internal combustion engines for fishing boats and " outboards " .	800,000
403	Machine tools	300,000
405	Various hydraulic presses, etc.	100,000
ex 407 (c)	Mowing machines	250,000
ex 407 (c)	} Reapers and other agricultural machinery	500,000
ex 407 (d)		
ex 419	Boring machines for mining and working minerals, with their accessory parts	500,000
421	Centrifugal machinery for industrial uses	600,000
422	Dairy machinery	900,000
431	Mechanical pumps	30,000
437	Machinery and apparatus for cooling, etc.	600,000
439	Cooking-stoves and apparatus for cooking or heating food	400,000
453	Electric generators and electric motors	2,250,000
457	Electrical appliances not specially mentioned	400,000
465	Ball-bearings and roller-bearings	1,750,000
466	Spare parts of machinery not specially mentioned	1,750,000
469	Saw blades	300,000
470	Reamers, milling-cutters, screw-taps, etc.	50,000
476	Implements and instruments	500,000
493 (b), 497	Telephonic and telegraphic apparatus ¹	2,000,000
498	Calculating machines	875,000
ex 523 (a) 2	Pumps for liquid fuel, complete with jets	200,000
591	Glass ware	168,000
713	Nickel hydroxide	100,000
782	Insulin	150,000
846	Cellulose { for artificial silk	55,000,000
	{ kraft	15,000,000
	{ other	1,250,000
847	Paper	1,250,000
	Other goods ²	50% of the corresponding imports for 1934

¹ The quota shall be used for the importation of the following apparatus :

(a) Complete equipment for low current telephone and electrical installations, spare parts and accessories, including :

Automatic, semi-automatic and manual telephone apparatus. — Selective-call telephone apparatus. — High-frequency telephone apparatus, repeaters and measuring instruments for long-distance telephony. — Talking machines for time-signals and weather reports. — Slot telephone sets. — Special telephone sets for ships. — Fire- and burglar-alarm apparatus. — Searching and light-signal apparatus. — Electric gauge sets. — Electric clock apparatus. — Time-recording apparatus. — Central recording apparatus for the control of output, but not including ordinary subscribers' telephone sets.

(b) Special electric meters.

² Except pork (No. 19 (a) in the Italian tariff) and ships (No. 539 (a) in the Italian tariff).

Les contingents susindiqués seront octroyés à raison de $\frac{1}{3}$ pour la période allant du premier décembre 1936 au 31 mars 1937 et à raison de $\frac{1}{1}$ pour chacun des trimestres de l'année 1937.

Il est entendu, toutefois, que les contingents annuels relatifs pourront, d'un commun accord, être exceptionnellement octroyés avec une répartition différente de celle prévue à l'alinéa précédent.

Les contingents qui ne seraient pas épuisés dans la période premier décembre 1936-31 mars 1937 ou dans chacun des trimestres successifs de l'année 1937 seront automatiquement transférés aux contingents du trimestre suivant — mais en aucun cas au delà de la fin de l'année 1937 — soit pour les mêmes marchandises, soit exceptionnellement et si les autorités compétentes italiennes et suédoises l'établissent d'un commun accord, pour d'autres marchandises.

Article 2.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes prendrait des mesures susceptibles de réduire d'une manière considérable soit les importations dans son territoire de produits originaires de l'autre Partie, soit les exportations de son territoire à destination du territoire de l'autre Partie ou si, pour une autre raison quelconque, la balance du compte prévu par l'article 5 de l'Accord¹ de clearing signé entre l'Italie et la Suède en date de ce jour, subissait un changement considérable par rapport à ce qui était prévu lors de la conclusion du présent accord, chacune des Parties contractantes pourra demander l'ouverture de conversations en vue d'apporter aux contingents prévus dans cet accord les modifications qui pourront s'imposer.

Les conversations devront être entamées dans un délai maximum de 15 jours après la demande d'ouverture des conversations de la part d'une des Parties contractantes et devront prendre fin dans un délai d'un mois, à partir de la date de leur ouverture.

Si au bout de ce mois l'on ne se mettait pas d'accord, chacune des Parties contractantes aura la faculté de dénoncer l'accord, avec, toutefois, un préavis de 30 jours avant la fin de chaque trimestre.

Article 3.

Le présent accord entre en vigueur le premier décembre 1936 et aura effet jusqu'au 31 décembre 1937.

S'il n'est pas dénoncé trois mois avant cette date, il sera considéré renouvelé par tacite reconduction pour des périodes d'une année sauf préavis de trois mois avant l'expiration de la période en cours.

En foi de quoi on a signé le présent accord.

Fait à Rome, en double exemplaire, le premier décembre 1936.

Pour la Suède :
(*undert.*) Erik SJÖBORG.
Arvid RICHERT.

Pour l'Italie :
(*undert.*) CIANO.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 10 décembre 1936.

Le Chef des Archives p. i.,
C^{te} Lewenhaupt.

¹ Voir page 269 de ce volume.

One-third of the above quotas shall be allotted in respect of the period from December 1st, 1936, to March 31st, 1937, and one-quarter in respect of each quarter in 1937.

It is, however, understood that, as an exception, the respective annual quotas may, by joint agreement, be allocated otherwise than as specified in the preceding paragraph.

Any quotas not exhausted in the period from December 1st, 1936, to March 31st, 1937, or in any of the successive quarters of 1937, shall be automatically transferred to the quotas for the following quarter — but in no case beyond the end of 1937 — either in respect of the same goods or, as an exception and if the competent Italian and Swedish authorities jointly so agree, in respect of other goods.

Article 2.

Should either Contracting Party adopt measures calculated substantially to reduce either imports into its territory of products originating in the territory of the other Party or exports from its territory to the territory of the other Party, or should, for any reason whatsoever, the balance of the account referred to in Article 5 of the Clearing Agreement¹ signed this day between Italy and Sweden differ considerably from what was anticipated when the present Agreement was concluded, either Contracting Party may ask that negotiations be opened with a view to making the necessary changes in the quotas provided for in this Agreement.

The negotiations must be opened not later than 15 days after a request therefor is made by either Contracting Party and must terminate within one month from the date of their opening.

If, at the end of that month, no agreement has been reached, each Contracting Party shall be entitled to denounce the Agreement, subject, however, to 30 days' notice given before the end of any quarter.

Article 3.

The present Agreement shall come into force on December 1st, 1936, and shall remain in force until December 31st, 1937.

If not denounced three months before the latter date, it shall be deemed to be tacitly renewed for periods of one year, subject to three months' notice given before the expiration of the current period.

In faith whereof the present Agreement has been signed.

Done in duplicate at Rome, this 1st day of December, 1936.

For Sweden :
(Signed) Erik SJÖBORG.
Arvid RICHERT.

For Italy :
(Signed) CIANO.

¹ See page 269 of this Volume.

ÉCHANGE DE NOTES

MODIFIANT L'ACCORD COMMERCIAL DU 1^{er} DÉCEMBRE 1936, ENTRE L'ITALIE ET LA SUÈDE.
ROME, LE 9 JUIN 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 juin 1937.

I.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE AU CHARGÉ D'AFFAIRES *a. i.* DE SUÈDE
A ROME.

ROME, le 9 juin 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Me référant à l'Accord commercial entre l'Italie et la Suède signé à Rome le 1^{er} décembre 1936, j'ai l'honneur de vous confirmer que les Gouvernements italien et suédois sont tombés d'accord sur les stipulations suivantes :

1. En dérogation aux stipulations de l'article premier du susdit accord, les contingents annuels fixés dans l'accord seront octroyés, en principe, à partir du 1^{er} juillet 1937, à raison de 50 % des montants indiqués, pour le second semestre de 1937 et pour chaque semestre suivant ;

2. La répartition des licences sera effectuée dans le plus bref délai possible au commencement de chaque période de répartition.

L'échange de la présente lettre et de la réponse que vous voudrez bien me faire parvenir sera considéré comme constituant partie intégrante du susdit accord.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération la plus distinguée.

(Signé) CIANO.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 15 juin 1937.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES

MODIFYING THE COMMERCIAL AGREEMENT OF DECEMBER 1ST, 1936, BETWEEN ITALY AND SWEDEN.
ROME, JUNE 9TH, 1937.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place June 19th, 1937.

I.

THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS OF ITALY TO THE ACTING CHARGÉ D'AFFAIRES OF SWEDEN
IN ROME.

ROME, *June 9th, 1937.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

With reference to the Commercial Agreement between Italy and Sweden, signed in Rome on December 1st, 1936, I have the honour to confirm to you that the Italian and Swedish Governments have agreed upon the following provisions :

(1) The provisions of Article 1 of the above-mentioned Agreement notwithstanding, one half of the annual quotas laid down in the Agreement shall, in principle, be allotted, as from July 1st, 1937, in respect of the second half of 1937 and of each subsequent half year ;

(2) The allotment of licences shall be completed as soon as possible after the beginning of each period of allotment.

By the exchange of the present letter and your reply, the foregoing provisions shall be deemed to constitute an integral part of the above-mentioned Agreement.

I have the honour to be, etc.

(Signed) CIANO.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

LE CHARGÉ D'AFFAIRES *a. i.* DE SUÈDE A ROME AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE.

ROME, le 9 juin 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre Excellence a bien voulu m'adresser, en date de ce jour, une lettre ainsi conçue :

« Me référant à l'Accord commercial entre l'Italie et la Suède signé à Rome le 1^{er} décembre 1936, j'ai l'honneur de vous confirmer que les Gouvernements italien et suédois sont tombés d'accord sur les stipulations suivantes :

1. En dérogation aux stipulations de l'article premier du susdit accord, les contingents annuels fixés dans l'accord seront octroyés, en principe, à partir du 1^{er} juillet 1937, à raison de 50 % des montants indiqués, pour le second semestre de 1937 et pour chaque semestre suivant ;

2. La répartition des licences sera effectuée dans le plus bref délai possible au commencement de chaque période de répartition.

L'échange de la présente lettre et de la réponse que vous voudrez bien me faire parvenir sera considéré comme constituant partie intégrante du susdit accord. »

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de cette communication dont j'ai pris acte au nom de mon gouvernement.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) ROLF SOHLMAN.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 15 juin 1937.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

II.

THE ACTING CHARGÉ D'AFFAIRES OF SWEDEN IN ROME TO THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS
OF ITALY.

ROME, *June 9th, 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Under to-day's date, Your Excellency has addressed to me a letter in the following terms:

“ With reference to the Commercial Agreement between Italy and Sweden, signed in Rome on December 1st, 1936, I have the honour to confirm to you that the Italian and Swedish Governments have agreed upon the following provisions :

(1) The provisions of Article 1 of the above-mentioned Agreement notwithstanding, one half of the annual quotas laid down in the Agreement shall, in principle, be allotted as from July 1st, 1937, in respect of the second half of 1937 and of each subsequent half year ;

(2) The allotment of licences shall be completed as soon as possible after the beginning of each period of allotment.

By the exchange of the present letter and your reply, the foregoing provisions shall be deemed to constitute an integral part of the above-mentioned Agreement.”

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's communication, of which I have duly taken note on behalf of my Government.

I have the honour to be, etc.

(Signed) ROLF SOHLMAN.

N° 4018.

ITALIE ET SUÈDE

**Accord de clearing. Signé à Rome,
le 1^{er} décembre 1936.**

ITALY AND SWEDEN

**Clearing Agreement. Signed at
Rome, December 1st, 1936.**

N° 4018. — ACCORD DE CLEARING ENTRE L'ITALIE ET LA SUÈDE.
SIGNÉ A ROME, LE 1^{er} DÉCEMBRE 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 décembre 1936.

LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS et LE GOUVERNEMENT ITALIEN, dans le but de régler les paiements relatifs aux échanges commerciaux entre leurs deux pays, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero à Rome et le Clearingnämnden à Stockholm sont autorisés à régler en compensation les paiements relatifs aux échanges commerciaux qui seront effectués entre les deux pays à partir de la mise en vigueur du présent accord.

Article 2.

Les sommes dues par des institutions publiques ou privées italiennes ayant personnalité juridique et par des particuliers italiens à des institutions publiques ou privées suédoises ayant personnalité juridique et à des particuliers suédois, domiciliés habituellement en Suède au moins depuis le 1^{er} juillet 1936, pour intérêts, dividendes et autres revenus, payables à intervalles réguliers, de capitaux suédois investis en Italie avant le 1^{er} décembre 1936, seront à transférer selon les dispositions du présent accord, jusqu'à concurrence de 4 millions de lires italiennes pendant la période 1^{er} décembre 1936-31 décembre 1937 et pendant les périodes successives de réconduction prévues à l'article 14, alinéa 1^{er} du présent accord.

Il reste toutefois entendu, que lesdits revenus échus avant le 1^{er} décembre 1936 sont à transférer selon les modalités prévues par l'article premier de l'Accord¹ spécial entre l'Italie et la Suède pour le règlement des paiements arriérés signé en date de ce jour.

En voie provisoire, le transfert des sommes versées au titre susdit sera effectué dans la mesure de 75 % de leur montant. Toutefois, si au 31 décembre 1937 ou à la fin de chaque période annuelle successive le contingent de 4 millions susdit n'est pas rempli, on pourra procéder à un transfert proportionnel supplémentaire des 25 % restants.

Il reste entendu que la partie susdite de 25 % qui n'est pas transférée, pourra être créditée, selon les dispositions en vigueur à ce sujet en Italie, aux comptes « Loro Vecchi » auprès de banques italiennes au nom des créanciers respectifs.

¹ Voir page 279 de ce volume.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4018. — CLEARING AGREEMENT BETWEEN ITALY AND SWEDEN.
SIGNED AT ROME, DECEMBER 1ST, 1936.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place December 14th, 1936.

THE SWEDISH GOVERNMENT and THE ITALIAN GOVERNMENT, with a view to the settlement of payments relating to commercial exchanges between their two countries, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero at Rome and the Clearingnämnden at Stockholm shall be authorised to settle by a system of compensation payments relating to commercial exchanges effected between the two countries after the entry into force of the present Agreement.

Article 2.

Sums due by Italian public or private institutions possessing legal personality or by Italian individuals to Swedish public or private institutions possessing legal personality or to Swedish individuals, habitually domiciled in Sweden at least since July 1st, 1936, for interest, dividends or other income, payable at regular intervals, on Swedish capital invested in Italy before December 1st, 1936, shall be transferred in accordance with the provisions of the present Agreement, up to the amount of 4 million Italian lire during the period December 1st, 1936, to December 31st, 1937, and during the successive periods of renewal mentioned in Article 14, paragraph 1, of the present Agreement.

It is understood, however, that such income due before December 1st, 1936, shall be transferred in accordance with the measures laid down in Article 1 of the Special Agreement² between Italy and Sweden for the settlement of outstanding payments, signed on to-day's date.

As a provisional measure, the transfer of sums paid as specified above shall be effected up to the amount of 75% of their total. If, however, at December 31st, 1937, or at the end of any successive annual period the above-mentioned quota of 4 millions has not been reached, a supplementary proportional transfer of the remaining 25% may be made.

It is understood that the aforesaid part of 25% which is not transferred may be placed, in accordance with the provisions on the subject in force in Italy, to the credit of the respective creditors in the " Loro Vecchi " accounts with Italian banks.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² See page 279 of this Volume.

Article 3.

Ne seront pas soumis aux dispositions du présent accord :

- a) Les droits d'auteur, les droits de brevets, les licences de fabrication et, en général, tous paiements entre les deux pays se référant au domaine de la propriété intellectuelle ;
- b) Tous frais de transport et d'assurance qui ne sont pas compris dans le prix de vente des marchandises ;
- c) Sauf le cas prévu à l'article 9 du présent accord, les montants dus par les débiteurs italiens pour l'importation en Italie de marchandises en dehors des contingents fixés par l'Accord¹ commercial entre l'Italie et la Suède signé en date de ce jour.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et le Clearingnämnden se mettront d'accord pour établir les modalités nécessaires au règlement des montants dus selon ce qui est prévu au présent article.

Article 4.

En exécution de l'article premier du présent accord, les versements des débiteurs italiens et suédois pour marchandises originaires et en provenance de Suède, respectivement d'Italie, importées dans les deux pays après la date de l'entrée en vigueur du présent accord, seront effectués, en Italie : en liras italiennes auprès de la Banca d'Italia en sa qualité de caissier de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, et en Suède : en couronnes suédoises auprès du Clearingnämnden.

Article 5.

Après du Clearingnämnden il sera ouvert au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero un compte sans intérêts en couronnes suédoises :

- a) Le Clearingnämnden portera au crédit de ce compte les montants qui seront versés par les importateurs suédois de marchandises italiennes comme prix de ces marchandises, selon ce qui est prévu aux articles 4 et 7 du présent accord ;
- b) Le Clearingnämnden portera au débit du compte susdit les montants des ordres de paiement en couronnes suédoises que l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero émettra en relation avec les versements effectués par les débiteurs italiens d'après les dispositions du présent accord.

Article 6.

Chaque avance pour achat de marchandises d'origine italienne ou suédoise, destinées à être importées en Suède, respectivement en Italie, sera réglée selon les dispositions du présent accord.

Pour être admises aux versements en Italie, ces avances doivent se référer à une licence d'importation déjà délivrée par les autorités compétentes, être insérées dans le contrat d'achat de la marchandise et correspondre aux usages commerciaux.

Article 7.

Les versements prévus aux articles 2 et 4 du présent accord seront effectués d'après les dispositions suivantes :

Pour les dettes libellées en liras et en couronnes suédoises, il sera adopté le cours établi d'un commun accord entre l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et le Clearingnämnden ;

¹ Voir page 257 de ce volume.

Article 3.

The provisions of the present Agreement shall not apply to the following :

- (a) Copyright, patents, manufacturing licences and, in general, all payments between the two countries in the sphere of intellectual property ;
- (b) Transport and insurance costs not included in the sale price of the goods ;
- (c) Except in the case mentioned in Article 9 of the present Agreement, sums due by Italian debtors for the importation into Italy of goods not included in the quotas fixed by the Commercial Agreement¹ between Italy and Sweden signed on to-day's date.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Clearingnämnden shall by joint agreement decide upon the measures necessary for the settlement of sums due in conformity with the stipulations of the present Article.

Article 4.

In execution of Article 1 of the present Agreement, payments by Italian and Swedish debtors for goods originating in and coming from Sweden and Italy respectively, and imported into the two countries after the date of the entry into force of the present Agreement, shall be made in Italy in Italian lire to the Banca d'Italia as banker of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, and in Sweden in Swedish crowns to the Clearingnämnden.

Article 5.

A non-interest-bearing account in Swedish crowns shall be opened at the Clearingnämnden in the name of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero :

(a) The Clearingnämnden shall credit this account with sums paid in by Swedish importers of Italian goods as the price of such goods, in accordance with the provisions of Articles 4 and 7 of the present Agreement ;

(b) The Clearingnämnden shall debit the aforesaid account with the amounts of orders for payment in Swedish crowns issued by the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero in connection with payments made by Italian debtors in conformity with the provisions of the present Agreement.

Article 6.

All advance payments for the purchase of goods of Italian or Swedish origin to be imported into Sweden or into Italy, as the case may be, shall be settled in accordance with the provisions of the present Agreement.

To come within the scope of payments in Italy, such advances must refer to an import licence already issued by the competent authorities, must be provided for in the contract for the purchase of the goods and must comply with commercial usage.

Article 7.

The payments mentioned in Articles 2 and 4 of the present Agreement shall be effected in accordance with the following provisions :

For debts expressed in lire and in Swedish crowns the rate adopted shall be established by agreement between the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Clearingnämnden ;

¹ See page 257 of this Volume.

Pour les dettes libellées en une devise autre que la lire et la couronne suédoise, il sera adopté le cours de la devise en question coté à Stockholm, respectivement à la Bourse de Rome, le jour précédant celui du versement.

Article 8.

Les paiements aux créanciers des deux pays seront effectués en liras italiennes en Italie et en couronnes suédoises en Suède suivant l'ordre chronologique des versements effectués par les débiteurs respectifs et dans la limite des disponibilités existantes.

Il reste entendu que la conversion en couronnes suédoises des montants en liras versés par les débiteurs italiens aura lieu auprès de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero qui, en conséquence, transmettra au Clearingnämnden des ordres de paiement en couronnes suédoises dans la limite des disponibilités du compte en couronnes suédoises, visé à l'article 5 du présent accord. Pour la conversion en couronnes suédoises ci-dessus mentionnée, l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero appliquera, conformément aux dispositions de l'article 7 du présent accord, le cours de change entre la lire et la couronne suédoise en vigueur le jour de l'émission de l'ordre.

Toute différence de change éventuelle devra être réglée entre le débiteur et le créancier. Cette différence sera transférée d'après les dispositions du présent accord.

Article 9.

Des opérations de compensation privée entre les deux pays seront admises avec l'autorisation préalable de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et du Clearingnämnden, toujours pour règlement à travers le compte de compensation prévu à l'article 5 du présent accord et exclusivement pour des achats supplémentaires réciproques.

Article 10.

Les modalités pour le règlement des dettes italiennes en Suède et suédoises en Italie, relatives aux échanges commerciaux effectués entre les deux pays avant le 1^{er} septembre 1936, ainsi que les modalités pour le règlement des dettes financières italiennes échues avant le 1^{er} décembre 1936, sont établies dans l'Accord spécial pour le règlement des paiements arriérés signé en date de ce jour.

Article 11.

Les versements que les importateurs italiens et suédois, pour marchandises importées respectivement de Suède et d'Italie, sont tenus à faire selon les modalités établies par le *Modus vivendi* du 5 septembre 1936, et qui seront effectués après le 28 février 1937, devront être réglés à travers le compte prévu par l'article 5 du présent accord.

Article 12.

Si à la fin de la durée du présent accord un solde résultait en faveur de l'un des deux pays, les importateurs du pays en faveur duquel ce solde subsisterait devront continuer à verser la contre-valeur de leurs importations au compte prévu à l'article 5 du présent accord, jusqu'à l'amortissement complet des créances non transférées.

Article 13.

Chaque gouvernement prendra, en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement régulier du système de règlement des créances prévu par les dispositions précédentes.

For debts expressed in a currency other than the lira or the Swedish crown, the rate adopted shall be the rate quoted for the currency in question at Stockholm or on the Rome Bourse on the day preceding that of payment.

Article 8.

Payments to creditors of either country shall be made in Italian lire in Italy and in Swedish crowns in Sweden in the chronological order of the payments received from the respective debtors up to the limit of the sums available.

It is agreed that sums paid in lire by Italian debtors shall be converted into Swedish crowns at the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, which shall in consequence transmit to the Clearingnämnden orders for payment in Swedish crowns up to the limit of the sums available in the Swedish crowns account mentioned in Article 5 of the present Agreement. For the above-mentioned conversion into Swedish crowns the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall, in conformity with the provisions of Article 7 of the present Agreement, apply the rate of exchange between the lira and the Swedish crown in force on the date on which the order is issued.

Any difference in exchange shall be settled between debtor and creditor. Such difference shall be transferred in accordance with the provisions of the present Agreement.

Article 9.

Private compensation transactions between the two countries shall be allowed subject to previous authorisation by the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Clearingnämnden, and settlement shall be through the compensation account provided for in Article 5 of the present Agreement and shall apply exclusively to supplementary purchases between the two countries.

Article 10.

The measures for the settlement of Italian debts in Sweden and of Swedish debts in Italy relating to commercial exchanges between the two countries before September 1st, 1936, and the measures for the settlement of Italian financial debts due before December 1st, 1936, are stipulated in the Special Agreement for the regulation of outstanding payments signed on to-day's date.

Article 11.

Payments to be made by Italian and Swedish importers for goods imported from Sweden and Italy respectively according to the stipulations of the *Modus Vivendi* of September 5th, 1936, which are made after February 28th, 1937, shall be settled through the account provided for in Article 5 of the present Agreement.

Article 12.

If on the termination of the present Agreement there should be a balance in favour of either of the countries, the importers of the country in favour of which this balance stands shall be required to continue to pay the equivalent value of their imports to the special account provided for in Article 5 of the present Agreement until the non-transferred claims have been fully met.

Article 13.

Each Government shall take for its part the necessary measures to ensure the regular working of the system for the settlement of claims laid down in the foregoing provisions.

Les difficultés qui pourraient surgir à l'occasion de l'application pratique des dispositions précédentes seront réglées d'un commun accord entre l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et le Clearingnämnden.

Article 14.

Le présent accord entre en vigueur le 1^{er} décembre 1936 et aura effet jusqu'au 31 décembre 1937. S'il n'est pas dénoncé trois mois avant cette date, il sera prorogé par tacite réconduction pour des périodes d'une année, sauf préavis de trois mois avant l'expiration de la période en cours.

Toutefois, au cas où des circonstances susceptibles d'empêcher le fonctionnement du présent accord dans ses parties essentielles se produiraient, chacune des Parties contractantes pourra demander l'ouverture immédiate de négociations en vue de remédier aux difficultés qui auraient été constatées.

Dans le cas où ces négociations n'aboutiraient pas à un résultat satisfaisant dans un délai d'un mois, chacune des Parties contractantes pourra dénoncer cet accord avec préavis d'un mois, toujours pour une échéance de fin de trimestre.

En foi de quoi, on a signé le présent accord.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 1^{er} décembre 1936.

Pour la Suède :
(*undert.*) Erik SJÖBORG.
Arvid RICHERT.

Pour l'Italie :
(*undert.*) CIANO.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 10 décembre 1936.

Le Chef des Archives p. i.,
C^{te} Lewenhaupt.

Any difficulties that may arise in the practical application of the foregoing provisions shall be settled by joint agreement between the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Clearingnämnden.

Article 14.

The present Agreement shall come into force on December 1st, 1936, and shall remain in force until December 31st, 1937. Unless it has been denounced three months before that date, it shall be prolonged by tacit consent for periods of one year, subject to three months' notice before the expiry of the current period.

Nevertheless, should circumstances arise which may prevent the working of the present Agreement in its essential parts, either of the Contracting Parties may ask that negotiations should be opened immediately with a view to settling any difficulties that may have occurred.

If these negotiations fail to produce satisfactory results within one month, either of the Contracting Parties may denounce this Agreement at one month's notice, with effect as from the end of a quarterly period.

In faith whereof the present Agreement has been signed.

Done at Rome, in duplicate, this 1st day of December, 1936.

For Sweden :
(Signed) Erik SJÖBORG.
Arvid RICHERT.

For Italy :
(Signed) CIANO.

N° 4019.

ITALIE ET SUÈDE

Accord spécial pour le règlement des
paiements arriérés, avec annexe.
Signé à Rome, le 1^{er} décembre
1936.

ITALY AND SWEDEN

Special Agreement for the Settlement
of Outstanding Payments, with An-
nex. Signed at Rome, December
1st, 1936.

N^o 4019. — ACCORD ¹ SPÉCIAL ENTRE L'ITALIE ET LA SUÈDE POUR
LE RÈGLEMENT DES PAIEMENTS ARRIÉRÉS. SIGNÉ A ROME,
LE 1^{er} DÉCEMBRE 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 décembre 1936.

LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS et LE GOUVERNEMENT ITALIEN, dans le but de régler certains paiements entre leurs deux pays, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les débiteurs italiens envers des créanciers suédois pour dettes déjà échues ou à échoir jusqu'au 28 février 1937, quelle que soit la nature de leurs dettes, seront invités à verser aux échéances respectives et pas plus tard qu'à la date susindiquée, les montants dus, auprès de la Banca d'Italia, en sa qualité de caissier de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero à Rome.

Cette disposition ne s'applique pas aux dettes à transférer d'après les stipulations de l'Accord ² de clearing entre la Suède et l'Italie signé en date de ce jour, ainsi qu'aux dettes visées à l'article 3, alinéas a) et b), du même accord, échues après le 30 novembre 1936.

Les versements relatifs aux échanges commerciaux prévus par l'Accord ³ entre l'Italie et la Suède pour régler les échanges commerciaux du 24 juin 1935 et par le *Modus vivendi* du 5 septembre 1936 seront portés par l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero au crédit des comptes institués par les accords respectifs.

Les versements effectués selon les dispositions du Décret ministériel italien du 20 novembre 1935, ainsi que les versements relatifs aux dettes non commerciales, seront portés au crédit du Compte B, mentionné dans la lettre adressée en date du 5 septembre 1936 par l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero au Clearingnämnden à Stockholm.

Article 2.

Les créanciers suédois de sommes déposées jusqu'au 30 novembre 1936 au crédit de comptes « Loro Vecchi » auprès de banques italiennes, pourront demander aux banques italiennes en question le transfert de leurs créances jusqu'au 28 février 1937. A la suite de telles demandes, les banques italiennes effectueront les versements des sommes dues auprès de la Banca d'Italia en sa qualité de caissier de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, au crédit du Compte B mentionné à l'article premier du présent accord.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} décembre 1936.

² Voir page 269 de ce volume.

³ Vol. CLXI, page 21, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4019. — SPECIAL AGREEMENT ² BETWEEN ITALY AND SWEDEN
FOR THE SETTLEMENT OF OUTSTANDING PAYMENTS. SIGNED
AT ROME, DECEMBER 1ST, 1936.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place December 14th, 1936.

THE SWEDISH GOVERNMENT and THE ITALIAN GOVERNMENT, with a view to the settlement of certain payments between their respective countries, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Italian debtors of Swedish creditors in respect of debts, of whatever nature, already due or falling due by February 28th, 1937, shall be called upon to pay the amounts owing, on the respective due dates and not later than the date above mentioned, into the Banca d'Italia as the banker of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, Rome.

The foregoing provision shall not apply to the debts to be transferred in accordance with the terms of the Clearing Agreement ³ between Sweden and Italy signed this day, or to the debts referred to in Article 3, paragraphs (a) and (b), of that Agreement, falling due after November 30th, 1936.

The payments in respect of commercial exchanges provided for in the Agreement ⁴ regarding Commercial Exchanges between Italy and Sweden of June 24th, 1935, and the *Modus Vivendi* of September 5th, 1936, shall be credited by the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero to the accounts opened in accordance with the respective Agreements.

Payments effected in accordance with the provisions of the Italian Ministerial Decree of November 20th, 1935, and payments in respect of non-commercial debts, shall be credited to the Account B mentioned in the letter dated September 5th, 1936, from the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero to the Clearingnämnden, Stockholm.

Article 2.

The Swedish creditors entitled to sums deposited by November 30th, 1936, in " Loro Vecchi " accounts with Italian banks may apply to the Italian banks in question for the transfer of their claims up to February 28th, 1937. On the receipt of such applications, the Italian banks shall pay the sums due into the Banca d'Italia as the banker of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, such sums to be credited to the Account B mentioned in Article 1 of the present Agreement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force December 1st, 1936.

³ See page 269 of this Volume.

⁴ Vol. CLXI, page 21, of this Series.

Article 3.

Les débiteurs italiens pour dettes commerciales échues, qui ont pourvu jusqu'au 30 novembre 1936 au versement des montants dus, seront invités, si les montants n'ont pas encore été transférés, à effectuer auprès de la Banca d'Italia en sa qualité de caissier de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio, le paiement des différences de change résultant entre le cours en vigueur le jour du versement et celui en vigueur le 1^{er} décembre 1936.

Les montants versés qui, selon les dispositions prévues dans la lettre adressée en date du 5 septembre 1936 par l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio au Clearingnämnden, ont été déjà convertis en couronnes suédoises au cours en vigueur le 31 août 1936 (Compte A), ne seront pas soumis aux dispositions susdites.

Article 4.

Les débiteurs suédois envers des créanciers italiens, pour dettes commerciales déjà échues ou à échoir jusqu'au 28 février 1937, seront invités à verser aux échéances respectives et pas plus tard qu'à la date susindiquée, les montants dus aux titres susdits auprès du Clearingnämnden.

Le Clearingnämnden portera ces montants au crédit des comptes institués par l'Accord du 24 juin 1935 et par le *Modus vivendi* du 5 septembre 1936.

Les dispositions prévues au premier alinéa du présent article ne s'appliquent pas aux dettes suédoises à transférer d'après les stipulations de l'Accord de clearing signé en date de ce jour, ni aux dettes visées à l'article 3, alinéas a) et b) du même accord, échues après le 30 novembre 1936.

Article 5.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio et le Clearingnämnden s'engagent à inviter les débiteurs respectifs à effectuer les versements de leurs dettes jusqu'au 28 février 1937.

Article 6.

Les soldes en liras existant le 30 novembre 1936 sur les comptes du Clearingnämnden auprès de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio, à savoir le compte prévu par l'Accord de clearing du 24 juin 1935 et le Compte B, seront convertis en couronnes suédoises le 1^{er} décembre 1936 d'après le cours en vigueur à cette date.

Pour ce qui concerne les différences de change entre le cours en vigueur le jour du versement et celui en vigueur le 1^{er} décembre 1936, on appliquera les dispositions du premier alinéa de l'article 3 du présent accord.

Le règlement des dettes, qui aura lieu après le 30 novembre 1936, sera effectué par versement, soit en Italie soit en Suède, sur la base des cours établis à l'article 7 de l'Accord de clearing signé en date de ce jour. Les liras italiennes versées en Italie seront immédiatement converties, au même cours, en couronnes suédoises.

Article 7.

Le 28 février 1937 il sera établi le solde du compte *Modus vivendi*, qui d'après les prévisions devrait résulter en faveur de l'Italie.

Ce solde sera destiné en premier lieu au remboursement des résidus inférieurs à 94 couronnes suédoises résultant en faveur des créanciers suédois par l'application de l'article 8 du présent accord. Si après l'utilisation susindiquée il reste encore un solde disponible, celui-ci sera utilisé pour le règlement, dans l'ordre chronologique général, des créances suédoises arriérées relatives à l'Accord du 24 juin 1935.

Article 3.

Italian debtors liable for commercial debts already due, who have paid in the amounts owing by November 30th, 1936, shall be called upon, in the event of the said amounts not having yet been transferred, to pay into the Banca d'Italia as the banker of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero the exchange differences as between the rate prevailing on the date of payment and that prevailing on December 1st, 1936.

The foregoing provisions shall not apply to amounts paid in which, in accordance with the rules set out in the letter dated September 5th, 1936, from the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero to the Clearingnämnden, have already been converted into Swedish crowns at the rate prevailing on August 31st, 1936 (Account A).

Article 4.

The Swedish debtors of Italian creditors for commercial debts already due or falling due by February 28th, 1937, shall be called upon to pay the amounts owing on account of the said debts, on their respective due dates, and not later than the date above mentioned, to the Clearingnämnden.

The Clearingnämnden shall credit such amounts to the accounts provided for in the Agreement of June 24th, 1935, and the *Modus Vivendi* of September 5th, 1936.

The provisions laid down in the first paragraph of the present Article shall not apply to the Swedish debts to be transferred under the terms of the Clearing Agreement signed this day, or to the debts referred to in Article 3, paragraphs (a) and (b), of that Agreement, falling due after November 30th, 1936.

Article 5.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Clearingnämnden undertake to call upon the debtors in their respective countries to make the payments necessary to settle their debts by February 28th, 1937.

Article 6.

The lire balances standing, on November 30th, 1936, to the credit of the Clearingnämnden in its accounts with the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, that is to say, the account provided for in the Clearing Agreement of June 24th, 1935, and Account B, shall be converted into Swedish crowns on December 1st, 1936, at the rate prevailing on that date.

The provisions of the first paragraph of Article 3 of the present Agreement shall apply in respect of the exchange differences as between the rate prevailing on the date of payment and that prevailing on December 1st, 1936.

After November 30th, 1936, the settlement of debts shall be effected by payments, in Italy or in Sweden as the case may be, based upon the rates provided for in Article 7 of the Clearing Agreement signed this day. Italian lire paid in in Italy shall be at once converted at the same rate into Swedish crowns.

Article 7.

The balance of the *Modus Vivendi* Account shall be struck on February 28th, 1937, and according to expectations should be in favour of Italy.

Such balance shall be used, in the first place, for the payment of the residual amounts falling short of 94 Swedish crowns payable to Swedish creditors in application of Article 8 of the present Agreement. Should any further balance remain when this has been done, it shall be used for the settlement, in general chronological order, of the outstanding Swedish claims under the Agreement of June 24th, 1935.

Article 8.

Avec le montant en couronnes suédoises résultant après le remboursement et le règlement prévus à l'article 7 du présent accord, ainsi qu'avec le solde du Compte A en couronnes suédoises, et après avoir déduit la somme nécessaire à régler les résidus inférieurs à 94 couronnes, dont il est question au troisième alinéa du présent article, l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero souscrira auprès du Trésor italien en date du 1^{er} avril 1937 des Bons du Trésor 3 %, à deux ans, libellés en couronnes suédoises, payables le 1^{er} avril 1939, domiciliés auprès de la Stockholms Enskilda Bank à Stockholm et exempts de tout impôt ou taxe italiens présents ou futurs.

Le texte desdits Bons du Trésor est annexé au présent accord.

L'intérêt de 3 % sur ces bons étant payable à l'échéance des bons en même temps que le capital, les bons seront émis à 94 couronnes suédoises et payables, à l'échéance, à 100 couronnes suédoises (intérêts compris).

Les créances suédoises dont il est question seront réglées par la distribution de ces bons au même prix de 94 couronnes suédoises ; les résidus au-dessous de 94 couronnes seront réglés par prélèvement sur le compte *Modus vivendi* du 5 septembre 1936, ainsi qu'il est prévu à l'article 7 du présent accord.

Article 9.

Un créancier suédois qui ne désirerait pas obtenir des Bons du Trésor pour sa créance devra, au plus tard le 15 février 1937, en avertir l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero. Ayant présenté un tel avertissement, il aura le droit d'obtenir que sa créance en liras italiennes soit déposée sur un compte « Loro Vecchio » réglé conformément aux dispositions en vigueur en Italie pour de tels comptes, à ouvrir en son nom auprès d'une banque italienne. Dans le cas où le montant dont il s'agit aurait été déjà versé selon les dispositions du présent accord avant le 1^{er} décembre 1936, il sera converti en liras italiennes au cours en vigueur entre la lire et la couronne suédoise le 1^{er} décembre 1936 ; dans le cas où le montant aurait été versé à partir de cette date, il sera converti en liras italiennes au même cours auquel le versement a été effectué.

Article 10.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero chargera le Clearingnämnden de la distribution aux créanciers suédois des Bons du Trésor indiqués aux articles 8 et 11 du présent accord, ainsi que du paiement à la charge du compte *Modus vivendi*, des résidus dont il est question aux articles 7 et 8 du présent accord. Cette distribution sera faite suivant l'ordre chronologique des paiements effectués par les débiteurs italiens.

Article 11.

L'émission des Bons du Trésor 3 % en couronnes suédoises payables le 1^{er} avril 1939 aura lieu jusqu'à concurrence d'une somme équivalente à 424.500 livres sterling (476.500 livres moins 52.000 livres au maximum).

Si le règlement de créances suédoises arriérées, conformément au présent accord, exigeait l'émission de Bons du Trésor au delà de la somme maximum mentionnée ci-dessus, l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero souscrira auprès du Trésor italien des Bons du Trésor 3 % en couronnes suédoises payables le 1^{er} avril 1940 et domiciliés auprès de la Stockholms Enskilda Bank à Stockholm.

Les bons de cette catégorie seront émis à 91 couronnes suédoises jusqu'à concurrence d'une somme équivalente à 108.500 livres.

La procédure prévue aux articles 8 et 10 du présent accord s'appliquera également à l'émission et à la livraison de ces Bons du Trésor.

Article 8.

With the amount in Swedish crowns remaining after the payments and settlement provided for in Article 7 of the present Agreement, together with the Swedish crown balance of Account A, after deduction of the sum necessary to pay off the residual amounts falling short of 94 crowns, referred to in paragraph 3 of the present Article, the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall subscribe at the Italian Treasury, as at April 1st, 1937, 3 % Treasury Bonds with value stated in Swedish crowns, redeemable in two years, that is, on April 1st, 1939, domiciled at the Stockholms Enskilda Bank, Stockholm, and exempt from any present or future Italian taxes or dues.

The text of the said Treasury Bonds is annexed to the present Agreement.

The 3% interest on such bonds being payable on redemption concurrently with the capital value, the bonds shall be issued at 94 Swedish crowns and redeemable on the appointed date at 100 Swedish crowns (inclusive of interest).

The Swedish claims concerned shall be settled by the delivery of such bonds at the said price of 94 Swedish crowns ; residual amounts falling short of 94 crowns shall be paid out of the *Modus Vivendi* Account of September 5th, 1936, as provided in Article 7 of the present Agreement.

Article 9.

Should any Swedish creditor not desire to obtain the Treasury Bonds in settlement of his claim, he shall notify the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero not later than February 15th, 1937. Having made this notification, he shall be entitled to have his claim in Italian lire deposited in a " Loro Vecchio " account to be opened in his name at an Italian bank, subject to the provisions in force in Italy in respect of such accounts. Should the amount owing have been already paid in, under the terms of the present Agreement, before December 1st, 1936, it shall be converted into Italian lire at the lire-Swedish crown rate prevailing on December 1st, 1936 ; should the amount be paid in after that date, it shall be converted into Italian lire at the rate at which the payment was made.

Article 10.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall make the Clearingnämnden responsible for the delivery to Swedish creditors of the Treasury Bonds provided for in Articles 8 and 11 of the present Agreement, and also for the payment against the *Modus Vivendi* Account, of the residual amounts referred to in Articles 7 and 8 of the present Agreement. Such deliveries shall take place in the chronological order of the payments made by the Italian debtors.

Article 11.

The issue of 3% Treasury Bonds with value stated in Swedish crowns redeemable on April 1st, 1939, shall not exceed a total equivalent to 424,500 pounds sterling (£476,500 less £52,000 at the maximum).

Should the settlement of outstanding Swedish claims, in accordance with the present Agreement, necessitate the issue of Treasury Bonds in excess of the above-mentioned maximum, the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall subscribe at the Italian Treasury 3% Treasury Bonds with value stated in Swedish crowns, redeemable on April 1st, 1940, and domiciled at the Stockholms Enskilda Bank, Stockholm.

Bonds in this category shall be issued at 91 Swedish crowns up to a total amount equivalent to £108,500.

The procedure provided for in Articles 8 and 10 of the present Agreement shall also apply to the issue and delivery of these Treasury Bonds.

Article 12.

Les paiements effectués, toujours aux changes prévus à l'article 6 du présent accord, par les débiteurs italiens après le 28 février 1937, relatifs aux échanges commerciaux soumis à l'Accord du 24 juin 1935 et qui sont visés par les dispositions du Décret ministériel italien du 20 novembre 1935, seront réglés, chaque trimestre solaire successif, par livraison aux créanciers suédois respectifs, de Bons du Trésor 3 % échéance 1^{er} avril 1939 ou de Bons du Trésor 3 % échéance 1^{er} avril 1940, selon ce qui est prévu aux articles 7, 8, 10 et 11 du présent accord.

La livraison en question sera effectuée en tenant compte de ce que les intérêts sur les bons courent à partir du 1^{er} avril 1937, c'est-à-dire sur la base de 94,75 couronnes suédoises au 1^{er} juillet 1937, 95,50 au 1^{er} octobre 1937 et 96,25 au 1^{er} janvier 1938 pour 100 couronnes suédoises de valeur nominale, si la livraison se fait en Bons du Trésor échéance 1^{er} avril 1939 ; et sur la base de 91,75 couronnes suédoises, respectivement 92,50 et 93,25 pour 100 couronnes suédoises de valeur nominale, si la livraison a lieu pour des Bons du Trésor échéance 1^{er} avril 1940.

Pour les versements n'atteignant pas la valeur d'un bon fixé de la manière indiquée ci-dessus, les créanciers suédois devront verser une somme correspondant à la différence entre le montant de leur créance et ladite valeur des Bons du Trésor. Ces différences seront transférées à travers le compte prévu à l'article 5 de l'Accord de clearing signé en date de ce jour, à moins que le créancier suédois n'ait recours, pour toute ou pour une partie de sa créance, à la faculté qui lui est réservée par l'article 9 du présent accord. L'avis de cette option, devra parvenir à l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero avant le 16 mai 1937, le 16 août 1937 et le 16 novembre 1937, respectivement.

En foi de quoi on a signé le présent accord.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 1^{er} décembre 1936.

Pour la Suède :

Erik SJÖBORG.

Arvid RICHERT.

Pour l'Italie :

CIANO.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 10 décembre 1936.

Le Chef des Archives p. i.,

C^{te} Lewenhaupt.

Article 12

Payments effected by Italian debtors, in all cases at the rates of exchange provided for in Article 6 of the present Agreement, after February 28th, 1937, in respect of commercial exchanges subject to the Agreement of June 24th, 1935, and affected by the provisions of the Italian Ministerial Decree of November 20th, 1935, shall be settled every successive calendar quarter by the delivery, to the Swedish creditors concerned, of 3% Treasury Bonds redeemable on April 1st, 1939, or 3% Treasury Bonds redeemable on April 1st, 1940, in accordance with the provisions of Articles 7, 8, 10 and 11 of the present Agreement.

Such delivery shall be effected with due reference to the fact that the interest on such Bonds accrues from April 1st, 1937, that is to say on the basis of 94.75 Swedish crowns at July 1st, 1937, 95.50 at October 1st, 1937, 96.25 at January 1st, 1938, for 100 Swedish crowns nominal value, if delivery is made in Treasury Bonds redeemable on April 1st, 1939; and on the basis of 91.75, 92.50 or 93.25 Swedish crowns, as the case may be, for 100 Swedish crowns nominal value, if delivery is made in Treasury Bonds redeemable on April 1st, 1940.

As regards the payment of amounts falling short of the value of a Bond, as determined in the manner indicated above, the Swedish creditors shall pay a sum equal to the difference between the amount of their claim and the said value of the Treasury Bonds. Such differences shall be transferred through the account provided for in Article 5 of the Clearing Agreement signed this day, unless the Swedish creditor avails himself, in respect of the whole or a part of his claim, of the option allowed him in Article 9 of the present Agreement. Notification of such option shall reach the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero by May 16th, 1937, August 16th, 1937, and November 16th, 1937, respectively.

In faith whereof the present Agreement has been signed.

Done at Rome, in duplicate, this 1st day of December, 1936.

For Sweden :

Erik SJÖBORG.

Arvid RICHERT.

For Italy :

CIANO.

ROYAUME D'ITALIE.

(Traduction.)

MINISTÈRE DES FINANCES

Direction générale du Trésor.

Bon du Trésor italien émis en vertu du Décret-loi royal du 7 août 1936-XIV, n° 1556.

(Série et numéro d'ordre.)

Couronnes suédoises

En date du à présentation du présent Bon du Trésor à la Stockholms Enskilda Bank à Stockholm, sera versée pour le compte du Trésor italien à M..... ou à son ordre la somme de couronnes suédoises

Rome, le

Le Directeur général du Trésor :

(Le présent bon est transférable par endossement et dans le cas où il ne serait pas complété par le nom du bénéficiaire, il sera considéré comme un titre au porteur.)

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 10 décembre 1936.

Le Chef des Archives p. i.,
C^{te} Lewenhaupt.

KINGDOM OF ITALY.

MINISTRY OF FINANCE.

Treasury Department.

Italian Treasury Bond issued under the Royal Decree-Law of August 7th, 1936-XIV, No. 1556.

(Series and Number.)

Swedish crowns

On (date) on presentation of the present Treasury Bond at the Stockholms Enskilda Bank, Stockholm, the sum of Swedish crowns shall be paid on behalf of the Italian Treasury to M....., or order.

Rome,

Director-General of the Treasury.

(The present bond is transferable by endorsement and, if the holder's name is not inserted in the space provided, it will be regarded as a bearer security.)

N° 4020.

**BELGIQUE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Convention pour l'exécution réciproque des jugements rendus en matière civile et commerciale, avec annexe et protocole. Signés à Bruxelles, le 2 mai 1934.

**BELGIUM
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Convention for the Reciprocal Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters, with Annex and Protocol. Signed at Brussels, May 2nd, 1934.

N^o 4020. — CONVENTION ¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD POUR L'EXÉCUTION RÉCIPROQUE DES JUGEMENTS RENDUS EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 2 MAI 1934.

Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 18 décembre 1936.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES

et

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES,

Désireux d'assurer, sur la base de la réciprocité, la reconnaissance et l'exécution des jugements rendus en matière civile et commerciale,

Ont décidé de conclure une convention à cette fin et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Paul HYMANS, son ministre des Affaires étrangères ;

M. Victor KINON, directeur général honoraire du Ministère de la Justice, commandeur de l'Ordre de la Couronne, officier de l'Ordre de Léopold ;

et

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

M. George Nevile Maltby BLAND, C. M. G., chargé d'Affaires de Sa Majesté britannique à Bruxelles ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Dans la présente convention :

(1) L'expression « Sa Majesté le Roi et Empereur » sera interprétée comme signifiant Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes.

(2) L'expression « territoire de l'une (ou de l'autre) Haute Partie contractante » sera interprétée comme signifiant :

a) Dans le cas de Sa Majesté le Roi et Empereur, le Royaume-Uni (l'Angleterre et le Pays de Galles, l'Ecosse et l'Irlande du Nord) et tous les territoires auxquels la convention s'applique à raison des extensions prévues par l'article 11 ou des adhésions prévues par l'article 13 ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 26 octobre 1936.

Entrée en vigueur le 26 novembre 1936.

No. 4020. — CONVENTION¹ BETWEEN BELGIUM AND GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND FOR THE RECIPROCAL ENFORCEMENT OF JUDGMENTS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT BRUSSELS, MAY 2ND, 1934.

French and English official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place December 18th, 1936.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA,

and

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS,

Being desirous to provide on the basis of reciprocity for the recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters ;

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

George Nevile Maltby BLAND, Esquire, C.M.G., His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires at Brussels ;

and

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Mr. Paul HYMANS, His Minister for Foreign Affairs ;

Mr. Victor KINON, Honorary Director-General of the Ministry of Justice, Commander of the Order of the Crown, Officer of the Order of Leopold ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

In this Convention :

(1) The words " His Majesty the King and Emperor " shall mean His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India ;

(2) The words " territory of one (or of the other) High Contracting Party " shall be interpreted as meaning :

(a) On the part of His Majesty the King and Emperor, the United Kingdom (England and Wales, Scotland and Northern Ireland) and any territories to which the Convention applies by reason of extensions under Article 11, or accessions under Article 13 ; and

¹ The exchange of ratifications took place at London, October 26th, 1936. Came into force November 26th, 1936.

b) Dans le cas de Sa Majesté le Roi des Belges, la Belgique et tous les territoires auxquels la convention s'applique à raison des extensions prévues par l'article 12.

(3) L'expression « tribunal supérieur » est réputée signifier :

a) Pour ce qui concerne le Royaume-Uni, la Chambre des lords, et pour l'Angleterre et le Pays de Galles, la « Supreme Court of Judicature » (Court of Appeal and High Court of Justice) et les « Courts of Chancery » des comtés palatins de Lancaster et de Durham ; pour l'Écosse, la « Court of Session » et, pour l'Irlande du Nord, la « Supreme Court of Judicature » ;

b) Pour ce qui concerne la Belgique, la Cour de cassation, les Cours d'appel, les tribunaux de première instance, et les tribunaux de commerce.

Tous les autres tribunaux existant dans ces territoires seront désignés comme « tribunaux inférieurs » au sens de la présente convention.

(4) Le mot « jugement » signifie toutes décisions d'un tribunal quel que soit le nom qui leur est donné (jugements, ordonnances, etc.) par lesquelles les droits des parties sont fixés d'une façon définitive.

(5) a) L'expression « tribunal d'origine » est réputée signifier, par rapport à tout jugement, le tribunal qui a rendu ce jugement, et l'expression « tribunal requis », le tribunal devant lequel la reconnaissance d'un jugement est demandée ou auquel est adressée une demande d'enregistrement ou de délivrance d'exequatur ;

b) L'expression « partie condamnée » signifie la personne contre laquelle le jugement a été prononcé au tribunal d'origine et comprend toute personne contre laquelle le jugement peut être exécuté dans le pays du tribunal d'origine ; et l'expression « partie gagnante », signifie la personne en faveur de laquelle ledit jugement a été prononcé et comprend ses héritiers et ayants droit.

Article 2.

(1) Les jugements rendus par un tribunal supérieur, après la date de l'entrée en vigueur de la présente convention, dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes autres que les jugements rendus en appel de jugements prononcés par des tribunaux inférieurs, seront reconnus et mis à exécution dans le territoire de l'autre Haute Partie contractante dans les cas et conditions stipulés aux articles 3 à 8 inclus de la présente convention, quelle que soit la nationalité de la partie condamnée ou de la partie gagnante.

(2) Rien dans la présente convention ne sera interprété comme excluant la reconnaissance et l'exécution dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes conformément au droit national en vigueur dans le pays intéressé, des jugements prononcés par un tribunal dans le territoire de l'autre Haute Partie contractante, lorsqu'il s'agit de jugements auxquels la présente convention ne s'applique pas ou de jugements prononcés dans des circonstances où les dispositions de la présente convention ne prescrivent pas cette reconnaissance ou cette exécution.

Article 3.

(1) Les jugements prononcés en matière civile ou commerciale par un tribunal supérieur, dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et exécutoires dans le pays du tribunal d'origine, bien que des voies de recours soient encore ouvertes telles qu'opposition, appel ou cassation, seront reconnus par les tribunaux du territoire de l'autre Partie, dans tous les cas où aucune objection au jugement ne pourra être formulée à raison de l'un des motifs énumérés ci-après :

a) Si, pour l'affaire en question, la juridiction du tribunal d'origine est exclue par les règles de droit international privé relatives à la compétence, admises par le tribunal requis ;

b) Si, en cas de jugement par défaut, la partie condamnée n'a pas comparu au procès et prouve au tribunal requis qu'elle n'a pas effectivement eu connaissance de la

(b) On the part of His Majesty the King of the Belgians, Belgium and any territories to which the Convention applies by reason of extensions under Article 12.

(3) The words "superior court" shall be deemed to mean :

(a) In the case of the United Kingdom, the House of Lords, and for England and Wales, the Supreme Court of Judicature (Court of Appeal and High Court of Justice) and the Courts of Chancery of the Counties Palatine of Lancaster and Durham ; for Scotland, the Court of Session ; and of Northern Ireland, the Supreme Court of Judicature ;

(b) And in the case of Belgium, the Court of Cassation, all Courts of Appeal, Tribunals of First Instance and Tribunals of Commerce.

All other courts in these territories shall be deemed to be "inferior courts" for the purpose of this Convention.

(4) The word "judgment" means any decision of a court however described (judgment, order and the like) by which the rights of the parties are finally determined.

(5) (a) The words "original court" shall be deemed to mean, in relation to any judgment, the court by which such judgment was given ; and the words "court applied to" the court in which it is sought to obtain recognition of a judgment, or to which an application for registration or grant of exequatur is made ;

(b) The words "judgment debtor" mean the person against whom the judgment was given in the original court, and include any person against whom judgment is enforceable in the country of the original court ; and the words "judgment creditor" mean the person in whose favour the judgment was given, and include his successor and assigns.

Article 2.

(1) Judgments pronounced after the date of the entry into force of the present Convention by a superior court in the territory of one High Contracting Party, other than judgments rendered on appeal from inferior courts, shall, whatever the nationality of the judgment creditor or debtor, be recognised and enforced in the territory of the other in the cases and upon the conditions laid down in Articles 3 to 8 inclusive of the present Convention.

(2) Nothing in the present Convention shall be deemed to preclude the recognition and enforcement in the territory of one High Contracting Party, in accordance with the municipal law for the time being in force in the country concerned, of judgments pronounced by a court in the territory of the other High Contracting Party, being judgments to which the present Convention does not apply, or judgments given in circumstances where the provisions of the present Convention do not require such recognition or enforcement.

Article 3.

(1) Judgment in civil and commercial matters, given by any superior court in the territory of one High Contracting Party, and executory in the country of the original court, although still open to proceedings by way of opposition, appeal or setting aside shall, in the courts of the territory of the other, be recognised in all cases where no objection to the judgment can be established on any of the grounds hereinafter enumerated, that is to say, unless :

(a) In the case in question the jurisdiction of the original court is not recognised under the rules of Private International Law with regard to jurisdiction observed by the court applied to ;

(b) The judgment was given in default, and the judgment debtor did not appear in the proceedings and satisfies the court applied to that he did not actually acquire

procédure en temps raisonnablement utile pour y répondre. Il est entendu que, dans tous les cas où il est prouvé que la notification a été dûment effectuée au défendeur, conformément aux articles 3 et 4 de la Convention¹ signée entre les Hautes Parties contractantes le 21 juin 1922, elle fera preuve du fait que le défendeur a effectivement eu connaissance de la procédure;

c) Si le jugement est contraire à l'ordre public du pays du tribunal requis;

d) Si le jugement statue sur une demande qui a déjà, à la date où il est rendu, été tranchée par un jugement rendu entre les mêmes parties et qui a, d'après la loi du tribunal requis, l'autorité de la chose jugée;

e) Si, de l'avis du tribunal requis, le jugement a été obtenu par fraude;

f) Si, de l'avis du tribunal requis, le jugement a été prononcé contre une personne, défenderesse au procès, qui, en vertu des règles du droit international public avait droit à l'immunité de juridiction du tribunal d'origine et ne s'est pas soumise à la juridiction du tribunal d'origine; ou si l'exécution est demandée contre une personne qui n'est pas, d'après les règles du droit international public, justiciable du tribunal requis;

g) Si la partie condamnée prouve au tribunal requis qu'une procédure par voie d'appel, d'opposition ou de cassation a été formée contre le jugement dans le pays du tribunal d'origine.

Il est entendu que si un tel recours contre le jugement n'a pas été effectivement introduit mais que le délai pour interjeter appel, faire opposition ou se pourvoir en cassation n'est pas expiré d'après la loi du tribunal d'origine, le tribunal requis peut, s'il le juge opportun, ajourner sa décision sur la reconnaissance du jugement et accorder à la partie condamnée un délai pour former le recours.

(2) La reconnaissance ne sera pas refusée pour la simple raison que le tribunal d'origine a suivi, en choisissant le droit national applicable à l'affaire, des règles du droit international privé différentes de celles qui sont reconnues par le tribunal requis.

(3) La reconnaissance d'un jugement en vertu du paragraphe (1) du présent article implique que ce jugement sera traité comme ayant l'autorité de la chose jugée entre les parties (partie gagnante et partie condamnée) quant à l'objet du jugement dans toute action ultérieure et, quant à cet objet, pourra être opposé par elles comme une exception dans toute nouvelle action intentée pour le même motif.

Article 4.

(1) Nonobstant la disposition de l'article 3 (1) *a)* et sans préjudice des paragraphes (2) et (3) du présent article, le tribunal d'origine sera reconnu compétent dans tous les cas :

a) Où la partie condamnée était, en l'affaire qui constitue la matière du jugement, demanderesse dans la procédure devant le tribunal d'origine, soit dans la demande originaire, soit dans une demande reconventionnelle;

b) Où la partie condamnée, défenderesse dans la procédure devant le tribunal d'origine, s'est soumise à la juridiction en comparaisant volontairement dans l'action. Il est entendu que l'expression « en comparaisant volontairement dans l'action » ne comprend pas le fait d'avoir comparu simplement dans le but soit de s'opposer à la saisie de biens situés dans le pays du tribunal d'origine ou d'obtenir la mainlevée de biens saisis, soit de contester la compétence du tribunal d'origine;

¹ Vol. XXIV, page 91; vol. XXXI, page 254; vol. XXXV, page 306; vol. XXXIX, page 175; vol. XLV, page 112; vol. LXXVIII, page 456; vol. LXXXIII, page 387; vol. CIV, page 497; vol. CVII, page 467; vol. CXXII, page 329; vol. CXLVII, page 319; et vol. CLX, page 333, de ce recueil.

knowledge of the proceedings in reasonably sufficient time to act upon it. It is understood that in all cases where it is proved that notice of the proceedings has been duly served on the defendant in conformity with the provisions of Articles 3 or 4 of the Convention¹ signed between the High Contracting Parties on June 21st, 1922, it shall be deemed to be conclusive evidence that the defendant actually acquired knowledge of the proceedings ;

(c) The judgment is one which is contrary to the public policy of the country of the court applied to ;

(d) The judgment is in respect of a cause of action which had already at the date when it was given, as between the same parties, formed the subject of another judgment which is recognised under the law of the court applied to as final and conclusive ;

(e) The judgment has, in the opinion of the court applied to, been obtained by fraud ;

(f) In the opinion of the court applied to, the judgment was given against a person, defendant in the proceedings, who under the rules of public international law was entitled to immunity from the jurisdiction of the original court, and did not submit to the jurisdiction of the original court ; or is sought to be enforced against a person who is entitled under the rules of public international law to immunity from the jurisdiction of the court applied to ;

(g) The judgment debtor satisfies the court applied to that proceedings by way of appeal, opposition or setting aside have been instituted against the judgment in the country of the original court.

It is understood that if such proceedings have not been actually instituted, but the time for lodging an appeal, opposition or application to set aside has not expired under the law of the country of the original court, the court applied to may, if it thinks fit, adjourn its decision on the recognition of the judgment so as to allow the judgment debtor a reasonable opportunity of instituting such proceedings.

(2) Recognition of a judgment shall not be refused merely on the ground that the original court has applied, in the choice of the system of law applicable to the case, rules of Private International Law different from those observed by the court applied to.

(3) The recognition of a judgment under paragraph (1) of this Article means that such judgment shall be treated as conclusive as to the matter thereby adjudicated upon in any further action as between the parties (judgment creditor and judgment debtor) and as to such matter shall constitute a defence against further action between them in respect of the same cause of action.

Article 4.

(1) Notwithstanding the provisions of Article 3 (1) (a) and without prejudice to the provisions of paragraphs (2) and (3) of the present Article, the original court shall be recognised as possessing jurisdiction in all cases :

(a) Where the judgment debtor was in respect of the matter, which is the subject of the judgment, a plaintiff or counter-claimant in the proceedings in the original court ;

(b) Where the judgment debtor, being a defendant in the proceedings in the original court submitted to the jurisdiction by voluntarily appearing in the proceedings. It is understood that the expression "voluntarily appearing in the proceedings" does not include an appearance merely for the purpose of protecting property situated within the jurisdiction of the original court from seizure, or of obtaining the release of property seized, or for the purpose of contesting the jurisdiction of the original court ;

¹ Vol. XXIV, page 91 ; Vol. XXXI, page 255 ; Vol. XXXV, page 307 ; Vol. XXXIX, page 175 ; Vol. XLV, page 112 ; Vol. LXXXVIII, page 456 ; Vol. LXXXIII, page 387 ; Vol. CIV, page 497 ; Vol. CVII, page 467 ; Vol. CXXII, page 329 ; Vol. CXLVII, page 319 ; and Vol. CLX, page 333, of this Series.

c) Où la partie condamnée, défenderesse dans la procédure devant le tribunal d'origine, avait, avant le début de la procédure, accepté en l'affaire constituant l'objet de la procédure, de se soumettre à la juridiction du tribunal d'origine ou des tribunaux du pays où le jugement a été rendu;

d) Où la partie condamnée, défenderesse devant le tribunal d'origine, avait une résidence à l'époque où le procès a été intenté, dans le pays du tribunal d'origine ou, si elle est une société commerciale ou une personne morale, avait son siège social effectif dans le pays du tribunal d'origine;

e) Où la partie condamnée, défenderesse devant le tribunal d'origine, avait, dans le pays du tribunal d'origine, un établissement commercial ou une succursale et où la procédure s'appliquait à une affaire traitée par cet établissement ou succursale ou à son siège.

Toutefois, dans les cas visés aux litt. *d)* et *e)* ci-dessus, le tribunal d'origine ne sera pas reconnu compétent si la partie condamnée prouve au tribunal requis que le tribunal d'origine a été saisi contrairement à un accord entre les parties suivant lequel le différend en question devait être réglé autrement que par une procédure devant les tribunaux du pays du tribunal d'origine.

(2) Les dispositions du paragraphe (1) du présent article ne sont pas applicables aux jugements lorsque l'objet de la procédure est une propriété immobilière, ni aux jugements *in rem* concernant une propriété mobilière. Toutefois, dans ces cas, la compétence du tribunal d'origine sera reconnue si ces propriétés étaient situées dans le pays du tribunal d'origine.

(3) Les dispositions du paragraphe (1) de cet article ne sont pas applicables :

a) Aux jugements en matière de droit ou de statut familial (y compris les divorces ou autres jugements en matière matrimoniale);

b) Aux jugements en matière de succession ou d'administration des biens de personnes décédées;

c) Aux jugements prononcés dans des affaires de faillite ou dans des procès pour la liquidation de sociétés de commerce ou d'autres personnes morales.

En cas de jugements rendus en des procédures visées au présent paragraphe, le tribunal d'origine sera reconnu compétent dans tous les cas où cette reconnaissance sera conforme aux règles de droit international privé du pays du tribunal requis.

(4) On ne refusera pas de reconnaître la compétence du tribunal d'origine pour le motif que ce tribunal n'était pas compétent d'après les lois de son propre pays, si le jugement est exécutoire dans le pays du tribunal d'origine.

Article 5.

(1) Les jugements auxquels s'appliquent le présent article, rendus par un tribunal supérieur dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes seront mis à exécution par les tribunaux du territoire de l'autre Haute Partie contractante de la façon et dans les conditions exposées aux articles 6 et 8 inclus.

(2) Les jugements auxquels s'applique le présent article sont les jugements en matière civile ou commerciale, y compris les jugements pour le paiement d'une somme d'argent à titre de compensation à la requête d'une partie ayant subi un préjudice comparaisant comme « partie civile » dans une procédure criminelle :

a) Qui sont exécutoires dans le pays du tribunal d'origine, bien que des voies de recours telles qu'appel, opposition ou cassation soient encore ouvertes;

b) Qui tendent au paiement d'une somme d'argent déterminée, y compris les jugements ayant pour objet le paiement de frais en matière civile ou commerciale;

c) Dont la reconnaissance ne donne lieu à aucune des objections exposées à l'article 3.

(c) Where the judgment debtor, being a defendant in the proceedings in the original court, had before the commencement of the proceedings agreed, in respect of the subject matter of the proceedings, to submit to the jurisdiction of the original court or of the court of the country of the original court ;

(d) Where, at the time when the proceedings were instituted, the judgment debtor, being a defendant in the original court, was resident in the country of the original court, or, being a company or other body corporate, had its head office in the country of the original court ;

(e) Where the judgment debtor, being a defendant in the original court, had, within the country of the original court, either a commercial establishment or a branch office, and the proceedings were in respect of a transaction effected through, or at, such establishment or branch office.

Nevertheless, the jurisdiction of the original court shall not be recognised in the cases referred to in sub-paragraphs (d) and (e) above if the judgment debtor satisfies the court applied to that the bringing of the proceedings in the original court was contrary to an agreement between the parties under which the dispute in question was to be settled otherwise than by proceedings in the courts of the country of the original court.

(2) The provisions of paragraph (1) of this Article do not apply to judgments where the subject matter of the proceedings is immovable property, nor to judgments *in rem* in respect of movable property. Nevertheless, in these cases the jurisdiction of the original court shall be recognised if such property was situated within the country of the original court.

(3) The provisions of paragraph (1) of this Article do not apply :

(a) To judgments in matters of family law or status (including divorces or other judgments in matrimonial causes) ;

(b) To judgments in matters of succession, or the administration of the estates of deceased persons ;

(c) To judgments in bankruptcy proceedings, or proceedings for the winding up of companies or other bodies corporate.

In the case of judgments given in proceedings of the kind referred to in the present paragraph, the jurisdiction of the original court shall be recognised in all cases where such recognition is in accordance with the rules of Private International Law observed by the court applied to.

(4) Recognition of the jurisdiction of the original court shall not be refused on the ground that the original court had no jurisdiction under the law of its own country, if the judgment is executory in the country of the original court.

Article 5.

(1) Judgments, to which the present Article applies, given by a superior court in the territory of one High Contracting Party shall be enforced by the courts of the territory of the other High Contracting Party in the manner and upon the conditions set out in Articles 6 to 8 inclusive.

(2) The judgments to which the present Article applies are judgments in civil or commercial matters, including judgments for the payment of a sum of money as compensation upon the claim of an injured party appearing as " *partie civile* " in criminal proceedings :

(a) Which are capable of being executed in the country of the original court although still open to proceedings by way of opposition, appeal or setting aside ;

(b) Whereby a definite sum of money is made payable, including judgments for the payment of costs in civil or commercial matters ;

(c) To the recognition of which none of the objections set out in Article 3 can be established.

(3) Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux jugements tendant au paiement d'une somme d'argent due du chef d'une taxe gouvernementale ou municipale, de quelque espèce que ce soit, ou au paiement de pénalités.

Article 6.

(1) Pour qu'un jugement d'un tribunal supérieur du territoire de Sa Majesté le Roi et Empereur soit rendu exécutoire en Belgique, il est nécessaire qu'une demande de délivrance d'exequatur, accompagnée d'une expédition certifiée conforme du jugement, délivrée par le tribunal d'origine et donnant tous les détails concernant la procédure suivie et les motifs de la décision, soit présentée en Belgique, conformément à la procédure du tribunal requis, au tribunal de 1^{re} instance du lieu où l'exécution est poursuivie.

(2) Tout jugement dont une expédition certifiée conforme a été délivrée par le tribunal d'origine sera réputé avoir été exécutoire dans le pays du tribunal d'origine à la date où cette expédition a été délivrée.

(3) Si cette demande est faite, l'exequatur sera accordé, à moins que la partie condamnée ne prouve au tribunal requis :

- a) Que les obligations pécuniaires résultant du jugement sont complètement éteintes,
- ou
- b) Que la personne qui demande l'exequatur n'a pas qualité pour le faire.

Article 7.

(1) Pour qu'un jugement d'un tribunal supérieur du territoire de Sa Majesté le Roi des Belges soit rendu exécutoire dans le Royaume-Uni, il est nécessaire qu'une demande d'enregistrement, accompagnée d'une expédition certifiée conforme du jugement motivé, délivrée par le tribunal d'origine, soit présentée :

- a) En Angleterre et dans le Pays de Galles à la « High Court of Justice » ;
- b) En Ecosse à la « Court of Session » ;
- c) Dans l'Irlande du Nord, à la « Supreme Court of Judicature » conformément à la procédure du tribunal requis.

(2) Tous les jugements belges qui sont revêtus de la formule exécutoire prescrite par la loi belge seront considérés comme exécutoires en Belgique au sens de l'article 5 (2) a). La formule exécutoire actuellement en vigueur est celle reproduite à l'annexe de la présente convention.

(3) Quand une telle demande est faite, l'enregistrement sera accordé à moins que la partie condamnée ne prouve au tribunal requis :

- a) Que les obligations pécuniaires résultant du jugement sont complètement éteintes,
- ou
- b) Que la personne qui demande l'enregistrement n'a pas qualité pour le faire.

Article 8.

(1) Lorsqu'un jugement a été revêtu de l'exequatur conformément à l'article 6 ou enregistré conformément à l'article 7, ce jugement aura, à partir de la date de son enregistrement ou de la délivrance de l'exequatur, en ce qui concerne toutes les questions relatives à son exécution dans le pays du tribunal requis, la même valeur qu'un jugement rendu originairement par le tribunal requis à la date de l'enregistrement ou de la délivrance de l'exequatur ; le tribunal requis exercera sur ce jugement, en tant qu'il s'agira de son exécution, le même contrôle et la même compétence que ceux qu'il exerce sur les jugements similaires prononcés par lui-même.

(2) Une expédition d'un jugement, certifiée par le tribunal d'origine et attestée par son sceau, sera acceptée, sans qu'aucune autre légalisation soit nécessaire.

(3) The provisions of this Article do not apply to judgments for the payment of a sum of money for any form of taxation, State or Municipal, or for the payment of penalties.

Article 6.

(1) In order that any judgment of a superior court in the territory of His Majesty the King and Emperor should be enforced in Belgium, it is necessary that an application for the grant of an exequatur accompanied by a certified copy of the judgment issued by the original court, including full particulars as regards the proceedings and the causes of action in respect of which it was given, should be made in Belgium in accordance with the procedure of the court applied to, to the Tribunal of First Instance of the district where the execution is sought.

(2) Any judgment in respect of which a certified copy has been issued by the original court shall be deemed to have been a judgment which was capable of execution in the country of the original court at the time the certified copy was issued.

(3) If such application is made, exequatur shall be granted unless the judgment debtor satisfies the court applied to :

(a) That the judgment debt has been wholly satisfied, or

(b) That the right to enforce the judgment debt is not vested in the person by whom the application is made.

Article 7.

(1) In order that any judgment of a superior court in the territory of His Majesty the King of the Belgians should be enforced in the United Kingdom, it is necessary that an application for its registration accompanied by a certified copy of the judgment issued by the original court, including the reasons therefor, should be duly made :

(a) In England and Wales to the High Court of Justice ;

(b) In Scotland to the Court of Session ;

(c) In Northern Ireland to the Supreme Court of Judicature, in accordance with the procedure of the court applied to.

(2) All Belgian judgments which bear the executory formula prescribed by Belgian law shall be deemed to be capable of execution in Belgium within the meaning of Article 5 (2) (a). The formula at present in force is that set out in the Annex to the present Convention.

(3) If such application is made, registration shall be granted unless the judgment debtor satisfies the court applied to :

(a) That the judgment debt has been wholly satisfied, or

(b) That the right to enforce the judgment debt is not vested in the person by whom the application is made.

Article 8.

(1) Where an exequatur has been granted in respect of any judgment under Article 6 or where any judgment has been registered under Article 7, such judgment shall, as from the date of registration or grant of exequatur, be as regards all questions relating to its execution in the country of the court applied to in the same position as a judgment originally given by the court applied to at the date of registration or grant of exequatur, and the court applied to shall have the same control and jurisdiction over the judgment, in so far as related to its execution, as it has over similar judgments given by itself.

(2) A copy of any judgment, certified by the original court and attested with its seal, shall be accepted without the necessity of further legalisation.

(3) La procédure de l'enregistrement d'un jugement conformément à l'article 7 et la procédure de la délivrance de l'exequatur conformément à l'article 6 seront simples et rapides ; aucun versement de caution pour les frais ou à titre de caution *judicatum solvi* ne pourra être exigé d'une personne demandant l'enregistrement ou la délivrance de l'exequatur.

(4) Un délai minimum de six ans à partir de la date du jugement du tribunal d'origine, si aucun recours n'a été formé dans le pays du tribunal d'origine, ou s'il y a eu recours, à partir de la date du jugement rendu en dernier ressort, sera ouvert pour introduire la demande d'enregistrement prévue par l'article 7 ou la demande d'exequatur prévue par l'article 6.

(5) Il est entendu :

1^o Que si le tribunal requis constate que les obligations pécuniaires résultant du jugement dont l'exécution est poursuivie par voie d'enregistrement d'après l'article 7 ou par voie d'exequatur d'après l'article 6 ne sont que partiellement éteintes, l'enregistrement ou l'exequatur sera accordé de façon à permettre l'exécution en ce qui concerne le solde dû à condition que, sous tous les autres rapports, le jugement réponde aux conditions prévues par la présente convention ;

2^o Que si le tribunal requis constate qu'un jugement dont l'exécution est poursuivie par voie d'enregistrement d'après l'article 7 ou par voie d'exequatur d'après l'article 6, prévoit le paiement de sommes dues à divers titres et qu'il existe des raisons de refuser l'enregistrement ou l'exequatur à l'égard de certains titres mais non de tous, l'enregistrement ou l'exequatur sera accordé pour celles des sommes qui sont dues d'après les parties du jugement à l'exécution desquelles aucune disposition de la présente convention ne s'oppose ;

3^o Que si, d'après le jugement, la somme d'argent à payer est exprimée dans une monnaie autre que celle du pays du tribunal requis, la loi de ce pays déterminera, si, et de quelle façon, la somme payable d'après le jugement peut ou doit être convertie dans la monnaie du pays du tribunal requis de manière à satisfaire aux obligations résultant du jugement.

(6) Dans le jugement accordant l'enregistrement ou l'exequatur, le tribunal requis, sur la demande d'une des parties, comprendra la somme due à titre d'intérêt, jusqu'à la date de l'octroi de l'enregistrement ou de l'exequatur. Si le tribunal d'origine a lui-même déjà fixé les intérêts dus jusqu'à la date de son jugement, et, s'il est produit un certificat émanant de lui, indiquant à quel taux les intérêts doivent être calculés depuis cette date d'après la loi de son pays, le tribunal requis sera tenu par ces déclarations pour la fixation du montant des intérêts. Dans le cas contraire, la partie qui réclame les intérêts, peut prouver quelle somme est due à ce titre d'après la loi du pays du tribunal d'origine.

A partir de la date de l'enregistrement ou de l'exequatur la totalité (principal et intérêt) des sommes pour lesquelles l'enregistrement ou l'exequatur est accordé portera intérêt à 4 %.

Article 9.

Toutes difficultés qui pourront surgir concernant l'interprétation de la présente convention seront réglées par voie diplomatique. Il est toutefois entendu que les décisions des tribunaux respectifs des territoires des Hautes Parties contractantes ne pourront pas être remises en question.

Article 10.

La présente convention, dont les textes français et anglais sont également authentiques, sera soumise à ratification. Les ratifications seront échangées à Londres.

(3) The procedure for the registration of a judgment under Article 7, and the procedure for the grant of an exequatur to a judgment under Article 6, shall be simple and summary, and no deposit by way of security for costs or *cautio judicatum solvi* shall be required of any person making application for such registration, or for the grant of an exequatur.

(4) A period of not less than six years, running from the date of the judgment of the original court, if no proceedings have been taken against the judgment in the country of the original court, or from the date of the judgment given in the last instance if such proceedings have been taken, shall be allowed for the purpose of making an application for registration under Article 7 or for the grant of an exequatur under Article 6.

(5) It is understood :

1. That, if it is found by the court applied to that the judgment debt, whose enforcement is sought by registration under Article 7 or by exequatur under Article 6 has been partly but not wholly satisfied, registration or exequatur shall be granted so as to permit of its execution in respect of the unpaid balance provided that the judgment is otherwise one which satisfies the conditions laid down in the present Convention ;

2. That if it is found by the court applied to that a judgment, whose enforcement is sought by registration under Article 7 or by exequatur under Article 6, is one under which sums of money are payable in respect of different heads of claim, and that reasons for the refusal of the registration or executory declaration exist in respect of some, but not of all, the grounds of claim, registration or exequatur shall be granted in respect of the sums of money due under those portions of the judgment to the enforcement of which no objection under the provisions of this Convention is established ;

3. That if under a judgment a sum of money is payable, which is expressed in a currency other than that of the country of the court applied to, the law of the country of the court applied to shall determine if, and if so in what manner, the amount payable under the judgment may or shall be converted into the currency of the court applied to for the purposes of the satisfaction or enforcement of the judgment debt.

(6) When granting registration or exequatur, the court applied to shall, if so requested by the proper party, include the amount due by way of interest up to the date of the grant of registration or exequatur. If the interest due on the claim up to the date of the judgment has been determined in the judgment of the original court and a certificate is produced emanating from the original court, specifying the rate at which, in accordance with the law of the country of the original court, interest should be allowed as from that date upon the sum for which the judgment is given, the court applied to shall follow the indications so given in determining the amount of the interest. If this is not the case, the party claiming interest may prove what is the sum due under the law of the original court by way of interest on the claim which forms the subject of the judgment.

As from the date of registration or exequatur, interest shall be allowed at four per cent. on the total sum (principal and interest) in respect of which registration or exequatur is granted.

Article 9.

Any difficulties which may arise in connexion with the interpretation of this Convention shall be settled through the diplomatic channel. It is, however, understood that the decisions of the respective courts of the territories of the High Contracting Parties cannot be reopened.

Article 10.

The present Convention, of which the English and French texts are equally authentic, shall be subject to ratification. Ratifications shall be exchanged in London.

La convention entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant trois ans après la date de son entrée en vigueur. Si aucune des Hautes Parties contractantes n'a avisé l'autre par la voie diplomatique au moins six mois avant l'expiration de ladite période de trois ans, de son intention de mettre fin à la convention, celle-ci restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes aura fait connaître son intention d'y mettre fin.

Article 11.

(1) Sa Majesté le Roi et Empereur pourra, en tout temps, tant que la convention sera en vigueur en vertu de l'article 10 et à condition qu'un accord ait été préalablement conclu par un échange de notes au sujet des points mentionnés au paragraphe 2 du présent article, étendre, par une notification donnée par l'intermédiaire de son Ambassadeur à Bruxelles, l'application de la présente convention aux îles de la Manche, à l'île de Man, à ses colonies, territoires d'outre-mer ou protectorats ou aux territoires se trouvant sous sa suzeraineté, ou aux territoires à mandat, dont le mandat est exercé par son Gouvernement dans le Royaume-Uni.

(2) Toute notification d'extension concernant un territoire, conformément au paragraphe précédent, sera subordonnée à un accord intervenu entre les Hautes Parties contractantes, par un échange de notes au sujet des tribunaux du territoire intéressé qui seront considérés comme tribunaux supérieurs aux fins de la présente convention et des tribunaux auxquels sera adressée une demande d'enregistrement.

(3) La date de l'entrée en vigueur de pareille extension suivra d'un mois la date de ladite notification.

(4) Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à tout moment après l'expiration d'un délai de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de l'extension de la présente convention à l'un quelconque des territoires visés au paragraphe premier du présent article, mettre fin à cette extension en donnant par la voie diplomatique un préavis de dénonciation de six mois.

(5) Sauf convention contraire et expresse entre les deux Hautes Parties contractantes, la dénonciation de la convention, conformément à l'article 10, y mettra fin *ipso facto* en ce qui concerne tous territoires auxquels son application aura été étendue conformément au paragraphe premier du présent article.

Article 12.

(1) Sa Majesté le Roi des Belges pourra, à tout moment tant que la convention sera en vigueur, en vertu de l'article 10, et à condition qu'un accord ait été préalablement conclu par un échange de notes au sujet des points mentionnés au paragraphe 2 du présent article, étendre l'application de la présente convention au Congo belge ou aux territoires à mandat administrés par la Belgique, par une notification donnée par l'intermédiaire de son Ambassadeur à Londres.

(2) Toute notification d'extension concernant un territoire conformément au paragraphe précédent, sera subordonnée à un accord intervenu entre les Hautes Parties contractantes, par un échange de notes au sujet des tribunaux du territoire intéressé qui seront considérés comme tribunaux supérieurs aux fins de la présente convention et des tribunaux auxquels sera adressée une demande d'exequatur.

(3) Les dispositions des paragraphes (3), (4) et (5) de l'article 11 s'appliqueront aux territoires précités auxquels la présente convention aura été étendue.

Article 13.

(1) Les Hautes Parties contractantes conviennent que, tant que la présente convention sera en vigueur, soit en vertu de l'article 10, soit en vertu d'une adhésion donnée conformément au

The Convention shall come into force one month after the date on which ratifications are exchanged and shall remain in force for three years after the date of its coming into force. If neither of the High Contracting Parties shall have given notice through the diplomatic channel to the other not less than six months before the expiration of the said period of three years of his intention to terminate the Convention, it shall remain in force until the expiration of six months from the day on which either of the High Contracting Parties shall have given notice to terminate it.

Article 11.

(1) His Majesty the King and Emperor may at any time, while the Convention is in force under Article 10, and provided that an agreement has been first concluded by an exchange of notes on the points mentioned in paragraph (2) of this Article, by a notification given through His Ambassador at Brussels, extend the operation of this Convention to the Channel Islands, the Isle of Man, any of His Colonies, overseas territories, or Protectorates, or to any territories under His suzerainty, or to any mandated territories in respect of which the mandate is exercised by His Government in the United Kingdom.

(2) Prior to any notification of extension in respect of any territory under the preceding paragraph, an agreement shall be concluded between the High Contracting Parties by exchange of notes as to the courts of the territory concerned which shall be deemed to be "superior courts" for the purpose of the Convention, and the courts to which application for registration of any judgment shall be made.

(3) The date of the coming into force of any such extension shall be one month from the date of such notification.

(4) Either of the High Contracting Parties may, at any time after the expiry of three years from the coming into force of an extension of this Convention to any of the territories referred to in paragraph (1) of this Article, terminate such extension on giving six months' notice of termination through the diplomatic channel.

(5) The termination of the Convention under Article 10 shall, unless otherwise expressly agreed to by both High Contracting Parties, *ipso facto* terminate it in respect of any territories to which it has been extended under paragraph (1) of this Article.

Article 12.

(1) His Majesty the King of the Belgians may at any time, while the Convention is in force under Article 10, and provided that an agreement has been concluded by an exchange of notes on the points mentioned in paragraph (2) of this Article, extend this Convention to the Belgian Congo or to the mandated territories administered by Belgium by a notification given through His Ambassador in London.

(2) Prior to any notification of extension in respect of any territory under the preceding paragraph, an agreement shall be concluded between the High Contracting Parties by exchange of notes as to the courts of the territory concerned which shall be deemed to be "superior courts" for the purposes of the present Convention, and the courts to which application for the grant of an exequatur in respect of any judgment shall be made.

(3) The provisions of paragraphs (3), (4) and (5) of Article 11 shall apply to any of the territories above mentioned to which this Convention has been extended.

Article 13.

(1) The High Contracting Parties agree that His Majesty the King and Emperor may, at any time, while the present Convention is in force, either under Article 10 or by virtue of any accession

présent article, Sa Majesté le Roi et Empereur pourra à tout moment, et à condition qu'un accord ait été préalablement conclu par un échange de notes au sujet des points mentionnés au paragraphe (2) du présent article, adhérer, par une notification donnée par la voie diplomatique, à la présente convention pour tout autre membre de la Communauté de nations britannique dont le gouvernement désirerait que cette adhésion eût lieu, mais aucune notification d'adhésion ne pourra être donnée à aucun moment lorsque Sa Majesté le Roi des Belges aura notifié la dénonciation pour tous les territoires de Sa Majesté le Roi et Empereur auxquels la convention s'applique.

(2) Toute notification d'adhésion conformément au paragraphe précédent sera subordonnée à un accord intervenu entre les Hautes Parties contractantes par un échange de notes au sujet des tribunaux du pays intéressé qui seront considérés comme tribunaux supérieurs aux fins de la présente convention et des tribunaux auxquels sera adressée une demande d'enregistrement.

(3) La date de l'entrée en vigueur de pareille adhésion suivra d'un mois la date de ladite notification.

(4) Après l'expiration du délai de trois ans à compter de la date de l'entrée en vigueur d'une adhésion donnée en vertu du paragraphe premier du présent article, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, en donnant par la voie diplomatique un préavis de dénonciation de six mois, mettre fin à l'application de la présente convention en ce qui concerne tout territoire pour lequel une notification d'adhésion aura été donnée. La dénonciation de la convention en vertu de l'article 10 n'affectera son application à aucun de ces territoires.

(5) Toute notification d'adhésion en vertu du paragraphe (1) du présent article, pourra comprendre toute dépendance ou tout territoire sous mandat administré par le gouvernement du pays pour lequel cette notification d'adhésion est donnée, et toute notification de dénonciation pour tout pays de l'espèce faite en vertu du paragraphe (4), s'appliquera à toute dépendance ou tout territoire sous mandat qui aura été compris dans la notification d'adhésion pour ce pays.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente convention, en texte français et anglais, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Bruxelles, le 2 mai 1934.

(s.) P. HYMANS.

(s.) V. KINON.

(s.) Nevile BLAND.

under this Article, and provided that an agreement has been concluded by an exchange of notes on the points mentioned in paragraph (2) of this Article, by a notification given through the diplomatic channel, accede to the present Convention in respect of any other member of the British Commonwealth of Nations whose Government may desire that such accession should be effected, provided that no notification of accession may be given at any time when His Majesty the King of the Belgians has given notice of termination in respect of all the territories of His Majesty the King and Emperor to which the Convention applies.

(2) Prior to any notification of accession under the preceding paragraph an agreement shall be concluded between the High Contracting Parties by an exchange of notes as to the courts in the country concerned which shall be deemed to be "superior courts" for the purposes of the present Convention, and the courts to which application for registration of any judgment shall be made.

(3) Any such accession shall take effect one month after the date of the notification.

(4) After the expiry of three years from the date of the coming into force of any accession under paragraph 1 of this Article, either of the High Contracting Parties may by giving a six months' notice of termination through the diplomatic channel, terminate the application of the Convention to any country in respect of which a notification of accession has been given. The termination of the Convention under Article 10 shall not affect its application to any such country.

(5) Any notification of accession under paragraph (1) of this Article may include any dependency or mandated territory administered by the Government of the country in respect of which such notification of accession is given; and any notice of termination in respect of any such country under paragraph (4) shall apply to any dependency or mandated territory which was included in the notification of accession in respect of that country.

In witness whereof the undersigned have signed the present Convention, in English and French texts, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Brussels, this 2nd day of May, 1934.

(Sgd.) P. HYMANS.

(Sgd.) V. KINON.

(Sgd.) Nevile BLAND.

ANNEXE

La formule dont il est question au paragraphe (2) de l'article 7, est conçue comme suit :

1^o En langue française :

Nous, Léopold III, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, faisons savoir,

(Texte.)

« Mandons et ordonnons à tous huissiers, à ce requis, de mettre le présent arrêt (jugement, ordonnance, mandat ou acte) à exécution ;

» A nos procureurs généraux et à nos procureurs près les tribunaux de première instance d'y tenir la main, et à tous commandants et officiers de la force publique d'y prêter main-forte, lorsqu'ils en seront légalement requis.

» En foi de quoi, le présent arrêt (jugement, ordonnance, mandat ou acte) a été signé et scellé du sceau de la cour (du tribunal ou du notaire). »

(Arrêté royal du 23 février 1934.)

2^o En langue flamande :

Wij, Leopold III, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, doen te weten,

(Tekst.)

« Gelasten en bevelen aan al de daartoe aanzochte deurwaarders, dit arrest (dit vonnis, dit bevelschrift, dit mandaat of deze akte), ten uitvoer te brengen ;

» Aan Onze Procureurs-Generaal en aan Onze Procureurs bij de rechtbanken van eersten aanleg er de hand aan te houden en aan alle Bevelhebbers en Officieren der openbare macht daartoe mede te helpen, wanneer zij ertoe wettig aanzocht worden.

» Ter oorkonde waarvan, dit arrest (dit vonnis, dit bevelschrift, dit mandaat, of deze akte), ondertekend is geworden en gezegeld met het zegel van het Hof (de rechtbank of den notaris). »

(Arrêté royal du 23 février 1934.)

3^o En langue allemande :

Wir, Leopold III, König der Belgier,
Tun kund allen Gegenwärtigen und Zukünftigen,

(Texte.)

« Befehlen und verordnen allen darum ersuchten Gerichtsvollziehern gegenwärtigen Akt zur Vollstreckung zu bringen ;

» Unsern General-Prokuratoren und unsern Prokuratoren bei den erstinstanzlichen Gerichten denselben zu handhaben, allen Kommandanten und Beamten der bewaffneten Macht auf Erfordern starke Hand dabei zu leisten, wenn sie rechtmässig dazu aufgefordert werden. Zur Bekräftigung alles dessen wurde Gegenwärtiges von dem unterzeichneten unter Beidrückung des Amtsigels unterschrieben.

» Im Namen des Königs der Belgier wird das gegenwärtige (Erkenntnis, Urteil oder urkundliche Schriftstück) hiermit für vollstreckbar erklärt. »

(Arrêté royal du 17 mars 1934.)

ANNEX

The formula referred to in paragraph (2) of Article 7 is as follows :

1. In French :

PROTOCOLE

Les plénipotentiaires soussignés, au moment de signer la Convention entre Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, et Sa Majesté le Roi des Belges concernant l'exécution réciproque des jugements, déclarent qu'il est entendu que rien dans l'article 4 de ladite convention ne sera considéré comme obligeant les tribunaux belges à reconnaître la compétence d'un tribunal du territoire de Sa Majesté le Roi et Empereur dans des affaires relatives à des contrats d'assurance où les assurés sont de nationalité belge et lorsque compétence exclusive en cette matière est attribuée aux tribunaux belges en vertu de l'article premier de la loi belge du 20 avril 1920 (qui constitue l'article 43 *bis* de la loi belge du 25 mars 1876 sur la compétence des tribunaux belges).

Le présent protocole fait partie intégrante de la convention à laquelle il se rapporte.

Fait en double à Bruxelles, le 2 mai 1934, en texte français et anglais, les deux textes étant également authentiques.

(L. S.) (s) P. HYMANS.
 (L. S.) (s) V. KINON.
 (L. S.) (s) Nevile BLAND.

PROTOCOL.

The undersigned Plenipotentiaries at the moment of signing the Convention between His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the King of the Belgians, relating to the Reciprocal Enforcement of Judgments, declare that it is understood that nothing in Article 4 of the said Convention shall be deemed to oblige the Belgian courts to recognise the jurisdiction of a court in the territory of His Majesty the King and Emperor in cases relating to contracts of assurance where the assured are persons of Belgian nationality and exclusive jurisdiction is conferred on the Belgian courts by Article 1 of the Belgian law of the 20th April, 1920 (which Article is incorporated as Article 43 *bis* in the Belgian law of the 25th March, 1876, relating to the jurisdiction of the Belgian courts).

This Protocol shall be deemed to be an integral part of the Convention to which it relates.

Done in duplicate at Brussels, this 2nd day of May, 1934, in English and French, both texts being equally authentic.

(L. S.) (Sgd.) P. HYMANS.
 (L. S.) (Sgd.) V. KINON.
 (L. S.) (Sgd.) Nevile BLAND.

N° 4021.

ALLEMAGNE ET CANADA

Accord relatif aux paiements, avec
annexe. Signé à Ottawa, le 22
octobre 1936.

GERMANY AND CANADA

Payments Agreement, with Annex.
Signed at Ottawa, October 22nd,
1936.

No. 4021. — PAYMENTS AGREEMENT¹ BETWEEN GERMANY AND CANADA. SIGNED AT OTTAWA, OCTOBER 22ND, 1936.

English and German official texts communicated by the Canadian Advisory Officer to the League of Nations. The registration of this Agreement took place December 18th, 1936.

THE GOVERNMENT OF CANADA and THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH, desiring to facilitate payments for the exchange of goods between Canada and Germany, have concluded the following Agreement :

Article I.

The German Government shall make available for the purchase of Canadian goods the foreign exchange accruing from German exports to Canada.

The amount of the foreign exchange accruing from German exports to Canada shall be ascertained by the Reichsbank, which will examine regularly the foreign exchange declarations (Exportvaluta-Erklärungen) submitted by German exporters respecting their shipments to Canada and compute the total amount of foreign exchange accruing therefrom.

On or about the fifteenth day of each calendar month, the German Government shall inform the Government of Canada as to the amount of the foreign exchange accruing from the export to Canada in the previous month of articles, produced or manufactured in Germany.

If there should be any significant variation or discrepancy between the monthly statements furnished by the German Government of the foreign exchange accruing from German exports to Canada and the corresponding Canadian Customs entries of imports of German goods into Canada, both Governments shall accord facilities to representatives nominated for the purpose to determine the cause of such variation or discrepancy and to advise as to the steps that may be taken to correct it.

Article II.

The amount of foreign exchange made available for the purchase of articles, produced or manufactured in Canada, shall be established for each calendar month in accordance with the provisions of paragraph 1 of Article I. This amount will correspond to the receipts of foreign exchange for the last month but one computed in accordance with the provisions of paragraph 2 of Article I.

Article III.

In order to assure the introduction without difficulty of the procedure provided for in this Agreement, an adequate amount of foreign exchange shall be made available for the purchase

¹ Came into force November 15th, 1936.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Nr. 4021. — ZAHLUNGSABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND CANADA. UNTERZEICHNET ZU OTTAWA, AM 22. OKTOBER 1936.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par l'« Advisory Officer » du Canada près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 18 décembre 1936.

DIE DEUTSCHE REGIERUNG und DIE KANADISCHE REGIERUNG haben zur Erleichterung der Zahlungen im Warenverkehr zwischen Deutschland und Kanada folgendes Abkommen getroffen :

Artikel I.

Die Deutsche Regierung wird die für deutsche Ausfuhren nach Kanada anfallenden Devisen für den Bezug kanadischer Waren bereitstellen.

Die Höhe des Devisenerlöses der deutschen Ausfuhr nach Kanada wird in der Weise ermittelt, dass die Reichsbank die von den deutschen Ausfuhrern über Ausfuhren nach Kanada erstatteten Exportvaluta-Erklärungen laufend überprüft und die hieraus ersichtlichen Devisenanfälle zusammenrechnet.

Die Deutsche Regierung wird der Kanadischen Regierung Mitte jeden Kalendermonats den Betrag der im vorangegangenen Monat aus der Ausfuhr von in Deutschland erzeugten oder hergestellten Waren nach Kanada angefallenen Devisen mitteilen.

Sollten die von der Deutschen Regierung monatlich mitgeteilten Beträge der aus der deutschen Ausfuhr nach Kanada angefallenen Devisen einerseits und die entsprechenden Eintragungen der kanadischen Zollstellen über die Einfuhr deutscher Waren nach Kanada andererseits bedeutende Unterschiede oder Differenzen aufweisen, so werden beide Regierungen ihren besonders dafür bestellten Vertretern alle Erleichterungen gewähren, um die Ursache solcher Unterschiede aufzuklären und Vorschläge zu deren Beseitigung zu machen.

Artikel II.

Der für den Bezug von in Kanada erzeugten oder hergestellten Waren bereitgestellte Devisenbetrag wird für jeden Kalendermonat gemäss den Bestimmungen des Artikels I Absatz 1 festgesetzt. Dieser Betrag entspricht dem Deviseneingang für den vorletzten Kalendermonat, der gemäss den Bestimmungen des Artikels I Absatz 2 ermittelt wird.

Artikel III.

Um einen reibungslosen Beginn der in diesem Abkommen getroffenen Regelung zu ermöglichen, wird für die beiden ersten Monate nach Inkrafttreten des Abkommens ein angemessener Devisen-

¹ Entré en vigueur le 15 novembre 1936.

of articles, produced or manufactured in Canada, during the first two months following the coming into force of the Agreement, without regard to the amount of foreign exchange accruing in the previous months.

Article IV.

The Supervising Offices (Ueberwachungsstellen) shall be empowered by the Reich Foreign Exchange Control Administration (Reichsstelle fuer Devisenbewirtschaftung) to grant to German importers foreign exchange certificates for the purchase of articles, produced or manufactured in Canada, up to the monthly amounts provided for in Articles II and III. These foreign exchange certificates shall entitle the German importers to acquire from the offices of the Reichsbank or from the foreign exchange banks the foreign exchange required for the payment of articles, produced or manufactured in Canada.

Article V.

In order to meet as far as possible the practical requirements of trade, the Supervising Offices (Ueberwachungsstellen) shall be authorized to grant in advance foreign exchange certificates for a period up to six months. The monthly amount of such foreign exchange certificates shall not exceed the monthly average of exports to Canada in the year 1935 of articles, produced or manufactured in Germany. If it should be found that, on the basis of the receipts of foreign exchange from Canada computed in accordance with the provisions of paragraph 2 of Article I, the amount of foreign exchange certificates granted in advance is greater or less than the amount of foreign exchange which should be made available for the month in question in accordance with the provisions of Articles I and II, foreign exchange certificates shall be granted in the following months to a correspondingly lesser or greater amount.

Article VI.

In the allocation of the amounts of available foreign exchange among the various classes of import commodities, the goods enumerated in the Schedule to this Agreement shall be dealt with on the basis of the percentages specified therein, up to the maximum annual amounts set forth in Column 3. The German Government will allocate the remainder of such foreign exchange for the purchase of any Canadian goods.

Article VII.

Since an orderly execution of this Agreement is assured only if the foreign exchange resulting from German exports to Canada is available to the fullest extent, the German Government shall no longer permit in general any other kind of payment for the export to Canada of articles, produced or manufactured in Germany, such as compensation, Askis or blocked marks.

Notwithstanding the provisions of the preceding paragraph the German Government during the first six months this Agreement is in force may permit compensation transactions for the exchange of articles, produced or manufactured in Germany, against an equal value of articles, produced or manufactured in Canada, provided that such compensation transactions shall not conflict in any manner with the basis of allocation set forth in Article VI and the Schedule to this Agreement.

Article VIII.

The provisions of this Agreement shall apply only to articles, produced or manufactured in Canada, which are shipped or sent direct from Canada to Germany, whether or not through ports in third countries and whether or not through, in the name of, or for the account of, persons resident in third countries.

betrag für den Bezug von in Kanada erzeugten oder hergestellten Waren bereitgestellt, ohne Rücksicht auf den Devisenanfall der vorhergegangenen Monate.

Artikel IV.

Die Überwachungsstellen werden von der Reichsstelle für Devisenbewirtschaftung ermächtigt, den deutschen Einführern Devisenbescheinigungen für den Ankauf von in Kanada erzeugten oder hergestellten Waren bis zur Höhe der unter Artikel II und III vorgesehenen monatlichen Beträge zu erteilen. Diese Devisenbescheinigungen berechtigen den deutschen Einführer, bei den Reichsbankanstalten oder den Devisenbanken die zur Bezahlung der in Kanada erzeugten oder hergestellten Waren erforderlichen Devisen zu erwerben.

Artikel V.

Um den praktischen Bedürfnissen des Warenverkehrs möglichst weitgehend Rechnung zu tragen, werden die Überwachungsstellen ermächtigt, Devisenbescheinigungen für einen Zeitraum bis zu 6 Monaten im voraus zu erteilen. Der monatliche Betrag darf den Monatsdurchschnitt der Ausfuhr von in Deutschland erzeugten oder hergestellten Waren nach Kanada im Jahre 1935 nicht übersteigen. Wenn sich auf Grund der Deviseneingänge aus Kanada, die gemäss den Bestimmungen des Artikels I Absatz 2 festgestellt sind, herausstellen sollte, dass der Betrag der im voraus erteilten Devisenbescheinigungen höher oder geringer ist, als der für den betreffenden Monat gemäss Artikel I und II bereitzustellende Devisenbetrag, so werden in den folgenden Monaten Devisenbescheinigungen in entsprechend niedrigeren oder höheren Beträgen ausgegeben.

Artikel VI.

Bei Verteilung der verfügbaren Devisenbeträge auf die verschiedenen Arten der Einfuhrwaren sollen die in der anliegenden Liste aufgeführten Waren mit den dort verzeichneten Prozentsätzen bis zu den in Spalte 3 angegebenen jährlichen Höchstbeträgen berücksichtigt werden. Im übrigen ist die Deutsche Regierung frei, die anfallenden Devisen für die Bezahlung kanadischer Waren nach ihrer Wahl zu verwenden.

Artikel VII.

Da eine ordnungsmässige Durchführung dieses Abkommens nur gewährleistet ist, wenn die aus der deutschen Ausfuhr nach Kanada erlösten Devisen im vollen Umfange eingehen, wird die Deutsche Regierung eine andersartige Bezahlung für die Ausfuhr von in Deutschland erzeugten oder hergestellten Waren, wie z. B. durch Kompensation, Aski oder Sperrmark, künftig im allgemeinen nicht mehr zulassen.

Ungeachtet der Bestimmungen im vorhergehenden Absatz kann die Deutsche Regierung während der ersten sechs Monate nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens Kompensationsgeschäfte für den Austausch von in Deutschland erzeugten oder hergestellten Waren gegen einen gleichen Wert für in Kanada erzeugte oder hergestellte Waren zulassen, vorausgesetzt, dass solche Kompensationsgeschäfte in keiner Weise den im Artikel VI und der Anlage aufgestellten Verteilungsgrundsatz beeinträchtigen.

Artikel VIII.

Die Bestimmungen dieses Abkommens gelten nur für in Kanada erzeugte oder hergestellte Waren, die von Kanada direkt nach Deutschland verschifft oder versandt werden, jedoch auch dann, wenn sie über Häfen in dritten Ländern oder durch Vermittlung, im Namen und für Rechnung von Personen, die ihren Wohnsitz in dritten Ländern haben, verschifft oder versandt werden.

Likewise the provisions of this Agreement shall apply only to articles, produced or manufactured in Germany, which are shipped or sent direct from Germany to Canada, whether or not through ports in third countries and whether or not through, in the name of, or for the account of, persons resident in third countries.

Article IX.

Six months from the coming into force of this Agreement and every six months thereafter the Governments will communicate with each other in order to examine the working out of the Agreement. For this purpose the German Government as soon as possible will furnish the Government of Canada with a statement of the foreign exchange certificates which have been granted during each six months' period.

Article X.

In the event of the economic benefits anticipated by both Contracting Parties on concluding the present Agreement not being attained or in the event of either of the Contracting Parties considering itself at a disadvantage through developments unfavourable to its interests or through the adoption by the other Party of measures of an economic nature, either of the Contracting Parties may request that negotiations be commenced without delay with a view to effecting a mutually satisfactory adjustment of the matter. If such negotiations should not lead to a satisfactory settlement within four weeks from the date of receipt of the request, the Party which considers itself at a disadvantage shall have the right to terminate the present Agreement six weeks from the date of the receipt by the other Party of notification of termination.

Article XI.

This Agreement shall come into force on November 15, 1936, and shall be binding for a period of one year from the date of coming into force, subject to the provisions of Article X. In case neither of the Contracting Parties shall have given notice to the other, two months before the expiration of the said period of one year, of its intention to terminate the present Agreement, it shall remain in force thereafter until the expiration of two months from the date on which either of the Contracting Parties shall have given to the other notice of its intention to terminate the Agreement.

In any event this Agreement shall cease to have effect from the date of the termination of the Trade Agreement concluded on this day between Canada and Germany.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Agreement.

Done in duplicate at Ottawa, in English and German texts, both authentic, this twenty-second day of October, 1936.

W. D. EULER.

HEMMEN.

In gleicher Weise sollen die Bestimmungen dieses Abkommens nur Anwendung finden auf in Deutschland erzeugte oder hergestellte Waren, die von Deutschland direkt nach Kanada verschifft oder versandt werden, jedoch auch dann, wenn sie über Häfen in dritten Ländern oder durch Vermittlung, im Namen und für Rechnung von Personen, die ihren Wohnsitz in dritten Ländern haben, verschifft oder versandt werden.

Artikel IX.

Alle 6 Monate nach Inkrafttreten dieses Abkommens werden beide Regierungen mit einander in Verbindung treten, um die Auswirkungen dieses Abkommens zu überprüfen. Zu diesem Zwecke wird die Deutsche Regierung der Kanadischen Regierung den Betrag der in den abgelaufenen 6 Monaten jeweils erteilten Devisenbescheinigungen sobald als möglich mitteilen.

Artikel X.

Sollten sich die Erwartungen auf wirtschaftlichem Gebiet nicht erfüllen, von denen die beiden vertragschliessenden Teile beim Abschluss dieses Abkommens ausgegangen sind, oder sollte sich durch eine eingetretene ungünstige Entwicklung oder wegen von dem andern Teile ergriffener Massnahmen wirtschaftlicher Art ein Teil benachteiligt fühlen, so kann jeder der beiden vertragschliessenden Teile unverzüglich Verhandlungen beantragen mit dem Ziele, Abhilfe zu schaffen. Sollten solche Verhandlungen binnen 4 Wochen, vom Tage des Eingangs des Antrages an gerechnet, nicht zu einem befriedigenden Ergebnis führen, so soll der Teil, der sich benachteiligt erachtet, das Recht haben, das vorliegende Abkommen mit sechswöchiger Frist, vom Tage des Eingangs der Kündigung an gerechnet, zu kündigen.

Artikel XI.

Dieses Abkommen tritt am 15. November 1936 in Kraft und gilt, vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels X, für ein Jahr vom Tage des Inkrafttretens an gerechnet. Sofern keiner der vertragschliessenden Teile dem andern zwei Monate vor dem Ablauf der genannten Frist von einem Jahre von seiner Absicht Mitteilung macht, das gegenwärtige Abkommen zu beenden, bleibt es weiterhin solange in Kraft, bis es von einem der vertragschliessenden Teile mit zweimonatiger Frist gekündigt wird.

Auf jeden Fall wird dieses Abkommen gleichzeitig mit dem heute zwischen Deutschland und Kanada abgeschlossenen vorläufigen Handelsabkommen ausser Kraft treten.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet.

Geschehen in doppelter Urschrift in deutscher und englischer Sprache zu Ottawa, am 22. Oktober 1936.

W. D. EULER.

HEMMEN.

SCHEDULE.

Column 1 Commodity	Column 2 Percentage	Column 3 Annual Maximum Value §
Wheat *	35.0	No maximum
Apples, fresh	5.0	600,000
Apples, dried	0.6	60,000
Cheese	0.2	20,000
Honey	0.2	20,000
Sausage casings :		
Beef casings (of which not more than one-third to be beef middles).	0.5	60,000
Hog casings	0.25	No maximum
Seeds	1.25	160,000
Salmon, salted	2.5	275,000
Salmon, frozen	0.25	25,000
Salmon caviar	0.15	15,000
Eels, frozen	0.5	75,000
Lobsters, canned	0.2	20,000
Fishmeal	1.4	No maximum
Fish oil	2.0	No maximum
Black and silver fox skins, undressed	1.5	No maximum
Lumber, sawn	2.0	No maximum
Pegwood	0.2	20,000
Woodpulp	1.0	100,000
Asbestos	8.0	No maximum
Parts of agricultural machines	0.2	20,000
Ice hockey equipment (skates with and without boots, sticks, etc.).	0.2	20,000

* To be imported through the Reich Control Board for Grain and Feeding Stuffs, Berlin, or with its permission.

Certified to be a true copy :

O. D. Skelton,
Under Secretary of State for
External Affairs.

Ottawa, November 28th, 1936.

ANLAGE

1	2 %	3 Jährlicher Höchstwert \$
Weizen *)	35,0	nicht begrenzt
Äpfel, frisch	5,0	600 000
Äpfel, getrocknet	0,6	60 000
Käse	0,2	20 000
Honig	0,2	20 000
Därme :		
Rinderdärme, davon jeweils nicht mehr als 1/3 in Mitteldärmen	0,5	60 000
Schweinedärme	0,25	nicht begrenzt
Saaten	1,25	160 000
Gesalzener Lachs	2,5	275 000
Gefrorener Lachs	0,25	25 000
Lachskaviar	0,15	15 000
Gefrorene Aale	0,5	75 000
Hummern in Büchsen	0,2	20 000
Fischmehl	1,4	nicht begrenzt
Fischöl	2,0	nicht begrenzt
Schwarz- und Silberfuchsfelle (unbearbeitet)	1,5	nicht begrenzt
Schnittholz	2,0	nicht begrenzt
Schuhstifthölzer	0,2	20 000
Zellstoff	1,0	100 000
Asbest	8,0	nicht begrenzt
Teile für landwirtschaftliche Maschinen	0,2	20 000
Eishockeyausrüstung (Schlittschuhe mit und ohne Stiefel, Schläger u. dergl.)	0,2	20 000

*) Einzuführen durch die Reichsstelle für Getreide und Futtermittel, Berlin, oder mit ihrer Zustimmung.

Certified to be a true copy :

O. D. Skelton,
Under Secretary
of State for External Affairs.

Ottawa, November 28th, 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4021. — ACCORD RELATIF AUX PAIEMENTS ENTRE L'ALLEMAGNE
ET LE CANADA. SIGNÉ A OTTAWA, LE 22 OCTOBRE 1936.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA et LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND, désireux de faciliter les paiements relatifs aux échanges de marchandises entre le Canada et l'Allemagne, sont convenus de l'accord qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement allemand fournira pour l'achat de marchandises canadiennes les devises étrangères provenant des exportations allemandes au Canada.

Le montant de devises étrangères provenant des exportations allemandes au Canada sera déterminé par la Reichsbank, laquelle examinera régulièrement les déclarations de devises étrangères (*Exportwähla-Erkärungen*) soumises par les exportateurs allemands en ce qui concerne leurs expéditions au Canada et estimera la somme totale des devises étrangères qui en résulte.

Le ou vers le quinzième jour de chaque mois solaire, le Gouvernement allemand informera le Gouvernement du Canada du montant de devises étrangères provenant de l'exportation au Canada, au cours du mois précédent, de produits naturels ou fabriqués d'Allemagne.

Au cas de différence appréciable entre les rapports mensuels fournis par le Gouvernement allemand relatifs aux devises étrangères provenant des exportations allemandes au Canada, d'une part, et les déclarations correspondantes des douanes canadiennes à l'importation des marchandises allemandes au Canada, d'autre part, les deux gouvernements faciliteront la tâche aux représentants désignés en vue de déterminer la cause de cette différence et de suggérer les moyens destinés à la corriger.

Article II.

Le montant de devises étrangères rendues disponibles pour l'achat de produits naturels ou fabriqués du Canada, sera établi chaque mois solaire conformément aux dispositions de l'alinéa 1 de l'article premier. Ce montant devra correspondre aux réceptions de devises étrangères de l'avant-dernier mois calculées selon les stipulations de l'alinéa 2 de l'article premier.

Article III.

Aux fins d'assurer l'entrée en jeu facile de la procédure prévue dans le présent accord, un montant suffisant de devises étrangères sera fourni pour l'achat d'articles produits ou fabriqués au Canada, durant les deux premiers mois suivant l'entrée en vigueur de l'accord, sans égard au montant de devises étrangères accumulées durant les mois précédents.

¹ Traduction du Gouvernement canadien.

¹ Translation of the Canadian Government.

Article IV.

Les Bureaux de contrôle (*Überwachungsstellen*) recevront de l'Administration de contrôle des devises étrangères du Reich (*Reichsstelle für Devisenbewirtschaftung*) le pouvoir d'accorder aux importateurs allemands des autorisations (certificats de devises) pour l'achat de produits naturels ou fabriqués du Canada, jusqu'à concurrence des montants mensuels prévus aux articles II et III. Ces autorisations permettront aux importateurs allemands d'acquiescer aux guichets de la Reichsbank ou à ceux des banques à devises étrangères, les devises étrangères nécessaires au paiement des articles produits ou fabriqués au Canada.

Article V.

Aux fins de répondre dans la mesure du possible aux exigences pratiques du commerce, les Bureaux de contrôle (*Überwachungsstellen*) seront autorisés à avancer des certificats de devises pour une période pouvant s'étendre jusqu'à six mois. Le montant mensuel de ces certificats ne devra pas excéder la moyenne mensuelle des exportations au Canada pour l'année 1935 de produits naturels ou fabriqués du Canada. Au cas où il s'avérerait que sur la base des réceptions de devises étrangères du Canada calculées selon les dispositions de l'alinéa 2 de l'article premier, le montant des certificats de devises avancés est supérieur ou inférieur au montant de devises étrangères devant être fourni pour le mois en question en vertu des dispositions des articles I et II, des certificats de devises devront être accordés au cours des mois suivants dans une proportion également inférieure ou supérieure.

Article VI.

Dans la répartition des montants de devises étrangères disponibles entre les diverses catégories de marchandises importées, les marchandises énumérées dans la liste jointe au présent accord seront soumises à la base de pourcentage qui s'y trouve spécifiée, jusqu'à concurrence des montants annuels maxima établis dans la troisième colonne. Le Gouvernement allemand attribuera le résidu de ces devises étrangères à l'achat de marchandises canadiennes quelles qu'elles soient.

Article VII.

Attendu que l'exécution régulière du présent accord ne peut être assurée que si les devises étrangères provenant des exportations allemandes au Canada sont entièrement disponibles, le Gouvernement allemand cessera de permettre généralement tout autre mode de paiement pour l'exportation au Canada de produits naturels ou fabriqués d'Allemagne, tels que par marks de compensation, Aski ou bloqués.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa qui précède, le Gouvernement allemand, au cours du premier semestre de l'entrée en vigueur du présent accord, pourra autoriser des opérations de compensation pour l'échange de produits naturels ou fabriqués d'Allemagne contre une valeur égale de produits naturels ou fabriqués du Canada, pourvu que ces opérations de compensation ne dérogent en rien à la base de répartition prévue à l'article VI ainsi qu'à la liste annexée au présent accord.

Article VIII.

Les dispositions du présent accord ne s'appliqueront qu'aux produits naturels ou fabriqués du Canada qui sont expédiés directement du Canada en Allemagne, soit qu'ils touchent ou non des ports appartenant à des Etats tiers et soit qu'ils passent ou non par l'intermédiaire, au nom ou au compte de personnes résidant dans des pays tiers.

De même les dispositions du présent accord ne s'appliqueront qu'aux produits naturels ou fabriqués d'Allemagne qui sont expédiés directement d'Allemagne au Canada, soit qu'ils touchent ou non des ports appartenant à des Etats tiers et soit qu'ils passent ou non par l'intermédiaire, au nom ou au compte de personnes résidant dans des pays tiers.

Article IX.

Six mois après l'entrée en vigueur du présent accord et chaque semestre subséquent, les deux gouvernements communiqueront entre eux en vue d'examiner son fonctionnement. A cette fin, le Gouvernement allemand, aussitôt que faire se pourra, fournira au Gouvernement du Canada un rapport sur les certificats de devises accordés durant chaque semestre.

Article X.

Au cas où ne se réaliseraient pas les avantages économiques anticipés par chacune des Parties contractantes au moment de conclure le présent accord, ou, au cas où l'une ou l'autre des Parties contractantes s'estimerait désavantagée, soit à la suite d'événements défavorables à ses intérêts, soit à la suite de l'adoption par l'autre Partie de mesures d'ordre économique, l'une ou l'autre des Parties contractantes pourra demander l'ouverture immédiate de négociations en vue d'effectuer un règlement mutuellement satisfaisant de la question. Si ces négociations n'aboutissent pas à un tel ajustement dans un délai de quatre semaines à compter de la date de réception de la demande, la Partie qui s'estime désavantagée aura le droit de mettre fin au présent accord six semaines après la date de la réception par l'autre Partie de l'avis de dénonciation.

Article XI.

Le présent accord entrera en vigueur le 15 novembre 1936 et le restera pour une période d'un an à compter de la date de son entrée en vigueur, sous réserve des dispositions de l'article X. Sauf notification par l'une ou l'autre des Parties contractantes de son intention de mettre fin au présent accord exprimée dans les deux mois avant la fin de ladite période d'un an, il demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration de deux mois à compter de la date à laquelle l'une ou l'autre des Parties contractantes aura signifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

De toute manière, le présent accord cessera de produire ses effets à compter de la date d'expiration de l'Accord commercial conclu ce même jour entre le Canada et l'Allemagne.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord.

Fait en double exemplaire, en anglais et en allemand, les deux textes faisant également foi, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1936.

W. D. EULER.

HEMMEN.

LISTE

Colonne 1 Marchandise	Colonne 2 Pourcentage	Colonne 3 Valeur maximum annuelle §
Blé *	35,0	Aucune
Pommes, fraîches	5,0	600.000
Pommes, sèches	0,6	60.000
Fromage	0,2	20.000
Miel	0,2	20.000
Boyaux pour la fabrication des saucisses :		
Boyaux de bœuf	0,5	60.000
Boyaux de porc	0,25	Aucune
Semences	1,25	160.000
Saumon, salé	2,5	275.000
Saumon, congelé	0,25	25.000
Caviar de saumon	0,15	15.000
Anguilles, congelées	0,5	75.000
Homards en conserve	0,2	20.000
Farine de poisson	1,4	Aucune
Huile de poisson	2,0	Aucune
Peaux de renards noirs et argentés, brutes	1,5	Aucune
Bois, scié	2,0	Aucune
Bois pour piquets	0,2	20.000
Pulpe de bois	1,0	100.000
Amiante	8,0	Aucune
Pièces de machines agricoles	0,2	20.000
Équipement pour gouret sur glace (patins avec ou sans chaussures, bâtons, etc.)	0,2	20.000

* Ne peut être importé que par la Commission de contrôle du Reich pour les grains et pâtures (Berlin) ou avec son autorisation.

Certified to be a true translation :

C. A. Leblanc,
Translator.

Department of External Affairs,
Ottawa, November 28th, 1936.

N° 4022.

**COMMONWEALTH
D'AUSTRALIE ET PAYS-BAS**

Echange de notes comportant un accord relatif à la frontière entre la Nouvelle-Guinée néerlandaise et le territoire de la Nouvelle-Guinée administré sous mandat par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, et déclaration y annexée. Londres, le 14 septembre 1936.

**COMMONWEALTH
OF AUSTRALIA
AND THE NETHERLANDS**

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Boundary between Netherlands New Guinea and the Territory of New Guinea administered under Mandate by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia, and Declaration annexed thereto. London, September 14th, 1936.

No. 4022. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND THE NETHERLANDS GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE BOUNDARY BETWEEN NETHERLANDS NEW GUINEA AND THE TERRITORY OF NEW GUINEA ADMINISTERED UNDER MANDATE BY HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA. LONDON, SEPTEMBER 14TH, 1936.

English and Dutch official texts communicated by the High Commissioner of the Commonwealth of Australia in London. The registration of this Exchange of Notes took place December 21st, 1936.

Textes officiels anglais et néerlandais communiqués par le haut commissaire du Commonwealth d'Australie à Londres. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 21 décembre 1936.

I.

AUSTRALIA HOUSE,
STRAND, LONDON, W. C. 2.

September 14th, 1936.

SIR,

On the 22nd July 1933, the Netherlands Government stated that they considered it most desirable that the exact location of the 141st Meridian of East Longitude, which forms the boundary between Netherlands New Guinea and the territory of New Guinea administered under mandate by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia, should be re-examined and demarcated and its position fixed by means of an exchange of documents between the Netherlands Government and His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia.

His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia having signified their agreement with this proposal, Staff Surveyor A. A. Chauncy of the Mandated Territory of New Guinea and the Netherlands survey officers from Hr. Ms. surveying ship " Willebrord Snellius ", met in due course to determine the position of the boundary on the North Coast of New Guinea, and on the 2nd September 1933 drew up jointly and signed a Declaration, in the English and Netherlands languages, of which copies are enclosed herein. As stated in the Declaration the surveyors placed a monument on the ground of the nature and with the inscriptions described in the Declaration.

I now have the honour to inform you that His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia propose that the boundary between Netherlands New Guinea and the territory of New Guinea administered under mandate by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia shall continue to be the 141st Meridian of East Longitude, and that for the purposes of this document, such Meridian shall be deemed to be a line running true North and true South from the middle point of the said monument, and that this line shall continue to be the boundary whether or not subsequent surveys should indicate that the said monument is in fact situated somewhat to the East or West of the 141st Meridian of East longitude.

His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia further propose that the responsibility and cost of maintenance of the said monument should be shared equally between

them and the Netherlands Government, that the said monument should be periodically inspected jointly by representatives of the two Governments in order to ensure that it is properly maintained in its present position, and that, on the occasion of some such joint inspection, the position of the monument in relation to the permanent features of the surrounding country shall be ascertained and placed on record. They would further suggest that on this occasion a second monument should be erected, and its position duly recorded, in order to establish on the ground the general alignment of the boundary.

If the Netherlands Government also accept the foregoing proposals, I have the honour to suggest that this Note with the copies of the above-mentioned Declaration in the English and Netherlands languages, together with your reply in similar terms likewise with the copies of the above-mentioned Declaration, shall be regarded as constituting with effect from the date of your reply a definite Agreement between the two Governments in regard to this boundary.

I have the honour to remain, Sir, with the highest consideration, Your obedient Servant.

(Sgd.) S. M. BRUCE.

Jonkheer R. de Marees van Swinderen, G.C.V.O.,
 Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,
 Netherlands Legation,
 21, Portman Square,
 W. 1.

II.

NETHERLAND LEGATION.

No. 1609.

LONDON, *September 14th, 1936.*

SIR,

On the 22nd July 1933 the Netherland Government stated that they considered it most desirable that the exact location of the 141st Meridian of East Longitude, which forms the boundary between Netherland New Guinea and the territory of New Guinea administered under mandate by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia, should be re-examined and demarcated, and its position fixed by means of an exchange of documents between the Netherland Government and His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia.

2. His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia having signified their agreement with this proposal, Staff Surveyor A. A. Chauncy of the Mandated Territory of New Guinea and the Netherland survey officers from Hr. Ms. surveying ship "Willebrord Snellius", met in due course to determine the position of the boundary on the North Coast of New Guinea, and on the 2nd September 1933, drew up jointly and signed a Declaration in the Netherland and English languages, of which copies are enclosed herein. As stated in the Declaration the surveyors placed a monument on the grounds of the nature and with the inscriptions described in the Declaration.

3. I now have the honour to inform you that the Netherland Government propose that the boundary between Netherland New Guinea and the territory of New Guinea administered under mandate by His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia shall continue to be the 141st Meridian of East Longitude, and that for the purposes of this document, such Meridian shall be deemed to be a line running true North and true South from the middle point of the said monument, and that this line shall continue to be the boundary whether or not subsequent surveys should indicate that the said monument is in fact situated somewhat to the East or West of the 141st Meridian of East longitude.

4. The Netherland Government further propose that the responsibility and cost of maintenance of the said monument should be shared equally between them and His Majesty's Government

in the Commonwealth of Australia, that the said monument should be periodically inspected jointly by representatives of the two Governments in order to ensure that it is properly maintained in its present position, and that, on the occasion of some such joint inspection, the position of the monument in relation to the permanent features of the surrounding country shall be ascertained and placed on record. They would further suggest that on this occasion a second monument should be erected, and its position duly recorded, in order to establish on the ground the general alignment of the boundary.

5. If His Majesty's Government in the Commonwealth of Australia also accept the foregoing proposals, I have the honour to suggest that this Note with the copies of the above-mentioned Declaration in the Netherland and English languages, together with your reply in similar terms likewise with the copies of the above-mentioned Declaration, shall be regarded as constituting, with effect from the date of your reply, a definite Agreement between the two Governments in regard to this boundary.

I have the honour to remain, Sir, with the highest consideration, Your obedient Servant.

(Sgd.) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

The High Commissioner of the
Commonwealth of Australia,
Australia House,
W. C. 2.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

DECLARATION.

By the Netherlands surveying vessel "Willebrord Snellius" the position of the 141st Meridian of East Longitude on the North Coast of New Guinea was determined from the astronomical point "Van Aller" on Tandjong Soeadja (Humboldt Bay, Western Side) and a difference in longitude of 398.0 metres was disclosed with the Australian observations made in 1928 and which have now been checked by the Australian Staff Surveyor A. A. Chauncy.

By mutual agreement, it was decided to halve the difference as determined by the national representatives. This position not proving suitable for a monument, after further conference a site was decided on for practical purposes, approximately 31 metres west of such mean position.

By measurement the monument now stands 167.7 metres east of the position of the 141st Meridian of East Longitude as determined by the Netherlands observations and 230.3 metres west of the position of the said 141st Meridian as determined by Australian observations.

The monument comprises a plinth of about 1 metre in height surmounted by an obelisk

VERKLARING.

De door het Nederlandsche opnemingsvaartuig « Willebrord Snellius » bepaalde plaats van de 141ste lengtegraad afgeleid uit het Astronomisch punt « Van Aller » op Tandjong Soeadja aan de Westzijde der Humboldt baai, verschilde in lengte 398,0 meter met die voortkomend uit Australische waarnemingen, welke door den Australischen Surveyor A. A. Chauncy werden gecontroleerd en als juist zijn aangenomen. In na onderling overleg verkregen volledige overeenstemming werd besloten dit overblijvende gedeelte zoo nabij mogelijk in twee gedeelten te verdeelen, waarbij uit praktische overwegingen de grens zoodanig werd gekozen, dat het op te richten grensteeken op een daarvoor geschikte plaats kon worden gebouwd. De steen werd daarom op ongeveer 31 meter bewesten het midden geplaatst, zoodat hij 167,7 meter beoosten den meridiaan van 141° volgens de Nederlandsche waarnemingen en 230,3 meter bewesten den genoemden meridiaan volgens de Australische waarnemingen is opgericht.

Het teeken bestaat uit een pilaar van gewapend beton samengesteld uit een voetstuk

2.7 metres in height with a base measurement of 1.5 metres.

The inscription is as follows :

Oostelijke grens Nederlandsch
Nieuw Guinea

141° O. L. Gr.
Eastern border Netherlands
New Guinea

141° E. L. Gr.
Hr. Ms. " W. Snellius " Aug. 1933

van 1 meter hoog en 2 meter in het vierkant, waarop een obelisk van 2,7 meter hoog en met een basis van 1,5 meter.

Het draagt als opschrift :

Oostelijke grens Nederlandsch
Nieuw Guinea

141° O.L.Gr.
Eastern border Netherlands
New Guinea

141° E.L.Gr.
Hr. Ms. « W. Snellius » Aug. 1933.

De Luitenant ter Zee der 1^e klasse, Commandant
Hr. Ms. " Willebrord Snellius "

(Sgd.) J. TISSOT VAN PATOT

De Luitenant ter Zee 1^e klasse Commandant
Hr. Ms. « Willebrord Snellius »

(get.) J. TISSOT VAN PATOT

De Luitenant ter Zee der 2^{de} klasse Oudste
Officier a/b Hr. Ms. " Willebrord Snellius "

(Sgd.) A. C. VERSENDAAL.

De Luitenant ter Zee der 2^{de} klasse Oudste
Officier a/b Hr. Ms. « Willebrord Snellius »

(get.) A. C. VAN VERSENDAAL.

Staff Surveyor Commissioner for the Territory of
New Guinea

(Sgd.) A. A. CHAUNCY.

Staff Surveyor Commissioner for the Territory of
New Guinea

(s.) A. A. CHAUNCY.

On board Hr. Ms. " Willebrord Snellius ",
2nd September, 1935.

Aan boord Hr. Ms. « Willebrord Snellius »,
2 September 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4022. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA FRONTIÈRE ENTRE LA NOUVELLE-GUINÉE NÉERLANDAISE ET LE TERRITOIRE DE LA NOUVELLE-GUINÉE ADMINISTRÉ SOUS MANDAT PAR LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE. LONDRES, LE 14 SEPTEMBRE 1936.

I.

AUSTRALIA HOUSE,
STRAND, LONDRES, W. C. 2.

Le 14 septembre 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le 22 juillet 1933, le Gouvernement des Pays-Bas a déclaré qu'il estimait particulièrement souhaitable que la place exacte du 141^e méridien de longitude est, qui forme la limite entre la Nouvelle-Guinée néerlandaise et le territoire de Nouvelle-Guinée administré sous mandat par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, soit réexaminée et fixée et que sa position soit établie par un échange de documents entre le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie.

Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie ayant accueilli favorablement cette proposition, le « Staff Surveyor » A. A. Chauncy, du territoire sous mandat de Nouvelle-Guinée, et les officiers hydrographes néerlandais du navire de Sa Majesté affecté aux travaux hydrographiques *Willebrord Snellius*, se sont réunis en temps voulu pour déterminer la position de la limite sur la côte septentrionale de la Nouvelle-Guinée et, le 2 septembre 1933, ont rédigé d'un commun accord et signé une déclaration en langue anglaise et en langue néerlandaise dont des exemplaires sont joints à la présente. Comme il est dit dans la déclaration, les topographes ont élevé sur le terrain un monument dont la nature et les inscriptions sont décrites dans la déclaration.

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie propose que la limite entre la Nouvelle-Guinée néerlandaise et le territoire de Nouvelle-Guinée administré sous mandat par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie continue d'être le 141^e méridien de longitude est, et que, aux fins du présent document, ce méridien soit censé être une ligne tracée dans la direction nord-sud exactement et passant par le centre dudit monument, et que cette ligne continue de marquer la limite quand bien même de nouveaux levés topographiques établiraient que ledit monument se trouve en fait situé quelque peu à l'est ou à l'ouest du 141^e méridien de longitude est.

Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie propose, d'autre part, que la charge et les frais d'entretien de ce monument soient supportés à parts égales par le Gouvernement des Pays-Bas et par lui-même, que ledit monument fasse l'objet d'une inspection périodique et commune de la part de représentants des deux gouvernements, afin de s'assurer qu'il est maintenu comme il convient à sa place actuelle, et qu'à l'occasion d'une de ces inspections en commun,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

la situation du monument par rapport aux éléments permanents de la configuration générale du pays environnant soit déterminée et consignée par écrit. Il suggère, d'autre part, qu'à cette occasion, on élève un deuxième monument et que la position de celui-ci soit dûment consignée, afin d'établir sur le sol même l'alignement général de la frontière.

Si le Gouvernement des Pays-Bas accepte également ces diverses propositions, j'ai l'honneur de suggérer que la présente note, accompagnée des exemplaires de la déclaration en langue anglaise et en langue néerlandaise mentionnée ci-dessus, et votre réponse rédigée en termes identiques et accompagnée des exemplaires de la déclaration mentionnée ci-dessus soient considérées comme constituant, avec effet à partir de la date de votre réponse, un accord formel entre les deux gouvernements au sujet de ladite frontière.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) S. M. BRUCE.

Le Jonkheer R. de Marees van Swinderen, G.C.V.O.,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire,
Légation des Pays-Bas,
21, Portman Square,
W. 1.

II.

LÉGATION DES PAYS-BAS.
N° 1609.

LONDRES, le 14 septembre 1936.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

Le 22 juillet 1933, le Gouvernement des Pays-Bas a déclaré qu'il estimait particulièrement souhaitable que la place exacte du 141° méridien de longitude est, qui forme la limite entre la Nouvelle-Guinée néerlandaise et le territoire de Nouvelle-Guinée administré sous mandat par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie, soit réexaminée et fixée et que sa position soit établie par un échange de documents entre le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie ayant accueilli favorablement cette proposition, le « Staff Surveyor » A. A. Chauncy, du territoire sous mandat de Nouvelle-Guinée, et les officiers hydrographes néerlandais du navire de Sa Majesté affecté aux travaux hydrographiques *Willebrord Snellius*, se sont réunis en temps voulu pour déterminer la position de la limite sur la côte septentrionale de la Nouvelle-Guinée et, le 2 septembre 1933, ont rédigé d'un commun accord et signé une déclaration en langue anglaise et en langue néerlandaise dont des exemplaires sont joints à la présente. Comme il est dit dans la déclaration, les topographes ont élevé sur le terrain un monument dont la nature et les inscriptions sont décrites dans la déclaration.

3. J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement des Pays-Bas propose que la limite entre la Nouvelle-Guinée néerlandaise et le territoire de Nouvelle-Guinée administré sous mandat par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie continue d'être le 141° méridien de longitude est et que, aux fins du présent document, ce méridien soit censé être une ligne tracée dans la direction nord-sud exactement et passant par le centre dudit monument, et que cette ligne continue de marquer la limite quand bien même de nouveaux levés topographiques établiraient que ledit monument se trouve en fait situé quelque peu à l'est ou à l'ouest du 141° méridien de longitude est.

4. Le Gouvernement des Pays-Bas propose, d'autre part, que la charge et les frais d'entretien de ce monument soient supportés à parts égales par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie et par lui-même, que ledit monument fasse l'objet d'une inspection périodique et commune de la part de représentants des deux gouvernements, afin de s'assurer qu'il est maintenu comme il convient à sa place actuelle, et qu'à l'occasion d'une de ces inspections

en commun, la situation du monument par rapport aux éléments permanents de la configuration générale du pays environnant soit déterminée et consignée par écrit. Il suggère, d'autre part, qu'à cette occasion, on élève un deuxième monument et que la position de celui-ci soit dûment consignée, afin d'établir sur le sol même l'alignement général de la frontière.

5. Si le Gouvernement de Sa Majesté dans le Commonwealth d'Australie accepte également ces diverses propositions, j'ai l'honneur de suggérer que la présente note, accompagnée des exemplaires de la déclaration en langue néerlandaise et en langue anglaise mentionnée ci-dessus, et votre réponse rédigée en termes identiques et accompagnée des exemplaires de la déclaration mentionnée ci-dessus soient considérées comme constituant, avec effet à partir de la date de votre réponse, un accord formel entre les deux gouvernements au sujet de ladite frontière.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

Monsieur le Haut Commissaire
du Commonwealth d'Australie,
Australia House,
W. C. 2.

DÉCLARATION

Le navire *Willebrord Snellius* du service hydrographique des Pays-Bas a déterminé la position du 141° méridien de longitude est sur la côte septentrionale de la Nouvelle-Guinée par rapport au point astronomique « Van Aller » sur le Tandjong Soeadja (baie de Humboldt, côte occidentale), et une différence en longitude de 398,0 mètres a été constatée par rapport aux observations australiennes de 1928 qui viennent d'être vérifiées par le « Staff Surveyor » australien A. A. Chauncy.

D'un commun accord, il a été décidé de partager par moitiés la différence ainsi établie par les représentants nationaux. Cette position n'ayant pas été jugée propre à l'érection d'un monument, on a, après délibération, choisi pour des raisons d'ordre pratique un site situé approximativement à 31 mètres à l'ouest de cette position médiane.

Le monument s'élève actuellement à 167,7 mètres à l'est de la position du 141° méridien de longitude est, tel qu'il a été déterminé par les observateurs néerlandais, et à 230,3 mètres à l'ouest de la position dudit 141° méridien, tel qu'il a été déterminé par les observations australiennes.

Le monument comporte une base d'un mètre environ de hauteur, surmontée d'un obélisque de 2,7 mètres de haut et mesurant 1,5 mètre à la base.

Les inscriptions qu'il porte sont les suivantes :

Oostelijke grens Nederlandsch
Nieuw Guinea

141° O.L.Gr.
Eastern border Netherlands
New Guinea

141° E.L.Gr.
Hr. Ms. « W. Snellius » Aug. 1933

(Signé) J. TISSOT VAN PATOT

Lieutenant de vaisseau
commandant le
« *Willebrord Snellius* ».

(Signé) A. C. VERSENDAAL,

Enseigne de vaisseau, officier
le plus ancien à bord du
« *Willebrord Snellius* ».

(Signé) A. A. CHAUNCY,

« Staff Surveyor Commission-
ner » pour le territoire de
Nouvelle-Guinée.

A bord du *Willebrord Snellius*, le 2 septembre 1933.

N° 4023.

**ALLEMAGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Avenant à la Convention économique
du 29 juin 1920 entre les deux
pays, et protocole final. Signés à
Praha, le 30 décembre 1935.

**GERMANY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Additional Agreement to the Eco-
nomic Agreement of June 29th,
1920, between the Two Countries,
and Final Protocol. Signed at
Prague, December 30th, 1935.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 4023. — DODATKOVÁ ÚMLUVA ¹ K ČESKOSLOVENSKO-NĚMECKÉ HOSPODÁŘSKÉ DOHODĚ ZE DNE 29. ČERVNA 1920. PODEPSANÁ V PRAZE DNE 30. PROSINCE 1935.

Textes officiels allemand et tchécoslovaque communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque près la Société des Nations. L'enregistrement de cet avenant a eu lieu le 22 décembre 1936.

Mezi VLÁDOU ČESKOSLOVENSKOU a NĚMECKOU byla sjednána tato dodatková úmluva k hospodářské dohodě mezi vládou československou a vládou německou ze dne 29. června 1920²:

Článek 1.

Německá vláda povolí pro saxofony z čís. 942 německého celního sazebníku celní sazbu 500.— ř. M. za 1 q.

Článek 2.

Níže označené německé výrobky budou připuštěny při dovozu do republiky Československé za níže stanovených podmínek :

Číslo československého celního sazebníku	Pojmenování zboží	Celní sazba Kč
ex 581	Dechové a tahací harmoniky :	za 100 kg
	ex a) harmoniky :	
	dechové harmoniky ; úplné harmoniky tahací (vyjímajíc pianové), mající 16 nebo méně basů	960.—
ex 584	Struny :	
	d) struny opředené	1000.—

Článek 3.

Tato dodatková úmluva bude ratifikována. Vstoupí v účinnost patnáctý den po výměně ratifikačních listin, jež bude provedena v Berlíně, a zůstane v účinnosti po dobu trvání hospodářské

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 2 novembre 1936.

² Vol. XVII, page 69 ; et vol. XXXIX, page 172, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Nr. 4023. — ZUSATZVEREINBARUNG¹ ZUM DEUTSCH-TSCHECHOSLOWAKISCHEN WIRTSCHAFTSABKOMMEN VOM 29. JUNI 1920. GEZEICHNET IN PRAG, AM 30. DEZEMBER 1935.

German and Czechoslovak official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic to the League of Nations. The registration of this Additional Agreement took place December 22nd, 1936.

Zwischen DER DEUTSCHEN und DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REGIERUNG ist die nachstehende Zusatzvereinbarung zu dem Wirtschaftsabkommen² zwischen der Deutschen Regierung und der Tschechoslowakischen Regierung vom 29. Juni 1920 getroffen worden.

Artikel 1.

Die Deutsche Regierung gewährt für Saxophone aus Nr. 942 des deutschen Zolltarifs einen Zollsatz von 500 RM für den Doppelzentner.

Artikel 2.

Die nachstehend bezeichneten deutschen Erzeugnisse werden bei ihrer Einfuhr nach der Tschechoslowakischen Republik zu den nachstehend festgesetzten Bedingungen zugelassen.

Nummer des tschechoslowakischen Zolltarifs	Benennung der Gegenstände	Zollsatz Kč
aus 581	Mund- und Ziehharmonikas :	für 100 kg
	aus a) Harmonikas :	
aus 584	Mundharmonikas ; komplette Ziehharmonikas (mit Ausnahme der Pianoakkordeons), mit 16 oder weniger Bässen Saiten : d) überspinnene Saiten	960.— 1000.—

Artikel 3.

Diese Zusatzvereinbarung soll ratifiziert werden. Sie tritt am fünfzehnten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der in Berlin erfolgen soll, in Kraft und bleibt für die Dauer

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, November 2nd, 1936.

² Vol. XVII, page 69 ; and Vol. XXXIX, page 172, of this Series.

dohody ze dne 29. června 1920. Smluvní vlády uvedou však tuto dodatkovou úmluvu v prozatímní účinnost před výměnou ratifikačních listin s platností od 15. ledna 1936.

Čemuž na svědomí podepsali ve dvou prvopisech v československém a německém jazyku v Praze dne 30. prosince 1935.

Za vládu československou :

Dr. K. KROFTA.

Za vládu německou :

VON STEIN.

ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL.

Při dnešním podpisu dodatkové úmluvy k československo-německé hospodářské dohodě ze dne 29. června 1920 bylo dosaženo shody o tomto :

K článku 2.

K č. 581 československého celního sazebníku. Za « úplné » se považují i takové harmoniky, jimž chybí ojedinělé nepodstatné součástky. Součástky tahacích harmonik nebo tahací harmoniky neúplné jsou vyloučeny z použití smluvní celní sazby.

Za počet basů se považuje počet klapků na basové straně harmoniky.

Podepsáno ve dvou prvopisech v Praze dne 30. prosince 1935.

Za vládu československou :

Dr. K. KROFTA.

Za vládu německou :

VON STEIN.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 25 novembre 1936.

Dr. Jaroslav Papoušek,
Directeur des Archives.

des Wirtschaftsabkommens vom 29. Juni 1920 in Geltung. Die vertragschliessenden Teile werden jedoch diese Zusatzvereinbarung vor Austausch der Ratifikationsurkunden mit Wirkung vom 15. Januar 1936 ab vorläufig anwenden.

Geschehen in doppelter Urschrift in deutscher und tschechoslowakischer Sprache zu Prag am 30. Dezember 1935.

Für die Deutsche Regierung :
VON STEIN.

Für die Tschechoslowakische Regierung :
Dr. K. KROFTA.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der am heutigen Tage erfolgten Unterzeichnung einer Zusatzvereinbarung zum deutsch-tschechoslowakischen Wirtschaftsabkommen vom 29. Juni 1920 wurde Einigung über folgendes festgestellt.

Zu Artikel 2.

Zu Nr. 581 des tschechoslowakischen Zolltarifs. Als „komplette“ werden auch solche Harmonikas angesehen, bei denen einzelne unwesentliche Bestandteile fehlen. Bestandteile von Ziehharmonikas oder nicht komplette Ziehharmonikas sind von der Anwendung des vertragsmässigen Zollsatzes ausgeschlossen.

Als Anzahl der Bässe wird die Zahl der Klappen auf der Basseite der Harmonika angesehen.

Geschehen in doppelter Urschrift in Prag am 30. Dezember 1935.

Für die Deutsche Regierung :
VON STEIN.

Für die Tschechoslowakische Regierung :
Dr. K. KROFTA.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 25 novembre 1936.

Dr Jaroslav Papoušek,
Directeur des Archives.

¹ TRADUCTION.

N^o 4023. — AVENANT A LA CONVENTION ÉCONOMIQUE DU 29 JUIN 1920 ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE. SIGNÉ A PRAHA, LE 30 DÉCEMBRE 1935.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND et LE GOUVERNEMENT TCHÉCOSLOVAQUE sont convenus de l'avenant ci-après à la Convention économique du 29 juin 1920, entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement tchécoslovaque.

Article premier.

Le Gouvernement allemand accorde aux saxophones ex numéro 942 du tarif douanier allemand un droit de douane de 500 RM. par quintal métrique.

Article 2.

Les produits allemands ci-dessous désignés seront, lors de leur importation dans la République tchécoslovaque, admis aux conditions ci-après :

Numéro du tarif tchécoslovaque	Désignation des articles	Droits de douane en couronnes tchécoslovaques
ex 581	Musiques à bouche et accordéons :	Par 100 kg.
	ex a) Musiques à bouche et accordéons :	
	Musiques à bouche ; accordéons complets (à l'exception des accordéons-pianos), à 16 basses ou moins	960,—
ex 584	Cordes :	
	d) Cordes filées	1.000,—

Article 3.

Le présent avenant sera ratifié. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Berlin, et il restera en vigueur aussi longtemps que la Convention économique du 29 juin 1920. Toutefois, dès avant l'échange des instruments de ratification, les Parties contractantes appliqueront le présent avenant, à titre provisoire, à partir du 15 janvier 1936.

Fait en double exemplaire, en langue allemande et en langue tchécoslovaque, à Prague, le 30 décembre 1935.

Pour le Gouvernement allemand :

VON STEIN.

Pour le Gouvernement tchécoslovaque :

D^r K. KROFTA.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4023. — ADDITIONAL AGREEMENT TO THE ECONOMIC AGREEMENT OF JUNE 29TH, 1920, BETWEEN GERMANY AND CZECHOSLOVAKIA. SIGNED AT PRAGUE, DECEMBER 30TH, 1935.

THE GERMAN GOVERNMENT and THE CZECHOSLOVAK GOVERNMENT have concluded the following Additional Agreement to the Economic Agreement between the German Government and the Czechoslovak Government of June 29th, 1920 :

Article 1.

The German Government shall grant a Customs duty of 500 RM. per metric quintal for saxophones, ex No. 942 of the German Customs tariff.

Article 2.

The following German products shall be imported into the Czechoslovak Republic on the conditions indicated below :

Number in the Czechoslovak Customs tariff	Designation of goods	Customs duty in Czechoslovak Crowns
ex 581	Mouth-organs and accordions ; ex (a) Mouth-organs and accordions ; Mouth-organs ; complete accordions (with the exception of piano accordions) with 16 bass harmonies or less	Per 100 kg. 960.—
ex 584	Music strings : (d) Spun music strings	1,000.—

Article 3.

The present Additional Agreement shall be ratified. It shall enter into force on the fifteenth day after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place in Berlin, and shall remain in force for the duration of the Economic Agreement of June 29th, 1920. The Contracting Parties shall, however, provisionally apply this Additional Agreement before the exchange of the instruments of ratification, with effect as from January 15th, 1936.

Done in duplicate, in the German and Czechoslovak languages, at Prague, this 30th day of December, 1935.

For the German Government :
VON STEIN.

For the Czechoslovak Government :
Dr. K. KROFTA.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de signer ce jour l'avenant à la Convention économique germano-tchécoslovaque du 29 juin 1920, il a été constaté que les Parties contractantes sont d'accord sur les points ci-après :

Ad article 2.

Ad numéro 581 du tarif tchécoslovaque. Seront également considérés comme « complets » les accordéons auxquels manquent certains éléments peu importants. Les pièces détachées d'accordéons ou les accordéons incomplets ne bénéficieront pas du droit d'entrée fixé par la convention.

Par nombre de basses, on entend le nombre des touches du clavier des basses de l'accordéon.

Fait en double exemplaire, à Prague, le 30 décembre 1935.

Pour le Gouvernement allemand :
VON STEIN.

Pour le Gouvernement tchécoslovaque :
D^r K. KROFTA.

FINAL PROTOCOL.

On signing this day an Additional Agreement to the German-Czechoslovak Economic Agreement of June 29th, 1920, the Contracting Parties have agreed as follows :

Ad Article 2.

Ad No. 581 of the Czechoslovak Customs tariff. " Complete " accordions shall be deemed to include accordions in which only a few unimportant parts are wanting. Detached parts of accordions or incomplete accordions shall not be granted the Customs duty fixed in the Agreement.

By the number of bass harmonies is meant the number of keys on the bass side of the accordion.

Done in duplicate at Prague, this 30th day of December, 1935.

For the German Government :
VON STEIN.

For the Czechoslovak Government :
Dr. K. KROFTA.

N° 4024.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET CHINE

Accord entre l'Administration des
postes du Bornéo du Nord et
l'Administration des postes de la
Chine pour l'échange des mandats
de poste. Signé les 20 juin et
17 juillet 1936.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND CHINA

Agreement between the Post Office
of North Borneo and the Post
Office of China for the Transac-
tion of Money Order Business.
Signed June 20th, and July 17th,
1936.

No. 4024. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF NORTH BORNEO AND THE POST OFFICE OF CHINA FOR THE TRANSACTION OF MONEY ORDER BUSINESS. SIGNED JUNE 20TH AND JULY 17TH, 1936.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place December 23rd, 1936.

Article I.

Between THE POST OFFICE OF NORTH BORNEO on the one hand and THE POST OFFICE OF CHINA on the other hand there shall be a regular exchange of Money Orders.

Article II.

The Money Order Service between the two contracting Post Offices shall be performed exclusively by the agency of the Offices of Exchange. On the part of North Borneo the Offices of Exchange shall be those of Jesselton and Sandakan, and on the part of China, those of Shanghai and Canton.

Article III.

The amounts of Money Orders issued by North Borneo on China shall be expressed in Shanghai dollars, and the amounts of Money Orders issued by China on North Borneo shall be expressed in Straits Settlements currency.

Each of the contracting Post Offices shall have power to fix, from time to time, the rate of conversion applicable to the Money Orders issued by it.

The conversion into Shanghai dollars of the amounts of Money Orders advised for payment in China shall be effected at the Offices of Issue in North Borneo, and the conversion into Straits Settlements currency of the amounts of Money Orders advised for payment in North Borneo shall be made by the Offices of Issue in China.

Article IV.

Each of the contracting Post Offices shall have the power to fix, in agreement with the other, the maximum amount for which it may issue a single Money Order. This maximum amount shall not exceed one thousand (1,000) Shanghai dollars, in the case of Orders issued on China, and four hundred (400) Straits dollars, in the case of Orders issued on North Borneo.

¹ Came into force July 1st, 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4024. — ACCORD² ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU BORNÉO DU NORD ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA CHINE POUR L'ÉCHANGE DES MANDATS DE POSTE. SIGNÉ LES 20 JUIN ET 17 JUILLET 1936.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 23 décembre 1936.

Article premier.

Entre L'ADMINISTRATION DES POSTES DU BORNÉO DU NORD d'une part et L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA CHINE d'autre part, il sera institué un échange régulier de mandats de poste.

Article II.

Le service des mandats de poste entre les deux administrations postales contractantes s'effectuera exclusivement par l'intermédiaire de bureaux d'échange. Pour le Bornéo du Nord, ces bureaux d'échange seront ceux de Jesselton et Sandakan ; pour la Chine, ceux de Shanghai et Canton.

Article III.

Le montant des mandats de poste émis par le Bornéo du Nord et payables en Chine sera exprimé en dollars de Shanghai ; le montant des mandats de poste émis par la Chine et payables dans le Bornéo du Nord sera exprimé en monnaie des Etablissements du Détroit.

Chacune des administrations postales contractantes aura la faculté de fixer de temps à autre le taux de conversion applicable aux mandats de poste émis par elle.

La conversion en dollars de Shanghai des montants payables en Chine sera effectuée par les bureaux d'émission du Bornéo du Nord ; la conversion en monnaie des Etablissements du Détroit des montants payables dans le Bornéo du Nord sera effectuée par les bureaux d'émission de Chine.

Article IV.

Chacune des administrations postales contractantes aura le droit de fixer, d'accord avec l'autre, le montant maximum d'émission par mandat. Ce maximum ne devra pas dépasser mille (1.000) dollars de Shanghai par mandat tiré sur la Chine et quatre cents (400) dollars du Détroit par mandat tiré sur le Bornéo du Nord.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1936.

Article V.

Each of the contracting Post Offices shall have the power to fix, from time to time, the rates of commission to be charged on Money Orders which it issues, provided that it shall communicate to the other its tariff of charges or rates of commission. This commission shall belong to the issuing Post Office ; but the Post Office of North Borneo shall allow to the Post Office of China one half of one per cent. ($\frac{1}{2}$ per cent.) on the amount of Money Orders issued in North Borneo and paid in China, and the Post Office of China shall make a similar allowance to the Post Office of North Borneo for Money Orders issued in China and paid in North Borneo.

Article VI.

In the payment of Money Orders no account shall be taken of any fraction of a cent.

Article VII.

Every applicant for a Money Order shall be required to furnish the full surname and personal name (or at least the initials of the personal name) of both the remitter and the payee, or the name of the Firm or Company who is the remitter or payee, and the address of the remitter and of the payee.

In the case of Money Orders issued in North Borneo for payment to a Chinese national or Chinese Firm, the Office of Issue shall obtain from the remitter and forward to the Office of Exchange in China with the Money Order List a separate slip of paper containing the full name and address of the payee written in Chinese characters.

Article VIII.

If a Money Order miscarries or is lost, a duplicate shall be granted on a written application from the payee (containing the necessary particulars) to the relative Money Order Office of Exchange or the Chief Office of the country in which the original Order was payable, and, unless there is reason to believe that the original Order was lost in the transmission through the Post, the Office issuing the duplicate shall be entitled to charge the same fee as would be chargeable under its own internal arrangements.

On the receipt from the remitter of an application containing similar particulars, instructions shall be given to stop payment of a Money Order.

Article IX.

When it is desired that an error in the name of a payee shall be corrected, or that the amount of a Money Order shall be repaid to the remitter, application must be made by the remitter to the relative Money Order Office of Exchange or the Chief Office of the country in which the Order was issued.

Article X.

Repayment of a Money Order shall not, in any case, be made until it has been ascertained, through the Chief Office of the country in which such Order is payable, that the Order has not been paid, and that the said Office authorises the repayment.

Article XI.

The amounts of Money Orders not ultimately paid, *i. e.*, of Orders which become void under the regulations of the country of payment, shall belong to the country of issue.

Article V.

Chacune des administrations postales contractantes aura le droit de fixer, de temps à autre, les taux de commission à percevoir sur les mandats qu'elle émettra, à condition de communiquer à l'autre son tarif de taxes ou taux de commission. Cette commission sera acquise à l'administration postale émettrice, mais l'administration postale du Bornéo du Nord bonifiera à l'administration postale chinoise un demi pour cent ($\frac{1}{2}\%$) du montant des mandats de poste émis dans le Bornéo du Nord et payés en Chine, et l'administration postale chinoise bonifiera à l'administration postale du Bornéo du Nord un pourcentage égal pour les mandats de poste émis en Chine et payés dans le Bornéo du Nord.

Article VI.

Dans le paiement des mandats de poste, il ne sera pas tenu compte des fractions de cent.

Article VII.

Tout expéditeur d'un mandat de poste sera tenu d'indiquer en entier le nom de famille et le prénom (ou tout au moins l'initiale du prénom) tant de l'expéditeur que du destinataire, ou le nom de la maison ou société expéditrice ou destinataire, ainsi que l'adresse de l'expéditeur et du destinataire.

Pour les mandats émis dans le Bornéo du Nord et payables à un ressortissant chinois ou à une maison chinoise, le bureau d'émission exigera de l'expéditeur et adressera au bureau d'échange de Chine, en même temps que le relevé des mandats, une feuille séparée contenant le nom, le prénom et l'adresse du destinataire écrits en caractères chinois.

Article VIII.

Tout mandat de poste égaré ou perdu pourra être remplacé par un duplicata sur demande écrite du destinataire (contenant toutes les indications nécessaires) adressée au bureau d'échange de mandats de poste intéressé ou au bureau central du pays où l'original du mandat était payable. A moins qu'il n'y ait lieu de croire que l'original du mandat a été perdu en cours de transmission par la poste, l'administration qui délivre le duplicata aura le droit de percevoir la taxe qui aurait été exigible en vertu des dispositions en vigueur dans le pays.

A la réception d'une demande de l'expéditeur contenant les mêmes indications, il sera donné ordre de suspendre le paiement d'un mandat de poste.

Article IX.

Les demandes visant soit la rectification d'une erreur dans le nom du destinataire, soit le remboursement du mandat à l'expéditeur, devront être adressées par ce dernier au bureau d'échange intéressé ou au bureau central du pays d'émission.

Article X.

Le remboursement d'un mandat de poste ne pourra en aucun cas être effectué tant qu'il n'aura pas été constaté, par l'intermédiaire du bureau central du pays de paiement, que le mandat n'a pas été payé et tant que ledit bureau central n'en aura pas autorisé le remboursement.

Article XI.

Le montant des mandats qui n'auront pas été finalement payés, c'est-à-dire des mandats prescrits en vertu du règlement du pays de paiement, sera acquis au pays d'émission.

Article XII.

(a) The remitter of a Money Order may obtain an Advice of payment of the Order by paying a fixed charge for this service in accordance with the regulations of the country of issue, this charge to be to the exclusive profit of the Post Office of the country of issue.

(b) Advice of payment shall be on a form adopted by the Post Office of the country of payment.

(c) Advice of payment shall be prepared by the Paying Office, signed by the payee in person where possible, or, alternatively, certified by the Postmaster of the Office of Payment, and shall be transmitted to the remitter through the medium of the Offices of Exchange.

Article XIII.

The Offices of Exchange of North Borneo shall communicate to the Offices of Exchange of China the particulars of sums received for payment in China, and the Offices of Exchange of China shall communicate to the Offices of Exchange of North Borneo the particulars of sums received for payment in North Borneo. The Advice Lists shall be forwarded by the first available mail after the issue of the Money Orders.

Article XIV.

The Money Orders entered on the Advice Lists shall be numbered serially, commencing each year with No. 1, and the Advice Lists shall also be numbered serially, the series commencing each year with No. 1.

Article XV.

Any missing Advice List shall be immediately applied for by the Office of Exchange to which it should have been sent. The despatching Office of Exchange shall, in such a case, transmit without delay to the receiving Office of Exchange a duplicate List, duly certified as such.

Article XVI.

Every Advice List shall be carefully verified by the Office of Exchange to which it is sent, and shall be corrected if it contains a manifest error. Any correction shall be communicated to the despatching Office of Exchange.

If a List shows other irregularities, the Office of Exchange receiving it shall require an explanation from the despatching Office of Exchange, which shall give such explanation with as little delay as possible. In the meantime, the issue of an internal Money Order relating to any entry which is found to be irregular shall be suspended.

Article XVII.

Money Orders sent from one country to the other shall be subject, as regards issue, to the rules in force in the country of origin, and, as regards payment, to the rules in force in the country of destination.

Article XVIII.

(a) At the close of each month, the Post Office of China shall prepare an account expressed in Shanghai dollars, showing in detail all Money Orders which have been received for payment from the Offices of Exchange in North Borneo, the totals of which are increased by the commission

Article XII.

a) L'expéditeur d'un mandat peut obtenir un avis de paiement du mandat en versant, conformément au règlement du pays d'émission, une redevance fixe au profit exclusif de l'administration postale du pays d'émission.

b) Les avis de paiement seront libellés sur un formulaire adopté par l'administration postale du pays de paiement.

c) Les avis de paiement seront établis par le bureau payeur, signés si possible par le destinataire en personne ou, à défaut, certifiés par le directeur du bureau de paiement et seront transmis à l'expéditeur par l'entremise des bureaux d'échange.

Article XIII.

Les bureaux d'échange du Bornéo du Nord communiqueront aux bureaux d'échange chinois les indications relatives aux sommes reçues pour paiement en Chine, et les bureaux d'échange chinois communiqueront aux bureaux d'échange du Bornéo du Nord les indications relatives aux sommes reçues pour paiement dans le Bornéo du Nord. Les relevés de mandats seront expédiés par le premier courrier qui suivra l'émission des mandats de poste.

Article XIV.

Les mandats inscrits sur les relevés seront pourvus d'un numéro appartenant à une série qui commencera chaque année par le numéro 1. De leur côté, les relevés porteront également un numéro appartenant à une série qui commencera chaque année par le numéro 1.

Article XV.

Tout relevé manquant sera immédiatement réclamé par le bureau d'échange auquel il aurait dû parvenir. Le bureau d'échange expéditeur adressera alors sans retard, au bureau d'échange destinataire, un duplicata dûment certifié conforme.

Article XVI.

Chaque relevé sera soigneusement vérifié par le bureau d'échange auquel il est adressé et sera rectifié s'il contient une erreur manifeste. Toute rectification sera signalée au bureau d'échange expéditeur.

Si un relevé présente d'autres irrégularités, le bureau d'échange destinataire en demandera l'explication au bureau d'échange expéditeur, qui devra fournir cette explication dans le plus bref délai possible. Dans l'intervalle, il sera sursis à l'émission de tout mandat intérieur faisant l'objet d'une inscription reconnue irrégulière.

Article XVII.

Les mandats expédiés d'un pays à l'autre seront soumis, en ce qui concerne l'émission, au règlement en vigueur dans le pays d'origine et, en ce qui concerne le paiement, au règlement en vigueur dans le pays de destination.

Article XVIII.

a) A la fin de chaque mois, l'administration postale chinoise établira, en dollars de Shanghai, un relevé de comptes indiquant en détail tous les mandats reçus aux fins de paiement des bureaux d'échange du Bornéo du Nord, le montant total de ces mandats étant majoré de la commission

of $\frac{1}{2}$ per cent. In this account will appear to the debit of the Post Office of China the total amounts of all repaid and void Orders which have been returned to the Post Office of North Borneo during the period to which the account relates.

This account shall be sent, in duplicate, to the Department of Posts & Telegraphs, Jesselton, which will return to the Directorate of Postal Remittances and Savings Banks, Shanghai, the duplicate of the account duly accepted, together with a draft in Shanghai dollars, in settlement, payable at sight.

(b) Similarly, the Post Office of North Borneo shall prepare at the close of each month an account expressed in Straits Settlements currency, showing in detail all Money Orders received for payment from the Offices of Exchange in China, the totals of which are increased by the commission of $\frac{1}{2}$ per cent. In this account will appear to the debit of North Borneo the total amounts of all repaid and void Orders which have been returned to the Post Office of China during the period to which the account relates.

This account shall be forwarded, in duplicate, to the Directorate of Postal Remittances and Savings Banks, Shanghai, which will return to the Department of Posts & Telegraphs, Jesselton, the duplicate of the account duly accepted, accompanied by a draft in Straits Settlements currency, in settlement, payable at sight.

Article XIX.

When either of the contracting Post Offices finds itself obliged, owing to exceptional circumstances, temporarily to suspend the Money Order Service, either wholly or in part, it must at once notify the fact, if necessary by telegraph, to the other Post Office.

Article XX.

Each of the contracting Post Offices shall be authorised to adopt any additional rules (if not in contradiction to the foregoing) for greater security against fraud, or for the better working of the system generally, provided that it shall communicate all such additional rules to the other Post Office.

(Signed) N. A. DABELL,
Postmaster General, North Borneo.

20th June, 1936.

(Official Seal.)

(Signed) S. K. SHEN,
Director of Postal Remittances
& Savings Banks, China.

17th July, 1936.

(Official Seal.)

de ½ %. Dans ce relevé figurera, au débit de l'administration postale chinoise, le montant total de tous les mandats remboursés et prescrits qui auront été renvoyés à l'administration postale du Bornéo du Nord pendant la période sur laquelle portent les comptes.

Ce relevé de comptes sera adressé, en double exemplaire, au Département des Postes et Télégraphes, Jesselton, qui renverra à la Direction générale des envois de fonds par la poste et des caisses d'épargne à Shanghai, le duplicata dudit relevé dûment approuvé, accompagné d'une traite, en règlement de compte, payable à vue et établie en dollars de Shanghai.

b) De même, à la fin de chaque mois, l'administration postale du Bornéo du Nord établira, en monnaie des Etablissements du Détroit, un relevé indiquant en détail tous les mandats reçus aux fins de paiement des bureaux d'échange chinois, le montant total de ces mandats étant majoré de la commission de ½ %. Dans ce relevé figurera, au débit du Bornéo du Nord, le montant total de tous les mandats remboursés et prescrits qui auront été renvoyés à l'administration postale chinoise pendant la période sur laquelle portent les comptes.

Ce relevé de comptes sera adressé, en double exemplaire, à la Direction générale des envois de fonds par la poste et des caisses d'épargne à Shanghai, qui renverra au Département des Postes et Télégraphes à Jesselton, le duplicata dudit relevé dûment approuvé, accompagné d'une traite, en règlement de compte, payable à vue et établie en monnaie des Etablissements du Détroit.

Article XIX.

Lorsqu'en raison de circonstances exceptionnelles, l'une ou l'autre des administrations postales contractantes se verra obligée de suspendre temporairement le service des mandats de poste, en totalité ou en partie, elle devra immédiatement en aviser l'autre administration, le cas échéant par la voie télégraphique.

Article XX.

Chacune des administrations postales contractantes pourra adopter toutes règles complémentaires (non incompatibles avec les dispositions précédentes) qui seraient de nature à donner plus de garantie contre la fraude ou à assurer un meilleur fonctionnement du système en général, à condition d'en donner communication à l'autre administration postale.

(Signé) N. A. DABELL,
Directeur général des Postes
du Bornéo du Nord.

Le 20 juin 1936.

(Sceau officiel).

(Signé) S. K. SHEN,
Directeur du Service des envois de fonds
par la poste et des caisses d'épargne de la Chine.

Le 17 juillet 1936.

(Sceau officiel).

N° 4025.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
COMMONWEALTH D'AUSTRALIE,
CANADA, FRANCE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD, INDE,
ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, ITALIE,
JAPON, NOUVELLE-ZÉLANDE
ET UNION SUD-AFRICAINE

Procès-verbal concernant les règles de la
guerre sous-marine prévues par la partie IV
du Traité de Londres du 22 avril 1930.
Signé à Londres, le 6 novembre 1936.

UNITED STATES OF AMERICA,
COMMONWEALTH OF AUSTRALIA,
CANADA, FRANCE,
GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND, INDIA,
IRISH FREE STATE, ITALY, JAPAN,
NEW ZEALAND
AND UNION OF SOUTH AFRICA

Procès-verbal relating to the Rules of Sub-
marine Warfare set forth in Part IV of the
Treaty of London of April 22nd, 1930.
Signed at London, November 6th, 1936.

N^o 4025. — PROCÈS-VERBAL¹ CONCERNANT LES RÈGLES DE LA GUERRE SOUS-MARINE PRÉVUES PAR LA PARTIE IV DU TRAITÉ DE LONDRES DU 22 AVRIL 1930. SIGNÉ A LONDRES, LE 6 NOVEMBRE 1936.

Textes officiels français et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de ce procès-verbal a eu lieu le 23 décembre 1936.

Considérant que le Traité² pour la limitation et la réduction des armements navals signé à Londres le 22 avril 1930 n'a pas été ratifié par tous les signataires ;

Que ledit traité cessera d'être en vigueur à partir du 31 décembre 1936, sauf la partie IV du traité où sont énoncées, comme règles établies du droit international, certaines dispositions concernant l'action des sous-marins à l'égard des navires de commerce, cette partie demeurant en vigueur sans limite de durée ;

Que dans le dernier alinéa de l'article 22 de ladite partie IV il est déclaré que les Hautes Parties contractantes invitent toutes les autres Puissances à exprimer leur assentiment auxdites règles ;

Que les Gouvernements de la République française et du Royaume d'Italie ont confirmé leur acceptation desdites règles résultant de la signature dudit traité ;

Et que tous les signataires dudit traité désirent qu'un aussi grand nombre que possible de Puissances acceptent les règles contenues dans ladite partie IV comme règles établies de droit international ;

Les soussignés, représentants de leurs gouvernements respectifs, vu les dispositions dudit article 22 du traité, invitent par les présentes le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à communiquer immédiatement lesdites règles ci-annexées aux gouvernements de toutes les Puissances non signataires dudit traité, en les invitant à y accéder formellement et sans limite de temps.

¹ Adhésions :

ALLEMAGNE	23 novembre 1936.
BELGIQUE	23 décembre 1936.
GRÈCE	11 janvier 1937.
FINLANDE	18 février 1937.
PANAMA	26 février 1937.
BULGARIE	1 ^{er} mars 1937.
ALBANIE	3 mars 1937.
SAINT-SIÈGE	16 mars 1937.
AUTRICHE	1 ^{er} avril 1937.
GUATÉMALA	21 avril 1937.
NORVÈGE	21 mai 1937.
SUISSE	22 mai 1937.

Entré en vigueur le 6 novembre 1936.

² Vol. CXII, page 65 ; et vol. CXVII, page 331, de ce recueil.

No. 4025. — *PROCÈS-VERBAL*¹ RELATING TO THE RULES OF SUBMARINE WARFARE SET FORTH IN PART IV OF THE TREATY OF LONDON OF APRIL 22ND, 1930. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 6TH, 1936.

French and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Procès-verbal took place December 23rd, 1936.

Whereas the Treaty² for the Limitation and Reduction of Naval Armaments signed in London on the 22nd April, 1930, has not been ratified by all the signatories ;

And whereas the said Treaty will cease to be in force after the 31st December, 1936, with the exception of Part IV thereof, which sets forth rules as to the action of submarines with regard to merchant ships as being established rules of international law, and remains in force without limit of time ;

And whereas the last paragraph of Article 22 in the said Part IV states that the High Contracting Parties invite all other Powers to express their assent to the said rules ;

And whereas the Governments of the French Republic and the Kingdom of Italy have confirmed their acceptance of the said rules resulting from the signature of the said Treaty ;

And whereas all the signatories of the said Treaty desire that as great a number of Powers as possible should accept the rules contained in the said Part IV as established rules of international law ;

The undersigned, representatives of their respective Governments, bearing in mind the said Article 22 of the Treaty, hereby request the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland forthwith to communicate the said rules, as annexed hereto, to the Governments of all Powers which are not signatories of the said Treaty, with an invitation to accede thereto definitely and without limit of time.

¹ *Accessions :*

GERMANY	November 23rd, 1936.
BELGIUM	December 23rd, 1936.
GREECE	January 11th, 1937.
FINLAND	February 18th, 1937.
PANAMA	February 26th, 1937.
BULGARIA	March 1st, 1937.
ALBANIA	March 3rd, 1937.
THE HOLY SEE	March 16th, 1937.
AUSTRIA	April 1st, 1937.
GUATEMALA	April 21st, 1937.
NORWAY	May 21st, 1937.
SWITZERLAND	May 22nd, 1937.

Came into force November 6th, 1936.

² Vol. CXII, page 65 ; and Vol. CXVII, page 331, of this Series.

RÈGLES.

« (1) Dans leur action à l'égard des navires de commerce, les sous-marins doivent se conformer aux règles du droit international auxquelles sont soumis les bâtiments de guerre de surface.

» (2) En particulier, excepté dans le cas de refus persistant de s'arrêter après sommation régulière ou de résistance active à la visite, un navire de guerre, qu'il soit bâtiment de surface ou sous-marin, ne peut couler ou rendre incapable de naviguer un navire de commerce sans avoir au préalable mis les passagers, l'équipage et les papiers de bord en lieu sûr. A cet effet, les embarcations du bord ne sont pas considérées comme un lieu sûr, à moins que la sécurité des passagers et de l'équipage ne soit assurée, compte tenu de l'état de la mer et des conditions atmosphériques, par la proximité de la terre ou la présence d'un autre bâtiment qui soit en mesure de les prendre à bord. »

Signé à Londres, le 6 novembre mil neuf cent trente-six.

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique :
Robert Worth BINGHAM.

Pour le Gouvernement du Commonwealth d'Australie :
S. M. BRUCE.

Pour le Gouvernement du Canada :
Vincent MASSEY.

Pour le Gouvernement de la République française :
Charles CORBIN.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
Anthony EDEN.
J. Ramsay MACDONALD.
Samuel HOARE.

Pour le Gouvernement de l'Inde :
R. A. BUTLER.

Pour le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande :
John W. DULANTY.

Pour le Gouvernement du Royaume d'Italie :
Dino GRANDI.

Pour le Gouvernement du Japon :
Shigeru YOSHIDA.

Pour le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande :
W. J. JORDAN.

Pour le Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud :
C. T. TE WATER.

RULES.

“(1) In their action with regard to merchant ships, submarines must conform to the rules of International Law to which surface vessels are subject.

“(2) In particular, except in the case of persistent refusal to stop on being duly summoned, or of active resistance to visit or search, a warship, whether surface vessel or submarine, may not sink or render incapable of navigation a merchant vessel without having first placed passengers, crew and ship's papers in a place of safety. For this purpose the ship's boats are not regarded as a place of safety unless the safety of the passengers and crew is assured, in the existing sea and weather conditions, by the proximity of land, or the presence of another vessel which is in a position to take them on board.”

Signed in London, the 6th day of November, nineteen hundred and thirty-six.

For the Government of the United States of America :
Robert Worth BINGHAM.

For the Government of the Commonwealth of Australia :
S. M. BRUCE.

For the Government of Canada :
Vincent MASSEY.

For the Government of the French Republic :
Charles CORBIN.

For the Government of the United Kingdom of Great
Britain and Northern Ireland :
Anthony EDEN.
J. Ramsay MACDONALD.
Samuel HOARE.

For the Government of India :
R. A. BUTLER.

For the Government of the Irish Free State :
John W. DULANTY.

For the Government of the Kingdom of Italy :
Dino GRANDI.

For the Government of Japan :
Shigeru YOSHIDA.

For the Government of New Zealand :
W. J. JORDAN.

For the Government of the Union of South Africa :
C. T. TE WATER.

N° 4026.

ÉQUATEUR ET PÉROU

Accord concernant l'exécution du
Protocole du 21 juin 1924 relatif à
la question des limites entre les
deux pays. Signé à Lima, le 6 juillet
1936.

ECUADOR AND PERU

Agreement regarding the Execution
of the Protocol of June 21st, 1924,
concerning the Question of the
Frontiers between the Two Coun-
tries. Signed at Lima, July 6th,
1936.

Nº 4026. — ACTA RELATIVA A LA EJECUCION DEL PROTOCOLO DEL 21 DE JUNIO DE 1924 SOBRE LA CUESTION DE LIMITES ENTRE EL ECUADOR Y EL PERU. FIRMADA EN LIMA EL 6 DE JULIO DE 1936.

Texte officiel espagnol communiqué par le ministre des Affaires étrangères de l'Equateur. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 24 décembre 1936.

Spanish official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Ecuador. The registration of this Agreement took place December 24th, 1936.

LAS REPÚBLICAS DEL ECUADOR y DEL PERÚ deseosas de solucionar las dificultades a que ha dado lugar hasta ahora la divergencia de sus puntos de vista respecto de la ejecución del Protocolo¹ de 21 de Junio de 1924 ;

Y considerando que han mantenido a través del largo debate de su cuestión limítrofe el propósito de resolverla por medios pacíficos y la confianza en lograr una solución total y definitiva de la controversia,

Han designado sus respectivos Plenipotenciarios, a saber :

SU EXCELENCIA EL SEÑOR FEDERICO PÁEZ, ENCARGADO DEL MANDO SUPREMO DEL ECUADOR :
al Excelentísimo Señor Don Homero VITERI LAFRONTE, su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario ante el Gobierno del Perú, y

SU EXCELENCIA EL SEÑOR GENERAL OSCAR R. BENAVIDES, PRESIDENTE (DE LA REPÚBLICA DEL PERÚ :

al Excelentísimo Señor Don Alberto ULLOA, su Ministro de Relaciones Exteriores ;

Quienes, después de canjear sus respectivos poderes, que han encontrado conformes, han convenido en lo siguiente :

Artículo 1º

El Ecuador y el Perú se comprometen a definir que el arbitraje previsto en el artículo 1º del Protocolo de 21 de Junio de 1924 es un arbitraje de derecho. Esta definición será incorporada al Acta de instalación de las Delegaciones a que se refiere el artículo siguiente.

Artículo 2º

Las Delegaciones que establece el artículo 1º del citado Protocolo se compondrán de tres delegados plenipotenciarios cada una y se instalarán en Washington el día 30 de Setiembre del año en curso. Los dos Gobiernos se comunican por escrito, en este acto, los nombres de sus Delegados y se participarán oportunamente cualquiera sustitución que hicieren.

Artículo 3º

El Ecuador y el Perú mantendrán el statu-quo de sus actuales posiciones territoriales hasta el término de las negociaciones en Washington y del proceso arbitral, sin que ello implique reconocimiento por una de las partes del derecho de la otra a los territorios actualmente poseídos.

¹ Vol. XXVII, page 345, de ce recueil.

¹ Vol. XXVII, page 345, of this Series.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios arriba nombrados firmaron la presente Acta y pusieron en ella sus sellos, en doble ejemplar, en la ciudad de Lima el seis de Julio de mil novecientos treintiseis.

(1) Homero VITERI L. (Aqui hay un sello).

(1) Alberto ULLOA (Aqui hay un sello).

Refrendado,

El Ministro de Relaciones Exteriores del Ecuador,

A. I. Chiriboga N.

Quito, Diciembre 7 de 1936.

¹ TRADUCTION.

Nº 4026. — ACCORD CONCERNANT L'EXÉCUTION DU PROTOCOLE DU 21 JUIN 1924 RELATIF A LA QUESTION DES LIMITES ENTRE L'ÉQUATEUR ET LE PÉROU. SIGNÉ A LIMA, LE 6 JUILLET 1936.

LES RÉPUBLIQUES DE L'ÉQUATEUR et DU PÉROU, désireuses de régler les difficultés auxquelles ont donné lieu jusqu'ici leurs divergences de vues au sujet de l'exécution du Protocole du 21 juin 1924 ;

Considérant qu'au cours du long débat sur la question de leurs frontières elles ont toujours manifesté l'intention de la résoudre par des moyens pacifiques et conservé l'espoir d'aboutir à une solution complète et définitive du différend ;

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SON EXCELLENCE M. FEDERICO PÁEZ, CHEF DU POUVOIR SUPRÊME DE L'ÉQUATEUR :

M. Homero VITERI LAFRONTE, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Gouvernement péruvien ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4026. — AGREEMENT REGARDING THE EXECUTION OF THE PROTOCOL OF JUNE 21ST, 1924, CONCERNING THE QUESTION OF THE FRONTIERS BETWEEN ECUADOR AND PERU. SIGNED AT LIMA, JULY 6TH, 1936.

THE REPUBLICS OF ECUADOR and PERU, being desirous of overcoming the difficulties hitherto caused by their divergent views concerning the execution of the Protocol of June 21st, 1924 ;

Considering that, throughout the protracted discussion on the subject of their frontiers, they have always shown themselves desirous of solving the question by peaceful means and have retained the hope of reaching a complete and final settlement of this disagreement ;

Have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY M. FEDERICO PÁEZ, HEAD OF THE SUPREME POWER IN ECUADOR :

M. Homero VITERI LAFRONTE, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Peruvian Government ;

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

SON EXCELLENCE LE GÉNÉRAL OSCAR R. BENAVIDES, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU :

M. Alberto ULLOA, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

L'Equateur et le Pérou s'engagent à définir l'arbitrage prévu à l'article premier du Protocole du 21 juin 1924 comme étant un arbitrage de droit. Cette définition sera incorporée à l'acte d'installation des délégations dont il est question à l'article suivant.

Article 2.

Les délégations visées par l'article premier dudit protocole se composeront chacune de trois plénipotentiaires et s'installeront à Washington le 30 septembre de l'année en cours. Les deux gouvernements se communiqueront par écrit, à ce moment, les noms de leurs délégués et se feront connaître en temps opportun tout changement apporté à la composition de leurs délégations.

Article 3.

L'Equateur et le Pérou maintiendront le *status quo* de leurs positions territoriales actuelles jusqu'à la fin des négociations de Washington et de la procédure arbitrale, sans que cela implique la reconnaissance par l'une des Parties du droit de l'autre aux territoires actuellement possédés.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-nommés ont signé le présent acte et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Lima, le six juillet mil neuf cent trente-six.

(L. S.) (Signé) Homero VITERI L.
(L. S.) (Signé) Alberto ULLOA.

HIS EXCELLENCY GENERAL OSCAR R. BENAVIDES, PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PERU :

M. Alberto ULLOA, His Minister for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

Ecuador and Peru undertake to define the arbitration provided for in Article 1 of the Protocol of June 21st, 1924, as legal arbitration. This definition will be incorporated in the instrument governing the installation of the delegations mentioned in Article 2.

Article 2.

Each of the delegations to be appointed under Article 1 of the said Protocol shall consist of three plenipotentiaries ; they shall be in Washington on September 30th of the present year. The two Governments shall inform one another in writing, at that time, of the names of their delegates, and shall notify one another in good time of any change made in the personnel of their delegations.

Article 3.

Ecuador and Peru shall maintain the *status quo* in their present territorial positions until the end of the Washington negotiations and of the arbitration procedure ; this shall not, however, imply recognition by either Party of the right of the other to territories now held by it.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present instrument and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Lima, the sixth day of July, on thousand nine hundred and thirty-six.

(L. S.) (Signed) Homero VITERI L.
(L. S.) (Signed) Alberto ULLOA.

N° 4027.

POLOGNE ET ROUMANIE

**Protocole final de délimitation de la
frontière entre les deux pays. Signé
à Bucarest, le 17 mai 1935.**

POLAND AND ROUMANIA

**Final Protocol regarding the Delimi-
tation of the Frontier between
the Two Countries. Signed at
Bucharest, May 17th, 1935.**

N^o 4027. — PROTOCOLE FINAL DE DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE
ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LE ROYAUME DE
ROUMANIE. SIGNÉ A BUCAREST, LE 17 MAI 1935.

*Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires de Roumanie près la Société des Nations.
L'enregistrement de ce protocole final a eu lieu le 27 décembre 1936.*

Article premier.

Conformément à la décision DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE ROUMANIE et DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, les soussignés, dûment accrédités par leurs gouvernements respectifs comme membres de la Commission appelée à fixer sur place la frontière entre le Royaume de Roumanie et la République de Pologne, ont procédé à la délimitation de cette frontière.

Article II.

La frontière roumano-polonaise a son point de départ au point Stoh, cote 1655, commun aux trois frontières, celles du Royaume de Roumanie, de la République de Pologne et de la République de Tchécoslovaquie et son point terminus au confluent Zbrucz-Nistrul (Dniestr), point commun aux frontières du Royaume de Roumanie, de la République de Pologne et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

La détermination de la ligne frontière a été exécutée conformément aux principes mentionnés ci-dessous et fixés par la Commission mixte de délimitation roumano-polonaise, conformément aux prévisions du procès-verbal N^o 5 de la séance plénière du 26 janvier 1928, tenue à Bucarest, lesquels ont été acceptés par le Gouvernement royal de Roumanie et le Gouvernement de la République de Pologne par un échange de notes identiques qui a eu lieu à Varsovie, le 10 octobre 1928.

A. « En commençant du point Stoh (1655) Triplex Confinium roumano-polono-tchécoslovaque, vers le sud et le sud-est et jusqu'au petit ruisseau Munçelus (Munczelus), la frontière suivra en principe l'ancienne ligne cadastrale entre la Galicie et la Hongrie d'avant guerre. La ligne frontière sera tracée le long de la ligne des faîtes des montagnes la plus rapprochée de la ligne cadastrale susmentionnée. »

B. « Le long du Munçelus (Munczelus), Percalab (Perkalab) et du Ceremuşul Alb (Bialy Czeremosz) jusqu'à Vijnîţa (Wyznica)-Kuty, la frontière suivra la médiane du bras principal du cours d'eau, vu le non-aménagement de ces rivières ; à partir du moment où la rivière aura été aménagée, la frontière suivra la médiane du chenal artificiel. »

C. « De Vijnîţa (Wyznica)-Kuty jusqu'au Prutul (Prut) et le long du Prut, la frontière suivra la ligne cadastrale ; à partir du moment où ces rivières seront aménagées, la frontière suivra la médiane du chenal artificiel. »

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4027. — FINAL PROTOCOL REGARDING THE DELIMITATION OF THE FRONTIER BETWEEN THE REPUBLIC OF POLAND AND THE KINGDOM OF ROUMANIA. SIGNED AT BUCHAREST, MAY 17TH, 1935.

French official text communicated by the Roumanian Chargé d'Affaires to the League of Nations. The registration of this Final Protocol took place December 27th, 1936.

Article I.

In accordance with the decision of the GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF ROUMANIA and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, the undersigned, duly accredited by their respective Governments as members of the Commission appointed to fix on the ground the frontier between the Kingdom of Roumania and the Republic of Poland, have proceeded to delimit this frontier.

Article II.

The Roumanian-Polish frontier has its starting-point at Stoh, point 1655, common to three frontiers, namely, those of the Kingdom of Roumania, the Republic of Poland and the Republic of Czechoslovakia, and its terminal point at the confluence of the Zbrucz and the Nistrul (Dniester), a point common to the frontiers of the Kingdom of Roumania, the Republic of Poland and the Union of Soviet Socialist Republics.

The frontier line has been defined in conformity with the principles, hereinafter referred to, which were laid down by the Mixed Commission for the Delimitation of the Frontier between Roumania and Poland in accordance with the proposals set out in the Minutes of the plenary meeting, No. 5, held on January 26th, 1928, in Bucharest, and which were accepted by the Royal Government of Roumania and the Government of the Republic of Poland in an exchange of identical notes which took place at Warsaw on October 10th, 1928.

A. " From the point Stoh (1655), marking the Triplex Confinium of Roumania, Poland and Czechoslovakia, following a southerly and south-easterly direction to the little stream Munçelus (Munczelus), the frontier shall run generally along the old pre-war cadastral line between Galicia and Hungary. The frontier line shall be traced along the line of the mountain crests nearest to the above-mentioned cadastral line. "

B. " Along the Munçelus (Munczelus), Percalab (Perkalab) and Ceremuşul Alb (Bialy Czeremosz) to Vijniţa (Wyznica)-Kuty, the frontier shall follow the median line of the principal arm of the watercourse, seeing that these rivers have not been regulated ; as soon as the river has been regulated, the frontier shall follow the median line of the artificial channel. "

C. " From Vijniţa (Wyznica)-Kuty to the Prutul (Prut) and along the Prut, the frontier shall follow the cadastral line ; as soon as these rivers have been regulated, the frontier shall follow the median line of the artificial channel. "

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Entre Kutu-Vijnița (Wyznica) et le Prut, de minimes déviations ont été imposées pour des raisons de nature technique.

D. « Du Prut au Nistrul (Dniestr), la frontière suivra l'ancienne ligne administrative entre la Galicie et la Bucovine ; toutefois il sera tenu compte des intérêts locaux de la population et la ligne frontière sera tracée conformément aux décisions détaillées contenues dans le procès-verbal de la séance plénière susvisée. »

Entre le village roumain Orașeni et le village polonais Kulaczyn, aux endroits où la ligne cadastrale coïncide avec les clôtures des propriétés des habitants, la frontière est tracée de manière à ce que les habitants des deux pays puissent circuler sur le territoire de leur propre pays.

Entre le village Șiscauți et le village Stecowa, entre les bornes N° 126/1 et N° 126/4, la ligne frontière suit le bord est de la route qui figure sur le plan respectif.

Entre le village roumain Borauți et le village polonais Serafince, entre les bornes N° 135 et N° 135/4 et entre le tertre N° K 356 et la borne N° 137/1, la frontière suit une ligne qui se trouve située à l'est de la voie ferrée Horodenka-Stefanesti.

E. « Le long du Nistrul (Dniestr) la frontière suivra la médiane du chenal du fleuve sur les secteurs régularisés ; dans les parties non régularisées la ligne frontière sera tracée à la base des propositions qui seront formulées par des experts. »

Dans les parties non régularisées, la frontière suit la ligne médiane du bras principal pris à son niveau ordinaire ;

Dans les parties où les ouvrages de régularisation existent des deux côtés du fleuve, la frontière suit la médiane du chenal formé par ces ouvrages ;

Dans les parties du fleuve partiellement régularisées où les ouvrages n'existent que d'un côté, la frontière suit une ligne qui se trouve au milieu de la largeur du chenal pris à son niveau ordinaire (en moyenne 210 jours de durée).

Les largeurs du chenal sont les suivantes :

En amont du km. 84,93	92 m.
Du km. 84,93 au km. 38,12	94 m.
Du km. 38,12 au km. 0,0	100 m.

Les frontières d'Etat sont immuables.

Les gouvernements des deux Etats s'entendront quant à l'exécution des travaux de régularisation des cours d'eau frontières ; dès l'exécution de ces travaux la frontière sera formée par la médiane de ces cours d'eau régularisés.

Les travaux de régularisation des cours d'eau frontières auront lieu obligatoirement, de préférence dans le secteur Vijnița (Wyznica)-Kutu jusqu'au Prutul (Prut) et le long du Prut, dès que faire se pourra et conformément aux dispositions contenues dans les notes identiques échangées à Varsovie entre les deux gouvernements à la date du 10 octobre 1928.

Article III.

La ligne frontière a été divisée en trois sections qui ont reçu les numérations de I à III, soit :

Le numéro I, pour la partie de la frontière allant du point Stoh — lequel est en même temps le Triplex Confinium roumano-polono-tchécoslovaque — au point de jonction des rivières Ceremușul Negru (Czeremosz Czarny) et Ceremușul Alb (Czeremosz Bialy). La longueur de cette section est de 115.168 m.

Le numéro II, pour la partie de la frontière comprise entre la fin de la I^o section et le point qui est commun aux limites du cadastre des villages polonais Horodnica, Zezawa et Pieczarna, de la commune roumaine Babin et de la médiane du Nistrul (Dniestr). La longueur de cette section est de 119.065 m.

Le numéro III, pour la partie de la frontière comprise entre la fin de la II^o section et le confluent Zbrucz-Nistrul (Dniestr). La longueur de cette section est de 112.370 m.

Slight deviations have been necessary between Kutty-Vijnița (Wyznica) and the Prut for technical reasons.

D. " From the Prut to the Nistrul (Dniester), the frontier shall follow the former administrative line between Galicia and Bukovina ; the interests of the local population shall, however, be taken into account, and the frontier line shall be traced in conformity with the detailed decisions contained in the Minutes of the above-mentioned plenary meeting. "

Between the Roumanian village Orașeni and the Polish village Kulaczyn, at the places at which the cadastral line coincides with the boundaries of local holdings, the frontier shall be traced in such a way that the inhabitants of both countries are able to move about within the territory of their own country.

Between the village Șiscauți and the village Stecowa, between boundary-marks Nos. 126/1 and 126/4, the frontier line shall follow the eastern edge of the road shown on the relevant plan.

Between the Roumanian village Borauți and the Polish village Serafince, between boundary-marks Nos. 135 and 135/4 and between mound No. K 356 and boundary-mark No. 137/1, the frontier shall follow a line situated to the east of the Horodenka-Stefanesti railway.

E. " Along the Nistrul (Dniester), the frontier shall follow the median line of the channel of the river on the regularised sectors ; in the unregularised stretches, the frontier line shall be traced on the basis of such proposals as may be put forward by experts. "

In the unregularised stretches, the frontier shall follow the median line of the principal arm taken at its usual level.

In the stretches in which there are regularisation works on both sides of the river, the frontier shall follow the median line of the channel formed by these works.

In the partly regularised stretches of the river where there are works on one side only, the frontier shall follow a line down the middle of the width of the channel taken at its usual level (average period of 210 days).

The width of the channel is as follows :

Above 84.93 km.	92 m.
From 84.93 km. to 38.12 km.	94 m.
From 38.12 km. to 0.0 km.	100 m.

The State frontiers shall be fixed for all time.

The Governments of the two States shall reach agreement as to the execution of regularisation works on the frontier watercourses ; as soon as these works have been executed, the frontier shall be formed by the median line of these regularised watercourses.

Regularisation works on the frontier watercourses must be undertaken as soon as possible, preference being given to the sector running from Vijnița (Wyznica)-Kutty to the Prutul (Prut) and along the Prut, in conformity with the provisions contained in the identical notes exchanged at Warsaw by the two Governments on October 10th, 1928.

Article III.

The frontier line has been divided into three sections numbered I to III, viz. :

No. I comprises that part of the frontier running from the point Stoh — which marks at the same time the Triplex Confinium of Roumania, Poland and Czechoslovakia — to the junction of the rivers Ceremușul Negru (Czeremosz Czarny) and Ceremușul Alb (Czeremosz Bialy). The length of this section is 115,168 m.

No. II comprises that part of the frontier which runs from the end of the first section to the point common to the cadastral boundaries of the Polish villages Horodnica, Zezawa and Pieczarna, the Roumanian commune Babin, and the median line of the Nistrul (Dniester). The length of this section is 119,065 m.

No. III comprises that part of the frontier which runs from the end of the second section to the confluence of the Zbrucz and the Nistrul (Dniester). The length of this section is 112,370 m.

La ligne frontière a été marquée sur le terrain avec des bornes frontières et des tertres. Le numérotage de ces bornes frontières et tertres a été effectué dans chaque section séparément.

La ligne frontière avec son relevé topographique a été mesurée et les résultats des mesurages figurent dans les documents suivants :

1^o Sur une carte au 1 : 300.000.

2^o Sur des cartes au 1 : 25.000.

3^o Dans la description détaillée numérique de la frontière dans laquelle, en dehors de données numériques (côté gauche) se trouvent aussi les feuilles des cartes (côté droit) représentant la situation topographique de la frontière, mises à jour à l'échelle de 1/2.880 pour les sections I^o et II^o et à l'échelle 1/4.000 pour la III^o section.

4^o Dans les esquisses de champ aux échelles 1/500, 1/1.000, 1/2.000 et 1/2.880.

Article IV.

La ligne frontière est décrite dans le texte de la description détaillée de la frontière.

En cas de divergence entre le texte de la description détaillée de la frontière et les documents cartographiques, les données inscrites sur ces documents cartographiques feront foi, en tant que ces données correspondent aux résultats des mesurages effectués sur le terrain.

Au cas où, malgré les vérifications effectuées, il apparaîtrait des divergences entre les mesures inscrites sur les documents cartographiques et celles qui seraient à nouveau effectuées sur le terrain, les bornes frontières principales, intermédiaires et les tertres étant à leur place réelle, les nouvelles mesures déterminées par les opérateurs techniques des deux Parties et contrôlées par eux, seront inscrites sur un croquis. L'utilisation ultérieure de ces croquis sera prévue dans l'arrangement concernant l'entretien des bornes frontières.

Article V.

Les documents de délimitation sont reliés en 9 volumes, à savoir :

1^o Trois volumes de la description détaillée numérique de la frontière (un volume pour chaque section).

2^o Deux volumes d'esquisses de champ (pour les sections I et II).

3^o Un volume de cartes topographiques (pour les sections I, II et III).

4^o Un volume in-folio du protocole final avec le compte rendu des travaux techniques de la délimitation de la frontière et la carte générale au 1/300.000.

5^o Un volume (in-folio) de la description détaillée (écrite) de la frontière (un volume pour les sections I, II et III).

6^o Un volume (in-folio) contenant les procès-verbaux originaux des séances plénières de la Commission mixte de délimitation roumano-polonaise.

Article VI.

Les questions relatives aux cours d'eau communs, aux ponts et écluses coupés par la frontière et autres questions soulevées par le tracé de la frontière, feront l'objet d'accords directs entre les deux gouvernements.

Article VII.

L'entretien et la conservation des bornes et signes marquant la frontière feront l'objet d'une convention spéciale à conclure entre les deux gouvernements.

The frontier line has been marked on the ground with boundary-marks and mounds. These boundary-marks and mounds have been marked separately in each section.

The frontier line, together with its topographical detail, has been surveyed, and the results will be found in the following documents :

(1) A map of the scale of 1 : 300,000.

(2) Maps of the scale of 1 : 25,000.

(3) A detailed numerical description of the frontier containing, in addition to numerical data (left side), maps (right side) showing the topographical situation of the frontier on a scale of 1/2,880 for Sections I and II and a scale of 1/4,000 for Section III.

(4) Field-maps, scale 1/500, 1/1,000, 1/2,000 and 1/2,880.

Article IV.

The frontier line is indicated in the text of the detailed description of the frontier.

Should there be any discrepancy between the text of the detailed description of the frontier and the cartographical documents, the data recorded on the latter shall be regarded as authentic in as far as they represent the results of the survey made on the ground.

If, in spite of the verification carried out, there should prove to be discrepancies between the survey operations as recorded in the cartographical documents and a further survey on the ground, the principal and intermediate boundary-marks and the mounds being in their proper places, the results of the further survey made by the technical experts of the two Parties and checked by them shall be recorded on a sketch-map. Provision shall be made, in the arrangement concerning the maintenance of the boundary-marks, for the subsequent use of such sketch-maps.

Article V.

The documents relating to delimitation are bound in nine volumes, viz :

(1) Three volumes containing the detailed numerical description of the frontier (one volume for each section).

(2) Two volumes of field-maps (for Sections I and II).

(3) One volume of topographical maps (for Sections I, II and III).

(4) One folio volume of the Final Protocol, together with an account of the technical work of delimiting the frontier and the general map, scale 1/300,000.

(5) One volume (folio) containing a detailed (written) description of the frontier (one volume for Sections I, II and III).

(6) One volume (folio) containing the original Minutes of the plenary meetings of the Mixed Commission for the Delimitation of the Frontier between Roumania and Poland.

Article VI.

Questions relating to the common watercourses, bridges and sluices intersected by the frontier and other questions raised by the tracing of the frontier shall be the subject of direct agreements between the two Governments.

Article VII.

The maintenance and care of marks and signs indicating the frontier shall be the subject of a special convention to be concluded between the two Governments.

La Commission mixte de délimitation, après s'être assurée :

Que le tracé de la frontière, sur place, est conforme aux décisions de la commission ;

Que les documents cartographiques établis sont en harmonie avec le terrain ;

Que les données relatives au repérage des bornes sont exactes ;

Après avoir effectué sur place la remise de la frontière aux autorités respectives des deux Etats ;

Après s'être assurée que les deux exemplaires des documents de délimitation, destinés respectivement au Gouvernement royal de Roumanie et au Gouvernement de la République de Pologne sont identiques ;

Déclare à l'unanimité, que la frontière entre le Royaume de Roumanie et la République de Pologne depuis le point Triplex Confinium Stoh, point commun aux trois Etats : Roumanie, Pologne et Tchécoslovaquie jusqu'au confluent Zbrucz-Nistrul (Dniestr), point commun aux trois Etats : Roumanie, Pologne et Union des Républiques socialistes soviétistes, est indiquée dans le protocole final de délimitation, dans le texte de la description détaillée de la frontière, dans la description détaillée numérique de la frontière et dans les esquisses de champ.

Article VIII.

Par la signature du présent protocole, les travaux de la Commission mixte de délimitation de la frontière roumano-polonaise sont terminés.

Article IX.

Les décisions contenues dans le présent protocole final entreront en vigueur dès que ce protocole aura été signé.

Fait à Bucarest, le 17 mai 1935, en double original dont l'un est destiné au Gouvernement royal de Roumanie et l'autre au Gouvernement de la République de Pologne.

(Signé) Alexandru N. IACOVAKY.

(Signé) Colonel Gh. DRĂGĂNESCU.

(Signé) Miroslav ARCISZEWSKI.

(Signé) Ian MEDYNSKI.

Pour copie conforme :

p. le Ministre,

J. Grigorcea.

The Mixed Delimitation Commission, having satisfied itself :

That the tracing of the frontier on the ground is in accordance with the Commission's decisions ;

That the cartographical documents which have been drawn up are in accordance with the actual lie of the land ;

That the data relating to the fixing of the marks are accurate ;

Having handed over the frontier on the ground to the respective authorities of the two States ;

Having satisfied itself that the two copies of the delimitation documents for the use of the Royal Roumanian Government and the Government of the Republic of Poland respectively are identical ;

Declares unanimously that the frontier between the Kingdom of Roumania and the Republic of Poland from the point Stoh, marking the Triplex Confinium — a point common to the three States, Roumania, Poland and Czechoslovakia — to the confluence of the Zbrucz and the Nistrul (Dniester)— a point common to the three States, Roumania, Poland and the Union of Soviet Socialist Republics — is as recorded in the Final Delimitation Protocol, the text of the detailed description of the frontier, the detailed numerical description of the frontier, and the field-maps.

Article VIII.

With the signature of the present Protocol, the work of the Mixed Commission for the Delimitation of the Frontier between Roumania and Poland comes to an end.

Article IX.

The decisions contained in the present Final Protocol shall come into force as soon as the Protocol has been signed.

Done at Bucharest on May 17th, 1935, in two original copies, one being for the Royal Government of Roumania and the other for the Government of the Republic of Poland.

(Signed) Alexandru N. IACOVAKY.

(Signed) Colonel Gh. DRĂGĂNESCU.

(Signed) Miroslav ARCISZEWSKI.

(Signed) Ian MEDYNSKI.

N° 4028.

POLOGNE ET ROUMANIE

Convention relative à la protection, conservation et reconstruction des bornes frontières et autres signes servant à indiquer la ligne frontière entre les deux pays, signée à Bucarest, le 17 mai 1935, et protocole annexe, signé à Bucarest, le 28 juin 1935.

POLAND AND ROUMANIA

Convention regarding the Protection, Maintenance and Repair of Frontier Posts and Other Marks indicating the Frontier Line between the Two Countries, signed at Bucharest, May 17th, 1935, and Protocol-Annex, signed at Bucharest, June 28th, 1935.

N^o 4028. — CONVENTION ¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LE ROYAUME DE ROUMANIE RELATIVE À LA PROTECTION, CONSERVATION ET RECONSTRUCTION DES BORNES FRONTIÈRES ET AUTRES SIGNES SERVANT À INDIQUER LA LIGNE FRONTIÈRE ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉE À BUCAREST, LE 17 MAI 1935.

*Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires de Roumanie près la Société des Nations.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 27 décembre 1936.*

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE

et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ;

Désirant d'un commun accord, régler entre le Royaume de Roumanie et la République de Pologne la question relative à la protection des bornes frontières et d'autres signes servant à indiquer la ligne frontière ;

Ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE

M. Alexandre N. IAKOVAKI, ministre plénipotentiaire, directeur des frontières au Ministère des Affaires étrangères ; et

Le colonel Georges DRAGANESCO, délégué technique du Gouvernement roumain ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Miroslaw ARCISZEWSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Pologne à Bucarest ; et

M. Jan MEDYNSKI, délégué plénipotentiaire du Gouvernement de la République de Pologne pour l'achèvement des travaux de délimitation de la frontière polono-roumaine ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La frontière entre le Royaume de Roumanie et la République de Pologne est marquée sur le terrain par des bornes en fonte et par des tertres ainsi que par des plaques en fer, fixées sur les ponts franchissant les cours d'eau formant la frontière.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 27 novembre 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4028. — CONVENTION ² BETWEEN THE REPUBLIC OF POLAND AND THE KINGDOM OF ROUMANIA REGARDING THE PROTECTION, MAINTENANCE AND REPAIR OF FRONTIER POSTS AND OTHER MARKS INDICATING THE FRONTIER LINE BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT BUCHAREST, MAY 17TH, 1935.

*French official text communicated by the Roumanian Chargé d'Affaires to the League of Nations.
The registration of this Convention took place December 27th, 1936.*

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA
and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND,

Desirous, by common agreement, of settling between the Kingdom of Roumania and the Republic of Poland the question of the protection of frontier posts and other marks indicating the frontier line,

Have resolved to conclude a Convention for the purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Alexandre N. IAKOVAKI, Minister Plenipotentiary, Director of Frontiers at the Ministry of Foreign Affairs, and
Colonel Georges DRAGANESCO, Technical Delegate of the Roumanian Government ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

M. Miroslaw ARCISZEWSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Poland at Bucharest, and
M. Jan MEDYNSKI, Plenipotentiary Delegate of the Government of the Republic of Poland in charge of delimitation operations on the Polish-Roumanian frontier ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The frontier between the Kingdom of Roumania and the Republic of Poland shall be marked on the ground by cast-iron posts and by mounds, and also by iron plates fixed on bridges over the watercourses forming the frontier.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, November 27th, 1936.

La situation des points qui marquent ou indiquent la frontière, est celle établie dans les plans, conformément aux données techniques recueillies sur le terrain et consignées dans les documents de délimitation :

1. Au cas de bornage simple, la ligne frontière est matérialisée, en principe, par la ligne droite qui unit les centres des signes frontières consécutifs. Aux endroits où la frontière suit la médiane des fossés sinueux ou les limites des escarpements, elle est matérialisée par une ligne brisée.

Parmi les bornes frontières communes (bornage simple), les bornes principales sont munies des emblèmes des deux Etats, cependant que les bornes intermédiaires portent les lettres initiales majuscules de la Roumanie et de la Pologne, R et P.

2. Lorsque la frontière passe par des ravins d'une largeur plus prononcée, par des terrains marécageux ou inondables, par des fossés ou ruisseaux ou bien par des cours d'eau communs aux deux Etats, la ligne frontière est marquée par des bornes doubles placées l'une vis-à-vis de l'autre. Les bornes principales et les bornes intermédiaires placées sur ces fractions de frontière ne sont munies que de l'emblème ou de la lettre initiale de l'Etat sur le territoire duquel elles se trouvent.

3. Sur les fractions où le tracé de la frontière est formé par des fossés étroits ou par des ruisseaux frontières, les bornes sont placées alternativement sur le territoire de l'un et de l'autre Etat (bornage alternatif).

Vis-à-vis de chaque borne, sur le territoire de l'autre Etat se trouve situé un tertre frontière. Ces bornes sont munies des emblèmes ou des lettres identiques à ceux prévus pour le bornage double.

Article II.

En dehors de l'emblème ou de la lettre initiale de l'Etat respectif, chaque borne est munie d'un numéro d'ordre ainsi que du chiffre « 1927 », année où l'abornement de la frontière a commencé. Les bornes frontières principales portent en outre le numéro de la section.

Dans chacune des trois sections qui composent la frontière le numérotage est exécuté au moyen des numéros d'ordre, en commençant dans chaque section depuis la première jusqu'à la dernière borne.

La ligne frontière a été divisée en trois sections qui ont reçu les numérations de I à III, soit :

1. *La section I* comprend la partie de la frontière allant du point Stoh, lequel est en même temps le Triplex Confinium roumano-polono-tchécoslovaque, au point de jonction des rivières Ceremuşul Negru (Czeremosz Czarny) et Ceremuşul Alb (Czeremosz Bialy). La longueur de cette section est de 115.168 m.

2. *La section II* comprend la partie de la frontière comprise entre la fin de la première section et le point qui est commun aux limites du cadastre des villages polonais Horodnica, Zezawa et Pieczarna, de la commune roumaine Babin et de la médiane du Dniester (Nistrul). La longueur de cette section est de 119.065 m.

3. *La section III* comprend la partie de la frontière comprise entre la fin de la deuxième section et le confluent Zbrucz-Dniester (Nistrul). La longueur de cette section est de 112.370 m.

Article III.

Les deux Etats contractants s'engagent :

1. De protéger, réparer et rétablir les bornes frontières, les tertres et les plaques en fer, ainsi que tous les signes servant à indiquer la ligne frontière (point trigonométriques et point polygonaux).

The position of points marking or indicating the frontier is that established in the plans, in conformity with the technical data collected on the spot and recorded in the delimitation documents :

1. Where there is a single row of posts, the frontier line shall, as a general rule, be the straight line joining the centres of the consecutive boundary-marks. Where the frontier runs along the median line of winding ditches or the edge of a mountain slope, it shall take the form of a broken line.

Where there are common frontier posts (single row), the principal posts shall bear the emblems of the two States. Intermediate posts, however, shall bear the initial capital letters of the words Roumania and Poland, R and P.

2. Where the frontier passes through wider gullies, marshy land or land liable to flooding, or through ditches or streams, or through watercourses common to both States, the frontier line shall be indicated by a double row of frontier posts placed opposite one another. The principal and intermediate posts on such sectors of the frontier shall bear only the emblem or initial letter of the State on whose territory they are situated.

3. On sectors where the frontier line is constituted by narrow ditches or frontier streams, the frontier posts shall be placed alternately on the territory of the two States (alternating rows).

Opposite each post, on the territory of the other State, shall be placed a frontier mound. These mounds shall bear emblems or initial letters similar to those borne by the double rows of posts.

Article II.

In addition to the emblem or initial letter of the State concerned, each frontier post shall be provided with a serial number, and also with the figures " 1927 ", the year in which the marking of the frontier was begun. The principal frontier posts shall, in addition, bear the number of the section.

The frontier posts of each of the three sections comprising the frontier shall be marked with serial numbers beginning in each section with the first boundary-mark and ending with the last.

The frontier line has been divided into three sections numbered I to III, viz :

1. *Section I* comprises that part of the frontier running from the point Stoh — which marks at the same time the Triplex Confinium of Roumania, Poland and Czechoslovakia — to the junction of the rivers Ceremuşul Negru (Czeremosz Czarny) and Ceremuşul Alb (Czeremosz Bialy). The length of this section is 115,168 m.

2. *Section II* comprises that part of the frontier which runs from the end of the first section to the point common to the cadastral boundaries of the Polish villages Horodnica, Zezawa and Pieczarna, the Roumanian commune Babin, and the median line of the Dniester (Nistrul). The length of this section is 119,065 m.

3. *Section III* comprises that part of the frontier which runs from the end of the second section to the confluence of the Zbrucz and the Dniester (Nistrul). The length of this section is 112,370 m.

Article III.

The two contracting States undertake :

1. To protect, repair and replace the frontier posts, mounds and iron plates and all the marks which serve to indicate the frontier line (trigonometrical and polygonal points).

En ce qui concerne les signes frontières communs (bornage simple), le Royaume de Roumanie aura soin d'entretenir :

Dans la I^{re} section tous les signes frontières communs qui se trouvent dans le secteur compris entre la borne N^o 33 inclusivement et la borne N^o 57 exclusivement ;

Dans la II^e section tous les signes frontières communs qui se trouvent dans le secteur compris entre la borne N^o 40 inclusivement et la borne N^o 74 exclusivement et entre la borne N^o 102 inclusivement et la borne N^o 122 exclusivement.

La République de la Pologne aura soin d'entretenir :

Dans la I^{re} section tous les signes frontières communs qui se trouvent dans le secteur compris entre la borne N^o 1/1 inclusivement et la borne N^o 33 exclusivement ;

Dans la II^e section tous les signes frontières communs qui se trouvent dans le secteur compris entre la borne N^o 74 inclusivement et la borne N^o 102 exclusivement et entre la borne N^o 122 inclusivement et la borne N^o III/1 exclusivement.

Les signes frontières situés dans les fractions de frontière à double bornage ou à bornage alternatif, seront entretenus par l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvent.

2. De maintenir dans leur situation initiale les signes frontières et, autant que possible, les bords des cours d'eau indiquant la frontière.

On comprend par état initial l'état précisé dans les documents de délimitation.

3. De procéder tous les cinq ans à la peinture des bornes ; ou, au cas où l'état des bornes l'exigerait, de procéder à leur peinture dans un délai plus rapproché.

4. De maintenir l'état de visibilité de la frontière sur toute son étendue.

Dans ce but, sur les fractions de frontière à bornage simple, chacun des deux Etats contractants débroussillera sur son propre territoire le terrain le long de la frontière, sur une largeur de 2 mètres. Sur les fractions de frontière à bornage double, chacun des deux Etats contractants nettoiera, sur son propre territoire, une zone d'une largeur minima de 4 mètres le long de la ligne qui réunit les deux bornes jumelles en vue d'assurer la visibilité de l'une à l'autre de ces bornes.

Sur les fractions à bornage alternatif et à bornage double, chacun des deux Etats nettoiera sur son propre territoire le terrain autour de chaque borne dans un rayon de deux mètres.

5. De ne pas permettre dans une zone frontière dont la largeur est de 2 mètres des deux côtés de la ligne frontière, la culture de plantes qui amoindrissent la visibilité de la ligne frontière.

6. Les obstacles (palissades, bâtiments, etc.) existant dans la zone de deux mètres de chaque côté de la ligne frontière, doivent être enlevés dans un délai d'une année.

Article IV.

La reconstruction des signes frontières et de la ligne de frontière ne pourra se faire que sur la base des plans (esquisses) faisant partie des documents de délimitation.

Article V.

1. Le contrôle de l'état dans lequel se trouve le tracé de la frontière ainsi que le contrôle des signes frontières et de la zone débroussaillée le long de la ligne frontière de même que le contrôle des zones d'une largeur minima de 4 mètres le long des lignes qui unissent les bornes jumelles, aura lieu sur le terrain tous les cinq ans.

Le premier contrôle commencera au mois de juin 1936.

As regards common boundary-marks (single row), the Kingdom of Roumania shall be responsible for maintaining :

In the first section, all common boundary-marks which are situated in the sector between frontier posts Nos. 33 and 57, including No. 33 but not No. 57 ;

In the second section, all common boundary-marks which are situated in the sector between frontier posts Nos. 40 and 74, including No. 40 but not No. 74, and between frontier posts Nos. 102 and 122, including No. 102 but not No. 122.

The Republic of Poland shall be responsible for maintaining :

In the first section, all common boundary-marks which are situated in the sector between frontier posts Nos. I/I and 33, including No. I/I but not No. 33 ;

In the second section, all common boundary-marks which are situated in the sector between frontier posts No. 74 and 102, including No. 74 but not No. 102, and between frontier posts Nos. 122 and III/I, including No. 122 but not No. III/I.

Boundary-marks situated in such parts of the frontier as are provided with double or alternating rows of marks shall be maintained by the State on whose territory they are placed.

2. To maintain the boundary-marks in their original position and as far as possible to protect the banks of the watercourses marking the frontier.

"Original position" shall be interpreted to mean the position described in the delimitation documents.

3. To paint the frontier posts every five years, or at shorter intervals should their condition be such as to render this necessary.

4. To ensure that the frontier is clearly visible throughout its whole length.

For this purpose, where the frontier is marked with a single row of boundary-marks, each of the two contracting States shall clear a strip of land two metres wide along the frontier on its own territory. Where the frontier is marked with a double row of boundary-marks, each of the two contracting States shall clear a zone at least four metres wide on its own territory along the line connecting the twin boundary-marks with a view to ensuring that each mark is clearly visible from the other.

Where the frontier is marked with double and alternating rows of boundary-marks, each of the two contracting States shall clear the land round each boundary-mark on its own territory within a radius of two metres.

5. To prohibit the growing, in a frontier zone two metres wide on each side of the frontier line, of plants which would reduce the visibility of the said line.

6. Obstacles (fences, buildings, etc.) situated in the two-metre zone on each side of the frontier line must be removed within a period of one year.

Article IV.

Repairs to the boundary-marks and frontier line may only be carried out on the basis of the plans (sketches) included in the delimitation documents.

Article V.

1. The condition of the frontier line, as well as the boundary-marks and cleared zones along the frontier line and the zones at least four metres wide along the lines connecting the twin boundary-marks, shall be inspected on the ground every five years.

The first inspection shall begin in June 1936.

2. Le contrôle sera effectué par une commission mixte composée des délégués techniques des deux Etats ou de leurs adjoints, ainsi que des représentants des autorités administratives et des services de garde de la frontière respectifs.

La présidence de la commission mixte est assumée alternativement pour des périodes de cinq ans par les délégués techniques de chacun des deux Etats. Durant la première période de cinq ans, le délégué roumain remplira les fonctions présidentielles.

3. La commission mixte établit le genre et le nombre des travaux à exécuter et ayant trait à l'entretien de la ligne frontière, des signes frontières, des zones débroussaillées le long de la ligne frontière et des zones d'une largeur minima de 4 mètres le long des lignes qui unissent les bornes jumelles. La commission mixte entreprendra ces travaux immédiatement ou, au cas d'impossibilité, elle assurera leur exécution dans un délai strictement déterminé. Dès l'exécution de ces travaux, la commission procédera à leur vérification.

4. Au cas où, pour des raisons spéciales les signes frontières ne pourraient plus rester à leurs places antérieures, la commission mixte aura la faculté de déplacer ces signes et de les placer à d'autres endroits.

Au cours de sa première séance, la commission mixte élaborera son règlement et établira les instructions relatives à l'exécution de ces travaux.

Article VI.

En dehors du contrôle périodique prévu à l'article V et seulement dans des cas exceptionnels, quand plusieurs bornes ou signes consécutifs de frontière ont été déplacés ou complètement détruits, de sorte que le tracé de la ligne frontière deviendrait invisible, les délégués techniques après avis favorable de leurs gouvernements, procéderont à leur réinstallation immédiate.

Article VII.

Les résultats des contrôles locaux ainsi que les effets des travaux frontières exécutés par la commission mixte, doivent être consignés, chaque fois, dans un procès-verbal dressé en double original en français ou dans les deux langues respectives. L'un de ces procès-verbaux est destiné à la délégation roumaine, l'autre à la délégation polonaise.

Toutes les questions sur lesquelles les délégués techniques des deux gouvernements ne tomberaient pas d'accord, seront déferées aux gouvernements respectifs, en vue de leur résolution par la voie diplomatique.

Article VIII.

Tous les travaux se rapportant à la reconstruction des signes frontières (réinstallation), doivent être exécutés en commun, sans tenir compte du territoire sur lequel les signes se trouvent situés. Les frais de ces travaux seront supportés par l'Etat auquel incombe l'entretien des signes respectifs, ainsi que le prévoit l'article III, point 1 de la présente convention.

Article IX.

Au cas où les bornes ou les signes de frontière dont l'entretien incombe à l'un des Etats, auraient été détériorés ou détruits par un ressortissant de l'autre Etat, le premier des deux Etats aura droit à des dédommagements de la part du second Etat dont le ressortissant aura causé le dommage ou la destruction en question.

Les agents de la garde-frontière du premier des deux Etats ayant constaté que l'auteur du dommage est ressortissant du second Etat, porteront d'urgence le fait à la connaissance des organes de la garde-frontière de cet Etat.

Les organes de la garde de la frontière saisis du dommage causé sont obligés de procéder d'urgence et de commun accord avec les agents de l'autre Etat, chacun sur son territoire, à une enquête en

2. The inspection shall be made by a Mixed Commission consisting of technical delegates of the two States or their deputies, together with representatives of the administrative authorities and the respective frontier guard services.

The Mixed Commission shall be presided over alternately for periods of five years by the technical delegates of the two States. For the first period of five years, the Roumanian delegate shall act as Chairman.

3. The Mixed Commission shall determine the nature and the number of the works to be undertaken for the maintenance of the frontier line, boundary-marks, cleared zones along the frontier line and zones at least four metres wide along the lines connecting the twin boundary-marks. The Mixed Commission shall undertake these works immediately or, should this prove impossible, shall arrange for their execution within a strictly limited period. As soon as these works have been completed, the Commission shall proceed to inspect them.

4. If for special reasons the boundary-marks cannot be left in their former positions, the Mixed Commission may remove them and place them elsewhere.

During its first meeting, the Mixed Commission shall establish its rules of procedure and draw up instructions regarding the execution of these works.

Article VI.

In addition to the periodical inspection provided for in Article V, but in exceptional cases only, when several consecutive boundary-marks or signs have been displaced or completely destroyed, rendering the frontier line invisible, the technical delegates, after obtaining the approval of their Governments, shall proceed immediately to replace them.

Article VII.

The results of the inspection on the spot and an account of the frontier works executed by the Mixed Commission shall be recorded on each occasion in a *procès-verbal* drawn up in two original copies in French or in the languages of the two Contracting Parties. One of these *procès-verbaux* shall be for the Roumanian Delegation and the other for the Polish Delegation.

Any questions on which the technical delegates of the two Governments are unable to reach agreement shall be referred to the respective Governments with a view to their settlement through the diplomatic channel.

Article VIII.

All repairs to boundary-marks (replacement) shall be executed in common, irrespective of the territory on which they are situated. The cost shall be borne by the State responsible for the maintenance of the marks concerned, as provided for in Article III, No. 1, of the present Convention.

Article IX.

Where frontier posts or marks, the upkeep of which is incumbent upon one State, have been damaged or destroyed by a national of the other State, the former State shall be entitled to compensation from the second State, whose national was responsible for the said damage or destruction.

The frontier guard agents of the former State, having ascertained that the person who has caused the damage is a national of the second State, shall immediately bring the fact to the knowledge of the frontier guard authorities of that State.

When the frontier guard authorities have been informed of the damage, they shall be bound to proceed urgently, in agreement with the agents of the other State, each authority acting in

vue d'identifier l'auteur du dommage. Les résultats de l'enquête faite séparément par les organes compétents de chacun des deux États, seront consignés dans un procès-verbal.

Article X.

Les personnes mentionnées à l'article V, point 2, ainsi que le personnel auxiliaire et les ouvriers ont le droit de circuler librement d'un côté et de l'autre de la frontière et de la franchir pendant l'exécution des fonctions prévues dans la présente convention.

Les dispositions détaillées obligatoires relatives au passage de la frontière, seront élaborées par la commission mixte au cours de sa première séance, lesquelles dispositions entreront en vigueur lors de leur approbation par les gouvernements des États contractants.

Article XI.

La présente convention entrera en vigueur le jour où l'échange des ratifications aura eu lieu.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, en français, le 17 mai 1935.

(Signé) Alexandru N. IACOVAKY.

(Signé) Col. G. DRĂGĂNESCU.

(Signé) M. ARCISZEWSKI.

(Signé) Jan MEDYNSKI.

PROTOCOLE ANNEXE

En vue d'une interprétation plus précise des prévisions de l'article XI de la Convention signée à Bucarest le 17 mai 1935, les deux gouvernements signataires conviennent de donner à cet article la rédaction ci-dessous :

Article XI.

« La présente convention entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des instruments de ratification. »

BUCAREST, le 28 juin 1935.

(Signé) Alexandru N. IACOVAKY.

(Signé) M. ARCISZEWSKI.

Pour copie conforme :

p. le Ministre,
J. Grigorcea.

its own territory, to an enquiry for the purpose of identifying the person who has caused the damage. A report shall be drawn up indicating the results of the investigations made each on its own account by the competent organs of the two States.

Article X.

The persons mentioned in Article V, No. 2, as well as subsidiary personnel and workmen, shall be entitled to move about freely on either side of the frontier and to cross it when fulfilling the duties laid down in the present Convention.

Detailed compulsory regulations relating to the crossing of the frontier shall be drawn up by the Mixed Commission at its first meeting and shall come into force as soon as they have been approved by the Governments of the contracting States.

Article XI.

The present Convention shall come into force on the day on which the exchange of ratifications takes place.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Bucharest, in two copies in French, this 17th day of May, 1935.

(Signed) Alexandru N. IACOVAKY.

(Signed) Col. G. DRĂGĂNESCU.

(Signed) M. ARCISZEWSKI.

(Signed) Jan MEDYNSKI.

PROTOCOL-ANNEX.

With a view to defining more clearly the provisions of Article XI of the Convention signed at Bucharest on May 17th, 1935, the two signatory Governments agree that this Article shall read as follows :

Article XI.

“ The present Convention shall come into force on the thirtieth day following the exchange of the instruments of ratification. ”

BUCHAREST, *June 28th*, 1935.

(Signed) Alexandru N. IACOVAKY.

(Signed) M. ARCISZEWSKI.

N° 4029.

ALLEMAGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Echange de notes comportant un
accord relatif aux boutons de
nacre. Berlin, le 26 juin 1935.

GERMANY
AND CZECHOSLOVAKIA

Exchange of Notes constituting an
Agreement regarding Mother-
of-Pearl Buttons. Berlin, June
26th, 1935.

Nr. 4029. — NOTENWECHSEL¹ N^o 4029. — ¹ VÝMĚNA NOT MEZI ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EIN ABKOMMEN ÜBER PERLMUTTERKNÖPFE. BERLIN, DEN 26. JUNI 1935. ČESKOSLOVENSKOU A NĚMECKOU VLÁDOU O UJEDNÁNÍ O PERLETŮVÝCH KNOFLÍKÁCH. V BERLÍNĚ DNE 26. ČERVNA 1935.

Textes officiels allemand et tchécoslovaque communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 30 décembre 1936.

German and Czechoslovak official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place December 30th, 1936.

I.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

VYSLANECTVÍ REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ.

V BERLÍNĚ dne 26. června 1935.

PANE STÁTNÍ TAJEMNÍKU,

mám čest Vám potvrditi, že mezi republikou Československou a říší Německou bylo dosaženo shody o tomto :

I.

Ujednání o perletových knoflíkách, sjednané výměnou not ze dne 21. prosince 1933 a vypovězené ke 30. červnu 1935, zůstává dále v platnosti po 30. červnu 1935, avšak bod 2 výměny not se mění takto :

Německá vláda povoluje na knoflíky zcela z perleti (s výjimkou oněch ze skořápek hlemýždě trokasového) z čís. 606 německého celního sazebníku, ve množství 63 q za kalendářní čtvrtletí, za cenového zajištění obsaženého v bodu 1 průmyslové úmluvy, celní sazbu 700 říšských marek za 1 q. V jednotlivých kalendářních čtvrtletích nevyužitá část kontingentu mohou být využity v následujících kalendářních čtvrtletích a to až do konce kalendářního roku.

Za účelem dosažení snížené celní sazby 700 ř. marek musí předložit strana při odbavování každé zásilky do volného oběhu v německém celním území německým celním úřadem potvrzené kontingentní osvědčení, vydané československým místem,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Praha, le 23 octobre 1936.

¹ The Exchange of ratifications took place at Prague, October 23rd, 1936.

z něhož jest patrné, že zásilka spadá do celního kontingentu. Obě vlády se dohodnou jak o německém celním úřadu, tak o československém místu, které bude vydávati kontingentní osvědčení, a o postupu, který bude při tom zachováván.

Čtvrtletní celní kontingent 63 q byl vypočten na základě množství dovezeného podle německé statistiky za kalendářní rok 1927.

II.

Tato výměna not bude ratifikována. Nabude platnosti patnáctého dne po výměně ratifikací, jež bude provedena v Praze. Smluvní vlády uvedou však tuto výměnu not v prozatímní platnost před výměnou ratifikačních listin dnem 1. července 1935.

Používám také této příležitosti, abych Vám, pane státní tajemníku, opakoval ujištění své hluboké úcty.

JUDr. MASTNÝ.

Jeho Excellenci
panu B. W. von Bülow,
státnímu tajemníkovi zahraničního úřadu
v Berlíně.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.

BERLIN, den 26. Juni 1935.

HERR GESANDTER,

Ich beehre mich, Ihnen zu bestätigen, dass zwischen dem Deutschen Reich und der Tschechoslowakischen Republik Einverständnis über folgendes erzielt worden ist :

I.

Die durch Notenwechsel vom 21. Dezember 1933 getroffene und zum 30. Juni 1935 gekündigte Vereinbarung über Perlmutterknöpfe bleibt auch nach dem 30. Juni 1935 weiter in Geltung, jedoch erhält Ziffer 2 des Notenwechsels folgende Fassung :

Die Deutsche Regierung gewährt für Knöpfe ganz aus Perlmutter (mit Ausnahme solcher aus der Schale der Trokasschnecke) — aus Nr. 606 des deutschen Zolltarifs — in einer Menge von 63 Doppelzentnern im Kalendervierteljahr gegen die in der Industrievereinbarung zu Ziffer 1 enthaltene Preissicherung einen Zollsatz von 700 Reichsmark für den Doppelzentner. In den einzelnen Kalendervierteljahren nicht ausgenutzte Teilmengen dürfen in den folgenden Kalendervierteljahren bis zum Ende des Kalenderjahres ausgenutzt werden.

Um den ermässigten Zollsatz von 700 RM zu geniessen, müssen die Einbringer bei der Abfertigung jeder Sendung zum freien Verkehr des deutschen Zollgebiets die von einer deutschen Zollstelle bestätigte Kontingentsbescheinigung einer tschechoslowakischen Stelle beibringen, aus der sich ergibt, dass die Sendung unter das

Zollkontingent fällt. Die beiden Regierungen werden sich über die deutsche Zollstelle sowie über die tschechoslowakische Stelle, die die Kontingentsbescheinigungen erteilt, und über das zu beobachtende Verfahren verständigen.

Das vierteljährliche Zollkontingent von 63 Doppelzentnern ist auf Grund der Einfuhrmengen nach der deutschen Statistik für das Kalenderjahr 1927 errechnet worden.

II.

Dieser Notenwechsel soll ratifiziert werden. Er tritt am fünfzehnten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der in Prag erfolgen soll, in Kraft. Die vertragschliessenden Regierungen werden jedoch den Notenwechsel vor Austausch der Ratifikationsurkunden mit Wirkung vom 1. Juli 1935 ab vorläufig anwenden.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Gesandter, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

VON BÜLOW.

An
den Tschechoslowakischen Gesandten
Herrn Dr. jur. Mastný
Berlin.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 19 décembre 1936.

Dr Jaroslav Papoušek,
Directeur des Archives.

¹ TRADUCTION.

N^o 4029. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET TCHÉCOSLOVAQUE COMPORTANT UN ACCORD RELATIF AUX BOUTONS DE NACRE. BERLIN, LE 26 JUIN 1935.

I.

LÉGATION
DE LA
RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

BERLIN, le 26 juin 1935.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'entre la République tchécoslovaque et le Reich allemand il a été convenu ce qui suit :

I.

L'Accord relatif aux boutons de nacre, conclu par l'échange de notes du 21 décembre 1933 et dénoncé pour le 30 juin 1935, continuera à être en vigueur après ladite date, étant entendu toutefois que le point 2 sera remplacé par le texte suivant :

Le Gouvernement allemand accorde pour les boutons entièrement en nacre (à l'exception de ceux qui sont faits avec des coquilles de troques) — ex N^o 606 du tarif douanier allemand — l'application d'un droit de douane de 700 Reichsmark par quintal, pour une quantité de 63 quintaux par trimestre de l'année civile, moyennant la garantie de

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4029. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND CZECHOSLOVAK GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING MOTHER-OF-PEARL BUTTONS. BERLIN, JUNE 26TH, 1935.

I.

LEGATION
OF THE
CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

BERLIN, June 26th, 1935.

SIR,

I have the honour to confirm the conclusion between the Czechoslovak Republic and the German Reich of the following Agreement :

I.

The Agreement concerning mother-of-pearl buttons, concluded by the Exchange of Notes dated December 21st, 1933, and denounced as from June 30th, 1935, shall remain in force after the said date, subject, however, to No. 2 being replaced by the following text :

The German Government shall apply to buttons consisting entirely of mother-of-pearl (not including buttons made from trochus shells) — ex No. 606 of the German Customs Tariff — a Customs duty of 700 Reichsmarks per quintal on quantities of 63 quintals per calendar quarter, subject to the price guarantee referred to in No. 1 of the Industrial

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

prix prévue au point 1 de l'Accord industriel. Les parties du contingent non utilisées dans un trimestre donné peuvent être utilisées dans les trimestres suivants jusqu'à la fin de l'année civile.

Pour bénéficier du taux réduit de 700 Reichsmark les importateurs devront produire, lors de l'expédition en douane de chaque envoi introduit en libre trafic dans le territoire douanier allemand, un certificat de contingent délivré par une autorité tchécoslovaque et certifié par un bureau de douane allemand, attestant que l'envoi rentre dans le contingent douanier. Les deux gouvernements s'entendront au sujet du bureau de douane allemand et de l'autorité tchécoslovaque qui délivrera les certificats de contingent, ainsi qu'au sujet de la procédure à suivre en la matière.

Le contingent douanier trimestriel de 63 quintaux a été calculé sur la base des quantités importées, d'après les statistiques allemandes, pendant l'année civile 1927.

II.

Le présent échange de notes sera ratifié. Il entrera en vigueur 15 jours après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Prague. Les Gouvernements contractants mettront toutefois le présent échange de notes en application provisoire, avant l'échange des instruments de ratification, à partir du 1^{er} juillet 1935.

Je saisis cette occasion, etc.

MASTNÝ, *Docteur en droit.*

Son Excellence
Monsieur B. W. von Bülow,
Secrétaire d'Etat
aux Affaires étrangères,
Berlin.

Agreement. Parts of the quota not used in any particular quarter may be used in subsequent quarters up to the end of the calendar year.

To be entitled to the reduced rate of 700 Reichsmarks importers must, when clearing consignments for free circulation in German Customs territory, produce a quota certificate issued by a Czechoslovak authority and certified by a German Customs office proving that the consignment comes under the Customs quota. The two Governments shall agree on the German Customs office and the Czechoslovak authority which will issue the quota certificate, and also on the procedure to be adopted on the subject.

The quarterly Customs quota of 63 quintals has been calculated on the basis of the quantities imported, according to German statistics, in the calendar year 1927.

II.

The present Exchange of Notes shall be ratified. It shall come into force fifteen days after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Prague. The contracting Governments shall, nevertheless, give the present Exchange of Notes provisional effect, before the exchange of the instruments of ratification, as from July 1st, 1935.

I have the honour to be, etc.

MASTNÝ, *Doctor of Laws*

His Excellency Monsieur B. W. von Bülow,
Secretary of State for Foreign Affairs,
Berlin.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BERLIN, le 26 juin 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'entre le Reich allemand et la République tchécoslovaque il a été convenu ce qui suit :

I.

L'Accord relatif aux boutons de nacre, conclu par l'échange de notes du 21 décembre 1933 et dénoncé pour le 30 juin 1935, continuera à être en vigueur après ladite date, étant entendu toutefois que le point 2 sera remplacé par le texte suivant :

Le Gouvernement allemand accorde pour les boutons entièrement en nacre (à l'exception de ceux qui sont faits avec des coquilles de troques) — ex N° 606 du tarif douanier allemand — l'application d'un droit de douane de 700 Reichsmark par quintal, pour une quantité de 63 quintaux par trimestre de l'année civile, moyennant la garantie de prix prévue au point 1 de l'Accord industriel. Les parties du contingent non utilisées dans un trimestre donné peuvent être utilisées dans les trimestres suivants jusqu'à la fin de l'année civile.

Pour bénéficier du taux réduit de 700 Reichsmark, les importateurs devront produire, lors de l'expédition en douane de chaque envoi introduit en libre trafic dans le territoire douanier allemand, un certificat de contingent délivré par une autorité tchécoslovaque et certifié par un bureau de douane allemand, attestant que l'envoi rentre dans le contingent douanier. Les deux gouvernements s'entendront au sujet du bureau de douane allemand et de l'autorité tchécoslovaque qui délivrera les certificats de contingent, ainsi qu'au sujet de la procédure à suivre en la matière.

Le contingent douanier trimestriel de 63 quintaux a été calculé sur la base

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

BERLIN, June 26th, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to confirm the conclusion between the German Reich and the Czechoslovak Republic of the following Agreement :

I.

The Agreement concerning mother-of-pearl buttons, concluded by the Exchange of Notes dated December 21st, 1933, and denounced as from June 30th, 1935, shall remain in force after the said date, subject, however, to No. 2 being replaced by the following text :

The German Government shall apply to buttons consisting entirely of mother-of-pearl (not including buttons made from trochus shells) — ex No. 606 of the German Customs Tariff — a Customs duty of 700 Reichsmarks per quintal on quantities of 63 quintals per calendar quarter, subject to the price guarantee referred to in No. 1 of the Industrial Agreement. Parts of the quota not used in any particular quarter may be used in subsequent quarters up to the end of the calendar year.

To be entitled to the reduced rate of 700 Reichsmarks importers must, when clearing consignments for free circulation in German Customs territory, produce a quota certificate issued by a Czechoslovak authority and certified by a German Customs office proving that the consignment comes under the Customs quota. The two Governments shall agree on the German Customs office and the Czechoslovak authority which will issue the quota certificate, and also on the procedure to be adopted on the subject.

The quarterly Customs quota of 63 quintals has been calculated on the basis

des quantités importées d'après les statistiques allemandes pendant l'année civile 1927.

II.

Le présent échange de notes sera ratifié. Il entrera en vigueur 15 jours après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Prague. Les Gouvernements contractants mettront toutefois le présent échange de notes en application provisoire avant l'échange des instruments de ratification à partir du 1^{er} juillet 1935.

Je saisis cette occasion, etc.

VON BÜLOW.

Monsieur Mastný, Docteur en droit,
Ministre de Tchécoslovaquie,
Berlin.

of the quantities imported, according to German statistics, in the calendar year 1927.

II.

The present Exchange of Notes shall be ratified. It shall come into force fifteen days after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Prague. The contracting Governments shall, nevertheless, give the present Exchange of Notes provisional effect, before the exchange of the instruments of ratification, as from July 1st, 1935.

I have the honour to be, etc.

VON BÜLOW.

Monsieur Mastný, Doctor of Laws,
Czechoslovak Minister,
Berlin.

N° 4030.

BULGARIE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats d'origine. Sofia, le 7 décembre 1936.

BULGARIA AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Recognition of Certificates of Origin. Sofia, December 7th, 1936.

N^o 4030. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BULGARE ET SUÉDOIS, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS D'ORIGINE. SOFIA, LE 7 DÉCEMBRE 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 1^{er} janvier 1937.

I.

LÉGATION DE SUÈDE.

N^o 21.

SOFIA, le 7 décembre 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de proposer au Gouvernement royal de Bulgarie la conclusion d'un arrangement concernant la reconnaissance réciproque, sur les bases suivantes, des certificats d'origine.

Les certificats d'origine qui accompagnent les marchandises bulgares destinées à la Suède seront, s'ils sont délivrés par un bureau de douane bulgare ou une chambre de commerce bulgare reconnue par l'État, acceptés par les autorités douanières en Suède sans qu'il soit nécessaire de les faire légaliser par une autorité suédoise, consulaire ou autre.

Il en sera de même pour les certificats d'origine qui accompagnent les marchandises suédoises destinées à la Bulgarie. En conséquence, ces certificats seront, s'ils sont délivrés par un bureau de douane suédois ou une chambre de commerce suédoise reconnue par l'État, acceptés par les autorités douanières en Bulgarie sans qu'il soit nécessaire de les faire légaliser par une autorité bulgare, consulaire ou autre.

Les certificats d'origine devront être libellés en langue française ou allemande ou bien contenir, en un texte parallèle, qui en fasse partie intégrante, la traduction dans l'une de ces langues.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1937.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4030. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE BULGARIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF CERTIFICATES OF ORIGIN. SOFIA, DECEMBER 7TH, 1936.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 1st, 1937.

I.

SWEDISH LEGATION.

No. 21.

SOFIA, December 7th, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

Acting on instructions from my Government, I have the honour to propose to the Royal Bulgarian Government the conclusion of an Agreement concerning the reciprocal recognition of certificates of origin, on the following bases.

Certificates of origin accompanying Bulgarian goods intended for Sweden shall, if issued by a Bulgarian Customs office or a Bulgarian Chamber of Commerce recognised by the State, be accepted by the Customs authorities in Sweden, without its being necessary to have them legalised by a Swedish consular or other authority.

The same shall apply to certificates of origin accompanying Swedish goods intended for Bulgaria. In consequence, such certificates shall, if issued by a Swedish Customs office or a Swedish Chamber of Commerce recognised by the State, be accepted by the Customs authorities in Bulgaria, without its being necessary to have them legalised by a Bulgarian consular or other authority.

Certificates of origin shall be drawn up in French or German or shall contain, in a parallel text forming an integral part of the certificate, a translation into one of those languages.

The present Agreement shall come into force on January 1st, 1937.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force January 1st, 1937.

Si le Gouvernement royal de Bulgarie donne son adhésion à la présente proposition, je vous serais obligé de vouloir bien m'en informer, et les lettres ainsi échangées consacreront l'accord intervenu.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) P. DE REUTERSWÄRD.

Son Excellence Monsieur G. Kiosseivanov,
Président du Conseil des ministres,
Ministre des Affaires étrangères et des Cultes,
etc., etc., etc.,
Sofia.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 23 décembre 1936.

Le Chef des Archives p. i.,
Einar Hedin.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DES CULTES.

N° 27704-36-II.

SOFIA, le 7. XII. 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de confirmer la réception de votre lettre du 7 courant sub N° 21, par laquelle vous avez bien voulu me transmettre la proposition du Gouvernement de Suède touchant la conclusion d'un arrangement pour la suppression, en base de réciprocité, des visas consulaires sur les certificats d'origine.

Je vous informe par la présente que le Gouvernement royal de Bulgarie donne son adhésion à ladite proposition sur base des conditions suivantes :

Les certificats d'origine qui accompagnent les marchandises suédoises destinées à la Bulgarie seront, s'ils sont délivrés par un bureau de douane suédois ou une chambre de commerce suédoise reconnue par l'État, acceptés par les autorités douanières en Bulgarie sans qu'il soit nécessaire de les faire légaliser par une autorité bulgare, consulaire ou autre.

Il en sera de même pour les certificats d'origine qui accompagnent les marchandises bulgares destinées à la Suède. En conséquence, ces certificats seront, s'ils sont délivrés par un bureau de douane ou une chambre de commerce et d'industrie bulgare reconnue par l'État, acceptés par les autorités douanières en Suède, sans qu'il soit nécessaire de les faire légaliser par une autorité suédoise, consulaire ou autre.

Les certificats d'origine devront être libellés en langue française ou allemande ou bien contenir, en un texte parallèle, qui en fasse partie intégrante, la traduction dans l'une de ces langues.

Should the Royal Bulgarian Government accept the present proposal, I shall be grateful if you will be so good as to inform me accordingly, and the letters thus exchanged will serve to place on record the Agreement thus concluded.

I have the honour to be, etc.

(Signed) P. DE REUTERSWÄRD.

His Excellency Monsieur G. Kiosséivanov,
President of the Council of Ministers,
Minister for Foreign Affairs and Public Worship,
etc., etc., etc.,
Sofia.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS AND PUBLIC WORSHIP.

No. 27704-36-II.

SOFIA, December 7th, 1936.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of December 7th, 1936, Ref. No. 21, by which you were good enough to transmit to me the Swedish Government's proposal concerning the conclusion of an Agreement for the abolition, on a basis of reciprocity, of consular visas for certificates of origin.

I have the honour to inform you that the Royal Bulgarian Government accepts the said proposal, on the basis of the following conditions :

Certificates of origin accompanying Swedish goods intended for Bulgaria shall, if issued by a Swedish Customs office or a Swedish Chamber of Commerce recognised by the State, be accepted by the Customs authorities in Bulgaria, without its being necessary to have them legalised by a Bulgarian consular or other authority.

The same shall apply to certificates of origin accompanying Bulgarian goods intended for Sweden. In consequence, such certificates shall, if issued by a Bulgarian Customs office or a Bulgarian Chamber of Commerce and Industry recognised by the State, be accepted by the Customs authorities in Sweden, without its being necessary to have them legalised by a Swedish consular or other authority.

Certificates of origin shall be drawn up in French or German or shall contain, in a parallel text forming an integral part of the certificate, a translation into one of those languages.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1937.

Je dois porter à votre connaissance qu'il existe en Bulgarie cinq chambres de commerce et d'industrie reconnues par l'Etat avec sièges à : Sofia, Plovdiv, Varna, Bourgas et Roustchouk.

Vous voudrez bien me faire connaître aussi le nombre des chambres de commerce existant en Suède et reconnues par l'Etat, ainsi que leur siège.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères et des Cultes,
(Signé) KIOSSÉIVANOV.*

Son Excellence
Monsieur P. de Reuterswård,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire de Suède,
en ville.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 23 décembre 1936.

*Le Chef des Archives p. i.,
Einar Hedin.*

The present Agreement shall come into force on January 1st, 1937.

I should inform you that there are in Bulgaria five Chambers of Commerce and Industry recognised by the State, with head offices at : Sofia, Plovdiv, Varna, Burgas and Rustchuk.

I should be grateful if you would communicate to me also the number of Chambers of Commerce in Sweden recognised by the State, together with their head offices.

I have the honour to be, etc.

(Signed) KIOSSÉIVANOV,
President of the Council,
Minister for Foreign Affairs and Public Worship.

His Excellency
Monsieur P. de Reuterswärd,
Swedish Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Sofia.

N° 4031.

ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD
ET ÉGYPTE

Traité d'alliance, signé à Londres, le
26 août 1936, avec note acceptée
de la même date, et notes y rela-
tives, Londres, le 26 août 1936,
et Ramleh et Alexandrie, le 12
août 1936.

UNITED KINGDOM
OF GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND EGYPT

Treaty of Alliance, signed at London,
August 26th, 1936, with Agreed
Minute of the same Date, and
Notes relating thereto, London,
August 26th, 1936, and Ramleh
and Alexandria, August 12th, 1936.

No. 4031. — TREATY¹ OF ALLIANCE BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND EGYPT. SIGNED AT LONDON, AUGUST 26TH, 1936.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Treaty took place January 6th, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT ;

Being anxious to consolidate the friendship and the relations of good understanding between them and to co-operate in the execution of their international obligations in preserving the peace of the world ;

And considering that these objects will best be achieved by the conclusion of a treaty of friendship and alliance, which in their common interest will provide for effective co-operation in preserving peace and ensuring the defence of their respective territories, and shall govern their mutual relations in the future ;

Have agreed to conclude a Treaty for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA (HEREINAFTER REFERRED TO AS HIS MAJESTY THE KING AND EMPEROR) :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

The Rt. Hon. Anthony EDEN, M.C., M.P., His Principal Secretary of State for Foreign Affairs.

The Rt. Hon. James Ramsay MACDONALD, M.P., Lord President of the Council.

The Rt. Hon. Sir John SIMON, G.C.S.I., K.C.V.O., O.B.E., K.C., M.P., His Principal Secretary of State for the Home Department.

The Rt. Hon. Viscount HALIFAX, K.G., G.C.S.I., G.C.I.E., Lord Privy Seal.

Sir Miles Wedderburn LAMPSON, K.C.M.G., C.B., M.V.O., His High Commissioner for Egypt and the Sudan.

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT :

Moustapha EL-NAHAS Pacha, President of the Council of Ministers.

Dr. Ahmed MAHER, President of the Chamber of Deputies.

Mohamed MAHMOUD Pacha, former President of the Council of Ministers.

Ismail SEDKY Pacha, former President of the Council of Ministers.

Abdel Fattah YÉHIA Pacha, former President of the Council of Ministers.

Wacyf Boutros GHALI Pacha, Minister of Foreign Affairs.

Osman MOHARRAM Pacha, Minister of Public Works.

¹ The exchange of ratifications took place at Cairo, December 22nd, 1936.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4031. — TRAITÉ² D'ALLIANCE ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET L'ÉGYPTE. SIGNÉ A LONDRES, LE 26 AOUT 1936.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 6 janvier 1937.

SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE et SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES,

Soucieux de consolider l'amitié et les relations de bonne entente entre eux et de coopérer dans l'exécution de leurs obligations internationales en vue de la conservation de la paix du monde,

Et considérant que le meilleur moyen d'arriver à ces fins serait la conclusion d'un traité d'amitié et d'alliance, qui, dans leur intérêt commun, faciliterait une coopération efficace dans la conservation de la paix et la défense de leurs territoires respectifs, et réglerait pour l'avenir leurs relations mutuelles,

Sont convenus de conclure un traité à ces fins et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE :

- S. E. Moustapha EL-NAHAS Pacha, président du Conseil des ministres.
- S. E. D^r Ahmed MAHER, président de la Chambre des députés.
- S. E. Mohamed MAHMOUD Pacha, ancien président du Conseil.
- S. E. Ismail SEDKY Pacha, ancien président du Conseil.
- S. E. Abdel Fattah YÉHIA Pacha, ancien président du Conseil.
- S. E. Wacyf Boutros GHALI Pacha, ministre des Affaires étrangères.
- S. E. Osman MOHARRAM Pacha, ministre des Travaux publics.
- S. E. Makram EBEID Pacha, ministre des Finances.
- S. E. Mahmoud Fahmy EL-NOKRACHI Pacha, ministre des Communications.
- S. E. Ahmed Hamdi Seif EL-NASR Pacha, ministre de l'Agriculture.
- S. E. Aly EL-CHAMSI Pacha, ancien ministre.
- S. E. Mohamed Helmi ISSA Pacha, ancien ministre.
- S. E. Hafez AFIFI Pacha, ancien ministre.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES (ci-après désigné par « SA MAJESTÉ LE ROI ET EMPEREUR »),

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Le Rt. Hon. Anthony EDEN, M.C., M.P., premier secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères.

¹ Traduction du Gouvernement égyptien.

¹ Translation of the Egyptian Government.

² L'échange des ratifications a eu lieu au Caire, le 22 décembre 1936.

Makram EBEID Pacha, Minister of Finance.
Mahmoud Fahmy EL-NOKRACHI Pacha, Minister of Communications.
Ahmed Hamdi Seif EL NASR Pacha, Minister of Agriculture.
Aly EL CHAMSI Pacha, former Minister.
Mohamed Helmi ISSA Pacha, former Minister.
Hafez AFIFI Pacha, former Minister.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The military occupation of Egypt by the forces of His Majesty The King and Emperor is terminated.

Article 2.

His Majesty The King and Emperor will henceforth be represented at the Court of His Majesty the King of Egypt and His Majesty the King of Egypt will be represented at the Court of St. James's by Ambassadors duly accredited.

Article 3.

Egypt intends to apply for membership to the League of Nations. His Majesty's Government in the United Kingdom, recognising Egypt as a sovereign independent State, will support any request for admission which the Egyptian Government may present in the conditions prescribed by Article 1 of the Covenant.

Article 4.

An alliance is established between the High Contracting Parties with a view to consolidating their friendship, their cordial understanding and their good relations.

Article 5.

Each of the High Contracting Parties undertakes not to adopt in relation to foreign countries an attitude which is inconsistent with the alliance, nor to conclude political treaties inconsistent with the provisions of the present Treaty.

Article 6.

Should any dispute with a third State produce a situation which involves a risk of a rupture with that State, the High Contracting Parties will consult each other with a view to the settlement of the said dispute by peaceful means, in accordance with the provisions of the Covenant of the League of Nations and of any other international obligations which may be applicable to the case.

Article 7.

Should, notwithstanding the provisions of Article 6 above, either of the High Contracting Parties become engaged in war, the other High Contracting Party will, subject always to the provisions of Article 10 below, immediately come to his aid in the capacity of an ally.

The aid of His Majesty the King of Egypt in the event of war, imminent menace of war or apprehended international emergency will consist in furnishing to His Majesty The King and Emperor on Egyptian territory, in accordance with the Egyptian system of administration and legislation, all the facilities and assistance in his power, including the use of his ports, aerodromes and means of communication. It will accordingly be for the Egyptian Government to take all

Le Rt. Hon. James Ramsay MACDONALD, M.P., lord président du Conseil.
Le Rt. Hon. Sir John SIMON, G.C.S.I., K.C.V.O., O.B.E., K.C., M.P., premier secrétaire d'Etat pour le Ministère de l'Intérieur.
Le Rt. Hon. Vicomte HALIFAX, K.G., G.C.S.I., G.C.I.E., lord du Sceau privé.
Sir Miles Wedderburn LAMPSON, K.C.M.G., C.B., M.V.O., haut commissaire de Sa Majesté pour l'Egypte et le Soudan ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'occupation militaire de l'Egypte par les forces de Sa Majesté le Roi et Empereur a pris fin.

Article 2.

Sa Majesté le Roi et Empereur sera désormais représenté à la Cour de Sa Majesté le Roi d'Egypte et Sa Majesté le Roi d'Egypte à la Cour de Saint-James par des ambassadeurs dûment accrédités.

Article 3.

L'Egypte se propose de présenter une demande d'admission à la Société des Nations. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, reconnaissant l'Egypte comme un Etat souverain et indépendant, appuiera toute demande d'admission que le Gouvernement égyptien présentera dans les conditions prescrites par l'article premier du Covenant.

Article 4.

Il est établi entre les Hautes Parties contractantes une alliance en vue de consolider leur amitié, leur cordiale entente et leurs bonnes relations.

Article 5.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à ne pas adopter à l'égard des pays étrangers une attitude incompatible avec l'alliance et à ne pas conclure de traités politiques incompatibles avec les dispositions du présent traité.

Article 6.

Au cas où un conflit avec un autre Etat amènerait une situation comportant le risque d'une rupture avec ledit Etat, les Hautes Parties contractantes se consulteront en vue de régler le conflit par les moyens pacifiques, conformément aux dispositions du Pacte de la Société des Nations et à toutes autres obligations internationales qui seraient applicables en l'espèce.

e

Article 7.

Si, nonobstant les dispositions de l'article 6 ci-dessus, une des Hautes Parties contractantes se trouvait engagée dans une guerre, l'autre Partie contractante, sous réserve toujours des dispositions de l'article 10 ci-dessous, lui viendra immédiatement en aide dans la capacité d'alliée.

L'aide de Sa Majesté le Roi d'Egypte, en cas de guerre, de menace imminente de guerre ou de nécessité urgente internationale, consistera à fournir à Sa Majesté le Roi et Empereur, en territoire égyptien, en conformité du système administratif et de l'organisation législative égyptienne, toutes facilités et assistances en son pouvoir, y compris l'usage de ses ports, aérodromes et moyens de communication. En conséquence, il appartient au Gouvernement égyptien de prendre toutes

the administrative and legislative measures, including the establishment of martial law and an effective censorship, necessary to render these facilities and assistance effective.

Article 8.

In view of the fact that the Suez Canal, whilst being an integral part of Egypt, is a universal means of communication as also an essential means of communication between the different parts of the British Empire, His Majesty the King of Egypt, until such time as the High Contracting Parties agree that the Egyptian Army is in a position to ensure by its own resources the liberty and entire security of navigation of the Canal, authorises His Majesty The King and Emperor to station forces in Egyptian territory in the vicinity of the Canal, in the zone specified in the Annex to this Article, with a view to ensuring in co-operation with the Egyptian forces the defence of the Canal. The detailed arrangements for the carrying into effect of this Article are contained in the Annex hereto. The presence of these forces shall not constitute in any manner an occupation and will in no way prejudice the sovereign rights of Egypt.

It is understood that at the end of the period of twenty years specified in Article 16 the question whether the presence of British forces is no longer necessary owing to the fact that the Egyptian Army is in a position to ensure by its own resources the liberty and entire security of navigation of the Canal may, if the High Contracting Parties do not agree thereon, be submitted to the Council of the League of Nations for decision in accordance with the provisions of the Covenant in force at the time of signature of the present Treaty or to such other person or body of persons for decision in accordance with such other procedure as the High Contracting Parties may agree.

Annex to Article 8.

1. Without prejudice to the provisions of Article 7, the numbers of the forces of His Majesty The King and Emperor to be maintained in the vicinity of the Canal shall not exceed, of the land forces, 10,000, and of the air forces, 400 pilots, together with the necessary ancillary personnel for administrative and technical duties. These numbers do not include civilian personnel, *e.g.*, clerks, artisans and labourers.

2. The British forces to be maintained in the vicinity of the Canal will be distributed (*a*) as regards the land forces, in Moascar and the Geneifa area on the south-west side of the Great Bitter Lake, and (*b*) as regards the air forces, within 5 miles of the Port Said-Suez railway from Kantara in the north, to the junction of the railway Suez-Cairo and Suez-Ismailia in the south, together with an extension along the Ismailia-Cairo railway to include the Royal Air Force Station at Abu Sueir and its satellite landing grounds; together with areas suitable for air firing and bombing ranges, which may have to be placed east of the Canal.

3. In the localities specified above there shall be provided for the British land and air forces of the numbers specified in paragraph 1 above, including 4,000 civilian personnel (but less 2,000 of the land forces, 700 of the air forces and 450 civilian personnel for whom accommodation already exists), the necessary lands and durable barrack and technical accommodation, including an emergency water supply. The lands, accommodation and water supply shall be suitable according to modern standards. In addition, amenities such as are reasonable, having regard to the character of these localities, will be provided by the planting of trees and the provision of gardens, playing fields, &c., for the troops, and a site for the erection of a convalescent camp on the Mediterranean coast.

4. The Egyptian Government will make available the lands and construct the accommodation, water supplies, amenities and convalescent camp, referred to in the preceding paragraph as being necessary over and above the accommodation already existing in these localities, at its own expense, but His Majesty's Government in the United Kingdom will contribute (1) the actual sum spent by the Egyptian Government before 1914 on the construction of new barracks as alternative accommodation to the Kasr-el-Nil Barracks in Cairo and (2) the cost of one-fourth of the barrack and technical accommodation for the land forces. The first of these sums shall be paid at the time specified in paragraph 8 below for the withdrawal of the British forces from Cairo and the second at the time for the withdrawal of the British forces from Alexandria under paragraph 18 below. The Egyptian Government may charge a fair rental for the residential accommodation provided for the civilian personnel. The amount of the rent will be agreed between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Egyptian Government.

les mesures administratives et législatives nécessaires, y compris l'établissement de la loi martiale et d'une censure effective, pour rendre efficaces cette aide et ces facilités.

Article 8.

Vu que le canal de Suez, partie intégrante de l'Égypte, est une voie mondiale de communication en même temps qu'un moyen essentiel de communication entre les différentes parties de l'Empire britannique, Sa Majesté le Roi d'Égypte, en attendant que les Hautes Parties contractantes conviennent que l'armée égyptienne se trouve en état d'assurer par ses propres moyens la liberté et l'entière sécurité de navigation du canal, autorise Sa Majesté le Roi et Empereur à installer des forces en territoire égyptien, dans le voisinage du canal, dans la zone spécifiée dans l'annexe du présent article, pour assurer la défense du canal en coopération avec les troupes égyptiennes. Les détails des arrangements pour l'application du présent article sont contenus dans l'annexe. La présence de ces forces n'aura aucun caractère d'occupation et ne portera, en aucune façon, atteinte aux droits de souveraineté de l'Égypte.

Il reste entendu qu'à la fin de la période de vingt ans spécifiée à l'article 16, la question de savoir si la présence des forces britanniques n'est plus nécessaire du fait que les troupes égyptiennes sont en mesure d'assurer par leurs propres moyens la liberté et l'entière sécurité de navigation du canal, sera, en cas de désaccord entre les Hautes Parties contractantes, soumise au Conseil de la Société des Nations pour être réglée conformément aux dispositions du Pacte en vigueur au moment de la signature du présent traité, ou bien à telle autre personne ou tel groupe de personnes pour être réglée conformément à telle autre procédure qui aura été convenue par les Hautes Parties contractantes.

Annexe à l'Article 8.

1. Sans préjudice des dispositions de l'article 7, le nombre des forces de Sa Majesté le Roi et Empereur à maintenir dans le voisinage du canal ne devra pas dépasser 10.000 hommes de forces de terre, et celui des forces aériennes 400 pilotes avec le personnel de service nécessaire pour les travaux techniques et administratifs. Ce nombre ne comprendra pas le personnel civil, tel que commis, artisans et ouvriers.

2. Les forces britanniques à cantonner dans le voisinage du canal seront distribuées : a) en ce qui concerne les troupes de terre, dans la région de Moaskar et de Geneifa, du côté sud-ouest du Grand Lac Amer, et b) en ce qui concerne les forces aériennes, à une distance de cinq milles de la voie ferrée Port-Saïd-Suez, depuis Kantara au nord jusqu'à la jonction du chemin de fer Suez-Caire et Suez-Ismailia au sud, avec une extension le long de la voie ferrée Ismailia-Caire, qui comprendra la Station du Royal Air Force à Abou-Sweir et les terrains d'atterrissage qui en dépendent, ainsi que les étendues convenables pour les tirs aériens et les bombardements, lesquelles pourront être situées à l'est du canal.

3. Dans les localités indiquées ci-dessus, il sera fourni, pour les besoins des forces britanniques de terre et d'air dont le nombre est spécifié au paragraphe premier précité, y compris 4.000 hommes du personnel civil (mais moins 2.000 hommes de troupes de terre, 700 des forces aériennes et 450 du personnel civil pour lesquels il existe actuellement des installations), les terrains, casernes permanentes et installations techniques nécessaires, y compris une installation d'eau pour les cas fortuits. Les terrains, aménagements et fournitures d'eau rempliront les conditions les plus modernes. De plus, pour agrémenter raisonnablement le séjour des troupes, surtout en considération de la nature de ces localités, on plantera des arbres, on aménagera des jardins et des terrains de jeux, etc. ; en outre, un emplacement sera fourni pour la construction d'un camp de convalescence sur le littoral de la Méditerranée.

4. Le Gouvernement égyptien fournira le terrain et exécutera à ses propres frais les travaux de construction pour les aménagements, fournitures d'eau, agréments et camp de convalescence mentionnés au paragraphe précédent et considérés comme nécessaires en plus des aménagements déjà existants dans ces localités. Cependant, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni participera à ces dépenses pour les sommes suivantes : (1) la somme effectivement dépensée par le Gouvernement égyptien avant 1914 pour la construction de nouvelles casernes destinées à remplacer éventuellement celles de Kasr el Nil au Caire ; et (2) le coût du quart des casernes et des aménagements techniques pour les forces de terre. Le premier de ces deux montants sera payé à l'époque spécifiée au paragraphe 8 ci-dessous pour le retrait des forces britanniques du Caire, et le second à l'époque du retrait des forces britanniques d'Alexandrie en conformité du paragraphe 18 ci-après. Le Gouvernement égyptien pourra exiger un loyer équitable pour les locaux destinés au logement du personnel civil. Le montant du loyer sera convenu d'un commun accord entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement égyptien.

5. The two Governments will each appoint, immediately the present Treaty comes into force, two or more persons who shall together form a committee to whom all questions relating to the execution of these works from the time of their commencement to the time of their completion shall be entrusted. Proposals for or outlines of plans and specifications put forward by the representatives of His Majesty's Government in the United Kingdom will be accepted, provided they are reasonable and do not fall outside the scope of the obligations of the Egyptian Government under paragraph 4. The plans and specifications of each of the works to be undertaken by the Egyptian Government shall be approved by the representatives of both Governments on this committee before the work is begun. Any member of this committee as well as the Commanders of the British forces or their representatives shall have the right to examine the works at all stages of their construction, and the United Kingdom members of the committee may make suggestions as regards the manner in which the work is carried out. The United Kingdom members shall also have the right to make at any time, while the work is in progress, proposals for modifications or alterations in the plans and specifications. Effect shall be given to suggestions and proposals by the United Kingdom members, subject to the condition that they are reasonable and do not fall outside the scope of the obligations of the Egyptian Government under paragraph 4. In the case of machinery and other stores, where standardization of type is important, it is agreed that stores of the standard type in general use by the British forces will be obtained and installed. It is, of course, understood that His Majesty's Government in the United Kingdom may, when the barracks and accommodation are being used by the British forces, make at their own expense improvements or alterations thereto and construct new buildings in the areas specified in paragraph 2 above.

6. In pursuance of their programme for the development of road and railway communications in Egypt, and in order to bring the means of communications in Egypt up to modern strategic requirements, the Egyptian Government will construct and maintain the following roads, bridges and railways :

(A) — *Roads.*

- (i) Ismailia—Alexandria, via Tel-el-Kebir, Zagazig, Zifta, Tanta, Kafr-el-Zayat, Damanhour.
- (ii) Ismailia—Cairo, via Tel-el-Kebir and thence continuing along the Sweet Water Canal to Heliopolis.
- (iii) Port Said—Ismailia—Suez.
- (iv) A link between the south end of the Great Bitter Lake and the Cairo—Suez road about 15 miles west of Suez.

In order to bring them up to the general standard of good-class roads for general traffic, these roads will be 20 feet wide, have bye-passes round villages, &c., and be made of such material as to be permanently utilisable for military purposes, and will be constructed in the above order of importance. They will comply with the technical specifications set out below which are the ordinary specifications for a good-class road for general traffic.

Bridges and roads shall be capable of carrying a double line of continuous columns of either heavy four-wheeled mechanical transport, six-wheeled mechanical transport or medium tanks. With regard to four-wheeled vehicles, the distance between the front axle of one vehicle and the rear axle of the vehicle next ahead shall be calculated at 20 feet, the load on each rear axle to be 14 tons, on each front axle to be 6 tons and the distance between axles 18 feet. With regard to six-wheeled vehicles, the distance between the front axle of one vehicle and the rear axle of that next ahead shall be calculated to be 20 feet, between rear axle and middle axle to be 4 feet and between middle axle and front axle 13 feet ; the load on each rear and middle axle to be 8.1 tons and on each front axle to be 4 tons. Tanks shall be calculated for as weighing 19.25 tons, to be 25 feet over all in length and to have a distance of 3 feet between the front of one tank and the rear of the next ahead ; the load of 19.25 tons to be carried by tracks which have a bearing of 13 feet upon the road or bridge.

(B) — *Railways.*

- (i) Railway facilities in the Canal Zone will be increased and improved to meet the needs of the increased garrison in the zone and to provide facilities for rapid entrainment of personnel, guns, vehicles and stores according to the requirements of a modern army. His Majesty's Government in the United

5. Les deux gouvernements nommeront chacun, aussitôt que le présent traité aura été mis en vigueur, deux personnes ou davantage qui formeront ensemble un comité auquel seront soumises toutes les questions se référant à l'exécution desdits travaux depuis le commencement jusqu'à leur achèvement. Les propositions d'avant-projet et spécifications présentées par les représentants du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni seront acceptées pourvu qu'elles soient raisonnables et ne sortent pas du cadre des obligations qui incombent au Gouvernement égyptien en vertu du paragraphe 4. Les plans et spécifications de chacun des travaux à entreprendre par le Gouvernement égyptien devront être approuvés par les représentants des deux gouvernements au sein de ce comité, avant que le travail ait été commencé. Chacun des membres de ce comité, ainsi que les commandants des forces britanniques ou leurs représentants auront le droit d'examiner les travaux à toutes les étapes de la construction. Les membres britanniques du comité pourront faire des suggestions en ce qui concerne la manière dont le travail est exécuté. Les membres britanniques auront également le droit de faire, à tout moment au cours de l'exécution des travaux, des propositions en vue de modifier ou de changer les plans et spécifications. Il sera donné suite aux suggestions et propositions faites par les membres britanniques à condition qu'elles soient raisonnables et ne s'écartent pas du cadre des obligations qui incombent au Gouvernement égyptien en vertu du paragraphe 4. S'il s'agit de machines et autre matériel où il importe que le type soit standardisé, il est convenu qu'il y aura lieu de se procurer et d'installer le matériel du type standard employé par les forces britanniques. Il est bien entendu que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni pourra, lorsque les casernes et aménagements sont utilisés par les forces britanniques, y apporter à ses propres frais des améliorations ou des modifications, et construire de nouveaux bâtiments dans les superficies spécifiées au paragraphe 2 ci-dessus.

6. En exécution de son programme de développement du réseau routier et ferré, et en vue de rendre les moyens de communication en Egypte appropriés aux nécessités stratégiques modernes, le Gouvernement égyptien construira et entretiendra les routes, ponts et chemins de fer suivants :

A.—Routes.

- (i) Ismailia-Alexandrie, via Tell El-Kébir, Zagazig, Zifta, Tanta, Kafr El Zayat, Damanhour.
- (ii) Ismailia-Caire, via Tell El-Kébir et, de là, tout le long du canal d'eau douce, jusqu'à Héliopolis.
- (iii) Port-Saïd-Ismailia-Suez.
- (iv) Un tronçon entre l'extrémité sud du Grand Lac Amer et la route Caire-Suez à quinze milles environ à l'ouest de Suez.

Dans le but de les élever au rang du type général des bonnes routes affectées au trafic général, ces routes devront être de vingt pieds de large, contourner les villages, etc., et être construites avec du matériel tel qu'elles puissent être utilisables en permanence pour les besoins militaires. Leur construction devra avoir lieu suivant l'ordre d'importance indiqué ci-dessus. Elles devront satisfaire aux spécifications techniques énumérées ci-dessous, lesquelles sont les spécifications habituelles des bonnes routes affectées au trafic général.

Les ponts et les routes doivent être capables de supporter une double ligne de colonnes continues soit de lourds véhicules de transport mécanique à quatre roues, soit de véhicules de transport mécanique à six roues, soit de tanks moyens. En ce qui concerne les véhicules à quatre roues, les calculs doivent être établis sur la base d'une distance de vingt pieds entre l'essieu avant d'un véhicule et l'essieu arrière du véhicule qui le précède immédiatement ; d'une charge de 14 tonnes sur chaque essieu arrière ; de six tonnes sur chacun des essieux avant, la distance entre les essieux étant de 18 pieds. En ce qui concerne les véhicules à six roues, les calculs doivent être établis sur la base d'une distance de vingt pieds entre l'essieu avant d'un véhicule et l'essieu arrière du véhicule qui le précède immédiatement ; de quatre pieds entre l'essieu arrière et l'essieu du milieu et de 13 pieds entre l'essieu du milieu et l'essieu avant, la charge sur chacun des essieux de l'arrière et du milieu étant de 8,1 tonnes, et sur chacun des essieux avant, de 4 tonnes. Il devra être prévu pour les tanks un poids de 19,25 tonnes, une longueur totale de 25 pieds et une distance de trois pieds entre le devant d'un tank et l'arrière du tank qui le précède immédiatement ; le poids de 19,25 tonnes s'entend pour un transport sur des pistes ayant 13 pieds de portée sur la route ou le pont.

B.—Chemins de fer.

(i) ¹ Les facilités de chemin de fer dans la zone du canal devront être augmentées et améliorées afin de faire face aux besoins de la garnison augmentée dans la zone et afin de procurer des facilités pour le chargement rapide du personnel, canons, véhicules et matériel selon les exigences d'une armée

¹ Voir note n° IV, page 429.

Kingdom are hereby authorised to make at their own expense such subsequent additions and modifications to these railway facilities as the future requirements of the British forces may demand. Where such additions or modifications affect railway lines used for general traffic, the permission of the Egyptian Government must be obtained.

- (ii) The line between Zagazig and Tanta will be doubled.
- (iii) The Alexandria-Mersa Matruh line will be improved and made permanent.

7. In addition to the roads specified in paragraph 6 (A) above, and for the same purposes, the Egyptian Government will construct and maintain the following roads :

- (i) Cairo south along the Nile to Kena and Kus ;
- (ii) Kus to Kosseir ;
- (iii) Kena to Hurghada.

These roads and the bridges thereon will be constructed to satisfy the same standards as those specified in paragraph 6 above.

It may not be possible for the construction of the roads referred to in this paragraph to be undertaken at the same time as the roads referred to in paragraph 6, but they will be constructed as soon as possible.

8. When, to the satisfaction of both the High Contracting Parties, the accommodation referred to in paragraph 4 is ready (accommodation for the forces retained temporarily at Alexandria in accordance with paragraph 18 below not being included) and the works referred to in paragraph 6 above (other than the railways referred to in (ii) and (iii) of part (B) of that paragraph) have been completed, then the British forces in parts of Egypt other than the areas in the Canal Zone specified in paragraph 2 above and except for those maintained temporarily at Alexandria, will withdraw and the lands, barracks, aircraft landing grounds, seaplane anchorages and accommodation occupied by them will be vacated and, save in so far as they may belong to private persons, be handed over to the Egyptian Government.

9. Any difference of opinion between the two Governments relating to the execution of paragraphs 3, 4, 5, 6, 7 and 8 above will be submitted to the decision of an Arbitral Board, composed of three members, the two Governments nominating each a member and the third being nominated by the two Governments in common agreement. The decision of the Board shall be final.

10. In order to ensure the proper training of British troops, it is agreed that the area defined below will be available for the training of British forces : (a) and (b) at all times of the year, and (c) during February and March for annual manoeuvres :

(a) West of the Canal : From Kantara in the north to the Suez-Cairo railway (inclusive) in the south and as far as longitude 31 degrees 30 minutes east, exclusive of all cultivation ;

(b) East of the Canal as required ;

(c) A continuation of (a) as far south as latitude 29 degrees 52 minutes north, thence south-east to the junction of latitude 29 degrees 30 minutes north and longitude 31 degrees 44 minutes east and from that point eastwards along latitude 29 degrees 30 minutes north.

The areas of the localities referred to above are included in the map (scale 1 : 500,000) which is annexed to the present Treaty.

11. Unless the two Governments agree to the contrary, the Egyptian Government will prohibit the passage of aircraft over the territories situated on either side of the Suez Canal and within 20 kilometres of it, except for the purpose of passage from east to west or *vice versa* by means of a corridor 10 kilometres wide at Kantara. This prohibition will not, however, apply to the forces of the High Contracting Parties or to genuinely Egyptian air organisations or to air organisations genuinely belonging to any part of the British Commonwealth of Nations operating under the authority of the Egyptian Government.

12. The Egyptian Government will provide when necessary reasonable means of communication and access to and from the localities where the British forces are situated and will also accord facilities at Port Said and Suez for the landing and storage of material and supplies for the British forces, including the maintenance of a small detachment of the British forces in these ports to handle and guard this material and these supplies in transit.

moderne. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni est autorisé par les présentes à faire, à ses propres frais, telles additions et modifications ultérieures à ces facilités de chemin de fer qui pourraient le requérir les futures exigences des forces britanniques. Lorsque ces additions et modifications affectent les voies ferrées de trafic général, l'autorisation du Gouvernement égyptien devra être obtenue.

(ii) La ligne entre Zagazig et Tanta sera doublée.

(iii) La ligne Alexandrie-Marsa Matrouh sera améliorée et rendue permanente.

7. En plus des routes décrites au paragraphe 6 A ci-dessus et dans le même but, le Gouvernement égyptien construira et entretiendra les routes suivantes :

(i) Du sud du Caire, le long du Nil, jusqu'à Kéneh et Kouss ;

(ii) De Kouss à Kousseir ;

(iii) De Kéneh à Hurgada.

Ces routes, ainsi que les ponts qui se trouveront sur leur parcours, seront construites selon le type même des routes décrites au paragraphe 6 ci-dessus.

Il ne sera peut-être pas possible d'entreprendre la construction des routes décrites dans le présent paragraphe en même temps que celles mentionnées au paragraphe 6 ; cependant, elles devront être construites le plus tôt possible.

8. Lorsque, à la satisfaction des deux Hautes Parties contractantes, les aménagements décrits au paragraphe 4 ci-dessus (aménagements autres que ceux concernant les troupes retenues provisoirement à Alexandrie conformément au paragraphe 18 ci-après) auront été achevés et que les travaux mentionnés au paragraphe 6 ci-dessus (autres que ceux afférents aux chemins de fer décrits aux (ii) et (iii) de la section B dudit paragraphe) auront été terminés, les forces britanniques se trouvant en différents points du territoire égyptien ailleurs que dans les endroits de la zone du canal spécifiés au paragraphe 2 ci-dessus à l'exception des troupes maintenues provisoirement à Alexandrie, seront alors retirées et les terrains, casernes, terrains d'atterrissage, lieux d'amarrage des hydravions et installations occupés par ces forces seront évacués et, sauf dans le cas où ils appartiendraient à des particuliers, seront remis au Gouvernement égyptien.

9. Toute divergence de vues entre les deux gouvernements au sujet de la mise à exécution des paragraphes 3, 4, 5, 6, 7 et 8 ci-dessus, sera soumise à la décision d'une commission d'arbitrage composée de trois membres, un choisi par chacun des deux gouvernements et le troisième nommé d'un commun accord entre les deux gouvernements. La décision de la commission sera définitive.

10. En vue d'assurer l'entraînement convenable des troupes britanniques, il est convenu que la superficie définie ci-dessous devra être à la disposition des forces britanniques pour leur entraînement dans les parties *a*) et *b*) à toute époque de l'année, et dans la partie *c*) pendant les mois de février et de mars pour les manœuvres annuelles :

a) À l'ouest du canal : de Kantara au nord jusqu'au chemin de fer Suez-Caire (inclusive-ment) au sud, et jusqu'au 31 degrés 30 minutes de longitude est, à l'exclusion des terrains de culture ;

b) À l'est du canal selon les besoins ;

c) La continuation de *a*) vers le sud jusqu'au 29 degrés 52 minutes de latitude nord et de là, vers le sud-est jusqu'à la jonction du 29 degrés 30 minutes de latitude nord et du 31 degrés 44 minutes de longitude est, et de ce point, dans la direction de l'est, le long du 29 degrés 30 minutes de latitude nord.

Les superficies des localités dont il est parlé plus haut sont indiquées sur la carte (échelle 1 : 500.000) annexée au traité.

11. À moins que les deux gouvernements n'en décident autrement, le Gouvernement égyptien interdira le passage des aéronefs au-dessus de son territoire situé à 20 kilomètres de chaque côté du canal de Suez, sauf pour le passage de l'est à l'ouest ou *vice versa*, par un couloir de 10 kilomètres de large à Kantara. Cette interdiction ne sera pas cependant appliquée aux forces des deux Hautes Parties contractantes, ou à des organismes d'aviation purement égyptiens, ou à des organismes d'aviation relevant purement d'une partie quelconque du Commonwealth opérant avec l'autorisation du Gouvernement égyptien.

12. Le Gouvernement égyptien assurera, en cas de besoin, des moyens raisonnables de communication et d'accès des et aux localités où sont cantonnées les forces britanniques ; il accordera également des facilités à Port-Saïd et à Suez pour le débarquement et l'entreposage du matériel et des fournitures destinés aux forces britanniques, y compris le maintien d'un petit détachement de forces britanniques dans ces ports pour la manipulation et le gardiennage de ce matériel et de ces fournitures en transit.

13. In view of the fact that the speed and range of modern aircraft necessitate the use of wide areas for the efficient training of air forces, the Egyptian Government will accord permission to the British air forces to fly wherever they consider it necessary for the purpose of training. Reciprocal treatment will be accorded to Egyptian air forces in British territories.

14. In view of the fact that the safety of flying is dependent upon provision of a large number of places where aircraft can alight, the Egyptian Government will secure the maintenance and constant availability of adequate landing grounds and seaplane anchorages in Egyptian territory and waters. The Egyptian Government will accede to any request from the British air forces for such additional landing grounds and seaplane anchorages as experience may show to be necessary to make the number adequate for allied requirements.

15. The Egyptian Government will accord permission for the British air forces to use the said landing grounds and seaplane anchorages, and in the case of certain of them to send stocks of fuel and stores thereto, to be kept in sheds to be erected thereon for this purpose, and in case of urgency to undertake such work as may be necessary for the safety of aircraft.

16. The Egyptian Government will give all necessary facilities for the passage of the personnel of the British forces, aircraft and stores to and from the said landing grounds and seaplane anchorages. Similar facilities will be afforded to the personnel, aircraft and stores of the Egyptian forces at the air bases of the British forces.

17. The British military authorities shall be at liberty to request permission from the Egyptian Government to send parties of officers in civilian clothes to the Western Desert to study the ground and draw up tactical schemes. This permission shall not be unreasonably withheld.

18. His Majesty the King of Egypt authorises His Majesty The King and Emperor to maintain units of his forces at or near Alexandria for a period not exceeding eight years from the date of the coming into force of the present Treaty, this being the approximate period considered necessary by the two High Contracting Parties :

- (a) For the final completion of the barrack accommodation in the Canal zone ;
- (b) For the improvement of the roads :
 - (i) Cairo-Suez ;
 - (ii) Cairo-Alexandria via Giza and the desert ;
 - (iii) Alexandria-Mersa Matruh ;

so as to bring them up to the standard specified in part (A) of paragraph 6 ;

- (c) For the improvement of the railway facilities between Ismailia and Alexandria, and Alexandria and Mersa Matruh referred to in (ii) and (iii) of part (B) of paragraph 6.

The Egyptian Government will complete the work specified in (a), (b) and (c) above before the expiry of the period of eight years aforesaid. The roads and railway facilities mentioned above will, of course, be maintained by the Egyptian Government.

19. The British forces in or near Cairo shall, until the time for withdrawal under paragraph 8 above, and the British forces in or near Alexandria until the expiry of the time specified in paragraph 18 above, continue to enjoy the same facilities as at present.

Article 9.

The immunities and privileges in jurisdictional and fiscal matters to be enjoyed by the forces of His Majesty the King and Emperor who are in Egypt in accordance with the provisions of the present Treaty will be determined in a separate convention to be concluded between the Egyptian Government and His Majesty's Government in the United Kingdom.

Article 10.

Nothing in the present Treaty is intended to or shall in any way prejudice the rights and obligations which devolve, or may devolve, upon either of the High Contracting Parties under the

13. Vu que la vitesse et la portée de l'aviation moderne exigent l'utilisation de vastes étendues pour l'entraînement efficace des forces aériennes, le Gouvernement égyptien accordera la permission aux forces aériennes britanniques de voler partout où elles l'estimeront nécessaire pour les besoins de l'entraînement. Un traitement réciproque sera accordé dans les territoires britanniques aux forces aériennes égyptiennes.

14. Vu que la sécurité de l'aviation dépend de l'existence d'un grand nombre de lieux où les aéronefs peuvent atterrir, le Gouvernement égyptien assurera le maintien et la mise en état à tout moment de terrains d'atterrissage et de lieux d'amarrage d'hydravions dans le territoire égyptien et les eaux égyptiennes. Le Gouvernement égyptien donnera suite à toute demande des forces britanniques aériennes pour l'aménagement des terrains d'atterrissage ou lieux d'amarrage supplémentaires dont l'expérience aura démontré la nécessité, afin d'en rendre le nombre approprié aux besoins des deux alliés.

15. Le Gouvernement égyptien accordera la permission aux forces aériennes britanniques de faire usage desdits terrains d'atterrissage et lieux d'amarrage d'hydravions et, pour certains d'entre eux, d'y envoyer des stocks de combustible et de matériel pour être gardés dans des abris construits à cet effet et, dans les cas d'urgence, d'y effectuer tous travaux nécessaires à la sécurité des aéronefs.

16. Le Gouvernement égyptien accordera toutes les facilités nécessaires pour le passage du personnel des forces britanniques, aéronefs et matériel, de l'un à l'autre desdits terrains d'atterrissage et lieux d'amarrage. Les mêmes facilités seront accordées au personnel, aéronefs et matériel des forces égyptiennes dans les bases aériennes des forces britanniques.

17. Les autorités militaires britanniques auront la faculté de demander au Gouvernement égyptien la permission d'envoyer des équipes d'officiers en tenue civile au désert occidental afin d'étudier le terrain et de dresser des plans tactiques. Cette permission ne pourra être refusée sans raison plausible.

18. Sa Majesté le Roi d'Égypte autorise Sa Majesté le Roi et Empereur à maintenir des unités de ses forces à ou près d'Alexandrie pour une période ne dépassant pas huit ans à partir de la date d'entrée en vigueur de ce traité ; ceci étant la période approximative considérée nécessaire par les deux Hautes Parties contractantes :

a) Pour l'achèvement total des casernes dans la zone du canal ;

b) ¹ Pour l'amélioration des routes :

(i) Caire-Suez ;

(ii) Caire-Alexandrie, via Guizeh et le désert ;

(iii) Alexandrie-Marsa Matrouh ;

de manière à les élever au rang spécifié dans la section A du paragraphe 6 ;

c) Pour l'amélioration des voies ferrées entre Ismailia et Alexandrie et entre Alexandrie et Marsa Matrouh, dont il est fait mention aux (ii) et (iii) de la section B du paragraphe 6.

Le Gouvernement égyptien complétera les travaux spécifiés dans a), b) et c) ci-dessus avant l'expiration de la période de huit ans susmentionnée. Les routes et chemins de fer mentionnés ci-dessus seront, bien entendu, entretenus par le Gouvernement égyptien.

19. Les forces britanniques se trouvant au Caire ou près du Caire jusqu'au moment de leur retrait conformément au paragraphe 8 ci-dessus, et les forces britanniques se trouvant à ou près d'Alexandrie jusqu'à l'expiration de la période spécifiée au paragraphe 18 ci-dessus, continueront à jouir des mêmes facilités qu'à présent.

Article 9.

Les immunités et privilèges en matière juridictionnelle et fiscale dont jouiront les forces de Sa Majesté le Roi et Empereur qui se trouvent en Égypte, conformément aux dispositions du présent traité, seront déterminés par une convention séparée qui sera conclue entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement du Royaume-Uni.

Article 10.

Aucune disposition du présent traité ne pourra porter atteinte, de quelque façon que ce soit, aux droits et obligations qui résultent ou qui pourront résulter, pour l'une ou l'autre des Hautes

¹ Voir note n° V, page 431.

Covenant of the League of Nations or the Treaty¹ for the Renunciation of War signed at Paris of the 27th August, 1928.

Article II.

1. While reserving liberty to conclude new conventions in future, modifying the agreements of the 19th January² and the 10th July, 1899, the High Contracting Parties agree that the administration of the Sudan shall continue to be that resulting from the said agreements. The Governor-General shall continue to exercise on the joint behalf of the High Contracting Parties the powers conferred upon him by the said agreements.

The High Contracting Parties agree that the primary aim of their administration in the Sudan must be the welfare of the Sudanese.

Nothing in this Article prejudices the question of sovereignty over the Sudan.

2. Appointments and promotions of officials in the Sudan will in consequence remain vested in the Governor-General, who, in making new appointments to posts for which qualified Sudanese are not available, will select suitable candidates of British and Egyptian nationality.

3. In addition to Sudanese troops, both British and Egyptian troops shall be placed at the disposal of the Governor-General for the defence of the Sudan.

4. Egyptian immigration into the Sudan shall be unrestricted except for reasons of public order and health.

5. There shall be no discrimination in the Sudan between British subjects and Egyptian nationals in matters of commerce, immigration or the possession of property.

6. The High Contracting Parties are agreed on the provisions set out in the Annex to this Article as regards the method by which international conventions are to be made applicable to the Sudan.

Annex to Article II.

1. Unless and until the High Contracting Parties agree to the contrary in application of paragraph 1 of this Article, the general principle for the future shall be that international conventions shall only become applicable to the Sudan by the joint action of the Governments of the United Kingdom and of Egypt, and that such joint action shall similarly also be required if it is desired to terminate the participation of the Sudan in an international convention which already applies to this territory.

2. Conventions to which it will be desired that the Sudan should be a party will generally be conventions of a technical or humanitarian character. Such conventions almost invariably contain a provision for subsequent accession, and in such cases this method of making the convention applicable to the Sudan will be adopted. Accession will be effected by a joint instrument, signed on behalf of Egypt and the United Kingdom respectively by two persons duly authorised for the purpose. The method of depositing the instruments of accession will be the subject of agreement in each case between the two Governments. In the event of its being desired to apply to the Sudan a convention which does not contain an accession clause, the method by which this should be effected will be the subject of consultation and agreement between the two Governments.

3. If the Sudan is already a party to a convention, and it is desired to terminate the participation of the Sudan therein, the necessary notice of termination will be given jointly by the United Kingdom and by Egypt.

4. It is understood that the participation of the Sudan in a convention and the termination of such participation can only be effected by joint action specifically taken in respect of the Sudan, and does not follow merely from the fact that the United Kingdom and Egypt are both parties to a convention or have both denounced a convention.

¹ Vol. XCIV, page 57 ; Vol. CXXXIV, page 411 ; Vol. CLII, page 298 ; and Vol. CLX, page 354, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 91, page 19.

Parties contractantes, du Pacte de la Société des Nations ou du Traité¹ de renonciation à la guerre signé à Paris le 27 août 1928.

Article 11.

1. Tout en se réservant la liberté de conclure à l'avenir de nouveaux accords modifiant les Conventions du 19 janvier² et du 10 juillet 1899, les Hautes Parties contractantes conviennent que l'administration du Soudan continuera à être celle résultant desdites conventions. Le gouverneur général continuera à exercer, au nom des deux Hautes Parties contractantes conjointement, les pouvoirs qui lui sont conférés par les conventions susdites.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que le bien-être des Soudanais doit être le principal but de leur administration au Soudan.

Rien dans cet article ne porte atteinte à la question de la souveraineté sur le Soudan.

2. ³ Les nominations et les promotions des fonctionnaires au Soudan continueront, en conséquence, à être du ressort du gouverneur général qui, en procédant aux nominations à des postes pour lesquels il ne se trouverait pas de Soudanais qualifiés, choisira des candidats convenables, de nationalité britannique ou égyptienne.

3. En outre des troupes soudanaises, des troupes britanniques et égyptiennes seront mises à la disposition du gouverneur général pour la défense du Soudan.

4. L'immigration égyptienne au Soudan ne sera assujettie à aucune restriction, sauf pour des raisons d'ordre public ou d'ordre sanitaire.

5. Il n'y aura aucune discrimination au Soudan entre sujets britanniques et nationaux égyptiens en matière de commerce, d'immigration ou d'acquisition de propriété.

6. Les Hautes Parties contractantes sont d'accord sur les dispositions contenues dans l'annexe du présent article relativement à la méthode d'après laquelle les conventions internationales devront être rendues applicables au Soudan.

Annexe à l'article 11.

1. A moins et jusqu'à ce que les Hautes Parties contractantes en conviennent autrement dans l'application du paragraphe premier de cet article, le principe général, pour l'avenir, sera que les conventions internationales ne deviendront applicables au Soudan que par l'action commune des Gouvernements du Royaume-Uni et d'Égypte, et qu'une telle action commune sera également requise de la même façon s'il est désirable de faire cesser la participation du Soudan à une convention internationale déjà appliquée dans ce territoire.

2. Les conventions auxquelles il sera désirable que le Soudan soit partie seront généralement des conventions d'un caractère technique ou humanitaire. De telles conventions contiennent presque invariablement une disposition pour l'adhésion subséquente, et, en pareil cas, cette méthode de rendre la convention applicable au Soudan sera adoptée. L'adhésion sera effectuée par un instrument commun signé, au nom de l'Égypte et du Royaume-Uni respectivement, par deux délégués dûment autorisés à cet effet. La méthode à suivre pour le dépôt de l'instrument d'adhésion fera, dans chaque cas, l'objet d'un accord entre les deux gouvernements. Au cas où il serait désirable d'appliquer au Soudan une convention qui ne contiendrait pas une clause d'adhésion, la méthode à suivre à cet effet fera l'objet de consultation et d'accord entre les deux gouvernements.

3. Si le Soudan est déjà partie à une convention et qu'il soit désirable de faire cesser sa participation à cette convention, la notification nécessaire pour la cessation de la participation sera faite conjointement par le Royaume-Uni et l'Égypte.

4. Il est entendu que la participation du Soudan à une convention et la cessation d'une telle participation ne peuvent être effectuées que par une action commune visant spécifiquement le Soudan, et ne résultent pas simplement du fait que le Royaume-Uni et l'Égypte sont tous deux parties à une convention ou ont tous deux dénoncé une convention.

¹ Vol. XCIV, page 57; vol. CXXXIV, page 411; vol. CLII, page 298; et vol. CLX, page 354, de ce recueil.

² Voir note n° VI, page 431.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traité*s, troisième série, tome IV, page 791.

5. At international conferences where such conventions are negotiated, the Egyptian and the United Kingdom delegates would naturally keep in touch with a view to any action which they may agree to be desirable in the interests of the Sudan.

Article 12.

His Majesty The King and Emperor recognises that the responsibility for the lives and property of foreigners in Egypt devolves exclusively upon the Egyptian Government, who will ensure the fulfilment of their obligations in this respect.

Article 13.

His Majesty The King and Emperor recognises that the capitulatory régime now existing in Egypt is no longer in accordance with the spirit of the times and with the present state of Egypt. His Majesty the King of Egypt desires the abolition of this régime without delay.

Both High Contracting Parties are agreed upon the arrangements with regard to this matter as set forth in the Annex to this Article.

Annex to Article 13.

1. It is the object of the arrangements set out in this Annex :

(i) To bring about speedily the abolition of the Capitulations in Egypt with the disappearance of the existing restrictions on Egyptian sovereignty in the matter of the application of Egyptian legislation (including financial legislation) to foreigners as its necessary consequence;

(ii) To institute a transitional régime for a reasonable and not unduly prolonged period to be fixed, during which the Mixed Tribunals will remain and will, in addition to their present judicial jurisdiction, exercise the jurisdiction at present vested in the Consular Courts.

At the end of this transitional period the Egyptian Government will be free to dispense with the Mixed Tribunals.

2. As a first step, the Egyptian Government will approach the Capitulatory Powers as soon as possible with a view to (a) the removal of all restrictions on the application of Egyptian legislation to foreigners, and (b) the institution of a transitional régime for the Mixed Tribunals as provided in paragraph 1 (ii) above.

3. His Majesty's Government in the United Kingdom, as the Government of a Capitulatory Power and as an ally of Egypt, are in no way opposed to the arrangements referred to in the preceding paragraph and will collaborate actively with the Egyptian Government in giving effect to them by using all their influence with the Powers exercising capitulatory rights in Egypt.

4. It is understood that in the event of its being found impossible to bring into effect the arrangements referred to in paragraph 2, the Egyptian Government retains its full rights unimpaired with regard to the capitulatory régime, including the Mixed Tribunals.

5. It is understood that paragraph 2 (a) involves not merely that the assent of the Capitulatory Powers will be no longer necessary for the application of any Egyptian legislation to their nationals, but also that the present legislative functions of the Mixed Tribunals as regards the application of Egyptian legislation to foreigners will terminate. It would follow from this that the Mixed Tribunals in their judicial capacity would no longer have to pronounce upon the validity of the application to foreigners of an Egyptian law or decree which has been applied to foreigners by the Egyptian Parliament or Government, as the case may be.

6. His Majesty the King of Egypt hereby declares that no Egyptian legislation made applicable to foreigners will be inconsistent with the principles generally adopted in modern legislation or, with particular relation to legislation of a fiscal nature, discriminate against foreigners, including foreign corporate bodies.

5. Dans les conférences internationales où seront négociées des conventions de cette nature, les délégués de l'Égypte et du Royaume-Uni demeureront naturellement en contact, en vue de toute action qu'ils jugeront utile dans l'intérêt du Soudan.

Article 12.

Sa Majesté le Roi et Empereur reconnaît que la responsabilité pour la vie et les biens des étrangers en Égypte incombe exclusivement au Gouvernement égyptien, qui assurera l'exécution de ses obligations à cet égard.

Article 13.

Sa Majesté le Roi et Empereur reconnaît que le régime capitulaire existant actuellement en Égypte est incompatible avec l'esprit du temps et l'état actuel de l'Égypte.

Sa Majesté le Roi d'Égypte désire l'abolition sans délai de ce régime.

Les deux Hautes Parties contractantes sont d'accord sur les arrangements relatifs à cette matière, tels qu'ils sont énoncés dans l'annexe de cet article.

Annexe à l'article 13.

1. L'objet des arrangements énoncés dans cette annexe est :

(i) De réaliser rapidement l'abolition des capitulations en Égypte ainsi que, comme sa conséquence naturelle, la disparition des restrictions existantes à la souveraineté égyptienne en matière d'application de la législation égyptienne (y compris la législation financière) aux étrangers ;

(ii) D'établir un régime transitoire pour une période raisonnable et non indûment prolongée, qui sera fixée ultérieurement et durant laquelle les Tribunaux mixtes demeureront et exerceront, en plus de leur juridiction actuelle, la juridiction actuellement assignée aux Tribunaux consulaires.

A la fin de cette période de transition, le Gouvernement égyptien sera libre de se dispenser des Tribunaux mixtes.

2. Comme première étape, le Gouvernement égyptien entrera en contact, le plus tôt possible, avec les Puissances capitulaires en vue *a)* de la suppression de toutes les restrictions à l'application de la législation égyptienne aux étrangers, et *b)* de l'institution d'un régime transitoire pour les Tribunaux mixtes, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 1 (ii) ci-dessus.

3. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, en tant que gouvernement d'une Puissance capitulaire et en tant qu'allié de l'Égypte, ne s'oppose, en aucune manière, aux arrangements énoncés au paragraphe précédent, et il collaborera activement avec le Gouvernement égyptien pour les faire exécuter en usant de toute son influence auprès des Puissances qui exercent des droits capitulaires en Égypte.

4. Il est entendu que, dans le cas où il serait impossible de faire exécuter les arrangements faisant l'objet du paragraphe 2, le Gouvernement égyptien conserve intacts tous les droits qu'il possède en ce moment relativement au régime capitulaire, y compris les Tribunaux mixtes.

5. Il est entendu que le paragraphe 2 *a)* implique, non seulement que l'assentiment des Puissances capitulaires ne sera plus nécessaire pour l'application d'une législation égyptienne quelconque à leurs nationaux, mais aussi que les attributions législatives actuelles des Tribunaux mixtes, en ce qui concerne l'application de la législation égyptienne aux étrangers, prendront fin. Il s'ensuivra que les Tribunaux mixtes, dans leur capacité judiciaire, n'auront plus à statuer sur la validité de l'application aux étrangers d'une loi ou d'un décret égyptien qui aura été appliqué aux étrangers par le Parlement égyptien ou par le Gouvernement égyptien, selon le cas.

6. Sa Majesté le Roi d'Égypte déclare par les présentes qu'aucune législation égyptienne rendue applicable aux étrangers ne sera incompatible avec les principes généralement adoptés dans la législation moderne ou ne fera, spécialement en matière de législation d'un caractère fiscal, de discrimination contre les étrangers, y compris les sociétés étrangères.

7. In view of the fact that it is the practice in most countries to apply to foreigners the law of their nationality in matters of "statut personnel," consideration will be given to the desirability of excepting from the transfer of jurisdiction, at any rate in the first place, matters relating to "statut personnel" affecting nationals of those Capitulatory Powers who wish that their Consular authorities should continue to exercise such jurisdiction.

8. The transitional régime for the Mixed Tribunals and the transfer to them of the jurisdiction at present exercised by the Consular Courts (which régime and transfer will, of course, be subject to the provisions of the special convention referred to in Article 9) will necessitate the revision of existing laws relating to the organisation and jurisdiction of the Mixed Tribunals, including the preparation and promulgation of a new Code of Criminal Procedure. It is understood that this revision will include amongst other matters :

- (i) The definition of the word "foreigner" for the purpose of the future jurisdiction of the Mixed Tribunals ;
- (ii) The increase of the personnel of the Mixed Tribunals and the Mixed Parquet, which will be necessitated by the proposed extension of their jurisdiction ;
- (iii) The procedure in the case of pardons or remissions of sentences imposed on foreigners and also in connection with the execution of capital sentences passed on foreigners.

Article 14.

The present Treaty abrogates any existing agreements or other instruments whose continued existence is inconsistent with its provisions. Should either High Contracting Party so request, a list of the agreements and instruments thus abrogated shall be drawn up in agreement between them within six months of the coming into force of the present Treaty.

Article 15.

The High Contracting Parties agree that any difference on the subject of the application or interpretation of the provisions of the present Treaty which they are unable to settle by direct negotiation shall be dealt with in accordance with the provisions of the Covenant of the League of Nations.

Article 16.

At any time after the expiration of a period of twenty years from the coming into force of the Treaty, the High Contracting Parties will, at the request of either of them, enter into negotiations with a view to such revision of its terms by agreement between them as may be appropriate in the circumstances as they then exist. In case of the High Contracting Parties being unable to agree upon the terms of the revised Treaty, the difference will be submitted to the Council of the League of Nations for decision in accordance with the provisions of the Covenant in force at the time of signature of the present Treaty or to such other person or body of persons for decision in accordance with such procedure as the High Contracting Parties may agree. It is agreed that any revision of this Treaty will provide for the continuation of the alliance between the High Contracting Parties in accordance with the principles contained in Articles 4, 5, 6 and 7. Nevertheless, with the consent of both High Contracting Parties, negotiations may be entered into at any time after the expiration of a period of ten years after the coming into force of the Treaty, with a view to such revision as aforesaid.

Article 17.

The present Treaty is subject to ratification. Ratifications shall be exchanged in Cairo as soon as possible. The Treaty shall come into force on the date of the exchange of ratifications, and shall thereupon be registered with the Secretary-General of the League of Nations.

7. Etant donné le fait que la pratique, dans la plupart des pays, est d'appliquer aux étrangers la loi de leur nationalité en matière de statut personnel, on examinera s'il est désirable d'excepter du transfert de cette juridiction, du moins dans les débuts, les affaires de statut personnel affectant les nationaux de celles des Puissances capitulaires qui veulent que leurs autorités consulaires continuent à exercer une telle juridiction.

8. Le régime transitoire pour les Tribunaux mixtes et le transfert à ces tribunaux de la juridiction exercée actuellement par les Tribunaux consulaires (qui seront naturellement soumis aux dispositions de la convention spéciale visée à l'article 9) nécessiteront la revision des lois existantes ayant trait à l'organisation et à la juridiction des Tribunaux mixtes, y compris la préparation et la promulgation d'un nouveau Code d'instruction criminelle. Il est entendu que cette revision comportera, entre autres :

- (i) La définition du mot « étrangers » aux fins de la future juridiction des Tribunaux mixtes ;
- (ii) L'augmentation du personnel des Tribunaux et du Parquet mixtes, qui sera rendue nécessaire par l'extension projetée de leur juridiction ;
- (iii) La procédure à suivre dans les cas de grâce et de commutation de peines par rapport aux étrangers, comme aussi en ce qui concerne l'exécution de la peine capitale à l'égard des étrangers.

Article 14.

Le présent traité annule tous accords existants ou autres instruments qui seraient incompatibles avec ses dispositions. A la requête de l'une des Hautes Parties contractantes, il sera dressé, d'accord entre elles, et dans les six mois qui suivront la mise en vigueur du traité, une liste des accords et instruments ainsi annulés.

Article 15.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que tout désaccord au sujet de l'application ou de l'interprétation des dispositions du présent traité, qu'elles ne seraient pas parvenues à résoudre par des négociations directes, sera réglé selon les dispositions du Pacte de la Société des Nations.

Article 16.

A tout moment, après l'expiration d'une période de vingt ans à partir de l'entrée en vigueur du présent traité, les Hautes Parties contractantes, à la demande de l'une ou de l'autre d'entre elles, entreront en négociations en vue de la revision, d'un commun accord, des dispositions dudit traité, telle qu'elle sera appropriée aux circonstances alors existantes. Dans le cas où les Hautes Parties contractantes n'arriveraient pas à s'entendre sur les termes de la revision du traité, le différend sera soumis au Conseil de la Société des Nations pour être réglé conformément aux dispositions du Pacte en vigueur au moment de la signature du présent traité, ou bien à telle autre personne ou tel groupe de personnes pour être réglé conformément à telle autre procédure qui aura été convenue par les Hautes Parties contractantes. Il est convenu que toute revision du présent traité devra prévoir la continuation de l'Alliance entre les Hautes Parties contractantes en conformité des principes contenus dans les articles 4, 5, 6 et 7. Cependant, à tout moment après l'expiration d'une période de dix années depuis l'entrée en vigueur du traité, des négociations pourront être engagées du consentement des Hautes Parties contractantes, dans le but de procéder à la revision comme il est dit ci-haut.

Article 17.

Le présent traité est sujet à ratification. Les ratifications seront échangées au Caire le plus tôt possible. Le traité entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications et sera aussitôt enregistré auprès du Secrétaire général de la Société des Nations.

In witness whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and affixed thereto their seals.

Done at London in duplicate this 26th day of August, 1936.

(L. S.) Anthony EDEN.
(L. S.) J. Ramsay MACDONALD.
(L. S.) John SIMON.
(L. S.) HALIFAX.
(L. S.) Miles W. LAMPSON.
(L. S.) Moustapha EL-NAHAS.
(L. S.) Ahmad MAHER.
(L. S.) M. MAHMOUD.
(L. S.) I. SEDKI.
(L. S.) A. YEHA.
(L. S.) Wacyf Boutros GHALI.
(L. S.) O. MOHARRAM.
(L. S.) Makram EBEID.
(L. S.) Mahmoud Fahmy EL-NOKRACHY.
(L. S.) A. Hamdy Seif EL NASR.
(L. S.) Aly EL CHAMSI.
(L. S.) M. H. ISSA.
(L. S.) Hafez AFIFI.

AGREED MINUTE.

The United Kingdom and Egyptian Delegations desire at the moment of signature to record in a Minute certain points of interpretation of the provisions of the Treaty of Alliance upon which they are agreed.

These points are as follows :

(i) It is of course understood that the facilities provided for in Article 7 to be furnished to His Majesty The King and Emperor include the sending of British forces or reinforcements in the eventualities specified in that Article.

(ii) With reference to Article 7, it is understood that as a result of the provisions of Article 6, there will have been mutual consultation between the two Governments in the case of a risk of a rupture. In the case of an apprehended international emergency, the same principle of mutual consultation applies.

(iii) The " means of communication " referred to in the second sentence of Article 7 include telecommunications (cables, telegraphs, telephones and wireless).

(iv) Amongst the military, administrative and legislative measures referred to in the third sentence of Article 7 are included measures under which the Egyptian Government, in the exercise of their powers as regards radio-electric communications, will take into account the requirements of the W/T stations of the British forces in Egypt, and will continue to co-operate with the British authorities to prevent any mutual interference between British and Egyptian W/T stations, and measures providing for the effective control of all means of communications referred to in that Article.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres en double exemplaire, ce 26 août 1936.

(Signé) Moustapha EL-NAHAS.
(Signé) Ahmed MAHER.
(Signé) M. MAHMOUD.
(Signé) I. SEDKI.
(Signé) A. YEHIA.
(Signé) Wacyf Boutros GHALI.
(Signé) O. MOHARRAM.
(Signé) Makram EBEID.
(Signé) Mahmoud Fahmy EL-NOKRACHI.
(Signé) A. Hamdi Seif EL-NASR.
(Signé) Aly EL-CHAMSI.
(Signé) M. H. ISSA.
(Signé) Hafez AFIFI.
(Signé) Anthony EDEN.
(Signé) J. Ramsay MACDONALD.
(Signé) John SIMON.
(Signé) HALIFAX.
(Signé) Miles W. LAMPSON.

NOTE ACCEPTÉE

Les délégations égyptienne et du Royaume-Uni désirent consigner dans une note, au moment de la signature, certains points sur lesquels elles sont tombées d'accord pour l'interprétation des dispositions du Traité d'alliance.

Ces points sont les suivants :

(i) Il est bien entendu que les facilités à fournir, en vertu de l'article 7, à Sa Majesté le Roi et Empereur comprennent l'envoi de forces ou de renforts britanniques dans les éventualités spécifiées audit article.

(ii) Relativement à l'article 7, il est entendu que, comme résultat des dispositions de l'article 6, les deux gouvernements devront s'être consultés dans le cas d'un risque de rupture. Dans le cas de nécessité urgente internationale, le même principe de consultation mutuelle sera appliqué.

(iii) Les « moyens de communication » visés par la seconde phrase de l'article 7 comprennent les télécommunications (câbles, télégraphes, téléphones et T.S.F.).

(iv) Sont comprises dans les mesures militaires, administratives et législatives visées par la troisième phrase de l'article 7, les mesures par lesquelles le Gouvernement égyptien, dans l'exercice de ses pouvoirs relativement aux communications radioélectriques, tiendra compte des exigences des stations de T.S.F. des forces britanniques en Egypte et continuera à coopérer avec les autorités britanniques afin de prévenir toutes interférences entre les stations britanniques et égyptiennes, ainsi que les mesures assurant un contrôle effectif de tous les moyens de communication dont il est fait mention audit article.

(v) The words " Geneifa area " in paragraph 2 (a) of the Annex to Article 8 mean : along the shore of the Great Bitter Lake from a point 3 kilometres North of Geneifa Station to a point 3 kilometres South-East of Fayid Station to a depth of 3 kilometres from the shore of the lake.

(vi) With reference to paragraph 2 (b) of the Annex to Article 8, it is understood that the exact sites in the area therein referred to where the air forces will be located will be defined as soon as possible.

The Royal Air Force Depot at present situated at Aboukir will also be transferred to this area not later than the date of the withdrawal of the British forces from Cairo under paragraph 8.

(vii) With reference to paragraph 3 of the Annex to Article 8, it is understood (a) that British barrack accommodation includes married quarters for officers and for a proportion of the other ranks, (b) that though the site of the convalescent camp cannot be definitely fixed at the moment, El Arish might possibly prove suitable, and (c) that the Egyptian Government, in pursuance of the policy which it has already taken in hand for the benefit of the inhabitants of those areas, will take all reasonable sanitary measures for the combating of malaria in the areas adjacent to those where the British forces are situated.

(viii) With reference to paragraph 6 of the Annex to Article 8, it is understood that, with regard to road No. (iii), the Egyptian Government will, unless they are able to make arrangements with the Suez Canal Company for the use of this road by the British and Egyptian forces and for the improvement of those sections which are not already up to this standard so as to satisfy the conditions laid down in paragraph 6, construct an entirely new road connecting these places.

(ix) With reference to paragraph 12 of the Annex to Article 8, it is understood that the number of the detachment referred to shall be limited to the minimum strictly necessary to handle and guard this material.

(x) With reference to paragraph 13 of the Annex to Article 8, it is understood that flying will take place for training purposes mostly over desert areas, and that populated areas will only be flown over where necessity so demands.

(xi) With reference to paragraph 2 of the Egyptian Note relating to military matters, it is of course understood that the cost of the Military Mission will be defrayed by the Egyptian Government, and that the words " proper training " in this paragraph include training in British military colleges and academies.

(xii) Paragraph 2 of the Egyptian Note relating to military matters only applies to persons who are already at the time members of the Egyptian armed forces.

(xiii) The word " equipment " in paragraph 3 of the Egyptian Note relating to military matters, means all such stores as it is desirable for forces acting together to have as a common pattern. It does not include articles of clothing or articles of local production.

(xiv) With reference to paragraph 1 of Article 11, it is agreed that the Governor-General shall furnish to His Majesty's Government in the United Kingdom and the Egyptian Government an annual report on the administration of the Sudan. Sudan legislation will be notified directly to the President of the Egyptian Council of Ministers.

(xv) With reference to paragraph 2 of Article 11, it is understood that, while the appointment of Egyptian nationals to official posts in the Sudan must necessarily be governed by the number of suitable vacancies, the time of their occurrence and the qualifications of the candidates forthcoming, the provisions of this paragraph will take effect forthwith on the coming into force of the Treaty. The promotion and advancement of members of the Sudan Service shall be irrespective of nationality up to any rank by selection in accordance with individual merits.

(v) Les mots « région de Geneifa » au paragraphe 2 *a*) de l'annexe à l'article 8 signifient « le long de la rive du Grand Lac Amer en allant d'un point situé à trois kilomètres au nord de la station de Geneifa jusqu'à un point situé à trois kilomètres au sud-est de la station de Fayid et sur une largeur de trois kilomètres à l'intérieur des terres à partir de la rive du Lac ».

(vi) Relativement au paragraphe 2 *b*) de l'annexe à l'article 8, il est entendu que les emplacements exacts dans la région y mentionnée, où les forces aériennes seront logées, seront déterminés le plus tôt possible.

Le dépôt du Royal Air Force actuellement situé à Aboukir sera également transféré dans cette région au plus tard à la date même où les forces britanniques seront retirées du Caire en vertu du paragraphe 8.

(vii) Relativement au paragraphe 3 de l'annexe à l'article 8, il est entendu : *a*) que la caserne britannique comprend des quartiers pour les officiers mariés et pour une certaine proportion d'hommes mariés d'autres rangs ; et *b*) que, bien que l'emplacement du camp de convalescence ne puisse encore être fixé définitivement, il est possible que Al-Arish convienne à cet effet ; et *c*) que le Gouvernement égyptien, en conformité de la politique qu'il a déjà mise en œuvre pour le bien des habitants de ces régions, prendra toutes les mesures sanitaires raisonnables pour combattre la malaria dans les régions avoisinant celles où les forces britanniques seront cantonnées.

(viii) Relativement au paragraphe 6 de l'annexe à l'article 8, il est entendu que, en ce qui concerne la route N^o (iii), le Gouvernement égyptien, à moins d'arriver à s'entendre avec la Compagnie du canal de Suez pour l'utilisation de cette route par les forces britanniques et égyptiennes et pour l'amélioration des tronçons (qui ne seraient pas déjà du standard voulu) de manière à satisfaire aux conditions établies au paragraphe 6, construira une route entièrement nouvelle reliant ces endroits.

(ix) Relativement au paragraphe 12 de l'annexe à l'article 8, il est entendu que le détachement auquel il est fait allusion sera limité en nombre au minimum strictement nécessaire en vue de la manipulation et du gardiennage dudit matériel.

(x) Relativement au paragraphe 13 de l'annexe à l'article 8, il est entendu que les vols aériens pour les besoins de l'entraînement devront avoir lieu le plus tôt possible au-dessus du désert et que les régions habitées ne seront survolées qu'en cas de nécessité.

(xi) Relativement au paragraphe 2 de la note égyptienne concernant les questions militaires, il est bien entendu que les frais de la mission militaire seront à la charge du Gouvernement égyptien et que les mots « entraînement approprié » dans ce paragraphe comprennent l'entraînement dans les collèges et académies militaires britanniques.

(xii) Le paragraphe 2 de la note égyptienne concernant les questions militaires s'applique seulement aux personnes qui sont déjà à ce moment-là membres des forces égyptiennes armées.

(xiii) Le mot « équipement » au paragraphe 3 de la note égyptienne concernant les questions militaires signifie tout le matériel et fournitures qu'il est désirable, pour des forces agissant en commun en qualité d'alliées, d'avoir selon un même type. Il ne comprend pas les articles d'habillement ou les articles de fabrication locale.

(xiv) Relativement au paragraphe premier de l'article 11, il est convenu que le gouverneur général présentera au Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et au Gouvernement égyptien un rapport annuel sur l'administration du Soudan. La législation soudanaise sera notifiée directement au président du Conseil des ministres égyptien.

(xv) Relativement au paragraphe 2 de l'article 11, il est entendu que, quoique la nomination des nationaux égyptiens dans les postes officiels du Soudan doit être nécessairement régie par le nombre des vacances convenables, par le temps où elles se produisent et par les qualifications des candidats qui se présentent, les dispositions de ce paragraphe seront appliquées immédiatement dès la mise en vigueur du traité. Les promotions et les avancements des membres du service du Soudan, abstraction faite de la nationalité et jusqu'à n'importe quel rang, auront lieu par voie de sélection selon les mérites individuels.

It is also understood that these provisions will not prevent the Governor-General occasionally appointing to special posts persons of another nationality when no qualified British subjects, Egyptian nationals or Sudanese are available.

(xvi) With reference to paragraph 3 of Article 11, it is understood that, as the Egyptian Government are willing to send troops to the Sudan, the Governor-General will give immediate consideration to the question of the number of Egyptian troops required for service in the Sudan, the precise places where they will be stationed and the accommodation necessary for them, and that the Egyptian Government will send forthwith, on the coming into force of the Treaty, an Egyptian military officer of high rank whom the Governor-General can consult with regard to these matters.

(xvii) With reference to Article 11, as it has been arranged between the Egyptian Government and His Majesty's Government in the United Kingdom that the question of the indebtedness of the Sudan to Egypt and other financial questions affecting the Sudan shall be discussed between the Egyptian Ministry of Finance and the Treasury of the United Kingdom, and as such discussions have already commenced, it has been considered unnecessary to insert in the Treaty any provision in regard to this question.

(xviii) With regard to paragraph 6 of the Annex to Article 13, it is understood that questions relating to this declaration are not subjects for the appreciation of any Courts in Egypt.

Signed in duplicate at London this 26th day of August, 1936.

(Signed) Anthony EDEN,
*His Majesty's Principal Secretary of
State for Foreign Affairs.*

(Signed) Moustapha EL-NAHAS,
*President of the Egyptian Council of
Ministers.*

NOTES.

I.

LONDON, August 26th, 1936.

SIR,

With reference to Article 2 of the Treaty signed this day, I have the honour to inform Your Excellency that, as His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, will be the first foreign sovereign to be represented in Egypt by an Ambassador, British Ambassadors will be considered senior to the other diplomatic representatives accredited to the Court of His Majesty the King of Egypt.

The provisions of this note are subject to revision at the time and in the conditions provided for in Article 16 of the Treaty.

I avail, &c.

Moustapha EL-NAHAS,
President of the Council of Ministers.

Il est également entendu que ces dispositions n'empêcheront pas le gouverneur général de nommer occasionnellement dans des postes spéciaux des personnes d'une autre nationalité lorsque aucun candidat qualifié ne sera disponible parmi les sujets britanniques, les nationaux égyptiens ou les Soudanais.

(xvi) Relativement au paragraphe 3 de l'article 11, il est entendu que, comme le Gouvernement égyptien désire envoyer des troupes au Soudan, le gouverneur général prendra immédiatement en considération la question du nombre des troupes égyptiennes requises pour servir au Soudan, des places précises où elles seront cantonnées et des aménagements qui leur seront nécessaires, et que le Gouvernement égyptien, aussitôt que le traité aura été mis en vigueur, enverra immédiatement un officier militaire égyptien d'un rang supérieur, que le gouverneur général pourra consulter au sujet de ces questions.

(xvii) Relativement à l'article 11, comme il a été convenu entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni que la question de la dette du Soudan vis-à-vis de l'Égypte, ainsi que les autres questions financières ayant trait au Soudan seront discutées entre le ministre égyptien des Finances et la Trésorerie du Royaume-Uni, et comme de telles discussions ont déjà commencé, il a été estimé inutile d'insérer dans le traité une disposition quelconque à cet égard.

(xviii) Relativement au paragraphe 6 de l'annexe à l'article 13, il est entendu que toutes les questions afférentes à cette déclaration ne seront pas sujettes à l'appréciation d'un tribunal quelconque en Égypte.

Signé en double exemplaire à Londres, ce 26 août 1936.

Moustapha EL-NAHAS,
Président du Conseil des ministres égyptien.

Anthony EDEN,
*Principal Secrétaire d'Etat
de Sa Majesté pour les Affaires étrangères.*

NOTES

I.

MOUSTAPHA EL-NAHAS PACHA A M. EDEN.

LONDRES, le 26 août 1936.

EXCELLENCE,

Relativement à l'article 2 du traité signé aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous informer que, étant donné que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, sera le premier souverain étranger à se faire représenter en Égypte par un ambassadeur, les ambassadeurs britanniques seront considérés comme les doyens des autres représentants diplomatiques accrédités près la Cour de Sa Majesté le Roi d'Égypte.

Les dispositions de la présente note sont sujettes à révision à la date et dans les conditions prévues à l'article 16 du traité.

Je saisis l'occasion, etc.

Moustapha EL-NAHAS,
Président du Conseil des ministres.

II.

LONDON, *August 26th*, 1936.

SIR,

With reference to Article 12 of the Treaty signed this day, I have the honour to inform Your Excellency that the Egyptian Government intend to abolish forthwith the European Bureau of the Public Security Department, but will retain, for five years from the coming into force of the Treaty, a certain European element in their city police. The said police will remain for the same period under the command of British officers.

With a view to facilitating the gradual substitution of Egyptian officials for the said European element and thereby securing the harmonious working of the police organisation, the Egyptian Government propose to dispense annually with the services of one-fifth of the number of European police officials.

The Egyptian Government, in view of the Treaty of friendship and alliance signed to-day, will, when engaging the services of foreign experts, generally prefer British subjects possessing the necessary qualifications.

I avail, &c.

Moustapha EL-NAHAS.

President of the Council of Ministers.

III.

LONDON, *August 26th*, 1936.

SIR,

I wish to place on record certain further understandings in regard to military matters which have been reached between us in connexion with the Treaty of Alliance signed this day.

(1) British personnel shall be withdrawn from the Egyptian Army and the functions of the Inspector-General and his staff shall terminate.

(2) The Egyptian Government, desiring to perfect the training of the Egyptian Army including the Air Force, and intending, in the interests of the alliance which has been established, that such foreign instructors as they may deem necessary shall be chosen from amongst British subjects only, will avail themselves of the advice of a British Military Mission for such time as they may deem necessary for the purposes aforesaid. His Majesty's Government in the United Kingdom will furnish the Military Mission which the Egyptian Government desire, and will also undertake to receive and provide proper training in the United Kingdom for any personnel of the Egyptian forces which the Egyptian Government may desire to send for the purpose of being trained. In the circumstances created by this Treaty the Egyptian Government will naturally not desire to send any personnel of their armed forces to undergo a course in any training establishment or unit abroad elsewhere than in the United Kingdom, provided that this shall not prevent it from sending to any other country such personnel as cannot be received in training establishments and units in the United Kingdom.

(3) In the interests of the alliance, and in view of the possible necessity of co-operative action between the British and Egyptian forces, the armament and equipment, land and air, of the Egyptian forces shall not differ in type from those of the British forces. His Majesty's Government in the United Kingdom undertake to use their good offices to facilitate the supply of such

II.

MOUSTAPHA EL-NAHAS PACHA A M. EDEN.

LONDRES, le 26 août 1936.

EXCELLENCE,

Relativement à l'article 12 du traité signé aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement égyptien se propose d'abolir dès à présent le Bureau européen du Département de la Sécurité publique. Il entend, néanmoins, maintenir dans la police des villes, pendant cinq ans à dater de l'entrée en vigueur du traité, un certain élément européen qui demeurera, durant ladite période, sous le commandement d'officiers britanniques.

En vue de faciliter le remplacement graduel dudit élément européen par des fonctionnaires égyptiens et d'assurer ainsi le fonctionnement harmonieux de la police, le Gouvernement égyptien se propose de se dispenser annuellement des services du cinquième des fonctionnaires européens de la police.

Vu le Traité d'amitié et d'alliance signé aujourd'hui, le Gouvernement égyptien, lorsqu'il aura besoin des services d'experts étrangers, donnera généralement la préférence à des sujets britanniques possédant les qualifications nécessaires.

Je saisis l'occasion, etc.

Moustapha EL-NAHAS,
Président du Conseil des ministres.

III.

MOUSTAPHA EL-NAHAS PACHA A M. EDEN.

LONDRES, le 26 août 1936.

EXCELLENCE,

Je désire consigner par écrit certains autres accords auxquels nous sommes arrivés en ce qui concerne les questions militaires du Traité d'alliance signé aujourd'hui.

1. Le personnel britannique sera retiré de l'armée égyptienne et les fonctions de l'inspecteur général et de son personnel prendront fin.

2. Le Gouvernement égyptien, désireux de perfectionner l'entraînement de l'armée égyptienne, y compris la force aérienne, et entendant, dans l'intérêt de l'alliance qui vient d'être conclue, choisir les instructeurs étrangers dont il aurait besoin parmi les sujets britanniques uniquement, se propose de profiter des conseils d'une mission militaire britannique pour le temps qu'il jugerait nécessaire à ces fins. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni fournira la mission militaire demandée par le Gouvernement égyptien et s'engage également à recevoir et à pourvoir à l'entraînement approprié, dans le Royaume-Uni, de tout le personnel des forces égyptiennes que le Gouvernement égyptien voudra envoyer pour y être entraîné. Dans les conditions créées par le présent traité, le Gouvernement égyptien ne voudra naturellement pas envoyer à l'étranger un personnel quelconque de ses forces armées pour suivre des cours dans un établissement d'entraînement ou unité quelconque ailleurs que dans le Royaume-Uni, pourvu que, de ce fait, il ne soit pas empêché d'envoyer dans tout autre pays le personnel qui ne pourrait pas être reçu dans les établissements d'entraînement ou les unités du Royaume-Uni.

3. Dans l'intérêt de l'alliance et en vue de la nécessité possible d'une action en coopération entre les forces britanniques et égyptiennes, l'armement et l'équipement des forces égyptiennes de terre et d'air ne différeront pas du type de ceux des forces britanniques. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni s'engage à employer ses bons offices en vue de faciliter la fourniture,

armament and equipment from the United Kingdom, at prices similar to those which would be paid by His Majesty's Government, whenever the Egyptian Government so desire.

I avail, &c.

Mustapha EL-NAHAS,
President of the Council of Ministers.

IV.

THE RESIDENCY, RAMLEH,
August 12th, 1936.

SIR,

With reference to paragraph 6 (B) (i) of the Annex to Article H (9), Your Excellency asked me on behalf of the Egyptian Delegation to communicate information as regards the work which would be required to be done under this paragraph. I have the honour to enclose a statement which gives these details so far as they can be stated at the present moment. This statement is, however, only approximate and further details might have to be added to it.

I avail, &c.

Miles W. LAMPSON,
High Commissioner.

APPROXIMATE RAILWAY REQUIREMENTS IN CANAL ZONE.

MOASCAR.

The existing siding with troop entrainment platform and one siding with end loading ramp, each to hold "60" unit trains, with facilities to enable a train to be despatched every three hours, will be maintained.

GENEIFA AREA.

(a) *Entrainment Station.*—Two sidings with loop entrainment platforms and two sidings with end loading ramps, each to hold "60" unit trains.

(b) Depot Area, facilities as given below together with the necessary shunting loops, &c.

Supply Depot : One spur with two loading sidings (each 20 units).

Petrol Depot : One loading siding (10 units).

M.T. Vehicle Reception Depot : One end loading siding (30 Flats).

Ordnance Depot : One spur with one loading and one end loading siding (each 20 units).

Camp Equipment Depot : One loading siding (40 units).

Ammunition Depot : One spur with two loading sidings (each 20 units).

en Grande-Bretagne, de tels armements et équipements à des prix identiques à ceux que payerait le Gouvernement de Sa Majesté britannique toutes les fois que le Gouvernement égyptien en exprimera le désir.

Je saisis l'occasion, etc.

Moustapha EL-NAHAS,
Président du Conseil des ministres.

IV.

SIR MILES LAMPSON A MOUSTAPHA EL-NAHAS PACHA.

LA RÉSIDENCE, RAMLEH, le 12 août 1936.

EXCELLENCE,

Relativement au paragraphe 6 B (i) de l'annexe à l'article H (g) ¹, Votre Excellence m'avait demandé, au nom de la délégation égyptienne, de lui fournir des renseignements au sujet des travaux dont l'exécution pourrait être requise aux termes de ce paragraphe. J'ai l'honneur d'annexer un état qui donne ces détails autant qu'ils peuvent être établis à l'heure présente. Toutefois, cet état n'est qu'approximatif, et d'autres détails pourraient y être ajoutés.

Je saisis l'occasion, etc.

Miles W. LAMPSON,
Haut Commissaire.

ANNEXE N° 1.

BESOINS APPROXIMATIFS DE VOIES FERRÉES DANS LA ZONE DU CANAL.

MOASCAR,

A maintenir la voie de garage existante, avec le quai d'embarquement des troupes et une voie de garage avec un quai terminus incliné pour chargement, chacune suffisant pour soixante véhicules, avec les facilités nécessaires pour faire partir un train toutes les trois heures.

ZONE DE GENEIFA.

a) *Station de chargement.*—Deux voies de garage avec deux plates-formes et aiguillage, ainsi que deux voies de garage munies de quais terminus pour chargement, chacune pour un train de soixante unités.

b) *Zone d'emmagasiner.* — Les facilités indiquées ci-dessous, avec système d'aiguillage Shunt, etc.

Dépôt d'approvisionnement : Embranchement avec deux voies de garage pour chargement (chacune pour vingt véhicules).

Dépôt de pétrole : Une voie de garage pour chargement (dix véhicules).

Dépôt de réception pour voitures de trains de matériel : Une voie de garage terminus pour chargement (trente wagons-trucks).

Dépôt de matériel : Un embranchement avec une voie de garage pour chargement et une voie de garage terminus de chargement (chacune pour vingt véhicules).

Dépôt d'équipements de camps : Une voie de garage pour chargement (quarante véhicules).

Dépôt de munitions : Un embranchement avec deux voies de garage pour chargement (chacune pour vingt véhicules).

¹ Article 8 du traité tel qu'il a été signé.

Hospital Area : One siding and one off-loading platform for one Hospital train.

R.E. Stores Depot : One loading siding (20 units).

N.A.A.F.I. Depot : One loading siding (10 units).

(c) Marshalling and Locomotive Yards to enable one personnel train, or one M.T. train, being despatched every three hours throughout the twenty-four.

(d) Wharves and other unloading facilities as required.

NOTE.—All loading sidings to have platforms corresponding with the length of the train.

V.

ANTONIADES PALACE, ALEXANDRIA,

August 12th, 1936.

SIR,

With reference to paragraph 18 (b) of the draft Annex to Article H (9) initialled the 24th July last, I have the honour to inform Your Excellency that the work which is at present being done on the roads Cairo-Alexandria, via Giza and the desert, and Cairo-Suez will be pushed forward and will be completed by the end of 1936.

I avail, &c.

Moustapha EL-NAHAS,

President of the Council of Ministers.

VI.

THE RESIDENCY, RAMLEH,

August 12th, 1936.

SIR,

In the course of discussions on questions of detail, arising out of paragraph 2 of Article K, the suggestion for the secondment of an Egyptian economic expert for service at Khartum, and the Governor-General's wish to appoint an Egyptian officer to his personal staff as military secretary, were noted and considered acceptable in principle. It was also considered desirable and acceptable that the Inspector-General of the Egyptian Irrigation Service in the Sudan should be invited to attend the Governor-General's Council when matters relating to his departmental interests were before the Council.

I avail, &c.

Miles W. LAMPSON,

High Commissioner.

Zone des hôpitaux : Une voie de garage et un quai de déchargement pour un train-hôpital.

Dépôt de matériel du génie : Une voie de garage pour chargement (vingt véhicules).

Dépôt de la N.A.A.F.I. : Une voie de garage pour chargement (dix véhicules).

c) *Cour de triage et cour pour locomotives.* — Permettant de faire partir toutes les trois heures durant les vingt-quatre heures un train de personnel ou un train de matériel.

d) Quais et autres facilités pour déchargement, suivant les besoins.

NOTA.—Toutes les voies de garage pour chargement doivent être pourvues de quais d'une longueur correspondant à la longueur du train.

V.

MOUSTAPHA EL-NAHAS PACHA A SIR MILES LAMPSON.

PALAIS ANTONIADES, ALEXANDRIE, le 12 août 1936.

EXCELLENCE,

Me référant au paragraphe 18 b) du projet d'annexe à l'article H (9)¹ qui a été paraphé le 24 juillet dernier, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que les travaux, actuellement effectués sur les routes Caire-Alexandrie, via Guizeli et le désert, et Caire-Suez seront activés et seront achevés vers la fin de 1936.

Je saisis l'occasion, etc.

Moustapha EL-NAHAS,
Président du Conseil des ministres.

VI.

SIR MILES LAMPSON A MOUSTAPHA EL-NAHAS.

LA RÉSIDENCE, RAMLEH, le 12 août 1936.

EXCELLENCE,

Au cours des discussions sur les questions de détail soulevées par le paragraphe 2 de l'article K², la suggestion tendant à désigner à Khartoum un expert économique égyptien, ainsi que le désir du gouverneur général d'adjoindre à son personnel particulier un officier égyptien comme secrétaire militaire, ont été notés et considérés comme acceptables en principe. Il a été également considéré comme désirable et acceptable que l'inspecteur général du Service égyptien d'irrigation au Soudan fût invité à assister au Conseil du gouverneur général lorsque des questions ayant trait aux intérêts de son service sont portées devant le Conseil.

Je saisis l'occasion, etc.

Miles W. LAMPSON,
Haut Commissaire.

¹ Article 8 du traité tel qu'il a été signé.

² Article 11 du traité tel qu'il a été signé.

N° 4032.

**ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD
ET ÉGYPTE**

Convention relative aux immunités et
privilèges dont jouiront les forces
britanniques en Egypte. Signée à
Londres, le 26 août 1936.

**UNITED KINGDOM
OF GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND EGYPT**

Convention concerning the Immuni-
ties and Privileges to be enjoyed
by the British Forces in Egypt.
Signed at London, August 26th,
1936.

No. 4032. — CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT CONCERNING THE IMMUNITIES AND PRIVILEGES TO BE ENJOYED BY THE BRITISH FORCES IN EGYPT. SIGNED AT LONDON, AUGUST 26TH, 1936.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place January 6th, 1937.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE EGYPTIAN GOVERNMENT desiring, in accordance with Article 9 of the Treaty¹ of Alliance signed this day, to settle the position as regards jurisdictional and fiscal matters of the Forces in Egypt of His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India (hereinafter referred to as His Majesty), have agreed as follows :

1. In this Convention the expression " British Forces " includes :

(a) Every person subject to the Naval Discipline Act, the Army Act and the Air Force Act of the United Kingdom (or the corresponding Acts of other parts of His Majesty's Dominions) who is stationed with, or attached to, the forces of His Majesty, who are present in Egypt in accordance with the provisions of the Treaty of Alliance ;

(b) Every civilian official of British nationality accompanying or serving with the said Forces in Egypt of the Navy, Army and Air Force Institutes, who is either granted relative status as an officer, or holds a pass designating his status, issued by the Appropriate British Authority as hereinafter defined, and who is paid from the funds of any part of the Dominions of His Majesty, or the Navy, Army and Air Force Institutes ;

(c) Wives, and children under 21 years of age, of the persons mentioned in paragraphs (a) and (b) hereof.

2. (a) The expression " Appropriate British Authority " means :

(i) In the case of members of His Majesty's Naval Forces, the Senior Naval Officer for the time being within the territorial waters of Egypt ; or in cases where the matter is not within his cognizance, the Commander-in-Chief or other Officer for the time being commanding the Mediterranean Station ;

(ii) In the case of members of His Majesty's Land Forces, the General or other Officer for the time being commanding the British Troops in Egypt ;

(iii) In the case of members of His Majesty's Air Forces, the Air or other Officer for the time being commanding the Royal Air Force in Egypt.

¹ See page 401 of this Volume.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4032. — CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN RELATIVE AUX IMMUNITÉS ET PRIVILÈGES DONT JOUIRONT LES FORCES BRITANNIQUES EN ÉGYPTE. SIGNÉE A LONDRES, LE 26 AOUT 1936.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 janvier 1937.

LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD désirant, en conformité de l'article 9 du Traité¹ d'alliance signé aujourd'hui, régler la situation en ce qui a trait aux questions juridictionnelles et fiscales des forces se trouvant en Egypte de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes (ci-après dénommé Sa Majesté) sont convenus de ce qui suit :

1. Dans la présente convention, l'expression « Forces britanniques » comprend :

a) Toute personne régie par le « Naval Discipline Act », « Army Act » ou « Air Force Act » du Royaume-Uni (ou des « Acts » correspondants des autres parties des Dominions de Sa Majesté), qui cantonne avec ou qui est attachée aux forces de Sa Majesté se trouvant actuellement en Egypte en conformité des dispositions du Traité d'alliance.

b) Tout fonctionnaire civil britannique accompagnant lesdites forces en Egypte ou servant avec elles, ou avec l'armée navale ou les forces aériennes, et qui, soit s'est vu octroyer un statut comme officier, soit détient un permis désignant son statut, permis émis par l'autorité britannique compétente telle qu'elle est définie ci-bas, et qui est rétribué sur les fonds d'une partie quelconque des Dominions de Sa Majesté, ou sur les fonds de la marine, de l'armée ou des forces aériennes.

c) Les femmes et les enfants âgés de moins de 21 ans des personnes mentionnées aux paragraphes a) et b) ci-dessus.

2. a) L'expression « autorité britannique compétente » signifie :

(i) Dans le cas des personnes faisant partie des forces navales de Sa Majesté, l'officier naval supérieur pour le temps où il sera dans la zone des eaux territoriales de l'Egypte ou, dans les cas survenant hors de la zone qui lui est assignée, le commandant en chef ou autre officier commandant pour le moment la station méditerranéenne ;

(ii) Dans le cas des personnes faisant partie des forces de terre de Sa Majesté, le général ou autre officier commandant pour le moment les troupes britanniques en Egypte ;

(iii) Dans le cas des personnes faisant partie des forces aériennes de Sa Majesté, l'officier d'aviation ou autre commandant pour le moment le Royal Air Force en Egypte.

¹ Traduction du Gouvernement égyptien.

¹ Translation of the Egyptian Government.

² Voir page 401 de ce volume.

(b) Any authority given to, or any act or thing to be done by, to or for, any Appropriate British Authority may be exercised by, or done by, to or for, any other person for the time being authorised in that behalf according to the custom of the particular service of His Majesty concerned.

3. (a) The expression " British Camps " means :

The areas or places which, by virtue of Article 8 of the Treaty and the Annex thereto, have been allocated to the Forces of His Majesty and such other areas as may be so allocated by agreement of both Governments either in addition to or in substitution for the aforesaid areas, and including the temporary camps and bivouacs in the training and manœuvre areas authorised by the Treaty when being used as such.

(b) The expression " service aircraft " means any aircraft of His Majesty's Forces.

4. No member of the British Forces shall be subject to the criminal jurisdiction of the Courts of Egypt, nor to the civil jurisdiction of those Courts in any matter arising out of his official duties. If any civil proceeding is instituted against a member of the British Forces before any Egyptian Court, notification of the proceedings shall be given to His Majesty's Ambassador, and no further steps shall be taken until twenty-one days have elapsed from the date of notification. This period shall be extended if His Majesty's Ambassador states that it has not been possible to conclude the necessary investigations in the above time. A statement to the Court by His Majesty's Ambassador that the proceedings arise out of official duties will be considered as conclusive evidence of that fact.

5. Without prejudice to the fact that British camps are Egyptian territory, the said camps shall be inviolable and shall be subject to the exclusive control and authority of the Appropriate British Authorities.

6. In pursuance of the provisions of the Treaty of Alliance, the Egyptian Government hereby consents to the enjoyment by the British Forces of :

(a) Freedom of movement between British camps, and to or from the ordinary points of access to Egyptian territory by water, land or air ; there would of course be consultation with the Egyptian Authorities as regards movements of large bodies of men, stores or vehicles on railways and roads used for general traffic ;

(b) Unrestricted communication by radio or other telegraphy, telephony or any other means howsoever ; and the necessary facilities for maintaining such communications whether inside or outside of British camps, including the laying of cables and land lines ; it is understood that the telegraph and telephone cables and lines herein referred to will be situated in the areas where the British Forces are stationed, and that any connection with the Egyptian system of telegraphs and telephones will be subject to arrangement with the Egyptian Authorities ;

(c) The right within British camps to generate light and power for use in British camps, and to transmit and distribute such light and power between the place of generation and any other British camp by means of cables, pipes or in any other way whatsoever ;

(d) Transmission, subject to the payment of the usual charges, of telegrams and messages over the Egyptian State Telegraphs and Telephones, in clear, in code or in cypher ;

(e) Use of the Egyptian State Railways upon the terms and subject to the conditions now in force ;

(f) The supply, maintenance and use of telephones as required, as part of and connected with the Egyptian State Telephones service and system, at the rates and upon the conditions now in force ;

(g) Entry into and departure from Egypt of members of His Majesty's Forces at all times without let or hindrance, subject only to the production of a certificate showing

b) Tout pouvoir conféré par une autorité britannique compétente à une personne pour accomplir un acte ou une chose quelconque pourra être exercé en conformité des coutumes du service particulier intéressé de Sa Majesté et tout acte ou chose accompli par une personne ainsi autorisée le sera en conformité desdites coutumes.

3. a) L'expression « camps britanniques » signifie :

Les superficies ou emplacements qui, en vertu de l'article 8 et son annexe du traité, ont été accordés d'accord entre les deux gouvernements aux forces de Sa Majesté et toute autre superficie qui, de temps en temps, pourra être ainsi accordée soit en addition aux, soit en substitution des emplacements précités, et comprenant les camps provisoires et les bivouacs dans les terrains d'exercice et de manœuvres autorisés par le traité lorsqu'ils sont utilisés comme tels.

b) L'expression « service d'aviation » signifie tout aéronef des forces de Sa Majesté.

4. Aucun membre des forces britanniques ne sera justiciable de la juridiction criminelle des tribunaux d'Égypte, ni de la juridiction civile de ces tribunaux, en aucune matière relevant de ses attributions officielles. Si une poursuite civile est instituée contre un membre des forces britanniques devant un tribunal égyptien quelconque, la poursuite devra être notifiée à l'ambassadeur de Sa Majesté et aucune mesure ne devra être prise avant l'expiration de vingt et un jours de la date de la notification. Cette période devra être étendue si l'ambassadeur de Sa Majesté déclare qu'il n'a pas été possible de terminer les investigations nécessaires dans le susdit délai. Une déclaration au tribunal par l'ambassadeur de Sa Majesté que la poursuite se rapporte aux attributions officielles sera considérée comme décisive en la matière.

5. Sans préjudice du fait que les camps britanniques sont en territoire égyptien, ces camps seront inviolables et seront soumis exclusivement au contrôle et à la juridiction de l'autorité britannique compétente.

6. Conformément aux dispositions du Traité d'alliance, le Gouvernement égyptien consent par les présentes à ce que les forces britanniques jouissent de :

a) La liberté de leurs mouvements entre les camps britanniques et aux points habituels d'accès au territoire égyptien par mer, terre et air, et *vice versa* ; il est entendu que les autorités égyptiennes seront consultées en ce qui concerne les mouvements de troupes nombreuses, de matériel et de véhicules sur les voies ferrées ou sur les routes employées pour le trafic général ;

b) La communication sans restriction par radio, par télégraphe, par téléphone ou par tout autre moyen quelconque, et des facilités nécessaires pour le maintien de ces communications soit à l'intérieur soit à l'extérieur des camps britanniques, y compris la pose de câbles et de lignes terrestres ; il est entendu que les câbles et lignes télégraphiques et téléphoniques en question seront situés dans les superficies où cantonneront les forces britanniques et que toute liaison avec le système égyptien des télégraphes et téléphones sera soumise à un arrangement avec les autorités égyptiennes ;

c) Le droit de produire à l'intérieur des camps britanniques l'éclairage et la force motrice pour être utilisés dans les camps britanniques et de les distribuer entre les stations génératrices et tout camp britannique, au moyen de câbles, lignes ou tout autre moyen ;

d) La transmission, moyennant paiement des droits usuels, des télégrammes et messages par le canal de l'Administration égyptienne des télégraphes et téléphones, en langage clair, en code ou en chiffres ;

e) L'usage des chemins de fer égyptiens conformément aux termes et conditions en vigueur actuellement ;

f) La fourniture, le maintien et l'usage d'appareils téléphoniques selon les besoins en tant que ces appareils font partie du et sont rattachés au service et système de l'Administration égyptienne des téléphones, selon les tarifs et les conditions actuellement en vigueur ;

g) L'entrée en Égypte et la sortie, pour les membres des forces britanniques, à tout moment, sans difficulté ni entrave, à condition seulement qu'ils produisent un certificat

membership of the British Forces in cases when such members do not arrive or leave by a British Man of War, Troopship, Freightship, or Service Aircraft, Service Transport or as a formed body under command of an Officer, Warrant Officer, Non-Commissioned Officer, or Petty Officer ;

(h) The use of roads, bridges, canals, streams, lakes, waterways and other bodies of water without the payment of dues, tolls or charges either by way of registration or otherwise for vehicles or water-borne craft used on His Majesty's Service ;

(i) Port facilities free of payment for His Majesty's Men of War, Troopships, Freightships and Service Aircraft of an amphibian or seaplane character ;

(j) The same immunity regarding the official correspondence of the British Forces and their couriers as is enjoyed in International Law by the Diplomatic representatives of foreign States.

7. (a) Members of the British Forces who are owners of real property shall pay the same taxes, registration and transfer fees in respect of such property and its produce as civilians of British nationality ;

(b) Members of the British Forces shall pay in respect of any privately owned radio receiving or transmitting apparatus the tax or licence fee for the time being in force and applicable to such apparatus ;

(c) Members of the British Forces shall pay the fee for the time being in force for the registration of a private water-borne craft and (subject to the provisions of Article 6 (h) hereof) also all dues, charges and tolls leviable in consequence of the user of such craft ;

(d) Members of the British Forces shall pay the tax or registration fee for the time being in force for a private motor vehicle used on any public road maintained by the Egyptian Government or for any privately owned aircraft ;

(e) The Agreement between the Egyptian Government and the British Military Authorities dealing with imports and exports by the British Naval, Military and Air Force Authorities as well as with imports by individual members of His Majesty's Forces and by the Navy, Army and Air Force Institutes, dated the 14th July, 1921, as amended up to the date hereof, shall remain in full force and effect ; provided, however, that, in the event of a change in the tariff, either party to the said Agreement shall have a right to demand a revision of the *ad valorem* rates which have been accepted by mutual consent as equivalent to the actual duties and dues chargeable under the tariff now in force. The principle of an *ad valorem* equivalent shall be maintained ;

Save as above provided, British camps, the British Forces and the members thereof shall be immune from all taxation, other than Municipal rates for services enjoyed, and from all registration fees or charges unless there has been an agreement between the two Governments to the contrary.

8. The Egyptian Government freely offers every assistance to British aircraft in distress, and will accord full facilities to His Majesty's personnel and stores to proceed to and from the salvage of any aircraft in distress that may have made a forced landing in Egyptian territory.

9. The Appropriate British Authority will surrender, on receipt of an application signed by the appropriate official of the Egyptian Ministry of Justice, persons not being members of His Majesty's Forces and who are within any British camp, and

(a) Against whom a warrant of arrest has been issued in respect of any offence triable by a court in Egypt ; or

(b) Against whom an order of imprisonment has been made by any court in Egypt ;
or

attestant qu'ils sont membres des forces britanniques si ces membres n'arrivent pas ou ne partent pas sur une unité navale de guerre, ou un navire de transport de troupes, ou de transport de matériel, ou un aéronef du service d'aviation, ou du service de transport, ou comme formant partie d'un corps militaire sous le commandement d'un officier ou d'un sous-officier, ou d'un officier non commissionné, ou d'un gabier ;

h) L'usage des routes, ponts, canaux, rivières, lacs, cours d'eau ou autres voies d'eau sans paiement de droits, octrois ou autres charges sous forme d'enregistrement ou autrement pour les véhicules ou les embarcations utilisés dans le service de Sa Majesté ;

i) Les facilités gratuites dans les ports pour les unités navales de Sa Majesté, les bateaux de transport de troupes ou de matériel, les aéronefs d'un caractère amphibie ou hydravions ;

j) La même immunité, par rapport à la correspondance officielle des forces britanniques et de leurs courriers que celle dont jouissent, en vertu du Droit international, les représentants diplomatiques des Etats étrangers.

7. *a)* Les membres des forces britanniques qui possèdent une propriété réelle immobilière seront tenus de payer, en ce qui concerne cette propriété, les mêmes taxes, droits de transcription ou de transfert que les civils de nationalité britannique.

b) Les membres des forces britanniques seront tenus, pour la période où ils seront en service, de payer, s'ils possèdent des appareils radiophoniques de réception ou d'émission, la taxe ou le droit de permis applicable à de tels appareils.

c) Les membres des forces britanniques devront payer, pour la période où ils seront en service, le droit d'enregistrement de toute embarcation privée, ainsi que (sous réserve des dispositions de l'article 6 *h)* ci-dessus), tous droits, charges et octrois perçus en conséquence de tout usager de pareils embarcations.

d) Les membres des forces britanniques seront tenus de payer, pour la période où ils seront en service, la taxe ou le droit d'enregistrement sur tout véhicule automobile privé, employé sur une route publique quelconque entretenue par le Gouvernement égyptien, de même que sur tout aéronef privé.

e) L'arrangement entre le Gouvernement égyptien et les autorités militaires britanniques relatif aux importations et exportations des autorités militaires, navales et aériennes, ainsi qu'aux importations de chacun des membres des forces britanniques, et de celles des instituts des forces navales, terrestres et aériennes, daté du 14 juillet 1921, et tel qu'il a été modifié jusqu'à la date ci-dessus, demeurera en vigueur et produira intégralement ses effets, pourvu toutefois que, dans le cas d'un changement dans le tarif, les deux parties audit arrangement aient le droit de demander une révision des taux *ad valorem* qui avaient été acceptés d'un commun accord pour les rendre équivalents aux droits et taxes imposés par le tarif actuellement en vigueur. Le principe d'un équivalent *ad valorem* doit être maintenu.

Sous réserve de ce qui précède, les camps britanniques, les forces britanniques et leurs membres seront exemptés de tous impôts et taxes (autres que les droits municipaux pour services rendus) et de tous droits ou charges d'enregistrement, à moins qu'il n'en soit convenu autrement entre les deux gouvernements.

8. Le Gouvernement égyptien prêtera gratuitement assistance à tout aéronef britannique en détresse et accordera, en vue du sauvetage, toutes facilités au personnel et au matériel de Sa Majesté pour se rendre à ou revenir du lieu où un aéronef en détresse aurait fait un atterrissage forcé en territoire égyptien.

9. L'autorité britannique intéressée aura, à la réception d'une demande signée par le fonctionnaire compétent du Ministère égyptien de la Justice, à livrer les personnes non membres des forces de Sa Majesté se trouvant dans l'enceinte de n'importe quel camp britannique :

a) Lorsqu'un mandat d'arrêt a été lancé contre elles pour toute infraction relevant de la compétence d'un tribunal en Egypte ; ou

b) Lorsqu'une condamnation à l'emprisonnement a été rendue contre elles par un tribunal quelconque en Egypte ; ou

(c) Against whom an order has been issued by an appropriate Egyptian military authority for desertion or absence without leave from the Egyptian army ; and

(d) Who are not immediately ejected therefrom as would ordinarily be done in the case of such persons who take refuge therein from the Police.

Every application for the surrender of an offender, under these provisions shall be accompanied by a certified true copy of the warrant of arrest or order of imprisonment as the case may be, and by such information as is available as to the identity and whereabouts of the person whose surrender is desired.

10. The Egyptian Government will ensure :

(a) The searching for, apprehending and handing over of any members of the British Forces who are claimed as deserters or absentees without leave, upon request made in writing by the Appropriate British Authority ;

(b) The prosecution of persons accused of acts in relation to the British Forces which, if committed in relation to the Egyptian Forces, would have rendered them liable to prosecution.

11. (1) Subject to the provisions of sub-paragraph (a) of the preceding Article, members of the British Forces shall be liable to arrest by the Egyptian Authorities only in such circumstances as would justify the arrest of civilians of British nationality. Should any member of the British Forces be arrested the following procedure will be adopted :

(a) Notification of the arrest giving the name and other particulars of the person arrested, together with information as to the nature of the offences for which the said person was arrested, will be sent forthwith to the Appropriate British Authority ;

(b) A similar notification will also immediately be sent to the office of the nearest British Consular Officer ;

(c) The alleged offender will be handed over on demand to the Appropriate British Authority ;

(d) Full particulars of the charges against the alleged offender together with the names, addresses and statements of the relevant witnesses will be delivered or sent by registered post to the Appropriate British Authority within 48 hours of the arrest ;

(2) When it is alleged that a member of the British Forces has committed an offence for which he has not been arrested, particulars of such alleged offence together with the *procès-verbal* will be sent with all convenient speed to the Appropriate British Authority.

12. The British Forces will send an armed escort into any part of Egypt for the purpose of taking over and escorting to a British camp, any member of the British Forces arrested under the provisions of Articles 10 and 11 hereof.

13. (a) The Egyptian Government undertakes at the request of the Appropriate British Authority to take all reasonable steps to secure the attendance of persons amenable to its jurisdiction as witnesses before His Majesty's military tribunals in Egypt (courts-martial, courts of inquiry, committees of adjustment, and boards of officers or other service tribunals) convened and assembled by the Appropriate British Authority.

(b) The Government of the United Kingdom undertakes to take all reasonable steps to secure the attendance of any member of the British Forces as a witness at any proceedings before the Egyptian Courts, including the Mixed Courts, courts-martial, disciplinary tribunals or courts of enquiry, upon application being made to the Appropriate British Authority signed by the appropriate official of the Ministry of Justice or the President of the Tribunal concerned.

14. The Egyptian Government and the Government of the United Kingdom agree that it is desirable that any person, ordered to attend a British military tribunal under Article 13 (a) above

c) Lorsqu'un mandat d'arrêt a été lancé contre elles par une autorité militaire égyptienne compétente pour désertion ou absence sans permission de l'armée égyptienne; et

d) Lorsqu'elles n'ont pas été immédiatement expulsées de ces camps comme il est fait ordinairement si de telles personnes s'y réfugient pour se dérober à la police.

Toute demande pour la livraison d'un inculpé suivant ces dispositions devra être accompagnée d'une copie certifiée conforme du mandat d'arrêt ou de l'ordre d'emprisonnement, selon le cas, ainsi que des informations disponibles sur l'identité et le lieu de résidence de la personne dont la livraison est demandée.

10. Le Gouvernement égyptien aura à assurer :

a) La recherche, l'arrestation et la livraison de tous membres des forces britanniques déclarés déserteurs ou absents sans permission, et ce sur la demande écrite de l'autorité britannique intéressée ;

b) La poursuite des personnes coupables d'actes se rapportant aux forces britanniques, qui, s'ils étaient commis à l'égard des forces égyptiennes, rendraient ces personnes passibles de poursuites.

11. (1) Sous réserve des dispositions du sub-paragraphe a) du précédent article, les membres des forces britanniques ne pourront être arrêtés par les autorités égyptiennes que dans les circonstances qui justifieraient l'arrestation des civils de nationalité britannique. Dans le cas où un membre des forces britanniques serait arrêté, la procédure suivante devra être adoptée :

a) Notification de l'arrestation doit être faite immédiatement à l'autorité britannique intéressée, avec indication du nom et autres détails sur la personne arrêtée et des renseignements sur la nature des infractions pour lesquelles ladite personne a été arrêtée.

b) Une notification similaire doit être également faite immédiatement au bureau de l'agent consulaire britannique le plus proche.

c) Le présumé coupable devra être livré sur demande à l'autorité britannique intéressée.

d) Des détails complets des charges portées à l'encontre du présumé coupable, avec les noms et adresses des témoins et des indications à leur sujet, seront présentés ou envoyés par lettre recommandée à l'autorité britannique intéressée dans les quarante-huit heures de l'arrestation.

(2) Lorsqu'un membre des forces britanniques aura été inculpé d'avoir commis un délit pour lequel il n'a pas été arrêté, les détails de ce délit présumé avec le procès-verbal seront communiqués aussi rapidement que possible à l'autorité britannique compétente.

12. Les forces britanniques enverront une escorte armée à n'importe quel endroit en Egypte afin de se faire livrer et d'escorter jusqu'à un camp britannique, tout membre des forces britanniques arrêté en vertu des dispositions des articles 10 et 11 précités.

13. a) Le Gouvernement égyptien s'engage, à la requête de l'autorité britannique compétente, à prendre toutes mesures raisonnables pour que les personnes justiciables de sa juridiction se présentent comme témoins devant les tribunaux militaires de Sa Majesté en Egypte (cour martiale, tribunal d'enquête, comité de règlement et corps d'officiers ou tribunaux de service) convoqués et réunis par l'autorité britannique compétente.

b) Le Gouvernement du Royaume Uni s'engage à prendre toutes mesures raisonnables pour assurer la présence de tout membre des forces britanniques comme témoin aux audiences des tribunaux égyptiens, y compris les tribunaux mixtes, cours martiales, tribunaux disciplinaires ou tribunaux d'enquête, et ce sur la demande faite à l'autorité britannique compétente et signée par le fonctionnaire compétent du Ministère de la Justice ou par le président du tribunal compétent.

14. Le Gouvernement égyptien et le Gouvernement du Royaume-Uni conviennent qu'il est désirable que toute personne invitée à se présenter devant un tribunal militaire britannique aux

and who is accused of any of the following offences, should be amenable to prosecution before the appropriate Egyptian Court, that is to say :

- (i) Being duly summoned makes default in attending ; or
- (ii) Refuses to take oath or make a solemn declaration legally required to be taken or made ; or
- (iii) Refuses to produce any document in his power or control legally required to be produced by him ; or
- (iv) Refuses when a witness to answer any question to which the tribunal may legally require an answer ; or
- (v) Is guilty of contempt of the tribunal by using insulting or threatening language or by causing interruption or disturbance in the proceedings of such tribunal ; or
- (vi) When examined on oath or solemn declaration before the tribunal wilfully gives false evidence.

Similarly it is desirable that a person ordered to attend an Egyptian tribunal under Article 13 (*b*) above who commits any of the offences specified above, shall be amenable to prosecution before the appropriate British military tribunal.

The exact manner and the extent, however, to which effect can be given to the two preceding paragraphs of this Article depends upon the laws of the United Kingdom and of Egypt respectively, and the two Governments agree that there shall be further discussion at a later date in regard to this matter.

15. Each Government shall pay to the other on demand all reasonable expenses incurred in execution of the provisions of Articles 8, 9, 10 (*a*), 13 (*a*) and 13 (*b*) hereof.

16. The privileges and immunities provided for in the present Convention only apply to persons stationed with or attached to those forces of His Majesty who are present in Egypt in accordance with the provisions of the Treaty of Alliance and as further defined in Article 1 above.

As regards military and air force personnel, the limitations as to numbers provided for in the said Treaty (without prejudice to the provisions of Article 7 thereof) apply.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries being duly authorised to this effect by their respective Governments have signed the present agreement and affixed thereto their seals.

Done at London in duplicate this 26th day of August, 1936.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland :

(L. S.) Anthony EDEN.

For the Egyptian Government :

(L. S.) Moustapha EL-NAHAS.

termes de l'article 13 *a*) ci-dessus, et qui aurait commis l'une des infractions suivantes, devra être poursuivie devant le tribunal égyptien compétent, à savoir :

- (i) Qui, étant dûment convoquée, fait défaut ;
- (ii) Ou qui refuse de prêter serment ou de faire une déclaration solennelle qu'elle aurait été légalement requise de prêter ou de faire ;
- (iii) Ou qui refuse de produire un document en sa possession ou sous son contrôle, qu'elle aurait été légalement requise de produire ;
- (iv) Ou qui refuse, en tant que témoin, de répondre à toute question que lui aurait posée légalement le tribunal ;
- (v) Ou qui se rend coupable de manque de respect envers le tribunal, en usant d'un langage insultant ou menaçant, en interrompant ou en dérangeant les débats de l'audience ;
- (vi) Ou qui, ayant prêté serment ou ayant fait une déclaration solennelle devant le tribunal, donne sciemment de faux témoignages.

Il est également désirable que toute personne invitée à se présenter devant un tribunal égyptien aux termes de l'article 13 *b*) ci-dessus et qui aurait commis l'une des infractions spécifiées ci-haut soit poursuivie devant le tribunal militaire britannique compétent.

Toutefois, la manière exacte et la mesure dans laquelle les deux paragraphes précédents du présent article seront appliqués dépendront des lois du Royaume-Uni et de l'Égypte respectivement, et les deux gouvernements sont d'accord que de nouvelles discussions auront lieu ultérieurement au sujet de cette question.

15. Chacun des deux gouvernements payera à l'autre, sur sa demande, le montant de toutes les dépenses raisonnables encourues du chef de l'application des dispositions des articles 8, 9, 10 *a*), 13 *a*) et 13 *b*) précités.

16. Les privilèges et immunités prévus dans la présente convention s'appliquent uniquement aux personnes cantonnées avec ou attachées aux forces de Sa Majesté qui sont présentes en Égypte conformément aux dispositions du Traité d'alliance et comme il est spécifié de plus au paragraphe 1 ci-dessus.

En ce qui concerne le personnel des forces militaires et aériennes, les limitations par rapport aux nombres prévus par ledit traité (sans préjudice des dispositions de l'article 7) seront appliquées.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, en double exemplaire, ce 26 août 1936.

Pour le Gouvernement égyptien :
Moustapha EL-NAHAS.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :
Anthony EDEN.

